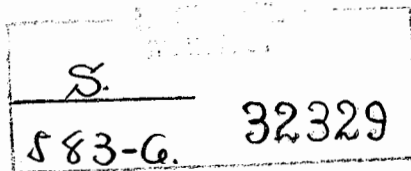


UNIVERSITE DE PARIS X NANTERRE

U.E.R. DE SCIENCES ECONOMIQUES



HN 80.29.R48. F47 1985

LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE
SOCIALISME" DANS L'HISTOIRE: LE CAS DU PORTUGAL

(du 25 avril 1974 au 25 novembre 1975)

THESE

POUR LE DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE

Présentée et soutenue publiquement

par

José-Maria CARVALHO FERREIRA

Directeur de Recherche:

M. le Professeur Eugène ENRIQUEZ

L'UNIVERSITE DE PARIS X - NANTERRE,

n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions devront être considérées comme propres à leurs auteurs.

Je tiens à remercier:

- Monsieur le Professeur Eugène Enriquez qui a bien voulu assurer la direction de ma thèse et de présider le jury. Je lui suis très reconnaissant, aussi qu'au Professeur Claude Orsoni, pour l'attention particulière qu'ils ^{ont} porté à ma recherche et pour leurs conseils scientifiques.

Messieurs les Professeurs Francisco Pereira de Moura, Américo Ramos dos Santos et Eduardo Sousa Ferreira de l'ISE - Université Technique de Lisbonne, qui m'ont conseillé et appuyé dans mes démarches institutionnelles.

Tous ceux qui ont bien voulu participer au jury de cette thèse.

Je remercie également:

Mes amis Arthur Marchadier, Lydie Oriol, António Anica, Françoise Antoni, Luis Leitão, Ana Bastos, Nicole Thirion, Julio Henriques, Samuel Thirion, Jean Claude Roger et Tita Manarte pour l'aide efficace qu'ils m'ont apportée et pour les encouragements qu'ils m'ont prodigués.

TABLE DES MATIERES

Pag :

INTRODUCTION - - - - -	1
PREMIERE PARTIE	
LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" DANS L'HISTOIRE	
I - PRINCIPES THEORIQUES	
1.1 - Karl Marx et sa critique du mode de production capitaliste - - -	5
1.2 - Le prolétariat : sa nature et sa fonction en tant que classe sociale destructrice de la société capitaliste - - - - -	12
1.3 - Le socialisme scientifique en tant que modèle de société de l'émancipation du prolétariat - - - - -	18
1.4 - Les principes de la systématisation et de la révision du marxisme par Friedrich Engels - - - - -	23
1.5 - Edouard Bernstein, Karl Kautsky et Rosa Luxemburg - La contradiction entre le révisionnisme et l'orthodoxie marxiste - - - - -	28
1.6 - Le contenu théorique et la pratique du bolchévisme sous l'empire des tsars - - - - -	43
II - EXPERIENCES HISTORIQUES	
2.1 - Lénine et la révolution russe - - - - -	54
2.2 - La nature du socialisme soviétique selon les conceptions de Karl Kautsky, Léon Trotsky et Lénine - - - - -	73
2.3 - La polémique entre Eugène Préobrajensky et Nicolas Boukharine sur l'accumulation socialiste primitive et la loi de la valeur dans la société socialiste - - - - -	83
2.4 - L'ascension du modèle staliniste et la chute du trotskysme en Russie - - - - -	94
2.5 - le modèle maoïste de la révolution socialiste - - - - -	111

III - BILAN CRITIQUE CONTEMPORAIN

3.1 - Charles Bettelheim et la question de "la transition vers le socialisme" - - - - -	126
3.2 - Le socialisme selon la perspective des conseils ouvriers - - -	136
3.3 - La conception du socialisme selon le groupe "socialisme ou barbarie" et Cornelius Castoriadis - - - - -	143
IV - LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" ET SON ARTICULATION AVEC LE CAS DU PORTUGAL (1974-1975) - - - -	156

DEUXIEME PARTIE

LE CAS PORTUGAIS : DU 25 AVRIL 1974 AU
NOVEMBRE 1975

I - LE MFA ET LE SOCIALISME

1.1 - La structuration initiale du MFA - - - - -	164
1.2 - L'échec de l'alternative de Spínola au sein du MFA - - - - -	174
1.3 - Systématiser le socialisme en fonction de l'institutionnalisation et politisation du MFA - - - - -	184
1.4 - "La transition vers le socialisme" dans la perspective du MFA - - - - -	196
1.5 - La désagrégation du MFA et les modèles socialistes proches - - - - -	211

II - LE SOCIALISME ET LA CONJONCTURE, DANS LA PERSPECTIVE DES PARTIS POLITIQUES, DES SYNDICATS ET DES GOUVERNEMENTS PROVISOIRES

2.1 - Le 25 avril 1974 et la structuration des partis politiques - - -	222
2.2 - Le socialisme préconisé par le PCP et le MDP/CDE - - - - -	226
2.3 - Le socialisme modéré et pluraliste du PSP - - - - -	242
2.4 - PPD et CDS - Perspectives du socialisme démocratique et personneliste - - - - -	251
2.5 - Les différents socialismes des organisations d'extrême-gauche - - - - -	258

2.6 - La fonction des syndicats après le 25 avril 1974 - - - - -	274
2.7 - Les options démocratiques et socialisantes des I ^{er} , II ^e et III ^e gouvernements provisoires - - - - -	286
2.8 - Le socialisme possible mis en pratique par les IV ^e et V ^e gouvernements provisoires - - - - -	294
2.9 - Le socialisme modéré du VI ^e gouvernement provisoire - - - - -	301
III - GENESE ET NATURE PRELIMINAIRE DE LA REFORME AGRAIRE, DE L'AUTOGESTION ET DES NATIONALISATIONS	
3.1 - La réalité socio-économique des latifundia au seuil du 25 avril 1974 - - - - -	306
3.2 - Les premières répercussions du 25 avril dans la région du latifundium - - - - -	324
3.3 - La radicalisation du processus révolutionnaire portugais et ses conséquences pour la crise du latifundium - - - - -	329
3.4 - Le Processus d'institutionnalisation de la réforme agraire - - - - -	339
3.5 - La nature préliminaire de la réforme agraire instituée au Portugal - - - - -	350
3.6 - La situation des petites et moyennes entreprises avant le 25 avril 1974 - - - - -	362
3.7 - Le 25 avril et la spontanéité revendicative du prolé- tariat portugais - - - - -	367
3.8 - La crise structurelle des petites et moyennes entreprises et ses conséquences sur le déclenchement de l'autogestion - - -	375
3.9 - Les caractéristiques de l'autogestion au Portugal - - - - -	384
3.10 - Un exemple radical d'autogestion au Portugal - - - - -	396
3.11 - La crise de la société portugaise et le processus qui se trouve à l'origine des nationalisations - - - - -	404
3.12 - Le processus des nationalisations et son articulation institutionnelle avec "la transition vers le socialisme" au Portugal - - - - -	418

TROISIEME PARTIE

CONCLUSIONS CRITIQUES

I - KARL MARX ET LE SOCIALISME

- 1.1 - Le travail comme facteur déterminant de la création de richesse sociale et son articulation avec le développement des forces productives - - - - - 436
- 1.2 - La vision unilatérale de Karl Marx par rapport aux fonctions d'identification et non-identification entre le capital et le travail - - - - - 442
- 1.3 - Karl Marx : Le théoricien de l'émancipation du prolétariat, ou le défenseur de l'idéologie du travail et développement des forces productives d'essence capitaliste? - - - - - 450

II - L'ARTICULATION HISTORIQUE ENTRE MARX ET LE MARXISME

- 2.1 - Les identités historiques de l'oeuvre de Marx avec le marxisme - - - - - 454
- 2.2 - L'identité historique du marxisme dans ses versions asiatique et bolchevique - - - - - 460
- 2.3 - "La transition vers le socialisme" en tant que devenir historique du prolétariat s'est muée en son contraire - - - - - 463
- 2.4 - La contradiction du marxisme et du marxisme-léninisme dans leur phase historique contemporaine - - - - - 467

III - CARACTERISTIQUES DU SOCIALISME PORTUGAIS

- 3.1 - Comment la dictature salazariste a fomenté la nécessité de l'instauration du socialisme au Portugal - - - - - 473
- 3.2 - "La transition vers le socialisme" au Portugal - - - - - 478

IV - QUEL SOCIALISME? - - - - - 486

ANNEXES - - - - - 495

BIBLIOGRAPHIE - - - - - 514

INTRODUCTION



Mes recherches ont pris pour objectif une analyse critique des prémisses théoriques et pratiques de "la transition vers le socialisme". Ces prémisses, en tant que modèle de société à atteindre, visaient l'émancipation du prolétariat dans tous les domaines de son existence, et l'extinction de tous les vestiges de l'exploitation et de l'oppression dont il était la victime dans la société capitaliste. J'essaie, par ailleurs, d'analyser quel degré d'identification idéologique, politique, économique et militaire, atteignit le processus portugais par rapport à cette problématique de la "transition"; le but étant de dégager des conclusions critiques à propos des questions analysées.

Une fois délimité l'objet de l'analyse, j'ai dû employer une méthodologie aussi synthétique que pédagogique face à la complexité du sujet, et à son étendue. Ainsi, la première partie de ce travail est centrée sur l'évolution théorique et pratique de la problématique de "la transition vers le socialisme" dans l'histoire; mais la méthodologie adoptée nous oblige à restreindre beaucoup les domaines de l'analyse prévus au départ.

Pour ce qui est de son essence conceptuelle, la question de "la transition vers le socialisme" dans l'histoire est assez complexe. Pour la comprendre, il faut d'abord appréhender les raisons de fait, forgées par l'analyse, qui avaient établi la nature d'exploitation et d'oppression du capitalisme, aussi bien que le besoin de sa disparition historique. Dans ce sens-là, il faut étudier l'essence de l'exploitation et de l'oppression immanente au mode de production capitaliste. Et il faut aussi étudier par quelle nécessité le développement des forces productives, lorsqu'il entre historiquement en contradiction avec les rapports sociaux de production, devait amener à la disparition de la société capitaliste.

Par ailleurs, il m'a paru nécessaire d'étudier quelles seraient les caractéristiques de la société socialiste qui devrait, historiquement, émerger de la société capitaliste. Bien entendu, ce faisant, d'autres questions surgissaient:

Quelles sont les différences, continuité et ruptures historiques existant entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste?

Quel serait ce processus global de transformation économique, sociale, politique et culturelle? Y aura-t-il ou non une période historique importante pour la réalisation positive d'un tel processus de transformation? Et quel serait le rôle de l'Etat, du prolétariat, des autres classes sociales, des partis, des syndicats, du Parlement, dans l'instauration du socialisme?

Ceci étant, nous avons négligé les contributions de certains auteurs qui, dès avant Karl Marx, avaient analysé en termes théoriques la problématique du socialisme (Babeuf, Fourier, Saint-Simon, Considérant, Blanqui, Owen, Godwin, etc.). Si nous commençons par l'oeuvre de Karl Marx, c'est parce que ce fut lui le grand initiateur de la critique du mode de production capitaliste, et en même temps celui qui élaborait un modèle de société socialiste qui devrait remplacer un tel mode de production. Son oeuvre a connu une divulgation assez énorme, et ceci n'est pas sans repercussions considérables en ce qui concerne l'évolution même des sociétés humaines; en tout cas, j'ai jugé nécessaire de prendre comme point de départ ses propres prémisses.

Par la suite, il s'agissait d'étudier la divulgation et aussi la vulgarisation que l'oeuvre de Karl Marx a connue. J'ai donc essayé d'analyser, logiquement et chronologiquement, toutes les contributions théoriques qui se sont le plus identifiées avec les prémisses de l'oeuvre de Karl Marx, et desquelles a surgi tout un courant de pensée: le marxisme. J'ai suivi "l'arbre généalogique" dont sont issus aussi bien le marxisme orthodoxe que les divers marxismes qui, plus tard, dérivèrent de ce premier courant. J'ai naturellement pris en considération les contributions théoriques de Friedrich Engels, Edouard Bernstein, Karl Kautsky, Rosa Luxemburg, V.I. Lénine, Léon Trotsky, Nicolas Boukharine, Eugène Préobrajensky, J. Staline, Mao Tsé-toung, Charles Bettelheim, Anton Pannekoek et Cornelius Castoriadis. Il va sans dire que j'ai dû ainsi faire un choix, ne prenant pas en considération d'autres auteurs importants qui se sont réclamés du marxisme, tels que Plekhanov, Gramsci, Lukács, Bordiga, Korsch, Baran, Sweezy. Ce choix est dû au fait de croire que les premiers auteurs sont ceux sur qui je pouvais plus raisonnablement me pencher afin d'étudier précisément la problématique de la "transition".

Pour ce qui est des expériences historiques qui se rattachent à cette problématique, j'ai également dû faire un choix. Parmi les pays qui se réclament ou se sont réclamés du socialisme (l'URSS, la Chine, Cuba, l'Algérie, la Syrie, l'Albanie, le Vietnam, la Pologne, la Bulgarie, etc.), j'ai pris ceux dont

les régimes politiques sont les plus mûrs et donc plus conformes à une analyse de la "transition". Pour cette raison-là, je me suis astreint à l'analyse de certains faits et de certaines positions théoriques des plus importants dirigeants qui ont été à la base des révolutions russe et chinoise.

Si mon choix est tombé sur l'URSS et la Chine, ce fut parce que tous les pays qui par la suite se sont réclamés du socialisme, suivirent en fait le modèle qui apparaît en URSS en 1917 et sera plus tard revu en Chine.

La deuxième partie de ce travail essaie d'étudier les transformations économiques, sociales, politiques, culturelles, idéologiques survenues au Portugal en 1974-1975, et le rapport que ces transformations entretiennent avec la problématique de la "transition". En prenant cela comme objectif, j'ai étudié les changements les plus importants qui se sont produits dans la société portugaise dans une période donnée (du 25 avril 1974 au 25 novembre 1975); car c'est là que l'on peut retrouver les tendances liées à la question de la "transition".

L'analyse de la fonction du MFA pendant ce processus est à mes yeux essentielle: on ne pourrait pas comprendre la "révolution portugaise" sans cela. Mais, vu le rôle superstructurel (idéologique, politique, juridique) pris par les partis, les syndicats et les gouvernements provisoires dans la lutte sociale, (et) dans la lutte pour l'hégémonie du pouvoir politico-militaire et dans la définition des formes et contenus que le "socialisme" a épousé au Portugal, leur fonction spécifique a été également étudiée. Par la suite, j'ai dû analyser les causes et les conséquences de la réforme agraire, de l'autogestion et des nationalisations, en essayant de vérifier quel était le degré d'identification des masses travailleuses avec le processus institutionnel. Les questions que j'ai négligées n'avaient pas grand-chose à voir avec la problématique de la "transition": il s'agit des réformes ponctuelles qui n'étaient pas du ressort de l'ancien régime ni de celui créé par le 25 avril 1974.

J'ai analysé également, pour leurs incidences sur l'économie portugaise, la nature et la fonction des nationalisations, de la réforme agraire et de l'autogestion. Le fait que l'Etat ait été amené à intervenir et à assurer la gestion des secteurs fondamentaux de l'économie portugaise n'a pas modifié structurellement les niveaux de productivité du travail ni du capital, pas plus que les défauts structurels de toute l'organisation technologique et de

gestion des entreprises, ni même le déficit de la balance commerciale et des paiements. Une des mesures ayant une portée sur le niveau de vie des couches sociales travailleuses fut l'augmentation de ses revenus. Au fond, l'économie portugaise, au niveau de ses structures, a continué de manifester les mêmes déficiences dont elle était historiquement porteuse. L'instabilité politique et sociale n'a fait qu'aggraver encore cette réalité.

La troisième partie présente une analyse critique des théories et pratiques liées à la problématique de "la transition vers le socialisme", se basant dans la contradiction entre les moyens et les buts que l'on peut déceler dans ses prémisses. Là-dessus, je pense que la contradiction majeure n'est pas à chercher seulement dans les théories et expériences pratiques issues du marxisme-léninisme, mais dans les présupposés contradictoires mis en chantier par Karl Marx lui-même, et développés par la suite par le marxisme orthodoxe.

En même temps, j'essaie d'articuler le processus portugais de 1974-1975 avec la question de "la transition vers le socialisme". Bien qu'il y ait des différences importantes à tous les niveaux (économique, social, politique, militaire et culturelle), le cas du Portugal est encore une suite logique du modèle socialiste hégémonique édifié en URSS.

Finalement, j'en arrive à la conclusion suivante: "la transition vers le socialisme", en tant que produit historique d'une société, n'est pas à même de libérer le prolétariat de l'oppression et de l'exploitation, car elle ne représente pas une rupture par rapport à l'évolution normative du système capitaliste. A l'opposé des prémisses théoriques et des expériences historiques réelles, "la transition vers le socialisme" n'a pas détruit les fondements du mode de production capitaliste; bien au contraire, elle a conduit à des formes d'exploitation et d'oppression modernes.

PREMIERE PARTIE

LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE
SOCIALISME" DANS L'HISTOIRE



PREMIERE PARTIE

LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" DANS L'HISTOIRE

I - PRINCIPES THEORIQUES

1.1 - KARL MARX ET SA CRITIQUE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Un des facteurs déterminants de l'analyse marxienne est la critique des rapports sociaux de production et du type de développement des forces productives qui caractérisaient le capitalisme au milieu du XIX^{ème} siècle. Les premières analyses de Karl Marx, qui correspondent au stade de développement des forces productives dans les années 40 du XIX^{ème} siècle, avaient une nature humaniste et philosophique. Le caractère impitoyable et aliénante de la réalité quotidienne du prolétariat d'usine, et qui s'étendait à tous les niveaux de son existence en tant que citoyen, a été sévèrement critiqué par Karl Marx dans ses Manuscripts Economico-Philosophiques, de 1844 (1).

C'est la condition de l'ouvrier (en tant que marchandise) produisant et consommant des marchandises d'une façon qui l'aliène et l'écrase qui, pour Karl Marx, résume le contenu anti-naturel des rapports sociaux de production capitalistes. Le capitalisme, en détruisant l'homme naturel et humanisé et en le transformant en marchandise productrice et consommatrice d'autres marchandises, l'a dépouillé par là même de toutes les caractéristiques fondamentales qui le mettaient en une harmonie avec la société, tout comme elles maintenaient l'équilibre de celle-ci vis-à-vis de la nature. La désagrégation historique de ce processus a fait perdre à l'homme prolétaire la base même de ses conditions de vie. Elle a détruit le rapport fonctionnel de l'identité entre le prolétariat producteur et le prolétariat consommateur de richesse. Elle a aussi aliéné ses intérêts de classe en faveur du capital.

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 2, Gallimard, Paris, 1968, pp. 57-60-61, (Bibliothèque de la Pléiade).

En développant l'analyse critique du mode de production capitaliste, Karl Marx a compris que toutes les contradictions et les antagonismes qu'on vient de souligner reposaient sur les rapports sociaux de production. Il l'a montré dès 1844, surtout dans les aspects relevant de la nature du salaire et de la propriété privée (1). Ce qu'on décèle déjà dans l'analyse du salaire et de la propriété privée, c'est la démarche consistant à décrire les phénomènes exprimés dans l'aliénation du prolétariat en liaison avec les rapports sociaux de production, repoussant ainsi à l'arrière-plan la perspective fondée sur des principes humanistes et philosophiques. De ce fait, le développement conceptuel lié à la fonction marchandise que l'ouvrier portait en soi, n'était pas le produit d'une sorte de mécanisme historique arbitraire, mais découlait du fait que les rapports sociaux de production capitalistes, par leur nature particulière, privaient l'ouvrier de la propriété collective de la totalité des moyens de production dont il avait besoin pour la production et la reproduction de la richesse sociale nécessaire à la société. Dans cette situation, les ouvriers se sont vus contraints de se vendre à ceux qui, dans le cadre du régime de la propriété privée, étaient détenteurs de ces moyens de production. Ainsi, les ouvriers, en se vendant comme marchandise détentrice de valeur d'échange et de valeur d'usage, assuraient cette fonction au moyen d'une compensation monétaire - le salaire.

La propriété privée et le salaire sont alors la cause et l'effet logique de la nature des rapports sociaux de production capitalistes. Ces premières analyses critiques de la société capitaliste élaborées par Karl Marx ont toutefois subi l'influence de l'humanisme philosophique qu'il professait à l'époque. Et l'alternative de société défendue par Karl Marx reflétait d'ailleurs bien le caractère dualiste de cette analyse à ses débuts (2).

Dans ces conditions, l'abolition du salariat et de la propriété privée, en tant qu'essence fondamentale du mode de production capitaliste, devient un besoin historique essentiel pour libérer l'homme prolétaire de son exploitation. La critique du système capitaliste est radicale, dans la mesure où celui-ci a détruit la condition humaine fondamentale du prolétaire. On s'a-

(1) Karl Marx, op. cit., pp. 68/69.

(2) Karl Marx, op. cit., p. 79.

perçoit que la théorie de la valeur-travail et de la plus-value n'est pas explicitée de manière claire, dans les débuts de l'oeuvre de Karl Marx, en tant que cause primordiale de la contradiction et des antagonismes engendrés par le mode de production capitaliste. Cette phase de l'évolution théorique de Karl Marx l'a obligé à restreindre son analyse critique aux conditions misérables du prolétariat de l'époque (1). La situation inhumaine et l'aliénation du prolétariat, la déprédation irrationnelle de la nature et l'effondrement des valeurs éthiques et philosophiques étaient à la source de ce type d'analyse. De ce fait, la critique de la science économique et de ses théoriciens apologétiques, il l'a faite non pour essayer de vérifier la validité scientifique de leurs oeuvres, mais en fonction de son éloignement des conditions misérables vécues par le prolétariat (2).

L'évolution du capitalisme dans les pays plus développés, l'exacerbation des conflits sociaux depuis les années 40 du XIXème siècle, ainsi que sa confrontation avec d'autres textes et la systématisation critique vont permettre à Karl Marx d'approfondir et de développer ses analyses précédentes. La critique des incongruités scientifiques de Proudhon (3) est déjà élaborée à lumière de cette tendance. Dans ces circonstances, en tant qu'élément fondamental de production, reproduction et de distribution des richesses, la science économique devient le fondement explicatif du contenu profond des phénomènes négatifs engendrés par le mode de production capitaliste. Parmi les textes qui nous aident le mieux à comprendre cette évolution théorique de l'oeuvre de Karl Marx, rappelons l'Avant-Propos à la Critique de l'Economie Politique, qui date de 1859 (4).

La maturité intellectuelle de Karl Marx et la conséquente systématisation de sa critique du mode de production capitaliste vont être matérialisées à partir de son ouvrage majeure: Le Capital. Bien que dans son ensemble cet écrit ne corresponde pas totalement aux besoins et profil de notre projet

(1) Pour une ouvrage fondamentale qui caractérise bien la condition ouvrière de l'époque, voir: Friedrich Engels, La Situation des Classes Laborieuses en Angleterre (2 volumes), A. Costes, Paris, 1933.

(2) Karl Marx, op. cit., pp. 93/94.

(3) Exprimées notamment dans son ouvrage: Le Système des Contradictions Économiques ou Philosophie de la Misère, Paris, 1846.

(4) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, pp. 272/273, (Bibliothèque de la Pléiade).

d'investigation, quelques-unes de ses parties sont absolument indispensables. Notre but étant l'analyse de l'essence des contradictions et des antagonismes découlants du mode de production capitaliste, nous allons concentrer notre attention sur le contenu des thèses marxiennes en ce qui concerne les théories de la valeur-travail, de la plus-value, des lois de l'accumulation du capital et de la marchandise.

En partant de l'analyse de la marchandise comme phénomène de la richesse matérielle du capital, Karl Marx démontre que la condition humaine, en ce qui concerne l'ensemble de ses activités physiologiques et intellectuelles, ne se transforme en marchandise force de travail qu'au moment où s'enracine le mode de production capitaliste. Le besoin de se vendre, en tant que marchandise force de travail, est déterminé par les rapports sociaux de production propres au capitalisme. La non-fonctionnalité entre le producteur et ce qu'il produit et consomme est totale. Ce que le prolétariat produit n'est pas directement vendu et consommé par lui-même. Simultanément, parce qu'il n'a ni les moyens de production ni le capital, il est obligé de vendre l'ensemble de ses potentialités physiologiques et intellectuelles traduites en marchandise force de travail. Ce rapport qui oppose capitalistes et ouvriers dans le marché est bien mis en évidence dans le livre I du Capital:

"(...) La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse". (1)

La vente de la marchandise force de travail suppose donc que le travailleur aliène l'ensemble de ses potentialités physiologiques et intellectuelles au capital. D'après Karl Marx, c'est là l'exécution d'un contrat libre et juri-

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, p. 717, (Bibliothèque de la Pléiade).

diquement accepté par les deux parties qui interviennent dans l'échange. Une fois détenteur de cette marchandise particulière, le capitaliste, par la voie de la production de valeur, l'utilisera d'une façon privée, de sorte que sa valeur d'usage devient la fonction productrice de capital. Ce processus aboutit à la production de plus-value pour les capitalistes (1).

Le phénomène de la production de plus-value se démontre ainsi par la fonction de la valeur d'usage spécifique de la marchandise force de travail, quand elle existe en tant que fonction productive de valeur et de capital dans le processus de production. Dans ces conditions, étant donné que la force de travail est une fonction productrice de capital, quand elle produit des marchandises d'une valeur équivalente à son coût dans le marché du travail, cela ne signifie pas pour autant que sa fonction productrice de valeur et de capital disparaisse. En poursuivant sa dépense d'énergies physiologiques et intellectuelles, elle continue forcément à produire plus de valeur que celle qu'elle vaut.

L'exploitation de la marchandise force de travail est donc formulée conceptuellement par Karl Marx en tant que plus-value :

"(...) La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur, prolongée au delà d'un certain point. Si le processus de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capitaliste est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value".(2)

Les antinomies engendrées par le processus historique de production de plus-value sont, d'après Karl Marx, cachées idéologiquement derrière la forme phénoménale représentée par le salaire. Dans le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, on aperçoit l'échange d'une quantité donnée de travail, exécutée dans un certain temps, contre une quantité de masse monétaire rendue sous la forme de salaire. De ce fait, ce qui est payé est la travail. Ce processus phénoménologique cache l'essence de l'exploitation de l'homme par

(1) Karl Marx, op. cit., pp. 724/725.

(2) Karl Marx, op. cit., p. 746.

l'homme, étant donné que ce que l'ouvrier vend effectivement n'est pas un travail, mais un ensemble de virtualités physiologiques et intellectuelles, dont la seule détentrice est la marchandise force de travail (1).

Bien que l'idéologie bourgeoise ait essayé de dissimuler le caractère antagonique et contradictoire de l'évolution historique inhérente au mode de production capitaliste, Karl Marx, en analysant les lois d'accumulation du capital, arrive à des conclusions complètement différentes. D'après Karl Marx, le caractère inévitable de l'accumulation du capital engendrée par la concurrence capitaliste fait que la seule chance de survie des entreprises capitalistes réside dans la concentration et centralisation du capital. Le caractère inéluctable de ce processus amènerait les entreprises à accroître leur composition organique non seulement en valeur mais encore en ce qui concerne le développement de l'invention et innovation de la technologie. Il en découlerait que l'investissement en capital constant en termes relatifs aurait tendance à s'accroître beaucoup plus que l'investissement en capital variable.

Le caractère linéaire de ce fait structurelle du développement capitaliste se traduirait historiquement dans la baisse tendancielle du taux de profit et dans la constitution d'une armée de travailleurs de réserve. Ce qu'il faut souligner, c'est que la perpétuation historique du capitalisme se révélerait impossible à un moment donné. D'un côté, la production de plus-value aurait tendance à décroître vers des niveaux infimes du fait de la réduction radicale du capital variable, ce qui amènerait les taux de capitalisation à tendre vers le degré zéro. D'un autre côté, l'avènement d'une armée de travailleurs de réserve entraînerait la détérioration des conditions de vie de beaucoup d'ouvriers et, en conséquence, l'exacerbation des antagonismes et des conflits entre le capital et le travail, dans un processus qui aboutirait dialectiquement à la révolution sociale et à la société socialiste. Karl Marx exprime ceci dans le livre I (2) et livre III (3) du Capital.

Dans ces circonstances, devant cette fatalité historique, à partir du moment où le processus de désagrégation du capitalisme (provenant de ses lois

(1) Karl Marx, op. cit., p. 1031.

(2) Karl Marx, op. cit., p. 1239.

(3) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 2, Gallimard, Paris, 1968, p. 1032, (Bibliothèque de la Pléiade).

d'accumulation) s'était généralisé à l'échelle mondiale, le socialisme devenait, historiquement, le mode de production logique, comme évolution positive de ce processus. C'est-à-dire que le capital, en se montrant incapable d'extraire de la plus-value à partir du processus de production de valeur, se trouverait dans l'impossibilité de reproduire les éléments constitutifs de son rapport social de production.

Incapable d'investir en capital constant et capital variable, il finit par se voir dans l'impossibilité de créer sa propre essence - la plus-value. D'où l'exacerbation de la lutte de classes développée par le prolétariat, parce qu'il devient une classe révolutionnaire par soi-même. Le socialisme apparaît alors comme une réalité historique impérieuse. Seul le socialisme peut identifier d'une façon positive le prolétariat avec ses moyens de production, la création et l'appropriation de la richesse sociale nécessaire à la perpétuation historique du genre humain.

En conclusion, ce qu'il importe de faire ressortir dans ces aspects de l'oeuvre de Karl Marx, c'est que la nature négative et contradictoire du mode de production capitaliste réside dans le caractère de ses rapports sociaux de production et dans le type de développement associé aux forces productives. Les contradictions et antagonismes sont la conséquence logique de l'évolution du mode de production capitaliste. Le socialisme sera le mode de production qui mettra fin à ce processus illogique et contradictoire.

1.2 - LE PROLETARIAT: SA NATURE ET SA FONCTION EN TANT QUE CLASSE SOCIALE DESTRUCTRICE DE LA SOCIETE CAPITALISTE

Par sa situation déterminante en tant que producteur de valeur et de capital, le prolétariat va apparaître à Karl Marx comme la classe sociale virtuellement porteuse du devenir historique de l'humanité émancipée. Ceci se fonde sur le fait qu'elle est la classe qui produit toute la richesse sociale nécessaire à la production et reproduction de la société; pour qu'elle puisse se développer de façon créative à tous les niveaux, elle sera obligée de supprimer les rapports sociaux de production qui l'assujettissent et l'exploitent. Ce souci est bien évident dès le début de son oeuvre, quand il écrit, en 1845, La Sainte Famille (1).

Le développement historique de la société capitaliste, en répandant ses méthodes d'accumulation à tous les niveaux de la production et de la consommation de la vie sociale, a tout aussi bien étendu la condition de salariés à une partie des couches sociales qui jusqu'alors n'étaient pas prolétarisées. Cependant, selon Karl Marx, la condition du salarié qui s'intégrait dans la production directe de marchandises sur le marché était essentielle, puisque là résidaient les antagonismes et contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'homogénéité de condition sociale, économique, politique et culturelle, le fait d'être dépossédé des moyens de production et d'être dépendant du salaire en ce qui concerne ses conditions de vie, toujours mauvaises - tout cela ferait du prolétariat, du point de vue de sa condition structurel, une classe sociale homogène qui se verrait confrontée historiquement avec le régime capitaliste. C'est aspect est d'ailleurs bien établi par Karl Marx dans sa brochure Salaire, Prix et Plus-Value, de 1865 (2).

Karl Marx voulait surtout déceler les caractéristiques antagonistes entre le capital et le travail. L'essence négative de la société capitaliste consistait dans le fait de maintenir inchangés la propriété privée, le salariat, la division sociale du travail et L'Etat. La seule classe sociale à qui pro-

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Philosophie"- tome 3, Gallimard, Paris, 1982, pp. 458/459/460, (Bibliothèque de la Pléiade).

(2) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, pp. 532/533, (Bibliothèque de la Pléiade).

fiterait historiquement le renversement du mode de production capitaliste et qui pouvait effectivement détruire ses structures fondamentales, était certainement le prolétariat. Par sa situation stratégique, le prolétariat, en se niant en tant que tel, développait un processus simultané de contestation généralisée du système capitaliste, ce qui aboutirait, à un certain stade de l'évolution historique, à la révolution sociale. Ce point de vue a été exprimé par Karl Marx dans son ouvrage Le Manifeste du Parti Communiste, écrite en 1848 (1).

Il faut souligner que cette fonction spécifique du prolétariat dans le renversement de la société capitaliste s'accompagnait d'un développement préalable des forces productives. Ce développement s'intensifiant, on assisterait, en même temps, à l'avènement de sa rupture et de son incompatibilité avec les rapports sociaux de production. L'appauvrissement et le chômage survenus au sein du prolétariat, devenu la classe majoritaire et déterminante, étaient incontestablement engendrés par la nature du développement des forces productives inhérentes au mode de production capitaliste. A un certain stade, ce processus obligerait le prolétariat à agir de façon révolutionnaire. Ce caractère inéluctable s'exprime dans le Manifeste:

"(...) Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives de la société qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation; et par la suite le mode d'appropriation tel qu'il existait jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien en propre, rien à sauvegarder; ils ont à détruire toutes les garanties privées, toutes les assurances jadis contractées.

Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité. Le prolétariat, couche la plus basse de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter tout l'édifice des couches supérieures qui constituent

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Economie" - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, pp. 171/172, (Bibliothèque de la Pléiade).

la société officielle". (1)

En tant que classe sociale, le prolétariat, tout en se développant historiquement selon les lois objectives, n'en avait pas moins son action déterminée par les lois subjectives, dans une combinaison dialectique. Dans ces circonstances la volonté historique du prolétariat acquerrait une importance essentielle dans le cadre de la lutte de classes et de la révolution sociale. La substance de ce volontarisme était conditionnée, en dernière analyse, par la conscience de classe acquise tout au long de ce processus. La critique virulente de Karl Marx et Friedrich Engels envers les jeunes hégéliens dans leur ouvrage L'Idéologie Allemande vient soutenir cette thèse (2).

Le seul fait que la structure économique du mode de production capitaliste détermine, en dernière analyse, le contenu historique de la conscience de classe du prolétariat n'en signifiait pas moins que sa condition eût aussi un caractère politique, social et culturel. En assumant consciemment la lutte contre les aspects globaux de son existence, le prolétariat fait de cette lutte un mouvement politique révolutionnaire. L'acquisition de la conscience de classe révolutionnaire, bien que conséquence des conditions de production et de consommation matérielle de richesse sociale, n'assumait un caractère efficace dans la défense des intérêts du prolétariat que quand celui-ci agissait en tant que classe politique organisée contre la bourgeoisie. La nécessité de la science de classe énoncée par Karl Marx dans son ouvrage Misère de la Philosophie, en 1847, est un corollaire logique de cette analyse:

"(...) Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi, cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se consti-

(1) Karl Marx, op. cit., p. 172.

(2) Karl Marx/Friedrich Engels, L'Idéologie Allemande, Ed. Sociales, Paris, 1968, p. 50.

tue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique". (1)

Etant donné que la condition économique, sociale, politique et culturelle des auteurs en question n'était pas celle du prolétariat, l'identification d'intérêts entre le prolétariat et les intellectuelles pouvait faire problème. Cependant, dans la mesure où l'efficacité de la politique de classe du prolétariat exige une science propre, cette contradiction peut être résolue. Dès que la lutte du prolétariat devient une lutte politique, ses soucis fondamentaux seront la connaissance de la nature profonde du mode de production capitaliste et de son renversement, accompagnés de son ascension au niveau de classe dominante. Pour atteindre ce but, le prolétariat avait besoin d'une science propre et capable de lui donner la capacité et les connaissances nécessaires. Etant donné qu'ils avaient cette capacité et qu'ils s'identifiaient humainement et d'un point de vue éthique et philosophique à la classe ouvrière, Karl Marx et Friedrich Engels étaient bien placés pour résoudre cette contradiction.

Ce souci de Karl Marx s'exprime dans l'ouvrage qu'on vient de citer (2). Si on articule ces prémisses théoriques développées par Karl Marx (et aussi par Friedrich Engels), on arrive à la conclusion que la dimension et la fonction de la lutte politique du prolétariat organisé en tant que classe sociale autonome, devrait forcément prendre la forme d'un parti. Cette nécessité et cette fonction du parti ont été énoncées, en 1848, dans Le Manifeste du Parti Communiste:

"(...) En Allemagne, le parti communiste fait front avec la bourgeoisie, lorsqu'elle adopte une conduite révolutionnaire contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les ambitions de la petite-bourgeoisie.

Toutefois, ce parti ne néglige aucune occasion d'éveiller chez les travailleurs une conscience claire de

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Economie", - tome 1, Gallimard, Paris, pp. 134/135, (Bibliothèque de la Pléiade).

(2) Karl Marx, op. cit., pp. 92/93.

l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat. Ainsi, l'heure venue, les ouvriers allemands pourront tourner contre la bourgeoisie les armes qu'elle leur a livrées: les conditions sociales et politiques nécessairement instaurées par la bourgeoisie au pouvoir. Ainsi pourra commencer, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte contre la bourgeoisie elle-même". (1)

Bien qu'on ne puisse pas tirer trop de conclusions à propos des caractéristiques organiques et fonctionnelles d'un tel parti, on peut tout de même remarquer qu'il se fondait sur les inégalités de conscience de classe manifestées au sein du prolétariat et de la société. Cela étant, par son volontarisme, par sa conscience de classe et par ses connaissances acquises, un groupe d'individus a la possibilité de devenir autonome et de s'organiser en parti. Ce parti, une fois en place devrait être agissant et développer la conscience des couches prolétariennes encore endormies par l'idéologie bourgeoise.

Cependant, on peut mieux systématiser et comprendre l'idée qu'ont d'un parti Karl Marx et Friedrich Engels en examinant les périodes historiques où l'agitation sociale a été la plus forte. La circulaire que Karl Marx et Friedrich Engels (en tant que membres du Comité Central de la Ligue Communiste) ont adressé aux adhérents de la Ligue Communiste en Allemagne, en mars 1850, est déjà une forme embryonnaire et assez caractéristique d'un parti marqué par le goût du secret, par le savoir hiérarchisé et par une pratique sur des ordres impératifs venant des dirigeants (2).

Soulignons ici l'ambiguïté de ces prémisses théoriques et pratiques. Pareille identification entre cette conception d'un parti et la réalité des partis contemporains (si on ne tient pas compte du développement historique du capitalisme et des partis politiques) n'est pas décelable que dans les périodes, de l'époque de Karl Marx, où les convulsions sociales étaient les plus radicales. Après la Commune de Paris et face à la défaite du prolétariat en

(1) Karl Marx, Oeuvres, "Economie", - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, p. 194, (Bibliothèque de la Pléiade).

(2) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choies - tome 1, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, pp. 188/189/190.

ce qui concerne la révolution sociale, Karl Marx et Friedrich Engels modifieront leurs positions. Ils quittent le militantisme éffréné au sein d'organisations secrètes et laissent même tomber la lère Internationale. Ainsi, ils se limitent à systématiser une série de directives aux amis qui avaient adhéré à leurs thèses et surtout aux membres du parti social-démocrate d'Allemagne (1) et d'autres partis d'Europe.

D'un côté, ils proposent l'hypothèse de l'émancipation du prolétariat à partir de ses conditions économiques, sociales et politiques. C'est-à-dire, que l'émancipation du prolétariat dépend de lui-même. D'un autre côté, ils conçoivent le besoin de créer et de développer des partis ouvriers ayant fonction de s'organiser et de lutter pour l'émancipation du prolétariat. Dans ce sens, Karl Marx et Friedrich Engels eux-mêmes ont lutté pour créer des partis qui se sont révélés être la genèse embryonnaire des actuels partis politiques ouvriers contemporains.

Ce qu'il nous intéresse surtout de souligner ici, c'est le rôle historique échu au prolétariat tel qu'il découle de sa nature et sa fonction. En tant que classe sociale productive du mode de production capitaliste, il est en même temps, et par la logique même de l'évolution de ce mode de production, son fossoyeur historique. Par conséquent, la mission historique inéluctable du prolétariat est de renverser le capitalisme, en érigeant sur ses ruines un modèle de société adapté à son émancipation.

(1) A ce sujet, voir: Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choies - tome 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, p. 96.

1.3 - LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE EN TANT QUE MODELE DE SOCIETE DE L'EMANCIPATION DU PROLETARIAT

La critique de Karl Marx envers la société capitaliste avait en elle même, d'une façon implicite, les prémisses théoriques d'un modèle de société alternatif. Toutefois, pour que ce modèle alternatif puisse être historiquement possible, Karl Marx tenait pour nécessaire que la société eût préalablement développé dans toute leur plénitude ses forces productives. Cette condition fondamentale montrait bien que la construction du socialisme n'était pas une question d'ordre morale ou philosophique. Cela étant, quoique tout ce processus de maturation historique du mode de production capitaliste fût caractérisé par l'arbitraire de la violence, cela était au fond sans importance, dès lors qu'il s'agissait des possibilités de construction du socialisme et de rien d'autre. A l'issue de cette analyse, Karl Marx s'est fait le défenseur de l'industrialisme.

D'un côté, le capitalisme ne pouvait s'épanouir qu'en développant les forces productives, ce qui était conditionné par l'innovation technologique dans le secteur industriel. D'un autre côté, le prolétariat ne pourrait devenir une classe majoritaire et révolutionnaire que si cette même industrie connaissait une croissance et développement significative. Ce souci est évident chez Karl Marx quand il écrit à Pavel Annenkov, en 1846:

"(...) L'esclavage direct est la pivot de notre industrialisme actuel aussi bien que les machines, le crédit, etc... Sans esclavage vous n'avez pas de coton, sans coton vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce du monde, c'est le commerce du monde qui est la condition nécessaire de la grande industrie machinelle. Aussi avant de traiter des nègres, les colonies ne donnaient à l'ancien monde que très peu de produits et ne changeaient pas visiblement la face du monde. Ainsi, l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance. Sans esclavage l'Amérique du Nord, le peuple le plus progressif, se transformerait

en pays patriarcal. Rayez seulement l'Amérique du Nord de la carte des peuples et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation moderne". (1)

La systématisation de cette prémisse pour l'avènement du socialisme a été ultérieurement développée par Friedrich Engels dans son ouvrage La Question du Logement, de 1873 (2).

Un autre aspect très important pour comprendre la nécessité historique de l'implantation du socialisme est la caractère scientifique que doit assumer le savoir prolétarien en ce qui concerne l'analyse du mode de production capitaliste et le contenu théorique et pratique qui doit imprégner la lutte pour le socialisme dans son effort pour dépasser le capitalisme. L'opposition théorique de Karl Marx et Friedrich Engels aux thèses des socialistes utopiques (Fourier, Saint-Simon, Owen, etc.) va dans le sens de cette position (3). Selon Karl Marx, la contradiction fondamentale qui se manifeste au sein des courants socialistes utopiques dérivait de leur incapacité à s'identifier aux intérêts du prolétariat moderne, ce qui les amenait à faire un type d'analyse idéaliste et donc non historique. Karl Marx et Friedrich Engels, en tant que communistes révolutionnaires, se tenaient pour la fraction intellectuelle la plus à même d'expliquer théoriquement au prolétariat quels étaient ses intérêts immédiates et révolutionnaires. Cette fonction théorique est parfaitement claire dans Le Manifeste du Parti Communiste (4).

A l'époque, Karl Marx et Friedrich Engels n'avaient pas encore systématisé leurs propositions sur le contenu de la société socialiste. Le renversement de la société bourgeoise se fondait sur la suppression de la propriété privée et la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Directement associé à toutes ces transformations majeures, il y avait tout un programme de

(1) Karl Marx/Friedrich Engels, Correspondance, Ed. du Progrès, Moscou, 1971, pp. 27/28.

(2) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choiesies - tome 2, Ed. du Progrès, Moscou, 1970, p. 327.

(3) Karl Marx, Oeuvres, "Economie", - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, p. 191, (Bibliothèque de la Pléiade).

(4) Karl Marx, op. cit., p. 174.

réformes dépendant de l'évolution conjoncturelle et structurelle du mode de production capitaliste. A ses débuts, la révolution, en permettant au prolétariat de devenir la classe dominante, permettrait une étatisation relative de l'économie, l'expropriation foncière, la centralisation et la nationalisation de la banque, des transports et des moyens de communication, etc. (1).

Tout ce processus de transformation économique, sociale, politique et culturelle exige un développement fonctionnel et organique qui implique la nécessité préalable d'un certain nombre d'étapes dans l'évolution de la société capitaliste avant l'avènement de la société communiste. D'après Karl Marx, cette condition est le résultat logique de la fragilité des forces productives, non encore complètement développées, ce qui engendre simultanément une immaturité de la conscience de classe du prolétariat et une certaine difficulté à s'appropriier et à socialiser la richesse sociale promise à l'expropriation. Ce fait empêchait que cette contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production puisse atteindre son point de rupture.

Par ce fait, Karl Marx va admettre la nécessité d'une phase historique de "transition" entre le début de la révolution socialiste et sa maturation. Dans Le Manifeste du Parti Communiste, cette thèse est bien analysée:

"(...) Lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparu et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique que. Le pouvoir politique au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe; si, par une révolution, il se constitue en classe dominante et, comme telle, abolit violemment les anciens rapports de production - c'est alors qu'il abolit en même temps que ce

(1) Karl Marx, op. cit., pp. 181/182.

système de production les conditions d'existence de l'antagonisme des classes; c'est alors qu'il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe". (1)

Ces conditions de la "transition" graduelle du capitalisme au communisme, Karl Marx et Friedrich Engels les ont développées ultérieurement. Les raisons qui les ont amené à modifier partiellement leurs conceptions sur la nature du socialisme et de la lutte de classes ont été jusqu'à un certain point le produit du développement atteint par le capitalisme depuis le moitié du XIX^{ème} siècle et les défaites du prolétariat au cours des tentatives révolutionnaires de 1848 et 1871. Cette évolution a obligé Karl Marx et Friedrich Engels à approfondir et à réviser quelques-unes de leurs thèses.

Selon Karl Marx, pour que la société communiste puisse devenir une réalité historique positive, il faudrait un développement préalable et intégral de la société capitaliste à tous les niveaux. Cette prémisse signifiait que le communisme n'était historiquement possible que dans des conditions de développement poussé des forces productives. Et c'était pour le prolétariat le moyen de devenir la classe majoritaire, en même temps que détentrice d'une conscience de classe révolutionnaire profonde, ce qui le placerait dans une situation antagoniste vis-à-vis de la société capitaliste. D'un point de vue dialectique, ce processus est la conséquence absolue d'un déterminisme historique objectif, tandis que le volontarisme historique n'aurait à jouer qu'un rôle secondaire dans la révolution communiste (2).

La nécessité d'une phase de "transition" (qu'on décèle chez Karl Marx quand il distingue une phase inférieure et une phase supérieure du communisme) pendant une certaine période historique reste ainsi conditionnée par le stade de développement des forces productives et par la maturité de la conscience de classe du prolétariat. Au cours de la première phase (stade inférieur du communisme), le développement des forces productives et la conscience de classe du prolétariat sont encore faibles, ce qui implique la con-

(1) Karl Marx, op. cit., pp. 182/183.

(2) Karl Marx, Oeuvres, "Economie", - tome 1, Gallimard, Paris, 1965, pp. 1418/1419.

servation du régime du salariat, de la division sociale du travail et de l'Etat. Ces catégories spécifiques du mode de production capitaliste restent en place pour un certain nombre des raisons. D'abord la production et la socialisation de la richesse sociale ne permettent pas qu'on puisse faire abstraction, à ce moment-là, des différences dans la productivité de chaque travailleur et dans ses besoins de consommation. Le manque d'expérience de chaque travailleur, par rapport à la généralité des professions existantes dans la société et au faible développement technologique, vont obliger à la conservation, pendant un certain temps, de la division sociale du travail.

Ensuite, l'expropriation et la socialisation de la richesse sociale de la société capitaliste, de la part du prolétariat, fait que celui-ci est obligé d'exercer sa violence de classe. Il sera donc amené à détruire l'Etat bourgeois et à le transformer, en un Etat prolétarien, méthode la plus appropriée pour faire disparaître les vestiges résiduels du capitalisme.

Cette nécessité historique d'une phase de "transition" graduelle du capitalisme au communisme est exprimée par Karl Marx dans sa Critique du Programme du Parti Ouvrier Allemand, en 1875 (1).

Il est encore significatif de constater que, dans l'oeuvre de Karl Marx, le concept de dictature du prolétariat est bien peu systématisé. Bien que la majorité des auteurs qui ont étudié l'oeuvre de Karl Marx aient souligné son accord avec le type de dictature imposé par le prolétariat, pendant la Commune de Paris de 1871, ce simple fait est bien trop limité pour qu'on puisse en retirer des conclusions valables à ce sujet. L'analyse de Karl Marx est conditionnée par la situation conjoncturelle du processus révolutionnaire de l'époque, mais Friedrich Engels, son compagnon de toujours, a développé plus profondément le concept de dictature du prolétariat dans son livre L'Anti-Dühring (2).

Avec la mort de Karl Marx, en 1883, Friedrich Engels va devenir, historiquement, le grand précurseur du développement du marxisme. Dans ce sens, il est intéressant d'analyser sa contribution à l'approfondissement des prémisses théoriques développées préalablement par Karl Marx.

(1) Karl Marx, op. cit., pp. 1420 à 1429.

(2) Friedrich Engels, L'Anti-Dühring, Afrodite, Lisboa, 1977.

1.4 - LES PRINCIPES DE LA SYSTEMATISATION ET DE LA REVISION DU MARXISME PAR FRIEDRICH ENGELS

Il est bien difficile de cerner la contribution théorique de Friedrich Engels en ce qui concerne l'oeuvre de Karl Marx. On peut toutefois remarquer, au moins implicitement, son apport important dans la systématisation et la vulgarisation de l'oeuvre marxienne (1). En outre, il faut aussi considérer que Karl Marx a laissé, à sa mort, nombre de manuscrits. Ce fut alors Friedrich Engels (par un travail gigantesque) qui a réécrit ces manuscrits de façon à les rendre publiables. Les livres 2 et 3 du Capital sont le témoignage le plus évident de cette collaboration. Dans une certaine mesure, Friedrich Engels nous dit quel a été son concours à l'oeuvre marxienne dans son Feuerbach et la Fin de la Philosophie Classique Allemande, en 1888 (2).

Du fait de la dépendance intellectuelle de Friedrich Engels par rapport à Karl Marx, il sera le premier à devenir le grand vulgarisateur des enseignements de l'oeuvre du maître. Par ce fait, après 1883 (3), le travail théorique de Friedrich Engels, se limite fondamentalement à analyse de l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes depuis lors. Une des conséquences les plus importantes de ce développement fut l'accès de représentants du prolétariat au Parlement bourgeois. Cette évolution historique de la lutte de classes marquée par des formes réformistes et conciliatrices amènera Friedrich Engels à réviser l'idée de la révolution socialiste reposant sur des méthodes violentes et insurrectionnelles. En réponse à une demande de Koulichova et Turati (dirigeants du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens), Friedrich Engels rend explicite dans son article "La Révolution Italienne à Venir et le Parti Socialiste", écrit en 1894, la tactique et la stratégie qui devaient orienter la lutte du prolétariat contre le capitalisme:

"(...) Les socialistes prennent souvent une part active

-
- (1) Soulignons ses contributions à L'Ideologie Allemande, Manifeste Communiste, La Nouvelle Gazette Rhénane, etc.
 - (2) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choisies, - tome 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, p. 376.
 - (3) Karl Marx/Friedrich Engels, op. cit., p. 167.

dans les phases évolutives que parcourt la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, sans jamais perdre de vue que ces phases ne sont qu'autant d'étapes menant au premier grand but, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, comme moyen de réorganisation sociale. Ils ont leur place parmi les combattants pour n'importe quel avantage immédiat à obtenir dans l'intérêt de la classe ouvrière; et ils acceptent ces avantages politiques ou économiques mais comme des acomptes seulement. (...) Cette tactique, qui ne perd jamais de vue le grand but, épargne aux socialistes les désillusionnements auxquels sont sujets infailliblement les autres partis moins clairvoyants - soit républicains purs, soit socialistes sentimentaux, qui prennent une simple étape pour le terme final de la marche en avant". (1)

Admettre ces hypothèses théoriques et pratiques, c'est concevoir la révolution prolétarienne par le moyen de réformes sociales, économiques et politiques dépendantes de l'évolution progressive du capitalisme. Dans cette perspective, l'institution qui servirait le mieux les aspirations de classe du prolétariat serait le Parlement. En votant pour ses candidats naturels au Parlement, le prolétariat voulait s'approprier graduellement la richesse sociale et du pouvoir politique. Friedrich Engels exprime bien cette position dans sa préface aux Luttes de Classe en France, de 1895 (2).

La révision fondamentale qu'il accomplit dans l'oeuvre de Karl Marx consiste à admettre que la violence de classe du prolétariat ne revêt plus un rôle déterminant en tant que voie de son émancipation. Le recours à la dictature du prolétariat comme un moyen permettant au mieux à cette classe sociale d'exproprier la bourgeoisie et de détruire son Etat devient une méthode stérile et inadaptée face au développement et à la complexité de la société capitaliste de l'époque. Quand il écrit L'Origine de la Famille, de la Propriété

(1) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choisies, - tome 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, pp. 475/476.

(2) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choisies, - tome 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, pp. 205-206.

et de l'Etat, en 1884, Friedrich Engels manifeste déjà cette tendance qu'ultérieurement d'autres courants marxistes retiendront comme le seul processus efficace pour l'émancipation ouvrière (1).

Mais la valeur du suffrage universel en tant que méthode adéquate pour la prise graduelle du pouvoir politique par le prolétariat était conditionnée par la forme qu'assumait le développement des forces productives. Cela étant, ce n'est qu'au moment où le capitalisme épuiserait sa capacité historique à développer les forces productives et où celles-ci seraient mûres pour permettre une réelle socialisation sous forme de moyens de production et de consommation, que le prolétariat pourrait s'emparer du pouvoir politique de façon dialectique et harmonieuse, tout en détruisant l'Etat capitaliste. Ce sera donc le stade de développement des forces productives, plutôt que le caractère volontariste que pourrait revêtir la lutte du prolétariat contre le capital, qui engendrera les conditions de sa suppression et de l'Etat.

Evidemment, la systématisation du marxisme comme science, pour Friedrich Engels, ne se résumait pas à la critique du mode de production capitaliste, ni à sa fonction auprès du prolétariat comme facteur dynamisateur de la lutte de classes et de l'implantation du socialisme. En outre, le marxisme était aussi la science qui analyse la nature du socialisme scientifique confondu avec les intérêts révolutionnaires du prolétariat. Pour Friedrich Engels, le mode de production capitaliste était générateur d'antinomies et de contradictions à tous les niveaux. Le désordre et le chaos inhérents à la production, à la consommation, à la distribution et à l'accumulation des richesses sociales étaient les conséquences logiques du fonctionnement du mode de production capitaliste qu'il était urgent d'abattre. Seul le prolétariat, en tant que classe sociale révolutionnaire, pouvait remplir cette fonction. Seul le socialisme scientifique, en tant que mode de production, pouvait harmoniser et abolir ce chaos (2).

Le prolétariat, en prenant le pouvoir politique, devient capable de s'appropriier les moyens de production et de les gérer de manière rationnelle. Institutionnellement, à partir de l'Etat prolétarien, il peut les socialiser

(1) Karl Marx/Friedrich Engels, Oeuvres Choiesies, - tome 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1976, pp. 343/344.

(2) Friedrich Engels, Anti-Dühring, Afrodite, Lisboa, 1977, pp. 337 à 345.

pour son propre bénéfice. Selon Friedrich Engels, en réalisant les conditions impératives du socialisme scientifique, les incompatibilités et les antagonismes entre classes sociales vont disparaître. De ce fait, les hommes deviennent les sujets historiques de leur identité sociale harmonique et ils n'ont plus besoin d'institutions répressives et exploiteuses. L'Etat logiquement, n'aurait plus de raison d'exister historiquement.

En fonction de tout ce que j'ai analysé en Friedrich Engels, ce socialisme pourvu de caractéristiques scientifiques serait instauré, inévitablement, à partir des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. On peut en déduire que c'est ce processus historique, généré par l'interaction du développement des forces productives et de la lutte de classes, qui amènera à la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Du fait que la dictature du prolétariat et l'Etat persisteront encore pendant quelque temps, on aurait donc historiquement encore besoin d'une période de "transition" entre le capitalisme et le socialisme.

Sous cet aspect, les positions de Friedrich Engels envers les anarchistes sont assez révélatrices (1). Pour lui, vu l'impossibilité d'obtenir des ruptures historiques absolues dans le passage d'un mode de production à un autre; ainsi que l'impossibilité d'abolir d'un jour à l'autre les anachronismes capitalistes de la division sociale du travail et de l'Etat, seul l'Etat et la Dictature du Prolétariat, pendant un certain période historique, pourraient surmonter de façon positive ces anachronismes. Implicitement, on peut remarquer que le marxisme, à l'époque de son principal précurseur, admettait déjà comme fondamentale l'institutionnalisation de la "transition" comme un phénomène nécessaire à l'instauration du socialisme. La seule spécificité de sa formulation historique réside dans son contenu théorique et scientifique. Dans la pratique, au moment de la première expérimentation sociale en URSS, en 1917, il y avait déjà, pour une grosse part, identité dans ses principes et ceux des bolcheviks.

L'aspect théorique et pratique le plus décisif de la révision du marxisme faite par Friedrich Engels concerne principalement les positions que celui-ci a pris vers la fin de sa vie, en matière de stratégie et de tactique, pour

(1) Friedrich Engels, op. cit., pp. 344/345.

les partis qui assumaient le marxisme comme idéologie fondamentale. Les conflits, les compromis et les supercheries typiques des processus électoraux d'aujourd'hui se manifestaient déjà de façon embryonnaire dans les rapports de Friedrich Engels avec les membres des partis qui se réclamaient du marxisme. La lettre qu'il a écrit à la fille de Karl Marx, Laura Lafargue, en octobre 1889, dans laquelle il aborde le résultat des élections françaises, illustre bien ce qu'on vient de dire (1).

Pour résumer, Friedrich Engels devient, pour toutes les raisons évoquées, le grand précurseur du marxisme dans ses aspects scientifiques et idéologiques, mais aussi de la problématique de la "transition" entre le capitalisme et le socialisme. Les rapports intellectuels plus étroits que Friedrich Engels va établir avec Karl Kautsky et Edouard Bernstein, feront que ceux-ci deviennent les plus importants continuateurs de la vulgarisation du marxisme. Après la mort de Friedrich Engels, en 1895, ce sera surtout par leur action que le "révisionnisme" et "l'orthodoxie" marxiste vont se développer. Par ce fait, leurs théories et pratiques découlent des prémisses déjà posées par Friedrich Engels.

(1) Karl Marx/Friedrich Engels, Correspondance, Ed. du Progrès, Moscou, 1971, p. 438.

1.5 - EDOUARD BERNSTEIN, KARL KAUTSKY ET ROSA LUXEMBURG - LA CONTRADICTION ENTRE LE REVISIONNISME ET L'ORTHODOXIE MARXISTE

Edouard Bernstein a certainement été un des auteurs les plus controversés de tous ceux qui se réclamaient du marxisme. Ses prises de position à la fin du XIXème siècle ont été très importantes, surtout parce qu'il a mis en cause des principes du marxisme jusque là considérés comme des vérités absolues par ses principaux défenseurs. Son ouvrage majeure, dans laquelle il entame la révision du marxisme, est Les Présupposés du Socialisme, dont la première édition date de 1899.

Une des premières conclusions critiques d'Edouard Bernstein à l'égard de l'oeuvre de Karl Marx concerne la théorie de celui-ci sur le caractère contradictoire et l'effondrement inévitable du mode de production capitaliste par un processus virulent. Ainsi, pour Karl Marx, d'un côté, la chute tendancielle du taux de profit du capital serait inévitable, ce qui conduirait à la faillite généralisée d'une grande partie des entreprises capitalistes. D'un autre côté, le développement de la composition organique du capital, tout en déclenchant cette chute tendancielle du taux de profit, aurait pour résultat l'élargissement de l'armée des travailleurs de réserve, ce qui ferait encore empirer la condition déjà misérable des travailleurs.. Ces deux facteurs de crise ne manqueraient certainement pas de concourir à la désagrégation du mode de production capitaliste.

C'est contre ces thèses que Edouard Bernstein s'élève. D'après lui, le capitalisme tendrait non seulement à se développer historiquement sans crises profondes, mais aussi, en vertu de la richesse sociale qu'il crée, à répartir de plus en plus cette richesse parmi le prolétariat et les autres classes sociales. Il exprime très clairement cette idée dans le préface à l'ouvrage indiquée plus haut:

"(...) La situation économique ne s'est pas aggravée comme l'avait prédit le Manifeste. Il est inutile et absurde de se dissimuler le fait. Le nombre des possédants n'a pas diminué, il est accru. La richesse sociale, en se multipliant, ne s'est pas concentrée entre les mains de quelques magnats que la théorie voulait de moins en moins nombreux. La clas-

se des capitalistes s'est au contraire développée à tous les niveaux. Et si les classes moyennes ont évolué, elles n'en ont pour autant disparu". (1)

La critique des thèses de Karl Marx sur le mode de production capitaliste s'étend encore à la théorie de la valeur-travail. Selon Edouard Bernstein, cette thèse manifeste quelques points faibles. Le caractère fonctionnel de la division sociale du travail ne pourrait être analysé en prenant comme seule base le prolétariat engagé dans le processus de production, en tant qu'unique couche sociale productrice de la valeur. Simultanément, pour Edouard Bernstein il n'existe pas d'identité fonctionnelle et correspondance dans le rapport que Karl Marx établit entre le travail payé et le travail non payé. Pour démontrer cet anachronisme dans l'oeuvre de Karl Marx, Edouard Bernstein montre que ces thèses ne s'ajustent pas à la réalité du capitalisme, historiquement, développé. Par rapport à l'évolution du capitalisme dans ces pays, les thèses de Karl Marx se trouvaient dépassées dans les usines où les ouvriers touchaient de hauts salaires et où le taux de plus-value était en hausse. D'où il déduit que le salaire, comme expression monétaire de la valeur de la marchandise force de travail, ne s'identifie pas avec la valeur créée par le capital variable. Mais affirmer cela signifiait mettre en cause les prémisses de base de l'exploitation du prolétariat et les concepts mêmes de travail productif et de travail improductif de valeur chez Karl Marx.

Edouard Bernstein, en déclarant qu'il existe dans la lutte entre le travail et le capital, plus d'harmonie et d'intérêts communs que de contradictions et d'antagonismes, conclut à l'inadéquation d'une interprétation qui pose comme nécessaires la violence et l'insurrection pour instaurer la société socialiste. C'est pourquoi il va critiquer les réminiscences blanquistes au sein du marxisme. Fondamentalement, il considère que la conception putschiste et violente de la révolution sociale représentait une entrave au mouvement ouvrier qui tendait au socialisme (2).

L'alternative proposée par Edouard Bernstein se borne à un pacifisme mêlé de réformes économiques, politiques, sociales et culturelles du ca-

(1) Edouard Bernstein, Les Présupposés du Socialisme, Seuil, Paris, 1974, pp. 13/14.

(2) Edouard Bernstein, op. cit., p. 77.

pitalisme, que rendaient possibles le développement graduel de ce dernier. La pratique démocratique et le parlementarisme seraient les moyens les plus adaptés pour que tout se passe harmonieusement. Ce souci est étroitement lié au contenu des moyens à utiliser pour qu'on puisse atteindre par degrés le socialisme. Selon Edouard Bernstein, une fois admis que la société socialiste est encore loin, le plus important serait l'apprentissage quotidien du prolétariat dans la lutte contre le capitalisme, sans heurts dans toute la mesure du possible:

"(...) Je ne pense pas que l'on puisse brûler les étapes. Voilà pourquoi je m'attache d'abord aux devoirs immédiats de la social-démocratie, à la lutte pour les droits politiques de la classe ouvrière, aux revendications et l'organisation des ouvriers. C'est en ce sens que j'ai écrit cette phrase à laquelle je souscris toujours: "Le mouvement est tout, et ce qu'on appelle ordinairement le but final du socialisme n'est rien". Le mot ordinairement aurait dû éclairer mes détracteurs: je ne me désintéresse pas de la réalisation des principes du socialisme, mais des hypothèses sur l'état de la société future". (1)

Pour Edouard Bernstein, la dictature du prolétariat est nocive à tous les niveaux pour l'émancipation du prolétariat. En effet, qui dit dictature dit violence et volontarisme historique cherchant à imposer un socialisme incohérent, inadapté au développement des forces productives et incapable de procéder à leur véritable socialisation. Pour atteindre le socialisme de façon positive, il faut d'abord un grand développement économique et social du capitalisme. Face à ces exigences fondamentales, la meilleure école sera la pratique de la démocratie. En défendant avec intransigence ces positions, Edouard Bernstein tient pour négative la conception marxiste de la dictature du prolétariat (2). Ce qu'il faut souligner chez Edouard Bernstein, c'est qu'il considère comme inséparables la pratique de la démocratie et le socialisme. L'appropriation relative, de la part du prolétariat, de la richesse

(1) Edouard Bernstein, op. cit., p. 16.

(2) Edouard Bernstein, op. cit., pp. 178/179.

sociale et du pouvoir politique détenus par les capitalistes, jusqu'au moment historique de l'implantation du socialisme, n'est possible qu'à travers la démocratie (1).

Face à ces conclusions d'Edouard Bernstein, et en connaissant déjà ses positions à l'égard d'un socialisme issu de la désagrégation du mode de production capitaliste, voyons maintenant en quoi consistait le socialisme qu'il considèrait valable et conforme aux intérêts de la classe ouvrière, et en tant que modèle de société.

Pour lui, la condition première de la possibilité historique du socialisme était un développement préalable des forces productives, permettant une répartition grandissante de la richesse sociale pour l'ensemble de la société et de la classe ouvrière (2). Les moyens les plus appropriés à la construction graduelle du socialisme étaient le développement de coopératives de production et de consommation, aussi bien que le renforcement organique d'une action syndicale réformiste. D'après Edouard Bernstein, ces structures permettaient au prolétariat de se soustraire à l'exploitation exercée par la classe capitaliste. D'un côté, le profit industriel arraché aux ouvriers au cours du processus de production entraînerait une réduction drastique grâce à la dynamique d'un socialisme réformiste et à la création de coopératives de production ouvrière. D'un autre côté, les coopératives de consommation étaient le moyen le plus efficace de supprimer la spéculation dans le marché d'échanges de marchandises. En outre, les consommateurs pourraient réduire le profit commercial, puisqu'ils achèteraient les marchandises à des prix inférieurs au prix de marché normaux. Edouard Bernstein voyait dans les coopératives une des armes les plus importantes du prolétariat dans sa poursuite du socialisme, ce qui lui a créé beaucoup d'adversaires au sein du parti social-démocrate (3).

A propos de la célèbre question des moyens et des fins dans la lutte pour le socialisme, Edouard Bernstein a fait face aux critiques que lui ont été adressées par les tenants de l'orthodoxie marxiste, défendant avec fermeté ses positions réformistes. Tout en se considérant comme socialiste, il pen-

(1) Edouard Bernstein, op. cit., p. 174.

(2) Edouard Bernstein, op. cit., p. 83.

(3) Edouard Bernstein, op. cit., pp. 210/211.

sait que c'était dans les moyens utilisés quotidiennement par le prolétariat que s'exprimait et se développait l'essence du socialisme. Edouard Bernstein est bien clair à ce sujet à la fin du livre qu'on est en train d'analyser (1).

* * *

Rosa Luxemburg sera l'adversaire la plus résolue des théories de cette révision du marxisme élaborée par Edouard Bernstein. Dans une certaine mesure, cela l'amènera à radicaliser les principes du marxisme. Cette position est particulièrement évidente dans les aspects concernant la thèse du caractère inévitable de l'effondrement du mode de production capitaliste. Sa croyance en l'action révolutionnaire la conduira à considérer la lutte de classes radicale comme la meilleure façon pour le prolétariat de s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Les critiques adressées à Edouard Bernstein ont surtout été développées dans sa brochure Réforme Sociale ou Révolution?, qui date de 1899. Sa conception du socialisme scientifique montre combien elle est devenue l'avocate intransigeante et ferme du marxisme (2).

La première critique importante de Rosa Luxemburg à Edouard Bernstein concerne les conceptions de ce dernier sur la nature évolutive du mode de production capitaliste. D'après Rosa Luxemburg, le fait d'enlever aux lois historiques de l'accumulation capitaliste ses conclusions logiques en ce qui concerne son caractère inéluctable vers l'effondrement, dépouillait le marxisme de toute sa cohérence analytique révolutionnaire, qui ne concevait le socialisme que bâti sur les ruines du capitalisme. Admettre l'hypothèse défendue par Edouard Bernstein serait supprimer la rationalité des lois objectives inhérentes au développement du mode de production capitaliste et que font du socialisme une nécessité historique impérieuse et du prolétariat une fonction révolutionnaire:

"(...) La théorie révisionniste est confrontée à une alternative: ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contra-

(1) Edouard Bernstein, op. cit., pp. 221/222.

(2) Rosa Luxemburg, Oeuvres, - tome 1, Maspero, Paris, 1971, pp. 19/20.

dictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme ou sous un autre; en ce cas, mêmes les "facteurs d'adaptation" sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les "facteurs d'adaptation" sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société". (1)

Cette théorie du caractère contradictoire et de la disparition historique inévitable du mode de production capitaliste est toujours présente dans l'oeuvre de Rosa Luxemburg. En partant de ces principes, inclusivement, elle voit la nécessité historique d'instaurer le socialisme à l'échelle planétaire. On dirait que pour Rosa Luxemburg le manque de ces conditions de base otacint au socialisme et au marxisme toute crédibilité révolutionnaire et scientifique. D'après elle, l'expansion croissante de la production et de la consommation de marchandises amenait le mode de production capitaliste à épuiser les capacités d'assimilation du marché national des pays les plus développés, en l'obligeant à s'orienter vers le marché mondial. Cependant, s'il était facile pour le capitalisme, d'un point de vue structurel, de développer l'achat de matières premières et de main d'oeuvre dans des régions où prédominait un type de rapports sociaux de production et de développement des forces productives pré-capitalistes, il était tout autrement quand il voulait vendre les marchandises produites dans les métropoles. La vente des marchandises aux populations autochtones souffrait d'un certain nombre des contradictions.

D'un côté, sur le plan éthique et culturel, le caractère fonctionnel de ces marchandises ne s'adaptait point aux aspirations et besoins de consommation de ces populations. D'un autre côté, la pauvreté de la grande majorité des autochtones les empêchait d'acheter les marchandises éventuellement pré-

(1) Rosa Luxemburg, op. cit., pp. 21/22.

sentées sur le marché. En deux mots, s'il était facile pour le capital de se développer dans la production de plus-value dans les régions où prédominaient les modes de production pré-capitalistes, ce l'était beaucoup moins en ce qui concernait la réalisation de la plus-value sur le marché. Pour résoudre cette contradiction qui est la source de toutes sortes de pillages, crises, guerres, etc., le capitalisme a créé un prolétariat fort au niveau mondial; mais en période d'écroulement historique, il créait par la même son fossoyeur (1).

Rosa Luxemburg se révèle une adversaire résolue d'Edouard Bernstein au sein du parti social-démocrate. A son avis, les positions d'Edouard Bernstein, quand celui-ci préconise l'harmonie entre le capital et le travail, devaient être rejetées car elles étaient incompatibles avec la réalité du mode de production capitaliste et des objectifs de la révolution socialiste. L'amélioration du niveau de vie du prolétariat par l'appropriation d'une richesse sociale accrue en conséquence de l'essor du capitalisme était impossible et se révélait une attitude contre-révolutionnaire. Les réformes économiques, sociales et politiques ne supprimeraient pas l'oppression et l'exploitation du prolétariat (2).

La fonction du parlementarisme et du syndicalisme préconisés par Edouard Bernstein est également critiquée avec fermeté par Rosa Luxemburg. L'attitude historique des partis et des syndicats devrait à l'encontre des positions d'Edouard Bernstein s'insérer fondamentalement dans sa perspective révolutionnaire, ce qui constituerait la forme la plus efficace d'arriver au socialisme. Que ce soit à l'usine ou au Parlement, leur rôle consistait d'abord à faire de ces structures une école de et pour l'apprentissage de la révolution sociale. Le développement de la conscience de classe ne pouvait aboutir que si le parti social-démocrate et les syndicats démontraient par leurs prises de position théoriques et pratiques la nature exploiteuse et oppressive du capitalisme, ouvrant le voie à son renversement par la révolution socialiste. Au lieu d'être adoucie, comme le voulait Edouard Bernstein, la lutte des classes devrait, au contraire, être poussée jusqu'au bout (3).

(1) Rosa Luxemburg, Oeuvres, - tome 4, Maspero, Paris, 1972, p. 145.

(2) Rosa Luxemburg, Oeuvres, - tome 1, Maspero, Paris, 1971, p. 38.

(3) Rosa Luxemburg, op. cit., pp. 46/47/48.

Bien que dans l'ensemble Rosa Luxemburg ait maintenu cette position pendant toute sa vie, elle l'a partiellement modifiée dans sa brochure Grève de Masses, Parti et Syndicats, de 1906. Le radicalisme et la spontanéité montrés par le prolétariat russe pendant la révolution de 1905 l'a tellement frappée que sa confiance à l'égard de la fonction des syndicats (surtout pour ce qui est de la créativité et l'organisation du prolétariat) en tant que structure d'avant-garde du prolétariat, a fléchi. Le prolétariat russe, sans avoir besoin d'être dirigé par des partis ou syndicats, s'est avéré capable de défendre d'une manière radicale ses intérêts de classe contre la bourgeoisie et le tsarisme. C'est pourquoi la grève de masse et le spontanéisme de classe utilisés par le prolétariat russe sont devenus aussi le moyen, peut-être même le plus important, de développer la créativité et d'acquérir la conscience de classe révolutionnaire:

"(...) L'histoire a résolu le problème à sa manière, qui est à la fois plus profonde et plus subtile: elle a fait surgir la grève de masse révolutionnaire qui, certes, ne remplace ni rend superflus les affrontements directs et brutaux dans la rue, mais les réduit à un simple moment de la longue période de luttes politiques et en même temps lie à la révolution un travail gigantesque de civilisation au sens strict du terme: l'élévation matérielle et intellectuelle de l'ensemble de la classe ouvrière, en "civilisant" les formes barbares de l'exploitation capitaliste.

La grève de masse apparaît ainsi non pas comme un produit spécifiquement russe de l'absolutisme, mais comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe". (1)

Bien que Rosa Luxemburg n'ait pas été une apologiste de la dictature du prolétariat, qui se fondait uniquement sur le volontarisme et le subjectivisme historique, elle n'en était pas en moins d'accord avec le recours aux mé-

(1) Rosa Luxemburg, Oeuvres, - tome 1, Maspero, Paris, 1971, p. 154.

thodes violentes comme la forme plus adaptée au renversement du capitalisme. La production chaotique de richesse sociale, les injustices, les guerres, les pillages, l'exploitation, etc., sont l'expression violente prise par le caractère historique des rapports sociaux de production et des forces productives capitalistes. Seules les méthodes violentes étaient en mesure de les renverser (1).

Toutefois, les positions de Rosa Luxemburg deviennent très importantes au moment de l'éclosion de la Première Guerre mondiale. Comme militante active du parti social-démocrate allemand, elle se trouva confrontée à une série d'expériences négatives. D'abord, l'Allemagne apparaît dans le contexte de cette guerre comme un Etat souverain impérialiste. La spoliation et le pillage des colonies, l'annexion et un nouveau partage des marchés des pays de l'Europe moins développés et sans force militaire, par les pays impérialistes intervenus dans cette guerre, apparaît à Rosa Luxemburg comme l'expression sauvage et même barbare de l'oppression et de l'exploitation du prolétariat. Par ce fait, l'ennemi principal du socialisme et du prolétariat international serait ce caractère impérialiste des pays souverains capitalistes pendant cette guerre.

Deuxièmement, la fonction du parti social-démocrate allemand et de la Deuxième Internationale socialiste, durant tout ce processus, devient très négative pour Rosa Luxemburg. C'est dans cette perspective que les crédits de guerre sont votés par le parti social-démocrate allemand, en août 1914. Seul Karl Liebknecht (également membre du groupe Spartakus) en décembre de la même année a osé voter contre ces crédits. D'autre côté, la position prééminente du chef de la Deuxième Internationale (Karl Kautsky) était totalement contraire aux principes de l'internationalisme prolétarien. Ces positions chauvinistes en faveur de leurs pays respectifs étaient là pour le démontrer.

L'ensemble de cette réalité provoque une radicalisation de ses positions. Elle devient alors une militante très active contre le parlementarisme, l'impérialisme et les activités réformistes et chauvinistes du parti social-démocrate allemand et de la Deuxième Internationale. Ainsi, elle se met à militer activement au sein de la Ligue Spartakus (2) formée en 1916. Dans ce

(1) Rosa Luxemburg, Oeuvres, - tome 1, Maspero, Paris, 1971, p. 57.

(2) A ce sujet, voir: Rosa Luxemburg, Lettres et Tracts de Spartacus, La Tête de Feuilles, Paris, 1972.

contexte, elle ne voit pas de socialisme possible historiquement sans une révolution sociale préalable à l'échelle internationale. Ce n'est que dans ces conditions, qu'on pourrait socialiser de façon positive les moyens de production nécessaires à la production, à l'appropriation et à la reproduction de la société socialiste. Seule la conjugaison de la solidarité révolutionnaire du prolétariat, au niveau mondial, contre la barbarie impérialiste pourrait faire du socialisme une réussite historique.

Le parlementarisme et la fonction gouvernementale des ministres socialistes au sein des pays capitalistes se révélaient être des activités réformistes et contre-révolutionnaires. Pour s'opposer à cette contradiction, le prolétariat devait s'organiser en conseils. Le noyau révolutionnaire des conseils serait formé à la base par des ouvriers et les soldats, au niveau des activités organisatrices de toute la société. En prenant le pouvoir sur l'Etat et en expropriant et socialisant la richesse sociale existante, en dynamisant la guerre civile contre la bourgeoisie internationale, le prolétariat, par la démocratie des conseils de soldats et d'ouvriers, arriverait à instaurer de façon positive le socialisme.

Pour Rosa Luxemburg, il est nécessaire que prenne place une phase historique de "transition" entre le capitalisme et le socialisme. La nature de l'Etat ouvrier et de sa dictature est un peu différente de celle que les bolchéviks avaient instauré dans la Russie. Pour elle, même si la dictature du prolétariat était hiérarchisée fonctionnellement à partir du conseil central, en passant par les conseils de district et de commune, la démocratie de classe devait exister à tous les niveaux, de bas en haut. Il ne devait pas y avoir d'avant-garde formée par un parti, un syndicat ou un parlement susceptible de décider bureaucratiquement du destin de la révolution socialiste au niveau mondial. La dictature de classe du prolétariat au niveau mondial sera une lutte violente. Le programme de la Ligue Spartakus présenté à l'occasion du congrès de fondation du parti communiste allemand, en décembre 1918, en est l'expression la plus achevée:

"(...) La lutte pour le socialisme est la guerre civile la plus fantastique que l'histoire du monde ait jamais connue et la révolution prolétarienne doit se doter des moyens nécessaires, elle doit apprendre à les utiliser pour lutter et vaincre. (...) Debout prolétaires'. Au

combat! Il s'agit de conquérir tout un monde et de se battre contre tout un monde". (1)

Tout cela était aussi le produit historique de l'Allemagne révolutionnaire de 1918/1919. Son radicalisme ne l'a pas empêchée de militer longtemps au sein du parti social-démocrate indépendant. En plus, son internationalisme prolétarien et sa conception du socialisme à l'échelle universelle ayant pour base les conseils d'ouvriers et de soldats, ne l'a pas empêchée de donner son appui aux bases programmatiques de la révolution russe de 1917. Les critiques qu'elle a dirigé contre le traité de Brest-Litovsk signé entre la Russie et l'Allemagne, en mars 1918, la manque de démocratie interne du parti bolchévique et l'évolution bureaucratique de la révolution russe, n'ont pas empêché, en dernière analyse, Rosa Luxemburg de se révéler une militante du modèle de société socialiste instauré par les bolchéviks (2)).

Pour elle, les positions nationalistes du parti bolchévik et son incapacité à nationaliser la totalité de l'agriculture (tout cela dans la période de 1917 au début de 1919), étaient déterminées par le manque de solidarité du prolétariat européen et surtout du prolétariat allemand. Seul le prolétariat mondial par son action révolutionnaire aurait pu éviter certaines contradictions propres au socialisme dynamisé par les bolchéviks. En fonction de tout cela, Rosa Luxemburg se révèle une adepte du modèle de société socialiste socialiste dynamisé en URSS depuis octobre 1917 jusqu'à sa mort, le 15 janvier 1919.

* * *

En tant que vulgarisateur du marxisme (le plus important, dans la période de 1900 jusqu'à 1920, après la mort de Friedrich Engels), Karl Kautsky se montrera le défenseur le plus intransigeant de son orthodoxie. A la fin du XIXème siècle il était un des ceux qui n'acceptaient pas les révisions du marxisme (entreprises à l'époque par Edouard Beust). Ainsi, pour Karl Kautsky rien n'allait à l'encontre de ce que Karl Marx avait analysé concernant l'évolution du mode de production capitaliste. La concentration et la

(1) Rosa Luxemburg, Textes, Ed. Sociales, Paris, 1969, pp. 232/223-239.

(2) Rosa Luxemburg, La Révolution Russe, Spartacus, Paris, 1977.

centralisation du capital dans sa forme historique de "cartels" et de "trusts" et même l'évolution de l'économie agraire capitaliste n'évoluaient pas dans un sens contraire aux prévisions de Karl Marx (1).

Les phénomènes issus du développement de la composition organique du capital, liés aux lois générales de l'accumulation capitaliste, sont une réalité qui se traduit dans les crises capitalistes et dans la croissance progressive de l'armée industrielle de réserve. Pour Karl Kautsky, laisser entendre que ces phénomènes n'étaient pas propres au mode de production capitaliste était, dans les circonstances données, douter de la capacité de l'instauration du socialisme. Si le mode de production capitaliste n'était pas le moteur de contradictions et d'antagonismes, de l'oppression et de l'exploitation sur le prolétariat, point n'était plus besoin de parler de lutte de classes et de lutter pour le socialisme (2).

Le devenir historique du capitalisme et les conflits sociaux que celui-ci engendre sont, à cette époque, des points de conflit entre les conceptions de Karl Kautsky et celles d'Edouard Bernstein. Pour le premier, bien que le capitalisme, en période d'expansion économique conjoncturelle, puisse offrir au prolétariat de meilleures conditions d'existence, cela ne l'empêchait pas de passer par des crises cycliques qui contribueraient globalement à un accroissement de la misère au sein de cette classe. Dans cette perspective, il était tout naturel que la lutte de classes ait une tendance à se radicaliser historiquement. Cependant, il est important de noter que, pour Karl Kautsky, le facteur économique, tout en conditionnant le développement du processus historique et de la conscience de classe, n'est pas le seul à déterminer l'évolution de la lutte de classes.

Cela étant, et à l'encontre des points de vue d'Edouard Bernstein, Karl Kautsky pense que l'antagonisme et les contradictions qui opposent le capital au travail se fondent sur l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme; par conséquent, la lutte des classes était un phénomène naturel et inéluctable aussi longtemps que subsisterait le mode de production capitaliste. Par ce fait, la lutte des classes est aussi un affaire de volontarisme historique

(1) A ce sujet, voir: Karl Kautsky, La Question Agraire, V.Giard & E.Brière, Paris, 1900.

(2) Karl Kautsky, Le Marxisme et Son Critique Bernstein, Stock, Paris, 1900, p. 295.

du prolétariat:

"(...) Les antagonismes de classe sont des antagonismes de volonté. La volonté de vivre des capitalistes est appelée à s'exercer dans des conditions qui les obligent à faire plier la volonté des ouvriers et à l'employer à leur service. Sans cet assujettissement de la volonté, il n'y aurait pas de profits capitalistes, les capitalistes ne pourraient pas exister. D'autre part, la volonté de vivre des ouvriers les pousse à s'insurger contre la volonté des capitalistes. De là la lutte de classes.

On voit donc que la volonté est la force motrice de toute l'évolution économique. Elle en forme le point de départ, elle la pénètre dans chacune de ses manifestations. Il n'y a rien de plus absurde que de regarder la volonté et les relations économiques comme des facteurs indépendants l'un de l'autre". (1)

Cette thèse est de première importance dans le schéma de pensée de Karl Kautsky. D'après lui, le socialisme, étant une question éthique, se fonde sur une question de volonté historique. Seul le volontarisme déterminé par une conscience de classe profonde peut éveiller les capacités révolutionnaires gigantesques endormies dans son sein. Pour comprendre la sujétion du prolétariat par rapport à sa misère et à son exploitation (étant donné que c'est lui le créateur de toute la richesse sociale, et la classe plus nombreuse, pour ce qui est de la composition sociale, dans les pays capitalistes plus développés), il nous faudra considérer la révolte intériorisée et la répression consentie au plus profond des âmes ouvrières. La libération de ces forces reprimées frayerait la voie à l'avènement du socialisme. Dans cette perspective, toujours selon Karl Kautsky, le prolétariat doit rompre avec son immobilisme historique, ce qui signifie prendre en main consciemment sa force, pour arriver au socialisme.

Malgré ce préjugé volontariste, Karl Kautsky n'a pas négligé le rôle des structures économiques en tant que causes de grandes transformations révo-

(1) Karl Kautsky, Le Chemin du Pouvoir, Anthropos, Paris, 1969, p. 48.

lutionnaires. L'énorme développement économique atteint par le capitalisme, surtout dans les domaines militaire, des transports, des moyens de communication, etc., a rendu particulièrement difficile la tâche de renverser le capitalisme. Pour vaincre le pouvoir énorme du capital et sa grande complexité dans tous les domaines de son activité, il fallait que le prolétariat employât collectivement toute sa force. Toute attitude volontariste minoritaire serait inévitablement vouée à l'échec (1).

Les positions de Karl Kautsky, au début du XXème siècle, sur la nature du socialisme et ses hypothèses d'instauration sont défendues surtout à partir de l'ouvrage - La Révolution Sociale, écrite en 1902. Auparavant, pour pouvoir instaurer le socialisme, on considèrerait comme nécessaire un développement intégral du capitalisme. Historiquement, seul un grand développement des forces productives, de l'organisation de la production en grandes unités industrielles et de la formation de grands Etats nationaux pouvaient faciliter au prolétariat la création de conditions minimales pour instaurer le socialisme.

Par un processus évolutif et graduellement progressif, le capitalisme crée les conditions nécessaires à sa disparition, en même temps qu'il procure au prolétariat une connaissance qui le rendra capable de dépasser ces conditions (2). Ainsi, pour Karl Kautsky, le socialisme, quoique produit historique des contradictions et des antagonismes inhérents au capitalisme, pouvait être instauré si les conditions objectives et subjectives inhérentes au développement du mode de production capitaliste étaient mûres. Dans cette perspective, l'instauration du socialisme n'était pas possible du jour au lendemain. Entre la société capitaliste et la société socialiste il y avait la permanence de certaines catégories économiques et sociales immanentes à la société capitaliste:

"(...) Le prolétariat victorieux, quelque radical qu'il soit, ne pourra pas d'un coup faire disparaître les dif-

(1) Selon Karl Korsch, la question de la conscience de classe chez Karl Kautsky, pêche par contradiction. Avant que Lénine ne reprenne cette thèse de Karl Kautsky que la classe ouvrière à elle seule ne saurait dépasser la conscience de classe trade-unioniste, Karl Kautsky l'avait déjà exprimé dans l'organe du parti social-démocrate allemand - Die Neue Zeit. Pour cette raison, Karl Korsch va considérer Karl Kautsky comme un des auteurs les plus importants à avoir révisé le marxisme. A ce sujet, voir: Karl Korsch, Marxisme et Philosophie, Minuit, Paris, 1964 et L'Anti-Kautsky, Champ Libre, Paris, 1973.

(2) Karl Kautsky, La Révolution Sociale, Marcel Rivière, Paris, 1921 (2ème édition), pp. 30 à 49.

férences de classe; elles sont le résultat d'une évolution de plusieurs milliers d'années, et elles ne peuvent s'effacer avec toutes les conséquences qui en découlent aussi simplement qu'on efface d'un coup d'éponge la craie sur le tableau". (1)

Les positions de Karl Kautsky examinées ici vont souffrir plus tard dans une certaine mesure, un grand changement. Cela en vertu des conséquences négatives de la Première Guerre mondiale pour l'ensemble du mouvement ouvrier, et aussi du contenu dictatorial pris par le bolchevisme vis-à-vis de l'émancipation ouvrière.

En résumé, on remarque que les présupposés de base de la vulgarisation du marxisme présentent, par rapport à la problématique de "la transition vers le socialisme", certaines caractéristiques. Tous les auteurs prennent, comme point de partie analytique, les thèses défendues par Karl Marx. Le besoin historique de l'instauration du socialisme est un acte impératif et souverain. La nature contradictoire et antagonique du mode de production capitaliste ne sera éliminée qu'à partir de son élimination historique comme mode de production.

Parmi les auteurs étudiés, certaines différences se font jour dans leurs analyses. Par rapport à l'évolution historique du capitalisme et aux moyens à employer dans le processus de lutte de classes amené par le prolétariat contre la bourgeoisie. Sous cet aspect, les plus grandes différences subsistent entre les thèses réformistes d'Edouard Bernstein et le radicalisme de Rosa Luxemburg. Dans le fond, tous les deux admettent que le capitalisme disparaîtra et qu'il aura besoin d'une phase historique de "transition" pour arriver à instaurer la société socialiste.

Après avoir passé en revue les vulgarisateurs les plus importants du marxisme (après la mort de Friedrich Engels et jusqu'à l'éclosion de la Première Guerre mondiale), nous allons nous pencher sur un courant déterminant du mouvement ouvrier au XXème siècle - le bolchevisme.

(1) Karl Kautsky, op. cit., p. 135.

1.6 - LE CONTENU THEORIQUE ET LA PRATIQUE DU BOLCHEVISME SOUS L'EMPIRE DES TSARS

Analyser la nature du bolchevisme dans toute sa profondeur et dans toutes ses implications exigerait la possibilité d'examiner des publications et des documents auxquels nous n'avons pas eu accès. Toutefois, nous trouverons dans l'oeuvre de Lénine les apports fondamentaux concernant son aspect théorique et pratique. Dans ces conditions, et étant donné que la période historique ici envisagée va de la création du parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) en 1898 jusqu'à l'éclatement de la révolution russe en 1917, nous nous bornerons à analyser les ouvrages les plus importantes de Lénine, comme l'expression la plus authentique de l'histoire du bolchevisme.

Le ralliement de Vladimir Ilitch Lénine au marxisme, au début de son activité théorique et pratique au sein du POSDR a été une conséquence de ses positions orthodoxes. Le fait que le capitalisme russe, à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, souffrait d'un grave sous-développement à tous les niveaux; le fait que la paysannerie représentait de loin la classe majoritaire et le prolétariat une minorité, dans la composition sociale de la société russe; le fait, enfin, que le régime tsariste revêtait un caractère autocratique, étouffant toutes les libertés d'expression liées à l'activité des partis, des syndicats, dans la culture, etc., tout cela n'a pas empêché Lénine de suivre la trace des marxistes orthodoxes russes (Plekhanov, Axelrod, etc.), et de devenir le défenseur intransigeant d'un marxisme axé sur les positions développées dans les pays capitalistes de l'Europe occidentale (surtout l'Allemagne et la France). Cela devient évident lorsque Lénine se met à écrire dans l'organe du POSDR - La Robotchnaia Gazeta, en 1899 (1).

L'identification avec le prolétariat sur le plan de sa nature et de sa fonction, soit comme marchandise force de travail productrice de capital, soit comme classe sociale révolutionnaire créatrice de la société socialiste, nous aidera à comprendre le ralliement de Lénine aux prémisses du marxisme. L'orthodoxie est totalement respectée. Pour Lénine, il s'agit alors d'entreprendre son action là où est le prolétariat. En effet, regardons l'extrait suivant de sa brochure Tâches des Socia-Démocrates Russes, de 1897:

(1) V.I.Lénine, Oeuvres, - tome 4, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, pp. 216/217.

"(...) L'agitation parmi les ouvriers consiste en ceci que les sociaux-démocrates participent à toutes les manifestations spontanées de la lutte de la classe ouvrière, à tous les conflits entre ouvriers et capitalistes au sujet de la journée de travail, des salaires, des conditions de travail, etc., etc.,. Notre tâche est de fonder notre activité avec des questions pratiques, quotidiennes, de la vie ouvrière, d'aider les ouvriers à s'orienter dans ces questions, d'attirer leur attention sur les principaux abus, de les aider à formuler d'une façon plus précise et plus pratique les revendications qu'ils présentent à leurs patrons, de développer chez les ouvriers la conscience de leur solidarité, la conscience de leurs intérêts communs et de la cause commune à tous les ouvriers russes, en tant que classe ouvrière une et indivisible faisant partie de l'armée mondiale du prolétariat". (1)

S'il est vrai que la systématisation et le développement du marxisme au sein du prolétariat russe a été le plus grand souci de Lénine au début de son activité militante, cette démarche se verra néanmoins compromise par le sous-développement du capitalisme russe et par le caractère spécifique du mouvement social et culturel en Russie. Selon Lénine, surtout après 1900, l'absence de culture et de conscience de classe au sein de la grande majorité des ouvriers russes, l'influence de l'idéologie et de la propagande bourgeoises, en tant qu'éléments d'étouffement et de division de la conscience des intérêts de classe dans le prolétariat, ne pourraient être résolues que par la formation d'un parti social-démocrate révolutionnaire. La constatation de la nécessité d'un parti découlait logiquement des inégalités de conscience de classe existantes au sein de la classe ouvrière.

Par ce fait, il y avait une minorité détentrice d'une conscience de classe profonde. D'un autre côté, la grande majorité de la classe ouvrière était illettrée et n'avait pas de conscience acceptable pour vouloir faire la révolution socialiste. Laisser le mouvement ouvrier dans cette situation serait con-

(1) V.I.Lénine, Oeuvres, - tome 2, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1975, pp. 335/336.

tribuer à remettre à plus tard la révolution socialiste. Cela étant, et tout en faisant une révision du marxisme orthodoxe, Lénine, quand il affirme la nécessité de la création d'un vrai parti révolutionnaire, renverse les facteurs de la formation de la conscience de classe du prolétariat. Les principes défendus pour Karl Marx et l'orthodoxie marxiste déterminait que c'était dans les conditions de production et consommation de richesses sociale que le prolétariat allait puiser sa conscience de classe. D'après Lénine, cette même conscience provient de ceux qui détiennent une culture profonde. Il développe cette thèse dans son ouvrage Que Faire?, de 1902 (1).

Les conditions spécifiques du sous-développement capitaliste en Russie faisaient de la classe ouvrière une masse d'illettrés. Cette situation ne pouvait pas être résolue par la classe ouvrière elle-même; c'est pourquoi Lénine voyait dans ceux qui détenaient la culture - les intellectuels - la couche sociale qui pourrait mener à bien cette tâche. Bien que ceux-ci appartissent, par leur condition économique et sociale, à la bourgeoisie et à l'aristocratie, cette contradiction serait supprimée une fois qu'ils seraient devenus les défenseurs authentiques et intransigeants du socialisme scientifique révolutionnaire et des intérêts souverains de la classe ouvrière (2).

On voit que l'affirmation du principe du parti révolutionnaire chez Lénine est en contradiction avec les principales thèses défendues par Karl Marx. Bien que ce dernier ait été aussi partisan d'un parti politique ouvrier, il ne lui attribuait pas pour fonction d'inculquer la conscience de classe à partir d'un appareil structuré hiérarchiquement et extérieur à la condition sociale des travailleurs. Le facteur premier pour que le prolétariat acquière une conscience de classe était constitué par les conditions sous-jacentes aux rapports sociaux de production et au stade de développement des forces productives du mode de production capitaliste.

A l'encontre de cette perspective, pour Lénine, c'étaient les positions subjectivistes et volontaristes que devraient prendre les intellectuels qu'allaient résoudre et surmonter les contradictions immanentes au faible dévelop-

(1) V.I.Lénine, Oeuvres, - tome 5; Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, p. 376.

(2) V.I.Lénine, op. cit., pp. 381/382.

pement du capitalisme en Russie. Si, sur le plan objectif, la production de la conscience de classe n'était pas possible, il fallait recourir à des méthodes subjectives. Cette insuffisance dans la maturité historique du capitalisme russe associée à la circonstance d'un pouvoir politique, social et culturel despotique, qui utilisait la terreur et les méthodes arbitraires contre toute tentative d'expression syndicale ou politique, rendait la vie difficile au POSDR. Cela a obligé le parti de Lénine à agir dans la clandestinité, pour le rendre moins perméable à la répression de la police politique du tsar; et les révolutionnaires sont devenus des professionnels, réglant leur conduite d'après de strictes mesures de sécurité. Dans ces conditions, Lénine devint un défenseur de la formation d'un parti fondé sur des révolutionnaires professionnels.

"(...) Or j'affirme: 1º qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stables et qui assure la continuité du travail; 2º que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse); 3º qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire; 4º que, dans un pays autocratique, plus nous restreignons l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de "repérer" une telle organisation et 5º d'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active". (1)

(1) V.I.Lénine, op. cit., pp. 475/476.

D'après Lénine, pour arriver à la révolution socialiste il fallait un rapport structurel hiérarchisé entre les intellectuels et les ouvriers d'un côté, et les révolutionnaires professionnels et l'ensemble de la classe ouvrière de l'autre. Cette hiérarchie était fonctionnelle et se basait sur le savoir. Les intellectuels avaient pour mission de transmettre ce savoir, et les ouvriers de le recevoir. Mais les révolutionnaires professionnels, formant l'avant-garde de la classe ouvrière pendant les périodes d'agitation et de propagande, l'étaient parce que, en ce qui concerne le niveau de conscience de classe, ils étaient supérieurs à l'ensemble de la classe ouvrière. Toute l'activité des partis devait se régler sur cette condition et ce n'était qu'à partir d'elle que le socialisme pourrait être atteint. Le militantisme révolutionnaire préconisé par Lénine exprime bien cette position (1).

La défense de ce point de vue par Lénine au 2ème Congrès du POSDR, en juillet 1903 à Londres, a eu pour conséquence une scission dans le parti. Quand les positions de Lénine ont recueilli la majorité des voix, surtout en ce qui concernait l'hégémonie au sein du comité central et la rédaction de l'organe du parti l'Iskra, le parti s'est brisé en deux. C'est ici que réside historiquement l'origine du bolchevisme. Désormais le bolchevisme se développera en tant que courant au sein du POSDR. La lutte de Lénine à la tête de la direction du parti a eu pour conséquence la formation et le développement d'un parti qui agissait par des méthodes clandestins, et dont la majorité du comité central se trouvait à l'étranger. L'essence organique du bolchevisme, à partir du moment où il dut suivre une conduite théorique et pratique clandestine subversive fondée sur les principes de Lénine, s'est vite identifiée à certains vestiges du blanquisme et du jacobinisme. Les critiques acerbes de la part des mencheviks (groupe devenu minoritaire au 2ème Congrès du POSDR) sur la pratique du bolchevisme n'ont pas été niées par Lénine; bien au contraire, celle-ci a été réaffirmée avec force dans son ouvrage Un Pas en Avant, Deux Pas en Arrière, de 1904 (2).

Les conceptions léninistes en ce qui concerne la viabilité historique du

(1) V.I.Lénine, op. cit., pp. 482/483-485.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 7, Ed. Sociales/Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1975, pp. 384/385-401.

socialisme en Russie étaient encore à l'époque très proches des prémisses théoriques et pratiques soutenues par les marxistes orthodoxes de l'Occident. Selon eux, pour que le socialisme puisse devenir une réalité historique positive, il était nécessaire qu'au préalable le capitalisme eût développé au maximum les forces productives et, par conséquent, ses contradictions. Cela étant, et du moment que la Russie n'avait pas encore atteint ce stade de développement et de contradictions, il fallait lutter pour que le capitalisme et la bourgeoisie accomplissent leur fonction historique. Lénine soutient cette thèse dans le journal Proletari et dans son ouvrage Deux Tactiques de la Social-Démocratie, en 1905 (1).

Soulignons ici (pour constater ses positions marxistes orthodoxes) la faible portée reconnue à la paysannerie pour la révolution socialiste. La position de Lénine à ce sujet est très significative, étant donné qu'en Russie la paysannerie était la classe sociale majoritaire et déterminante du processus de développement économique du capital. En suivant les traces de la social-démocratie occidentale, Lénine considérait la paysannerie comme une classe sociale importante pour l'accomplissement de la révolution démocratique bourgeoise, mais incapable de mener à bien une révolution socialiste ou d'assumer les tâches de la dictature du prolétariat. C'est ce qu'on peut déceler dans son article "Socialisme Petit-Bourgeois et Socialisme Prolétarien", publié dans le journal Proletari, en 1905:

"(...) Pour un marxiste le mouvement paysan n'est point un mouvement socialiste, mais un mouvement démocratique. En Russie, comme ce fut le cas dans les autres pays, il est le compagnon nécessaire de la révolution démocratique, bourgeoise par son contenu économique social. Ce mouvement n'est nullement dirigé contre les fondements du régime bourgeois, contre l'économie marchande, contre le Capital. Bien au contraire, il est dirigé contre les vieux rapports pré-capitalistes, féodaux à la campagne et contre la grande propriété foncière, principal appui de toutes les survivances du servage. C'est pourquoi la victoire

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 8, Ed.Sociales/Ed.duProgrès, Paris/Moscou, 1973, p.518 et V.I.Lénine, Oeuvres - tome 9, Ed.Sociales/Ed.duProgrès, Paris/Moscou, 1974, p.45.

totale de ce mouvement paysan ne supprimera pas le capitalisme mais, au contraire, créera un terrain plus large par son développement; elle accélèrera et accentuera l'évolution proprement capitaliste. La victoire totale de l'insurrection paysanne peut uniquement créer une base pour une république bourgeoise démocratique où, pour la première fois, se déroulera dans toute sa pureté la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie". (1)

La révolution russe de 1905, expression d'un mouvement social radical et spontané où la grève et les soviets ont joué un rôle déterminant (2), a obligé le régime tsariste d'une part, à employer des moyens violents pour réprimer ce mouvement et, d'autre part, à libéraliser modérément les règles limitatives de l'action des partis politiques et des syndicats. C'est ce qui a permis à la fin de l'année 1905, l'accès au Parlement de certaines forces qui s'opposaient au régime autocratique du tsar. En ce qui concerne les bolchéviks, bien qu'ils aient boycotté les premières élections, en appelant à l'insurrection et en préconisant la formation d'un gouvernement démocrate bourgeois, ils ont pris une position différente à l'occasion des élections pour les 2ème, 3ème et 4ème législatures, dans la période 1905-1917 (3). Par ce fait, aux dernières élections, les bolchéviks ont gagné quelques places de députés.

Bien que participant aux élections par des méthodes légales, la nature répressive du régime du tsar les a obligé à poursuivre simultanément leurs activités clandestines. Selon Lénine, la participation aux élections permettait à la fraction bolchévique d'intervenir dans des instances qui jusqu'alors lui étaient inaccessibles, et en même temps d'élargir son influence sur le milieu ouvrier. Mais cependant il s'aperçut de l'importance énorme et déterminante que prenait la paysannerie russe dans le cadre de la lutte de classes et de la révolution socialiste à développer en Russie. Les points de vue orthodoxes

(1) V.I. Lénine, Oeuvres - tome 9, Ed. Sociales/Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1974, p. 456.

(2) A ce sujet, voir: Oskar Anweiler, Les Soviets en Russie, Gallimard, Paris, 1972.

(3) Il est important de remarquer que le parti bolchevique, en tant que tel, ne fait pas formellement son apparition avant la conférence tenue à Prague entre le 5 et le 17 janvier 1912. Si jusqu'alors il se bornait à être une fraction du POSDR, à partir de ce moment-là, il devient le POSDR lui-même.

du marxisme qu'il avait soutenus sur la fonction de la paysannerie feront l'objet d'une révision à partir de 1907 (1). Relevons ici à titre d'exemple l'extrait suivant de son article "Signification Historique de la Lutte au Sein du Parti en Russie", de 1910:

"(...) La tragi-comédie du menchevisme réside justement en ceci qu'il a été contraint, au moment de la révolution, d'adopter des thèses inconciliables avec le libéralisme. Si nous apportons notre soutien à la lutte de la "paysannerie" pour la confiscation des terres, c'est que nous admettons la victoire comme possible, comme avantageuse, sur le plan politique et économique, pour la classe ouvrière et pour l'ensemble du peuple. Or, une victoire de la "paysannerie" dirigée par le prolétariat, dans la lutte pour la confiscation des terres des propriétaires fonciers, c'est justement la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie". (2)

Après une période de stagnation dans les activités théoriques et pratiques du bolchevisme (surtout entre 1909 et 1914), Lénine fait connaître ses positions radicales sur l'attitude des dirigeants de la 2ème Internationale par rapport à la nature de la Première Guerre mondiale. La critique fondamentale qu'adresse Lénine à ses dirigeants (Karl Kautsky, Plekhanov, etc,) est d'avoir trahi les principes de l'internationalisme prolétarien et préconisé la collaboration de classes. Les prises de position de Lénine à Zimmerwald et Kienthal (Suisse), en 1915 et 1916, étaient absolument opposées à ces principes. Lénine prône la transformation de la guerre entre pays, en guerre civile, et de la guerre de collaboration de classes, en guerre de classes, opposant le prolétariat à la bourgeoisie au niveau mondial.

L'essentiel était que le prolétariat mondial se solidarisât avec ses frères de classe, s'opposant à toutes les formes de chauvinisme et de collaboration de classes. Soutenir le capitalisme au stade historique de l'impérialisme,

(1) A ce sujet, voir: Evgueni Varga, A Construção do Socialismo na União Soviética, Ed.A. Ferreira, Porto, s/d., pp. 24 à 27.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 16, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1968, pp. 400/401.

c'était collaborer au pillage et à l'anéantissement de populations paisibles. La critique que Lénine adresse aux dirigeants de la 2ème Internationale dans le journal Social-Démocrate, n° 33, en 1914, est un bon témoignage du radicalisme de ses positions (1).

Ce radicalisme, bien que conjoncturel, exprime de manière tranchante les principes orthodoxes marxistes. La conception orthodoxe considèrait que le socialisme, ayant par l'objectif principal la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne pourrait devenir une réalité que si la révolution prolétarienne était victorieuse à l'échelle mondiale. Transformer la guerre mondiale entre pays capitalistes en guerre de classes était donc la seule attitude révolutionnaire. Lénine rend explicite cet aspect dans son article "La Situation et les Tâches de l'Internationale", de 1914 (2).

Avec l'évolution de la Première Guerre mondiale, Lénine modifiera cette conception du socialisme à l'échelle mondiale. Cette évolution conceptuelle découle surtout du caractère particulier pris par la guerre, en particulier concernant le pillage et la division stratégique du monde entre les grandes puissances, bien que le prolétariat de ces pays n'ait pas agi en conformité avec la logique des principes de l'internationalisme prolétarien. C'est en partant de l'analyse de cette réalité que Lénine développe sa conception selon laquelle l'impérialisme, en tant que stade supérieur du développement historique du capitalisme, aurait créé les conditions optimales pour instaurer le processus de "la transition vers le socialisme".

En produisant des contradictions toujours plus profondes entre les grands pays du globe, l'impérialisme engendre par là même sa propre désagrégation, d'où le caractère historiquement inéluctable du socialisme. Car la guerre et le pillage des richesses accompli par l'impérialisme dans les colonies, pousse jusqu'à ses conséquences extrêmes les contradictions et les antagonismes entre peuples colonisés et peuples colonisateurs. Dans son article "L'Impérialisme et la Scission Socialiste", de 1916, Lénine écrit à ce sujet:

"(...) On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme agonisant, qui marque la transition vers le socialisme: le monopole qui surgit du capitalisme, c'est

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 21, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, p.23.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 21, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, pp. 32/33.

déjà l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La socialisation prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'"interpénétration") a la même signification". (1)

Mais le développement de l'impérialisme s'accomplit de façon inégale dans les différents pays saccagés par les métropoles capitalistes impérialistes, ce qui fait que la question du socialisme commence par se poser dans les pays les plus atteints par les contradictions de ce processus. En outre, ce seul fait rendait impossible que la désagrégation engendrée par la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production ait lieu historiquement en même temps dans tous les pays. Dans cette perspective, le socialisme laissait d'être un produit historique seulement à partir des pays capitalistes développés. Cette situation nouvelle est à l'origine de la thèse du socialisme dans un seul pays, exposée par Lénine dans son article "Programme Militaire de la Révolution Proletarienne", publié en septembre de 1916:

"(...) En troisième lieu, la victoire du socialisme dans un seul pays n'exclut nullement d'emblée toutes les guerres en général. Au contraire. Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégal dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion inéluctable: le socialisme ne peut triompher simultanément dans tous les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera entre autre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dès lors, la guerre de notre

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 23, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, p. 118.

part serait légitime et juste". (1)

Pour résumer, Lénine devient pour toutes les raisons évoquées le grand précurseur, déjà à cette époque, de la défense d'un marxisme mêlé des principes marxistes orthodoxes et asiatiques. C'est-à-dire, avec la nature de l'évolution du capitalisme en Russie, Lénine va faire la révision de certains principes que Karl Marx et les marxistes orthodoxes avaient auparavant développés. Cette révision amène Lénine à faire une adaptation du marxisme à partir de la réalité économique, sociale et politique de la Russie à cette époque. C'est ainsi que le rôle de la paysannerie devient crucial pour accomplir la révolution socialiste; que le socialisme devient possible de réaliser à l'échelle d'un seul pays, et que, et cela est le plus important, le socialisme devient possible d'instaurer même si au préalable les forces productives du capital n'ont pas atteint un grand développement.

Les implications de la révolution russe de 1917 vont amener Lénine à réviser encore quelques-unes de ses positions que le bolchevisme avait développées sous son impulsion. Dans le fond, Lénine et le bolchevisme resteront comme une fraction importante du marxisme, au début du XX^{ème} siècle. Par ce fait, le marxisme-léninisme serait le produit historique de tout ce processus.

(1) V.I. Lénine, Oeuvres - tome 23, Ed. Sociales/Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1974, p. 86.

II - EXPERIENCES HISTORIQUES



2.1 - LENINE ET LA REVOLUTION RUSSE

Par les transformations qu'elle a opérées dans la société bourgeoise, la révolution russe de 1917 est devenu un événement historique de première importance pour le socialisme mondial. Pour la première fois, ce système avait une expression pratique et il se maintenait. Les principes théoriques socialistes que quelques courants marxistes avaient diffusé à travers l'agitation et la propagande étaient devenus une réalité. Désormais le socialisme était un modèle de société transparent et appartenant au domaine de l'historiquement possible et non plus au monde des spéculations philosophiques de quelques intellectuels et ouvriers éclairés.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'analyser les événements de la révolution russe. Cependant, nous essayerons d'en examiner les faits plus significatifs en ce qui concerne les questions théoriques et pratiques de "la transition vers le socialisme". On peut donc considérer deux périodes distinctes de la révolution russe dont il faut souligner l'importance. D'un côté, la période qui va de février à octobre 1917 (1) mène la désagrégation du tsarisme, en même temps qu'on assiste, faute d'alternatives, au développement d'un vide politique et militaire, incapable de faire face au chaos économique et social qui s'était répandu. Pour essayer de résoudre cette contradiction, les ouvriers, les paysans et les soldats commencent à créer un peu partout de vrais pouvoirs parallèles, en s'organisant en soviets, comités d'usine et communes. Au contraire des autres partis, les bolcheviks ont su catalyser l'élan révolutionnaire de ce pouvoir parallèle en lutte contre le pouvoir institué, c'est pourquoi ils ont pu s'emparer du pouvoir, par la voie de l'insurrection, en octobre 1917.

D'un autre côté, la révolution russe connaîtra une autre période bien différente qui s'amorce avec la gestation d'une nouvelle société, fondée sur le socialisme préconisé par les bolcheviks.

(1) Les dates ici mentionnées entre 1917 et le début 1918 se rapportent au calendrier julien qui était en vigueur à l'époque du tsarisme. Depuis lors les dates sont du calendrier grégorien.

Les événements déterminants de la révolution de février ont surtout été le résultat de la situation chaotique atteinte par le tsarisme. La mort, le chômage, la famine, la guerre et la désorganisation des secteurs vitaux de l'économie, se sont aggravés à un tel point que le pouvoir en place s'est effondré presque sans résistance. La solution historique trouvée par la bourgeoisie a pris la forme d'un régime de démocratie bourgeoise qui suivait le modèle de ceux qui existaient dans les pays capitalistes développés de l'Occident. L'absence de capacité institutionnelle pour répondre aux grands maux dont souffrait la Russie - la guerre, la famine et le chômage, etc., - a engendré un champ fertile pour le développement d'un climat d'agitation et de contestation du pouvoir établi. Le résultat de tout ce processus s'est traduit dans la formation d'un pouvoir parallèle.

Les réformes souhaitées par la majorité du peuple russe consistaient surtout dans l'obtention de la paix et le droit au pain, à la terre, au travail et à la liberté. Paix pour en finir avec les horreurs et les souffrances énormes subis par les soldats au front. La terre aux paysans pauvres pour supprimer la famine et les liens de servitude qui les assujétissaient depuis des siècles aux seigneurs de la terre. Du travail pour les chômeurs, ce qui signifiait la remise en marche des usines abandonnées par les patrons. Liberté d'expression en tant que forme capable de faire revivre les associations, groupes, syndicats et partis atrophiés par le pouvoir despotique établi par les tsars.

Malgré les mesures législatives et exécutives prises par les gouvernements provisoires, ils ne purent venir à bout du chaos régnant dans la société russe. Pendant que le pouvoir démocratique bourgeois s'avérait impuissant à résoudre les problèmes de la société russe, les paysans pauvres, par des actions spontanées et directes, s'emparaient des terres des propriétaires fonciers, et les ouvriers et les soldats, en s'organisant en comités d'usine et soviets, prenaient la tête des usines et se dressaient contre la guerre. Ce mouvement social allait rapidement prendre forme et devenir un véritable contre-pouvoir exprimant les besoins les plus pressants du peuple en révolte. Il représentait la rationalité possible dans le chaos et le début d'une alternative de société de type socialiste.

Du fait de son long séjour à l'étranger, bien qu'un peu éloigné de la scène de la révolution, Lénine allait percevoir rapidement, après son arrivée à

Pétrograd, en avril 1917, ce qu'il fallait faire. Face aux occupations de terres "sauvages", c'est-à-dire en dehors du pouvoir établi, et à la fonction militante et idéologique des soldats déserteurs au sein de tout ce processus, il allait préconiser la création de soviets de soldats et de paysans. Il exprime cette position dans son discours aux soldats du Régiment Izruailovski, le 12 avril 1917:

"(...) Seul le pouvoir, seuls les soviets de députés soldats et paysans peuvent trancher la grande question de la terre autrement que dans l'intérêt des gros propriétaires fonciers et non bureaucratiquement. La terre ne doit pas appartenir aux grands propriétaires fonciers. Les comités paysans doivent la confisquer sans délai, tout en s'attachant soigneusement à préserver les biens, quels qu'ils soient, de toute détérioration, et accroître la production du blé pour que les soldats, au front, soient mieux ravitaillés. Toute la terre doit appartenir à l'ensemble du peuple et ce sont les Soviets locaux des députés paysans qui doivent en disposer. Pour que les paysans riches - qui sont eux aussi des capitalistes - ne puissent léser et tromper les salariées agricoles et les paysans pauvres, ceux-ci doivent se concerter, s'unir, se grouper à part, ou bien former leurs propres Soviets de députés des salariées agricoles". (1)

La désagrégation du pouvoir institué et la radicalisation des mesures adoptées et préconisées par le mouvement social animé par les paysans pauvres, les salariées agricoles, les soldats et les ouvriers, amèneront Lénine à considérer la prise du pouvoir par les bolcheviks comme très proche. De ce fait, les thèses du marxisme orthodoxe, qu'il défendait jusqu'alors, en grande partie, ont été partiellement abandonnées. Dans la conjoncture révolutionnaire de la Russie, à cette époque, le plus important était de trouver une stratégie et une tactique qui ouvrirent la voie à la prise du pouvoir, malgré le fait que la paysannerie était la grande majorité de la population russe (environ 90%) et le prolétariat une minorité (dans les 5%). Le fait

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 24, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1976, p. 102.

que le capitalisme russe était encore un capitalisme sous-développé n'a pas empêché Lénine d'entamer le processus de la construction du socialisme en Russie. En préconisant, en mai 1917, la dictature ouvrière et paysanne, Lénine exprime l'alternative bolchevique (1).

Cependant, en même temps que subsistaient, et même s'accroissaient, tout au long de la permanence des gouvernements provisoires, les conditions qui avaient été à la source de la désagrégation du tsarisme, le parti bolchevique déployait son activité militante et son influence idéologique au sein des soviets des députés ouvriers et soldats. Bien qu'immédiatement après sa formation, cette influence eût été beaucoup plus faible que celle du parti menchevique et des socialistes révolutionnaires, le rapport des forces allait bientôt s'inverser au profit de l'hégémonie bolcheviste (avec les socialistes révolutionnaires de gauche) au cours des mois de juillet et août 1917 (surtout dans les soviets de Moscou et Pétrograd) (2). Mais en ce qui concerne les soviets paysans, le poids des bolcheviks était presque nul en comparaison avec l'influence des socialistes révolutionnaires. L'évolution de cette situation dans la société russe va permettre aux bolcheviks de se mettre à la tête des masses de travailleurs et de soldats mécontents de la politique suivie par les gouvernements provisoires.

Pour en finir avec la guerre et assurer le pain, il fallait mettre un frein à la politique malheureuse et chancelante du gouvernement Kérensky. Lénine et les bolcheviks vont associer cette option fondamentale des masses à leur projet de prise de pouvoir et d'instauration de la dictature du prolétariat. La brochure L'Etat et la Révolution, écrite par Lénine en août/septembre 1917, présente un caractère radical dans son contenu théorique, dont on ne peut appréhender toute la portée qu'à la lumière de la conjoncture russe de l'époque. Pour ce qui est de ses principes, L'Etat et la Révolution n'est, d'après Lénine, rien d'autre que du marxisme orthodoxe adapté à la réalité russe. En ce sens, la nature de l'Etat est déterminante pour le problème de la construction du socialisme. C'est pourquoi Lénine va se prononcer pour le renversement de l'Etat bourgeois et la création d'un Etat prolétarien fondé sur la

(1) V.I. Lénine, Oeuvres - tome 24, Ed. Sociales/Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1976, pp. 136/137.

(2) Sur la question des soviets en Russie, voir l'excellent travail d'Oskar Anweiler, Les Soviets en Russie, Gallimard, Paris, 1972.

dictature du prolétariat (1).

Pour surmonter la contradiction existant au sein de la composition des classes sociales tenues pour exploitées (étant donné que la paysannerie pauvre se trouvait être la classe la plus nombreuse), Lénine va recourir aux enseignements de la Commune de Paris. Karl Marx et Friedrich Engels s'étant ralliés à la forme de gouvernement révolutionnaire imposée par les Communards entre mars et mai 1871, leurs positions théoriques et pratiques par rapport au contenu que devait prendre la dictature de la paysannerie et du prolétariat sous la direction de ce même prolétariat étaient selon Lénine, encore justifiées dans les circonstances de la révolution russe (2).

Après avoir analysé le caractère vital de l'alliance ouvrière et paysanne pour l'aboutissement de la révolution socialiste, Lénine se penche sur la fonction et la nature du nouvel Etat socialiste. La nécessité de la dictature du prolétariat menait au recours à la violence comme le meilleur moyen de venir à bout de l'oppression et de l'exploitation bourgeoises. Le dépouillement de la bourgeoisie de ses richesses et de son pouvoir par la nationalisation des moyens de production et l'ascension concomitante du prolétariat en tant que classe sociale dominante, a tout naturellement éveillé la plus vive opposition de tous ceux qui se sont vu privés de leurs privilèges. Cela a entraîné répression et méthodes violentes de la part du pouvoir prolétarien (3).

En se fondant sur les analyses marxistes sur le besoin d'une période historique de "transition" du capitalisme au socialisme, Lénine formule les caractéristiques que, selon lui, devrait assumer la société communiste dans sa phase inférieure:

"(...) C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société, que Marx appelle la "première" phase au phase inférieure de la société communiste. Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société accomplissant

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 25, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1975, pp. 435/436.

(2) V.I.Lénine, op. cit., pp. 451/452.

(3) V.I.Lénine, op. cit., p. 437.

une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante des produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versé au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné. (...) La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser; les différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes; mais l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible car on ne pourra s'emparer à titre de propriété privée, des moyens de production, fabriques, machines, terres, etc". (1)

En répondant aux critiques de tous ceux qui voyaient dans l'Etat une nouvelle situation d'oppression et d'exploitation (dont les anarchistes) et de ceux qui considéraient le développement du capitalisme en Russie comme trop arriéré pour qu'on puisse envisager la construction du socialisme (socialistes révolutionnaires de droite, mencheviks, etc.), Lénine soutient avec intransigeance la nécessité d'un Etat prolétarien pour la construction du socialisme. Plus tard, et dans la mesure où le prolétariat aurait le contrôle des rapports de production socialistes, lors de leur consolidation l'Etat serait automatiquement détruit. Mais cela n'arriverait que quand la division sociale du travail et l'exploitation de l'homme par l'homme auraient été supprimées (2).

Les thèses soutenues par Lénine à l'avant-veille de la révolution d'octobre ont été encore étendues au domaine des caractéristiques insurrectionnelles que devrait assumer la prise du pouvoir par le prolétariat. En grande partie, ces théories vont prendre de l'importance du fait de la dégradation des conditions économiques, sociales, politiques et militaires.

En effet, cette situation a permis le développement militant des positions

(1) V.I.Lénine, op. cit., pp. 502/503.

(2) V.I.Lénine, op. cit., pp. 512/513.

bolcheviques parmi les députés des soviets d'ouvriers et des soldats. Les bénéfices découlants de cette situation pour la parti bolchevique seront énormes (surtout dans les soviets de Pétrograd et Moscou), ce qui allait permettre la matérialisation des thèses insurrectionnelles préconisées par Lénine. Rappelons ici que le phénomène du chaos généralisé qui se manifeste au niveau de l'appareil d'Etat et du gouvernement Kérensky a facilité la tâche des bolcheviks. La nécessité absolue de déclencher l'insurrection, en tant qu'alternative révolutionnaire à cet état de choses est expliquée par Lénine dans sa brochure Le Marxisme et l'Insurrection, parue en octobre 1917 (1).

Le 25 octobre de cette année, la révolution ayant vaincu, nous pouvons nous pencher maintenant sur le contenu qu'elle va prendre jusqu'à la mort de Lénine, en 1924. Désormais, ce qui était en cause c'était la gestion d'un nouveau type de société fondée sur les principes socialistes. Etant donné que les bolcheviks s'assumaient comme avant-garde dans la lutte pour cette société et assuraient de ce fait la gestion révolutionnaire du pouvoir dans le cadre des institutions de l'Etat prolétarien, il est important de considérer quelles ont été les mesures théoriques et pratiques prises dans le sens de la construction du socialisme.

Après s'être emparé de l'appareil d'Etat, leurs premières mesures seront la dissolution de l'Assemblée Constituante et l'élimination de tous les opposants, en les faisant remplacer dans leurs fonctions. Pendant cette période, le seul parti qui va collaborer avec le gouvernement bolchevique sera celui des socialistes révolutionnaires de gauche (fraction issue d'une scission au sein des socialistes révolutionnaires). Du fait de la persistance et du développement des facteurs de décomposition des gouvernements provisoires qui ont précédé la prise du pouvoir par les bolcheviks, du fait aussi de l'opposition et du chantage menés par la bourgeoisie nationale et internationale avec le concours des syndicats et des partis d'opposition, les bolcheviks allaient se voir obligés de prendre en main la gestion du chaos qui sévissait à tous les niveaux dans la société soviétique. L'arbitraire, la violence, la corruption, l'opportunisme, la faim et la guerre gangrénéaient le régime. Ces faiblesses, associées au manque de capacités révolutionnaires

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 26, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1967, pp. 13/14.

du prolétariat dans le cadre de la lutte de classes en cours allaient permettre aux bolcheviks de mettre en oeuvre leurs principes et d'imposer leur modèle de société. Dans ces conditions, dans le cadre d'une société pas encore mûre dans son développement capitaliste et en pleine banqueroute, une poignée d'hommes ne pouvait pas construire le socialisme. Mais Lénine, malgré les énormes problèmes engendrés par cette situation, n'a pas fléchi et considérait même les mesures prises par les bolcheviks, au cours des premiers mois de gestion du pouvoir, comme ayant un contenu tout à fait socialiste (1).

La persistance des facteurs de décomposition de la société soviétique pendant les premières années du gouvernement bolchevique va nous aider à mieux comprendre les mesures draconiennes prises durant cette période. Ces mesures ont été, partiellement, le produit de l'incapacité du prolétariat mondial (en particulier dans les pays capitalistes plus développés) à poursuivre sur le plan de la pratique révolutionnaire les mêmes objectifs que le prolétariat russe. De ce fait, le modèle de société qui s'est établi, dans ses aspects économiques, sociaux, politiques et culturels, est un socialisme possible dans un seul pays. Par ailleurs, les difficultés créées par la poursuite de la guerre portent les bolcheviks à signer le traité de paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. Cet accord, tout en dépouillant la Russie soviétique d'une partie importante de son territoire et des matières premières fondamentales pour son développement économique, fait qu'une éventuelle guerre civile révolutionnaire opposant le prolétariat à la bourgeoisie risque de devenir une guerre classique entre Etats ayant des intérêts nationaux capitalistes spécifiques. La complexité de la situation va être aggravée par le manque de connaissance dont ont fait preuve les bolcheviks en ce qui concerne la gestion des affaires gouvernementales. La nécessité de catapluger une partie significative de la classe ouvrière et des membres du parti vers des fonctions dirigeants au niveau politique, policier et militaire a engendré des contradictions dans la direction de la politique économique et sociale. Cela va obliger les bolcheviks à recourir massivement à l'intégration de techniciens et des spécialistes ayant des rémunérations et des fonctions privilégiées dans le cadre de la société soviétique.

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 26, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1967, p. 418.

Ces aspects particuliers, qui caractérisaient la réalité dans laquelle se déroulait la gestation de la société soviétique, allaient obliger les bolcheviks à introduire des changements dans le contenu du socialisme, dont ils avaient été les théoriciens, Lénine le premier. De ce fait, on ne pouvait guère critiquer le renforcement très prononcé du rôle de l'Etat (dont la direction était aux mains du parti bolchevique) dans la gestion de la production et de la consommation, ainsi que dans la répression au moyen de méthodes violentes et autoritaires de toutes les formes de contestation qui s'opposaient à l'instauration du modèle de société bolchevique (1). D'après Lénine, parler d'une évolution du pouvoir soviétique vers des formes bureaucratiques et capitalistes, c'était une attitude sans fondement et contre-révolutionnaire. Au contraire, il considérait la situation créée comme positive et inéluctable au cours de la phase de "transition vers le socialisme". Il formule cette position au VIIème Congrès du parti communiste bolchevique, en mars 1918:

"(...) (Le pouvoir des soviets). Il fonctionne depuis des mois, et non depuis des semaines dans un immense pays habité de plusieurs nationalités, et non dans une seule ville. Ce type de pouvoir soviétique s'est déjà affirmé, puisqu'il a gagné un pays aussi différent sous tous les rapports que la Finlande, où il n'y a pas des Soviets, mais où le pouvoir est également d'un type nouveau, prolétarien. C'est là la preuve d'une vérité indiscutable au point de vue théorique, la preuve que le pouvoir des Soviets est un nouveau type d'Etat, sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente, où la démocratie bourgeoise fait place à une démocratie nouvelle qui porte au premier plan l'avant-garde des masses laborieuses, fait

(1) Parmi les ouvrages qui abordent ce sujet, citons: Voline, La Révolution Inconnue (3 tomes), Pierre Belfond, Paris, 1972; E.H.Carr, A Revolução Bolchevique, Afrontamento, Porto, 1977-1979; L. Trotsky, Histoire de la Révolution Russe (2 tomes), Seuil, Paris, 1950; Marc Ferro, La Révolution de 1917, Flammarion, Paris, 1967; Charles Bettelheim, Les Luites de Classe en URSS (1ère période 1917-1923), Seuil/Maspero, Paris, 1974; Alexandra Kollontai, A Oposição Operária, Afrontamento, Porto, 1973.

de celles-ci le pouvoir législatif et exécutif, leur confie la défense militaire, et crée un appareil susceptible de rééduquer les masses". (1)

Les contradictions énormes engendrées par l'évolution de la bureaucratiation dans le pays des soviets vont déterminer l'inassouvissement des besoins fondamentaux des couches sociales qu'en principe celui-ci devait défendre - la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. La dépersonnalisation des individus et de leurs structures représentatives va accélérer l'étatisation de l'économie et des institutions. C'est là que commence à prendre forme un type de socialisme, fonction de cette réalité, imposé par la nature même de la dictature du parti bolchevique. Pour ne pas perdre le contrôle du pouvoir, les bolcheviks vont assujettir les individus et les institutions représentatives des intérêts des diverses couches sociales à leur volonté totalitaire. Conséquence de cette évolution, les syndicats, les tribunaux, les partis, etc., cessent de représenter les intérêts de groupes ou d'individus, étant donné que la défense de ces fonctions devient un obstacle à la construction du socialisme. Dans son ouvrage Les Tâches Immédiates du Pouvoir des Soviets, parue en mars 1918, Lénine fait l'analyse de ces principes (2).

L'expropriation de la bourgeoisie et la violence exercée contre cette classe vont engendrer la fuite de beaucoup de cadres des secteurs fondamentaux de l'économie et même d'une grande partie des techniciens et des spécialistes des entreprises et institutions étatiques. Le manque, au sein du parti bolchevique et de la classe ouvrière d'un nombre suffisant d'individus pourvus de connaissances nécessaires à la direction et à la gestion de la société soviétique, va mettre en avant le problème des techniciens et de leur fonction indispensable dans la construction du socialisme. Jusqu'au déclenchement de la révolution d'octobre, ce problème n'avait pas fait l'objet d'une attention significative de la part de Lénine, vu qu'il considérait que la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière pourrait résoudre cette contradiction dans la construction du socialisme; cela n'a pas empêché la société russe d'évoluer vers la désagrégation et la bureaucratisation,

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 27, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 132/133.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 27, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 222-225.

tandis que l'intégration et la fonction des techniciens et des spécialistes venait encore renforcer cette tendance.

Les nouveaux principes socialistes vont tenir compte de cette situation en considérant que, dans la phase inférieure du communisme, le travail, en tant que substance et mesure de la valeur, devrait déterminer la régulation des salaires à toucher par l'ensemble des citoyens soviétiques. La division sociale du travail entraînait l'existence d'un travail aux caractéristiques complexes et simples, qui faisait que l'éventail de salaires devait être ouvert et hiérarchique, selon la quantité et la qualité de la valeur produite. D'après Lénine, cette phase était nécessaire et entraînait inéluctablement une inégalité dans la répartition des revenus, aux dépens de la classe ouvrière productrice d'un travail aux caractéristiques simples (1).

Le besoin de l'industrialisme et du scientisme pour développer les forces productives, que l'on a vu développé théoriquement par Karl Marx, prend dans l'action menée par les bolcheviks des proportions inouïes. C'est à cette accentuation d'une idéologie qui prend par base le développement des forces productives que l'on doit l'idée que le travail est la bastion de la construction du socialisme. Tout cela est en partie une conséquence des besoins russes: l'effort manuel des travailleurs devait combler les insuffisances énormes de la Russie dans le domaine de la technologie et des structures productives en général. Le fait que Lénine considérât son modèle de société socialiste comme supérieur au mode de production capitaliste, du fait qu'il est plus apte à développer les forces productives, découle, dans une large mesure, de ces racines industrialistes et scientistes du socialisme. Le développement de cette idéologie atteindra son sommet au cours de la période critique de l'instauration du régime bolchevique. Devant la nécessité d'alimenter une machine de guerre engagée sur plusieurs fronts et pour nourrir une bureaucratie qui n'avait cessé de croître en vertu du contenu même du pouvoir bolchevique il fallait recourir au travail gigantesque de milliers d'ouvriers et de paysans, seul capable de colmater les insuffisances de la production et de l'accumulation de richesses de L'Etat des soviets.

Encore une fois, pour faire face à ces problèmes, Lénine va s'empres-
 ser

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 27, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 256/257.

d'oublier ce qu'il avait écrit auparavant. C'est ainsi que, si, avant la révolution russe, il tenait pour honteux et barbare l'introduction du système scientifique du travail de Taylor dans les usines capitalistes, système qui, selon lui, représentait pour les ouvriers une sorte d'esclavagisme moderne, il va prendre une autre position quand le socialisme devient une réalité historique en Russie. Désormais, l'introduction du taylorisme dans les usines soviétiques devient un facteur de première importance dans la construction du socialisme:

"(...) Comparé aux nations avancées, la Russie travaille mal. Et il ne pouvait en être autrement sous le régime tsariste où les vestiges du servage étaient si vivaces. Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des Soviets doit poser au peuple dans toute son ampleur. (...) les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La République des Soviets doit faire siennes, coûte que coûte, les conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des Soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématique". (1)

D'après la théorie léniniste (et des premiers marxistes), la nature du socialisme s'identifiait avec la transformation du caractère privé des moyens de production en appropriation collective et avec la nationalisation de ces moyens de production par l'Etat prolétarien. Dans ce domaine, l'évolution suivie par le régime des bolcheviks s'est traduit par l'étatisation de l'éco-

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 27, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, p. 268.

nomie et des fonctions des individus dont l'activité s'inscrivait dans les structures étatiques. D'un point de vue conceptuel, dès que Lénine plaide en faveur de l'introduction du capitalisme d'Etat, en tant que phase historique essentielle pour la construction du socialisme, cela devient la réponse adéquate qui donne substance à la première phase de son instauration en URSS. Lénine exprime cette position, en la justifiant, à l'occasion de la Séance du Comité Exécutif Central de Russie, en avril 1918 (1).

Bien que l'étatisation des secteurs fondamentaux de l'économie (banque, industrie lourde, transports, commerce extérieur, etc.) ne se voit pas avérée difficile à réaliser, elle souffrait de grandes contradictions. D'un côté, ce fut le caractère sous-développé des forces productives, l'ambiance de guerre civile et la désagrégation de l'économie qui allaient mettre des obstacles insurmontables à la résolution positive des problèmes de la production de la consommation et de l'accumulation de richesse. D'un autre côté, et dans la mesure où les hypothèses de l'accumulation de capital se concentraient dans le secteur agricole et que, par conséquent, le secteur industriel se trouvait dépendre surtout des résultats de la production agricole, l'accumulation étatique se voyait atrophiée. Les mesures législatives et exécutives prises par les bolcheviks dans le sens d'une étatisation du secteur agricole, au cours de la période 1917-1921, se sont soldées par un échec. L'adhésion des paysans pauvres et des salariés agricoles aux sovkhozes et aux kolkhozes a été minime (2). De ce fait, le transfert de richesses du secteur agricole vers le secteur industriel de l'Etat était sérieusement compromis, puisque les bolcheviks s'avéraient incapables de mettre en oeuvre une politique de prix en amont et en aval du secteur agricole de façon à permettre l'acheminement des excédents accumulés, dans ce processus d'échange inégal, au profit du secteur étatique.

En réaction, les paysans se sont accrochés aux méthodes de l'économie capitaliste privée, en même temps que toute une économie de subsistance et de marché noir se développaient. Cela a donc été la réponse historique des paysans au modèle de société socialiste instauré par les bolcheviks, qui sont

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 27, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 304/305.

(2) Voir, a ce sujet: Charles Bettelheim, Les Luittes de Classe en URSS (1ère période 1917-1923), Seuil/Maspero, Paris, 1974, pp. 182 à 217.

allées jusqu'à la réquisition forcée des produits agricoles pour nourrir l'Armée rouge et la machine bureaucratique de l'Etat. Cette confiscation des produits agricoles a engendré un grand mouvement social de contestation, dompté par la répression. C'est ainsi que l'alliance ouvrière et paysanne préconisée par Lénine en tant que facteur essentiel de renforcement du socialisme et de la dictature du prolétariat a subi un revers sérieux (1). Lénine analyse cet enjeu au VIIIème Congrès des Soviets de Russie, en décembre 1920 (2).

L'opposition au régime soviétique de la part du prolétariat industriel a un contenu tout à fait différent. Avec l'étatisation de l'économie, la classe ouvrière n'a pas pour autant pris effectivement possession des moyens de production (pas plus qu'à l'époque du capitalisme privé). En effet, bien que la propriété des moyens de production appartînt juridiquement et idéologiquement aux ouvriers, en réalité, et par la nature même du fonctionnement de l'économie soviétique, c'était le parti bolchevik, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, qui décidait tout seul de ce qui devait être produit ou consommé, ou de la façon dont on devait travailler. S'il est vrai qu'une grande partie des ouvriers plus éclairés ont intégré l'appareil dirigeant, ce qui représentait une ascension à une condition sociale plus élevée, ceux qui sont restés au bas de l'échelle étaient bien obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail à des prix dérisoires. Et ils ont vu même leur situation classique de salariés, telle que Karl Marx l'avait analysée, se détériorer de façon significative avec l'arrivée au pouvoir des bolcheviks. Le niveau des salaires était très bas, la manque de nourriture se faisait sentir partout, les conditions de travail étaient extrêmement rigides et pénibles, non seulement en ce qui concerne les techniques employées, mais aussi en termes de répression et pour la discipline militaire imposée sur les lieux de travail. Dans ce domaine, Lénine ne se fait pas faute non plus de changer, au gré des circonstances, les positions qu'il avait soutenues auparavant.

Avant la révolution d'octobre, il affirmait avec chaleur que tout le pouvoir

(1) Au sujet des révoltes des paysans contre les bolcheviks, voir: Archinoff, Le Mouvement Makhnoviste, Béliaste, Paris, 1969; Ida Mett, Le Paysan Russe dans la Révolution, Spartacus, Paris, 1968; Makhno, La Révolution Russe en Ukraine, Pierre Belfond, Paris, 1970; Malcolm Menzies, Makhno, une Epopée, Pierre Belfond, Paris, 1972.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 31, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, pp. 526-528.

nécessaire pour la construction du socialisme devrait être aux mains des soviets. Mais face au développement toujours plus marqué des contradictions et carences du processus révolutionnaire en cours, Lénine et les bolcheviks vont être amenés à sous-estimer la capacité et l'action révolutionnaire du prolétariat. En permettant qu'on lui enlevât cette fonction historique qu'on lui reconnaissait avant la révolution, le prolétariat se voyait relégué à une condition de passivité et de soumission aux directives de son avant-garde. Puisqu'une tâche grandiose l'attend - la construction du socialisme - sa fonction est de travailler et de ne pas discuter. Tout en soulignant l'incapacité des ouvriers à prendre en mains, tout seuls, les affaires de l'Etat prolétarien, Lénine explique, à l'occasion du II^{ème} Congrès des Mineurs de Russie, leurs fonctions spécifiques dans la construction du socialisme:

"(...) Chaque ouvrier saurait-il administrer l'Etat? Les gens pratiques savent que c'est une fable, que nos millions d'ouvriers organisés dans les syndicats traversent la période dont nous avons parlé, à savoir que les syndicats sont l'école du communisme et de la gestion. (...) Pour diriger, il faut avoir une armée de communistes révolutionnaires aguerris; cette armée existe, elle s'appelle le parti. Toutes les balivernes syndicalistes, les candidatures obligatoires de producteurs, tout cela doit être jeté dans la corbeille à papiers. S'engager dans cette voie c'est en fait jeter le parti par-dessus bord, cela signifie en fait qu'il ne peut y avoir de dictature du prolétariat en Russie". (1)

Du fait de tout un ensemble de circonstances, dont quelques unes ont déjà été rappelées, dès que la révolution a concentré son action dans l'étatisation de l'économie, ce qui a entraîné des changements structuraux dans l'appareil d'Etat et la division sociale du travail au niveau de toute la société, une partie importante des fonctions organiques de ce processus de transformation économique, social, politique, militaire et culturel entraîne un développement graduel de la bureaucratisation de la société soviétique. D'un point

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 32, Ed.Sociales/Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 56/57.

de vue structurel, le contenu de cette évolution bureaucratique a une telle portée que Lénine va s'élever contre les opinions au sein du parti qui s'orientaient dans tout autre sens. Voyons sa position, en ce domaine, telle qu'elle a été exprimée au IIème Congrès des Mineurs de Russie:

"(...) En 1919, nous avons écrit dans notre programme que la bureaucratie existe dans notre pays. Celui qui nous propose d'en finir avec la bureaucratie est un démagogue. Si l'on vient nous dire: "finissons-en avec la bureaucratie", c'est de la démagogie. Ce sont des sottises. Contre la bureaucratie, nous lutterons pendant de longues années, et qui pense autrement, est un charlatan et un démagogue, parce que pour vaincre la bureaucratie, il faut des centaines de mesures, il faut que l'analphabétisme ait complètement disparu, que la culture soit généralisée, que tout le monde participe à l'Inspection ouvrière et paysanne". (1)

Malgré l'existence de contradictions dans le processus de renforcement du pouvoir bolchevik, son modèle de société est allé de l'avant. Le fait que l'opposition, à l'intérieur, ait pu se maintenir pendant 4 années, a obligé les bolcheviks à dépenser une grande partie de leurs énergies physiques et intellectuelles à liquider la guerre civile; le fait, en outre, que l'attente d'une révolution mondiale qui devait venir en aide à la révolution russe ait été déçue, tout cela a contribué à éloigner ses dirigeants des principes essentiels qu'ils préconisaient. Cependant, ces facteurs objectifs liés à la nature du sous-développement des forces productives russes n'expliquent pas tout quant au modèle et à la nature de la société érigée par les bolcheviks. La contestation et la révolte des paysans pauvres et des ouvriers qui ont fini par être écrasées, en Ukraine (1918-1921) et à Cronstadt en mars 1921, démontrent l'opposition (même si elle fut éphémère) de ces couches sociales par rapport à la société soviétique. Face à des antagonismes qu'il a lui même créés, le pouvoir bolchevique affaibli va être obligé de changer de façon significative la politique qu'il avait adoptée entre 1917 et 1921.

(1) V.I.Lénine, op. cit., p. 63.

La création de la NEP (Nouvelle Politique Economique), en 1921, vient atténuer les contradictions engendrées pendant cette période. L'incapacité des plans étatiques à régulariser et colmater le décalage entre l'offre et la demande sur le marché des biens essentiels amènera le pouvoir à libéraliser le commerce dans le sens de la logique du capitalisme privé. Ce faisant, les bolcheviks amèneront les paysans à produire davantage pour l'échange, minimisant ainsi les carences et la faim qui sévissaient dans les centres urbains. Une fois que la politique des prix a cessé d'être centralisée dans le cadre des plans, l'Etat n'a pas pu poursuivre l'accumulation des excédents produits dans l'agriculture. Cette situation, qui d'ailleurs s'est avérée purement conjoncturelle, a permis aux bolcheviks d'atténuer les conflits sociaux qui menaçaient leur pouvoir.

Outre la libéralisation du commerce intérieur, les bolcheviks ont du modifier la politique répressive et spoliatrice qu'ils menaient envers la paysannerie. Les réquisitions forcées et arbitraires des produits agricoles sont alors remplacées par une politique d'impôts qui s'accordait mieux aux besoins de la production, de la reproduction et de l'accumulation de l'économie agricole. Les soucis de Lénine au Xème Congrès du Parti reflètent cette situation (1).

Avec la création de la NEP l'introduction de l'économie privée dans la société soviétique ne s'est pas limitée au secteur agricole et au secteur du commerce intérieur. Elle s'est étendue aussi à l'initiative du capital étranger et au secteur de la petite industrie de biens essentiels que l'Etat soviétique n'était pas en conditions de produire. Lénine explique cette option à l'occasion du IIème Congrès des Sciences d'Education Politique de Russie, le 17 octobre 1921:

"(...) Vous devez tous vous occuper de l'économie. Vous aurez aussi à côté de vous des capitalistes. Vous aurez aussi à côté de vous des capitalistes étrangers concessionnaires et affermataires, qui nous rafleront des profits se montant à des centaines de pour-cent, qui s'enri-

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 32, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1974, pp. 229 à 237.

chiront **prés** de vous. Qu'ils s'enrichissent, et vous, vous apprendrez d'eux à gérer l'économie. Alors seulement vous saurez construire la république communiste. Du point de vue de la nécessité de s'instruire rapidement, tout relâchement est un crime très grave. Et il faut se lancer dans cet apprentissage, apprentissage difficile, dur et parfois cruel, car autrement il n'y a pas d'issue". (1)

Tout au long de ces extraits de l'oeuvre de Lénine, on décèle le caractère conjoncturel de ses analyses. Face au besoin de maintenir le pouvoir des soviets, tous les moyens seront jugés bons pour atteindre la fin ultime: le communisme. Ce trait du contenu historique du bolchevisme est tellement significatif que la IIIème Internationale elle-même a subi une évolution très marquée par cette façon de concevoir l'action révolutionnaire. En contribuant d'une façon décisive à la fondation de la IIIème Internationale, en 1919, les bolcheviks vont en faire un instrument ayant comme seul but la défense du modèle de société instauré en Russie par les bolcheviks. Sans nous attarder sur la contribution de Lénine aux 21 conditions exigées des partis communistes du monde entier pour être admis comme membres de plein droit de la IIIème Internationale Communiste, voyons un extrait de son ouvrage Sur les Tâches Fondamentales du IIème Congrès de l'Internationale Communiste:

"(...) C'est pourquoi, du point de vue du mouvement prolétarien international, la tâche essentielle des partis communistes est à l'heure actuelle de rassembler les forces communistes dispersées, de former dans chaque pays un parti communiste unique (ou de renforcer et de rénover celui qui y existe), afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir d'Etat et précisément à la conquête du pouvoir sous la forme de la dictature du prolétariat". (2)

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 33, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1975, p. 66.

(2) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 31, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, p. 191.

Depuis 1923 et jusqu'à sa mort, en 1924, la maladie qui a frappée Lénine l'a empêché d'être à la tête des événements qui ont marqué l'évolution du modèle de société fondé sur ces thèses. Mais son rôle n'a pas autant été dépourvu de contradictions. C'est ce qu'on verra de plus près dans le prochain chapitre, qui aborde ses positions sur la nature du socialisme et de la dictature du prolétariat par rapport à celles de Léon Trotsky et de Karl Kautsky.

Pour résumer, la nature du socialisme instauré en URSS, au cours des premières années, était un produit spécifique des conceptions des bolcheviks. De toute façon, nous pouvons affirmer qu'une partie de ces conceptions étaient le prolongement logique des thèses déjà développées par Karl Marx et les précurseurs du marxisme.

2.2 - LA NATURE DU SOCIALISME SOVIETIQUE SELON LES CONCEPTIONS DE KARL KAUTSKY, LEON TROTSKY ET LENINE

Malgré l'enthousiasme et l'identification d'une grande partie des courants marxistes à l'échelle mondiale, la nature du socialisme soviétique a été vivement critiquée par certains auteurs considérés comme très importants à l'époque. Parmi ceux-ci, il faut mettre en évidence Karl Kautsky. Ses critiques de la nature de la révolution russe ont été particulièrement significatives, dans la mesure où elles ont été faites quand la révolution en était à ses débuts. Karl Kautsky critique la prétention bolchevique de résoudre par la violence dictatoriale la contradiction historique dont souffrait la construction du socialisme en Russie, à savoir: le retard du développement capitaliste russe en 1917. L'avènement du socialisme devait naître d'une société capitaliste qui aurait développé au maximum les forces productives. Dans son ouvrage La Dictature du Proletariat, de 1918, il énumère les conditions qui lui apparaissent indispensables pour atteindre le socialisme de façon harmonieuse (1).

Pour Karl Kautsky, la misère et la faim qui sévissaient dans la société soviétique et qui la plongeait dans une marée de contradictions, était quelque chose d'absolument incompatible avec les principes du socialisme, selon la perspective marxiste orthodoxe. Le renversement structurel des rapports de pouvoir au sein de l'Etat et des entreprises n'a pas été à lui seul suffisant pour résoudre le problème de la famine chez les travailleurs russes. Seul le développement industriel préalable fondé sur les grandes entreprises pourrait permettre la socialisation, la production et l'accumulation de la richesse sociale et assurer que l'avènement du socialisme puisse devenir quelque chose d'organiquement durable et positif. Pour réaliser intégralement ce développement des forces productives, il fallait le lier aux institutions représentatives de toutes les couches sociales, de façon à assurer le fonctionnement de la démocratie pleine. S'il voulait écarter toute possibilité de création d'une caste bureaucratique au sein de la société socialiste, étouffant ainsi toute éventualité d'être à nouveau exploité et opprimé,

(1) Karl Kautsky, La Dictature du Proletariat, Union Générale d'Editions, Paris, 1972, pp. 183 à 193.

le prolétariat devait créer des structures démocratiques au sein des institutions de façon à exprimer la défense de ses intérêts de classe, tout en faisant de cette action un apprentissage pour lui-même. D'après Karl Kautsky, le prolétariat ne pouvait prétendre à construire le socialisme que si la démocratie existait en tant que moyen de poursuivre ce but historique (1).

En défendant avec acharnement la démocratie, Karl Kautsky considérait, dialectiquement, que toute dictature suscitée et maintenue par une classe dominante au sein de l'appareil D'Etat serait un attentat contre les principes même du socialisme. Admettre l'instauration de la dictature, c'était reconnaître l'incapacité de construire le socialisme par des moyens pacifiques et cohérents. Cela signifiait en outre le renforcement d'une avant-garde chaque jour plus éloignée des masses, défendant des intérêts qui n'étaient plus ceux de la classe qu'elle était censée soutenir. Ces positions vont amener Karl Kautsky à se lever contre la dictature du prolétariat développée par le parti bolchevique (2).

Les insuffisances de la révolution russe en ce qui concerne l'absence de maturité économique et de démocratie, va également amener Karl Kautsky à critiquer le socialisme des bolcheviks. Cependant, à cette époque-là, il considérait que la source des développements négatifs de la révolution russe résidait dans les conditions objectives de la Russie, particulièrement le chaos économique et la guerre civile (3). De façon générale, Karl Kautsky, pour faire valoir ses positions, vante les méthodes de la démocratie bourgeoise. Le suffrage universel et la création d'associations de classe visant à défendre les intérêts spécifiques des individus et des groupes sociaux étaient les moyens les plus propres à empêcher l'étouffement de leur singularité créative. Le caractère unilatéral des décisions théoriques et pratiques du socialisme imposé par les bolcheviks ne permettait pas à celui-ci de fonctionner pleinement ni de s'engager dans la bonne voie. La pratique anti-démocratique développée au sein des soviets sera ainsi durement critiquée par Karl Kautsky (4).

(1) Karl Kautsky, op. cit., p. 209.

(2) Karl Kautsky, op. cit., p. 212.

(3) Karl Kautsky, op. cit., p. 227.

(4) Karl Kautsky, op. cit., p. 238.

Karl Kautsky tient pour indispensable l'existence d'une phase de "transition" qui puisse assurer un passage sans heurt du capitalisme au socialisme. Au préalable, il fallait créer les conditions d'un développement capitaliste permettant l'avènement d'un véritable régime socialiste. Ce processus supposait un apprentissage graduel qui aille dans le sens de la socialisation de la richesse sociale et de la maturité économique. Toute violence politique, policière, économique ou culturelle ayant pour but l'arrivée prématurée au socialisme serait négative pour l'émancipation du prolétariat:

"(...) La destruction du capitalisme, ce n'est pas encore le socialisme. Là où la production capitaliste ne peut être immédiatement transformée en production socialiste, elle doit continuer, sinon le processus de production sera interrompu et les conditions de la misère des masses seront créées, misère que craignent tant les prolétaires modernes sous le nom de chômage général.

Ce n'est que là où le prolétariat a été entraîné à l'autogestion coopérative, syndicaliste et urbaine, à participer au pouvoir législatif et à contrôler le gouvernement, et où les nombreux intellectuels sont prêts à mettre leurs connaissances au service de la production socialiste, qu'on peut immédiatement, sans perturbations, remplacer le capitalisme partout où, dans la nouvelle situation, son mode de production est devenu impossible".(1)

En accord avec les prémisses du marxisme orthodoxe, Karl Kautsky voyait dans l'absence de maturité de ces facteurs indispensables à la construction du socialisme, la contradiction majeure de la révolution russe de 1917. Ce décalage amènera même Karl Kautsky à envisager la révolution russe comme une révolution de type bourgeois (2). D'après lui, ce caractère bourgeois de la révolution russe ^{découlait} fondamentalement du fait de la dépendance de l'économie russe vis-à-vis de l'agriculture. La prépondérance de la propriété privée dans ce secteur, l'absence de régime salarié généralisé dans la paysannerie et le

(1) Karl Kautsky, op. cit., pp. 251/252.

(2) Karl Kautsky, op. cit., p. 255.

faible développement des forces productives agricoles vont rendre très difficiles, voire même impossibles la nationalisation et la socialisation des moyens de production et des forces productives. C'est pourquoi l'institution d'une alliance éventuelle entre la paysannerie et le prolétariat n'allait pas sans difficultés. Etant donnée la situation majoritaire de la paysannerie dans le contexte socio-économique de la révolution russe, une révolution fondée sur ces prémisses tournerait toujours au profit des options de la classe paysanne. D'où la thèse de Karl Kautsky sur le caractère bourgeois, et non pas socialiste, de la révolution russe (1).

La critique de Karl Kautsky du modèle de société socialiste instauré par les bolcheviks devient, plus tard, en 1919, encore plus acharnée. Son ouvrage Terrorisme et Communisme est l'expression radicale de ses critiques adressées à la nature du socialisme soviétique. Ainsi, il considère la militarisation du travail et le degré d'exploitation et d'oppression subies pour la classe ouvrière et la paysannerie russe sous le régime soviétique, comme une situation barbare et encore plus négatives que celles qui ceux-ci subissaient sous le mode de production capitaliste.

La nature despotique et anti-démocratique que la révolution russe avait pris dans son développement, amène Karl Kautsky à s'insurger de façon virulente contre les méthodes et le contenu du socialisme instauré par les bolcheviks:

"(...) Abattre le prolétariat mécontent - tel est le but sublime qui doit sanctifier en Russie le moyen aussi criminel que les assassinats en masse. Ce moyen ne peut transformer en succès l'échec économique du bolchevisme.

Il en résulte seulement que la chute du bolchevisme sera accueillie par les masses de la Russie non pas comme fut accueillie la chute de la deuxième Commune de Paris par tout le prolétariat socialiste, mais plutôt comme fut la chute de Robespierre, le 9 Thermidor, par toute la France: comme la délivrance d'une lourde oppression et non

(1) Karl Kautsky, op. cit., p. 280.

comme une défaite ressentie avec une douleur profonde".(1)

La contradiction et le négativisme que l'expérience de la révolution russe représentait pour le socialisme et les intérêts de classe du prolétariat se sont révélés, historiquement, pertinents. Karl Kautsky, en tant que marxiste orthodoxe, devient un féroce adversaire des prémisses du socialisme instauré par les bolcheviks en Russie (2).

* * *

Les positions de Karl Kautsky, du fait de son importance dans le milieu socialiste, ont suscité une réaction très vive au sein du parti bolchevique, particulièrement de la part de Lénine et de Léon Trotsky, qui lui ont adressé des critiques virulentes.

C'est dans ce contexte que Lénine écrira, vers la fin de 1918, son ouvrage La Révolution Proletarienne et le Rénégat Kautsky, où il se penche sur les aspects liés à la nature de la dictature du prolétariat et au niveau de maturité des forces productives nécessaires pour la construction du socialisme. Lénine voit dans les aspects négatifs dénoncés par Karl Kautsky concernant le contenu de la dictature imposée par les bolcheviks, une position démagogique qui porte atteinte aux enseignements révolutionnaires du marxisme en les réduisant à un schématisme libéral et bourgeois. Pour lui, l'opposition et les contradictions de classe survenues entre la bourgeoisie et le prolétariat sont fondées sur la violence économique, sociale, culturelle et politique. Dialectiquement, ce rapport de domination et d'exploitation de la bourgeoisie sur le prolétariat ne peut être renversé que si le prolétariat a recours aux mêmes moyens. S'il s'abstient d'utiliser sa violence de classe, le prolétariat se trouvera dans l'obligation de pactiser avec la bourgeoisie, mettant un frein au processus de construction du socialisme et créant des

(1) Karl Kautsky, Terrorisme et Communisme, Jacques Povolozky, Paris, 1919, pp. 224/225.

(2) A ce sujet, voir: Karl Kautsky, L'Internationale et la Russie des Soviets, Librairie Populaire, Paris, 1925; Karl Kautsky, Le Bolchevisme dans l'Impasse, PUF, Paris, 1982.

des conditions telles que l'exploitation et l'oppression subsisteraient (1).

Quant au phénomène de la bureaucratisation de la société russe, qui découle d'après Karl Kautsky du manque de maturité du développement des forces productives et de l'absence de démocratie au cours du processus de transformation de la société, Lénine réaffirme l'impossibilité réelle de cette évolution en raison de la nature même du socialisme et des soviets en Russie. Ici encore, il va présenter une position contradictoire et conjoncturelle. En effet, en 1918, pour s'opposer aux thèses développées par Karl Kautsky, il prétend que la Russie des soviets est une société anti-bureaucratique. Mais, en 1920, comme nous avons déjà eu l'occasion de souligner, en critiquant certaines prises de position au sein du parti bolchevique, il se dresse contre ceux qui affirment l'absence du phénomène bureaucratique dans la Russie des soviets, et les traite de démagogues et de charlatans:

"(...) Or en Russie, on a brisé entièrement l'appareil bureaucratique, on n'en a pas laissé pierre sur pierre, on a chassé tous les anciens magistrats, dispersé le parlement bourgeois; et l'on a donné une représentation beaucoup plus accessible justement aux ouvriers et aux paysans; leurs Soviets ont remplacé les fonctionnaires, ou bien leurs Soviets ont été placés au-dessus des fonctionnaires; ce sont leurs Soviets qui élisent les juges. Ce fait à lui tout seul suffit pour que toutes les classes opprimées reconnaissent que le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire cette forme de la dictature du prolétariat, est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises ". (2)

Lénine manifeste aussi son désaccord avec Karl Kautsky quand celui-ci soutient l'impossibilité de l'instauration du socialisme à partir d'un capitalisme sous-développé. La thèse léniniste prétend que, tout comme la lutte des classes serait, en soi, un phénomène essentiellement déterminé par des actions de volontarisme historique, de la même manière son prolongement logique - la

(1) V.I.Lénine, Oeuvres - tome 28, Ed.Sociales/Ed.du Progrès, Paris/Moscou, 1973, p. 250.

(2) V.I.Lénine, op. cit., p. 258.

lutte pour le socialisme - serait une manifestation volontariste. Pour Lénine, les facteurs d'ordre subjectif ont ici une importance primordiale. Face au manque de maturité des facteurs objectifs et pour démontrer la légitimité de l'existence historique du régime bolchevique, Lénine fait valoir la capacité d'action militante révolutionnaire de l'avant-garde ouvrière incarnée par son parti. Et il était à tel point engagé dans le développement de ce modèle révolutionnaire qu'il fait de la pratique dictatoriale des bolcheviks un paradigme universel qui devait être suivi par le prolétariat mondial dans sa lutte émancipatrice (1).

* * *

Après Lénine, Léon Trotsky est incontestablement un des plus farouches défenseurs de la voie poursuivie par la révolution soviétique pendant la période du communisme de guerre (1917-1921), où il aura un rôle dirigeant de premier plan. En tant que commissaire aux Affaires étrangères et à la Guerre et, plus tard, aux Transports, il aura derrière lui toute la force institutionnelle pour créer et organiser l'Armée rouge, aussi bien que pour imposer une discipline militaire dans les entreprises. Pour recourir à la violence contre la résistance intérieure et extérieure de la bourgeoisie au pouvoir bolchevique, l'Armée rouge était un instrument irremplaçable.

La terreur engendrée par ce processus va susciter chez Karl Kautsky des critiques encore plus sévères à l'encontre des prémisses du socialisme bolchevique. Dans son ouvrage L'Anti-Kautsky, écrite en 1919, Léon Trotsky répond aux critiques de Karl Kautsky et plaide en faveur des grands options de la construction du socialisme en Russie, en se dressant contre les positions réformistes et révisionnistes de Karl Kautsky. C'est que, selon Léon Trotsky, pour atteindre le socialisme tous les moyens sont bons:

"(...) Qui veut la fin ne peut répudier les moyens. La lutte doit avoir une intensité suffisante pour assurer effectivement au prolétariat l'exclusivité du pouvoir. La transformation socialiste exigeant la dictature, "seule forme sous laquelle le prolétariat peut instituer un

(1) V.I.Lénine, op. cit., pp. 300 à 304.

pouvoir gouvernemental", cette dictature doit à tout prix être assurée. (...) Qui renonce en principe au terrorisme, c'est-à-dire aux mesures d'intimidation et de répression à l'égard de la contre-révolution armée, doit aussi renoncer à la domination politique de la classe ouvrière, à sa dictature révolutionnaire. Qui renonce à la dictature du prolétariat renonce à la révolution socialiste et fait une croix sur le socialisme". (1)

Pour ce qui est des bienfaits de la pratique de la démocratie bourgeoise, en tant qu'instrument approprié à la construction pacifique du socialisme, Léon Trotsky les répudie, affirmant que cette voie est périmée et stérile face au pouvoir et à la violence qui caractérisent la nature des rapports sociaux de production et des institutions du mode de production capitaliste. En faisant siennes les positions léninistes, Léon Trotsky jugeait que la tâche primordiale du prolétariat était la conquête du pouvoir politique et que le seul moyen de la mener à bien dans les circonstances présentes était le recours à la violence prolétarienne. Cet emploi de la violence n'était d'ailleurs pas spécifique du pouvoir des soviets.

En effet, les démocraties bourgeoises occidentales ne laisseraient jamais le prolétariat prendre le pouvoir par des voies pacifiques. Pour Léon Trotsky, cela ressort très clairement de l'échec de la révolution allemande de 1918, qui aurait été fondamentalement le résultat de l'absence d'un parti révolutionnaire capable de mettre en place la dictature du prolétariat selon le modèle soviétique (2).

La conception selon laquelle la conscience de classe se trouvait basée et devait être centralisée dans les mains de l'avant-garde du prolétariat - le parti - a rencontré en Léon Trotsky le meilleur accueil, ce qui l'amènera à développer plus encore, sur les plans théorique et pratique, dans un processus qui a abouti à l'étatisation des syndicats et à la militarisation du travail. Donc, pour remplir pleinement ses fonctions, l'Etat prolétarien, incar-

(1) Léon Trotsky, Terrorisme et Communisme: l'Anti-Kautsky, Union Générale d'Editions, Paris, 1963, pp. 48/49/50.

(2) Léon Trotsky, op. cit., p. 93.

né par l'action thōrique et pratique du parti bolchevique devait logiquement être à la fois omnipotent, omniprésent et omniscient. Du coup, il ne restait d'autre voie à la paysannerie pauvre et au prolétariat des campagnes et des usines que celle de se soumettre aux décisions impératives venues de son avant-garde. Pour eux, il s'agissait d'obéir aux ordres avec discipline et de travailler bravement à la construction du socialisme, un point c'est tout(1).

Ce que révèlent les analyses de Léon Trotsky, c'est que l'Etat, tout en nationalisant l'économie, devait en même temps étatiser et socialier en son profit les fonctions relevant de la division sociale du travail insérée dans le processus de production, reproduction et accumulation de la richesse sociale et qui était étroitement liée à tout le processus de transformation du mode production capitaliste dans le mode de production socialiste.

D'ailleurs, c'est dans le totalitarisme régnant pendant la période du communisme de guerre qu'on peut trouver l'explication du maintien des bolcheviks au pouvoir au milieu de tant d'adversités. Léon Trotsky justifie comme Lénine la nécessité de la violence employée par la dictature bolchevique. Pour lui, face à une situation tellement complexe, difficile et contradictoire, seul le travail gigantesque de millions de paysans et des milliers de travailleurs pourrait créer la richesse nécessaire à la production, à la consommation et à l'accumulation d'une société socialiste telle que la voyaient les bolcheviks:

"(...) Comment répartir en ce moment la main-d'oeuvre, comment élever aujourd'hui la productivité du travail, comment se comporter en particulier à l'égard des 4 000 ouvriers qualifiés que nous avons trouvés dans l'armée, en Oural? Les lacher en leur disant "Allez où bon vous semble"? Non, nous ne pouvons pas agir ainsi. Nous les avons incorporés dans les contingents militaires spéciaux et dirigés sur des fabriques et des usines.

"Par quoi donc votre socialisme - s'écrit Abramovitch - se distingue-t-il de l'esclavage égyptien? C'est à peu près avec les mêmes procédés que les pharaons construi-

(1) Léon Trotsky, op. cit., pp. 213 à 216.

saient les pyramides, en obligeant les masses au travail ..." Inimitable analogie pour un "socialiste"! Ici encore notre menchevique a perdu de vue une peccadille: la nature de classe qui détient le pouvoir! Abramovitch ne voit pas de différence entre le régime égyptien et le nôtre. Il a oublié qu'en Egypte il avait des pharaons, des propriétaires d'esclaves, et des esclaves. Ce ne sont pas les paysans égyptiens qui, par l'intermédiaire de leurs soviets, décidaient de construire des pyramides; il y avait là-bas un régime social de castes hiérarchisées, et c'est leur ennemi de classe qui les forçait à travailler. En Russie, la contrainte est appliquée par le pouvoir ouvrier et paysan au nom des intérêts des masses laborieuses". (1)

Dans une certaine mesure, les positions de Léon Trotsky sont le résultat des fonctions dirigeantes qu'il a exercé dans l'appareil d'Etat, pendant les premières années de la révolution russe. Avec la mort de Lénine, la lutte pour le pouvoir et la stabilisation du modèle soviétique vont secréter au sein du parti bolchevique des fractions qui essayent de conquérir l'hégémonie sur l'ensemble du parti et de l'appareil d'Etat. Dans ce contexte, quoiqu'il devienne un féroce adversaire de Staline, il reste un des grands ouvriers du modèle de société socialiste instauré en URSS, qui se soit fondé sur les principes du marxisme-leninisme (2).

(1) Léon Trotsky, op. cit., pp. 255/256.

(2) A ce sujet, voir: Willy Huhn, Trotsky, le Staline Manqué, Spartacus, Paris, 1981.

2.3 - LA POLEMIQUE ENTRE EUGENE PREOBRAJENSKY ET NICOLAS BOUKHARINE SUR L'ACCUMULATION SOCIALISTE PRIMITIVE ET LA LOI DE LA VALEUR DANS LA SOCIETE SOCIALISTE

Dès la consolidation du pouvoir bolchevique en Russie, des conflits très vifs éclatèrent au sein du parti bolchevik, sur le plan théorique et pratique à la fois, au sujet des lois qui devaient orienter le modèle de société qu'ils venaient d'instaurer. A vrai dire, ces polémiques ont été presque toujours étroitement liées à la lutte pour le pouvoir qui s'est développée à la mort de Lénine. Dans ces débats, la dimension prise par la NEP, au sein du parti et la dynamique qu'elle a imprimée à la société soviétique ont joué un rôle primordial.

En effet, la NEP, tout en s'avérant une véritable planche de salut pour la période critique de l'économie soviétique, en 1921, n'a pas pu résoudre toutes les contradictions qu'avaient créées les conditions de sa mise en place. L'étatisation de l'économie et de la société civile, comme l'évolution logique du modèle de société soviétique, ne pouvaient permettre une stagnation des catégories économiques et des fonctions sociales, pas plus qu'elles ne pouvaient admettre un glissement vers la logique du capitalisme privé. Cette incertitude par rapport à la fonction et au rôle de l'Etat, du marché et de la propriété privée dans la production, la reproduction et la consommation des marchandises au sein de la société soviétique, a placé celle-ci dans un dilemme complexe.

L'étatisation de ce qui subsistait d'économie privée dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et de l'industrie serait une mesure qui ne pouvait avoir pour résultat que le dépérissement de la production et de la consommation de l'économie soviétique. Mais par contre, permettre la poursuite de la NEP aurait contribué à réintroduire l'économie privée et l'enrichissement et le renforcement de la bourgeoisie, surtout dans les campagnes. En ce cas, les excédents produits dans ce secteur, au lieu d'être acheminés vers l'accumulation étatique et donc permettre le développement de l'étatisation de l'économie, iraient en sens inverse. Une telle situation contribuerait en outre au développement du secteur privé et à la destruction concomitante des fondements mêmes du régime socialiste soviétique. Mais s'orienter vers l'éta-

tisation de l'économie signifierait mettre un frein à l'accumulation et à la réalisation de profits provenant des secteurs de l'économie privée. Or, l'expérience encore récente du communisme de guerre avait montré à quel point cela était susceptible d'aggraver les rapports entre l'Etat et la paysannerie. De plus, cela ne ferait qu'augmenter le décalage entre la campagne et les secteurs urbains. Une nouvelle situation de carence alimentaire dans les villes entraînerait inéluctablement une pénurie de produits agricoles, en creusant davantage le fossé entre l'Etat, la classe ouvrière et la paysannerie. De ce fait, une attitude ambiguë ne pourrait jamais résoudre toute la gamme de conflits qui se faisaient sentir dans la société soviétique.

Le modèle socialiste préconisé par les bolcheviks se fondait, comme nous l'avons vu, sur l'étatisation et la nationalisation préalables des moyens de production. Pour eux, cela est devenu un point capital sans lequel leur raison d'être, en tant que pouvoir ayant un sens historique, serait compromise. En effet, en dernière analyse, ce n'est qu'au moment où l'industrialisation généralisée du pays aurait permis la formation d'une couche sociale majoritaire, dans laquelle les représentants de la classe ouvrière fussent prédominants, qu'on pourrait s'attendre à une identification totale et harmonieuse entre l'Etat prolétarien et la société civile.

C'est la persistance de ce dilemme historique au sein de la société soviétique que fait éclater les conflits dans le parti bolchevique, dont la célèbre polémique entre Eugène Préobrajensky et Nicolas Boukharine sur l'accumulation socialiste primitive et la loi de la valeur. Ces soucis théoriques vont se concentrer dans la recherche conceptuelle de catégories économiques qui fussent conformes au socialisme, de façon à permettre l'analyse des anomalies existantes entre le mode de production socialiste et le mode de production capitaliste. Il s'agissait donc finalement de savoir si, la société socialiste étant par définition une économie sans exploitation ni oppression, elle pourrait ou non admettre en son sein les catégories économiques du capitalisme: valeur, marchandise, plus-value, profit, accumulation capitaliste, etc. En partant de cet ensemble de questions théoriques et pratiques suscitées par la dynamique imposée par la NEP à la société soviétique, Eugène Préobrajensky va formuler le problème dans son ouvrage La Nouvelle Economique, de 1926, de la façon suivante:

"(...) L'économie politique est la science qui met en lu-

mière les lois du développement, de l'équilibre et, en partie, de la dégénérescence des modes de production marchand et capitaliste-marchand en tant que modes de production non organisés, non planifiés. L'antipode de la production marchande est l'économie socialiste planifiée qui la remplace historiquement. Mais si, dans le domaine de la réalité économique, le produit s'oppose en économie planifiée à la marchandise du mode de production capitaliste, si la mesure par le temps de travail s'oppose à la valeur, si la comptabilité de l'économie planifiée s'oppose au marché en tant que sphère de manifestation de la loi de la valeur, si le surproduit s'oppose à la plus-value, de même, dans le domaine de la science, l'économie politique cède la place à la technologie sociale, c'est-à-dire à la science de la production socialement organisée". (1)

Comme nous l'avons vu, pour Karl Marx, la plus-value, comme toutes les catégories économiques du capitalisme, se fondait sur l'essence et la logique de la valeur-travail. Par conséquent, la persistance de cette logique dans le mode de production socialiste entraînait la permanence des rapports sociaux de production typiques du capitalisme. Admettre cette hypothèse, c'était penser que le société socialiste en URSS était régie par les mêmes lois que la société bourgeoise. Eugène Préobrajensky considérait que cela ne s'appliquait qu'au cadre de l'économie privée qui coexistait avec l'économie étatisée. Une fois que celle-ci se trouvait soumise au plan élaboré par l'Etat représentant les intérêts du prolétariat, elle échappait à la logique du marché et des lois de l'économie privée, ce qui excluait que puisse persister l'exploitation de l'homme par l'homme.

Face aux rapports de forces sur le plan national et international, l'économie socialiste devait coexister en concurrence avec les vestiges de l'économie capitaliste, tout en augmentant graduellement sa zone d'influence de façon à assurer l'hégémonie de ses lois. Cependant, dans sa phase embryonnaire

(1) Eugène Préobrajensky, La Nouvelle Economique, EDI, Paris, 1972, p. 91.

et dans la mesure où toute la production et toute la consommation n'étaient pas étatisées, la société socialiste devait imposer sa capacité de développement historique sur la base d'une accumulation primitive qui lui était propre (1).

La différence fondamentale entre les lois de l'accumulation capitaliste et celles de l'accumulation socialiste primitive consiste en ce que cette dernière se fonde sur les excédents créés dans le secteur agricole, en les transférant ensuite vers le secteur étatisé au profit de l'industrialisation et des intérêts de classe du prolétariat. Par contre, de son côté, l'accumulation capitaliste se caractérise par un processus chaotique déterminé par les lois du marché et au profit de la bourgeoisie. La phase de l'accumulation socialiste primitive représenterait la période historique où aurait lieu le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste. D'autre part, ce processus de "transition" s'achèverait une fois que l'économie serait totalement nationalisée et socialisée, ce qui supposerait l'effacement historique concomitant de la loi de l'accumulation socialiste primitive et par là même de tous les vestiges de la loi capitaliste de la valeur:

"(...) Par accumulation socialiste nous désignons le rattachement aux moyens de production en fonctionnement du surproduit qui se crée à l'intérieur de l'économie socialiste une fois formée et qui ne servira pas à une répartition supplémentaire entre les agents de la production socialiste et l'Etat socialiste, mais est employé à la reproduction élargie. Au contraire, nous qualifions d'accumulation socialiste primitive, l'accumulation entre les mains de l'Etat de ressources matérielles tirées principalement ou simultanément de sources situées en dehors du complexe de l'économie d'Etat". (2)

L'annulation graduelle de la loi de la valeur au profit de la mise en place de la loi de l'accumulation socialiste primitive amènerait, en dernière analyse, la disparition des catégories économiques propres au capita-

(1) Eugène Préobrajensky, op. cit., p. 130.

(2) Eugène Préobrajensky, op. cit., pp. 133/134.

lisme. C'est par ce moyen que se produirait la transformation de la marchandise en produit et de la plus-value en surproduit. Cette transformation aurait lieu à partir de l'extinction des lois du marché capitaliste et de la nationalisation des moyens de production. Le plan élaboré par l'Etat prolétarien serait un régulateur souverain de la production, de la consommation et de la répartition de la richesse sociale de façon à empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme. L'appropriation collective des moyens de production, totalement identifiée avec les intérêts de classe du prolétariat, ferait que les ouvriers cessent de se vendre en tant que marchandise force de travail et donc d'être de simples producteurs de plus-value dans le processus de la production de valeur et de capital.

Toujours selon Eugène Préobrajensky, puisque l'économie socialiste ne comporterait plus de catégories économiques facteurs d'exploitation pour satisfaire ses besoins, pour tout ce qui concernait la production, la reproduction, la répartition et l'accumulation, il était dépourvu de sens, en termes de la science économique, de continuer à identifier dans la société socialiste l'excédent (le surproduit) et le produit avec les catégories économiques du capitalisme, à savoir la plus-value et la marchandise:

"(...) La catégorie de la plus-value dans l'économie d'Etat du point de vue de celle de ses prémisses que nous considérons, elle est déjà éliminée jusqu'à un certain point par le développement des rapports socialistes de production.

Prenons maintenant la seconde condition de la notion de la plus-value: rapport d'exploitation entre deux classes, le système d'appropriation du surproduit des travailleurs par les possesseurs des moyens de production. Ici, nous avons sans nul doute progressé incomparablement plus que sous le rapport que nous venons d'examiner, et nous avons progressé non par voie évolutive, mais par bonds, grâce à la révolution socialiste, à la suppression de la propriété capitaliste des moyens de production et à la remise de ceux-ci entre les mains du prolétariat organisé en Etat. A ce titre beaucoup plus qu'à l'autre nous pou-

vons parler de transformation de la plus-value en surproduit. D'une façon générale, ce point est essentiel. La classe ouvrière ne peut s'exploiter elle-même". (1)

D'un point de vue purement formel, l'impossibilité d'exploitation du prolétariat par le prolétariat (dictature du prolétariat symbolisée par son avant-garde) fait que, pour lui, la permanence dans l'économie socialiste d'une hiérarchie dans la répartition des revenus ne soit pas du tout incompatible avec les lois de l'accumulation socialiste primitive. La hiérarchie salariale n'était pas le résultat d'un antagonisme et d'une situation d'exploitation parmi les classes sociales. Cette hiérarchie au sein de la société soviétique était le produit historique de la faiblesse du développement de ses forces productives, aussi bien que de l'hétérogénéité culturelle et professionnelle qui caractérisait la condition ouvrière. Mais cette contradiction était purement conjoncturelle, puisque le développement des forces productives entraînerait une homogénéisation de la condition ouvrière en ce qui concerne la productivité et la spécialisation au niveau de la division sociale du travail (2).

La théorie de l'accumulation socialiste primitive soutenue par Eugène Préobrajensky (et surtout, en termes pratiques, par Léon Trotsky) représentait aussi une prise de position dans le cadre de la lutte pour le pouvoir qui se déroulait autour du débat sur le modèle de développement économique à adopter pour la Russie soviétique. En effet, face aux contradictions engendrées par la réalité ouvrière et paysanne en Russie, le choix du modèle économique prenait une importance primordiale, puisque c'était sur ce plan que se jouait le succès ou l'échec des tentatives de résolution de ces contradictions et, par là même, la permanence et la stabilité du pouvoir bolchevique. Pour Eugène Préobrajensky et la fraction animée par Léon Trotsky, la Russie soviétique ne pourrait survivre historiquement, en tant que société socialiste, que si le modèle économique permettait l'accumulation d'excédents (provenant essentiellement du secteur agricole) pour industrialiser et étatiser totalement l'économie. Face à la réalité socio-économique de la Russie, l'in-

(1) Eugène Préobrajensky, op. cit., pp. 257/258.

(2) Eugène Préobrajensky, op. cit., p. 258.

dustrialisation généralisée du pays et la collectivisation de l'agriculture s'avèrait le moyen plus efficace pour aborder cette voie.

L'accumulation reposerait sur les excédents générés dans le secteur agricole privé et la subséquente étatisation de celui-ci. Cela permettrait de stimuler le développement des forces productives (basée essentiellement dans l'industrie lourde) et en même temps d'accroître le taux de proletarianisation, créant donc les conditions d'un fonctionnement à plein de la loi de l'accumulation socialiste. A ce moment-là, le socialisme deviendrait une société harmonieuse, étant donné que la société civile serait totalement identifiée à l'Etat prolétarien. Alors que la polémique avec Nicolas Boukharine battait son plein, en 1926, Eugène Prébrazjensky écrit un article où il développe d'une façon très significative sa pensée sur ce sujet (1).

* * *

De tous les théoriciens et dirigeants bolcheviks, Nicolas Boukharine a été l'un des plus contradictoires. En effet, parti des positions les plus radicales et gauchistes, au début de la révolution russe (2), il devient le porte-parole d'opinions conservatrices et droitières après la mort de Lénine (pour terminer tragiquement comme un collaborateur mineur de Staline, comme d'ailleurs la plupart des anciens membres du parti bolchevique). Malgré cela, Nicolas Boukharine a été un des plus résolus dans la lutte pour le pouvoir et dans le développement de thèses sur le modèle théorique si nécessaires au socialisme soviétique. De ce fait, Nicolas Boukharine a été sans aucun doute un des membres du comité central du parti bolchevique qui s'est occupé de théoriser la nature du modèle socialiste instauré en URSS en 1917.

En pleine époque historique du "communisme de guerre", Nicolas Boukharine sera le premier à essayer de faire la théorie de la logique des lois économiques propres à l'accumulation socialiste primitive. C'est-à-dire qu'en partant du principe impératif qu'une période historique de "transition" était nécessaire pour passer du capitalisme au socialisme, il se demande quelles seraient

(1) N.Boukharine/E.Prébrazjensky/L.Trotsky, Sur la Loi de la Valeur, Maspero, Paris, 1972, pp. 120/121.

(2) A ce sujet, voir: N.Boukharine/E.Prébrazjensky, ABC du Communisme (2 tomes), Maspero, Paris, 1971.

les bases économiques fondamentales capables de dynamiser un tel processus. Pour Nicolas Boukharine, dans le moment historique envisagé (1919-1920), les bases économiques de l'accumulation socialiste primitive subsistaient au niveau du travail humain (1).

En l'occurrence, en URSS, ce travail humain existait: c'étaient les immenses ressources agricoles. Il s'agissait donc de trouver les modalités d'accumulation socialiste primitive à partir de la campagne et en fonction des principes émanant de la dictature du prolétariat et de l'instauration du socialisme dans sa phase de "transition". Ainsi, en même temps qu'il fallait recourir à la prolétarianisation généralisée de tous les paysans pauvres, à partir de formes réformistes et tolérantes, il s'agissait par ailleurs d'exercer une répression et une expropriation violente des paysans riches et des spéculateurs. De cette façon les excédents nécessaires à l'accumulation et à la reproduction élargie pour le développement de la société socialiste en URSS seraient une réalité positive assurée (2).

Après la mort de Lénine, Nicolas Boukharine va se montrer (avec Staline) le plus ferme adversaire du modèle de développement économique préconisé par Eugène Préobrajensky et Léon Trotsky. Son opposition aux thèses défendues par Eugène Préobrajensky, en ce qui concerne la loi de la valeur et de l'accumulation socialiste primitive, est des plus vives. Selon Nicolas Boukharine, la grande transformation opérée au cours de la "transition" du mode de production capitaliste au mode de production socialiste résidait dans l'abolition des mécanismes irrationnels du marché et des dépenses de travail qui faisaient partie du premier. Le socialisme va justement rationaliser ces mécanismes au moyen du plan voué à la défense des intérêts du prolétariat. Tout cela expliquerait pourquoi il était incorrect de prétendre que le mode de production socialiste, dans sa phase de "transition", se fonde sur la loi de l'accumulation socialiste primitive et que simultanément la loi de la valeur reste dans les secteurs de l'économie privée:

"(...) Demandons-nous à quel type de lois obéit la période entre le capitalisme et le socialisme. Il n'est pas

(1) Nicolas Boukharine, Economie de la Période de Transition, EDI, Paris, 1976, p. 138.

(2) Nicolas Boukharine, op. cit., p. 184

difficile de comprendre que cette période de transformation des lois anarchiques en lois connues et appliquées de façon consciente. (...) Par conséquent: l'erreur fondamentale du camarade Préobrajensky consiste en ceci, qu'il a "remplacé" le processus de transformation de la loi de la valeur en loi des dépenses de travail par le processus de la transformation de cette loi en sa loi favorite de l'accumulation socialiste primitive". (1)

Pour défendre ses positions, Nicolas Boukharine sera obligé d'ignorer quelques questions épistémologiques se rapportant au marxisme orthodoxe. Il va donc faire table rase de l'analyse de Karl Marx sur la loi de la valeur-travail. La fonction de la marchandise force de travail en tant que substance et mesure de la valeur, le rapport social de production qui lui était directement lié et qui suppose l'existence du salariat et le détention des moyens de production, et finalement l'existence de l'exploitation et l'oppression engendrées par cet ensemble de rapports, vont être purement et simplement laissés de côté par Nicolas Boukharine. Ainsi, pour lui, l'aspect fondamental de la société socialiste consistait en ce que les travailleurs étaient, sur le plan juridique et idéologique, les propriétaires des moyens de production: il s'ensuivait que la richesse générée par ceux-ci ne pouvait plus être gaspillée comme était le cas dans le mode de production capitaliste:

"(..) Considérons maintenant une société socialiste.(...) La masse du travail est appliquée de façon concentrée. Ce qui stimule le mouvement de progression, ce n'est pas le profit, mais le recouvrement des besoins des masses dans un régime d'économie, de travail humain. Grâce à cette dernière circonstance, tout le mécanisme qui se manifeste par l'intermédiaire de la loi de dépenses de travail, se distingue considérablement du mécanisme correspondant en régime capitaliste". (2)

En tant que partisan intransigeant de la politique économique suivie après

(1) Nicolas Boukharine, Le Socialisme dans un Seul Pays, Union Générale d'Editions, Paris, 1974, pp. 37/38.

(2) Nicolas Boukharine, op. cit., p. 63.

la création de la NEP, Nicolas Boukharine s'est montré un défenseur acharné d'une politique de conciliation entre l'économie étatisée et le secteur agricole et le commerce privé. Pour adoucir les énormes contradictions qui se faisaient sentir entre le secteur étatique de l'économie et le secteur privé, Nicolas Boukharine préconise la continuité des catégories économiques capitalistes dans la campagne, en permettant même une certaine liberté de commerce des produits agricoles selon les lois du marché. En même temps, l'Etat devait mettre en place une politique de prix (surtout des produits industriels) en amont et en aval du secteur agricole de façon à modérer le transfert d'excédents de ce secteur vers l'Etat. Si la politique soviétique prenait cette voie, les rapports entre la paysannerie et l'Etat deviendraient moins contradictoires et les bolcheviks pourraient alors consolider historiquement leur pouvoir (1).

Il est intéressant de souligner ici que le souci primordial de Nicolas Boukharine est la conservation du pouvoir entre les mains des bolcheviks. En faisant preuve d'un réalisme virulent, il démontre à ses adversaires que si l'Etat soviétique n'avait pas la capacité de entrer en concurrence avec succès (jusqu'à l'étatisation totale de l'économie) avec ce qui restait d'économie privée, présente surtout dans le secteur agricole, la dictature du prolétariat serait vouée à l'échec. Face à ce danger menaçant, Nicolas Boukharine propose l'adoption d'une politique modérée vis-à-vis la paysannerie. Ne pas le faire serait brusquer la "transition" des mécanismes du mode de production capitaliste à ceux du mode de production socialiste, mettant en danger la survivance même de ce dernier. Mais prendre cette voie permettrait à l'économie privée de jouer un rôle important en faveur des couches sociales mécontentes (comme c'était le cas des paysans et de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle). Ce processus, tout en renforçant la formation d'un secteur capitaliste privé, mettait en danger les fondements mêmes du socialisme soviétique, puisque celui-ci pourrait succomber dans la compétition avec le secteur privé:

"(...) Si la paysannerie échappait à la direction politi-

(1) N.Boukharine/E.Préobrajensky/L.Trotsky, Sur la Loi de la Valeur, Maspero, Paris, 1972, pp. 187-193/194.

que du prolétariat et tombait sous l'influence de la bourgeoisie et du capital privé, cela aurait pour résultat la chute du pouvoir soviétiste et le retour du régime bourgeois, c'est-à-dire l'établissement de la domination politique de la nouvelle bourgeoisie et des restes de l'ancienne bourgeoisie. Ce nouveau gouvernement commencerait par annuler la nationalisation de la terre, qui deviendrait immédiatement un objet de commerce et de spéculation.(...) Nous reviendrions à un régime presque identique à celui que notre révolution a balayé et pour la suppression duquel la classe ouvrière et la paysannerie ont lutté avec tant d'héroïsme". (1)

Pendant que se déroulait ce débat sur un modèle de développement économique à adopter qui soit le plus accordé aux principes du socialisme en Russie, la lutte pour le pouvoir se faisait plus acharnée. C'est dans ce contexte que les fractions dirigées principalement par Léon Trotsky et par Staline chercheront, à partir de 1924 essentiellement, à imposer leurs conceptions respectives sur la construction du socialisme en Russie soviétique.

(1) Nicolas Boukharine, Le Socialisme dans un Seul Pays, Union Générale d'Editions, Paris, 1974, p. 20.

2.4 - L'ASCENSION DU MODELE STALINISTE ET LA CHUTE DU TROTSKYSME EN RUSSIE

Avec la mort de Lénine, la lutte pour le pouvoir s'était exarcebée. Et cette lutte, on l'a vu, s'est polarisée fondamentalement dans les fractions trotskyste et staliniste. En effet, jusqu'à l'exclusion de Léon Trotsky du comité central du parti en 1927, c'est autour de lui et de Staline principalement que se sont rassemblés les courants les plus susceptibles d'assurer l'hégémonie au sein de l'appareil d'Etat soviétique. L'étude approfondie des épisodes de cette lutte ne présente pas d'intérêt particulier pour ce travail. Par contre, il est important de savoir quelles ont été les propositions théoriques et pratiques qui étaient en jeu en ce qui concerne la nature du socialisme instauré en Russie.

Bien que Staline eût été une personnalité effacée au sein du groupe dirigeant bolchevique, cela n'a pas empêché son ascension dans l'hierarchie du parti et de l'appareil d'Etat. Ses fonctions de commissaire du peuple aux Nationalités et à l'Inspection ouvrière et paysanne, de membre du bureau politique et de secrétaire général du parti montrent bien qu'il jouissait d'une grande considération au sein du parti. De ce fait, son ascension au siège suprême du socialisme soviétique ne peut pas être simplement le produit d'une personnalité machiavélique. C'est aussi le résultat de la logique même du parti bolchevique et de la nature du socialisme instauré en Russie (1).

Si Lénine a revendiqué la condition de révolutionnaire à partir des enseignements de l'oeuvre de Karl Marx, Staline étend cette revendication de la paternité révolutionnaire à la figure et à l'oeuvre de Lénine. De ce fait, les principes défendus et diffusés par Lénine sur la construction du socialisme en Russie vont faire l'objet d'un culte symbolique gigantesque. Au début de sa confrontation avec ses adversaires dans le parti, Staline s'apercevant de l'importance énorme que pourrait avoir la défense intransigeante de ce culte, va faire du marxisme-léninisme la seule idéologie révolutionnaire

(1) Parmi les ouvrages les plus approfondies sur la nature du Stalinisme, citons ici celles de: Boris Souvarine, Staline, Champ Libre, Paris, 1977; Isaac Deutscher, Staline, Gallimard, Paris, 1973; Leonard Schapiro, De Lénine à Staline, Gallimard, Paris, 1967.

valable et donc l'idéologie officielle de l'Etat soviétique. Dans cette perspective, le modèle de développement économique adopté aurait à s'identifier avec les principes du marxisme-léninisme. Mais comme la compréhension de ces principes n'était pas uniforme et plusieurs forces luttèrent pour le pouvoir, des fractions se sont créées au sein du parti, se réclamant toutes de la vraie paternité du marxisme-léninisme.

Staline s'est avéré être un expert dans ce domaine. Dans ses conférences prononcées à l'Université Sverdlov en 1924, il exprime de façon significative la fonction historique du marxisme-léninisme comme modèle universel de la réalisation du socialisme:

"(...) Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement, le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. Marx et Engels ont milité dans la période d'avant la révolution (nous parlons de la révolution prolétarienne), où l'impérialisme n'était pas encore développé, dans la période de préparation des prolétaires à la révolution, dans la période où la révolution prolétarienne n'était pas encore directement, pratiquement, une chose inévitable. Lénine, élève de Marx et Engels, a milité, lui, dans la période de l'impérialisme développé, dans la période de la révolution prolétarienne en développement, alors que la révolution prolétarienne avait déjà triomphé dans un pays, battu la démocratie bourgeoise et inauguré l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des Soviets".(1)

La généralisation conceptuelle de l'impérialisme en tant que produit de la phase historique du capitalisme après la Première Guerre mondiale va permettre à Staline (en continuant le travail de Lénine) d'extrapoler et de généraliser les prémisses de la révolution socialiste mondiale à partir des enseignements

(1) J. Staline, Les Questions du Léninisme, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1977, p. 3.

tirés de la nature de la révolution bolchevique. On arrive de cette façon à un renversement du rôle déterminant des conditions objectives développées conceptuellement par le marxisme orthodoxe, qui ne considérerait le socialisme historiquement possible qu'au moment où le capitalisme aurait développé au maximum les forces productives. Simultanément, l'absence d'un subjectivisme historique agissant et conforme aux conditions objectives, en d'autres termes la nécessité d'un acquis de conscience de classe par le prolétariat de façon à lui donner la maturité historique indispensable à la construction du socialisme, fut tout simplement ignorée.

De ce fait (et dans le cas de la Russie), la construction du socialisme devenait possible même là où le capitalisme n'avait pas créé les conditions de développement tenues pour indispensables. D'où la conclusion logique que le socialisme n'était pas le résultat d'une rupture produite dans les pays capitalistes les plus développés, mais que, tout au contraire, il découlait des antagonismes provoqués par les insuffisances du développement économique et par les contradictions que cette situation créait entre les bourgeoisies nationales et le peuple. D'après ce raisonnement, le point de rupture devait survenir au maillon le plus faible de cette lutte, ce qui revenait à dire que la construction du socialisme avait donc d'autant plus de chances dans les pays sous-développés. Dans les conférences qu'on a citées plus haut, Staline explicite sa pensée sur ce sujet (1).

Staline approfondit la conception léniniste de la fonction du parti en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière dans la construction du socialisme. Les idées de Lénine avaient été élaborées principalement dans la période antérieure à la révolution russe et leur contenu était plutôt théorique. Tandis que ses conceptions ont un caractère pragmatique et sont liées aux tâches pratiques qui se présentent au parti et à l'appareil étatique. Pour lui, c'est le parti, en tant qu'avant-garde, qui est le condensé social capable de prendre à la tête du processus de construction du socialisme (2).

Parmi les nombreux points de conflits entre Staline et Léon Trotsky, le problème de la construction du socialisme dans un seul pays a été sans doute

(1) J.Staline, op. cit., pp. 28/29.

(2) J.Staline, op. cit., p. 183.

ce qu'il y eut de plus polémique. A vrai dire, la défense de cette thèse commence à prendre forme chez Lénine lui-même. Les aspects objectifs et subjectifs du développement de la révolution russe, en tant que processus qui a comporté de nombreuses contradictions et limitations dans les transformations révolutionnaires opérées, ont créé les conditions nécessaires au cheminement de la thèse du socialisme dans un seul pays. Mais cette théorie allait à l'encontre des thèses du marxisme orthodoxe, qui ne concevait le socialisme qu'en tant que système sociétairé instauré au niveau mondial. Un socialisme erigé sur la base des potentialités d'un seul pays se verrait obligé de vivre en autarcie, donc voué à l'échec de par l'encerclement militaire et économique de la bourgeoisie mondiale.

Au fur et à mesure du développement du socialisme soviétique, ces prémisses du marxisme orthodoxe ont été progressivement oubliées. En se réclamant des enseignements de Lénine, Staline s'est révélé comme le défenseur acharné (comme d'ailleurs Nicolas Boukharine) du type de société instauré en Russie, ce qui a fait de lui le grand partisan de la construction du socialisme dans un seul pays:

"(...) Qu'est-ce que la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays?

C'est la possibilité de résoudre les contradictions entre le prolétariat et la paysannerie par les forces intérieures de notre pays; c'est la possibilité pour le prolétariat de prendre le pouvoir et de l'utiliser afin de construire la société socialiste intégrale dans notre pays avec la sympathie et l'appui des prolétaires des autres pays, mais sans la victoire préalable de la révolution prolétarienne dans les autres pays.

Sans une telle possibilité, la construction du socialisme serait une construction sans perspectives, sans une certitude de construire jusqu'au bout. On ne peut édifier le socialisme sans être certain qu'il est possible d'en achever la construction, sans être certain que la technique arriérée de notre pays n'est pas un obstacle insurmontable à la construction d'une société socialiste intégrale. Nier cette possibilité, c'est ne pas

avoir foi en l'oeuvre de construction du socialisme, c'est abandonner le léninisme". (1)

La réalité historique de l'instauration du socialisme dans un seul pays va donner lieu à la coexistence pacifique de deux systèmes - le capitalisme et le socialisme - de principes antagoniques, chacun prétendant renverser naturellement l'autre. Selon la conception de Staline, le fait que le mode de production socialiste se présentait comme un système rationnel et harmonieux lui conférerait une capacité supérieure pour développer les forces productives et le bien-être social, qui servirait d'exemple pour les peuples du monde entier. Cela entraînerait naturellement et graduellement une adhésion généralisée au socialisme, qui tendrait à l'hégémonie, non seulement comme conséquence du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale, mais aussi en tant que résultat de sa plus grande faculté à développer les forces productives (2).

En ce qui concerne le problème de la composition et des rapports des classes sociales en Russie et sa condition révolutionnaire pour réaliser le socialisme, la position de Staline, bien qu'il fut partisan de l'alliance entre la paysannerie et le prolétariat, est déterminée, en dernière analyse, pour l'évolution conjoncturelle du socialisme en URSS. Ainsi, dans une première phase, où il s'oppose aux thèses de La Révolution Permanente de Léon Trotsky et se rallie à celles de Nicolas Boukharine, il souligne l'importance décisive de la paysannerie pour la construction du socialisme (3). Mais plus tard, en 1929, il abandonnera totalement ces positions, qui lui serviront même de prétexte pour critiquer Nicolas Boukharine au sein du parti et de l'appareil d'Etat.

Les raisons qui expliquent ce changement puisent leur source dans la crise grave que sévissait en Russie vers la fin des années 20. Le modèle de la NEP étranglait les mécanismes nécessaires au développement de la dynamique de l'économie étatisée et risquait de mettre en cause son existence même. En effet, la libéralisation, toute relative qu'elle fût accordée principalement dans le secteur agricole privé et dans le commerce intérieur, avait effecti-

(1) J.Staline, op. cit., pp. 213/214.

(2) J.Staline, op. cit., pp. 270/271.

(3) J.Staline, op. cit., p. 123.

vement permis une croissance de la production et de la consommation, et par là même un adoucissement des contradictions entre la société civile et l'Etat; mais à un moment donné cette situation a commencé à se détériorer. La bourgeoisie de ces secteurs, au fur et à mesure qu'elle s'enrichissait et acquérait de nouveaux privilèges, sabotait la production et réduisait de façon radicale les excédents produits dans le secteur agricole et destinés, par voie d'impôts au secteur étatisé. Dans le cas présent, le secteur étatisé était en butte à des difficultés croissantes en ce qui concernait l'accumulation et même sa reproduction. Le fonctionnalisme de l'Etat et du parti dépendait, en grande partie, des excédents créés dans le secteur agricole: si celui-ci entraînait en crise, c'était alors toute la société soviétique qui entraînait elle aussi en crise. Le modèle de développement économique fondé sur l'industrialisation massive du pays, ayant comme base l'industrie lourde et la conséquente étatisation de l'économie étaient tout aussi sérieusement touchées.

Face à cette situation très grave, Staline et le parti bolchevique vont, à partir de 1929, mettre en oeuvre des options industrialistes qu'auparavant Léon Trotsky et ses adeptes avaient préconisées avec insistance. Et c'était au tour des thèses de Nicolas Boukharine et de la fraction qu'il animait d'être mises en cause. Pour Staline, il s'agissait alors de développer de façon gigantesque les excédents créés dans le secteur agricole et de les acheminer vers l'industrialisation et l'étatisation massive de l'URSS. A partir de 1929, la collectivisation forcée qui atteignit son plus haut point lors de la création généralisée de sovkhoses et kolkhoses, a représenté une tâche gigantesque en termes d'étatisation de l'économie, laquelle a entraîné une dynamique de terreur et de mort dans les campagnes (1). A propos de ce besoin impératif de mettre en oeuvre la collectivisation de l'agriculture, citons ici un extrait de discours, prononcé par Staline au sein du comité central du parti bolchevique en avril 1929:

"(...) Est-il exact que cette surimposition de la paysan-

(1) Pendant la collectivisation forcée, en prenant pour base les chiffres donnés par les statistiques officielles, 5 200 000 familles ont disparu, soit plus de 25 millions de personnes entre 1929 et 1936. A ce sujet, voir: Victor Serge, Vie et Mort de Léon Trotsky (2 tomes), Maspero, Paris, 1973, 2ème édition, pp. 30/31/32.

nerie existe en réalité? Oui, c'est exact. Comment l'appelons-nous autrement? Nous l'appelons autrement les "ciseaux", le "drainage" des ressources de l'agriculture vers l'industrie, en vue de hâter le développement de notre industrie.

Ce "drainage" est-il nécessaire? Il n'existe pas de divergences parmi nous quant à savoir que ce "drainage", mesure provisoire, est nécessaire, si nous voulons véritablement que l'industrie continue de se développer à un rythme rapide. Or nous devons à tout prix stimuler l'essor rapide de l'industrie, car il est nécessaire non seulement à l'industrie elle-même, mais avant tout à l'agriculture, à la paysannerie qui, aujourd'hui, a besoin surtout de tracteurs, de machines agricoles et d'engrais". (1)

Ce processus de collectivisation forcée s'est accompagnée d'une industrialisation massive fondée sur l'industrie lourde. Le succès de cette opération historique a été l'oeuvre du travail forcé de millions d'ouvriers et de paysans. La pratique du stakhanovisme, qui s'est développé dès le début des années 30, représente un effort unique dans l'histoire en termes d'épuisement physique et de misère subis par la classe ouvrière et la paysannerie (2). Avec la consolidation du modèle de développement économique fondé sur l'industrialisation et l'étatisation de l'économie, la société russe stabilise ses contradictions internes et s'engage sur la voie du développement et de la croissance économique.

Avec l'écrasement des différentes oppositions au sein de l'appareil d'Etat et du parti, le stalinisme est devenu, en tant que modèle de société socialiste, une réalité historique nationale et, plus tard, il a même pu s'implanter au niveau international. Une fois ce système consolidé en URSS et dans les pays satellites (en Europe de l'Est et en Chine), il sera intéressant d'analyser l'évolution théorique de Staline sur le contenu du socialisme instauré en URSS. En 1952, quand il écrit son ouvrage, Problèmes Economiques du Socialisme en URSS, il considère comme acquis le socialisme en URSS. L'explication

(1) J. Staline, op. cit., p. 380.

(2) Sur l'évolution de la condition ouvrière et paysanne, pendant cette période, voir l'ouvrage de: Anton Ciliga, Dix Ans au Pays du Mensonge Déconcertant, Champ Libre, Paris, 1977.



qu'il en fournit est que le pouvoir soviétique a été capable d'identifier et d'harmoniser les rapports sociaux de production avec le développement des forces productives. Il va même plus loin, et considère que cela n'a été possible que parce que les lois économiques particulières du capitalisme ont été rationalisées et renversées, dans sa logique et fonction d'exploitation, par l'introduction du plan impératif de l'Etat prolétarien. Le plan avait une nature et une fonction impérative de défense intransigeante des intérêts de classe et de la dictature du prolétariat. C'est qui a été déterminant pour faire du socialisme une réalité en URSS:

"(...) Tâche assurément difficile et complexe, et qui n'a pas de précédent. Néanmoins, le pouvoir des Soviets a rempli ce devoir avec honneur. Non point parce qu'il a aboli soi-disant les lois économiques existantes et en a "formé" des nouvelles, mais uniquement parce qu'il s'appuyait sur la loi économique de correspondance nécessaire entre rapports de production et le caractère des forces productives. Les forces productives de notre pays, notamment dans l'industrie, portaient un caractère social: la forme de propriété privée, capitaliste. Fort de la loi économique de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, le pouvoir des Soviets a socialisé les moyens de production, en a fait la propriété du peuple entier, a aboli par là le système d'exploitation et créé des formes d'économie socialistes". (1)

Mais, d'un autre côté, Staline, en reconnaissant la permanence des lois économiques d'avant la révolution, considère aussi que la production en URSS avait des caractéristiques marchandes, mais que les marchandises produites sous le socialisme étaient différentes de celles de la société capitaliste, puisque leur production et leur consommation s'identifiaient totalement avec les objectifs du plan impératif élaboré par l'Etat prolétarien. Dans ce cas,

(1) J. Staline, Les Problèmes Economiques du Socialisme en URSS, Norman Bethune, Paris, 1971, pp. 7/8.

bien que les ouvriers se voient obligés à fournir un certain effort physique et intellectuelle, matérialisé dans une quantité donnée de travail humain en échange d'un salaire, et qu'en outre l'Etat achemine des excédents des diverses structures productives vers un fond d'accumulation sociale, d'accumulation et de reproduction élargie des moyens de production et des structures improductives étatiques, le seul fait de l'absence de capitalistes et de la propriété privée en URSS ferait que les catégories économiques propres au système capitaliste auraient cessé d'exister (1).

Quant au problème de la stratification sociale, découlant de la division sociale du travail et de la hiérarchie de salaires, qui engendraient des contradictions et des antagonismes sociaux, Staline le considérerait tout simplement comme un produit de l'idéologie bourgeoise (2), qui ne pouvait avoir d'existence réelle que dans une société capitaliste. La société soviétique, avant aboli l'écart entre le travail intellectuel et le travail manuel, avait par là même fait disparaître les conditions qui pouvaient éventuellement permettre l'exploitation de l'homme par l'homme:

"(...) Tout le monde connaît l'écart qui existait sous le capitalisme entre travailleurs manuels dans les entreprises et personnel dirigeant. On sait que cet écart a donné lieu à une attitude hostile des ouvriers envers le directeur, le contremaître, l'ingénieur et autres représentants du personnel technique, qu'ils considéraient comme leurs ennemis. On comprend qu'avec l'abolition du capitalisme et du système d'exploitation devait disparaître l'opposition des intérêts entre le travail manuel et le travail intellectuel. Elle a effectivement disparu sous notre régime socialiste. Maintenant, travailleurs manuels et personnel dirigeant ne sont pas des ennemis, mais des camarades et des amis, membres d'une seule collectivité de producteurs, vivement intéressés au progrès et à l'amélioration de la

(1) J. Staline, op. cit., pp. 18/19.

(2) Avec une position contraire aux thèses développées par Staline, voir: Evgueni Varga, A Construção do Socialismo na União Soviética, A. Ferreira, Porto, s/d., pp. 54 à 57.

production. De l'ancienne animosité, il ne reste plus trace". (1)

* * *

Au cours de la lutte pour le pouvoir au sein du parti bolchevique et de la lutte pour l'instauration du modèle de développement conforme au socialisme, Léon Trotsky a été celui qui a le plus critiqué la voie socialiste préconisée par Staline. Au début, son opposition s'est concentrée sur la conception du modèle de développement économique qui serait approprié à l'instauration du socialisme en Russie. Sur ce point, Léon Trotsky se montrera un défenseur acharné de l'industrialisation du pays et de la dictature du prolétariat, en même temps qu'un adversaire impitoyable des vestiges de l'économie privée à la campagne et d'une quelconque fonction révolutionnaire incarnée par la nature de la paysannerie. Il explicite avec netteté cette position dans son ouvrage La Révolution Permanente (2).

Un autre sujet de polémique entre Léon Trotsky et Staline était le problème de la construction du socialisme dans un seul pays. Pour Léon Trotsky, enfermer la révolution socialiste dans un cadre national c'était empêcher que le socialisme exprime son caractère antagonique par rapport au système capitaliste et puisse se généraliser de façon positive à l'échelle mondiale. En outre, la construction du socialisme dans un seul pays ne saurait se maintenir sans la solidarité internationale de la classe ouvrière en termes économiques, politiques et sociales (3).

Les critiques de Léon Trotsky se sont également dirigées contre le tournant pris, en 1924, par l'Internationale Communiste, après le Vème Congrès. La conception du socialisme dans un seul pays préconisée par Staline et Nicolas Boukharine (principalement) allait altérer de façon significative les positions révolutionnaires adoptées jusqu'alors par le prolétariat en termes de solidarité de classe à l'échelle internationale. L'échec de la tentative ré-

(1) J. Staline, op. cit., p. 29.

(2) Léon Trotsky, La Révolution Permanente, Gallimard, Paris, 1964, pp. 114/115.

(3) Léon Trotsky, op. cit., pp. 232/233.

volutionnaire du prolétariat en Allemagne, en 1923, et le massacre du prolétariat chinois, en 1927, sont les meilleurs exemples du changement opéré. Après que le parti bolchevique a changé de tactique et de stratégie internes, l'Internationale Communiste, dirigée depuis Moscou, va elle aussi modifier ses positions dans le même sens. Dès 1924/1925, les thèses de l'internationalisme prolétarien qui reposaient sur la solidarité de la classe ouvrière serait abandonnées au profit de la formation de coalitions politiques et syndicales avec la bourgeoisie démocrate et progressiste et en prenant pour principe l'instauration du socialisme à partir d'un seul pays. Cette stratégie, se traduisait en efforts pour amener le prolétariat à coopérer avec la bourgeoisie dans le développement des forces productives de façon à créer les conditions qui pourraient, plus tard, lui permettre de s'engager dans la voie du socialisme. En termes de création des conditions objectives tenues pour indispensables à la construction du socialisme, l'Internationale prônait pour les autres pays quelque chose d'inexistant en Russie à l'époque de la révolution, en octobre 1917.

Mais, simultanément, l'antagonisme et les contradictions entre le capitalisme et le socialisme ne pouvaient plus se réduire au phénomène de la lutte des classes. Les deux systèmes, bien qu'ayant des perspectives et des contenus différents, vu les rapports de forces existants, pouvaient coexister pacifiquement. Or, en dernière analyse, cette situation tournerait à l'avantage du socialisme puisque c'était un système sociétair supérieur et plus apte à développer les forces productives; et par ce biais le socialisme se généraliserait à l'échelle de la planète.

Léon Trotsky va critiquer cette thèse au VIème Congrès de l'Internationale Communiste, en 1928. Les changements introduits par les dirigeants de l'Internationale Communiste ne se bornaient pas à subordonner les intérêts de classe du prolétariat à ceux de la bourgeoisie, ils allaient jusqu'à mettre en péril la continuité même de la révolution russe et les possibilités de révolution socialiste dans les autres pays. Léon Trotsky considèrait que le socialisme en Russie n'était possible qu'à condition de surmonter le retard du développement des forces productives. Mais cela ne pourrait pas se réaliser si l'on restait limité au cadre strictement national. Cette contradiction ne pouvait être résolue qu'en ayant recours à l'aide d'autres pays plus dévelop-

pées qui auraient déjà accompli leur révolution socialiste. (1).

Ces changements dans le domaine de la stratégie et de la tactique établies par l'Internationale Communiste sont devenus habituels à partir du moment où les thèses du socialisme dans un seul pays se sont imposées. Après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, en 1933, les partis communistes ont reçu des directives leur enjoignant de constituer des fronts populaires contre le fascisme. Plus tard, une fois la paix établie (c'est-à-dire que, la Deuxième Guerre mondiale terminée, on assiste au partage des pays vaincus en zones d'influence des grandes puissances, dont l'URSS), les partis communistes vont être poussés à participer aux coalitions gouvernementales à côté des partis bourgeois. L'opposition de Léon Trotsky à cette voie prise par l'Internationale Communiste conduira à la fondation de la IVème Internationale, en 1939.

Toutefois, le point où se polarisait, fondamentalement, l'opposition de Léon Trotsky à Staline était celui du chemin pris par le socialisme en Russie après la mort de Lénine. Les critiques de Léon Trotsky se sont concentrées, d'une part, sur le modèle de développement économique adopté et, d'autre part, sur les penchants bureaucratiques et despotiques du régime instauré en Russie après l'ascension de Staline au pouvoir. Mais malgré ces critiques, Léon Trotsky considérait toujours que l'URSS dans son essence était encore une société socialiste, étant donné que ses moyens de production étaient nationalisés et qu'il avait identification de l'Etat avec les intérêts de classe du prolétariat. Les contradictions résidaient surtout au niveau de l'équipe dirigeante, dépourvue de capacité révolutionnaire et responsable de la dégénérescence bureaucratique du régime socialiste soviétique.

Parmi les ouvrages où il exprime ses critiques de la voie prise par le socialisme soviétique, mentionnons ici La Révolution Trahie, parue en 1936. On y trouve encore, bien qu'il s'attaque à Staline et au régime socialiste qui s'est développé sous sa direction, le défenseur du socialisme incarné dans le parti bolchevique. C'est ainsi qu'il critique les positions prises par Nicolas Boukharine et Staline à partir de 1924, parce que ceux-ci refusaient d'adapter un modèle de développement économique fondé sur le secteur

(1) Léon Trotsky, L'Internationale Communiste Après Lénine (2 tomes), PUF, Paris, 1969, pp. 160/161 (tome 1).

de l'industrie lourde et l'étatisation généralisée de l'économie, mais qu'il en viendra, plus tard, en 1936, à faire l'éloge de l'essor économique de l'URSS, en considérant qu'il s'agit du plus grand acquis du socialisme soviétique:

"(...) Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre, dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois: le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique qui couvre la sixième de la surface du globe; non dans la langue de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité". (1)

La collectivisation forcée qui a déterminée la destruction de l'économie privée à la campagne, quoiqu'elle soit le fruit d'un processus dirigé par Staline, avait elle-même été auparavant envisagée et développée par Léon Trotsky. Quand celui-ci critique Staline, c'est pour n'avoir pas déclenché le processus de la collectivisation de l'agriculture en 1924 (2).

Léon Trotsky considérait la dégénérescence bureaucratique comme une caractéristique principale du stalinisme. Bien que le régime soviétique eût survécu en URSS, cela n'a pas empêché qu'une tendance bureaucratique se fît jour au sein du parti bolchevique et vint imprégner la société soviétique. L'Etat, bien que toujours d'essence prolétarienne, s'était engagé dans une phase de dégénérescence révolutionnaire. Selon Léon Trotsky, cela serait dû à l'absence d'une dictature du prolétariat fondée sur les principes de l'international-

(1) Léon Trotsky, La Révolution Trahie, Minuit, Paris, 1963, p. 17.

(2) Léon Trotsky, op. cit., p. 29.

lisme prolétarien et à l'abolition du pouvoir des soviets en tant que force d'organisation révolutionnaire des travailleurs (1).

Après avoir critiqué le stalinisme en vertu des principes fondamentaux du socialisme, Léon Trotsky aborde ce qu'il appelle la dégénérescence bureaucratique en s'en prenant à des exemples précis. Il commence par le stakhanovisme - l'organisation scientifique du travail à l'image du socialisme instauré par Staline. Les positions de Léon Trotsky sont significatives dans la mesure où elles sont exprimées par un partisan insoupçonnable du marxisme-léninisme et du socialisme réalisé en URSS. Il s'y connaissait en matière d'organisation scientifique du travail.

En effet, comme commissaire du peuple à la Guerre et organisateur des transports pendant la période de communisme de guerre, il a été le grand précurseur de la militarisation du travail. Néanmoins, Léon Trotsky considère que l'exploitation inhumaine, la répression acharnée et la terreur policière exercées sur les travailleurs par la logique du stakhanovisme étaient comparables, dans l'histoire, aux pires moments de l'esclavage et de l'exploitation subis par les travailleurs sous le capitalisme. L'alternative au stakhanovisme proposée par Léon Trotsky est l'amélioration des conditions de travail et la conversion du salaire aux pièces en salaire classique. Pour Léon Trotsky, la nécessité de passer par la phase inférieure du communisme rend inévitables nombre de limitations d'ordre économique, social et politique (2).

L'une des explications que fournit Léon Trotsky du développement de la bureaucratie en URSS se rapporte à l'absence de démocratie au sein du parti bolchevique après la mort de Lénine et l'instauration de l'interdiction, par le comité central, de la formation de fractions et du libre déroulement du débat interne au sein du parti. Cela aurait eu pour résultat de créer le pouvoir autoritaire et dogmatique du comité central sur les autres membres du parti, entraînant un étiolement de son action révolutionnaire. Cette situation a frayé la voie à la corruption et à l'opportunisme au sein du parti et de l'appareil d'Etat. Pour Léon Trotsky, ces contradictions seraient une conséquence de l'absence de direction révolutionnaire du parti, telle qu'il en existait à l'époque de Lénine, ainsi que des méthodes arbitraires auxquelles

(1) Léon Trotsky, op. cit., pp. 41/42.

(2) Léon Trotsky, op. cit., p. 61.

on recourut dans le recrutement de militants, qui firent admettre dans le parti des éléments sans mentalité ni capacité révolutionnaires (1).

Cet ensemble de conditions négatives a engendré un pouvoir totalitaire qui a utilisé la terreur selon son bon plaisir, dans le seul but de poursuivre son action exploiteuse et répressive. L'analogie avec Thermidor, établie par Léon Trotsky pour caractériser la nature du pouvoir stalinien est tout à fait éloquente. Après avoir dénoncé les méthodes terroristes de la bureaucratie exercées sur l'ensemble de la population civile et des travailleurs, Léon Trotsky s'en prend à la stratification sociale fondée sur les privilèges et la répartition des revenus qui se faisait jour dans la société soviétique:

"(...) La signification du Thermidor soviétique commence à ce préciser devant nous. La pauvreté et l'inculture des masses se concrétisent de nouveau sous les formes menaçantes du chef armé d'un puissant gourdin. Congédié et flétri autrefois, la bureaucratie est, de servante de la société, devenue maîtresse. En le devenant, elle est, socialement et moralement, éloignée à un tel point des masses qu'elle ne peut plus admettre aucun contrôle sur ses actes et sur ses revenus. (...) Par les conditions de la vie quotidienne, la société se divise dès à présent en une minorité privilégiée et assurée du lendemain et une majorité végétant dans la misère, cette inégalité provoquant aux deux pôles opposés des contrastes saisissants. Les produits destinés à la consommation des masses sont, d'habitude, en dépit de leurs prix élevés, de fort basse qualité, et plus on s'éloigne du centre plus il est malaisé de s'en procurer. Dans ces conditions, la spéculation et aussi le vol deviennent des fléaux et, s'ils complétaient hier la répartition planifiée, ils apportent aujourd'hui un correctif au commerce soviétique". (2)

(1) Léon Trotsky, op. cit., pp. 70/71.

(2) Léon Trotsky, op. cit., pp. 80/81/82.

La nature despotique et exploiteuse du régime soviétique est telle que Léon Trotsky va se donner beaucoup de mal pour le caractériser. Ici, la contradiction dans laquelle il se débat est flagrante. Voulant à tout prix enfermer le socialisme dans la perspective marxiste-léniniste, il se voit contraint d'admettre que l'Etat soviétique reste socialiste malgré le régime d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme (1). Cette contradiction, chez Léon Trotsky, est tellement énorme qu'à la fin de sa vie, en 1940, dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale, il se trouve contraint de défendre la nature du régime soviétique, en tant que socialiste, et même d'appeler à lutter pour le développement de la solidarité du prolétariat international envers l'URSS. Quoique selon lui l'Etat prolétarien ait dégénéré sous l'égide de la bureaucratie stalinienne, il pense que le traité de non-agression signé entre l'URSS et l'Allemagne d'Hitler en 1939, n'est pas de nature impérialiste (2). Puisque l'URSS était un pays socialiste, elle ne saurait devenir impérialiste. Et donc le fait d'avoir envahi la Finlande et annexé une partie de la Pologne, ne représentait en somme, aux yeux de Léon Trotsky, que la défense du maintien du socialisme en URSS!

Comme on peut le voir, les contradictions de Léon Trotsky ne sont pas minces. Mais tout cela n'est que conséquences logiques des principes qui découlent du marxisme-léninisme. Léon Trotsky, en tant que grand théoricien et ouvrier de ce courant, a agi de façon cohérente, que ce soit comme membre du pouvoir ou comme membre de l'opposition.

Dans le fond, les principes de "la transition vers le socialisme" basés sur le marxisme-léninisme, et mis en oeuvre sous la tutelle de Staline, continuaient un fait historique inéluctable en 1953. Après cette date, et malgré la mort de son grand dirigeant, son évolution historique reposait sur les mêmes principes programmatiques et pragmatiques que le marxisme-léninisme avait instaurés à partir de 1917: l'étatisation de l'économie, sur la base de la nationalisation des moyens de production et du maintien d'Etat prolétarien déterminé et dirigé par son avant-garde - le parti; la réalisation historique d'un grand Etat industrialisé, basé sur l'industrie lourde et l'industrie de guerre;

(1) Léon Trotsky, op. cit., p. 116.

(2) Léon Trotsky, En Defensa del Marxismo, Juan Pablos Editor, Mexico, 1972, pp. 9 à 15.

la nature d'une constitution qui, formellement, dans ses principes juridiques et idéologiques, définit l'URSS comme une société fondée sur l'égalité, la fraternité et la solidarité; enfin, tout cet ensemble de réalisations internes, conjugué avec un type de rapports internationaux de nature socialiste avec d'autres pays, fait de l'URSS une société intégralement socialiste.

C'est-à-dire, qu'actuellement, le stade de l'évolution historique de l'URSS par rapport à la problématique de "la transition vers le socialisme" est pleinement réalisé. Indiscutablement, telle est la position des dirigeants des partis communistes du monde entier qui s'identifient avec le modèle de société socialiste implanté en URSS.

Les deux conceptions du socialisme, stalinienne et trotskyste, ont toutes deux subi une évolution historique assez différente. Les thèses trotskystes ont éclaté en plusieurs groupes et partis au niveau mondial, mais ceux-ci se sont avérés impuissants à matérialiser leurs options socialistes; par contre, le stalinisme s'est imposé comme le grand modèle de société socialiste basé dans les principes du marxisme-léninisme et s'est généralisé sur une grande partie de la planète.

2.5 - LE MODELE MAOISTE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

La spécificité historique du maoïsme réside dans le fait que le socialisme se fonde essentiellement sur la couche sociale paysanne. Une autre spécificité, non moins importante, est la forme qu'a pris la lutte pour la réalisation du socialisme en Chine. En effet, au lieu d'utiliser les méthodes classiques du parlementarisme, les élections, les grèves, le syndicalisme, etc., le PCC (parti communiste chinois) a bâti son action sur la formation et développement d'une armée révolutionnaire professionnelle. Ces traits particuliers découlent, en grande partie, de la réalité chinoise, en termes économiques, sociaux, politiques et culturels, mais également des directives en provenance de l'Internationale Communiste qui, on l'a déjà vu, pousse depuis 1924/1925 les partis communistes à faire des coalitions avec la bourgeoisie et le paysannerie.

On va laisser ici de côté l'histoire des faits qui ont conduit à l'instauration du socialisme en Chine, en 1949, et son développement ultérieur, pour nous concentrer, fondamentalement, sur la pensée et l'action de son dirigeant suprême - Mao Zédong. Les faits de cette période historique sont importants pour la compréhension du développement du socialisme en Chine, à partir de 1949; cependant, ils ne se rapportent pas directement à la problématique de "la transition vers le socialisme". Ce n'est qu'à partir d'octobre de 1949 que nous pouvons écrire que le "socialisme" est une réalité historique en Chine. C'est pourquoi du reste, pour la période précédente, j'ai préféré m'en tenir à l'analyse des positions prises par le PCC et son dirigeant principal - Mao Zédong.

Le PCC, formé au début des années vingt, était un petit parti, dont l'action militante se basait, pour l'essentiel, sur la couche sociale intellectuelle. Sa tendance initiale l'a amené à recruter et à militer dans le milieu ouvrier concentré dans les grands centres urbains. De ce fait, il n'est pas étonnant que, dans les années 1926 et 1927, le PCC ait eu quelque prise sur le mouvement social ouvrier, surtout à Shanghai et Canton (1).

C'est d'ailleurs cette prise sur le mouvement social ouvrier qui a déterminé son adhésion au front national dans le Kuomintang en 1924. Peu après le

(1) A ce sujet, voir: Jacques Guillermez, La Chine Populaire, PUF, Paris, 1967 (4ème édition), pp. 7 à 21.

massacre de milliers d'ouvriers, en 1927 à Shanghai, le PCC refond sa stratégie dans le sens de l'accomplissement de la révolution démocratique bourgeoise. Mao Zédong explicite cette tâche fondamentale dans la Deuxième Conférence de l'Organisation du Parti, en octobre 1928:

"(...) La Chine a grand besoin d'une révolution démocratique bourgeoise et celle-ci ne peut être accomplie que sous la direction du prolétariat. Dans la révolution qui s'est étendue, au cours des années 1926/1927, du Kouangtong au bassin du Yangtsé, la direction a été usurpée par les compradores et les despostes locaux et mauvais hobereaux parce que le prolétariat n'a pas exercé son hégémonie; ainsi, la révolution a fait place à la contre-révolution. La révolution démocratique bourgeoise a subi une défaite momentanée". (1)

En s'engageant dans la lutte armée, les dirigeants du PCC ont compris la nécessité de la création d'une Armée rouge, vers la fin de 1927. Au début, cette armée était constituée par des paysans pauvres et par des éléments marginaux des centres urbains. La faible influence du PCC sur ces couches sociales, l'extrême misère dont souffrait la grande majorité de la population, etc., ont fait que cette armée a acquis un caractère professionnel. Au début, par des raisons de tactique et stratégie militaires, elle a réussi à s'implanter que dans les Monts Tsinggang. La montagne a permis à une armée encore embryonnaire de faire face à une grande armée gouvernementale très supérieure en nombre de soldats et d'officiers et pourvu d'un matériel de guerre sophistiqué.

La militarisation, dans la logique sous-jacente à lutte des classes et cherchant à imposer par la force les possibilités historiques du développement du mode de production capitaliste, afin d'en arriver à créer les conditions objectives et subjectives de l'instauration du socialisme, a été surtout encouragée par Staline et Mao Zédong. Comme nous l'avons déjà vu, le marxisme orthodoxe considèrerait que le socialisme ne pouvait pas devenir

(1) Mao Tsé-Toung, Oeuvres Choisies - tome 1, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1967, p. 66.

réalité tant que le capitalisme ne présentait pas les conditions objectives et subjectives indispensables. Mais un tel processus ne saurait dépendre uniquement de la volonté et de la force d'une armée. Placé devant ces contradictions, le PCC va s'efforcer de les résoudre au moyen d'un processus d'éducation politique généralisée au sein de l'armée. C'est ainsi qu'on pensait pallier l'absence de conscience de classe de l'Armée rouge:

"(...) L'Armée rouge se compose en partie d'ouvriers et des paysans, en partie d'éléments du lumpenprolétariat. Bien entendu, la présence d'un trop grand nombre d'éléments du lumpenprolétariat dans l'Armée rouge n'est pas un facteur favorable. Néanmoins, ces gens savent se battre et comme nous avons à faire face à des combats quotidiens, à de lourdes pertes en tués et blessés, c'est déjà quelque chose si nous pouvons combler nos pertes à l'aide de ces éléments. La seule issue à une telle situation, c'est d'intensifier l'instruction politique.

La plupart des soldats nous sont venus d'armées de mercenaires, mais dès leur arrivée dans l'Armée rouge, ils se sont transformés. Avant tout, le système mercenaire ayant été banni de l'Armée rouge, nos soldats ont conscience qu'ils ne se battent pas pour d'autres, mais pour eux-mêmes, pour le peuple". (1)

Mais l'évolution de ce processus militariste n'allait pas sans contradictions. En instituant des rapports sociaux de production et une administration propres à la nature de la révolution démocratique bourgeoise, la progression de l'Armée rouge en territoire ennemi a engendré de forts antagonismes en son sein. Dans un texte de 1929, Mao Zédong en énumère quelques-uns en soulignant surtout les tendances vers l'égalitarisme absolu et une certaine survivance de l'esprit putchiste (2).

L'instauration et le développement des conditions qui ont permis la révolution démocratique bourgeoise se fondaient sur trois secteurs essentiels - les

(1) Mao Tsé-Toung, op. cit., p. 86.

(2) Mao Tsé-Toung, op. cit., pp. 121 à 126.

secteurs étatisé, privé et coopératif. En termes de rapports sociaux de production, la nécessité de soutenir la révolution démocratique nationale en tant qu'étape historique intermédiaire entre le féodalisme et le socialisme, rendait inévitable qu'au cours de ce processus les conflits entre les classes sociales soient mis de côté et harmonisés (1). Avec le déroulement de la lutte pour la conquête de positions stratégiques et de l'hégémonie dans le contexte mondial, la coexistence pacifique entre le capitalisme et le socialisme va subir un changement graduel.

Face au renforcement du fascisme, l'Internationale Communiste demande aux partis communistes membres de former des fronts populaires unis (constitués par des partis démocrates et libéraux, des partis socialistes et communistes) qui s'y opposent. Ce changement tactique amène l'Armée rouge à proposer une alliance au Kuomintang, de façon à constituer un front uni national contre l'impérialisme japonais. Mao Zédong s'y réfère dans un rapport adressé, en 1935, à la Conférence des Militants Actifs du Parti (2).

Il est intéressant de mettre en relief l'énorme capacité montrée par Mao Zédong pour résoudre les contradictions entre la théorie et la pratique résultant de ce trajet politique sinueux. En ce sens, son ouvrage De la Contradiction, parue en 1937, est un bon exemple qui révèle comment la théorie peut servir à justifier le pratique. S'appuyant sur les prémisses du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, Mao Zédong prétend que la contradiction est inhérente à tous les moments de la production théorique et pratique de la vie quotidienne. La contradiction est la condition sous-jacente à tous les phénomènes économiques, politiques, culturels et sociaux. Par ce biais les contradictions existantes au sein de la révolution démocratique bourgeoise elle-même, la formation du front uni national et, de façon générale, le but et la nature du socialisme, étaient pleinement justifiées par les lois inhérentes au matérialisme élaboré par Mao Zédong:

"(...) L'universalité ou le caractère absolu de la contradiction a une double signification: la première est que les contradictions existent dans le processus de

(1) Mao Tsé-Toung, op. cit., pp. 161/162.

(2) Mao Tsé-Toung, op. cit., p. 182.

développement de toute chose et de tout phénomène; la seconde, que, dans le processus de développement de chaque chose, de chaque phénomène, le mouvement contradictoire existe du début à la fin". (1)

Le caractère historiquement inéluctable du socialisme, quoique de nature industrialiste et scientiste, se basait sur la contradiction des phénomènes sous-jacents au processus historique de l'évolution de la société humaine. En vertu de ce raisonnement, l'action de l'Armée rouge et du PCC allait dans le sens du déterminisme de l'évolution historique en Chine. Cette logique normative du matérialisme dialectique et historique de Mao Zédong avait son épilogue dans le socialisme, ce qui justifiait le recours à tous les moyens pour l'atteindre, même les plus contradictoires (2).

La conception militariste, en tant que base de la lutte des classes et de réalisation du socialisme, a gagné du terrain au sein du PCC lorsqu'on a commencé à rechercher la solution des conflits dans le domaine de la guerre. La constitution du front uni, qui ne fut qu'une alliance entre le PCC et le Kuo-mintang pour faire la guerre contre le Japon, a contribué au renforcement de ce point de vue. Voyons à ce propos un extrait d'un texte de Mao Zédong - De la Guerre et de la Stratégie - présenté au VIème Congrès du PCC, en 1938:

"(...) Chaque communiste doit s'assimiler cette vérité que le "le pouvoir est au bout du fusil". Notre principe, c'est: le Parti commande aux fusils, et il est inadmissible que les fusils commandent le Parti. (...) Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'Etat, l'armée est la partie constitutive principale du pouvoir d'Etat. Celui veut s'emparer du pouvoir d'Etat et qui le conserver doit posséder une forte armée. Certains ironisent sur notre compte en nous traitant de partisans de "l'omnipotence de la guerre". Et bien, oui! nous sommes pour l'omnipotence de la guerre révolutionnaire. Ce n'est pas mal faire, c'est bien faire, c'est être marxiste. Les

(1) Mao Tsé-Toung, op. cit., p. 353.

(2) Mao Tsé-Toung, op. cit., p. 359.

fusils des communistes russes ont créé le socialisme". (1)

Dès le moment où la guerre de résistance contre le Japon commence à se développer et que les positions du PCC se renforcent, pour ce qui concerne ses effectifs militaires et son emprise sur les régions libérées, le parti met en oeuvre les prémisses de son modèle de société. La tendance est à la démocratie nouvelle, dont les fondements sont la défense intransigeante des peuples colonisés, qui en sont de façon générale, à stade de développement féodal et semi-féodal. En partant de ces perspectives, la révolution préconisée par la démocratie nouvelle entraînerait la transformation et le renversement du féodalisme et du colonialisme au moyen de la révolution démocratique bourgeoise, dont la tâche principale sera de développer les forces productives. Dans ce contexte, le principal ennemi à abattre est l'impérialisme. La permanence de l'économie privée coexistant avec le secteur étatisé et coopératif est souhaitable dans la mesure où cela va accélérer la maturation historique des conditions préalables et indispensables pour l'instauration du socialisme (2).

Cependant, avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, la guerre de résistance se termine aussi, puisque le Japon, en tant que puissance vaincue, a été contraint de faire la paix avec la Chine. Cela va faire éclater le pacte de front uni signé entre le Kuomintang et le PCC. Après cet événement, leurs positions vont être déterminées par la lutte pour le pouvoir. Le Kuomintang, soutenu par les USA, et le PCC aidé par l'URSS vont s'engager dans une guerre civile. Les divers efforts de conciliation visant à former un gouvernement de coalition nationale seront voués à l'échec: en effet, les deux parties aspiraient à la suprématie militaire et politique au sein d'une telle coalition.

Du côté du PCC, la guerre civile s'est déroulée sur deux fronts: le front militaire et le front de la politique économique et sociale. Du point de vue militaire, tous les efforts se sont concentrés sur l'élévation de la capacité de l'Armée rouge en officiers, soldats et matériel de guerre, ce qui a permis la conquête de l'hégémonie territoriale et politique sur une partie de Chine du nord. Pour ce qui est de la politique économique et sociale, les régions

(1) Mao Tsé-Toung, Oeuvres Choisies - tome 2, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1967, pp. 241/242.

(2) Mao Tsé-Toung, op. cit., pp. 348/349.

et qui sont passés sous administration communiste produisaient fondamentalement pour nourrir les paysans de ces régions et les soldats de l'Armée rouge. Mais les transformations opérées dans les secteurs agricole, commercial et industriel ont respecté la réalité des régions libérées qui se sont maintenues dans le cadre de l'économie privée. En suivant cette politique économique et sociale, le PCC cherche à gagner l'adhésion de la paysannerie aux principes et à la dynamisation de la démocratie nouvelle (1).

Après la transformation de l'Armée rouge en Armée Populaire de Libération, le développement de la guerre civile va conduire à la défaite du Kuomintang en 1949. Cette victoire permettra au PCC de s'emparer de l'appareil d'Etat. L'expérience militaire et gouvernementale acquise, pendant une vingtaine d'années, par les communistes va permettre que le transfert du pouvoir et le début de l'étatisation de l'économie, en accord avec les principes du socialisme instauré en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, puissent se faire sans trop de bouleversements sociaux, économiques et politiques. De ce fait, la consolidation du socialisme en Chine sera un processus paisible, qui a toutefois présenté plusieurs spécificités découlant, fondamentalement, des caractéristiques de son développement économique et de sa réalité culturelle.

La grande difficulté à laquelle le PCC dut faire face a été l'étatisation du secteur primordial de l'économie chinoise - l'agriculture. Ce souci est manifesté par Mao Zédong, pendant la Commémoration du 28ème Anniversaire du Parti Communiste, le 30 juin 1949:

"(...) Le grand problème, c'est l'éducation des paysans. L'économie paysanne est dispersée, et la socialisation de l'agriculture, à en juger par l'expérience de l'Union soviétique, exigera un temps très long et un travail minutieux. Sans la socialisation de l'agriculture, il ne peut y avoir de socialisme intégral, solide. La socialisation de l'agriculture doit s'accorder dans son processus avec le développement d'une industrie puissante dont le secteur principal est constitué par les entreprises d'Etat. L'Etat de la dictature démocratique populaire

(1) Mao Tsé-Toung, Oeuvres Choisies - tome 4, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1969. p. 71.

doit résoudre méthodiquement les problèmes de l'industrialisation". (1)

On peut affirmer que, bien qu'il y ait sans doute des facteurs d'ordre économique, sociale et culturelle spécifiques au socialisme chinois, celui-ci a suivi essentiellement les mêmes principes du socialisme que l'URSS et de ses pays satellites (2). Voyons maintenant de plus près les contributions les plus importantes du PCC et de Mao Zédong sur la question de "la transition vers le socialisme".

Plusieurs marxistes orthodoxes croyaient qu'il fallait que l'Etat recourût aux méthodes violentes pour que les transformations des rapports sociaux de production et donc "la transition vers le socialisme" puisse se faire sans heurts. Ces auteurs pensaient aussi que la fonction de l'Etat, une fois cette mission historique accomplie, tendrait à s'annuler. Staline (et surtout les défenseurs du marxisme-léninisme) abandonne cette thèse en affirmant que, dans la mesure où il existe un antagonisme et une lutte gigantesque à engager contre le système capitaliste, l'Etat tendra historiquement à assumer une fonction de plus en plus importante. Ayant pour but l'affermissement de l'étatisation de l'économie et de son pouvoir, le PCC, en accord avec les principes et la pratique staliniens, précise par la voix de Mao Zédong, en 1949, la fonction de l'Etat pendant la période de "transition" du capitalisme vers le socialisme:

"(...) "Ne voulez-vous donc pas supprimer le pouvoir d'Etat"? Si, nous le voulons, mais pas pour le moment; nous ne pouvons pas encore le faire. Pourquoi? Parce que l'impérialisme existe toujours, parce que la réaction intérieure existe toujours, parce que les classes existent toujours dans le pays. Notre tâche actuelle est de renforcer l'appareil d'Etat du peuple, principalement l'armée populaire, la police populaire et la justice populaire,

(1) Mao Tsé-Toung, op. cit., pp. 438/439.

(2) Parmi les ouvrages qui abordent la réalité chinoise d'après 1949, voir: Charles Reeve, Le Tigre de Papier, Spartacus, Paris, 1972; Jean Deleyne, L'Economie Chinoise, Seuil, Paris, 1971; Charles Bettelheim/J. Charrière/H. Marchisio, La Construction du Socialisme en Chine, Maspero, Paris, 1974, (2ème édition).

afin de consolider la défense nationale et de protéger les intérêts du peuple. A cette condition, la Chine pourra, sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, passer, d'un pas assuré, de l'état de pays agricole à celui de pays industriel, de la société de démocratie nouvelle à la société socialiste et communiste, supprimer les classes et réaliser la Grande Concorde. L'appareil d'Etat, qui comprend l'armée, police et justice, est l'instrument avec lequel une classe en opprime une autre". (1)

Le culte du stalinisme a été une constante dans l'histoire du PCC. Mais après la mort de Staline, en 1953, quelques-unes de ses prémisses théoriques et pratiques vont être critiquées et subir une certaine révision. Cela tombera dans le domaine public après le rapport de Nikita Khrouchtchev au XXème Congrès du PCUS, en 1956 (2). Mais cette position n'est que de conjoncture et, sitôt qu'éclate le conflit sino-soviétique, le PCC revient sur ses positions et devient au même temps un partisan acharné des thèses staliniennes sur le modèle de développement économique et social dynamisé par le socialisme soviétique.

Le conflit sino-soviétique a contribué à dévoiler le vrai contenu du socialisme chinois et soviétique. A la suite du débat sur le terrain idéologique qu'il a soulevé au niveau du mouvement communiste international, on serait tenté de conclure que le noyau du conflit se trouvait dans l'écart entre les modèles de développement économique et social ou dans des divergences quant à la manière de concevoir la nature de l'internationalisme prolétarien. Mais en y regardant de plus près, on voit que le problème n'est pas si simple que ça, on peut même avancer qu'il ne s'agit pas de tout de cela.

En effet, si la Chine était un pays "plus révolutionnaire et soucieux des principes prolétariens", comment expliquer la nature identique des sociétés des deux pays? Le fait que la Chine ait fondé son modèle de développement économique sur l'agriculture n'est pas contradictoire avec le modèle soviétique

(1) Mao Tsé-Toung, op. cit., p. 437.

(2) Sur ce sujet, voir: A. Rossi, Autopsie du Stalinisme, Pierre Horay, Paris, 1957.

qui a mis l'accent sur l'industrie lourde. Cela est tout simplement une conséquence du stade du développement des forces productives et du rapport de forces maintenu entre la paysannerie et l'Etat, ce qui d'ailleurs créera une situation de dépendance extérieure de la Chine par rapport à l'URSS.

De ce fait, le conflit sino-soviétique a ses racines dans les contradictions qui inéluctablement se font jour entre des pays qui cherchent à s'imposer au niveau mondial, en tant que grandes puissances économiques, militaires et politiques. Après la Deuxième Guerre mondiale, la division du monde en deux blocs aux systèmes différents, a permis que l'URSS dominât le bloc socialiste en fonction de ses intérêts économiques et expansionnistes. Du fait de la division sociale du travail dans le monde socialiste, mais aussi en raison du stade de développement inégal dans cette région, l'URSS, en tant que puissance économique dominante, a imposé ses règles aux pays satellites. En effet, l'étatisation totale de l'économie soviétique ayant pour base l'industrie lourde et militaire pour faire face à ses besoins, sa situation en matière de marché intérieur et l'expansion de son hégémonie, contraignaient l'URSS à importer les biens de consommation courante qu'elle ne produisait pas en quantité suffisante pour sa reproduction et à exporter les produits de son industrie lourde, ainsi que du matériel de guerre, de façon à équilibrer sa balance des comptes et du commerce. Dans ces conditions, les échanges entre pays socialistes sont manifestement déterminées, structurellement, par l'URSS et lui sont favorables.

La Chine, dès le moment où elle entre dans l'orbite du monde socialiste, devient naturellement dépendante, elle aussi, du développement économique existant en URSS. De ce point de vue, à partir de 1949, la Chine exportait vers l'URSS surtout des produits agricoles et des matières premières, et en importait des produits de l'industrie lourde et du matériel de guerre. Cette situation a tout naturellement entraîné un accroissement continu de la dette extérieure chinoise, qui hypothéquait le développement de ce pays. On assiste alors à une succession de crises économiques et politiques entre 1949 et 1960 qui n'est que le résultat logique de cette échange inégal. C'est donc là, principalement, qu'il faut chercher, les origines du conflit sino-soviétique qui a éclaté au grand jour au début des années 60.

Il est bien évident que la problématique de l'hégémonie mondiale ne se restreint pas aux puissances qui sont à la tête des deux grands blocs. La

Chine, par l'extension de son territoire et par ses potentialités énormes du point de vue humain comme sur le plan des matières premières, aura un rôle non négligeable à jouer dans cette lutte d'influence hégémonique. Son drame historique, c'est que son retard économique et la situation de partage du monde entre les deux grandes super-puissances - les USA et l'URSS - ne lui pas permis d'assumer une position prééminente capable de leur disputer l'hégémonie mondiale. Son rôle mineur dans le contexte planétaire va la faire se tourner vers les pays sous-développés où elle pourrait avoir une position à la mesure de ses ambitions et capacités économiques et politiques. Cela explique le fait que les critiques chinoises adressées à l'URSS pendant le conflit sino-soviétique, prennent pour base le soutien révolutionnaire aux mouvements de libération nationale des peuples sous-développés et colonisés et qu'elles s'élèvent contre l'impérialisme et la coexistence pacifique entre pays socialistes et capitalistes (1).

Il est intéressant de faire remarquer, au-delà de l'évolution pleine de déripéties du socialisme chinois après le conflit sino-soviétique, que les critiques de la Chine sur le contenu du socialisme se sont intensifiées (2). Il faut aussi comprendre dans quelle mesure la maturité de la bureaucratie soviétique l'a empêché de recourir aux mêmes méthodes que leurs camarades chinois (3). Il serait d'ailleurs curieux de savoir pourquoi le PCC a gardé le silence pendant tant d'années, plus précisément jusqu'en 1960, sur les crimes et l'exploitation sans frein qui caractérisaient la société soviétique, dès 1917. Ce n'est qu'alors que le PCC fait paraître au grand jour de nombreux exemples d'exploitation, d'oppression et de terreur en URSS: ces informations, accordent une importance particulière aux conditions de travail et à l'hierarchie social:

-
- (1) A ce sujet, voir: N.S.Krouchtchev, Ce Que Je Pense de la Coexistence Pacifique, Plon, Paris, 1960.
 - (2) Rédaction du Renmin Ribao et du Hongqi, A Propos de la Lettre Ouverte du Comité Central du PCUS (tome 2), La Cité, Lausanne, 1963, pp. 17/18.
 - (3) Les critiques soviétiques à la Chine se fondent essentiellement sur le rapport Souslov à la Séance du Comité Central du PCUS du 14 février 1964. Les dirigeants chinois y étaient accusés de défendre des thèses ultra-gauchistes et trotskystes, ainsi que d'être incapables de comprendre le contenu scientifique et révolutionnaire du marxisme-léninisme. A ce sujet, voir la revue Notes et Etudes Documentaires, n° 3147, 19 décembre 1964, Paris, pp. 48/49/50.

"(...) Mettant à profit leurs pouvoirs, les responsables des entreprises oppriment et exploitent sans pitié les employés et les ouvriers. C'est à leur guise qu'ils licencient les ouvriers, font des retenues sur leurs salaires, s'attribuent des "primes" plus grosses que celles auxquelles ils ont droit, empochant ainsi le fruit du labeur du personnel. (...) Le "nouveau système" a complètement sapé le principe de distribution socialiste "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". La différence entre les revenus des responsables d'entreprises, des ingénieurs et techniciens ainsi que des personnages haut placés dans l'administration d'une part, et ceux des ouvriers de l'autre, s'accroît toujours davantage. Une petite poignée de privilégiés deviennent toujours plus riches, et les ouvriers de plus en plus pauvres". (1)

Les critiques des dirigeants chinois se sont encore élargies au type de répression que les ouvriers russes subissaient de la part de la police et de l'armée (2). C'est-à-dire que, pour les dirigeants chinois, la société soviétique, après le XXème Congrès du PCUS, a pris le chemin de la logique du social-impérialisme. La théorie des trois-mondes est la systématisation plus achevée de ce processus conflictuel entre la Chine et l'URSS. La Chine s'est mise à considérer les deux super-puissances impérialistes - les USA et l'URSS, comme le principal ennemi du prolétariat et du socialisme. En même temps, elle jugeait que les pays capitalistes d'Europe occidentale avaient des intérêts différents de ces deux impérialismes, qu'ils étaient susceptibles de lutter pour leur identité nationale et même de s'identifier à la lutte des peuples sous-développés pour leur libération nationale. Le fait qu'il existe encore des pays sous-développés à l'échelle mondiale, les oblige à lutter pour leur développement économique et pour leur indépendance nationale.

(1) Rédaction du Renmin Ribao, Les Révisionnistes Soviétiques Restaurent le Capitalisme sur Toute la Ligne en Union Soviétique, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, pp. 15-18.

(2) Rédaction du Renmin Ribao, op. cit., p. 60.

C'est justement ici que les Chinois voient les contradictions majeures. Pour la Chine, dans les conditions présentes, la lutte pour le socialisme devient fondamentale à partir des mouvements sociaux qui luttent pour la libération nationale à l'échelle planétaire. La contradiction et l'antagonisme générés entre le capital et le travail fait ainsi place à une contradiction et un antagonisme basés sur une lutte d'intérêts entre les pays impérialistes hégémoniques et les pays sous-développés économiquement dépendants. Aux rapports sociaux antinomiques de la bourgeoisie et du prolétariat se substituent ainsi les rapports entre peuples hégémoniques exploiters et les peuples dominés et exploités. L'antinomie historique qui engendrera le socialisme est désormais le produit de la lutte pour l'identité de la nation et de l'indépendance nationale, et non plus des rapports sociaux de production inhérents aux conditions socio-économiques des classes sociales propres au mode de production capitaliste. C'est-à-dire que, le marxisme-léninisme évolue vers une sinisation que défendent les thèses de Mao Zédong et le PCC.

La restructuration idéologique réalisée par le PCC à propos de la problématique de "la transition vers le socialisme" n'impliquait que son évolution ait été différente de celle qui a eu lieu en URSS à partir de 1917. Depuis 1949, l'objectif fondamental de "la transition vers le socialisme" en Chine se concentrait sur la collectivisation de l'agriculture et sur l'étatisation des moyens de production des secteurs fondamentaux de l'économie. C'est uniquement en prenant pour base les ressources d'accumulation agricole et dans l'immense quantité de travail humain existant en Chine, que l'Etat pourrait devenir le maître de l'économie et de la croissance et développement économique du pays. Mao Zédong est très clair à ce sujet dans le préface de son ouvrage Apogée Socialiste dans les Campagnes en Chine, écrite en septembre/décembre 1955:

"(...) La ligne générale du PCC pour la période de transition du capitalisme vers le socialisme se centre surtout dans la réalisation de l'industrialisation de la Chine et dans la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie et du commerce capitaliste. Cette période de transition va durer environ 18 ans, soit, 3 années de récupération plus trois plans

quinquennaux". (1)

Le Grand Bond en Avant, historiquement déclenché entre 1958 et 1961, est la première grande tentative des dirigeants chinois dans le sens de la collectivisation et de l'étatisation de l'agriculture. Seulement, cet objectif crucial a trouvé une grande résistance au sein de la paysannerie chinoise. Ce que Staline avait réussi entre 1929 et 1938 en Russie, en collectivisant de force le secteur agricole, ne fut pas possible en Chine. C'est ce qui explique, en grande partie, que les dirigeants chinois aient été obligés d'adopter un type de modalité tolérante dans le secteur agricole. La forme d'exploitation des communes agricoles chinoises devient alors la source fondamentale de l'accumulation pour l'Etat. Pour les dirigeants chinois, le socialisme, malgré ces hypothèques devait être une réalité en 1967. Les incidences du conflit sino-soviétique et de la révolution culturelle déclenchée en 1966, nous amènent à la conclusion logique que la lutte en vue de cet objectif souffrait grave contradiction.

Les raisons principales qu'ont présidé au déclenchement de la révolution culturelle expriment l'immense besoin d'une lutte contre les réminiscences du capitalisme, de la bureaucratie, de l'oppression et de l'exploitation qui régnait dans la société chinoise (2). Le délai impératif de 18 ans exigé pour instaurer le socialisme dans la Chine se révélait, en soi, un échec historique. La révolution culturelle voulait supprimer historiquement cette contradiction au sein de l'évolution de "la transition vers le socialisme". Lin Biao, l'une des personnalités les plus éminentes dans le développement de la révolution culturelle, est très clair à ce sujet lorsqu'il présente son Rapport au 9ème Congrès du PCC en avril 1969:

"(...) En Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée.
(...) Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes

(1) Mao Tsé-Toung, Obras Escolhidas - volume 5, Ed. Vento do Leste, Lisboa, 1977, p. 281.

(2) L'Anthologie de la presse des gardes rouges transcrite dans le livre Revo. Cul. dans la Chine Pop. (Union Générale d'Editions, Paris, 1974), est un document de grande valeur pour comprendre le fondement et la fonction de l'armée dans la société chinoise, et surtout pour saisir le caractère barbare et exploiteur de la nature du socialisme instauré en Chine depuis 1949.

renversées, des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore et la transformation de la petite-bourgeoisie ne fait que commencer". (1)

La fin de la révolution culturelle a démontré une fois de plus que les grands objectifs des dirigeants chinois n'avaient pu être réalisés. Le socialisme n'est pas encore réalisé. Les vaincus d'hier sont devenus les vainqueurs d'aujourd'hui. La lutte pour s'ériger en classe dirigeante en Chine, continue à se jouer entre les forces armées et le parti. L'option entre le réformisme et radicalisme n'est que l'expression des formes multiples que prennent les contradictions normatives du modèle de société socialiste instauré en Chine.

En résumé, le socialisme chinois, quoique son évolution ait pu parfois se différencier de celle de l'URSS, est fondé, dans ses principes théoriques et dans sa pratique, sur le modèle soviétique.

(1) "Révolution Proletarienne en Chine?", In Analyses et Documents, n° 184-185, avril 1970, Paris, p. 34.

III - BILAN CRITIQUE CONTEMPORAIN

3.1 - CHARLES BETTELHEIM ET LA QUESTION DE "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME"

En tant qu'analyste des problèmes soulevés par "la transition vers le socialisme", Charles Bettelheim s'est révélé être l'un des artisans les plus déterminés d'une justification scientifique des modèles socialistes en URSS et en Chine. Il faut souligner que Charles Bettelheim a commencé par être un défenseur intransigeant du modèle socialiste instauré en URSS. Pour lui, la différence spécifique entre le mode de production socialiste de l'URSS et le mode de production capitaliste est basée dans la nationalisation des moyens de production, ainsi que dans l'existence d'un plan de nature impérative concernant la totalité de la production et de la consommation nécessaires à la production et à la reproduction de la société. Voilà qui ^{soi} à seul suffirait à abolir la possibilité d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme.

La présence du plan et la nationalisation des moyens de production feraient que les catégories économiques du capitalisme - prix, salaire, marchandise, profit, crédit, etc. -, bien que subsistant dans le modèle socialiste soviétique, revêtent désormais un caractère purement formel. Cette position est chez Charles Bettelheim on ne peut plus explicite. D'après lui, le socialisme instauré en URSS est gouverné par des lois économiques ayant une logique et un contenu fonctionnel opposé à ceux du capitalisme. A ce sujet, significative est son analyse de la permanence et de la fonction du régime du salariat dans la société socialiste. Etudiant en 1950 la nature de l'économie soviétique, il est contraint d'admettre que l'existence de la catégorie économique du salaire et le rapport social de production qui lui sous-jacent est parfaitement compatible avec le fonctionnement de l'économie socialiste (1).

Toutes les autres catégories économiques y étaient analysées à l'aide de

(1) Charles Bettelheim, L'Economie Soviétique, Recueil Sirey, Paris, 1950, p. 164.

la même redondance fondamentale, ce qui rendait impossible, quant au contenu, d'y avoir la moindre similitude entre les catégories économiques du socialisme et celles du capitalisme. Plus tard, à partir des années 60, Charles Bettelheim se met à développer certaines thèses afin de donner un substrat théorique à la problématique de "la transition vers le socialisme". L'établissement de sociétés socialistes à Cuba, au Vietnam du Nord, en Chine, etc, a mis en cause la conception classique du marxisme orthodoxe sur le contenu du socialisme et les conditions nécessaires au développement de "la transition vers le socialisme".

En effet, de par leur situation économique, sociale, politique et culturelle, ces pays n'étaient pas au centre de la réflexion marxiste classique, puisqu'ils ne possédaient pas les conditions historiques tenues pour indispensables à la construction d'une société socialiste. Le sous-développement de leurs forces productives et l'absence d'un prolétariat puissant et conscient étaient là pour le rappeler.

D'un point de vue conceptuel, Charles Bettelheim va résoudre cette contradiction objective et subjective par un saut théorique subjectif, volontariste et dans un cadre strictement politique et idéologique. C'est ainsi que l'instauration du socialisme serait tout à fait possible dès que se présente une contradiction entre les rapports structuraux relevant du domaine de la politique, de l'économie, de la culture et du social, sans se préoccuper d'antagonisme entre le développement des forces productives et la nature des rapports sociaux de production. En effet, d'après Charles Bettelheim, cette condition fondamentale n'empêche pas que se soient créées des contradictions plus importantes au sein du rapport entre pays sous-développés et pays développés, donnant lieu à des ruptures politiques intérieures et extérieures. Cet type de ruptures pouvait alors s'aggraver au point d'amener la création de conditions susceptibles d'engager un pays sous-développé, voire même colonisé, dans la voie de la construction du socialisme.

L'intérêt principal de ces révolutions politiques et idéologiques consisterait dans le renversement du système de domination et d'exploitation qui sévissait dans ces pays, lesquels pourraient alors amorcer l'implantation d'un modèle de développement économique plus en accord avec les intérêts réels des peuples et du socialisme. Ceci posé, la problématique de "la transition vers le socialisme" acquiert une dimension théorique bien distincte,

avec des conséquences pratiques tout aussi différentes. Pour le marxisme orthodoxe, le contenu de la "transition" était déterminé par la situation de rupture entre les rapports sociaux de production et le développement poussé des forces productives; pour Charles Bettelheim, cette rupture pourrait survenir sans dispenser nécessairement au préalable d'une économie développée. Dans cette perspective, le rôle des facteurs politiques et idéologiques prend une importance décisive, dans la mesure où ce sera à eux de déterminer, en dernière analyse, la conciliation ou la rupture dans une situation d'inadaptation structurelle entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production. Charles Bettelheim explicite ce point de vue dans son ouvrage La Transition Vers l'Economie Socialiste:

"(...) Ainsi, la dissolution du mode de production capitaliste ne crée la totalité des conditions de succession du mode de production socialiste que lorsque sont réunies aussi les conditions politiques et idéologiques de cette succession. Celle-ci peut donc avoir lieu plus ou moins tôt, selon la structure des conjonctures par lesquelles passe chaque formation sociale historique. Aussi, dans la totalité mondiale actuelle, des pays qui n'ont pas développé en leur sein le mode de production capitaliste ou qui l'ont à peine développé peuvent, du fait de contradictions internes et internationales, connaître une conjoncture qui leur permet de faire l'économie du développement en leur sein de ce mode de production et passer directement à la construction du socialisme; la République du Vietnam est un exemple d'un tel processus". (1)

Malgré cette théorie formelle destinée à écarter les contradictions qui subsistaient dans les sociétés ayant choisi la voie du socialisme dans une situation de faible développement économique, Charles Bettelheim se voit contraint à admettre la permanence de catégories économiques propres au capitalisme. C'est ainsi qu'il considère que la marchandise, la valeur d'échange,

(1) Charles Bettelheim, La Transition Vers l'Economie Socialiste, Maspero, Paris, 1974 (4ème édition), p. 18.

la monnaie, le crédit, le salaire, la division sociale du travail, etc., subsistent dans les économies de "transition vers le socialisme" parce que le stade de maturation de la nationalisation et de la socialisation des moyens de production n'est pas assez mûr. Ces catégories économiques seront abolies dès que le développement des forces productives sera suffisamment important pour permettre la socialisation totale des moyens de production et des sujets économiques:

"(...) En fait, une telle disparition des catégories marchandes suppose une socialisation beaucoup plus poussée qu'elle ne l'est aujourd'hui du processus de reproduction sociale. C'est seulement sur la base de cette socialisation plus poussée du processus de la reproduction que les différentes formes de propriété sociale qui existent aujourd'hui dans tous les pays socialistes pourront céder la place à une propriété pleine et entière de toute la société, qui seule permettra le dépérissement des catégories marchandes". (1)

Ces contradictions entre la production et l'appropriation réelle de la richesse sociale et le stade de socialisation des moyens de production pourront encore être résolues dans le cadre du plan socialiste. C'est cette structure institutionnelle qui est un facteur important pour les sociétés en "transition vers le socialisme". Sa fonction fondamentale est la suppression des lois inhérentes au marché capitaliste, en tant que système irrationnel d'affectation des ressources économiques et humaines. Une fois qu'elle obéit aux directives du plan, l'économie de "transition" va inéluctablement régulariser en termes quantitatifs et qualitatifs l'ensemble de la production, de la consommation et de la reproduction en fonction des intérêts de classe du prolétariat.

Le plan impératif devrait avoir la capacité de conjugeur, en les rationalisant, les besoins sociaux et économiques avec le stade de développement des forces productives et la richesse du pays. En outre, ce qui n'est pas moins important, les moyens de production deviennent propriété de l'Etat prolétarien,

(1) Charles Bettelheim, op. cit., p. 144.

en même temps que le marché est aboli en tant que structure régulatrice de la production et de l'échange de marchandises. Cette condition suffirait à empêcher la formation du profit propre au capitalisme. Le plan supprimera donc les capitalistes et leur action exploiteuse et oppressive (1).

Pour Charles Bettelheim, les sociétés en "transition vers le socialisme" connaissent dans le domaine de l'économie deux évolutions possibles. Si la loi de la valeur et les rapports sociaux de production, tous deux sous-jacents au mode de production capitaliste, subsistaient en tant que loi organique et fonctionnelle, cela conduirait à inverser le processus de "transition" du capitalisme au socialisme, en rétablissant les lois économiques propres au capitalisme. Par contre, si la loi de la valeur a tendance à disparaître en donnant lieu à une forme organique et fonctionnelle nouvelle, appelée par Charles Bettelheim travail social, la construction du socialisme deviendra une réalité historique. C'est donc ainsi que la production de la valeur et de plus-value, tout comme l'accumulation de profit et de marchandises, se trouvaient contrecarrées.

Ces prémisses théoriques procèdent, encore un fois par redondance, du caractère de la propriété collective et sociale des moyens de production et de l'existence du plan socialiste. Selon Charles Bettelheim, la transformation de la logique de la valeur et de l'accumulation de marchandises en production et consommation exclusive de valeurs d'usage sociales est le résultat de la fonction assumée par les moyens de production et le plan d'Etat socialiste. Ce qu'il n'explique pas, c'est le fonctionnement de l'activité productive de richesse et sa rémunération exprimés quantitativement en heures de travail et à travers un salaire inégal propres au capitalisme. Il n'explique pas non plus pourquoi la division sociale du travail entraîne des variations de rémunération en fonction de la qualité du travail. En effet, si l'insertion des travailleurs dans les sociétés en "transition vers le socialisme" et leur identification avec ce processus consistent dans la reproduction de la société en termes de valeur d'usage sociale, on voit mal pourquoi la loi de l'échange quantitative propre au capitalisme subsiste dans ce processus.

Sur ce point, Charles Bettelheim est très clair:

"(...) Dans les formations sociales en transition entre

(1) Charles Bettelheim, op. cit., p. 196.

le capitalisme et le socialisme, l'existence de la forme valeur - et donc des rapports de production correspondants, sur lesquels nous revenons au paragraphe suivant - est toujours le signe d'un type particulier de complexité de la structure de l'économie, et d'un mode particulier de dissimulation et d'inversion. Mais, en outre, la "propriété sociale" des moyens de production - et la planification qui est alors la "scène" sur laquelle se représente l'unité des procès de travail - entraîne l'apparition d'une forme nouvelle de travail "social". Celle-ci implique que le procès social de production peut avoir pour but principal non l'accroissement de la valeur mais l'accroissement des valeurs d'usage. C'est pourquoi dans ces formations sociales, où cependant la forme valeur subsiste, la richesse sociale cesse de se réduire à une "accumulation de marchandises": elle est aussi, elle surtout, disposition de valeurs d'usage". (1)

Un autre aspect abordé par l'auteur c'est la nature et la fonction de l'Etat pendant cette période historique de transformation économique, politique, sociale et culturelle, qu'est "la transition vers le socialisme".

En se réclamant du marxisme-léninisme, il considère que l'Etat représente une structure nécessaire pour consolider la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, son but fondamental étant la défense des intérêts de classe du prolétariat. Mais ce n'était pas là une fonction linéaire, qui n'allait donc pas sans contradictions. Il fallait alors examiner quel était le degré de correspondance et d'identification entre la propriété sociale incarnée par l'Etat et l'appropriation et la fonction réelles des travailleurs dans une société en "transition vers le socialisme".

Une propriété sociale exclusivement fondée sur des prémisses juridiques peut se trouver en contradiction avec les rapports institutionnalisés par le pouvoir entre l'Etat et le prolétariat. Ici encore, deux possibilités se présentent. D'un côté, si les travailleurs contrôlent l'appareil d'Etat et

(1) Charles Bettelheim, Calcul Economique et Formes de Propriété, Maspero, Paris, 1970, p. 45.

prennent toutes les décisions en fonction de leurs intérêts de classe, on a effectivement affaire à un processus de "transition vers le socialisme", dans la mesure où il existe une correspondance et une identification entre la fonction de la propriété sociale et l'appropriation réelle des travailleurs. Mais par contre, si l'Etat est dominé par une classe de fonctionnaires et d'administrateurs, le processus de "transition" subit une dégénérescence d'où est absente toute identification entre l'appropriation sociale et l'appropriation réelle. Sont ainsi créées les conditions de la formation d'une bourgeoisie d'Etat qui exploite et opprime à nouveau le prolétariat. En suivant ce raisonnement, Charles Bettelheim estime qu'il ne suffit pas de nationaliser, socialiser et planifier les moyens de production et les agents économiques pour que la "transition" s'accomplisse au profit exclusif des travailleurs. Ce problème est au centre des divergences politiques et idéologiques des révolutionnaires quant à fonction de l'avant-garde du prolétariat au niveau de l'appareil d'Etat, du parti et des syndicats (1).

Mais une lecture des ouvrages de Charles Bettelheim nous révèle que sa défense intransigeante du modèle de société socialiste instauré en URSS va évoluer et s'infléchir à partir du déclenchement de la révolution culturelle en Chine. Ce fait historique a pris son origine dans les graves conflits qui ont éclaté au sein de l'appareil d'Etat, de l'armée et du PCC, conflits qui vont évoluer vers une situation de guerre civile où la défense des intérêts du prolétariat, de la paysannerie et des étudiants se heurtait aux privilèges de la bureaucratie politique et militaire. La révolution culturelle a eu un gros impact au sein du mouvement communiste occidental. Parmi les nombreux intellectuels qui se sont penchés sur le modèle chinois (2) en se réclamant de ses principes (c'est-à-dire ceux découlant de la révolution culturelle), on trouve Charles Bettelheim.

La dimension révolutionnaire du développement politique et idéologique

(1) Charles Bettelheim, op. cit., pp. 86/87.

(2) A ce sujet, voir notamment: Simon Leys, Ombres Chinoises, Union Générale d'Editions, Paris, 1974; K.S.Karol, La Deuxième Révolution Chinoise, Robert Laffont, Paris, 1973; Maria-Antonietta Macciocchi, De la Chine, Seuil, Paris, 1974; Claudie Broyelle/Jacques Broyelle/Evelyne Tschirhart, Deuxième Retour de Chine, Seuil, Paris, 1977.

prise pendant la révolution culturelle amènera Charles Bettelheim à remettre en question ses positions de jadis, et à envisager "la transition vers le socialisme" en termes purement politiques, juridiques et idéologiques. Autrement dit, ce n'est qu'à partir d'une grande volonté historique révolutionnaire, exprimée dans une action politique et idéologique, que le prolétariat pourra et devra atteindre le socialisme. De ce fait, la détermination de la problématique de la construction du socialisme n'était plus du domaine du développement des forces productives. En effet, dans le cas de l'URSS, l'énorme développement des forces productives n'a pas empêché une bourgeoisie d'Etat d'accomplir une révision des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, et par conséquent de dénaturer le socialisme, en se hissant au statu de classe dominante. Ce qui par contre caractérisait le modèle socialiste chinois, c'était précisément la situation inverse. Dans la polémique qu'il a soutenue avec Paul M. Sweezy, Charles Bettelheim a explicité sa pensée (1).

Cette évolution théorique de Charles Bettelheim l'amène à une radicalisation de ses positions, qui le conduit même à réviser partiellement des conceptions qu'il considèrerait jusqu'alors comme des acquis définitifs de la pensée communiste. C'est ainsi que la construction du socialisme, jusqu'alors fondée sur la fonction et l'essence du plan impératif et de la nationalisation des moyens de production, serait maintenant déterminée, en dernière analyse, par le caractère révolutionnaire de la politique et de l'idéologie de l'avant-garde du prolétariat. C'est pourquoi il s'engage dans la lutte contre les tendances éconômistes de la révolution socialiste. Analyser le socialisme selon le point de vue de la persistance ou non des catégories économiques capitalistes reviendrait à ne retenir que l'aspect formel du problème, en oubliant le contenu et l'authenticité des rapports sociaux de production. Selon Charles Bettelheim, tout pays qui s'engage sur une voie révolutionnaire authentique devrait dynamiser l'évolution structurelle des rapports sociaux de production qui ont pour base la politique et l'idéologie révolutionnaires du prolétariat, tandis qu'à celui-ci revient la tâche de conduire le processus de transformation révolutionnaire dans sa totalité (2).

(1) Paul M. Sweezy/Charles Bettelheim, Lettres Sur Quelques Problèmes Actuels du Socialisme, Maspero, Paris, 1972, pp. 22 à 26.

(2) Paul M. Sweezy/Charles Bettelheim, op. cit., pp. 49 à 51.

Mais le changement de perspective de Charles Bettelheim ne s'est pas borné à l'importance qu'il faut accorder aux facteurs d'ordre politique, idéologique et juridique dans la construction du socialisme. Sa défense des révolutions en Chine, au Vietnam du Nord, etc., le porte à élargir encore, en le révisant, le domaine conceptuel de la problématique de la "transition". Car ces révolutions, déclenchées dans des conditions que le marxisme orthodoxe n'avait absolument pas prévues, exigent une théorie spécifique capable de les insérer de plein droit au coeur des principes de la construction du socialisme.

En se récamant des principes léninistes appliqués pendant la période du communisme de guerre en URSS, Charles Bettelheim prend position contre la conception économiste et déterministe du socialisme. D'après lui, le développement accéléré des forces productives et leur contradiction avec les rapports sociaux de production ne représentent pas un terrain propice, et encore moins le ferment qui fera lever le socialisme. S'il en était ainsi le socialisme serait un mode de production historique dépendant uniquement du niveau technologique et de la richesse matérielle, au lieu d'être le produit historique de la volonté et de l'action révolutionnaires du prolétariat et du peuple en général. En outre, ce déterminisme économique supposait que les classes sociales impliquées dans le processus révolutionnaire étaient limitées au prolétariat et à la bourgeoisie. Le capitalisme, en développant les forces productives, entraînerait une homogénéisation sociale matérialisée dans ce deux classes. Les contradictions de cette évolution mèneraient à une exacerbation de la lutte des classes, et l'avènement historique du socialisme ou la survivance du capitalisme seraient plus déterminés que par le résultat de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ainsi, les intérêts et les actions concrètes de toutes autres couches sociales se réduiraient à la défense, soit des intérêts prolétariens, soit des intérêts de la bourgeoisie.

Or, pour Charles Bettelheim, admettre cette réalité serait supposer qu'il est impossible d'instaurer le socialisme dans des pays de faible développement économique et social. Ça serait donc le cas, par exemple, en Chine où ne s'étaient pas objectivement créées les conditions historiques indispensables pouvant donner lieu à l'abolition du capitalisme et simultanément à l'implantation du socialisme. Dans cette optique, il est conduit à soutenir

que la révolution socialiste, fondamentalement, est le produit des instances politiques, juridiques et idéologiques, seules capables, par leur volontarisme, de déclencher le processus de renversement du système d'oppression et d'exploitation des peuples colonisés et sous-développés, et de s'engager sur la voie de la construction du socialisme (1).

Cependant, les contradictions du modèle de société instauré en Chine se sont révélées sous un jour toujours plus cru, après les épisodes de la lutte pour le pouvoir et la chute de Lin Biao en 1971. En Occident les défenseurs du marxisme-léninisme se sont sentis de plus en plus gênés pour défendre de façon logique le contenu révolutionnaire du socialisme chinois. Le dernier exemple positif de société socialiste sur lequel Charles Bettelheim s'était basé s'avère être un échec de plus. Devant cette hécatombe Charles Bettelheim a dû réviser substantiellement toutes les conceptions qu'il avait défendues à propos du socialisme en général et de "la transition vers le socialisme" en particulier ces dernières 40 années.

Aussi, en 1982, en arrive-t-il à la conclusion que le socialisme n'a jamais existé en URSS. Le maintien du salariat et de l'existence d'une bureaucratie qui gère les moyens de production pour son propre bénéfice économique et social est à l'origine d'une nouvelle forme de capitalisme (2).

(1) Charles Bettelheim, Les Luittes de Classes en URSS (1ère période 1917-1923), Seuil/Maspero, Paris, 1974, p. 31.

(2) A ce sujet, voir: Charles Bettelheim, Les Luittes de Classes en URSS (3ème période 1930-1941), Seuil/Maspero, Paris, 1982, pp. 12 à 17.

3.2 - LE SOCIALISME SELON LA PERSPECTIVE DES CONSEILS OUVRIERS

La théorie des conseils ouvriers a été incarnée par Anton Pannekoek dans la mesure où cet auteur a fait l'analyse la plus approfondie de la nature et de la fonction spécifique des conseils ouvriers en tant qu'instrumental fondamental de la réalisation historique de la société socialiste. Il se situe, fondamentalement, dans le camp du marxisme orthodoxe et révolutionnaire. Au début de la révolution russe de 1917, il prend parti pour le modèle de société socialiste instauré par les bolcheviks sans pour autant se départir d'un point de vue critique (1). En tant que militant révolutionnaire hollandais, Anton Pannekoek s'est montré un théoricien marxiste de caractère internationaliste, ce qui l'a amené à prendre position sur les luttes du prolétariat pour le socialisme au niveau mondial. La défaite du prolétariat allemand en mars 1921, et l'imposition, à la même époque, des vingt et une conditions aux partis communistes membres de l'Internationale Communiste, sous l'égide du parti bolchevique, lui ont fait alors prendre ses distances à l'égard du principe et du contenu du socialisme soviétique instauré par les bolcheviks (2).

L'instauration du fascisme en Allemagne signa l'arrêt de mort de toute l'activité des militants révolutionnaires marxistes dans ce pays. C'est précisément à partir de ce moment que, poursuivant son activité au sein du GIC (Groupe des Communistes Internationaux), Anton Pannekoek initie la systématisation de ses thèses sur les conseils ouvriers. Il se met à critiquer la fonction des partis et des syndicats ouvriers, ainsi que celle des parlements en tant que structures organisatrices contre-révolutionnaires et incapables de développer la lutte menant à l'émancipation des travailleurs. Loin de lutter pour la fin de l'oppression et de l'exploitation sur la classe ouvrière, ces institutions se bureaucratisent et luttent pour leurs propres privilèges (3).

Les conseils ouvriers, en tant qu'ils sont créés et développés par les ouvriers eux-mêmes dans les usines au cours de leurs luttes contre le capital, représentent les structures capables de dépasser les aspects réformistes et contre-révolutionnaires défendus par les partis et les syndicats. S'organisant en conseils ouvriers, le prolétariat pourrait instituer sa dictature de

(1) Sur la vie et l'oeuvre d'Anton Pannekoek, voir l'excellent travail de Serge Bricianer, Pannekoek et les Conseils Ouvriers, EDI, Paris, 1969.

(2) Serge Bricianer, op. cit., pp. 211 à 237.

(3) Serge Bricianer, op. cit., pp. 259 à 266.

classe et ainsi réaliser le socialisme de façon positive à l'échelle mondiale.

Après avoir commencé à développer ses thèses sur les conseils ouvriers, dans lesquelles il se réclame de l'héritage du marxisme révolutionnaire, Anton Pannekoek estime que le modèle de société instauré par les bolcheviks en URSS est incompatible avec le vrai socialisme préconisé par l'oeuvre de Karl Marx. Selon lui, les transformations économiques, sociales, politiques et culturelles de la Russie soviétique n'ont constitué en rien une révolution prolétarienne, mais présentent au contraire, toutes les caractéristiques d'une révolution bourgeoise. En nationalisant les moyens de production et en s'emparant de l'appareil d'Etat, les bolcheviks ont assuré la fonction historique du développement des forces productives et du capitalisme en URSS, et se sont comportés du coup comme une classe dominante en se substituant à la bourgeoisie russe, qui s'était avérée incapable de remplir sa mission historique de classe dirigeante et dominante. Ce faisant, ils ont rétabli les conditions d'exploitation et d'oppression de la classe ouvrière.

Pour Anton Pannekoek, il ne suffisait donc pas nationaliser les moyens de production au nom du prolétariat. Pour parvenir au socialisme, l'avant-garde du prolétariat - partis et syndicats - ne pourrait jamais agir et penser en fonction des intérêts de cette classe (1). Par ailleurs, le socialisme ne pourrait devenir réalité qu'après que le capitalisme aurait rempli sa mission historique:

"(...) Le système de production qui s'est développé en Russie est un socialisme d'Etat. C'est une production organisée, où l'Etat est un employeur universel, le maître de l'appareil productif. Les travailleurs n'y sont pas plus maîtres des moyens de production que dans le capitalisme occidental. Ils reçoivent un salaire et

(1) D'autres auteurs ont partagé le même point de vue qu'Anton Pannekoek, ou un point de vue proche. Voir par exemple: Karl Korsch, Marxisme et Philosophie, Minuit, Paris, 1964; Karl Korsch, Karl Marx, Champ Libre, Paris, 1971; Karl Korsch, Marxisme et Contre-Révolution, Seuil, Paris, 1975; Paul Mattick, Intégration Capitaliste et Rupture Ouvrière, EDI, Paris, 1972; Paul Mattick, Marx et Keynes, Gallimard, Paris, 1975; Otto Rühle, Fascisme Brun, Fascisme Rouge, Spartacus, Paris, 1979.

sont exploités par l'Etat qui est le capitaliste unique (et de quelle taille!). C'est pourquoi le nom de capitalisme d'Etat peut tout autant qualifier ce système. L'ensemble de la bureaucratie de fonctionnaires, qui dirige et gouverne le pays, est le véritable propriétaire des usines. Elle forme la classe possédante. Ses membres sont en fait les propriétaires des moyens de production, non séparément, chacun ayant droit à sa part, mais collectivement, tous ensemble. A eux de remplir la fonction et la tâche qui furent remplies en Europe occidentale et en Amérique par la bourgeoisie: développer l'industrie et la productivité du travail. A ceux de transformer la Russie, de pays agricole et barbare, en pays civilisé, moderne, c'est-à-dire ayant une grande industrie". (1)

La liaison conceptuelle avec le marxisme revendiquée par Anton Pannekoek se situe sur le plan de la fonction de l'ouvrier en tant que producteur, organisateur et consommateur de richesse sociale et comme membre crucial de la société. En d'autres termes: face au caractère nocif du mode de production capitaliste, il cherche à identifier le producteur de toute la richesse sociale avec l'appropriation de celle-ci. Le travail, l'industrie, la technique et la science sont des fondements de la production de la richesse sociale. De par sa fonction spécifique et déterminante dans ce processus de production de richesse sociale, la classe ouvrière doit, en dernière analyse, le dominer et le gérer en fonction de ses seuls intérêts de classe. Producteur de richesse, le prolétariat, qui devrait naturellement avoir une vie humaine et harmonieuse, est exploité et opprimé par la fonction et la nature des rapports sociaux de production capitalistes et par la nature de l'Etat bourgeois. Le but de la production, de l'accumulation et de la consommation de la richesse sociale est le profit, l'ouvrier est relégué au stade d'appendice aliéné de la logique de la machine productive et consommatrice de valeur et de plus-value.

La nécessité historique du socialisme est visible et perceptible à travers

(1) Anton Pannekoek, Les Conseils Ouvriers, Béliabaste, Paris, 1974, p. 182.

cette condition d'oppression, d'exploitation et d'aliénation du prolétariat dans la société capitaliste. Bien qu'il se situe dans le camp du marxisme, Anton Pannekoek conteste le léninisme, le stalinisme, le trotskysme ou le maoïsme. Pour se libérer, les travailleurs n'ont pas besoin d'avant-gardes politiques et syndicales. Cette tâche, il leur appartient de la prendre en charge par eux-mêmes, en s'organisant dans le cadre de structures où toutes les formes de hiérarchie ou de division sociale du travail institutionnalisées seraient absentes. La réalisation historique d'un socialisme qui vise uniquement à satisfaire les intérêts des travailleurs est jugée fondamentalement ici en fonction de la classe ouvrière telle qu'elle est engagée dans le processus de production de la valeur et de la richesse sociale. Il n'y a que l'homogénéité révolutionnaire, en tant qu'elle est le produit du processus de production de la valeur et de la condition d'esclave moderne du capital qui puisse amener le prolétariat à une dynamique de solidarité et de conscience de classe susceptibles de conduire à la réalisation historique du socialisme. Le socialisme serait donc le produit historique inéluctable du caractère irrationnel et inhumain des rapports sociaux de production, déterminé par le développement accru des forces productives. Et par sa situation au sein des forces productives et dans les rapports sociaux de production, le prolétariat constituait la seule force révolutionnaire capable de résoudre cette contradiction historique:

"(...) La classe ouvrière se trouve donc en face à la nécessité de prendre elle-même la production entre ses mains. La domination sur les machines, sur les moyens de production doit être ôtée des mains indignes de ceux qui en font un tel usage. C'est là la cause commune de tous les producteurs, de tous ceux qui assurent le travail productif dans la société: les ouvriers, les techniciens et les paysans. Mais c'est aux principales et éternelles victimes du système capitaliste - et qui forment en outre la majorité de la population - aux ouvriers, qu'incombe la tâche de se libérer eux-mêmes et, du même coup, le monde, de ce fléau. Ils doivent devenir les maîtres des usines, les maîtres de leur propre travail et le mener selon leur

propre volonté. Alors les machines reprendront leur véritable destination: la production en abondance des biens pour satisfaire aux nécessités de la vie de tous". (1)

Ainsi, pour Anton Pannekoek, la construction du socialisme passait par la constitution préalable des conseils ouvriers. Ces structures d'organisation prolétarienne avaient pour but la détermination des besoins de production, de reproduction et de consommation nécessaires à toute la société. Leurs fonctions et leurs formes d'organisation en faisaient l'auto-gouvernement des travailleurs. Ceci posé, la réalisation pratique des transformations opérées au cours de la période de "transition" du capitalisme au socialisme ne supposait d'aucune façon l'existence d'un Etat prolétarien structurellement défini comme l'avant-garde de la classe ouvrière, dont le but serait d'exercer une violence de classe du prolétariat sur la bourgeoisie. Telle qu'Anton Pannekoek la voyait, la dictature du prolétariat devait s'exercer fondamentalement à l'intérieur du processus de production, de reproduction et de consommation de la richesse sociale. Cette dictature se fonderait sur la suppression des catégories économiques et des structures organisatrices capitalistes: salariat, valeur d'échange, marchandise, profit, division sociale du travail, Etat, police et armée, etc. Les conseils ouvriers, en tant que structures organisatrices de l'auto-gouvernement de la société (ayant pour base la démocratie directe au sein d'assemblées qui détermineraient les besoins de la reproduction, de la consommation et de la production à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale), liquideraient toute séparation dans tous les domaines, que ce soit le politique, le juridique, l'économique ou le culturel.

Dans cette perspective, le prolétariat n'avait nul besoin des partis ou de syndicats pour le diriger dans sa lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Même chose en ce qui concernait l'Etat, structure répressive et improductive par excellence. Ainsi, pour Anton Pannekoek, "la transition vers le socialisme" réalisée dans ce cadre abolirait à la source toute possibilité de bureaucratisation et d'étatisation capitaliste de l'économie et de la société. Les conseils ouvriers, en tant qu'organisations de travailleurs fonctionnant selon le principe de la démocratie directe - souveraineté des

(1) Anton Pannekoek, op. cit., p. 61.

assemblées, délégués élus et révocables à tout moment -, avaient la capacité révolutionnaire d'empêcher toute déviation pouvant conduire à une bureaucratisation de la société socialiste ou amener le retour de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme. On peut dire que, pour Anton Pannekoek, cette forme prolétarienne d'organisation de la société était l'antithèse de ce qui représentait l'échec historique du socialisme instauré par les bolcheviks en URSS:

"(...) Les conseils ouvriers sont la forme d'auto-gouvernement qui remplacera, dans les temps à venir, les formes de gouvernement de l'ancien monde. Bien entendu, pas pour toujours; aucune de ces formes n'est éternelle. Quand la vie et le travail en communauté constituent une façon d'être normale, quand l'humanité contrôle entièrement sa propre vie, la nécessité fait place à la liberté et les règles strictes de justice établies auparavant se résolvent en un comportement spontané. Les conseils ouvriers sont la forme d'organisation de la période de transition pendant laquelle la classe ouvrière lutte pour le pouvoir, détruit le capitalisme et organise la production sociale. (...) Il n'y a plus de séparation entre le politique et l'économie, autrefois activités quotidiennes d'un corps de spécialistes, d'une part, et de la masse des producteurs. Pour la communauté indivise des producteurs, politique et économie ont fusionné; il y a unité de la réglementation générale et du travail pratique de production".(1)

La conception productiviste et ouvriériste de Karl Marx par rapport à la fonction du prolétariat est significativement accentuée par Anton Pannekoek. Si pour Karl Marx le prolétariat, de par sa fonction de producteur de plus-value et de valeur, était investi d'une mission historique inéluctable, celle d'accomplir une révolution socialiste, Anton Pannekoek considère en outre que cette classe sociale est la seule à pouvoir faire preuve de solidarité et d'établir des rapports harmonieux au sein de la société socialiste et avec la na-

(1) Anton Pannekoek, op. cit., pp. 119-121.

ture. La survie de l'espèce humaine et l'équilibre qu'il lui faut inventer avec la nature dépendaient de l'harmonie et de la solidarité véhiculée par la condition ouvrière. Cette perception théorique implique que le socialisme est aussi une nécessité historique inhérente à l'évolution de l'humanité. La rupture historique entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production n'est pas seulement un événement inéluctable, il est encore indispensable à la survie de l'humanité (1).

L'aptitude révolutionnaire attribuée ici aux conseils ouvriers, en tant que structure déterminante dans la construction du socialisme, se fonde sur une conception essentiellement ouvriériste: elle émerge particulièrement chez Anton Pannekoek lorsqu'il aborde les contradictions qui pourraient survenir dans la "transition" du capitalisme au socialisme. C'est ainsi que les contradictions et antagonismes inhérents à la division sociale du travail, aux rapports entre dirigeants et subordonnés, entre techniciens aux professions complexes et ouvriers sans qualification professionnelle, entre les salaires et les fonctions correspondant à cette stratification sociale, à la diversité des personnalités du genre humain, aux problèmes en rapport avec la vie quotidienne locale, régionale, nationale et internationale, etc., tout cet ensemble potentiel d'obstacles dans le processus de transformation révolutionnaire pourrait être franchi, selon lui par la capacité et l'essence révolutionnaires de la classe ouvrière organisée en conseils ouvriers.

Cette perspective optimiste unilatérale d'évolution sociale, économique, politique et culturelle ne comporte pas, en principe, des contradictions internes secrétées par la condition même de la classe ouvrière. L'analyse de d'Anton Pannekoek de la fonction du parti bolchevique par rapport à la classe ouvrière en Russie est un bon exemple de ce point de vue (2).

Anton Pannekoek a fait une critique radicale du modèle de société socialiste instauré en URSS, qu'il considère comme une forme de capitalisme d'Etat. Sa critique porte également sur la fonction bureaucratique et contre-révolutionnaire des partis et des syndicats, en tant que structures éloignées des intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière, et qui se sont identifiées à la logique réformiste du système capitaliste. A cela il oppose le socialisme considéré comme la substance même d'un mouvement ouvrier qui, du coeur même du processus de production et de reproduction de la valeur et du capital, reculera tout ce qui a pour fonction de perpétuer le mode de production capitaliste.

(1) Anton Pannekoek, op. cit., p. 200.

(2) Anton Pannekoek, op. cit., pp. 188/189.

3.3 - LA CONCEPTION DU SOCIALISME SELON LE GROUPE "SOCIALISME OU BARBARIE" ET CORNELIUS CASTORIADIS

L'oeuvre théorique du groupe constitué au tour de la revue "Socialisme ou Barbarie", parue entre 1949 et 1965, représente un travail d'investigation approfondie sur le contenu du socialisme contemporain. De cet ensemble considérable de réflexions et d'analyse égrénés au fil de 40 numéros, nous nous contenterons d'examiner les éditoriaux qui nous paraissent les plus importants et les articles de Cornelius Castoriadis (et aussi, partiellement par Claude Lefort) ont constitué la base théorique fondamentale du groupe "Socialisme ou Barbarie" (1).

A la date de la formation du groupe, en 1949, ses positions théoriques se fondaient, fondamentalement, sur la défense du marxisme révolutionnaire et critique, en opposition aux thèses défendues par Staline, Léon Trotsky et le marxisme-léninisme en général, et critiquaient le modèle de société socialiste implanté en URSS. La dimension théorique de ses analyses s'étendait aussi au contenu de l'évolution capitaliste après la Deuxième Guerre mondiale en même temps qu'au contenu de ce qui aurait dû être le socialisme contemporain.

En 1949, ses idées sur les hypothèses historiques du socialisme se trouvent dans le ligne du marxisme orthodoxe. C'est-à-dire que le socialisme, en tant qu'alternative historique révolutionnaire et modèle de société, n'était possible qu'à partir d'une rupture structurelle et historique au sein du capitalisme, déterminé par le développement des forces productives et des rapports sociaux de production. D'un autre côté, cette alternative ne saurait être valable que si la dynamique socialiste s'étendait à l'échelle planétaire. La réunion de ces deux facteurs fondamentaux permettrait l'avènement des conditions objectives et subjectives d'une réelle socialisation et appropriation de la richesse sociale et du bien-être social. La présence d'une solidarité de classe au niveau planétaire, non seulement changerait radicalement le rapport de forces entre les classes sociales au profit du prolétariat, mais elle

(1) Cornelius Castoriadis a utilisé deux pseudonymes dans le revue Socialisme ou Barbarie : Pierre Chaulieu, du n° 1 au n° 26, et Paul Cardan, du n° 27 au n° 40.

permettrait aussi la réduction du gaspillage inhérent à la logique capitaliste de l'échange de marchandises et des conflits entre nations. Si on supprimait les principes de la production, de la consommation, de l'accumulation et de l'échange de marchandises fondés sur la production et l'appropriation de plus-value, on pourrait finalement résoudre le problème des insuffisances dans le développement des forces productives et les conditions naturelles, de façon à permettre que certains pays puissent avoir accès à l'appropriation de la richesse en conditions positives:

"(...) Le socialisme n'est pas un régime idéal imaginé par des rêveurs bénévoles ou des réformateurs chimériques, mais une perspective historique positive dont la possibilité de réalisation se base sur le développement de la richesse de la société capitaliste. C'est parce que la société est arrivée à un tel point de développement des forces productives qu'il est possible d'atténuer profondément d'abord, de supprimer rapidement par la suite de la lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins matériels, c'est à la cause de ces possibilités objectives que le socialisme n'est pas un absurde. Mais ces possibilités n'existent que lorsque l'on envisage l'économie mondiale prise dans son ensemble. (...) La révolution mondiale peut accomplir ces objectifs par la suppression du parasitisme des classes exploiteuses et leurs instruments étatiques bureaucratiques, par la suppression des dépenses militaires, par le développement de l'économie débarrassée des obstacles de la propriété privée et du clisonnement national, par la rationalisation et la planification de la production à l'échelle mondiale, par le développement des pays retardataires, et surtout par l'épanouissement de la productivité du travail humain libéré de l'exploitation, de l'aliénation et de l'abrutissement capitaliste et bureaucratique". (1)

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 1, mars/avril 1949, Paris, pp. 29-31.

Mais le groupe "Socialisme ou Barbarie" considère qu'il faut une phase de "transition" entre le capitalisme et le communisme. Si de fait, sur ce point, ils se placent dans la perspective du marxisme orthodoxe il n'en est rien en ce qui concerne la fonction du prolétariat pendant cette période de transformations économique, sociale, politique et culturelle. En effet, s'il voulait éviter la bureaucratisation du processus révolutionnaire socialiste (comme il advint en URSS), il fallait éviter que le prolétariat se limite à des transformations révolutionnaires dans les seuls domaines de la nationalisation et de l'étatisation de l'économie. Pour que la révolution socialiste fût totale et authentique, les travailleurs devaient, au contraire, s'assurer non seulement de la propriété juridique des moyens de production, mais encore du contrôle de la gestion de la production, de la reproduction et de la consommation réelle de toute la société. Le socialisme ne serait une réalité historique positive que si c'étaient les travailleurs qui dirigeaient eux-mêmes tous les mécanismes de l'économie et de la société.

De ce fait, la lutte contre la bureaucratie exigerait que les travailleurs, tant à l'échelon du poste de travail local qu'au niveau régional, national et international, prennent le contrôle, par leur intervention directe sur la direction et la gestion de la société, de tous les besoins inhérents à la production et à la reproduction de celle-ci (1).

Soulignons que, dès le début de son activité, tout en s'élevant, contre un type de socialisme et d'organisation ouvrière dominé par la bureaucratisation, le groupe n'en tenait pas moins pour essentiel que le prolétariat, pour pouvoir penser et agir de façon révolutionnaire, se dote d'une avant-garde. La défense de ce principe s'appuyait sur la reconnaissance de l'existence de différences de conscience de classe au sein du prolétariat. Il y avait donc besoin d'un groupe ou d'une organisation capable de transmettre à l'ensemble de la classe ouvrière la conscience de classe indispensable à la lutte pour le socialisme. Cette thèse s'accorde avec les principes léninistes de la hiérarchie de la conscience de classe et du savoir au sein de la société. La grande différence avec le léninisme résidait dans la façon de transmettre cette conscience de classe révolutionnaire à l'ensemble de la classe ouvrière. En

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n°1, op. cit., p. 43.

effet, ce processus ne devait jamais être fondé sur une bureaucratie de parti ou syndicale professionnalisée. De plus, pour le groupe "Socialisme ou Barbarie", l'une des tâches de cette avant-garde serait justement d'empêcher que la société socialiste ne s'engageât dans la voie de la bureaucratisation (1).

La critique de la nature du socialisme instauré en URSS et de l'identification du mouvement communiste international avec son modèle de société, a marqué dans une large mesure le spécificité théorique du groupe "Socialisme ou Barbarie". Sa rupture avec le trokysme et le marxisme-léninisme est la conséquence immédiate de ces positions. Dans son analyse des rapports sociaux de production en URSS, Cornelius Castoriadis est implacable à ce sujet.

De ce fait, considère il que la nationalisation des moyens de production en URSS et leur transformation juridique en propriété de l'Etat prolétarien ne sont pas, en soi, des conditions suffisantes pour qu'on puisse affirmer que les travailleurs qui produisent toutes les richesses, en deviennent les maîtres de la société et les propriétaires réels des moyens de production. C'est donc dans la nature des rapports sociaux de production qu'il faut chercher l'essence et l'authenticité socialiste du système soviétique. Quoique, d'un point de vue formel et juridique, les moyens de production en URSS ou dans les pays d'économie privée aient un contenu et des fonctions formels bien diverses, la pratique réelle des processus de production de la valeur et de plus-value suit la même logique exploiteuse et oppressive. Dans les deux systèmes, l'identification entre production de richesse et appropriation de celle-ci est absente. Que ce soit dans la gestion collective et bureaucratique (pays socialistes sur le modèle soviétique), ou dans la gestion capitaliste privée, on constate la domination du travail vivant par le travail mort (2).

Ceci est la conséquence du fait que la bureaucratie de l'appareil d'Etat et du parti dispose des moyens de production en fonction de ses intérêts et privilèges de classe. Dans la division sociale du travail inhérente à la stratification sociale de l'Etat soviétique, c'est à la bureaucratie que revient la tâche de fixer tous les besoins concernant la production, la consom-

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 2, mai-juin 1949, pp. 42/43.

(2) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 2, op. cit., pp. 34 à 41.

mation et la reproduction de la société soviétique dans son ensemble. De ce fait, elle détermine la nature et les modalités de ce qui doit être produit, les techniques à utiliser dans les cours des processus de production, les exportations et les importations de marchandises, le montant de salaires à attribuer pour chaque profession dans le cadre de la stratification de la division sociale du travail du système socialiste, etc. Pour Cornelius Castoriadis, ce qui était en cause, c'était la nature des rapports sociaux de production sous-jacents à l'identification du prolétariat à la production et à l'appropriation réelle de la richesse sociale existante:

"(...) Par le simple fait cependant qu'une partie de la population, la bureaucratie, dispose des moyens de production, une structure de classe est immédiatement conférée aux rapports de production. Dans cet ordre d'idées, le fait de l'absence de la "propriété privée" capitaliste ne joue aucun rôle; la bureaucratie disposant collectivement des moyens de production, ayant sur ceux-ci le droit d'user, de jouir et d'abuser (pouvant créer des usines, les démolir, les concéder à des capitalistes étrangers, disposant de leur produit et définissant leur production) joue vis-à-vis du capital social de la Russie le même rôle que les gros actionnaires d'une société anonyme vis-à-vis du capital de celle-ci".(1)

Un autre aspect visé par la critique de Cornelius Castoriadis concerne le rapport existant entre la loi de la valeur et la répartition des revenus. C'est ainsi qu'il s'élève contre les positions de Staline, Léon Trotsky et Charles Bettelheim au sujet de la nécessité historique d'une hiérarchie salariale devant résulter de la qualité, de la quantité et de la rareté du travail telles qu'elles existent sur le marché du travail en URSS. Ces thèses se fondaient sur le fait que quelques professions plus complexes et qualifiées (où les coûts de formation étaient élevés) avaient droit à un salaire plus élevé, car elles créaient plus de valeur. En revanche, d'autres professions plus simples et moins qualifiées (dont les coûts de formation étaient bas) touchaient un

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 2, op. cit., p. 40.

salaire réduit, étant donné que leur travail créait une valeur également réduite. Il y aurait donc une rémunération différente en fonction la valeur créée par chaque travailleur. Toujours selon Staline, Léon Trotsky et Charles Bettelheim, l'éventail des salaires se justifiait aussi par la pénurie des postes de travail dans certains secteurs du marché du travail socialiste. En effet, pour les professions plus difficiles ou pénibles, l'offre sur le marché du travail était réduite, et donc engendrèrent des salaires plus élevés. Par contre, pour les professions moins difficiles ou moins pénibles, la situation était inverse et par conséquent les salaires moins élevés.

Pour cette analyse du mode de production capitaliste, Cornelius Castoriadis prend pour base les catégories économiques purement capitalistes que Karl Marx avait critiqué dans le Capital comme étant les fondements de l'exploitation et de l'oppression capitalistes sur la classe ouvrière. Admettre le fonctionnement de la loi de la valeur et des lois du marché capitaliste, c'était admettre les fondements de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par homme dans la société socialiste:

"(...) Pour la totalité des apologistes du stalinisme, et même pour ceux qui, comme Trotsky, insistent à voir dans la structure de l'économie bureaucratique une solution, peut-être erronée? mais imposée par la conjoncture historique, des problèmes de "l'économie de transition", la distinction entre la valeur du travail simple et celle du travail qualifié comme aussi la "rareté" de ce dernier, servent comme base commode d'explication et (dans le cas des staliniens avoués) de justification de l'exploitation bureaucratique. (...) En somme, nous nous trouvons devant une différenciation des revenus absolument sans rapport ni avec la valeur de la force de travail fournie ni avec une politique "destinée à orienter les travailleurs vers les différentes branches de la production, conformément aux exigences du plan". (...) Car, après tout, on ne peut pas oublier que les arguments justifiant les revenus de couches exploiteuses par la "rareté" du facteur de production dont ces couches disposent (l'intérêt par la "rareté"

du capital, la rente foncière par la "rareté" de la terre, etc....- les revenus bureaucratiques par la "rareté" du travail qualifié) ont toujours constitué le fond de l'argumentation des économistes bourgeois visant à justifier l'exploitation". (1)

L'évolution des thèses défendues par le groupe "Socialisme ou Barbarie" et Cornelius Castoriadis sera très prononcée. Au début, ce changement concerne le caractère qu'a pris le développement historique du capitalisme après la Deuxième Guerre mondiale et le besoin consécutif de mise à jour du contenu historique du socialisme. Ainsi, le développement gigantesque de la technologie, de la science et de la bureaucratie a eu des conséquences profondes sur la restructuration de la société capitaliste. Les rapports sociaux de production, au lieu d'être déterminés par les caractéristiques de la production et de la consommation de marchandises sont devenus des rapports essentiellement hiérarchiques et bureaucratiques. De ce fait, le fonctionnement de la société capitaliste a rendu les rapports sociaux de production plus complexes et la vie quotidienne des individus en est devenue moins transparente. Le processus de destruction et l'aliénation généralisée de l'individu prolétarisé et inséré dans le processus bureaucratique de production et de reproduction de la société est devenu une normalité massifiante. Pour inverser cette dynamique négative il fallait recourir à une action consciente et volontariste capable de radicaliser le processus de la lutte des classes contre le capital.

Dans une certaine mesure, à l'encontre des prémisses économistes et déterministes de la lutte des classes défendues par Karl Marx, Cornelius Castoriadis considère que la contradiction fondamentale réside dans l'aliénation et la robotisation de l'individu prolétarisé dans les domaines du travail, de la production et de la consommation de marchandises. L'individu prolétarisé est victime de l'omniprésence et de l'omnipotence d'une technologie abrutissante et irrationnelle et d'une bureaucratie qui atrophie et contrôle toutes ses potentialités créatives.

Dans cette situation, la nécessité de la réalisation du socialisme n'est pas le produit de l'incapacité historique du capitalisme à perpétuer le déve-

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 2, op. cit., pp. 51-64-65.

loppement des forces productives, comme le croyait Karl Marx. Pour Cornelius Castoriadis, la nécessité historique de lutter contre le capitalisme est, avant tout, un phénomène issu de la lutte du prolétariat contre l'aliénation et la robotisation atteinte par les rapports sociaux de production capitalistes. Le socialisme devait donc être la personnification d'une classe ouvrière authentiquement consciente et mûre. Etant en rapport étroit avec la bureaucratisation et aliénation du travail humain, seul le prolétariat peut et doit se libérer de l'emprise tentaculaire du capitalisme bureaucratisé. Cette fonction révolutionnaire émanant exclusivement du processus de production de la valeur et de plus-value est fondamentale, dans la mesure où, d'une part, le prolétariat est incapable d'agir et de penser de façon transparente à partir de son espace politique, social et culturel. D'autre part, l'Etat, les partis et les syndicats ont tendance à l'intégrer bureaucratiquement dans la logique réformiste du capital. La réponse historique du prolétariat authentiquement révolutionnaire est représentée par l'insurrection des conseils ouvriers en Hongrie, en 1956. A partir de là, Cornelius Castoriadis devient un partisan des conseils ouvriers (1).

En même temps, les transformations opérées par la révolution socialiste ne se bornaient pas au schéma productiviste et progressif des forces productives, pas plus qu'à la consommation de marchandises en termes prétendument rationnels. Cette perspective mettait en cause les principes du marxisme orthodoxe, qui fonde l'essence et la fonction historique du socialisme sur la capacité de ce système à développer d'une façon positive les forces productives et à créer, simultanément, davantage de bien-être social. Pour Cornelius Castoriadis, le socialisme repose sur la capacité autonome des travailleurs à renverser l'irrationnalité et l'aliénation de la technologie, du travail et de la bureaucratie dans la société moderne capitaliste. Par là, l'émancipation des travailleurs ne s'accorde pas avec la logique du développement, de la production et de la consommation à tout prix, dont est remplie la perspective marxiste orthodoxe (surtout les positions défendues pour Karl Kautsky et Edouard Bernstein). La fonction primordiale de la révolution socialiste est de renverser cette réalité capitaliste moderne. La "transition" entre le capitalisme et socialisme, pour Cornelius Castoriadis, c'est justement la transformation

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 22, juillet/septembre 1959, Paris, pp.6/7.



de ce processus de développement irrationnel, qui doit abolir l'aliénation du travail et de l'individu prolétarisé :

"(...) Entre le capitalisme et le communisme il n'y a pas trente-six périodes et "sociétés de transition", comme on a voulu le faire croire, il n'y en a qu'une: la société socialiste. Et cette société n'est caractérisée en premier lieu ni par la liberté politique, ni par l'expansion des forces productives, ni par la satisfaction croissante des besoins de consommation, mais par la transformation de la nature et le contenu du travail, ce qui signifie: la transformation consciente de la technologie héritée de façon à subordonner pour la première fois dans l'histoire cette technologie aux besoins de l'homme non pas seulement en tant que consommateur, mais en tant que producteur. La révolution socialiste signifiera le début de cette transformation, et sa réalisation marquera l'entrée de l'humanité dans l'ère communiste". (1)

En suivant toujours cette évolution critique, vers la fin des années 50, Cornelius Castoriadis radicalise davantage ses positions. Cette fois encore, la radicalisation de ses positions est le résultat des innovations et transformations structurelles opérées au sein du développement du mode de production capitalisme et du mouvement social ouvrier. Les échecs et tentatives frustrées des actions révolutionnaires du prolétariat et simultanément son conformisme et son intégration dans la logique réformiste du capital, des partis et des syndicats, va lui faire remettre en cause et reviser quelques-unes des positions qu'il avait jusque alors défendues. Sans oublier ce principe selon lequel seul le prolétariat, de par sa fonction au sein du processus de production et de travail, peut être le sujet de sa libération, il faut pourtant reconnaître qu'il a été le premier responsable des multiples échecs révolutionnaires et même qu'il est à la base du réformisme historique du capitalisme et l'évolution bureaucratique des partis et des syndicats ouvriers.

La dégénérescence et la bureaucratisation des partis et des syndicats sont

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 22, op. cit., p. 16.

le résultat du conformisme et de la passivité du mouvement ouvrier. Il est donc inutile d'attribuer toutes les fautes aux directions syndicales et aux partis, pour s'être écartés de la voie révolutionnaire. Le conformisme de leurs structures et leur intégration dans la logique du capitalisme bureaucratique est aussi le résultat de la perméabilité du mouvement social ouvrier aux actions réformistes du capitalisme. De même qu'on peut considérer les syndicats comme des usines de gestion sociale dans le rapport marchand que que le mouvement ouvrier maintient avec le capitalisme, il est tout aussi indispensable de comprendre les bénéfices sociaux et économiques que les ouvriers ont arraché aux capitalistes grâce à ces structures. Ainsi, on peut affirmer que le conformisme et l'identification du prolétariat avec le capitalisme sont passés par la création et la défense des structures bureaucratiques exprimées dans les partis et les syndicats avec leurs caractéristiques actuelles (1).

En élaborant sa théorie sur l'évolution opérée au sein du capitalisme contemporain et du système de société socialiste, Cornelius Castoriadis a été amené à critiquer certaines prémisses analytiques que Karl Marx avait développées sur la nature du capitalisme et du socialisme. C'est ainsi qu'il tient pour erronée la conception marxienne du phénomène de la réification des rapports sociaux de production déterminé par la fonction et la nature du marché et de la marchandise. L'aliénation humaine, en tant que produit de la réification exprimée par la valeur d'usage et d'échange, représentait un phénomène dont la source se situait dans les rapports sociaux de production capitalistes. Ou, en d'autres termes, dans le rapport hiérarchique établi entre dirigeants et subordonnés dans le processus de production et de reproduction de la société dans son ensemble, entre la machine bureaucratique gigantesque qui contrôle tout ce qui est produit, consommé ou détruit et la grande masse des producteurs et consommateurs qui obéit de façon passive et aliénée.

La nature et la fonction de la marchandise force de travail, telle que Karl Marx l'avait analysée dans sa critique du mode de production capitaliste, sont également mises en cause par Cornelius Castoriadis. Pour celui-ci, l'ouvrier ne peut être réduit aux strictes fonction et condition de catégorie

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 27, avril-mai 1959, Paris, p. 73.

économique du capital. Ne considérer exclusivement l'ouvrier qu'en tant que réalité marchande dans le processus de production de valeur et de plus-value, ce serait le prendre pour un objet économique passif et facilement manipulé par le capital. La spécificité que Karl Marx décèle dans la valeur d'usage et dans la valeur d'échange de la marchandise force de travail est contradictoire avec l'identité économique et marchande dont il affirme qu'elle constitue leur essence. En effet, la valeur d'échange n'est pas toujours déterminée par ses coûts de production et de formation. Et la valeur d'usage n'est pas toujours fonction de la contre-partie monétaire exprimée en salaire. Les contingences de la valeur d'usage et de la valeur d'échange reflètent, dans bien des cas, les luttes de la classe ouvrière contre le capitalisme, et ne peuvent s'exprimer totalement en termes marchand et coûts de production. Pour Cornelius Castoriadis, il serait faux de considérer l'ouvrier comme une simple marchandise ou catégorie économique du capital. Cette hypothèse reviendrait à supposer qu'au fond le système capitaliste a la capacité de réduire le prolétariat à la condition d'objet économique passif, complètement dépendant du caractère pris par le développement des forces productives.

Un autre sujet de critique que Cornelius Castoriadis adresse à la théorie marxienne concerne les facteurs déterminants de la désagrégation du mode de production capitaliste. Pour Karl Marx, la rupture historique du capitalisme aura lieu quand le développement des forces productives entrerait en contradiction avec la nature évolutive des rapports sociaux de production. L'évolution de la composition organique du capital, la chute tendancielle du taux de profit, la faillite généralisée des entreprises, le chômage et la misère découlants de cette évolution des forces productives finiraient par exaspérer les conflits entre classes sociales à tel point que seule la révolution socialiste pourrait résoudre cette contradiction. Pour subsister en tant que classe sociale, le prolétariat était donc contraint d'accomplir une révolution socialiste. Celle-ci, par conséquent, ramènerait progressivement l'harmonie entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production. De ce fait, la nécessité d'une nationalisation et d'une planification de l'économie, la continuité de l'Etat et le maintien d'un éventail de salaires dans la phase historique de "transition vers le socialisme" constituaient un processus d'adaptation du capitalisme irrationnel au socialisme rationnel.

Cornelius Castoriadis s'oppose à cet déterminisme économiste tout puissant qui réduit la fonction des rapports sociaux de production à la passivité et à la dépendance. Car la contradiction fondamentale du capitalisme se situait dans les rapports sociaux de production entre ceux qui contrôlent d'une façon bureaucratique et aliénée toute l'organisation fonctionnelle productive, consommatrice et destructive et ceux qui, en tant que subordonnés, sont obligés de produire, de consommer et de détruire à partir d'un schéma établi au préalable sur lequel ils n'ont aucun pouvoir de décision autonome. Cette structuration hiérarchique-bureaucratique enlevait à l'individu producteur et consommateur toutes ses facultés de création autonome. La lutte des classes est l'expression la plus pure du mouvement social révolutionnaire qui conduira la société au socialisme. Ce processus, en impliquant une grande maturité à tous les niveaux, permettra l'abolition de l'exploitation et de l'oppression dans la phase historique qui va du capitalisme au socialisme (1).

La critique de Cornelius Castoriadis des conceptions marxistes s'est approfondie de façon significative dans les derniers numéros de la publication de la revue Socialisme ou Barbarie. Le déterminisme économiste, de par son caractère mécaniciste et totalisant, impliquait que toute l'histoire de l'humanité, la lutte des classes, la culture, la religion, l'idéologie, etc., ne puissent être expliquées, et transformées, qu'à partir de sa situation par rapport à la réalité dominante et déterminante de l'économie de la société humaine. Cette prémisse abolissait pour le prolétariat ou le capitalisme toute possibilité historique d'agir de façon volontaire et indépendante de données établies au préalable par l'économie et le développement des forces productives.

Cornelius Castoriadis constate que l'évolution historique du capitalisme, dans les deux dernières décennies, a justement démontré le contraire. La classe bureaucratique dominante, non seulement a conditionné l'évolution de la technique, de l'Etat, etc., mais elle a aussi reconverti et élargi les structures productives et consommatrices et, par conséquent, elle a fait augmenter le salaire réel des travailleurs et réduit le chômage. De ce fait, elle parvient à obtenir une plus grande adhésion et identification des couches sociales op-

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 35, janvier-mars 1964, Paris, pp. 7/8/9.

primées et exploitées au système capitaliste. Cela prouve que la capacité autonome et totalisante du stade de développement des forces productives n'a pas déterminé à elle seule la rupture du système capitaliste. Le changement de la composition organique du capital, la misère et le chômage, au lieu de déclencher un développement linéaire et unilatéral de la désagrégation du mode de production capitaliste, ont tout au contraire donné lieu à sa reconversion, à son adaptation et à sa réformation:

"(...) Si l'on effectue ce retour, on est amené à constater que la théorie économique de Marx n'est tenable ni dans ses prémisses, ni dans sa méthode, ni dans sa structure. Brièvement parlant, la théorie comme telle "ignore" l'action des classes sociales. Elle "ignore" l'effet des luttes ouvrières sur la répartition du produit social - et par là nécessairement, sur la totalité des aspects du fonctionnement de l'économie, notamment sur l'élargissement constant du marché de biens de consommation. Elle "ignore" l'effet de l'organisation graduelle de la classe capitaliste, en vue précisément de dominer les tendances "spontanées" de l'économie. Cela dérive de sa prémisse fondamentale: que dans l'économie capitaliste, prolétaires ou capitalistes, sont effectivement et intégralement transformés en choses, réifiés; qu'ils y sont soumis à l'action des lois économiques qui ne diffèrent en rien des lois naturelles sauf en ce qu'elles utilisent les actions "conscientes" des hommes comme instrument conscient de leur réalisation". (1)

Il est intéressant de constater que, plus tard, à partir du début de 1970, l'évolution des thèses défendues par Cornelius Castoriadis l'ont amené à une rupture épistémologique presque complète avec les thèses défendues par le marxisme orthodoxe. Le marxisme, de par son identification idéologique avec les sociétés du "socialisme réel", devient un des grands ennemis à abattre par les exploités et les opprimés existants dans le monde entier (2).

(1) Revue Socialisme ou Barbarie, n° 36, avril-juin 1964, Paris, p. 10.

(2) Sur l'évolution de la pensée de Cornelius Castoriadis, voir: Cornelius Castoriadis, L'Expérience du Mouvement Ouvrier, tome 1, Union Générale d'Editions, Paris, 1974; Cornelius Castoriadis, Devant la Guerre, tome 1, Fayard, Paris, 1981.

IV - LA PROBLEMATIQUE DE "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" ET SON ARTICULATION AVEC LE CAS DU PORTUGAL (1974-1975)

La problématique de "la transition vers le socialisme est très complexe et très vaste, soit du point de vue théorique, soit du point de vue pratique - malgré cela, nous pouvons analyser les aspects les plus pertinents de cette question.

Ainsi par rapport à la dimension théorique, et si nous prenons comme référence essentielle les enseignements existants dans l'oeuvre très vaste de Karl Marx, le phénomène de "la transition vers le socialisme" est un ^{processus} ~~un~~ échelonné et progressif qui trouve son origine dans la contradiction et désagrégation du mode de production capitaliste et la naissance simultanée d'un nouveau mode de production, le socialisme. Selon Karl Marx, il n'y aurait pas possibilité de ruptures absolues, dans une période historique courte, lors du passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste. Pour cette raison fondamentale, un processus de "transition" serait nécessaire. "La transition vers le socialisme" serait donc une période historique, impliquant une certain temps de développement, mais aussi un processus d'amplification de la lutte de classes, basée sur la violence révolutionnaire. La fin de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme et celle de l'existence d'un Etat improductif et repressif, comme expression normative du mode de production capitaliste, deviendrait possible seulement dès que le prolétariat utiliserait des méthodes violentes contre la bourgeoisie.

Simultanément, dans la perspective de Karl Marx, ce processus de "transition" aurait comme objectif fondamental, l'abolition progressive des catégories socio-économiques capitalistes (marchandise, plus-value, salariat, division sociale du travail, valeur et valeur d'échange, etc.) et de l'Etat bourgeois (Parlement, police, militaires, etc., et toutes les structures improductives et repressives, appartenant à l'Etat).

Pour réaliser de façon positive le processus de "transition" des conditions impératives devraient au préalable exister. D'abord, la désagrégation du mode de production capitaliste deviendrait possible, en termes historiques, dès que celui-ci aurait au préalable développé au maximum ses forces productives. La

contradiction entre les rapports de production et les forces productives, et par conséquence, l'accomplissement même du socialisme, ne pourrait alors être une réalité historique que dans ces conditions. D'ailleurs, la production, l'appropriation, l'accumulation et la socialisation de toute richesse sociale nécessaire à la réalisation de la révolution socialiste et à son accomplissement ne serait possible que lorsque le capitalisme ne pouvait dépasser ses propres contradictions. Mais pour que le prolétariat puisse vaincre la bourgeoisie, seule la solidarité internationale de classe, à différents niveaux, pourrait aider à réaliser le socialisme. Dans cette perspective, seule la disposition d'une vaste richesse sociale (en moyens de production, matières premières et connaissances scientifiques et techniques), et aussi l'existence d'une grande solidarité de classe révolutionnaire à niveau internationale, permettrait la réalisation du socialisme, et par conséquent, l'émancipation du prolétariat.

D'autre part, ce processus historique bâtirait objectivement les conditions permettant le mûrissement d'une conscience de classe révolutionnaire au sein prolétariat. La conscience de classe révolutionnaire pour cette raison, serait le produit logique d'un grand développement du mode de production capitaliste. C'est donc à partir de la condition ouvrière et non pas dans une structure quelconque extérieure à celle-ci que la conscience de classe se développerait.

La dictature du prolétariat, toujours selon Karl Marx, pour toutes ces raisons, est un processus de violence dynamisé par le propre prolétariat dans son ensemble sans avoir besoin d'une avant-garde partisane ou syndicale. Cette dictature aurait comme principal objectif l'abolition des catégories socio-économiques et de l'Etat capitaliste. Dans cette perspective, "la transition vers le socialisme" est un processus qui tend progressivement vers l'extinction de ces catégories socio-économiques et de l'Etat. Logiquement, dans une phase historique de ce processus, disparaîtrait la force de travail comme marchandise qui se vend pour un salaire, avec pour fonction de produire de la plus-value et du capital. Etant donné le grand développement atteint par les forces productives du mode de production capitaliste, la réalisation de la révolution socialiste abolirait la division sociale dans sa structuration hiérarchique et fonctionnelle. Cumulativement, le processus global de transformation socio-économique, politique et culturel procéderait à l'abolition

de la base superstructurelle du mode de production capitaliste. L'Etat, dans sa dimension idéologique, juridique, politique, répressive et improductive devrait nécessairement être aboli.

En synthèse, "la transition vers le socialisme", pour Karl Marx, serait la période historique dans laquelle s'effectuerait l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Ceci aurait pour base l'anéantissement historique du mode de production capitaliste et la naissance simultanée du mode de production socialiste.

Avec le développement historique du capitalisme et du marxisme orthodoxe comme théorie révolutionnaire de la lutte de classes menée par le prolétariat et ayant pour objectif la réalisation du socialisme, les thèses défendues par Karl Marx vont souffrir une série de révisions et de réadaptions par ses vulgarisateurs les plus éminentes. Dans la plupart des cas, même s'il a eut certaines différences entre les options réformistes et radicales, toutes sans exception représentent une continuité logique du système théorique développé par Karl Marx auparavant. Et si entre Edouard Bernstein, Rosa Luxemburg, Friedrich Engels et Karl Kautsky il y a eut des différences dans ses positions spécifiques, en dernière analyse, celles-ci personnifient la tentative d'adapter le marxisme aux modalités historiques de développement et restructuration du capitalisme, de la lutte de classes et de l'évolution de la condition socio-économique et culturelle du prolétariat face à l'émergence de la révolution socialiste.

La problématique de "la transition vers le socialisme" commence avec acuité à devenir réalité historique quand s'accomplit la révolution russe de 1917, menée par l'action des bolcheviks. Ce processus de "transition vers le socialisme" comme expression du modèle de société basée sur les principes du marxisme-léninisme va donc être, en même temps, un processus de révision et d'adaptation des thèses développées par Karl Marx et par le courant marxiste orthodoxe sur le phénomène de la "transition".

Ainsi, et résultant d'une réadaptation du marxisme dans ses versions asiatique et bolchevique, "la transition vers le socialisme" commencée en Russie en 1917, n'a pas été le résultat logique d'une contradiction préalable entre les forces productives et les rapports sociaux de production, et par conséquent, d'un grand développement capitaliste. Au contraire, le capitalisme en Russie, à cette époque, était sous-développé et le prolétariat était très

faible. Le manque de ces conditions objectives indispensables à la réalisation du socialisme, faisant défaut, les bolcheviks seront donc obligés de les développer. A cause de cela, les bolcheviks vont procéder à la concentration et centralisation des forces productives par la voie de la nationalisation des moyens de production et à l'étatisation graduelle des secteurs de base de l'économie, dénommant ce processus de "transition vers le socialisme".

Sous la pratique, cette "transition" eut pour base un développement gigantesque des forces productives à partir du secteur de l'industrie lourde. Cela signifia un degré d'exploitation et oppression de la classe ouvrière et de la paysannerie jamais atteints auparavant. Seule cette réalité a permis que l'URSS ait pu développer, dans un délai historique court, ses gigantesques forces productives.

Mais le développement des forces productives et l'accumulation gigantesque de plus-value soustraite aux paysans et au prolétariat par la couche bureaucratique existant au niveau de l'appareil d'Etat, n'était pas le début la transition vers le socialisme", comme l'avait imaginé Karl Marx. "La transition vers le socialisme opérée par les bolcheviks a représenté, historiquement, le passage d'un modèle d'exploitation capitaliste archaïque et despotique à un modèle d'exploitation et d'oppression bureaucratique de nature capitaliste.

L'abolition de la propriété privée, la nationalisation des moyens de production, et son contrôle par l'Etat socialiste, en eux-mêmes, n'ont pas aboli les caractéristiques inhérents des rapports sociaux de production capitalistes. La prolétarianisation d'une grande partie de la paysannerie et de la société civile induite par l'étatisation de l'économie et l'énorme développement des forces productives soviétiques, n'a pas changé leur condition d'exploités et d'opprimés. Le prolétariat a continué à se vendre comme marchandise force de travail et à avoir pour fonction de produire de plus-value pour la bureaucratie existant au niveau de l'appareil d'Etat. Celui-ci qui, en principe aurait dû s'éteindre progressivement en même temps que se développait le processus de "transition vers le socialisme", au contraire, s'est transformé en une structure bureaucratique improductive et répressive. Son pouvoir sur la société civile est devenu beaucoup plus important qu'au temps des tsars. Simultanément, la division sociale du travail s'est maintenue avec les mêmes caractéris-

tiques d'auparavant. Avec le développement historique du modèle soviétique, la hiérarchie entre dirigeants et dirigés, le pouvoir de décision sur la production et la consommation, et l'échelle salariale ont augmenté bien davantage.

Pour toutes les raisons analysées, même si nous pouvons dire qu'il a eut la tentative du passage d'un modèle de société à un autre, les catégories socio-économiques (plus-value, salariat, marchandise, valeur, valeur d'échange et division sociale du travail) et l'Etat (comme structure improductive et repressive) ont persisté dans leur nature capitaliste. Commenant chez Lénine et passant par Staline, depuis de longues années, le processus de "la transition vers le socialisme" s'est révélé un modèle de gestion du capital aux méthodes bureaucratiques et totalitaires.

Dans cette perspective, le bilan critique contemporain fait par Charles Bettelheim, Anton Pannekoek et Cornelius Castoriadis est très significatif. L'apologie que Charlet Bettelheim fait du modèle chinois, comme alternative révolutionnaire positive au modèle bureaucratique développé dans l'URSS, depuis la mort de Staline, s'est révélé contradictoire. Même si le contenu du processus de "la transition vers le socialisme, en Chine, se trouvait dans des conditions politiques, sociales et culturelles différentes, on peut dire que ce modèle de "transition" était basé, essentiellement, sur les mêmes principes théoriques et pragmatiques du modèle marxiste-léniniste soviétique. C'est d'ailleurs face à cette réalité que Charles Bettelheim n'a pas pu maintenir la défense des mêmes positions sur la problématique de "la transition vers le socialisme". Par ce fait, Charles Bettelheim, à partir de 1980, commence à mettre en cause tout ce qu'auparavant il avait développé. Aujourd'hui, il nie la totalité de ses thèses, arrivant à la conclusion que ce processus, dans son essence profonde, n'a jamais aboli l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, depuis 1917.

Il faut noter encore que, Anton Pannekoek et Cornelius Castoriadis (celui-ci surtout dans les années 40 et 50), comme marxistes orthodoxes, avaient déjà critiqué de façon radicale la nature bureaucratique et capitaliste du modèle de "transition" soviétique. Selon eux, cette "transition" n'avait pas réalisé la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Au contraire, les nouvelles modalités bureaucratiques et barbares du modèle soviétique ont encore aggravé cette même condition du prolétariat.

En résumé, on peut affirmer que la problématique de "la transition vers le socialisme" est, fondamentalement, un processus historique de transformations socio-économiques. Ce processus historique implique la désagrégation progressive du mode de production capitaliste et l'instauration simultanée du mode de production socialiste. Pour tous les courants marxistes analysés, y compris pour Karl Marx, ce processus historique ne saurait se réaliser d'un seul coup, pour une rupture radicale, pour passer d'un mode de production à l'autre.

A partir du moment où subsistent dictature du prolétariat, Etat, division sociale du travail, salariat, valeur d'échange, marchandise, etc., une période historique de "transition" serait nécessaire entre la disparition du mode de production capitaliste et l'instauration du mode de production socialiste. Il y avait à cela des fondements logiques. Le maintien de certains vestiges socio-économiques, politiques et culturels immanentes au mode de production capitaliste, sans compter que le mode de production socialiste n'aurait pas de maturité historique suffisante, ne permettait pas l'instauration du socialisme du jour au lendemain. D'où il s'ensuit que le socialisme ne serait une réalité historique qu'à partir du moment où les mécanismes des rapports sociaux de production capitalistes auraient disparu.

Il est évident qu'entre XKarl Marx, le marxisme orthodoxe et le marxisme-léninisme subsistent bien des différences au niveau des conceptions théoriques et pratiques sur la question. Il en est une de remarquable. Tandis que Karl Marx et les courants marxistes orthodoxes (au début de leur histoire), dans la plupart des cas, n'ont pas pu tenter de mettre en pratique les modèles de société socialiste qu'ils préconisaient théoriquement, nous ne pouvons pas en dire autant du courant marxiste-léniniste, qui s'est efforcé d'instaurer un modèle de société socialiste en 1917 en Russie. Modèle de société qui a également servi dans d'autres pays. C'est pourquoi malgré les nombreuses analogies qu'on peut relever entre les principes théoriques développés par Karl Marx, par le marxisme orthodoxe et par le marxisme-léninisme sur la question de "la transition vers le socialisme", il est évidemment impossible de faire certaines comparaisons au niveau de la dynamique expérimentale dans les domaines économique, social, politique et culturel. Le "socialisme réel", comme condition historique d'une phase de "transition vers le socialisme", de ce point de vue, est le produit de l'oeuvre de Karl Marx

et du marxisme orthodoxe en ce qui concerne certaines de ces prémisses théoriques, mais du point vue pratique, est presque exclusif du courant marxiste-léniniste. Et à ce propos soulignons encore les différentes critiques de ce modèle de société que l'on doit à Karl Kautsky, Anton Pannekoek et Cornelius Castoriadis, etc.

Après l'analyse des principes théoriques, expériences historiques et bilans critiques contemporains sur la question de "la transition vers le socialisme", nous allons maintenant analyser les incidences historiques que cette problématique a eues dans le cas du Portugal, au cours de la période qui va du 25 avril 1974 au 25 novembre 1975. On pourrait objecter que les transformations socio-économiques, politique, politique et culturelle intervenues au Portugal pendant cette période ne présentent guère de similitudes historiques avec le socialisme vécu dans d'autres pays (selon les principes du marxisme-léninisme). On pourrait aussi objecter que l'expérience révolutionnaire portugaise s'est déroulée sur une trop brève période historique et qu'elle n'est pas assez démonstrative. Et il faut en tout cas admettre que la situation géostratégique du Portugal au sein de l'OTAN a largement conditionné tout le processus de transformation révolutionnaire.

Cependant je pense, pour ma part, que l'articulation historique de la problématique de "la transition vers le socialisme" s'applique au cas du Portugal en 1974-1975, dans le sens où elle a eu des incidences et des causes assez semblables. Tout d'abord, la réalité de "la transition vers le socialisme", fondamentalement, dans sa dimension idéologique, militaire et partidaire. Avec la chute de la dictature fasciste de Salazar et Caetano, s'est trouvé créé un vaste espace d'information et de formation idéologique et politique. Ainsi, la société portugaise au niveau de la société civile et de l'Etat a été confrontée et contaminée par les courants politiques qui défendaient le marxisme sous ses différentes variantes. Cette dynamique partidaire et idéologique, par diverses raisons, s'est trouvée unifiée en un mouvement social assez fort et homogène, surtout dans les grands centres urbains industriels et dans les zones rurales de grande propriété foncière. Ainsi, on peut affirmer que, dans une période historique donnée, il y a eu une identification entre les masses habitant dans ces zones, qui luttaient pour l'instauration du socialisme au Portugal, et les appareils idéologiques et partidaires.

En second lieu, la courant partidaire du marxisme-léninisme de type soviétique, en gagnant momentanément l'hégémonie sur la quasi totalité du pouvoir politico-militaire et de l'appareil d'Etat, institutionnalise dans la société portugaise une série de transformations socio-économiques très semblables à celles qui existent dans les pays socialistes basés sur les principes du marxisme-léninisme. L'étatisation des secteurs de base de l'économie, de la banque et de l'agriculture donnaient la possibilité, dans la pratique, d'une domination hégémonique de l'Etat socialiste sur la société civile et l'économie portugaises.

Troisièmement, le fait que, dans le cas du Portugal cette réalité historique n'ait été qu'occasionnelle et réduite à l'état de tendance n'empêche pas que, logiquement et chronologiquement, une grande partie des transformations intervenues entre le 25 avril 1974 et 25 novembre 1975, s'insèrent dans la problématique historique de "la transition vers le socialisme".

En fonction de tout cela, la deuxième partie de mon travail prétend analyser le contenu des transformations opérées dans la société portugaise. Simultanément, je chercherai à mettre en évidence qu'elle a été la nature idéologique, politique, économique, juridique et culturelle du phénomène que la lutte pour le pouvoir politico-militaire a déclenché dans tout ce processus. De ce fait, il y a bien une analogie entre les prémisses théoriques et pratiques de la première partie et de la deuxième partie de mon travail. En dernière analyse, le cas du Portugal peut être pris comme objet d'étude en tant que fait historique d'une tentative de "transition vers le socialisme", qui par la suite s'est avéré être un échec.

DEUXIEME PARTIE

LE CAS PORTUGAIS: DU 25 AVRIL 1974 AU 25

NOVEMBRE 1975

DEUXIEME PARTIE

LE CAS PORTUGAIS : DU 25 AVRIL AU 25 NOVEMBRE 1975

I - LE MFA ET LE SOCIALISME

1.1 - LA STRUCTURATION INITIALE DU MFA

S'il ne faut pas escamoter les différents phénomènes qui sont à l'origine de la formation du MFA, toujours est-il qu'il y en a un qui s'avère fondamental pour la compréhension d'une telle genèse. La question coloniale est sans aucune doute décisive dès lors qu'il s'agit d'analyser la création et le développement du Mouvement des Forces Armées. Il est certain que la dimension historique de l'identité du Portugal, en tant qu'espace nationale homogène, en termes culturels, économiques et sociaux, est grandement due à la spoliation menée dans ses colonies pendant près de quatre siècles (1); mais les modalités du maintien historique d'un tel rapport structurel colonialiste se doit principalement à la puissance de l'institution militaire en métropole.

Le début de la guerre coloniale sur trois fronts (l'Angola, en 1961; la Guinée, en 1962; le Mozambique, en 1964) a très fortement modifié aussi bien le rapport de la métropole avec ses colonies que la fonction qu'elle avait jusque là. La poursuite de la guerre était difficilement supportable vu les possibilités économiques de l'espace portugais. Ceci, et les vicissitudes inhérentes à l'économie de guerre, ont mené à la restructuration de la dynamique presque autarcique du modèle d'accumulation capitaliste fomenté par la dictature de Salazar depuis 1926 - restructuration exercée bien entendu par le capital international. La conjonction de ces facteurs aura des conséquences dont la répercussion, dans tous les domaines de la société portugaise, aussi bien en métropole qu'aux colonies, sera énorme. C'est ainsi que l'interpénétration de la métropole avec ses co-

(1) Sur la réalité coloniale portugaise, cf. Eduardo Sousa Ferreira, *Africa Austral - O Passado e o Futuro*, Seara Nova, Lisbonne, 1977.

lonies, ayant pour base une économie de guerre, est devenue un facteur de développement de l'économie portugaise. Le professeur Silva Cunha, ministre de la Défense du dernier gouvernement Caetano, s'est montré à ce propos assez clair :

"(...) Ils oubliaient toutefois que les dépenses militaires contribuaient au développement économique, dans la mesure où elles avaient une répercussion sur le secteur de la production, aussi bien directement, car une partie du matériel employé par les forces armées était produit par l'industrie nationale, qu'indirectement, vu que les rémunérations réglées aux militaires en guerre, en augmentant leur pouvoir d'achat, se reflétaient dans le circuit commercial en métropole et dans les provinces d'outre-mer, y compris dans le bâtiment (avec les économies accumulées pendant leurs services, il fut possible à beaucoup d'officiers et sergents d'acheter une habitation personnelle, par l'intermédiaire des services sociaux des Forces Armées, ou même directement sur le marché)." (1)

Fondamentalement, c'est dans l'engagement généralisé de l'institution militaire portugaise dans la guerre des colonies, et ceci dans tous les domaines, que l'on peut détecter la gestation du mouvement des capitaines, à partir de 1973. Treize années de guerre, si elles ont provoqué la désertion et l'insoumission d'environ 110 000 individus du service militaire, des milliers de blessés, d'estropiés et de morts dans les rangs des forces armées portugaises, ont aussi produit des distorsions au sein de la structure normative de l'appareil militaire. L'intensification du conflit, de par ses conséquences négatives, mena à une démobilisation croissante des effectifs militaires. Si jusqu'aux années 60, la carrière militaire d'un officier supérieur était revêtue d'un grand prestige social et économiquement assez intéressante, à partir de l'éclosion de la guerre coloniale elle devient autre chose. Devant les dangers de la guerre de guérilla, la grande bourgeoi-

(1) Silva Cunha, *O Ultramar, a Nação e o "25 de Abril"*, Atlântida Editora, Coimbra, 1977, p. 36.

sie portugaise, au détriment de la défense d'une patrie qui se voulait pluriraciale et pluricontinentale, a préféré garder sains et saufs ses propres enfants. C'est le trop petit nombre d'éléments en provenance de cette couche sociale-là qui, à un moment donné du développement de la guerre coloniale, produit le manque en étudiants dans l'Académie militaire. Cette structure formatrice des cadres militaires, au niveau de l'officier de carrière, se voit ainsi contrainte à faire appel à des individus d'autres couches sociales n'ayant pas les mêmes privilèges sociaux — essentiellement des jeunes issus de la petite-bourgeoisie et des milieux des fonctionnaires publiques.

Mais malgré cette modification au sein de la structure hiérarchique pour l'accès à l'Académie militaire, il ne s'est pas produit un véritable arrêt de la démobilisation qui s'était opéré au niveau de la formation des cadres militaires supérieurs. Vers la fin 1973, pour de telles raisons, l'Académie militaire n'était fréquentée que par soixante-douze élèves — et il y avait quatre-cent-vingt-trois places à offrir (1).

Ce manque dans la formation d'officiers de carrière a contraint les Forces Armées portugaises à avoir recours à une formation généralisée d'officiers par le biais de militaires du "cadre complémentaire", lesquels n'étaient pas obligés à fréquenter l'Académie. Pour qu'ils deviennent des officiers du "cadre complémentaire", il leur suffisait de faire preuve d'un diplôme d'études secondaires et d'accomplir efficacement, d'abord l'activité militaire en métropole, et ensuite, et surtout, celle correspondant aux fonctions strictes de la guerre coloniale. Ce sont ces nouveaux officiers qui répondront positivement aux besoins de commandement et d'action sur le terrain de appareil militaire face à la guérilla. Cette nouvelle réalité était à ce point importante au sein de l'Armée de Terre que son ministre d'alors, le général Sá Viana Rebelo, s'est vu contraint de faire publier une nouvelle législation correspondant à la nouvelle situation. Le préambule du décret-loi n° 353/73, du 13 juillet 1973, et l'article 1er de ce décret sont à ce propos extrêmement clairs :

(1) Avelino Rodrigues et al., *O Movimento dos Capitães e o 25 de Abril*, Moraes, Lisboa, 1974, p. 267.

"(...) Considérant le besoin, pour l'Armée de Terre, d'élargir ses possibilités d'enrôlement des cadres en officiers du cadre permanent, et la justice à faire à ceux qui, en tant que militaires du complément, donnent les meilleures preuves, en outre-mer, dans l'accomplissement de leurs fonctions militaires;

Considérant que, vu leur précédente préparation et expérience militaires, l'on juge possible une réduction des périodes scolaires moyennant une intensification de ces périodes; (...)

Article 1er. - Les officiers du cadre spécial d'officiers peuvent passer aux cadres permanents des armes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie moyennant la fréquentation, à l'Académie militaire, d'un cours intensif, celui-ci étant équivalent aux cours normaux donnés selon le décret-loi n° 42151, du 12 février 1959." (1)

Cette tentative du gouvernement Caetano, dans le sens de répondre aux manques du cadre permanent de l'Armée de Terre, est venue heurter, toutefois, les prérogatives et les aspirations de tous ceux qui en faisaient déjà partie. Pour eux, cela correspondait immédiatement à une perte de leur prestige et de celui de l'institution militaire elle-même, car le temps nécessaire à la formation des officiers accédant aux postes du cadre permanent était réduit de beaucoup en ce qui concernait les officiers du cadre complémentaire; par ailleurs, les "vieux" officiers se voyaient ainsi facilement dépassés dans la course vers la hiérarchie supérieure de l'Armée de Terre. Sur ce point, Otelo Saraiva de Carvalho, alors brigadier, dans l'interview publié par *Expresso* le 27-7-74, a des propos très informatifs. À partir de la publication du décret-loi 353/73, les officiers du cadre permanent vont se battre, par des démarches auprès des autorités supérieures des Forces Armées, afin de faire révoquer une telle législation, car ce sont leurs privilèges professionnels et étiques qui sont en cause. Le gouvernement, s'apercevant de la contestation que son décret est en train de

(1) *Diário do Governo*, ("Journal du Gouvernement"), 1ère série, n° 163, du 13-7-73, p. 1218.

provoquer, cherche tout de suite à dépasser la contradiction par la publication d'un nouveau texte de loi, le décret n° 409/73 (20 août 1973) (1). C'est une reformulation de la même orientation, issue à nouveau du ministère de l'Armée de Terre, et elle ne change pas le fond du texte précédent. La question essentielle était maintenue, et ceux qui gagnaient avec la nouvelle législation n'étaient que les militaires de la branche supérieure de la hiérarchie.

Mais le fait que les revendications des officiers du cadre permanent ne sont pas satisfaites par les voies légales va les obliger à faire un pas de plus, afin que leurs exigences se systématisent et se radicalisent. Le prélude à cet état d'esprit peut être daté d'une réunion de cent-trente-six officiers du cadre permanent (dans leur majorité des capitaines et quelques majors) qui a lieu, le 9 septembre 1973, à Évora, en Alentejo. La lettre remise au chef du gouvernement, Marcelo Caetano, par ces officiers, après leur réunion clandestine, fait déjà état d'un mécontentement considérable (2). Puis, face à l'incapacité du gouvernement dans le sens de répondre autrement que par des astuces à leur contestation, celle-ci va s'élargir à d'autres officiers du cadre permanent. Les réunions clandestines se succèdent, mais le "mouvement des capitaines" essaie en même temps de soutenir sa lutte par le biais des possibilités légales qu'il croit avoir auprès de la hiérarchie supérieure. Le pouvoir politique et militaire, quant à lui, se borne à une réponse inadéquate, car toute la législation adoptée (les décrets-lois n° 684/73, n° 685/73 et 686/73, du 23 décembre 1973) (3) ne fait que maintenir les injustices dénoncées par les officiers contestataires.

Les augmentations importantes des traitements des Forces Armées, début 74, n'ont pas pu contenir du tout la contestation. Se rendant compte du fait que leurs tentatives n'avaient pas abouti, les officiers cherchent à sensibiliser les généraux de plus grand prestige afin qu'une solution positive soit trouvée. C'est ainsi que s'établit une relation privilégiée du

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 194, du 20-8-73, p. 1444.

(2) Sur le contenu de cette lettre, cf. Ramiro Correia et al., *MFA e Luta de Classes*, Ulmeiro, Lisboa, s/d.

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 296 (supplément), du 21-12-73, pp. 2476 - (4-5-6).

"mouvement des capitaines" avec les généraux António de Spínola et Costa Gomes et aussi avec le général Kaúlza de Arriaga. Cette relation explique en partie l'éloignement du "mouvement" par rapport au pouvoir officiel. Mais ce qu'il convient de retenir dès maintenant, c'est que ce mouvement de militaires, de nature essentiellement corporatiste et professionnelle, se produit en même temps que l'on voit se désagréger la société civile dans la métropole et que la poursuite militaire de la guerre semble de plus en plus compromise.

D'un côté, le mouvement social de contestation produit par les grèves au Portugal même et l'aggravation des problèmes issus de la guerre coloniale fractionnent les positions de la classe dirigeante. D'un autre côté, le combat poursuivi par les mouvements de libération nationale, en Guinée surtout, mais aussi en Angola et au Mozambique, provoquaient l'usure rapide des troupes, aussi bien moralement que physiquement, et développaient la peur auprès de l'appareil militaire et de la population blanche. L'ensemble de ces éléments, tous conjugués, va exacerber les positions de la classe dirigeante politico-militaire qui soutenait la dimension historique du Portugal comme étant un tout pluriracial et pluricontinental. Pour cette classe dirigeante, il était hors de question que les "provinces d'outre-mer" deviennent des pays indépendants. Un bon exemple de cet état d'esprit est celui donné par le général Silvino Silvério Marques, dans un interview au "Grupo de Estudos e Propaganda do Ultramar - Círculo Bayette", le 6 mars 74:

"(...) Contrairement à l'opinion selon laquelle le Portugal pourrait continuer à exister amputé de l'Outre-mer, nous estimons que dans une telle hypothétique circonstance le Portugal tel que beaucoup d'entre nous le concevons (dans la globalité de ses territoires, de ses populations et de ses cultures), et y compris le Portugal européen (ce à quoi d'autres le réduisent), serait anéanti. Le Portugal européen deviendrait une région sans expression en Europe, et même dans la péninsule."

(1)

Des positions analogues étaient soutenues par d'autres généraux, en

(1) Silvino Silvério Marques, *Portugal e Agora?*, Edição Tempo, Lisboa, 1978, p. 69.

particulier Kaúlza de Arriaga, Joaquim Luz Cunha, Bettencourt Rodrigues, le vice-amiral Manuel Pereira Crespo, etc. Mais des positions différentes sont prises par les généraux António de Spínola et Costa Gomes, qui essaient de trouver une solution politique à la question coloniale portugaise. Ce qu'ils proposent n'est pas sans importance, car ce sont des officiers prestigieux pour le régime Caetano. Spínola, grâce à son action militaire et politique en Guinée, après 1968. Costa Gomes parce qu'il était le chef de l'état major général des Forces Armées depuis 1972, et ancien chef militaire en Angola et au Mozambique. Étant donné que, dans le contexte d'alors, le "mouvement des capitaines" n'était qu'un mouvement essentiellement corporatiste, il ne pouvait que s'identifier avec les objectifs prônés par Spínola et Costa Gomes. Diniz de Almeida, l'un des jeunes capitaines les plus influents au sein du mouvement, paraît assez convaincant lorsqu'il écrit :

"(...) La hiérarchie a toujours été l'un des problèmes du Mouvement; étant un concept profondément ancré chez les officiers du cadre permanent, il était pour nous chose difficile d'admettre le commandement par des officiers d'un grade inférieur. Cette conception-là, si profonde et si néfaste, en période révolutionnaire ou même dans la préparation d'un coup d'Etat, nous a toujours créé les plus grandes difficultés, aussi bien par rapport à l'intangibilité du Mouvement que par rapport à la garantie de lui assurer une orientation progressiste." (1)

L'adhésion et l'identification des objectifs preconisés par le mouvement des capitaines à ceux prônés par Spínola et Costa Gomes deviennent notables dès 1974. Une telle évolution est le résultat aussi de deux faits cruciaux. D'abord, la détérioration croissante des rapports entre la population blanche des colons et l'appareil militaire; les colons ne se sentaient plus à l'abri des représailles des guérilleros, et avaient le sentiment de l'incapacité ou du manque d'ardeur de la part de l'armée portugaise; entre l'appareil militaire portugais et la population civile blanche

(1) Diniz de Almeida, *Origens e Evolução do Movimento dos Capitães*, Edições Sociais, Lisboa, 1976, p. 75.

le fossé se creusait. Par exemple, la mort d'un colon par le Frelimo, début 74, a provoqué toute une vague de protestations de la population blanche qui excéda les limites habituelles. Entre le 15 et le 25 janvier 74, à Vila Pery et à Beira, les militaires furent conspués par la population en colère, qui leur jeta des pierres. Les Forces Armées, en tant qu'institution de la défense et de la continuité de la dimension historique du Portugal "pluriracial et pluricontinental", devant de tels incidents, ne pouvaient que sentir leur rôle diminué. La solution du problème de "l'outre-mer" par la guerre n'était plus de mise. L'institution militaire portugaise ne pouvait pas accepter d'être déchue de son prestige — et par ailleurs, les conséquences de la guerre en morts et blessés ne pouvaient pas être compensées par des promotions rendant les promus plus forts.

La parution d'un ouvrage du général Spínola, *Portugal e o Futuro*, le 23 février 1974, représente un jalon notable dans l'état d'esprit des Forces Armées. Car il y exprime l'insatisfaction généralisée au sein des soldats et des officiers du cadre permanent, et y compris parmi un certain nombre d'officiers généraux; mais, en outre, il proclame dans ce livre le besoin impérieux de rendre à nouveau à l'institution militaire son prestige perdu, ce qui passe par une solution politique au problème colonial. Plus que personne, le mouvement des capitaines a vu dans ce document la solution enfin trouvée à ses propres problèmes. Le prestige et la place hiérarchique dont jouissait Spínola dans l'appareil militaire, la complicité assumée pour la publication de son ouvrage par son supérieur hiérarchique dans le commandement militaire, le général Costa Gomes, vont déterminer sans équivoque qu'ils deviennent les chefs dont avait tant besoin le mouvement des capitaines. Mais la solution prêchée par Spínola dans son livre est essentielle pour comprendre le rapport que désormais s'établit entre lui et les capitaines :

"(...) Nous sommes donc à même d'arriver à la conclusion que voici : dans n'importe quelle guerre de ce type, la victoire exclusivement militaire n'est pas viable. Il n'appartient à l'Armée que créer et conserver pendant la période nécessaire — naturellement pas très longue — les conditions de sécurité qui permettront des solutions politico-sociales, les seules susceptibles de

mettre un terme au conflit." (1)

Les liaisons secrètes entre le mouvement des capitaines et les généraux Spínola et Costa Gomes, après l'énorme succès de *Portugal e o Futuro*, prennent une autre dimension : il devient envisageable que les militaires remplacent Caetano dans le gouvernement du pays. La chute du gouvernement est déjà abordée par le mouvement des capitaines dans la réunion, à Cascais, le 5 mars 74, de son comité de coordination. Le premier manifeste des capitaines est publié à l'issue de cette rencontre, et ils y soulignent ce que Spínola avait rendu public : que la solution à trouver pour la guerre doit être politique et que l'institution militaire a à regagner son prestige. Dans ce manifeste, il est intéressant de noter ce que les militaires expriment au sujet de la dégradation de l'institution qu'ils veulent défendre :

"(...) Si les Forces Armées, avant 1961, n'étaient pas ouvertement atteintes dans leur prestige, ou ne l'étaient pas très violemment, c'est parce que les crises internes du régime n'avaient pas encore atteint un degré trop aigu. Mais à partir de la chute de l'Inde (portugaise), et surtout au fur et à mesure que les guerres en Afrique se prolongeaient, les Forces Armées découvraient, non sans étonnement de la part de beaucoup de militaires, qui pour la première fois voyaient clair, leur séparation réelle de la Nation. Les Forces Armées sont humiliées, conspuées, présentées au pays comme étant les plus grands responsables du désastre."
(2)

L'entente qui s'établit entre le mouvement des capitaines et les généraux Spínola et Costa Gomes n'est pas de nature à rassurer le régime de Caetano, qui va prendre des mesures contre les activités de ce mouvement malgré tout encore en formation. Le 8 mars 1974, quatre capitaines qui en font partie sont transférés de leurs unités (en métropole) vers Madère, les

(1) António de Spínola, *Portugal e o Futuro*, Arcádia, Lisboa, 1974, p. 45 (3ème édition).

(2) Avelino Rodrigues et al., *op. cit.*, p. 97.

Açores et la ville de Bragança, dans le nord du pays. Ensuite, le 10 mars, trois militaires sont détenus parce qu'ils réagissent mal à leur transfert. Peu de jours après, le 15 mars, Costa Gomes et Spínola se voient exonérés de leurs postes de chef de l'état-major général des Forces Armées et de vice-chef de l'état-major général des Forces Armées.

Ce sont ces événements qui vont faire réagir autrement le mouvement des capitaines : ils décident d'organiser un coup d'Etat. La première tentative, le 16 mars 1974, malgré son échec, est le coup d'envoi d'une entreprise politique dont les auteurs n'imaginent pas les repercussions. Le 16 mars fut trop spontané et trop émotif : le régiment de Caldas da Rainha est parti sans avoir le soutien logistique et militaire des autres unités. Mais la détention des militaires soulevés, malgré le fait qu'elle produit, dans l'immédiat, une certaine démoralisation dans le mouvement, lui apprend aussi qu'il faudra agir bien plus sérieusement (1).

Dans la période qui précède la réalisation du coup d'état, les discussions entre le mouvement des capitaines et le général Spínola vont amener celui-là à gommer quelque peu la formulation première de son programme. Parmi les suggestions de Spínola, figure la forme dont le coup d'état doit être présenté au pays; c'est ainsi que le mouvement des capitaines se transforme en MFA (Mouvement des Forces Armées). À la veille du 25 avril, le MFA était surtout un mouvement corporatiste; c'est l'incapacité du gouvernement Caetano de répondre efficacement aux revendications somme toute légitimes des officiers contestataires qui obligera le mouvement des capitaines à devenir quelque chose de plus sérieux et à accomplir un coup d'Etat réussi — et classique.

(1) Sur la gestation et la structuration du mouvement qui est à l'origine du coup d'Etat du 25 avril 1974, voir l'ouvrage écrit par le plus important de ses auteurs, Otelo Saraiva de Carvalho : *Alvorada em Abril*, Livraria Bertrand, Lisboa, 1977 (2ème édition).

1.2 - L'ECHEC DE L'ALTERNATIVE DE SPINOLA AU SEIN DU MFA

Bien que dans son ensemble l'analyse préliminaire du MFA ne puisse pas être linéaire, il faut noter toutefois qu'au départ il ne s'agissait que d'un mouvement *militaire*, c'est à dire, qui n'avait que des problèmes militaires à résoudre. Le recours que même ses leaders ont dû demander aux militaires ayant des grades supérieurs aux siens (des officiers généraux), afin de trouver en eux une légitimation institutionnelle, montre à satiété combien le mouvement dépendait de la logique normative de l'institution militaire. Et en effet, leur programme envisage essentiellement la fin de la guerre coloniale, et puis, logiquement, l'instauration d'une démocratie des partis politiques et le dépassement (souhaité) de la crise qui touchait l'ensemble de la société. Incapables d'assumer dans la pratique de telles fonctions, ils les délèguent au pouvoir militaire hiérarchiquement supérieur.

Après le succès du coup d'Etat, le comité de coordination du Programme du MFA délègue le pouvoir exécutif et législatif à la Junte de salut national, provisoirement. Celle-ci est composée seulement d'officiers généraux des trois branches des Forces Armées. Cet arrangement n'est pas de nature à éviter de fortes contradictions au sein du nouveau pouvoir. Mais l'ambiguïté qui est à la base d'une incapacité, de la part des capitaines, d'assumer le pouvoir qu'ils venaient de prendre, en est la pierre de touche. Cette incapacité sera plus tard expliquée en ces termes par Otelo Saraiva de Carvalho :

"(...) Ce que je puis affirmer c'est que, à la date du 25 avril 74, le nombre d'idéologues du Mouvement était réduit. Outre Melo Antunes, à ce moment-là, et la commission qui par la suite a travaillé sur le programme écrit par lui, il y avait peu de camarades possédant vraiment une notion politique assez mûre sur ce qui se passait dans le pays et sur les perspectives qui pourraient s'ouvrir, dans le terrain politique, à propos de la voie vers le socialisme." (1)

(1) *Expresso* du 17-5-75.

Symboliquement, la passation des pouvoirs, le 25 avril 1974, entre l'ex-chef du gouvernement, Marcelo Caetano, et le général Spínola, était l'exigence formelle de ceux qui voulaient que "le pouvoir ne tombe pas dans la rue". On sentait bien le vide institutionnel au niveau politique et militaire. Spínola, recevant le pouvoir des mains du professeur Caetano, devenait ainsi, aux yeux de tous, le maître du coup d'État préparé et mis en exécution par les gens du MFA. À partir de là, c'était lui qui avait la légitimité institutionnelle pour gouverner le pays.

En assumant le pouvoir, d'abord en tant que président de la Junte de salut national, et après en tant que président de la République (postes qu'il cumula), Spínola peut choisir pour diriger les diverses instances du pouvoir politico-militaire ses propres coreligionnaires. Ses hommes sont donc placés dans la direction des unités militaires stratégiquement importantes en logistique et en capacité opérationnelle. Par le biais du premier gouvernement provisoire et du Conseil d'État, il cherche aussi à compléter son assise au niveau politique. Dans cette situation, le MFA se voit tout simplement contraint à retourner dans les casernes; et là, vu leurs grades de capitaines et de majors, il leur restait peu de possibilités d'action. De son côté, le comité de coordination du Programme du MFA se voit dilué dans le Conseil d'État en tant que fraction exerçant une certaine pression (1).

Pour ce qui est des transformations opérées au niveau de l'institution militaire, celles-ci ne dépassent pas le cadre d'un certain nombre de revendications posées par les officiers du cadre permanent et de l'assainissement (*saneamento*, mise à la porte) d'officiers-généraux qui ne s'identifiaient pas avec les objectifs politiques du général Spínola. Pour les remplacer, celui-ci choisit des officiers-généraux de sa confiance. L'insoupçonnable vice-amiral Manuel Pereira Crespo, ex-ministre du dernier gouvernement Caetano, a eu là-dessus des propos intéressants :

"(...) Il me semble que du point de vue moral, ou politique, ou professionnel, rien ne distinguait les officiers mis à la réserve de ceux que l'on a mainte-

1) Voici les membres nommés pour le Conseil d'État: colonel Vasco Gonçalves; majors Vítor Alves et Melo Antunes; capitaines Costa Martins et Ferreira Pinto; lieutenants-capitaines Almada Contreiras et Vítor Crespo (tous membres du CCP du MFA. En faisaient encore partie: lieutenant-colonel Almeida Bruno; colonel Rafael Durão; professeurs Freitas do Amaral, Isabel Magalhães Colaço, Rui Luís Gomes, Queirós de Barros; et Azeredo Perdigão.

nus en service. On a mis à la réserve des officiers qui n'avaient jamais exercé des fonctions politiques; et certains qui les avaient exercées n'ont pas été mis à la réserve. On a mis dehors des officiers qui n'étaient pas allés à St. Bento (le parlement) soutenir la politique du gouvernement en outre-mer; et on a gardé d'autres qui y étaient allés." (1)

Après le *saneamento* (et le remplacement) d'officiers généraux et de commandants des unités militaires qui ne suivaient pas Spínola, celui-ci gagne sur l'institution militaire un leadership d'une certaine homogénéité. Il ne lui manquait maintenant que trouver une solution à sa mesure pour le problème colonial. La seule restriction qu'il y avait à cela, en tant que mandataire souverain de la mise en pratique du programme du MFA, c'était "la reconnaissance du fait que la solution des guerres d'Outre-mer est politique et non pas militaire", et qu'il fallait "créer des conditions pour un débat ouvert et franc sur le problème d'Outre-mer, au niveau national" (2).

D'abord, Spínola ne modifie pas la gestion courante des affaires politiques dans les colonies, et nomme des gouverneurs pour l'Angola, le Mozambique et la Guinée, respectivement le général Silvino Silvério Marques, Soares de Melo et le lieutenant-colonel Carlos Fabião, tous les trois ses farouches partisans. Dans la cérémonie de la passation des pouvoirs aux gouverneurs de l'Angola et du Mozambique, le 11 juin 1974, Spínola présente assez clairement ses objectifs quant à la solution du problème de la guerre coloniale:

"(...) Le droit des populations des territoires africains dans le sens de leur autodétermination nous mène obligatoirement au développement d'un programme de décolonisation en quatre points : le rétablissement de la paix; la reconstruction et des développements accélérés; l'implantation de plans assez vastes et démocratiques de participation, et d'une régionalisation accélérée des structures politiques, économiques et

(1) Manuel Pereira Crespo, *Porque Perdemos a Guerra*, Ed. Abril, 1977, p. 155.

(2) *República* du 26-4-74.

sociales ; et le recours à la consultation populaire en tant que forme finale de corporisation des principes énoncés." (1)

Ainsi, nous pouvons constater que le général Spinola, en tant que président de la République et de la Junte de salut national, avait réussi, deux mois après le 25 avril, et par les voies normales du pouvoir politico-militaire, à rendre secondaires, conjoncturellement, les potentialités révolutionnaires du MFA. Mais ce rapport hiérarchique institutionnel va changer progressivement sous l'effet d'un certain nombre de facteurs survenus spontanément entretemps. Le déblocage de la société civile, par l'obtention des libertés d'association, de réunion, de grève, de manifestation, etc. va permettre le développement de conflits sociaux à tous les niveaux. Là-dessus, l'incapacité momentanée dont ont fait preuve les institutions classiques (les partis politiques, les syndicats, les associations patronales), dans le sens d'une rationalisation des mouvements sociaux, constitue une réalité négative pour le pouvoir politico-militaire récemment investi dans ses fonctions. Le discrédit qui s'est généralisé sur les forces para-militaires (la GNR, garde nationale républicaine, et la PSP, police de sécurité publique), car elles étaient intimement liées à la dictature déchuée, ne leur permet pas à ce moment-là de réprimer le mouvement social gréviste et contestataire. L'institution militaire elle-même ne peut pas non plus exercer une répression quelconque contre un tel mouvement ; de ce point de vue elle était alors paralysée. Elle se doit donc d'agir autrement que par la répression, en se plaçant dans le rôle d'arbitre légitime que le consensus national ne pouvait qu'accepter. Néanmoins, c'est ce mouvement social, par la radicalisation des conflits et leur grand nombre, qui contraint l'institution militaire à se scinder et à se radicaliser elle-même par endroits. En quittant les casernes, en s'engageant directement dans les conflits tels que les grèves, les occupations, des fractions militaires vont introduire la subversion dans l'armée. Ce contact devient vite contagieux. Et par lui la politisation de l'armée change aussi de cap.

(1) *A Capital*, du 11-6-74.

L'évolution du mouvement social va séparer en deux camps principaux l'institution militaire. D'abord, les officiers liés au projet du MFA s'identifient *grosso modo* à ce mouvement, au moins tant qu'il s'agira de revendications "quantitatives", raison pour laquelle ils interviennent, en tant qu'arbitres, et sans complexes, dans les conflits ; puis, ceux des militaires qui sont liés au général Spínola, plus conservateurs à tous points de vue, y compris celui de l'éthique militaire, s'en dissocient, éprouvant par ailleurs des difficultés extrêmes à faire les arbitres. Une déclaration du colonel Ricardo Durão, délégué de la Junte au Ministère des corporations, le 6 mai 1974 à la télévision, est assez instructive, puisqu'elle provient d'un partisan acharné de Spínola. Disait-il alors à propos des conflits :

"(...) Certaines revendications des travailleurs ont en ce moment une allure d'opportunisme et d'intérêt personnel que l'on ne peut jamais faire passer par dessus le désir véhément d'un Portugal meilleur et plus fécond. (...) Je suis l'un de vous, un travailleur. Cet uniforme n'est pas ma distinction, il est un habit de travail comme le vôtre. Nous sommes les uns à côté des autres, afin d'édifier une nation libre et respectée." (1)

Même si une grande partie des officiers composant le MFA était dépolitisée, le Comité de coordination du Programme du MFA était par contre assez engagé. Parmi eux il faut détacher le major Melo Antunes, le colonel Vasco Gonçalves et le lieutenant-capitaine Almada Contreiras, dont les conceptions progressistes étaient alors les plus avancées au sein de l'armée. Ce comité de gens politisés, en connexion avec l'intervention croissante de l'institution militaire pour la résolution des problèmes affectant la société civile, empêche que le MFA se dilue dans le Conseil d'État et dans les casernes. En même temps, on voit apparaître sur la scène sociale le PCP, le MDP/CDE^{et}, les partis gauchistes déjà existants ou en formation ; et eux aussi vont faire de l'agitation dans les casernes, y compris en y envoyant des militants en âge militaire. Ces gens vont avoir un grand rôle dans la

(1) *Diário Popular* du 7-5-74.

politisation des Forces Armées, en tant que soldats ou officiers de fraîche date. Leur action se basait surtout dans une divulgation des différents projets de société socialiste et dans la lutte contre la guerre coloniale. Par exemple, une manifestation du MRPP, le 5 mai 74, à Lisbonne, avait comme but d'empêcher l'embarquement de troupes vers l'Angola ; d'autres s'en suivirent.

Le MFA n'avait pas d'éléments dans les postes de commande des unités militaires opérationnelles ; mais il avait un atout qui lui sera extrêmement utile plus tard. En effet, le comando opérationnel qui mena à bien le coup d'État ne fut pas mis "hors d'usage". Le major Otelo Saraiva de Carvalho et ses camarades a pu donc maintenir cette structure de commandement militaire, ce qui est devenu ^{un} élément de pression permanente, jusqu'à se présenter comme une vraie menace contre le pouvoir de Spínola. Cette structure disposait d'officiers du MFA dans plusieurs unités militaires du pays. Ce fut ainsi que des militaires n'ayant pas le niveau officiel et hiérarchique pour prendre la direction des unités où ils se trouvaient, avaient toutefois un pouvoir conjoncturel qui leur permettait d'agir, en tant que membres du MFA. Peu à peu, en fonction des conflits sociaux, le MFA gagne du pouvoir, parce que c'est sur lui que les gens en lutte peuvent compter. S'en rendant compte, Spínola va chercher à enrayer une telle évolution, dangereuse pour lui et pour bien d'autres. Il essaie donc d'abord de remettre le MFA à l'autorité suprême de la discipline militaire. La première tentative est celle d'un arrêt émanant du Chef de l'état-major général des Forces Armées, gén. Costa Gomes, le 24 mai 74 :

"(...) On doit considérer comme faisant partie du Mouvement des Forces Armées, commencé par un groupe d'officiers, tous les officiers, les sergents et les soldats de la Marine, de l'Armée de Terre et de l'Armée de l'Air. (...) L'unité et la cohésion des Forces Armées, dans l'esprit du MFA, exigent que l'on respecte entièrement les hiérarchies et la discipline, afin qu'il soit possible de mener à bien les objectifs du Programme en cours. (...) Les règlements militaires, avant même qu'ils ne soient revus, doivent être scrupuleusement exécutés." (1)

(1) Cf. Avelino Rodrigues et al., *Portugal Depois de Abril*, António Reis Ed., Lisboa, 1976, p. 24.

Une autre tentative est celle survenue au début d'août 74. Un document signé par le Chef de l'état-major général des Forces Armées (dont l'auteur serait, d'après les uns, le major Hugo Santos, et d'après les autres le lieutenant-colonel Engrácia Antunes) est distribué dans les unités militaires dans le but d'y recueillir des signatures, et par la suite de devenir un document légal. Cet objectif était assez claire : il s'agissait d'en finir avec le Comité de coordination du Programme du MFA et de restituer la légitimité de la direction politico-militaire aux officiers de la hiérarchie supérieure. On peut en effet lire dans ce document :

"(...) les soussignés sont d'avis que l'on doit prendre les mesures suivantes :

- a) La suppression du Comité de coordination des Forces Armées ;
- b) Choisir les conseillers d'État représentant le Mouvement des Forces Armées, lorsqu'il il y a lieu à des exonérations, par un collège électoral constitué par les conseils des Armes et des Services, démocratiquement élu, et par deux officiers délégués, démocratiquement élus, des Régions Militaires de la métropole (...)
- f) Prendre des mesures drastiques contre des attitudes individuelles ou collectives qui puissent compromettre l'indépendance politique du Mouvement des Forces Armées; (...)
- h) Respecter rigoureusement le protocole des Forces Armées en ce qui concerne les promotions et, du même pas, accélérer l'occupation des échelons les plus élevés de la hiérarchie militaire par les éléments les plus qualifiés pour satisfaire les besoins." (1)

Mais toutes ces tentatives se révèlent négatives du point de vue de la hiérarchie. Même les déplacements de Spínola à plusieurs unités, pour y exhorter les militaires à cultiver l'éthique militaire, seront sans lendemain.

(1) Cf. José Gomes Mota, *A Resistência: o Verão Quente de 1975*, Expresso, Lisboa, 1976, p. 26.

Contrairement aux prévisions du vieux général, le MFA, y compris institutionnellement, au niveau politico-militaire, se fortifie considérablement à partir des luttes qu'il engage contre l'hégémonie de Spínola. La montée du MFA a des conséquences pratiques importantes à partir de la nomination du major Otelo Saraiva de Carvalho au poste de brigadier, lequel peut ainsi diriger le COPCON (Commandement opérationnel du continent), créé par le décret-loi n° 310/74, du 8-7-74 (1).

Ceci est important pour le MFA, car le COPCON devient l'organisme militaire qui a le plus de force, aussi bien en termes logistiques qu'opérationnels. Sa fonction n'était que la défense de l'intégrité territoriale il lui incombait aussi de veiller à assurer l'ordre public.

Par de telles "conquêtes" le MFA ne se borne pas à gagner du poids militaire. Au niveau politique, par la nomination du 11ème gouvernement provisoire, le 17-7-74, le Comité de coordination acquiert aussi plus d'importance, puisque quatre des membres de ce gouvernement lui sont fidèles : le premier-ministre, colonel Vasco Gonçalves, le ministre du Travail, le capitaine Costa Martins, et les ministres sans portefeuille major Melo Antunes et Vitor Alves. D'autres militaires font également partie de ce gouvernement : le lieutenant-colonel Firmino Miguel (Défense nationale), le lieutenant-colonel Costa Brás (Coordination inter-territorial) et le major Sanches Osório (Communication sociale, appellation donnée depuis le 25 avril à toute la presse, radio et télévision comprises).

C'est par le développement du MFA en tant que pouvoir politico-militaire que l'on peut comprendre l'incapacité relative de Spínola à être le leader du processus portugais ; il se verra même contraint de réviser ce qu'il avait prévu sur la question coloniale. Son projet de fédéralisme des colonies changera au point d'annoncer officiellement que la solution du problème colonial passait par l'indépendance des "provinces d'outre-mer".

Et sur la question le Conseil d'État décide ce qui suit :

"Article 1er - Le principe selon lequel la solution des guerres en outre-mer est politique et non pas mi-

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 157 (2ème supplément), 8-7-74, p. 790-(18).

litaire, conformément au n° 8, alinéa a), du chapitre B du Programme du Mouvement des Forces Armées, a comme implication, en accord avec la Charte des Nations Unies, la reconnaissance, par le Portugal, des droits des peuples à l'auto-détermination.

Article 2ème - La reconnaissance du droit à l'auto-détermination, avec toutes les conséquences que cela entraîne, inclut l'acceptation de l'indépendance des territoires d'outre-mer et la dérogation de la partie correspondante de l'article 1er de la Constitution Politique de 1933." (1)

Logiquement, les positions progressistes du MFA, au fur et à mesure qu'elles se systématisent, condamnent celles de Spínola. Par l'accord d'Alger, le 26 août 1974, la délégation portugaise et le PAIGC signent la reconnaissance de l'indépendance de la Guinée pour le 10 septembre 1974. Par l'accord de Lusaka, le 7 septembre 1974, la délégation portugaise et le FRELIMO reconnaissent l'indépendance du Mozambique à partir du 25 juin 1975.

Devant la difficulté de réagir institutionnellement contre la nouvelle dynamique imposée à la décolonisation, d'une part, et à l'instabilité en métropole, Spínola est contraint de recourir à la société civile. Il lance des appels aux couches sociales dont le poids économique est certain, lesquelles d'ailleurs se trouvaient elles-mêmes dans l'impossibilité d'agir efficacement. Dans l'impasse, Spínola se tourne résolument vers la population silencieuse. Partout où il le peut, il fait de l'agitation, à sa manière. Au moment où est reconnue officiellement l'indépendance de la Guinée, le 10 septembre 1974, il déclarait encore :

"(...) La majorité silencieuse du peuple portugais doit donc s'éveiller et se défendre activement des totalitarismes extrémistes qui se combattent dans l'ombre, se servant pour cela des techniques bien connues de la manipulation des masses, afin de conduire et de conditionner l'émotivité et le comportement d'un peuple perplexe

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 174, 27-7-74, p. 855.

et confondu par un demi siècle d'obscurantisme politique." (1)

Le point culminant de cette action survient le 28 septembre 1974, le jour où une grande manifestation de la "majorité silencieuse" devrait permettre à Spínola d'obtenir la légitimité nécessaire à une prise du pouvoir. L'insuccès de l'initiative le contraint à abdiquer des fonctions de président de la République et de la Junte de salut national, le 30 septembre :

"(...) Dans ce climat généralisé d'anarchie, dans lequel chacun obéit à sa propre loi, la crise et le chaos sont inévitables, dans une contradiction flagrante avec les objectifs du mouvement. (...) Dans ces conditions, devant l'impossibilité totale d'édification d'une démocratie authentique, dans l'actuel climat, au service de la paix et du progrès du pays, je renonce à la charge de président de la République." (2)

La sortie de Spínola débarrasse le MFA. Dès lors, sa politisation et son développement suivront une route large. Ses fonctions et ses pouvoirs vont en s'élargissant.

(1) *Diário de Notícias* du 11-9-74.

(2) *A Capital* du 30-9-74.

1.3 - SYSTEMATISER LE SOCIALISME EN FONCTION DE L'INSTITUTIONNALISATION ET POLITISATION DU MFA

La fraction progressiste du MFA, ayant ainsi battu le "modèle" que le général Spínola avait pour but d'instituer au Portugal, se voit contrainte, par la situation politique ainsi créée, d'assumer le pouvoir, et ce sans préjugés d'idonéité. Des têtes sont remplacées : les chefs de l'état-major de l'Armée de Terre et de l'Armée de l'Air ; des officiers montent en grade à cet effet : Carlos Fabião e Mendes Dias deviennent généraux. Au sein de la Junta de salut national il y a aussi des remous ; des généraux sont démis de leurs fonctions (Silvino Silvêrio Marques, Diogo Neto et Galvão de Melo), Spínola a déjà renoncé. Remplacent ces gens, bien entendu, des éléments du MFA : le colonel Pinho Freire, le lieutenant-colonel Mendes Dias, le brigadier Carlos Fabião et le lieutenant-colonel Fisher Lopes Pires. Couronnement de l'opération, le IIIème gouvernement provisoire est nommé, le 30 septembre. De celui-ci ne feront plus partie, par démission, deux militaires du précédent gouvernement : Firmino Miguel (Défense nationale), et Sanches Osório (communication sociale). Les partisans du MFA font la majorité, y compris au sein du Conseil d'État.

Les responsabilités du MFA deviennent, du coup, bien plus grandes. Le discours du premier ministre Vasco Gonçalves, le 5 octobre, à Porto, rend clair l'enjeu du moment. Il s'agit encore d'un discours où le MFA apparaît comme étant quelque chose d'homogène. L'idéologie politique du MFA était toujours indéfinissable en tant que projet de société. Ce qui était en cause, d'ailleurs, ce n'était pas de trouver ou de choisir un modèle de société précis, mais tout simplement de consolider des positions hégémoniques au niveau du pouvoir politico-militaire et d'essayer de dépasser les contradictions de l'économie portugaise. Voici ce que disait Vasco Gonçalves :

"(...) Le Mouvement des Forces Armées n'a qu'un but : préparer les bases permettant que le peuple portugais puisse choisir librement les institutions par lesquelles il veut se gouverner. Après cela, il rentrera dans les casernes, afin de défendre les victoires démocratiques."

ques. (...) Nous ne voulons pas aggraver les dissensions sociales existantes dans n'importe quelle société capitaliste entre le patronat et les salariés." (1)

Entretiens, pendant que le MFA rendait plus solides ses positions au niveau politico-militaire, dans la société tous les problèmes s'aggravaient. À partir du moment où le MFA se voyait obligé d'intervenir dans la gestion et la définition de la politique économique qu'il fallait suivre, d'une part, et d'autre part à s'identifier ou à se battre avec les forces partisans de l'échiquier politique portugais, il devient une sorte d'avant-garde *ad hoc*. Par réaction instinctive contre ce qu'avait provoqué le vieux régime pendant près de cinquante ans ; mis dans le bain de la contestation qu'ils avaient rendu possible, et dans laquelle baignait tout un magma politique de gauche et extrême-gauche; hostile par nature aux partis de droite qui se réaffirmaient sur la scène politique, le MFA est contraint d'arriver vite à une certaine maturation politique, qui passera par différentes phases. Début octobre 74, Otelo Saraiva de Carvalho, l'un des plus influents parmi les membres du MFA, déclarait encore :

"(...) À mon avis très personnel, je crois que la voie à prendre, pour le bien du peuple portugais, doit mener nous et notre société à un genre de socialisme véritablement occidental, tel qu'il existe dans beaucoup d'autres pays d'Europe, avec des différences possibles par rapport au socialisme suédois, mais essayant peut-être de nous en rapprocher, en mettant sur pied un mode de vie similaire à celui de la nation nordique." (2)

Une autre fraction du MFA s'est rapproché du PCP. Celle-ci est sans discussion la mieux organisée, au sens d'une structure politisée ayant acquis une maturité certaine. La Marine était son secteur fondamental, au départ. La 5ème Division, institutionnellement liée à l'état-major général des Forces Armées, créée en août-septembre 74, et ayant des structures fonctionnelles et organiques branchées sur la culture et l'information, devient la base de cette fraction. Le MFA connaît un développement poussé

(1) *Diário de Notícias* du 6-10-1974.

(2) Interview dans l'hebdomadaire *Povo Livre*, organe du PPD, 15-10-74.

après la mise en route de cette 5^{ème} Division, surtout dirigée par des officiers de la Marine proches du PCP. Ses activités initiales sont propulsées par le Comité de coordination du Programme du MFA (1). Mais son action devient prépondérante surtout à partir des événements du 28 septembre 74, comme contrecoup de la réaction d'une droite diffuse. Le lieutenant Ramiro Correia, coordinateur de la CODICE (commission de dynamisation centrale), instituée officiellement en octobre 74, l'explique clairement :

"(...) Le soir du 28 septembre la 5^{ème} Division est là où il faut, menant l'action nécessaire au triomphe du MFA, en mobilisant (et en informant) des camarades d'unités militaires de tout le pays, d'organisations de masses et d'organisations politiques pour la défense de la révolution en danger.

Dans la suite du 28 septembre, il s'opère un changement qualitatif de la situation politique ; on peut dépasser quelques contradictions. La direction de la 5^e Division devient celle du colonel Robin de Andrade.

La 5^e Division émet depuis lors, régulièrement, des programmes de radio, publie tous les quinze jours le bulletin du MFA, réalise toutes les semaines un programme de télévision et intervient auprès de la population par l'intermédiaire de la CODICE, coordonnée par le lieutenant Ramiro Correia." (2)

Dirigée par un élément du MFA très proche du PCP, la CODICE devient une structure très importante pour la politisation du MFA, dans le sens d'une identification avec le parti communiste. Ainsi, le secteur militaire de la Marine, en articulation avec le PC, crée les conditions d'une grande mobilisation, par des opérations militaires structurées par le MFA, auprès des régions et des couches sociales les plus pauvres du pays. La principale fonction d'une telle entreprise était en principe celle d'une écoute des besoins en tous genres des populations éloignées, en essayant par là même de leur apporter de l'aide. Mais les besoins au niveau culturel et politi-

(1) Sur la genèse de la 5^e Division, cf. *Boletim Informativo do MFA - Movimento 25 de Abril*, 9-9-74.

(2) Ramiro Correia et al., *MFA e Luta de Classes*, Ulmeiro, Lisboa, s/d, p. 210.

que étaient considérés comme essentiels. C'est là-dessus que le CODICE se concentra en cherchant à insuffler auprès de ces populations l'esprit libérateur du MFA et menant une critique de l'ancienne dictature.

Dans une certaine mesure, c'était là l'application de méthodes que les Forces Armées avaient employées, dans d'autres buts, pendant la guerre coloniale, notamment en Guinée, dans l'action "psycho-sociale" dont le général Spínola s'était fait le champion. Il est intéressant de souligner le contenu de l'introduction de la première directive de la Campagne pour la dynamisation culturelle et l'éclaircissement public, commencée en octobre 74 :

"(...) La Campagne de dynamisation culturelle et d'éclaircissement public s'insère dans le cadre de l'Action civique à mener par les Forces Armées, dont les buts sont les suivants :

- a) Coordonner et soutenir, dans l'immédiat, toutes les associations culturelles dans le pays, afin qu'il soit possible d'établir un réseau culturel sur tout le territoire, lequel constituera la base d'une future vie culturelle du peuple portugais.
- b) Agir politiquement, par une présence effective des militaires auprès de la population, en tâchant de rendre claires les raisons qui conduisirent le pays à la situation lamentable dans laquelle nous le trouvons, ceci sur la base du Programme du MFA, et permettant qu'une discussion sur les voies de l'avenir se fasse, en créant des conditions pour une large participation du peuple dans la vie nationale." (1)

Les premières campagnes ("La Semaine des Champs", "Le Nord" et "Vérité") ont eu lieu entre novembre 74 et février 75. Elles se situèrent toutes dans les régions pauvres du pays, fondamentalement dans le Nord. Bien que l'on puisse noter une certaine efficacité dans ces actions, au point de vue culturel et politique, elles se sont malgré tout caractérisées par un ex-

(1) Ramiro Correia et al., *MFA - Dinamização Cultural, Acção Cívica*, Ulmeiro, Lisboa, s/d, p. 20.

cès de l'intervention idéaliste et idéologique, non identifiées avec la réalité socio-économique et culturelle des populations qu'elles touchaient. L'impact le plus fort de ces campagnes était surtout visible dans l'apparat motorisé dont faisaient état les militaires. Le plus souvent il y avait un énorme fossé entre ce que croyaient les militaires et la réception qui leur était faite par des populations méfiantes et conservatrices. Les gens du MFA, y compris les civils qui les accompagnaient — surtout des étudiants du Service civique étudiantin, des intellectuels et des artistes —, se montraient en fait incapables, dans les réunions publiques, de transmettre positivement leurs intentions programmatiques et idéologiques. Soit parce qu'ils étaient par trop séparés du mode de vie à la campagne et dans les villages, soit parce qu'ils essayaient d'imposer leurs idéologies progressistes dont ils étaient porteurs, toujours est-il que le résultat fut assez souvent décevant, et que y compris ils se sont vus face à une visible hostilité. Il est vrai que la religion catholique et l'église en tant qu'institution ont dans ces régions du Nord une influence très importante, et que son action diffuse ou déclarée s'y montrait bien plus efficace. Mais entre les promesses que faisaient les militaires et la réalité tangible, la distance était repérable à l'oeil nu.

Les promoteurs des campagnes de dynamisation se sont donc vus dans l'incapacité de poursuivre une telle action dans le même enthousiasme du début. Il s'agissait en fait d'initiatives trop politisées pour être acceptées, voire comprises, par des gens dont les repères étaient tout autres.

La campagne suivante ("Mai-Nordeste") ne fut guère plus heureuse. A ce moment-là, les contradictions furent encore plus aiguës, car la séparation entre le MFA et la société civile s'était développée. Le mauvais résultat de ces actions menées stratégiquement par la 5e Division, c'est le Parti communiste qui va les cueillir. Les conclusions auxquelles est arrivé le coordinateur de la CODICE, Ramiro Correia, sont assez claires :

"(...) Les campagnes de dynamisation, qui étaient une action révolutionnaire conséquente, rencontrent depuis le début les plus grandes réserves et difficultés de la part de la hiérarchie militaire réactionnaire. En mettant en cause, d'une part la conception des Forces

Armées classiques au service de la bourgeoisie, et d'autre part en contactant directement le peuple du Nord jusqu'au sud du pays, et l'éveillant pour les graves problèmes du moment, la CODICE a rapidement concentré sur elle la haine de tous ceux qui s'opposent à la révolution socialiste."

(1)

Naturellement, la fonction de ces campagnes n'était qu'une partie de la large insertion politico-militaire que le MFA voulait atteindre dans la société. Les contingences de la politique économique suivie par le 3e gouvernement provisoire, les caractéristiques de l'évolution du processus de décolonisation, le chômage qui entretemps s'était accentué, et toujours la politisation croissante du mouvement révolutionnaire, tout cela venait frapper le MFA. Les structures où son pouvoir se maintenait — l'Assemblée des Deux-cents (créée après le 28 septembre et comprenant des officiers des trois branches des FA), le Conseil des Vingt (2), le Conseil d'État, la Junte de salut national et le 3e gouvernement provisoire — devaient obligatoirement se définir dans ce contexte. La politisation et l'institutionnalisation du MFA étaient bien entendu un produit historique logique. Trois factions essentielles commencent à se dégager dans ce contexte, au sein du MFA. L'une, proche des objectifs programmatiques et idéologiques du PCP (dont le leader est le brigadier Vasco Gonçalves et les chefs de file des officiers du secteur de la Marine et de la 5e Division); l'autre, modérée, est proche des programmes et des idéologies du Parti socialiste (surtout de celui-ci) et du PPD; ses leaders sont Melo Antunes, des officiers de la ligne PS et des partisans de Spínola pas encore démis de leurs fonctions. Le troisième courant, moins important, dépendait du brigadier Otelo Saraiva de Carvalho, et s'orientait vers un populisme gauchiste.

Ces différenciations, qui s'étaient alors dégagées, étaient le résultat des incidences conjoncturelles de la crise économique et sociale, aux

(1) Ramiro Correia et al., *MFA e Luta de Classes*, op. cit., p. 119.

(2) Ce conseil était composé de vingt personnes : 7 membres de la Junte, 7 du Comité de coordination du MFA, 5 ministres du MFA du 3e gouvernement et le commandant-adjoint du COPCON. Lui aussi fut créé après le 28 septembre.

contours ambigus. Le général Carlos Fabião, le chef de l'état-major de l'Armée, d'abord spinoliste, plus tard "socialiste modéré" et finalement "gauchiste populiste", illustre assez bien l'évolution politique du MFA. Dans une intervention à l'Assemblée du MFA, le 4 janvier 75, il déclare :

"(...) On a parlé toute à l'heure de la différence qu'il y aurait entre la voie socialiste et la voie socialisante, cela de façon confuse. Car il est bien facile de voir leur différence : l'une est statique, l'autre est dynamique, l'une n'est qu'idées, l'autre est action. Nous le savons tous. (...) La voie socialisante est une voie qui s'achemine vers le socialisme pas à pas, par évolution. (...) Je n'admetts pas dans l'Armée l'imposition d'idées au peuple portugais par la force des baïonettes." (1)

Cette position symbolisait ce que la ligne Melo Antunes soutenait à l'époque au sein du MFA. Les options proches de la ligne politique soutenue par le PCP, vu la conjoncture, n'avaient pas de propension à l'affrontement ni à l'agressivité idéologique. Le courant PC n'emploie que fort peu, dans ses interventions publiques ou officielles, l'expression "socialisme", préférant parler de "révolution démocratique nationale" et de lutte contre "les monopoles" et "les latifundia". Cette position conjoncturelle est exprimée clairement par le *Boletim Informativo do MFA - Movimento 25 de Abril* datant du 12 novembre 74 :

"(...) On peut dire qu'en ce moment le pouvoir politique est détenu par des forces progressistes de la société portugaise. Il est toutefois important de ne pas oublier que dans une société ayant les caractéristiques de la nôtre — dans laquelle sont dominantes des structures capitalistes —, l'élément économique est déterminant, et celui-ci se trouve, comme avant le 25 avril, aux mains des grands capitalistes (le capital

(1) Cf. Dinis de Almeida, *Ascensão, Apogeu e Queda do MFA*, 1er vol., édition de l'auteur, s/d, pp. 248-9.

financier) et des grands propriétaires ruraux, lesquels ont provoqué un certain nombre de perturbations dans le processus de démocratisation en cours (...). Il devient impérieux et urgent que l'on prenne des mesures qui mènent à une adaptation de l'instance économique à l'instance politique. Et encore une fois, c'est au MFA d'avoir un mot à dire là-dessus."

Entretiens, parallèlement à la politisation des divers courants agissant au sein du MFA, on commence à définir la préparation des élections pour l'Assemblée Constituante. Une des grandes options du Programme du MFA consistait dans la réalisation d'élections libres, en tant que forme positive et agissante pour l'instauration de la démocratie dans la société. Afin de mettre en pratique cette promesse du MFA, il fallait réaliser les élections en temps voulu. Une fois achevé le recensement électoral, et une fois votée la loi électorale (1) par le conseil des ministres, tous les partis se sont mobilisés en vue des élections. Les meetings, les manifestations, les fêtes populaires, les structures de propagande partisane envahirent tout le pays, y compris les Îles de Madère et des Açores et les communautés d'émigrés à l'étranger. Face à ce dynamisme politique et idéologique, dont le but était d'arriver au pouvoir par les élections, le MFA se voyait devant la possibilité qu'on lui enlève le pouvoir politique qu'il exerce, et de rentrer à nouveau dans les casernes.

Ce souci devint latent. Il fut ressenti par le Comité de coordination du MFA vers le début janvier 75. Dans cette nouvelle situation, la continuité du MFA en tant que pouvoir politique et militaire ne pouvait être sauvegardée que si ses structures de pouvoir étaient institutionnalisées. Le MFA pourrait ainsi continuer en tant que pouvoir indépendamment des résultats électoraux pour l'Assemblée Constituante. Les prévisions, en tout cas, n'étaient guère de nature à le laisser indifférent. Les campagnes de dynamisation culturelle avaient assez montré combien le vote populaire pourrait être conservateur. En tout cas, en ce qui concerne la ligne PC, les prévisions du vote dans le Nord étaient défavorables a priori.

(1) Sur la loi électorale, cf. décret-loi n° 621-A/74; décret-loi n° 621-B/74; et décret-loi n° 621-C/74, du 15-11-74. Publiés dans le *Diário do Governo*, 1ère série, n° 266 (2e, 3e et 4e suppléments), pp. 1388 (3 à 35). Ultérieurement, les normes auxquelles doit obéir la réalisation de l'élection de députés est définie par le décret-loi n° 73-A/75, du 20-2-75.

Il n'y avait là qu'une solution ; empêcher que les partis politiques gagnent par les élections ce que le MFA avait conquis par les armes. Le besoin de l'institutionnalisation est très bien exprimé par le *Boletim* du MFA :

"(...) L'actuel processus politique est un processus révolutionnaire qui ne finira pas avec les élections pour la Constituante; il continuera bien au-delà.

Il appartient au MFA, par l'intermédiaire de ses organes révolutionnaires — le Comité de coordination du Programme, le Conseil supérieur et les assemblées — de diriger l'actuel processus révolutionnaire. (...) Les Forces Armées sont fermement unies et déterminées, afin d'atteindre les objectifs de la décolonisation, de la démocratisation politique et économique et de l'indépendance nationale." (1)

Cette position aussi ferme n'était toutefois si simple qu'elle en avait l'air. Afin d'obtenir son institutionnalisation, le MFA devait d'abord obtenir l'accord des forces politiques les plus importantes. C'est ce qui explique l'existence d'une Plateforme d'Accord Constitutionnel, formalisée au préalable par le MFA et présentée après aux partis. L'acceptation de cette plateforme avait deux exigences centrales. Les partis politiques (presque tous, à l'exception près du PRP/BR et de la LUAR, tous les deux gauchistes) voulaient avoir accès à la direction du pouvoir politico-militaire par le biais des résultats obtenus aux élections. Le MFA l'accepte, mais il veut avoir l'assurance qu'il ne sera pas lui-même dépouillé du pouvoir qui est le sien :

"(...) L'institutionnalisation correspond au besoin de clarifier, au niveau des institutions politiques, quel est le rôle de celui qui fut l'auteur de la révolution commencée le 25 avril 1974. Le MFA, par ce fait, acquit le droit d'être lui-même à décider sur son avenir; à définir quel espace politique doit-il

(1) *Boletim Informativo do MFA - Movimento 25 de Abril*, 14-1-75.

occuper dans le Portugal démocratique. Néanmoins, en prenant à nouveau une voie originale, il décide de consulter au préalable les forces politiques, afin que soient définies les formes que devra revêtir l'institutionnalisation." (1)

Entretiens, alors que l'on fait les derniers préparatifs pour la signature de la plateforme de l'accord constitutionnel entre le MFA et les partis, il se produit une tentative de putsch, le 11 mars 75.

Le fait qu'à l'origine de ce coup on retrouve une faction conservatrice liée au général Spínola va radicaliser énormément les positions politiques du MFA. Les repercussions de cet événement mènent à une radicalisation certaine du MFA, et sont à l'origine d'un certain nombre de changements. En effet, par l'intermédiaire du président de la République, et par la loi 5/75 (du 14 mars 75) (2), le Conseil d'État et la Junta de salut national sont abolis. Ils sont remplacés par un nouvel organe, le Conseil de la Révolution. Cette loi établit encore que l'Assemblée du MFA (restructurée, composée maintenant d'officiers, de sergents et soldats des trois branches des Forces Armées) devient l'organe politico-militaire complémentaire du Conseil de la Révolution. Ainsi, outre le pouvoir exercé par le président de la République, le général Costa Gomes (partisan très proche de l'évolution subie par le MFA), c'est bien le CR qui, dorénavant, assume le pouvoir, secondé par l'Assemblée du MFA.

Cette reformulation se fait accompagner d'une autre, dans les échelons inférieurs, dans toutes les unités des trois branches des FA. Ces structures ne sont pas institutionnalisées officiellement, mais elles auront une assez grande importance dans la liaison des organisations militaires des soldats et sergents aux officiers, servant ainsi de courroie de transmission entre le MFA et les partis politiques (3).

Ces changements au niveau politico-militaire allaient pour la première fois poser l'institution militaire en tant qu'élément déterminant la

(1) *Boletim Informativo do MFA - Movimento 25 de Abril*, 25-2-75.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 62 (supplément), 14-3-75, pp. 394 (1-2).

(3) Voici la liste des structures organisationnelles : ADU (Assemblée de délégués d'unité); GDU (Bureaux de dynamisation de l'unité); GDE (Bureau de dynamisation de l'armée); GDFA (Bureau de dynamisation de l'armée de l'air); GDA (Bureau de dynamisation de la marine); et CDPA (Comité de dynamisation de l'associationnisme des soldats, un organe par ailleurs déjà existant dans la Marine).

transformation de la société portugaise dans tous les domaines. Ce pouvoir, étrangement acquis par la voie d'un putsch frustré, va résoudre d'un seul coup toutes les indécisions qui pouvaient subsister quant à la signature de la Plateforme de l'Accord Constitutionnel.

Devant le fait accompli, les partis politiques aux ambitions électorales se pressent de signer l'accord. Ce faisant, ils savent qu'ils perdent la possibilité d'exercer, à court terme, le pouvoir politique. Ce pouvoir reste aux mains du MFA, et plus concrètement aux mains du Conseil de la Révolution. Pendant la période de validité de cet accord, et même au-delà, les prochains gouvernements provisoires et l'Assemblée Constituante n'auraient plus qu'une fonction symbolique quant à l'exercice du pouvoir. Car voici les fonctions du CR :

- "(...) Définir, dans l'esprit de la Constitution, les nécessaires orientations programmatiques de la politique intérieure et extérieure, et veiller à son accomplissement (...). Étudier et approuver les documents législatifs émis par l'Assemblée ou par le Gouvernement lorsque ceux-ci ont trait aux matières suivantes :
- 1 - Lignes générales de la politique économique, sociale et financière.
 - 2 - Rapports extérieurs, tout spécialement avec les nouveaux pays d'expression portugaise et les territoires d'outre-mer dans lesquels se maintienne l'administration portugaise.
 - 3 - Se prononcer auprès du président de la République sur le choix du premier ministre et des ministres qui doivent avoir la confiance du MFA," (1)

La Plateforme de l'Accord Constitutionnel est signée par le MFA, d'une part, et les partis politiques suivants, d'autre part : PCP, PS, PPD, MDP/CDE (proche des communistes), FSP (gauchiste) et CDS (droite), le 11 avril 75. Parmi les partis qui ne l'ont pas signée, tout en participant aux élections du 25 avril 75, il y avait la FEC (m-l), le MES, l'UDP, la LCI (gauchistes)

(1) *Diário de Notícias* du 10-4-75.

et le PPM (monarchique).

Après cet accord, la direction du processus révolutionnaire portugais se trouvait en effet aux mains du MFA. Dans la conférence de presse du premier ministre Vasco Gonçalves, le 8 avril 75, celui-ci déclarait :

"(...) En ce moment, comme vous le savez, nous avons institutionnalisé le Conseil de la Révolution. Il est un produit direct des événements du 11 mars. Mais il était depuis déjà longtemps dans nos têtes. On en discutait, tout comme on discutait de la date de l'institutionnalisation de notre Mouvement.

Cette date se trouva hâtée par les événements du 11 mars, et le CR a déjà démontré son dynamisme en prenant une série de mesures d'une grande importance historique pour le développement de notre pays." (1)

En assumant ainsi la direction du pouvoir politico-militaire à partir du 11 mars 75, il s'agissait maintenant pour le MFA de réaliser le modèle de société en conformité avec son idéologie et ses principes partisans.

(1) *Diário de Notícias* du 9-4-75.

1.4 - "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" DANS LA PERSPECTIVE DU MFA

Le putsch de droite raté du 11 mars 75 avait donc permis une radicalisation poussée du processus révolutionnaire portugais. Mais cela avait une implication fort importante : le besoin impérieux de choisir un modèle de société alternatif, afin de rapprocher la société civile du pouvoir politico-militaire récemment institué. Si jusqu'alors les partisans des différents projets de "sociétés socialistes" avaient pu garder une certaine homogénéité dans l'affrontement de leurs positions respectives — car en dernière analyse l'ennemi commun était personifié par la droite conservatrice —, à partir de là, cet ennemi ayant été demantelé, la relative homogénéité au sein du MFA s'effrite. L'assemblée du Mouvement du soir du 11 mars — qui se prolongea toute la nuit, jusqu'au lendemain matin (elle sera d'ailleurs tenue plus tard par certains militaires comme une "assemblée sauvage") — révèle au grand jour l'ascension du projet socialiste que préconisait le courant PC du MFA. Ceci va permettre qu'aussi bien l'Assemblée du MFA que le CR, les organes militaires de base et le 4e gouvernement radicalisent dans leur sens leur action; ce sens étant celui souhaité par le parti communiste.

L'un des premiers résultats consista dans l'emprisonnement et la destitution de certains militaires du courant Spínola, chose qui a permis la réorganisation des directions militaires d'après l'orientation du MFA. Dès lors, les directions supérieures hiérarchiques du MFA sont le fait d'officiers proches du PCP, des organisations gauchistes et (à un degré moindre) du PS. En même temps, et sans doute chose plus importante, les sergents et les soldats peuvent désormais intervenir également dans le processus de transformation révolutionnaire. Les éléments proches du PC vont alors développer un travail militant de grande allure au sein des structures militaires.

Une autre structure militaire qui aidera beaucoup à l'élargissement du pouvoir hégémonique de la 5e Division sur la presse, la radio et la télévision est le SDCI (Service directeur et coordinateur de l'information), créé par le Conseil de la Révolution le 14 mai 75. Bien que dépendant du CR, le SDCI, sous la direction du commandant (gradé) Almada Contreiras, mène à bien

une large activité, dont les repercussions sur les moyens de communication de l'appareil militaire et de l'ensemble de la société seront considérables.

C'est ainsi que la 5e Division acquiert une hégémonie sur la presse écrite et parlée. Cela va prendre des proportions importantes. Le nouveau général, récemment promu dans la foulée du 11 mars, Vasco Gonçalves, devient le leader de tout courant, secondé par le capitaine Costa Martins, ministre du Travail de quatre gouvernements provisoires. Ils sont alors l'expression même du courant PC au sein du MFA et du gouvernement. Et si jusqu'alors Vasco Gonçalves se montrait partisan d'une alliance progressiste entre les classes sociales directement liées au travail et au capital, à partir de là il devient ouvertement un partisan de l'option socialiste. Déjà dans sa conférence de presse tenue un mois après le putsch manqué, il prône la réalisation du socialisme d'après le modèle du parti communiste :

"(...) Au sujet de l'option politique du Mouvement des Forces Armées, elle est bien une option généralisée au sein des forces progressistes et patriotiques de notre pays. Nous avons en effet en vue d'édifier une société socialiste, mais nous pensons que le socialisme ne peut pas se construire du jour au lendemain. Il nous faut suivre une voie de transition.

Nous allons avoir une économie de transition vers le socialisme. Nous ne pouvons pas dire que nous allons avoir le socialisme d'ici x années, car il s'agit là d'un processus qui doit se développer au fur et à mesure de la consciencialisation politique et idéologique de notre peuple et au fur et à mesure qui se trouvent réunies les conditions concrètes nous permettant de faire des pas en avant sur cette voie."

(1)

Cette position gagnait une certaine hégémonie dans le nouveau contexte. Mais elle n'était pas de tout repos pour le MFA. Car, bien que les événements du 11 mars y aient facilité l'accès, sur la voie ainsi tracée allait

(1) *Diário de Notícias* du 9-4-75.

malgré tout se trouver une difficulté ; au préalable, on devait passer par le vote populaire. C'était là la principale contradiction de la Plateforme d'Accord Constitutionnel. Les partis politiques, s'ils avaient perdu sur presque tous les domaines les possibilités d'un exercice réel du pouvoir, gardaient ainsi une possibilité non moins réelle d'arriver au pouvoir par le vote, dont la légitimité ne pouvait point être contestée. Et par ce résultat, d'ailleurs, on pourrait voir si l'identification tant chantée entre le MFA et le peuple correspondait ou pas à celle qui s'établissait entre le MFA et les partis, *via* l'Accord.

Le courant PC du MFA s'est aperçu d'une telle contradiction. La 5e Division, craignant à juste titre l'influence négative que pourrait avoir le vote populaire, s'emploie, par le biais des campagnes de dynamisation culturelle, à appeler au vote blanc, lequel signifierait un vote, non pas pour les partis politiques, mais pour le MFA. Dans un interview du commandant Ramiro Correia à l'ANI (Agence nationale d'informations) nous pouvons déceler clairement de telles intentions :

"(...) Dans les campagnes de dynamisation nous essayons d'éveiller tout le peuple portugais à une vie politique, car il n'est pas possible de construire un pays dans l'état de pauvreté dans lequel se trouve le nôtre, ni suivre la voie du socialisme sans que le peuple, d'une manière consciente et éclairée, prenne la charge de ses destinées. C'est cela qui nous conduit à ce qu'il n'y ait pas d'abstentions dans les assemblées de vote. (...) Nous conseillons donc le vote blanc, le mettant toutefois en rapport avec trois questions fondamentales : de la confiance dans le processus révolutionnaire, une information d'après laquelle on puisse voir que l'on n'est pas en mesure de faire des choix partisans, et l'affirmation très claire d'être à même et voulant participer dans la construction de notre pays." (1)

(1) *Diário de Notícias* du 18-4-75.

Le résultat des élections fut néanmoins assez défavorable à une telle perspective. Le processus d'interpénétration du politique dans le social allait toujours bon train, mais les questions en suspens s'étaient accumulées. Tout le tissu social recherche des identifications, devant les grèves qui se succèdent, le chômage qui s'accroît, la décolonisation dont les conséquences pour le Portugal seront énormes, la réforme agraire dont les occupations de terres sont une source à des conflits interminables, les nationalisations qui changent dans l'immédiat la normalité de fonctionnement du système, les affrontements politico-sindicaux au sujet de l'unité syndicale prônée et vivement soutenue par le courant PC. Car au centre du processus se trouve toujours le MFA, le "garant de la démocratie". Mais les résultats des élections, en donnant au PS et au PPD (droite centriste) le plus gros pourcentage des voix, vont leur permettre de changer de ton et de demander, voire réclamer, une partie plus grande du pouvoir, qui se trouvait justement aux mains du parti communiste et de son fidèle MDP/CDE.

La crise survenue au sein du quotidien *República* et de Rádio Renascença, vers mai 75, va contribuer aussi à une déstabilisation du pouvoir institué. Au Conseil de la Révolution et à l'Assemblée du MFA, le courant le plus modéré questionne le projet socialiste, proche du PS et dont le leader est le major Melo Antunes, commence à partager l'idée du partage du pouvoir par le PS et le PPD.

Par ailleurs, l'opposition à la ligne PC, au sein du MFA, n'était pas que le fait du courant dirigé par Melo Antunes; des officiers aux tendances gauchistes, surtout ceux qui sont liés au PRP/BR, au MES et à l'UDP, s'opposent aussi par moments, lorsqu'il leur paraît qu'une radicalisation est possible, à la ligne PC. Syntonisés au projet socialiste de ces derniers, l'on retrouve une grande partie des officiers appartenant au COPCON et des officiers plus jeunes disséminés dans différentes unités militaires. C'est le surgissement des CRTSM (conseils révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins) vers la fin avril 75 qui signale l'émergence de ce courant au sein du MFA. Ce qu'en dira plus tard l'un de ses éléments les plus importants, le capitaine Fernandes, est assez révélateur :



"(...) La proposition de structure et d'objectifs des CTR était simple et claire : créer une organisation démocratique et révolutionnaire qui permette au prolétariat de prendre le pouvoir. C'est pour cela que ceux qui détenaient alors le pouvoir se sentaient menacés. Car ce sont deux choses complètement différentes de se dire partisan des 'classes les plus défavorisées', en exerçant en leur nom, dans un mode paternaliste le pouvoir, et de renoncer à ce pouvoir, permettant ainsi que le prolétariat l'assume et l'exerce lui-même." (1)

Voilà donc les trois principaux courants au sein du MFA. L'un est lié au PCP, l'autre au PS et le dernier est lié aux organisations gauchistes PRP/BR et MES. Ces 3 courants vont se disputer vivement afin d'imposer, chacune, ^{un} modèle de "société socialiste". Cet affrontement pour la direction institutionnelle se fait surtout au niveau du Conseil de la Révolution, de l'Assemblée du MFA et par l'intermédiaire de structures organisationnelles militaires. Et bien que le CR possède une plus grande capacité pour exercer le pouvoir, il est vrai que l'Assemblée du MFA avait également une grande capacité de production idéologique et politique. C'est donc au sein de cette dernière instance que les grandes décisions politico-militaires sont prises (2). Le Plan d'Action Politique, approuvé par le CR le 20 juin 75, est sans doute comme la conclusion logique de celui qu'avait approuvé auparavant l'Assemblée du MFA.

À ce moment-là, ce projet politique signale le consensus existant entre les trois forces au sein du MFA; mais on décèle déjà une relative hégémonie des bases programmatiques du modèle preconisé par le PS et Melo Antunes. Ceci est alors si évident que, devant le silence du PCP et des organisations gauchistes, le PS, le PPD et le minuscule PCP marxiste-léniniste (pro-chinois *et* soutenu par le gouvernement chinois) organisent tout de suite après, à Lisbonne, une manifestation de soutien au Plan d'Action Po-

(1) Capitão Fernandes, *Portugal: Nem Tudo Está Perdido*, Ulmeiro, Lisboa, 1976, p. 106.

(2) L'Assemblée du MFA était composée de 120 éléments de l'Armée de Terre, 60 de la Marine et 60 de l'Armée de l'Air.

litique approuvé par le Conseil de la Révolution. Ce projet programmatique avait en vue une société socialiste pour le Portugal, mais en suivant une voie "démocratique et pluraliste" :

"(...) Une société socialiste, en tant qu'objectif final, est une société sans classes, à laquelle on arrive par la collectivisation des moyens de production, en éliminant toutes les formes d'exploitation, et dans laquelle on donnera à tous les individus les mêmes possibilités d'éducation, de travail et de promotion, sans distinction de naissance, de sexe, de croyance religieuse ou d'idéologie. (...) Le MFA a déjà déterminé que cette voie sera atteinte d'une manière pluraliste. (...) Le pluralisme socialiste accepte la coexistence, dans la théorie et dans la pratique, de plusieurs formes de conceptions pour la construction de la société socialiste. Le MFA rejette donc l'implantation du socialisme d'une façon violente ou dictatoriale." (1)

En même temps que le PS et d'autres forces politiques à sa droite se manifestent pour soutenir le Plan d'Action Politique, le PCP et les organisations gauchistes font des critiques indirectes de ce même Plan. Mais plus directement ils commencent à mobiliser leurs forces, afin de contrecarrer et rendre non viable la poursuite d'un tel Plan. Dans les unités militaires les plus politisées on essaie d'établir un plan d'action alternatif. Au bout de cette mobilisation, l'Assemblée du MFA approuve, les 8 et 9 juillet 75, un nouveau projet politique très différent de celui contenu dans le Plan d'Action Politique. Ce nouveau document, le Document-guide de l'alliance Peuple-MFA, fut l'oeuvre de militaires appartenant à la 5e Division et au COPCON. Et il convient ici de souligner que si les positions du PCP au sein du MFA y étaient satisfaites, les positions des organisations gauchistes PRP et MES ne l'étaient pas moins.

Pour ce qui est des transformations à entreprendre dans la société

(1) *Jornal Novo* du 21-6-75.

portugaise, le document suit à peu de chose près la "construction du socialisme" d'après les canons du PC; mais il les suit moins quant à la structure organisationnelle. C'est le "pouvoir populaire", notion développée par le MES (et à un degré moindre par le PRP et la LUAR), dont il est question dans le Document-guide.

La structure hiérarchique du "pouvoir populaire" qu'il s'agissait d'instituer, commençait au niveau de la base et s'exprimait dans des assemblées locales et municipales. Il s'articulait ensuite à un niveau supérieur, les assemblées populaires de district et de région; finalement, au sommet de la hiérarchie, se trouvait l'institution centrale, l'assemblée populaire nationale. Toutes ces structures organisationnelles devraient être la synthèse pratique des activités des comités de travailleurs (*comissões de trabalhadores*), comités d'habitants (*comissões de moradores*) et comités de village (*comissões de aldeia*), tous en liaison avec les structures militaires au niveau local, de district, régional et national. Par une liaison organique entre les structures du MFA et les organisations populaires de base, le "pouvoir populaire" établissait ainsi son assise sur l'ensemble de la société. Tel que le dit un extrait du Document-guide:

"(...) 2.1.2 - Les comités d'habitants, les comités de travailleurs et autres organisations de base populaires constitueront des assemblées populaires locales, de commune ou d'une zone à établir.

2.1.3 - Les assemblées municipales sortent de ces assemblées locales, progressivement jusqu'à l'assemblée populaire nationale.

2.1.4 - La participation physique du MFA commence dans les assemblées municipales et de district par les assemblées d'unité; dans les régionales par les assemblées de région militaire; et dans la nationale par l'assemblée du MFA. (...) Le Conseil de la Révolution est l'organe supérieur de la souveraineté nationale." (1)

(1) *O Século* du 10-7-75.

Comme il fallait s'y attendre, les forces politiques qui voyaient leurs vues approuvées dans le Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA manifestent tout de suite leur accord. Afin de soutenir cette nouvelle perspective, a lieu à Lisbonne, le 10 juillet 75, une manifestation impressionnante, à laquelle appelaient le PCP, le MES, le PRP/BR, l'UDP, le FSP, le MDP/CDE, la LCI, l'Intersyndicale (très proche du PC). De leur côté, les opposants à ce large courant manifestent eux aussi (les PS, PPD, CDS et PCP m-l. Pour eux, en approuvant un tel document, le MFA se contredisait par rapport au Plan d'Action Politique, qu'il avait approuvé auparavant; ils critiquaient aussi la structure dictatoriale et populiste dont un tel document était, à leurs yeux, le porteur. Le PS à lui seul exprime des craintes que tous ses autres partisans de l'heure ressentent. Dans un communiqué du secrétariat national, il dit en effet :

"(...) Ce texte issu de l'Assemblée du MFA n'est pas en réalité un 'document-guide pour l'action pratique des unités militaires et organismes populaires' en accord avec 'la dynamique même du processus'. Les solutions proposées ne sont pas réalisables dans ce qu'il a d'apparemment populaire. Cette réduction du pays à un organigramme hybride au fond ne sert que de couverture à l'instauration d'une dictature." (1)

La lutte pour la réalisation de l'un ou de l'autre de ces deux plans ira toutefois se révéler quelque peu stérile. Car la désagrégation de la société portugaise rend bien peu praticables ces deux modèles socialistes. Dans cette désagrégation, il faut s'arrêter un peu dans l'évolution subie par deux des conflits les plus durs : celui du quotidien *República* et celui de Rádio Renascença.

Le pouvoir, en prenant parti pour les travailleurs du journal, contre l'administration et la rédaction, très proches du PS ou même dépendant de ce parti, va l'indisposer sérieusement et le rendre hostile : le 10 juillet 75, le parti socialiste décide de quitter le 4e gouvernement pro-

(1) *Portugal Socialista*, organe du PS, du 12-7-75.

visoire. Le 17 juillet, le PPD fait de même, pour d'autres raisons mais avec la même hostilité. Ces deux incidents, liés à d'autres qui s'en suivent, mènent à la démission du 4e gouvernement provisoire, vers la fin juillet.

En même temps, le conflit de Rádio Renascença, qui s'éternise, provoque une hostilité marquée entre le pouvoir et l'Eglise, propriétaire légale de cette radio. L'émetteur de Lisbonne, et ce depuis le 27 mai 75, contre toute l'orientation de l'Eglise catholique, rend compte directement des grèves, des manifestations ouvrières et autres, des luttes partisans et du mouvement révolutionnaire en général d'une manière assez proche des objectifs des organisations gauchistes — fondamentalement le MES, le PRP/BR et l'UDP. Cette agitation par la radio — car pour l'Eglise il s'agit bel et bien d'agitation — produit un visible malaise, d'abord au sein de l'institution religieuse, mais aussi chez beaucoup de monde et dans les partis politiques qui dépendent d'un électorat catholique. À partir de juillet 75 une vague de protestations ne cesse d'augmenter et atteint des proportions où la violence est évidente. Au nord du Tage, les incendies et destructions de sièges et centres du parti communiste et de certaines organisations gauchistes se succèdent à une vive allure. Il y a souvent des blessés et parfois des morts dans les affrontements qui se suivent à ces attaques.

Ces événements deviennent très révélateurs du fossé qui sépare en fait une bonne partie de la société de tous les projets considérés révolutionnaires. Le fossé s'accroît encore plus avec l'accentuation du chômage, d'une part, et l'arrivée massive de réfugiés des ex-colonies, qui étaient le produit de l'indépendance nationale de l'Angola et du Mozambique.

Le PS, le PPD et le CDS se rendent compte de la conjoncture défavorable à la poursuite des objectifs proclamés par le MFA. À partir de la démission des deux premiers du 4e gouvernement provisoire, ils vont organiser (surtout le PS d'ailleurs) des manifestations dans le sens d'accélérer une séparation entre le pouvoir politico-militaire et la société, ou plutôt ses couches les plus conservatrices qui attendaient avec impatience le moment de se déclarer visiblement contre l'état de

choses dominant. Ce climat d'agitation sociale crée un état d'esprit tourné vers le putschisme permanent au sein du MFA, et bien sûr une désidentification croissante entre le peuple et le MFA. Les différents courants du MFA redéfinissent hâtivement leurs modèles socialistes. Mais certains sont pour ainsi dire brûlés. C'est tout d'abord le cas du courant de Vasco Gonçalves, très proche du PC, dans la mesure où c'était lui le pouvoir; il perd son crédit et entre dans une phase très critique, ce qui explique que vers la fin juillet 75 sa position soit aussi ébranlée à l'intérieur du MFA. La tentative manquée de démettre le colonel Jaime Neves et d'autres officiers de droite, du régiment des Commandos d'Amadora, près de Lisbonne, le 31 juillet 75, marque la fin de la capacité militaire hégémonique du courant PC à l'intérieur des Forces Armées. Les militaires du MFA, dont le leader était toujours le général Vasco Gonçalves, ne pouvaient plus imposer leur modèle socialiste à la société.

C'est là-dessus qu'intervient le courant PS, profitant de l'occasion pour intervenir et renforcer ses propres positions. Depuis le 7 août 75 est distribué dans les unités militaires, partout dans le pays, un document signé par neuf militaires du MFA, tous membres du Conseil de la Révolution (1), dont le but est d'obtenir un large soutien aux positions qui y sont défendues. Les represailles du Directoire n'ont servi à rien (2). Car, bien que interdits d'exercer leurs fonctions de membres du CR, le 9 août, le document circula partout, fut discuté et eu l'adhésion d'environ 80% des officiers des Forces Armées (3). Même le courant Otelo, pourtant gauchiste, se montra extrêmement tolérant face à la proposition des neuf officiers; ce qui explique d'ailleurs qu'ils n'aient pas été démis de leurs fonctions par Otelo, qui aurait pu le faire.

Le Document des Neuf, au fond, ne voulait que le maintien du MFA à la tête du pouvoir politico-militaire, seulement il voulait aussi qu'il s'en dégage une dynamique plus modérée, c'est à dire, plus adaptée aux réa-

(1) Ce document sera connu par la suite sous le nom de "Document des Neuf"; l'ont signé les capitaines Vasco Lourenço et Sousa e Castro, les majors Costa Neves, Melo Antunes, Vitor Alves, Canto e Castro et Pezarat Correia, le commandant Vitor Crespo et le lieutenant-colonel Franco Charais.

(2) Le Directoire fut créé le 25-7-75 et il était constitué par les généraux Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo Saraiva de Carvalho.

(3) José Gomes Mota, op. cit., p. 152.

lités du pays et identifiée aux objectifs du modèle socialiste préconisé par le PS. On peut notamment lire dans ce document ;

"(...) Le pays se trouve profondément troublé, et trompé par rapport aux grands espoirs qu'il a vu naître avec le MFA. Le moment le plus aigu d'une crise économique très grave approche, et les conséquences ne pourront ne pas se sentir au niveau d'une rupture. (...) Nous luttons pour un projet politique de gauche, par lequel la construction d'une société socialiste — c'est à dire, une société sans classes, où l'on ait mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme — soit réalisée d'après les rythmes adéquats à la réalité sociale concrète portugaise, de façon à ce que la transition se fasse graduellement, sans convulsions, et pacifiquement.

Cet objectif ne peut être atteint que si l'on oppose, à la théorie léniniste de l'avant-garde révolutionnaire imposant ses dogmes politiques de façon sectaire et violente, la stratégie alternative de la formation d'un large bloc social soutenant un projet national de transition vers le socialisme." (1)

Dès que le Document des Neuf fut porté à la connaissance du public, il reçut immédiatement un soutien enthousiaste du PS, du PPD, du CDS et du PCP m-l. Les manifestations de soutien se succédèrent, en même temps que tous ces partis se lancèrent dans une attaque très franche aux positions du courant Vasco Gonçalves. Bien entendu, le PCP, le MDP/CDE et une grande partie des organisations gauchistes entrent dans l'agitation pour s'opposer au Document des Neuf. C'est à ce moment qu'un certain nombre d'éléments du MFA du courant PC, incapables qu'ils sont alors d'

(1) *Jornal Novo* du 7-8-75.

agir par eux-mêmes, établissent une alliance, momentanément, avec les officiers du COPCON, dont le leader est toujours le général Otelo. Ceux-ci, ayant une certaine capacité de manoeuvre dans le contexte politico-militaire, élaborent aussi un plan qui essaie de dépasser la crise conjoncturelle.

Le Document du COPCON, tel qu'on le nommera après sa publication le 13 août 75, était une réponse de la faction du MFA dirigée par Otelo Saraiva de Carvalho au Document des Neuf. Sa nouveauté se trouve surtout dans le fait qu'il se propose de lutter contre le dirigisme bureaucratique du modèle socialiste du PC et ce qu'il recèle comme danger de dictature, en même temps qu'il n'épargne pas la social-démocratie, dont est expression le Document des Neuf, et propose un changement radical dans la politique extérieure portugaise, par le biais de rapports privilégiés avec les pays du "Tiers monde", en particulier les pays d'expression portugaise qui venaient d'accéder à l'indépendance. Quant au reste, il suit les mêmes orientations que le Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA. Les conclusions du Document du COPCON peuvent se résumer ainsi :

"(...) L'actuel projet est la seule proposition viable et réaliste que l'on peut offrir au peuple portugais en vue de la société socialiste qu'il s'agit d'atteindre, et constitue un refus ferme et entier du fascisme, de la social-démocratie et du capitalisme d'État, toutes formes d'exploitation niant une réelle émancipation des classes travailleuses." (1)

Ce "plan" trouve dans l'immédiat aussi un soutien déclaré chez les organisations gauchistes, avant tout chez le PRP/BR, et, chose curieuse, y compris chez le PCP, celui-ci n'ayant plus, à ce moment-là, d'autre alternative. Le 20 août 75, à Lisbonne, une manifestation gigantesque veut démontrer aussi bien le soutien politique au Document du COPCON que l'impact que le gauchisme avait encore au sein du MFA. Par ailleurs, c'est la première tentative d'un rapprochement des courants Vasco Gonçalves et Otelo. Les officiers du courant PC y étaient un peu acculés, mais espé-

(1) *O Século* du 14-8-75.

raient par là, en bons tacticiens, en arriver à autre chose. Le discours que Vasco Gonçalves prononce alors à Almada (Lisbonne), le 18 août 75, est un moment particulièrement significatif d'un tel état d'esprit. Ces efforts d'approximation politique des positions gauchistes produisent la formation du FUR (Front d'unité révolutionnaire), le 25 août. Ce jour-là, au Centre de Sociologie militaire, un organisme dépendant de la 5e Division, des éléments du MFA du courant PC et du COPCON, de commun accord avec des dirigeants du PCP, du MDP/CDE, du PRP/BR, du MES, de la LCI, du FSP, de la LUAR et du groupe éditeur du journal *1º de Maio*, arrivent à des positions assez proches fondées sur une tactique anti-fasciste et anti-capitaliste. Les structures partisans et les courants du MFA en accord avec la perspective ainsi dégagée, décident de réaliser une manifestation dont l'objectif est de rendre plus solide, publiquement, la lutte commune. Elle a lieu le 27 août 75, à Lisbonne. L'état d'esprit d'alors est exprimé par le général Vasco Gonçalves :

"(...) Nous avons, en ce moment même où l'on parle tant de programmes, des documents qui nous suffisent pour ébaucher la voie de notre avenir. L'un deux est celui élaboré par le COPCON. L'autre celui portant le titre 'Défendre la Révolution', élaboré par le 5e gouvernement provisoire.

Ces documents peuvent largement servir comme base du chemin que nous devons établir pour l'avenir. Ils montrent une voie socialiste, mais ce sont des documents réalistes. On y voit bien le problème des avant-gardes révolutionnaires, le problème de leurs alliés, le problème des blocs sociaux de soutien."

(1).

Les intentions de Vasco Gonçalves avaient un certain sens positif. Mais il y avait toujours toute une série de contradictions entre les organisations d'extrême-gauche et le PCP. Les directions des partis composant le FUR sont vite entrées en confrontation; c'était déjà le début de leur désagrégation. Le groupe *1º de Maio* quitte le FUR le jour même de

(1) *Diário de Notícias* du 28-8-75.

sa constitution, faisant état de divergences idéologiques. Le jour de la manifestation commune, le 27 août, parce que le PCP essaie de contrôler les mots d'ordre dans le sens de soutenir le général Vasco Gonçalves, l'insatisfaction des organisations gauchistes est déjà visible. Et début septembre, suite à une approximation du PCP du PS et du PPD, l'hostilité des organisations d'extrême-gauche apparaît au grand jour, et celles-ci abandonnent à leur tour le FUR.

Les implications des luttes au niveau partisan ont des repercussions dans les institutions du MFA. Cela entraîne une perte de l'acceptation qu'y connaissait encore le courant PC. D'un côté, la 5e Division est abolie, par décision du Conseil de la Révolution, le 25 août; deux jours après elle est demantelée et expulsée des installations qu'elle occupait par des troupes dirigées par le colonel Jaime Neves, du Régiment de Commandos de Amadora, qui dépendait hiérarchiquement du COPCON. D'un autre côté, l'ascension du courant Melo Antunes au sein du MFA devient déterminant à partir de la publication du Document des Neuf.

L'assemblée de délégués de l'Armée, tenue le 2 septembre 75 à Tancos, refuse par majorité des voix la proposition de nomination du général Vasco Gonçalves au poste de chef d'état-major général des Forces Armées. Et le 5 septembre l'Assemblée du MFA, qui a lieu aussi à Tancos, modifie radicalement la composition du Conseil de la Révolution (1) dans un sens favorable au courant Melo Antunes et en détriment du courant Vasco Gonçalves. L'Assemblée du MFA subit aussi des changements qui vont dans le même sens. Le secteur de l'Armée de Terre (2) prend plus de poids par rapport à la Marine et à l'Armée de l'Air. L'Assemblée ratifie en même temps le refus de la nomination de Vasco Gonçalves.

(1) Parmi les conseillers du courant Gonçalves qui perdent leur place, il faut noter : Eurico Corvacho, Ramiro Correia, Pinto Soares, Pereira Pinto, Costa Martins, Graça Cunha, Ferreira de Sousa, Miguel Judas et Ferreira de Macedo. Les positions de Melo Antunes, par contre, sont renforcées.

(2) L'Assemblée du MFA était d'abord composée de 120 éléments de l'Armée de Terre, 60 de la Marine et 60 de l'Armée de l'Air. Grâce aux changements intervenus, ces chiffres deviennent, respectivement : 160, 40, 40.

Après l'Assemblée du MFA de Tancoş il devient notoire que les courants Vasco Gonçalves et Otelo perdent leurs possibilités dans la société portugaise. Le seul projet que désormais a quelque crédit et représente encore une alternative est celui des signataires du Document des Neuf, Mais même cela se présente comme une hypothèse peu solide, car tout travaille contre le MFA et ce qu'il représente.

1.5 - LA DESAGREGATION DU MFA ET DES MODELES SOCIALISTES PROCHES

Dès lors que tout semble s'effriter, les courants de gauche et gauchistes qui jusqu'alors étaient les plus forts, vont accentuer leur côté putschiste, grâce à une agitation accrue. Cette tendance commence à se manifester dans les organisations d'extrême-gauche qui avaient constitué le FUR. Très proches de ce qui reste du pouvoir institutionnel du MFA, le COPCON, elles cherchent à tout prix à ce que cette structure militaire se radicalise. Ainsi, les unités militaires dépendant du COPCON ne devront pas réprimer ou empêcher les actions des comités de travailleurs, des comités d'habitants et des syndicats, notamment les grèves, assez hostiles, contre le 6e gouvernement provisoire, de tendance socialiste PS. Parallèlement à l'influence qu'elles exercent auprès du COPCON, ces organisations vont mettre sur pied des structures militaires semi-clandestines.

Les comités SUV (soldats unis vaincront) surgissent en septembre 75, et prônent l'insurrection militaire. Mais si la presse en a fait grand état, la réalité des SUV se réduisait à peu de chose. Malgré l'agitation faite autour de ce sigle, le noyau de soldats et officiers d'extrême-gauche ne fut pas à même de mobiliser un nombre significatif de militaires. Sur leurs intentions révolutionnaires, on peut lire un extrait de l'une de leurs conférences de presse, tenue le 22 septembre 75 :

"(...) Soldats unis vaincront, les SUV, est un front unitaire anti-capitaliste et anti-impérialiste qui surgit au moment où la réaction fasciste s'organise à nouveau, profitant des hésitations et des divisions introduites au sein des travailleurs, ainsi que de la politique des gouvernements qui n'ont pas su ni voulu défendre les justes revendications des luttes des ouvriers et des paysans dont nous faisons partie en tant que soldats." (1)

Quant au courant PC du MFA, une fois demantelée la 5e Division, il cherche malgré tout à développer ce qu'il peut encore développer, c'est à dire ce qu'il lui reste de structures militaires. Or il dispose tou-

(1) *Revolução*, organe du PRP/BR, du 26-8-75.

jours de deux atouts, la CODICE et le SDCI, qu'il met au travail dans ce qui reste la spécialité de ces deux organismes ; la presse. Un climat d'agitation va ainsi imprégner les journaux. Cette tâche est facilitée par le contexte de désagrégation qui touche toute la société. Il faut dire aussi que le PS, le PPD et le CDS ont fait de leur côté des efforts similaires; ils étaient d'ailleurs indirectement secondés par l'activité clandestine de groupements terroristes conservateurs, desquels faisaient partie des civils et des militaires liés au vieux régime et/ou à Spínola. Parmi ces groupes il faut citer l'ELP (Armée de libération du Portugal) et le MDLP (Mouvement démocratique pour la libération du Portugal), de par l'influence qu'ils ont eu dans le déclenchement de l'"été chaud" de 75.

Naturellement, la conjugaison de ces éléments opposés créa un climat d'agitation politique. Chaque jour était annoncé un nouveau "coup militaire" en préparation, qu'il fallait contrecarrer par un "contrecoup". Ce climat plongeait le pays dans une situation à caractère pré-insurrectionnel.

Le Groupe des Neuf, malgré les contradictions et les difficiles conditions du moment, se maintint à la tête du pouvoir politico-militaire. Après avoir acquis une certaine hégémonie au niveau du MFA, il élargit son influence politique grâce au 6^e gouvernement provisoire, qui lui obéit; les ministres de ce groupe sont cinq, y compris le premier ministre, le vice-amiral Pinheiro de Azevedo. Le PS obtient quatre ministères, le PPD deux, et le PCP un seul.

Une fois arrivés à ce résultat, ils cherchent ensuite à mettre sur pied dans la société le modèle socialiste préconisé dans les programmes Plan d'Action Politique et Document des Neuf. De nouveaux remplacements se font jour à différents niveaux du pouvoir; les militaires du courant PC et des courants gauchistes sont remplacés par des éléments de la confiance du Groupe des Neuf. Globalement, ils se bornent à corriger certains excès des transformations survenues dans la société. Les déplacements de propagande, les manifestations et les meetings organisés pour soutenir le 6^e gouvernement ont tous à peu près les mêmes objectifs : modérer la réalisation du socialisme au

Portugal, afin d'identifier le développement avec la société civile et d'en finir avec l'agitation sociale et l'indiscipline dans les institutions militaires et étatiques.

Ce qu'en dit le vice-amiral Pinheiro de Azevedo le 9 novembre 75, parlant dans une manifestation de soutien au 6e gouvernement provisoire, est assez limpide :

"(...) Le socialisme que nous défendons est celui qui conduit à une société sans classes. Sans exploiters et sans exploités. Sans oppresseurs et sans opprimés. Sans privilégiés et sans parias. Aux faux révolutionnaires nous opposerons la vraie révolution. À ceux qui faussement représentent la volonté populaire, nous opposerons la détermination et la volonté du peuple portugais. Aux professionnels de la manifestation nous opposerons ce spectacle, cet enthousiasme, cette vérité." (1)

Pour le PCP et pour les organisations gauchistes qui s'étaient coalisées autour de ce fameux FUR vite disparu, le nouveau pouvoir politico-militaire et ses options programmatiques n'étaient pas en mesure de répondre à ce qu'ils estimaient nécessaire. En se lançant dans une campagne d'agitation contestant le 6e gouvernement, ils provoquent une déstabilisation dans l'équilibre politique difficilement atteint. Les mesures contraires sont prises, mais elles sont peu efficaces.

Lorsque le Conseil de la Révolution, par la loi n° 11/75 (9-9-75) (2), interdit toute la presse de faire état de rapports, nouvelles, communiqués, motions ou documents ayant à faire à la vie interne des unités militaires, il précise par là qu'au niveau de l'information c'est lui qui commande. Mais ce n'était pas assez. Plus tard, vu le peu d'efficacité du COPCON dans le sens de réprimer les luttes qui mettaient en cause la viabilité des institutions et du 6e gouvernement, le Conseil de la Révolution, par le décret-loi n° 577-A/75 (8-10-75) (3), crée un corps militaire d'intervention, l'AMI (*Agrupamento Militar de Intervenção*). L'intention est clai-

(1) *A Capital* du 10-11-75.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 208 (supplément), du 9-9-75. p. 1326-(2).

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 233 (supplément), du 8-10-75, p. 1591.

re : il s'agit bel et bien de mettre sur pied un groupe opérationnel important, capable de répondre aux besoins répressifs du gouvernement sans atermoiements. La fonction de cette nouvelle organisation apparaît sans ambages lors de la destruction de l'émetteur de Rádio Renascença, à Buraca (Lisbonne), le 7 novembre 75. Les épurations et l'instauration de la discipline dans les institutions militaires et étatiques était l'objectif de la faction Melo Antunes, raison pour laquelle ils se sont vus dans l'impossibilité de livrer Rádio Renascença à l'Eglise catholique par des moyens usuels. Le Conseil de la Révolution proposa donc que l'émetteur soit dynamité :

"(...) Les installations de la station d'émission de Rádio Renascença à Buraca, lesquelles étaient scellées et gardées, comme il est du domaine public, ont été abusivement occupées suite à une manifestation réalisée le 21 octobre dernier. (...) On fait savoir que ce jour, le 7 novembre, ordre a été donné par le Conseil de la Révolution de mettre fin à l'action de Rádio Renascença, par l'intermédiaire d'une force militaire, ce que fut fait vers 4.30 h; la station d'émission en question ne devra plus fonctionner jusqu'à la régularisation de son statut." (1)

En même temps, le pouvoir cherchait à modifier les directions des institutions militaires qui lui étaient encore hostiles. Le Groupe des Neuf exige notamment le remplacement du commandant de la Région Militaire Nord, brigadier Eurico Corvacho, car celui-ci, proche du PC, était très contesté par les commandants des unités militaires qui dépendaient de lui. Son remplacement fut très facilité par l'agitation civile anti-PCP qui se vérifiait dans le Nord. Corvacho est démis de ses fonctions le 12 septembre 75, remplacé par le colonel Pires Veloso.

Pires Veloso, un partisan acharné de l'esprit militaire, essaie rapidement de discipliner les unités sous son commandement. Le 1er octobre 75, il ordonne la désarticulation du CICAP (centre d'instruction de

(1) *República* du 7-11-75.

chauffeurs de Porto), après que ce régiment s'oppose au transfert de militaires vers d'autres unités. Une opération du COPCON, exécutée par les Commandos, à ses ordres, expulse les soldats et officiers qui se trouvaient dans ce régiment de Porto.

Face à ces opérations d'épuration qui avaient pour but d'imposer une nouvelle discipline militaire plutôt de droite, la réaction des organisations d'extrême-gauche ne se fait pas attendre. Quelques jours après le démantèlement du CICAP, les soldats appartenant à ce régiment et à d'autres unités occupent le RASP (Régiment d'artillerie de Serra do Pilar), d'où ils exigent la réouverture de leur propre régiment. Après toute une série de manifestations et d'affrontements, quelques uns sanglants, à Porto, les soldats soulevés renoncent à continuer leur action, le 14 octobre. Il a fallu pour cela, malgré tout, que le général Carlos Fabião, le chef de l'état-major de l'Armée, se déplace, afin de haranguer les soldats et de leur promettre une solution favorable. En tout cas, l'esprit d'insurrection qui les anima pendant près de deux semaines, s'en alla, et il ne fut même pas nécessaire d'employer contre eux la force répressive.

L'insuccès des militaires du CICAP et du RASP, ainsi que la relative stagnation de l'influence des comités SUV (soldats unis vaincront), rendent les organisations gauchistes qui les avaient soutenu (l'ex-FUR) une hypothèse assez fragile au sein du MFA et dans la société. Impuissantes devant le renouveau conservateur qui gagnait des points partout dans le pays, mais tout spécialement dans le Nord, et faisait remonter à la surface les valeurs économiques, sociales, culturelles et y compris religieuses du passé, ces organisations d'extrême-gauche sont contraintes, ainsi que le PCP, à recourir à une politique spectaculaire et symbolique, en créant à cet effet des organisations en tous genres, et ce à partir de septembre 75 (1).

L'orientation politique du Groupe des Neuf, dans la mesure où celui-

(1) Parmi les organisations créées par le PCP et les organisations gauchistes il faut noter : l'ORS (org. révolutionnaire de sergents), l'ARPE (action révolutionnaire des soldats de l'Armée), le MUV (officiers miliciens unis vaincront), le CUR-FA (comité de surveillance révolutionnaire des FA), et le CURN (comité de surveillance révolutionnaire du Nord).

ci a le pouvoir, n'est pas tournée vers la création d'organisations de nature spectaculaire et symbolique. S'il a fomenté la formation du FMU (Front militaire unique), celui-ci, bien qu'étant une structure clandestine, avait plutôt une fonction de contre-information idéologique et politique et n'était pas en mesure d'organiser un quelconque coup militaire.

La radicalisation du processus révolutionnaire portugais, par son degré, ne rendait pas possible une normalisation simplement institutionnelle. Il fallait passer par l'affrontement. Sans aucun doute, l'opposition la plus tenace aux activités de normalisation du 6e gouvernement était celle du COPCON, qui était toujours un organe, ambigu il est vrai, du pouvoir institutionnel. Le COPCON, toujours dirigé par le général Otelo, était pour ainsi dire la force de réserve des espoirs révolutionnaires des organisations gauchistes. Seulement, vu la fragilité accentuée de ces forces au sein des FA, le COPCON voyait se réduire ses possibilités d'intervention militaire. Malgré le fait que le général Otelo était le commandant du COPCON et le chef de la Région Militaire de Lisbonne, ayant donc sous son commandement des unités importantes du point de vue opérationnel (le RALIS, la Police militaire, l'EPAM et d'autres), cela n'était malgré tout pas assez pour un affrontement victorieux. Le problème était d'autant plus difficile que les divergences entre le COPCON et le courant PC du MFA n'avaient pas de solution positive. Le général Otelo, donc, tout en restant un personnage fort important, devenait en fait, de plus en plus, une figure symbolique. Ses déclarations sur la réforme agraire, dans une assemblée tenue à ce sujet à Barreiro (le fief ouvrier du PCP, sur la rive gauche du Tage, pas loin de Lisbonne), le 2 novembre 75, montrent bien le besoin qu'il ressent alors de recourir à des structures organisationnelles du PCP, et font voir aussi son évolution météorique dans le contexte de la révolution portugaise :

"(...) À tous les niveaux de la société civile et de la société militaire s'engage en ce moment une lutte sourde, et parfois ouverte, entre ceux qui se sont satisfaits de la révolution bourgeoise et ceux qui se battent réellement pour une révolution socialiste. Je n'ai aucun doute, quant à moi, et afin que des ambiguïtés ne

subsistent, à déclarer que je suis pour la révolution prolétarienne." (1)

À partir de la mi novembre 75, le climat d'agitation sociale et l'ambiance "pré-insurrectionnelle" se généralisent partout dans la société, mais surtout au sein des Forces Armées. La faction militaire dirigée par le Groupe des Neuf et proche du PS est donc amenée à préparer, dans la clandestinité, dans certaines unités et au sein du Conseil de la Révolution, le putsch dont elle avait finalement un besoin pressant et absolu, afin d'établir une fois pour toutes son hégémonie, aussi bien politique que militaire. La structuration pratique du putsch gagne de l'élán surtout à partir de l'encerclement du Parlement, à Lisbonne, par une manifestation ouvrière du bâtiment qui se radicalise, empêchant les députés et une partie du gouvernement de quitter l'enceinte. Là, il était bien visible que le 6e gouvernement ne pouvait pas gouverner.

Le conseil des ministres publie un communiqué, le 20 novembre 75, où il explique et s'explique : dans les conditions qui lui sont faites, il ne peut agir en conformité avec ses tâches; il suspend donc son action, en attendant de la présidence de la République que celle-ci satisfasse ses exigences. D'autres "mouvements", y compris militaires, qui ne font qu'accentuer ce dont se plaint le gouvernement, mènent alors au déclenchement du putsch du 25 novembre 75.

C'était l'aboutissement de l'action entreprise par le Groupe des Neuf. Le Conseil de la Révolution démet le commandant de la Région Militaire de Lisbonne, le général Otelo, de ses fonctions, et élit pour le remplacer un élément influent du Groupe, le capitaine Vasco Lourenço. En même temps, le général Morais e Silva, le chef de l'état-major de l'Armée de l'Air, fait désarticuler la Base-École de parachutistes de Tancos, au nord de Lisbonne, parce que ceux-ci s'étaient soulevés contre la hiérarchie militaire. Par ailleurs, on structure de manière clandestine la préparation du putsch, sous le commandement du lieutenant-colonel Ramalho Eanes (qui deviendra par la suite le président de la République) (2).

Le 20 novembre déjà, l'état d'esprit putschiste est visible dans une

(1) *Diário de Notícias* du 3-11-75.

(2) Sur cet événement, cf. José Freire Antunes, O Segredo do 25 de Novembro, Europa-América, Mem Martins, 1980.

motion remise par le commandant du Régiment des Commandos, le colonel Jaime Neves, celui qui mettra en exécution les opérations du coup :

"(...) Le Régiment des Commandos, en entière communion avec la majorité du peuple portugais, et conscient du moment grave que traverse le pays, attend du président de la République et du Conseil de la Révolution qu'ils prennent les mesures nécessaires à la normalisation militaire indispensable à l'action gouvernementale du 6e gouvernement, lesquelles mesures passent, à nos yeux, par le remplacement immédiat de tous les militaires qui se révèlent incapables de suivre d'une façon non partisane l'Armée et le peuple portugais, ainsi qu'il a été promis dans le Programme du MFA. Le Régiment des Commandos est prêt à se lancer dans les opérations qu'on lui ordonne, dans le sens d'atteindre un tel but." (1)

Cet état d'esprit, chez les militaires, est très influencé par l'agissement des partis liés au Groupe des Neuf. Ce détail est d'ailleurs assez explicatif. Car, jusqu'à la désagrégation du MFA, tous les partis sans exception flattaient le pouvoir politico-militaire, en essayant de s'y identifier. À partir de l'"été chaud" de 75, sentant la fragilité du mouvement du point de vue institutionnel, ils modifient leur attitude d'expectative et de critique passive en une critique agressive et permanente. Les critiques proférées par un député du PS, à l'Assemblée Constituante, le 19 novembre 75, contre des membres du MFA qui soutenaient des positions gauchistes, sont assez parlantes :

"(...) Si le général Carlos Fabião veut continuer à être publiquement hésitant entre la révolution et la subversion, entre le MFA et les SUV, il peut le faire, vu que ce droit est reconnu à d'autres; mais il ne doit pas rester à la tête de l'état-major de l'Armée ou dans des fonctions d'une pareille responsabilité. (...) Si le général Otelo Saraiva de Carvalho prétend conserver intouchable, pour l'histoire, son image de verbosité ir-

(1) *A Capital* du 21-11-75.

réfléchi, il peut le faire, et il a droit, comme n'importe quel citoyen, de constituer ou d'adhérer au front politique qui s'adapte le mieux à son attitude esthétique ou à ses conceptions à propos des destinées du pays; seulement, il ne doit pas continuer à exercer des fonctions de la responsabilité de celles qu'il a en tant que chef du COPCON". (1)

Devant la fragilité conjoncturelle des courants gauchistes et du PCP au sein du MFA, la coalition d'efforts des partis (PS, PPD, CDS et PCP m-1) et forces militaires du courant Melo Antunes va amener ceux-ci à la direction complète du processus révolutionnaire. Le courant PC se voit pratiquement réduit à la CODICE et au SDCI, des instruments de simple pression. Au niveau de la Marine, bien que son influence y soit toujours considérable, elle était toutefois trop mince dans le cadre général des forces en présence pour s'opposer à un coup militaire. La force des gauchistes était, elle, assez éparpillée dans le COPCON ou les SUV; de toute façon, elle manquait de cohérence. Son expression révolutionnaire, au niveau militaire, est terminée un peu comme elle avait vécu : par un symbole.

Le 21 novembre, 170 conscrits, en prêtant serment au RALIS (régiment d'artillerie de Lisbonne), le font d'une manière non habituelle et contestatrice, car ils prêtent serment, non pas à l'Armée, mais plutôt à la révolution. À cet cérémonie ont assisté le chef de l'état-major de l'Armée, le commandant de l'unité et aussi des représentants des comités d'habitants et de travailleurs de la zone de Marvila, Beato et Olivais. En lui-même, si l'on pouvait faire abstraction de tout ce qui l'entourait, l'acte exprimait le côté "pur" et les perspectives du "pouvoir populaire" décrites dans le Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA. Car structurellement, ce rapport intime et organique d'unités militaires avec des comités de travailleurs et d'habitants ne se fit voir que dans la zone de Pontinha, toujours dans la périphérie de Lisbonne.

Entretemps, en même temps que la direction du processus politico-militaire acquerrait une force hégémonique à partir du courant Melo Antunes, dans la nuit du 24 novembre un groupe de parachutistes de la Base-école

(1) *Diário da Assembleia Constituinte*, n° 82, du 19-11-75, pp. 2704-2705.

de Tancos se soulève dans le but d'empêcher la décision du général Morais e Silva, qui devait démanteler ce régiment. Les parachutistes prennent d'assaut le commandement de la Région Aérienne de Tancos, la Base Aérienne n° 3 de Tancos, la n° 5 de Monte Real, la n° 6 de Montijo et le Centre de transmissions de Monsanto. Le Groupe des Neuf n'a plus attendu pour agir. C'était là le prétexte tout trouvé pour agir en force. Le coup du 25 novembre trouvait là sa légitimité immédiate.

Les résultats du putsch étaient attendus : il s'agissait de démanteler le courant PC et le courant gauchiste au sein du MFA, et simultanément de reprendre le contrôle total sur l'ensemble des institutions militaires. Maintenant, les éléments les plus en vue de ces courants pouvaient être démis de leurs fonctions, et on pouvait procéder à l'extinction de toutes les structures organisationnelles du MFA, à l'exception du Conseil de la Révolution. Les Forces Armées acquerraient à nouveau leur esprit de corps à part possédant une éthique particulière; cela signifiait la disparition du MFA en tant que spécificité révolutionnaire institutionnelle ayant un projet socialiste à accomplir. Le général Otelo fera une analyse curieuse de cet événement dans un ouvrage publié l'année d'après :

"(...) L'expérience de la Commune de Paris de 1871 est un élément à ne pas oublier. Quel intérêt d'aller vers un conflit dans lequel mourraient à coup sûr des milliers de personnes et de conserver le pouvoir seulement deux ou trois mois ? J'ai dû penser, en quelques minutes, sur la responsabilité d'aller vers un conflit, en entraînant des milliers de gens ici à Lisbonne sans un bon résultat. J'ai donc décidé d'aller vers Belém, afin de contrôler et dominer les unités de ma Région militaire, lesquelles, heureusement, ne se sont pas excitées ni ne sont pas tombées dans le délire. On s'était borné à fermer les portails et à rentrer dans une période de prévention." (1)

(1) Otelo Saraiva de Carvalho, *O Povo é Quem Mais Ordena*, Assírio e Alvim, Lisboa, 1976, p. 186.

Du MFA, en tant que mouvement et en tant que projet révolutionnaire socialiste, il ne restait plus que peu de chose, après le 25 novembre 75. D'un tel projet, en tant que structure organisationnelle ayant du pouvoir, il ne restait plus que le Conseil de la Révolution, qui se verra lui-même dilué plus tard dans les structures du pouvoir politico-militaire normatif. À la fin, il ne resterait plus que la Constitution approuvée en avril 76; et son importance est plutôt symbolique.

II - LE SOCIALISME ET LA CONJONCTURE, DANS LA PERSPECTIVE DES PARTIS POLITIQUES, DES SYNDICATS ET DES GOUVERNEMENTS PROVISOIRES

2.1 - LE 25 AVRIL 1974 ET LA STRUCTURATION DES PARTIS POLITIQUES

Le processus logique qui mena au coup d'Etat du MFA aurait pu le conduire à l'exercice exclusif du pouvoir. Pour des raisons déjà connues, cette possibilité-là ne se réalisa pas, car le mouvement manquait de maturité politique, et il se battait avant tout pour des buts de nature corporatiste et étroitement militaire. L'appel immédiat aux politiciens en exil afin de constituer un gouvernement provisoire ne s'explique pas seulement par l'instauration de la démocratie au Portugal; d'ailleurs, l'appel fut adressé également à des individus qui n'avaient pas de partis politiques à ce moment-là, tels Sá Carneiro et le prof. Palma Carlos. Il s'agissait là avant tout d'un besoin qui trouve son explication dans le manque d'orientation politique précise du MFA.

Le mouvement commence donc par dégager sa propre responsabilité en offrant le pouvoir à des gens haut placés qui constituent eux-mêmes des organismes de direction (la Junte de salut national, la présidence de la République, le 1er gouvernement provisoire). C'est donc comme cela que les partis politiques les mieux structurés et pouvant donner des preuves de crédibilité politique dans l'action contre la dictature de Salazar et Caetano vont recevoir le pouvoir sur un plateau. C'est aussi dans ce sens que les partis politiques vont avoir un rôle extrêmement important dans la société portugaise. En trouvant une médiation politique pour la fonction démocratique, la révolte et la haine intériorisées que la dictature avait nourries va en quelque sorte s'écouler pacifiquement par le biais de l'action politique que chaque parti proclame comme la meilleure.

Au départ, c'est le PCP qui a des avantages sur tous ses concurrents. Car c'est lui qui a le plus souffert sous le fascisme et a réussi à garder son organisation clandestine. Cela lui a permis de se maintenir en tant que

structure d'avenir disposant de cadres et de militants, capable de se poser comme alternative de gestion du pouvoir d'État. D'un autre côté, la pratique et le discours idéologique du fascisme portugais, basé sur l'anti-communisme primaire, ont fait que la politique du PCP puisse disposer d'un soutien relativement large dans certaines couches de la population. Après le retour du parti communiste à la légalité, il se trouva donc en situation assez favorable pour mener une politique capable de le conduire à la participation gouvernementale.

Sa force du début se devait aussi au fait de maintenir des rapports assez étroits avec le MDP/CDE. Ce mouvement, qui eu son origine en octobre 69, au moment de la campagne pour les élections à l'Assemblée nationale, gagna une grande popularité dans la mesure où il s'agissait du seul mouvement d'opposition générale et démocratique au régime salazarien. En 1973 aussi, il fait encore campagne dans le cadre des nouvelles élections, mais renonce à participer à l'acte électoral lui-même, en raison des conditions par trop défavorables créées par le régime. Pendant ces années de l'"ouverture libérale" de Marcelo Caetano, qui essayait ainsi de donner un nouveau souffle au vieux régime créé par Salazar après 1926, malgré les résultats assez maigres du point de vue des élections, le MDP/CDE acquerra une bonne expérience d'opposition légale et semi-légale. Les rapports privilégiés du PCP avec le MDP/CDE provenaient du fait que le PCP pouvait par son intermédiaire, c'est à dire, par des voies légales, faire propagande de son modèle de société et de ses objectifs politiques. Après le 25 avril cette collaboration se poursuit. Car, bien qu'ayant en son sein des militants proches d'autres partis (du PS, surtout, mais aussi du MES et du PPD), dans la pratique son orientation était guidée essentiellement par celle du PCP.

Des autres partis qui assument le pouvoir par le biais du 1er gouvernement provisoire, le PS et le PPD sont les plus importants. Le PS, constitué en 1973, en exil, était fondamentalement une organisation de personnalités démocratiques et d'une figure charismatique de l'opposition, son secrétaire-général, Mário Soares. Le passé historique de Soares était celui d'autres gens qui deviennent des membres du PS : la participation très active aux activités électorales permises par la dictature, qui étaient pratiquement les seuls moments où l'opposition pouvait se montrer publi-

quement. Mais Soares disposait en outre d'un atout personnel : celui du soutien des leaders de l'Internationale socialiste. Le passé du PS est donc bien différent de celui du PCP; il n'a pas pu se structurer en tant qu'organisation avant le 25 avril. La constitution de la CEUD (comission électoral de l'union pour la démocratie), qui participe aux élections de députés pour l'Assemblée nationale, en octobre 69, eut un impact réduit quant aux voix obtenues et aux militants.

Quant au PPD, il n'existait pas du tout lors du 25 avril 74. Il surgit de la coalition d'un certain nombre de personnalités assez connues pour leurs activités politiques dans le cadre de la lutte interne qui se déroula pendant les dernières années du régime salazarien. Ces personnalités-là constituaient l'aile libérale dans l'Assemblée nationale, et s'y battaient pour un changement progressif du régime; elles étaient pour ainsi dire la voix politique de certains secteurs plus modernes de la bourgeoisie financière et industrielle, qui en avaient assez de l'inertie à laquelle les contraignaient le gouvernement dirigé par Marcelo Caetano, le successeur de Salazar. L'insertion du PPD dans l'échiquier politique portugais se fait donc assez facilement. Lorsque deux de ces personnalités entrent dans la scène politique nationale, en faisant partie du 1er gouvernement provisoire (1), le PPD est donc fondé. Sa force institutionnelle, en tant que pouvoir partisan, provient ainsi, dans une large mesure, du coup d'Etat réussi par le MFA.

Par ailleurs, l'inexistence des partis plus conservateurs, juste après le 25 avril, se comprend aisément. Une fois dissoute l'ANP (action nationale populaire, le parti du régime) par la Junte de salut national, aucun autre parti ayant ces caractéristiques ne pouvait oser se constituer. La constitution de ces partis conservateurs, ayant une liaison idéologique avec le précédent régime, mais faisant montre maintenant d'une quelconque étiquette démocratique, n'apparaît que vers juin 74. Parmi eux il faut citer ceux-ci : le MFP (mouvement fédéraliste portugais), le PTDP (parti travailliste portugais), le PT (parti libéral), le MPP (mouvement populaire portugais) et le PSDI (parti social-démocrate indépendant). Leur action et leur fonction furent bien éphémères; ils disparaissent dans les suites du 28 septembre 74.

(1) Des membres du 1er gouvernement provisoire identifiés avec leurs partis respectifs, il faut citer le prof. Pereira de Moura, du MDP/CDE, Álvaro Cunhal et Avelino Gonçalves, du PCP, Sá Carneiro et Magalhães Mota, du PPD, et Mário Soares et Salgado Zenha, du PS.

Parmi les partis conservateurs qui acceptèrent les règles démocratiques stipulées par le MFA, seul le CDS (centre démocratique et social) et le PPM (parti populaire monarchique) ont acquis le crédit et la capacité suffisants afin de subsister dans le contexte de la révolution commencée le 25 avril 74.

Quant aux partis de nature gauchiste, le processus de leur adaptation à la réalité révolutionnaire portugaise fut extrêmement facilité. Structurés dans la clandestinité, et ayant leurs origines, presque tous, dans des scissions survenues au sein du PCP dès 1964, ces partis acquièrent, en partie, le même type d'expérience que fut celle du parti communiste. La grande différence entre eux avait pour base le noyau social et idéologique qui leur fournissait les militants et les cadres. Alors que le PCP avait un bon nombre de cadres d'origine ouvrière et était partisan intransigeant de l'idéologie et de la politique inhérentes au régime instauré en URSS après la mort de Staline, les groupes et organisations d'extrême-gauche ne disposaient pas d'un grand nombre de militants, avaient peu de cadres et socialement étaient formés surtout par des étudiants. Idéologiquement, ces groupes se divisaient en maoïstes ou marxistes-léninistes, guévaristes et trotskistes. Quand survient le 25 avril, les organisations d'extrême-gauche se développent rapidement, en partie grâce à bon nombre de jeunes militants rentrés d'exil. Pendant si longtemps réduits presque au silence, ayant souvent subi la prison et les tortures, ils avaient alors la possibilité d'affirmer ouvertement leurs exigences.

Ils ne se trouvent pas tous structurés lors du 25 avril 74. Le PRP et le PCP m-1 se sont présentés tout de suite en tant que partis, mais tous les autres se sont formés en tant que tels par la suite. Parmi les plus significatifs, il faut citer le MRPP, le CMLP, la LUAR, le MES, l'OCMLP, le CARP, les CCRML, l'URML, la LCI et une autre faction du PCP m-1. Ultérieurement, certains d'entre eux constitueront des fronts électoraux : l'UDP, le FEC m-1, l'AOC et le PUP. La prolifération de ces groupements s'explique en partie par la scission du mouvement communiste officiel, après le conflit sino-soviétique, mais aussi par les caractéristiques du régime fasciste portugais et par la guerre coloniale.

2.2 - LE SOCIALISME PRECONISE PAR LE PCP ET LE MDP/CDE

En sortant de la clandestinité, le PCP mobilise toutes ses structures afin de conquérir des positions privilégiées dans l'appareil d'État, les syndicats et les institutions locales liées à l'État. Il essaie donc d'élargir l'instauration légale de ses structures partisans dans tout le pays. L'obtention de locaux pour l'installation de sièges et centres du parti est elle-même un travail militant considérable : le 19 juillet déjà, le PC dispose d'environ soixante-cinq centres (1). Des mois après ils seront beaucoup plus : cent-trente-six en octobre, y compris dans l'île de Madère (2). C'était le premier pas pour une propagande efficace.

Le MDP/CDE fait pareil. Mais son succès là-dessus était plus facile, vu son implantation nationale avant même le 25 avril. Toujours est-il que ces deux partis sont en mesure de prendre des places importantes dans l'appareil d'État, dans les syndicats et les institutions locales (*autarquias*). Simultanément, ils exercent avec efficacité leurs fonctions au sein de la coalition qui est à l'origine du 1er gouvernement provisoire.

La tactique et la stratégie de ces deux partis à l'intérieur de la coalition est assez explicite. Il s'agissait pour eux de mener une action attentive, afin de ne pas provoquer des remous au sein du gouvernement et d'assurer l'installation d'un système démocratique au Portugal. Cette stratégie va faire du PCP et du MDP/CDE des partisans intransigeants de la politique économique préconisée par ce gouvernement, et des opposants non moins intransigeants aux mouvements sociaux qui surgissent de toutes parts. Toute l'action du PC était directement dictée par les objectifs programmatiques approuvés par son VIe congrès (1965). La situation des luttes de classes, le développement des forces productives, le programme du MFA et les nouvelles conditions historiques créées par le 25 avril, tout cela devait être en accord avec la "révolution démocratique nationale." Il fallait donc, de par cette perspective, établir des alliances entre le prolétariat, le paysanat, la petite et ma moyenne bourgeoisie, fin de rendre viable l'instauration de la démocratie et du progrès so-

1) *Avante*, organe du PCP, du 19-9-74.

2) *Avante* du 21-10-74.

cial dans le pays. Le PCP prend ainsi une attitude d'hostilité envers les grèves, les occupations, et tous ceux qui les soutenaient. Sa position contre les organisations gauchistes, dès mai 74, est ainsi présentée :

"(...) Les groupes pseudo-révolutionnaires ont alors montré clairement qu'ils servaient, non pas les intérêts des travailleurs, mais ceux de la réaction. En collaborant avec le patronat réactionnaire, en fomentant un climat d'anarchie dans les rues, en se lançant dans une lutte ouverte contre le gouvernement provisoire, en menant des provocations dont le but clair était de casser l'alliance des masses populaires avec les Forces Armées, certains groupes gauchistes révèlent leur lamentable rôle de fer de lance de la réaction." (1)

Bien entendu, en prenant un tel parti, le PCP cherche également à en tirer les profits politiques. D'un côté, en rendant solide le projet de reconstruction nationale et d'une stabilité basée sur un consensus entre les différentes couches sociales, il arrive à l'imposition de son modèle de société, limité à la période historique dénommé "révolution démocratique nationale". C'est à dire que dans la période historique présente il fallait identifier les intérêts de classe du prolétariat des usines et des campagnes avec ceux de la petite et moyenne bourgeoisie, des professions libérales et des cadres, ceci afin d'harmoniser le développement économique du pays, entendu comme un premier pas vers l'instauration du socialisme au Portugal. Le PCP ne contestait donc ainsi que les "monopoles" et les "latifundiaires", lesquels représentaient des structures capitalistes empêchant le progrès et le développement selon les intérêts de la démocratie et du bien-être des populations laborieuses.

Par ailleurs, le PC cherchait naturellement aussi à tirer profit de son action dans le gouvernement. Le fait d'y avoir la charge du ministère du Travail va lui faciliter la tâche. En effet, le PCP démontrait, par son action au ministère du Travail, qu'il était un parti sérieux,

1) *Avante* du 7-6-74.

respectueux de la légalité démocratique et des institutions, son sérieux étant d'autant plus convaincant qu'il se battait contre les grèves et l'agitation sociale. Mais ce faisant, il organisait les affaires du ministère afin de mettre sur pied des contrats collectifs de travail et des conventions défendant des couches sociales dont les salaires étaient parmi les plus bas.

Dans un discours prononcé le 22 juin 74, à Porto, pendant un meeting, le secrétaire-général du PC et ministre sans portefeuille du 1er gouvernement provisoire, Álvaro Cunhal, exprime assez bien ce que voulait dire cette phase pour son parti :

"(...) Ce qui est vrai c'est que les communistes ne défendent pas que les intérêts de la classe travailleuse et des paysans; ils défendent aussi les intérêts de toutes les classes et couches moyennes. Les petits agriculteurs, les petits commerçants, les petits industriels, ont tous chez les communistes de véritables défenseurs de leurs intérêts légitimes." (1)

Le PCP, parallèlement à cette insertion dans l'appareil d'État, s'investit aussi dans les structures syndicales. C'est un travail mené, là, par des syndicalistes appartenant à l'Intersindical. Celle-ci, créée en octobre 70, avait acquis au bout de quatre ans une expérience de lutte assez importante. Son prestige auprès de larges couches ouvrières était indéniable; et elle avait pu obtenir la direction de certains syndicats-lés, tels que celui des employés de banque, des métallurgistes et des employés de commerce du district de Lisbonne.

Une autre histoire est celle de l'implantation dans les institutions locales (les mairies et les assemblées communales). Car c'est le MDP/CDE qui est à même d'y obtenir des places importantes, de par son expérience égale et de la connaissance qu'il possédait de la situation concrète de nombre de ces institutions dans le pays. Le MDP/CDE avait aussi un atout que le PCP ne pouvait pas avoir, à ce niveau, car il était vu comme un parti quelque peu diffus, démocratique sans plus. L'*Avante*, le journal

) *Avante* du 27-6-74.

du PC, explique bien ce qu'était alors la fonction spécifique du MDP/CDE :

"(...) Et dialectiquement le MDP/CDE a encore un rôle irremplaçable à tenir. Il suffit de constater le contenu de sa large activité auprès des masses pendant ces trois mois de liberté, sa participation large dans la démocratisation des institutions du pays, tout spécialement de l'appareil administratif, il suffit de voir son rôle dans l'éclaircissement, dans l'organisation et dans la mobilisation des divers secteurs de la vie et de la société portugaise, particulièrement parmi les femmes et les jeunes, afin de conclure sur sa vitalité." (1)

L'action du PCP et celle du MDP/CDE sont donc complémentaires. Et elles le resteront pendant la durée des gouvernements provisoires successifs. Jusqu'au 28 septembre 74, leur lutte commune consistera dans la création de conditions favorables à l'assise de leurs structures respectives, afin de soutenir le processus de démocratisation politique mené par le MFA, d'accélérer la décolonisation et de conquérir une hégémonie politique. Après les événements du 28 septembre, et parce que le MFA s'institutionnalise et gagne plus de pouvoir, le PCP et le MDP/CDE s'identifient avec le contenu de l'orientation programmatique du MFA. Le VII^e congrès du parti communiste (extraordinaire), tenu le 20 octobre 74, montre clairement cette identification :

"(...) Le PCP n'épargnera pas les efforts et les énergies afin d'unir les forces démocratiques, afin de renforcer l'alliance du mouvement populaire avec le Mouvement des Forces Armées, afin d'unir, d'organiser et de mobiliser la classe ouvrière et les masses dans la lutte pour la réalisation de ces tâches-là, afin de lutter au sein du gouvernement et ailleurs pour qu'elles se réalisent.

Le peuple travailleur et les larges masses populai-

1) *Avante* du 2-8-74.

res, en alliance avec le Mouvement des Forces Armées, ont leurs destinées dans leurs propres mains. La possibilité existe de créer à brève échéance un Portugal démocratique, pacifique, prospère et indépendant." (1)

Ainsi, en même temps que le courant PC du MFA élargit son influence sur le pouvoir politico-militaire, le parti fait progresser son action partisane et syndicale en accord avec cette évolution-là. L'influence qu'il gagne au niveau de l'appareil syndical et de la presse après le 28 septembre en est une preuve évidente. Au niveau du pouvoir politique, il peut compter sur le soutien non partagé du général Vasco Gonçalves et du ministre du Travail, Costa Martins; il fait donc approuver la législation syndicale par le conseil des ministres (janvier 75), après une décision favorable du MFA. L'agrément de l'"unicité syndicale" (terme qui désigne le monopole syndical de l'Intersindical), en particulier, représente une victoire d'une importance majeure pour le PC.

Toutefois, malgré le fait que le PC était un parti étroitement lié aux masses travailleuses, disposant d'un grand nombre de militants et de cadres et d'une place importante à l'intérieur du pouvoir, son hégémonie n'était aucunement évidente. D'une part, parce qu'il devait une grande partie de son pouvoir propre au rôle du MFA; d'autre part, parce qu'une large partie de la population portugaise (surtout les petite et moyenne bourgeoisie et le paysannat situé au nord du Tage) n'était pas, ou pas du tout, ouverte aux perspectives et à l'action de ce parti. Elle était même souvent hostile à tout ce qui pouvait s'appeler "communiste".

La dynamique contradictoire de ce danger est sentie par le PC à la veille des élections pour l'Assemblée Constituante. La réalisation des "Journées démocratiques", sous l'égide du MDP/CDE, début novembre 74, est un moment très important du point de vue du projet électoral. En effet, selon la législation récemment approuvée, ne pouvaient participer aux élections que des partis politiques; le MDP/CDE étant un simple mouvement, est contraint de se transformer en parti. Or cette solution n'a pas plu à tout les militants, car cette transformation légale et apparemment formelle avait des implications politiques. Le PS et le PPD s'insurgèrent

1) *Avante* du 21-10-74.

contre une telle prise de position et firent sortir du MDP/CDE tous leurs militants.

Pour le PCP le problème se posait autrement, car lui et le MDP/CDE étaient trop proches politiquement, et en fait ce dernier représentait en quelque sorte le complément du premier. Au niveau électoral cela était évident : étant plus "modéré" que le PC, le MDP/CDE avait de par ce simple fait plus de possibilités de toucher les couches sociales plus conservatrices et donc d'y gagner des voix (notamment à Madère et aux Açores et dans le nord du Portugal). Et de toute façon, les voix données au MDP/CDE représentaient un renforcement du PCP. Au fond, ce que le parti communiste arrivait à faire, par le biais du MFA et par son action propre, en tant qu'organisation spécifique, au niveau de l'implantation dans l'appareil d'État et dans l'appareil syndical, était complété électoralement par le MDP/CDE. Le PC savait en effet, de par des sondages qu'il avait déjà fait auprès des populations, que de larges couches sociales ne s'identifiaient pas du tout avec son idéologie, et donc il fallait faire très attention. La crainte du PCP est bien exprimée dans l'*Avante* du 13-2-75 :

"(...) La proximité des élections pour l'Assemblée Constituante, dont la date prévue par le MFA fut annoncée par le président Costa Gomes dans sa récente communication au pays, peut conduire des forces intéressées à imposer un modèle de démocratie bourgeoise au peuple portugais, par l'emploi des moyens bassement électoraux qui leur sont propres, afin de faire jouer la dépolitisation de larges couches de la population portugaise en leur faveur."

Le risque de perdre par la voie électoral ce que le PCP et le MDP/CDE avaient déjà acquis au niveau de l'appareil politique sera dans l'immédiat dépassé par des mesures à caractère révolutionnaire fomentées par le MFA, après les événements du 11 mars 75. La radicalisation du processus révolutionnaire portugais, qui permet des transformations très importantes, aux niveaux économique, social et politique, va permettre en même temps l'institutionnalisation du MFA en tant que pouvoir politico-militaire. La formation du 4e gouvernement provisoire mène aussi à des mesures

importantes dans le même sens. Les perspectives du pouvoir d'alors semblaient assez sûres d'elles-mêmes, et le processus politique avait l'air irréversible. Le PC, jusqu'alors peu prolixe dans ses affirmations et intentions programmatiques quant à l'instauration du socialisme au Portugal, revoit ses positions et entame dès lors la lutte pour l'obtention de cet "objectif lointain" :

"(...) Le coup contre-révolutionnaire du 11 mars s'est soldé par un bruyant échec des forces réactionnaires et conservatrices et par une grande victoire des forces de la démocratie et du progrès social. Ce fait a eu de la part des Forces Armées une réponse adéquate à la nouvelle situation : l'institutionnalisation immédiate du MFA, par l'intermédiaire du Conseil de la Révolution. Sachant, depuis le 25 avril, que la fin du MFA serait le début de la fin de la démocratie portugaise, et étant par là toujours partisan de l'institutionnalisation du MFA, notre parti ne pouvait s'empêcher de saluer chaleureusement une telle mesure. Les positions entretemps prises par le Conseil de la Révolution, en accord avec l'avancée et le renforcement du mouvement populaire, démontrent qu'il y a de bonnes conditions pour l'édification au Portugal d'une société démocratique en route vers le socialisme." (1)

L'institutionnalisation du MFA, donc, enlève certainement les craintes quant aux résultats électoraux. Nonobstant, le PCP et le MDP/CDE mobilisent leurs structures respectives en vue d'une participation très active à l'agitation électorale. Par rapport aux autres partis, leur capacité d'intervention sur le terrain politico-social était bien plus grande. Par le collage d'affiches, l'organisation de meetings, les manifestations de rue, les programmes de radio et de télévision, la propagande par les journaux et les revues, ces deux partis montraient sans peine leur supériorité. En moyenne, le PCP et le MDP/CDE, pendant la période électorale, organisaient plusieurs dizaines de séances d'agitation et de meetings par jour. Le PCP à lui seul arrive à être présent, le 17 avril 75, dans 188 localités différentes de quinze districts du pays (2).

(1) *Avante* du 20-3-75.

(2) *Avante* du 17-4-75.

Pourtant, toute cette capacité, confrontée à la réalité socio-économique du pays, sera dérisoire quant à ses résultats pratiques, c'est-à-dire, électoraux (1). Comparativement aux résultats obtenus par le PS, et en moindre degré le PPD, le 25 avril 1975, le PCP et le MDP/CDE arrivent à des chiffres franchement bas. Le MDP/CDE, en effet, obtient 4,1% des voix (234 293 électeurs et 5 députés); le PCP, bien que faisant un meilleur score (12,5% des voix, 711 935 électeurs, 30 députés), arrive malgré tout loin derrière le PS. C'était l'échec.

Il faut souligner que des voix obtenues par le PCP, 522 207 provenaient de la zone géographique située au sud du Tage. Celles du MDP/CDE venaient à peu près de la même région, avec une incidence particulière à Lisbonne, en Alentejo et en Algarve.

En tout cas, ces résultats symbolisaient bel et bien la perte de légitimité de l'exercice du pouvoir par ces deux partis de gauche. Ils vont donc radicaliser leurs positions, afin de ne pas perdre le pouvoir dont ils jouissaient déjà, à différents niveaux institutionnels. Ils vont ainsi se battre très durement pour que le 4e gouvernement provisoire, le MFA et les syndicats contrôlés par eux consolident et développent, par le biais du pouvoir institutionnalisé, les conditions pour l'instauration d'un régime socialiste au Portugal.

De tels objectifs seront combattus par le PS et le PPD. Ceux-ci, ayant été les partis les plus "votés", exigent à partir de là un partage plus équitable du pouvoir politique (fondamentalement au niveau des moyens dits de communication sociale, qui avaient subi des interventions étatiques) et des institutions locales. Ils avaient bien entendu signé la Plateforme d'Accord Constitutionnel; mais leur nouvelle exigence advenait directement du résultat des élections, celles-ci étant considérées, naturellement, comme un acte majeur de la nouvelle vie politique au Portugal.

Le PS et le PPD vont essayer de déloger le MDP/CDE des institutions locales; d'après eux, ce dernier n'avait pas obtenu les voix suffisantes pour pouvoir y continuer. Mais le PCP ne recule pas devant ses propres objectifs programmatiques, qui consistaient alors à gagner une hégémonie au sein de l'appareil politico-militaire permettant d'édifier le socia-

(1) Sur les élections pour l'Assemblée Constituante (25-4-75), cf. les résultats détaillés page suivante.

TABLEAU nº 1

RESULTATS DES ELECTIONS POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE DU 25 AVRIL
1975, SUR LE CONTINENT, AÇORES ET MADERE (1)

Résultats Partis	Nombre d'Inscrits	Voix		Nombre de Députés	Voix Nuls	
		Nombre	%		Nombre	%
P.S.P.		2 154 149	37,9	115		
P.P.D.		1 498 897	26,4	80		
P.C.P.		711 935	12,5	30		
C.D.S.		434 023	7,6	16		
M.D.P.		234 293	4,1	5		
F.S.P.		66 307	1,2	-		
M.E.S.		58 248	1,0	-		
U.D.P.		44 877	0,8	1		
FEC (m-1)		32 700	0,6	-		
P.P.M.		32 482	0,6	-		
P.U.P.		13 183	0,2	-		
L.C.I.		10 835	0,2	-		
Total	6 188 286	5 684 488	91,7	247	392 594	6,9

Source: Diário do Governo, 2ème série, nº 115, du 19-5-75, p. 3048-(7).

(1) Ajouter 3 Députés: 1 pour le Mozambique, 1 pour Macao et 1 pour
l'Emigration.

lisme. La commission politique du Comité central du PCP s'est montrée à ce propos assez claire :

"(...) La commission politique du CC du PCP fait observer que certains secteurs veulent se servir du résultat des élections, en l'interprétant abusivement afin d'essayer d'enrayer et d'interrompre le processus révolutionnaire.

Le PCP rappelle le pacte signé par les partis politiques et le MFA et souligne que, dans leur activité quotidienne, il y a des forces politiques qui violent les compromis assumés.

L'existence même de la liberté, l'édification d'un régime démocratique sur la voie du socialisme exigent l'unité populaire et démocratique et l'alliance avec le MFA." (1)

Ainsi, perdue la légitimité de l'exercice du pouvoir par le processus électoral parlementaire et démocratique, au PCP et au MDP/CDE ne restait qu'une solution : celle de défendre avec acharnement le maintien du MFA en tant que centre du pouvoir. Dans l'optique de ces partis, l'instauration du socialisme en dépendait absolument. Ils vont se consacrer à une activité redoublée sur les terrains de la réforme agraire, des nationalisations, du contrôle de la presse parlée et écrite et des institutions locales. Pour soutenir la viabilité économique et l'augmentation de la production de richesse, ils investissent beaucoup sur le "contrôle de la production" et la "bataille de la production". Par ailleurs, quant au rôle de l'Assemblée Constituante, dont le fonctionnement avait commencé le 2 juin 75, s'il avait une importance certaine pour le PCP et le MDP/CDE, il était mis quelque peu de côté à ce moment-là. Les projets de constitution présentés le 7 juillet par ces deux partis expriment bien le besoin qu'ils ressentent tous les deux du maintien de l'institutionnalisation du MFA afin de poursuivre sur la voie de l'instauration du socialisme. Au sujet du rôle du MFA en tant qu'organe de souveraineté dans la structure et l'organisation de l'État, voici ce qu'on peut lire dans

(1) *Avante* du 8-5-75.

le préambule et l'article 1er du projet présenté par le MDP/CDE :

"(...) Sûrs du fait que seule l'unité active de tous les portugais engagés dans la construction de la patrie, par l'intermédiaire de l'alliance des masses populaires et du MFA, peut atteindre les objectifs du processus révolutionnaire dans le sens de l'édification pacifique d'une société socialiste (...) Article 1er - L'État portugais est une république démocratique dont les bases se trouvent dans les grandes couches de la population historiquement opprimées, et il encourage, par l'alliance révolutionnaire du peuple et de ses forces armées, l'instauration d'une société socialiste." (1)

Le projet du PCP avait quelques différences de détail par rapport à celui du MDP/CDE. Le fond était le même : la société socialiste par l'intermédiaire du MFA. On peut lire en effet dans l'extrait du préambule de son propre projet de constitution :

"(...) Celle-ci est la constitution qui garantit la liberté et les conquêtes révolutionnaires atteintes, qui est tournée vers les profondes transformations économiques et sociales qu'il est urgent de réaliser pendant la transition vers le socialisme, qui sanctionne l'alliance entre le Mouvement des Forces Armées et le mouvement populaire des masses, qui ouvre la voie à la dynamique du processus révolutionnaire et à l'initiative des organes révolutionnaires et du peuple." (2)

Il faut dire d'ailleurs que dans la plupart des cas les six projets de constitution étaient favorables à la dépendance institutionnelle du pouvoir politique par rapport au pouvoir de fait exercé par le MFA. Entre chacune de ces ébauches il y avait évidemment beaucoup de différences, mais sur ce point central et décisif l'accord était considérable. Bien entendu, sur ce point central la palme revenait au PCP et au MDP/CDE pour ce qui est du rapport MFA/ développement de la société socialiste.

(1) *Diário da Assembleia Constituinte*, supplément au n° 13, du 7-7-75, p.280-(22).

(2) *Diário da Assembleia Constituinte*, id., p. 280-(34).

Il faut souligner que, bien entendu, la réalisation du socialisme passait fondamentalement par une étatisation de l'économie, dont la base immédiate était la nationalisation des "monopoles" et la réforme agraire dans les latifundia. Le départ était donné; il s'agissait maintenant de systématiser et de rendre sûr de développement de la nouvelle réalité socio-économique.

Du côté du 4e gouvernement provisoire, du MFA (jusqu'à un certain moment), des syndicats de l'Intersindical, du PCP et du MDP/CDE (et y compris de certaines organisations gauchistes) il y eut une détermination conséquente dans le sens de matérialiser une telle évolution, qui comptait sur la volonté d'un grand nombre de travailleurs directement impliqués par ce processus. Mais l'opposition politique et sociale à une telle évolution était grande.

Les raisons en étaient nombreuses. Il y eut d'abord, à ce niveau-là, le fait que le rapport gouvernement/ pouvoir institutionnel se consumait assez vite devant les difficultés d'application dans la pratique des mesures socialisantes. La coalition gouvernementale, qui disposait de conditions lui permettant de fonctionner jusqu'aux élections d'avril 75, est devenue relativement fragile à partir du moment où les contradictions entre le PCP et le PS et le PPD sont devenues trop importantes pour continuer à être débattues pacifiquement. Cette coalition se défait en juillet 75; le gouvernement dirigé par le général Vasco Gonçalves est exonéré officiellement le 8 août 75 (1). Le conflit dans le quotidien *República*, défavorable aux prétentions du PS, aggrava les difficultés; par ailleurs, la radicalisation du MFA était toujours source d'inquiétudes qui ne faisaient que monter. À partir de l'approbation du Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA, le conflit est devenu insoutenable. En effet, le "modèle de société socialiste", en termes fonctionnels et organisationnels, que ce modèle proposait, était de toute évidence opposé aux objectifs programmatiques aussi bien du PS que du PPD. Tous ces facteurs conflictuels, nés de la lutte pour l'hégémonie politique, mènent alors le PS à se démettre du gouvernement (le 10 juillet), suivi une semaine plus tard par le PPD (le 17 juillet). Il devenait ainsi impossible de continuer de la même façon les perspectives de

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 182 (supplément), du 8-8-75. p. 106-(2).

tout le courant PC. Mais en même temps qu'ils rendaient impossible ce gouvernement, le PS et le PPD (ensemble avec le CDS, le PCP m-1 et même le MRPP) ont engagé la lutte contre la formation du 5e gouvernement provisoire qui devait s'en suivre; par là, ils se battaient contre la tentative d'hégémonie du PCP et du MDP/CDE sur le pouvoir politique.

Là, le moment était favorable au courant social-démocrate. La crise institutionnelle et gouvernementale que traversait le pays s'était agrandie par l'augmentation du chômage et par des problèmes assez complexes d'insertion sociale provoqués par l'afflux énorme de rapatriés en provenance des ex-colonies portugaises. La désidentification de la société civile dans sa majorité par rapport au pouvoir politico-militaire devenait l'axe permettant le succès à terme du PS et des autres partis qui le soutenaient alors. Ce phénomène s'est développé essentiellement à partir de la région située au nord du Tage. On passe à une phase de bagarres, d'attaques de sièges et d'individus appartenant au PCP, au MDP/CDE et à des organisations d'extrême-gauche telles que le MES et l'UDP. C'est une courte période où la violence contre le courant "socialiste" du PCP va déferler (juillet-septembre 75), mais elle sera décisive. L'Église est partie prenante dans ces affrontements, elle qui avait déjà perdu le contrôle de son puissant émetteur de Lisbonne de Rádio Renascença depuis le 27 mai. Dans les églises du Portugal, tout spécialement dans le Nord, la parole des prêtres catholiques devient inflammée. Certains diocèses, tel celui de Braga, révèlent de façon exacerbée l'état d'esprit qui est alors celui des dirigeants ecclésiastiques, ainsi que nous pouvons le lire dans le discours de l'archevêque de Braga, D. Francisco Maria da Silva, le 10 août 75 :

"(...) Votre présence ici, calme et pacifique mais nombreuse et sans peur, veut aujourd'hui signifier tout d'abord ceci : que l'on rende à l'Église Rádio Renascença, qui lui appartient et dont le vol représente une grave mutilation (...). Le problème portugais n'est que celui-ci : d'un côté, une minorité, contre la volonté du peuple, est en train d'imposer le communisme à la nation, où l'on n'ait point de patrie indépendante ni de

religion. D'un autre côté, nous avons une écrasante majorité en train de dire non à ce communisme. La lutte s'établit entre les uns et les autres. Voilà le seul problème de base." (1)

La désagrégation sociale, produit de la désidentification entre la société civile et l'État, s'abat d'abord négativement contre le 4e gouvernement provisoire, plus tard contre le 5e. De par les rapports d'intimité idéologique et des objectifs programmatiques, de par aussi l'articulation institutionnelle au niveau du pouvoir politico-militaire, cette désagrégation atteint également le MFA. Ainsi, en perdant le soutien de la société, le PCP et le MDP/CDE perdent en même temps le soutien institutionnel du courant PC du MFA. L'incapacité pratique de défendre leurs sièges et centres, qui ont été entièrement détruits (2), vient du manque de soutien social, d'une part, mais aussi de celui du pouvoir politico-militaire. Dans ces conditions, le PCP et le MDP/CDE cherchent à employer leurs efforts afin de défendre le pouvoir qu'ils avaient encore et la poursuite du processus politique dans le sens des nationalisations et de la réforme agraire. La formation du 5e gouvernement provisoire par des éléments du PCP, du MDP/CDE et quelques personnalités de gauche (le 8 août 75) va rendre évidente la fragilité d'un tel consensus lorsque, un mois après, ce gouvernement doit sortir de la scène et se démettre.

À tous les niveaux de la société, ces partis perdent leurs positions d'hégémonie; ils réussissent à garder un contrôle politique sur le contenu de la réforme agraire et des nationalisations. Mais par ailleurs, dans la mesure où le MFA lui-même perd de sa force, le courant PC s'effrite au niveau institutionnel, et y compris au niveau d'un certain nombre de syndicats et de certaines institutions locales. Leur participation en tant que partis au sein de la nouvelle coalition dirigée par le PS est maintenant dérisoire: le PCP n'y obtient que le ministère de l'Équipement social, et le MDP/CDE aucun.

Le PC et le MDP vont donc s'engager autrement dans la vie politique du pays. Jusqu'alors, ils avaient mené une politique d'identification avec le pouvoir. En étant chassés, ils vont faire de l'agitation contre le pouvoir gouvernemental, en essayant de créer un mouvement social de con-

(1) *Jornal de Notícias* du 11-8-75.

(2) *Avante* du 14-8-75.

testation de grandes dimensions en vue d'abattre l'exécutif dirigé par le vice-amiral Pinheiro de Azevedo. Cela signifiait, bien entendu, que, ayant perdu la bataille pour l'hégémonie politico-militaire, le PCP et le MDP/CDE ne pouvaient subsister qu'en tant que partis d'opposition; ce qu'ils sont devenus depuis. Le secrétaire-général du PCP, Álvaro Cunhal, l'eclaircît dans un meeting à Torres Novas, vers la mi-octobre 75 :

"(...) Nous l'avons déjà affirmé et nous le répétons : les communistes ne sont pas au gouvernement afin de rendre fiable la social-démocratie, afin de soutenir la politique d'une coalition PPD/PS, afin de rester liés à un virage à droite de la politique portugaise. Que ce soit au gouvernement ou ailleurs, les communistes combattent la voie social-démocrate que l'on veut donner à la politique portugaise, combattent pour défendre les acquis de la révolution, combattent pour que la révolution portugaise continue sur le chemin du socialisme (...). Partout dans le pays, la classe ouvrière, les militaires révolutionnaires, la jeunesse, les femmes, les masses populaires sont en train de montrer, par leur lutte tenace, continuelle et confiante, et avec leurs démonstrations, manifestations, grèves, arrêts de travail, initiatives de lutte et de travail auxquelles participent ensemble des milliers de portugais et de portugaises, que le peuple est conquis pour la révolution et décidé à la défendre et à la mener au bout." (1)

L'efficacité de cette lutte d'opposition eut un grand impact sur l'action gouvernementale du 6^e gouvernement provisoire. Les grèves successives et les manifestations, pendant les premiers temps de ce gouvernement, soutenues par le PCP, assumèrent une grande radicalité et troublèrent énormément les agissements du gouvernement. Il faut dire que les initiatives oppositionnelles du PC furent aidées par l'action militante des organisations d'extrême-gauche (ex-FUR). Celles-ci avaient été en conflit permanent avec le PC pendant toute la durée des cinq gouvernements provisoires;

(1) *Avante* du 23-10-75.

mais avec l'avènement du gouvernement social-démocrate ils vont établir une certaine collaboration avec le PCP contre Pinheiro de Azevedo et ses pairs.

Mais une telle conjugaison d'efforts ne fut pas très positive pour les organisations gauchistes. Le PCP, qui avait d'abord adhéré au FUR, le 25 août 75, le quitta très rapidement. Mais ce n'est pas cette inconséquence dans la rapport avec les organisations d'extrême-gauche qui explique la désagrégation du PCP et du MDP/CDE en ce qui concerne le pouvoir politico-militaire. C'est la crise institutionnelle du MFA, dont le pouvoir passa aux mains du Groupe des Neuf; et c'est la crise de la société elle-même, qui rend improbable puis impossible la réalisation du socialisme d'après les perspectives du parti communiste portugais. Le putsch du 25 novembre 75 est l'aboutissement logique de la "normalisation".

2.3 - LE SOCIALISME MODERE ET PLURALISTE DU PSP

À la différence du PCP, le PS était un parti sans cadres et militants et dépourvu d'une véritable structure organisationnelle lorsque survient le 25 avril. C'est celà qui explique l'incapacité dont le PS fait preuve au tout début du processus révolutionnaire. Devant le vide étatique que crée le coup d'état, le PS, à ce moment essentiel, a peu de chose à employer pour le remplir; il n'a, à vrai dire, que la figure charismatique de Mário Soares. Celui-ci est invité à diriger le ministère des affaires étrangères du 1er gouvernement provisoire; c'était sans doute, à ce moment-là, sa place la plus appropriée, car il était connu à l'étranger en tant que dirigeant de l'opposition au régime salazarien. C'est donc à partir de Mário Soares que la crédibilité du PS gagne du terrain, jusqu'à devenir un parti national. Beaucoup de gens au prestige intellectuel, artistique, scientifique ou politique adhèrent rapidement à ce parti qui avait l'avantage, à leurs yeux, de se trouver à gauche sans être communiste. Ce seront ces gens qui constitueront, au départ, le PS.

À partir de là le PS est à même d'affirmer son identité idéologique et ses objectifs programmatiques dans des meetings et d'autres réunions publiques. Face à un parti communiste ayant une identité idéologique bien structurée depuis de longues années, et qui propose un modèle de société socialiste proche de celui existant en URSS, le PS n'avait qu'un champ de manoeuvre assez limité, d'autant plus que le socialisme était le programme d'une multitude d'organisations et groupes gauchistes et faisait partie aussi des souhaits du PPD (que deviendra plus tard le parti social-démocrate). Donc, au début, le PS est le parti de la tolérance et de l'ouverture, et en son sein coexistaient différents courants, depuis le réformisme traditionnel jusqu'au gauchisme. Mário Soares, à Almada, le 25 octobre 75, a fait un tableau de la situation d'alors :

"(...) Le parti socialiste est un parti pluraliste, ayant plusieurs composantes en son sein. Celle de l'humanisme socialiste, qui suit l'orientation de la pensée d'António Sérgio; celle du marxisme, c'est à dire de ceux de nos camarades qui se réclament des

enseignements de Marx et de ses successeurs théoriciens du socialisme, lesquels estiment tout simplement que le marxisme n'est pas un dogme mais une méthode d'analyse qui doit être enrichie avec le progrès social et les acquis de l'économie politique. D'un autre côté, dans notre parti il y a aussi un autre courant qui commence maintenant à se manifester, puissant et important, et dont l'avenir au Portugal sera grand; il s'agit du courant qui se réclame de l'humanisme chrétien, que ce soient les catholiques progressistes ou les protestants."

(1)

Mais le côté ouvert et pluraliste ne peut durer toujours au sein du PS. Dès lors qu'il devient un parti important électoralement, avec beaucoup d'adhérents et un bon nombre de cadres et de militants, il doit se structurer plus fermement; et comme partout les tendances iront se battre afin de gagner une hégémonie politique leur permettant de diriger le PS selon leurs propres perspectives. Cela devient clair lorsque le PS tient son 1er congrès (les 13, 14 et 15 décembre 74), à Lisbonne. Les tendances s'y expriment et de leurs contradictions naissent un peu plus tard des scissions. Le rapport du secrétaire-général reçoit l'accord de la majorité des participants, et il est déjà très explicite quant à ses intentions d'hégémonie, notamment en soulignant la volonté de lutter contre l'existence "d'autres partis" à l'intérieur du même parti. Cela s'appliquait dans l'immédiat à deux groupes assez importants du PS : le MSP (mouvement socialiste populaire) et les GAPS (groupes autonomes du parti socialiste). La direction hégémonique de Mário Soares a alors été très contestée; mais cette contestation ne pouvait pas durer au sein même du parti : en février 75, une faction dirigée par Manuel Serra, catholique de gauche ayant participé à des tentatives armées contre le régime salazarien, organise le FSP (front socialiste populaire).

Dépassées les divergences internes, et s'étant entretemps structuré plus sérieusement afin de participer à la direction de l'État, le PS, face aux événements du processus révolutionnaire, en vient à radicaliser et

1) *Portugal Socialista*, organe du PS, du 31-10-74.

à spécifier son propre projet d'une société socialiste. Mais son implantation en milieu ouvrier était toujours bien inférieure à celle du PCP, qui arrivait même à faire adopter, par le biais du 3e gouvernement provisoire, la fameuse "unicité syndicale", une loi qui rendait encore plus difficile la tâche du PS puisqu'elle entérinait pour ainsi dire le monopole du PC sur le mouvement syndical existant, c'est à dire, l'Intersindicale (janvier 75).

Le PS (et à un degré moindre le PPD) va donc devoir mener une lutte à long terme pour la liberté et le pluralisme syndicaux. D'après le PS, si des travailleurs l'entendaient ainsi, ils pourraient organiser des syndicats, à tous les niveaux (régional, par district et national), selon leurs intérêts idéologiques. Cette position est bien exprimée par Salgado Zenha, ministre de la Justice du 3e gouvernement provisoire, dans un discours fait pendant un meeting à Lisbonne, le 16 janvier 75 :

"(...) Ce projet (d'unicité syndicale) m'a étonné, pas seulement parce qu'on impose une confédération syndicale unique, mais aussi parce qu'on impose un syndicat unique et tout un assemblage de dispositions qui sont un véritable emprisonnement de la classe ouvrière (...). La classe ouvrière n'est la propriété d'aucun parti, d'aucun État, d'aucun courant sauveur, elle sait se gouverner et se diriger elle-même, et n'a pas besoin d'être manipulée, ni par des élites, ni par des néo-dirigistes." (1)

Entre janvier et avril 75, le PS cherche surtout à faire de la propagande partout dans le pays; il essaie aussi, bien entendu, de se démarquer bien du PCP, notamment en s'opposant à l'orientation du syndicat unique, mais il regarde vers les élections pour l'Assemblée Constituante. La signature de la Plateforme d'Accord Constitutionnel, avec le MFA, ne peut se comprendre que sur cette base : car ainsi le PS est assuré de la réalisation des élections. Il y est obligé par la force même dont dispose alors le MFA et le courant PC; mais devant la perspective des élections démocratiques cela correspond à un moindre mal, à une attente. De toutes façons,

(1) *Portugal Socialista* du 17-1-75.

le PS ne pouvait pas alors avoir accès au pouvoir d'État par une autre voie. Dans un meeting du parti à Lisbonne, le 21 mars 75, Mário Soares souligne :

"(...) Le parti socialiste a toujours été partisan des élections, et il croit que la promesse des élections sera tenue car il s'agit de l'un des points sacrés du Programme du MFA. Le Mouvement des Forces Armées a respecté son compromis, les élections seront réalisées. Nous pensons qu'il est indispensable que le parti socialiste, tous ses militants et sympathisants, tous les portugais qui aiment la liberté et le socialisme, militent afin que ces prochaines élections donnent une victoire écrasante au socialisme et à la liberté." (1)

Les potentialités électorales du PS ont donc été préparées par un grand travail préalable de militantisme partout dans le pays. Le résultat électoral s'est montré en accord avec les souhaits de Soares. Ayant obtenu 2 154 149 voix (37,9% et 115 députés), le PS était assuré de pouvoir disputer le pouvoir légitimement avec le PC. Il a préféré ne pas trop bousculer le pouvoir du moment, mais ses exigences étaient tout de suite sur le tapis : une participation accrue au niveau gouvernemental, dans les institutions locales, la presse parlée et écrite et une reformulation de la législation syndicale. L'exigence d'un autre partage du pouvoir est tout de suite soulignée par Mário Soares, dès qu'il connaît les résultats obtenus par son parti :

"(...) Les élections ont été une grande victoire pour le parti socialiste et le MFA, vu que le PS s'identifie avec le Programme du MFA. Par ailleurs, il faut que quelqu'un le dise, elles représentent un grand échec pour le parti communiste, car on croyait qu'il pouvait arriver à une victoire bien plus grande. (...) Il convient toutefois de faire référence ici à une question concernant le MDP/CDE. Comme on le sait, le MDP/CDE a acquis une série de positions au niveau de l'administration locale (c'est lui le parti qui a le

(1) *Portugal Socialista* du 27-3-75.

plus grand nombre de gouverneurs et de présidents des commissions administratives des mairies), parce qu'il s'est présenté à un moment donné en tant que mouvement unitaire anti-fasciste. Il ne paraît pas logique, ni juste, qu'une telle situation se maintienne." (1)

Après les élections, les événements politiques précipitent le PS vers une lutte exacerbée contre le PCP, pour la dispute de l'hégémonie du pouvoir. Alors que ce dernier essayait de garder ses positions à partir de la légitimité révolutionnaire provenant du pouvoir institutionnel du MFA et des transformations survenues au niveau politico-social, le PS se bat sur la base des résultats électoraux. La confrontation se radicalise avec l'aggravation du conflit du journal *República*, déclenché le 19 mai 75. Le PS revendique la liberté de la presse sur la base de la propriété de ce quotidien; en même temps, il s'insurgit contre le rythme, à ses yeux accéléré, de l'étatisation de l'économie portugaise. La fin provisoire du conflit *República*, avec la remise du journal à son comité de travailleurs, au détriment de l'administration et de la rédaction PS, le 10 juillet, rend l'opposition PS/PC extrêmement dure. L'approbation du Document-Guide pour l'Alliance Peuple-MFA ne fait que place cette opposition dans un cadre encore plus strict.

Dans cette confrontation, le PS quitte le 4^e gouvernement provisoire le 10 juillet 75. C'est alors qu'il passe à un affrontement ouvert avec le pouvoir. L'activité militante du PS devient pour ainsi dire l'opposition systématique à ce qui provient du PC, du courant PC du MFA, la 5^e Division et les partisans du Document-guide. Le PS n'hésite pas à employer l'anti-communisme populaire là où il est fort; par là, des forces politiques qui jusque là ne pouvaient pas, par elles-mêmes, proclamer une alternative (qui serait forcément de droite), utilisent à leur manière le PS, qui à son tour les utilise également. Les grandes manifestations organisées par le PS, à Porto et à Lisbonne, les 18 et 19 juillet 75, contre le "gonçalvisme" (du nom du général Vasco Gonçalves), représentent un pas en avant très important dans la lutte pour l'hégémonie du parti socialiste. Le secrétariat national du PS, dans un document rendu public le 21 juillet, fait état d'une victoire proche :

(1) *A Capital* du 28-4-75.

"(...) Le 18 et le 19 juillet constituent une étape historique dans la lutte pour le socialisme au Portugal. À Porto et à Lisbonne se sont réalisés les meetings les plus grands de l'histoire portugaise. Environ 150 000 personnes à Porto et 300 000 à Lisbonne sont descendues dans la rue pour défendre le droit de réunion, pour soutenir le parti socialiste, pour manifester leur foi dans l'édification d'une société socialiste en liberté. Car il y a deux conceptions de la révolution et du socialisme en confrontation. La conception autoritaire et dogmatique du PCP, qui se confond avec les intérêts du parti, et la conception progressiste, démocratique et révolutionnaire du PS, pour qui la construction du socialisme doit être l'oeuvre des masses travailleuses, dans le respect pour la liberté et pour la volonté populaire." (1)

Mais le PS mobilise aussi ses énergies dans le sens de rendre efficace la fonction institutionnelle de l'Assemblée Constituante. L'élaboration de la constitution, en effet, était déterminante pour la définition du *modus vivendi* politique et socio-économique de la société portugaise. En mettant l'accent sur les résultats électoraux des premières élections libres que connaissait le Portugal depuis au moins un demi siècle, le PS essayait par là de valoriser sa propre légitimité politique. Bien entendu, le PS ne pouvait pas oublier le fait que tout le processus dépendait énormément du MFA, mais sa logique se montrait de plus en plus la plus forte. Le préambule de son projet de constitution est donc une affirmation sans équivoque de son propre modèle de société socialiste :

"(...) Les résultats de ces élections ont défini les objectifs qu'il s'agit d'atteindre par le processus révolutionnaire en cours :

1 - La restitution entière des droits et libertés fondamentaux au peuple portugais;

(1) *Jornal Novo* du 21-7-75.

- 2 - La conclusion du processus de décolonisation;
- 3 - L'édification, par la voie pluraliste et dans le respect de la volonté populaire, du socialisme, celui-ci étant compris comme le pouvoir démocratique des travailleurs, dans le cadre de la collectivisation progressive des moyens de production et d'un régime de démocratie politique, en vue de l'instauration d'une société sans classes." (1)

Parallèlement à la discussion des différents projets de constitution par les partis (PCP, PS, CDS, PPD, MDP/CDE et UDP), ceux d'entre eux qui ont des possibilités de discuter et disputer l'hégémonie du pouvoir mobilisent leurs forces afin de diriger le gouvernement provisoire du pays. Le PS présente un document public signé par son secrétariat national ("Vaincre la crise, sauver la révolution") le 28 juillet 75 qui exprime un tel objectif. Toutefois, les démarches du PS n'ont pas eu d'écho. Dans une lettre au président de la République, rendue publique le 7 août, Mário Soares souligne à nouveau les intentions de son parti :

"(...) Ce qui se trouve en jeu, ce sont deux conceptions de la révolution : l'une, démocratique, est ouverte aux nouvelles expériences autogestionnaires et de démocratie de base, celle-ci étant en liaison avec le suffrage universel et une conception pluraliste de l'État, et en dépendant; l'autre, totalitaire, se fonde sur un appareil autocratique et bureaucratique du parti unique, et elle est liberticide, autarcique et concentrationnaire." (2)

Dans ce contexte, malgré tout, le PS n'arrive pas à imposer son projet socialiste par la voie de la légitimité électorale. Il doit donc essayer autrement de s'imposer. Il va le faire en s'identifiant à nouveau au MFA et en créant des conflits qui puissent lui être favorables. Il soutient le Plan d'Action Politique, approuvé en juin, et puis se manifeste contre le Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA, tout en soutenant, de manière exacerbée, le Document des Neuf, présenté le 7 août 75. En

1) *Diário da Assembleia Constituinte*, supplément au n° 13, du 7-7-75, p. 80-(52).

2) *A Capital* du 8-8-75.

adoptant cette tactique, le PS savait qu'il ne pouvait infléchir la position hégémonique du PCP sur le pouvoir politico-militaire que si le courant modéré du MFA proche de ses objectifs programmatiques arrivait à diriger effectivement le processus révolutionnaire. C'est donc ayant cela en tête que le PS et d'autres partis (le PPD et le PCP m-l) se mobilisent très activement contre le 5e gouvernement provisoire, dirigé par le général Vasco Gonçalves, cette agitation étant, dans une certaine mesure, à l'origine de sa démission le 7 septembre 75. En même temps, le courant PS du MFA atteint l'hégémonie du pouvoir politico-militaire à partir de l'Assemblée du MFA tenue à Tancos le 5 septembre.

C'est ainsi que le PS verra satisfaites ses ambitions. Avec la chute du 5e gouvernement et la formation du 6e, le 19 septembre — dans lequel il y a maintenant une majorité de ministres du PS —, et avec, encore, l'ascension du Groupe des Neuf au sein de la direction du MFA, le parti socialiste gagne une ascendance certaine sur le pouvoir politico-militaire. L'action du PS devient donc, dès lors, celle de défendre un tel acquis.

Et ce ne sera pas du tout une action calme et pacifique, car le PS a devant lui une contestation continuelle de la part du PCP, du MDP/CDE et des organisations d'extrême-gauche de l'ex-FUR. Beaucoup d'options de ce 6e gouvernement sont rendues non viables par la force de cette contestation. L'état d'esprit qui domine alors est bien exprimé dans un communiqué du PS, publié à la suite de la séquestration des députés de l'Assemblée Constituante par une manifestation ouvrière :

"(...) Le parti socialiste, parti démocratique, parti du peuple, lance un appel au peuple, afin que partout dans le pays, dans les campagnes, les usines, les villages et les villes il se mobilise en défense de la démocratie, en défense de l'Assemblée Constituante et du gouvernement, en défense de ses droits et de ses libertés.

Non à la dictature!

Non au chantage!

Non au putschisme! (...) Exigeons des responsables militaires le respect de la volonté populaire.

Exigeons des autorités compétentes la défense de l'Assemblée Constituante et du gouvernement." (1)

Ces appels du PS trouvent un écho peu de temps après. Avec le putsch du 25 novembre le PS voyait confirmée dans la pratique son hégémonie sur le pouvoir politique, en même temps que la faction militaire du Groupe des Neuf se mettait à la tête du MFA agonisant. Mário Soares, dans sa colonne hebdomadaire du journal du PS, *Portugal Socialista*, analysait la nouvelle situation en ces termes :

"(...) Le pays a vécu avec soulagement les derniers événements politico-militaires. Le cauchemar est fini. En ayant mis fin à l'aventure irresponsable, les Forces Armées ont rendu l'espoir au peuple portugais. Et la confiance. Le 25 novembre a été un nouveau 25 avril — la renaissance d'un pays qui se croyait condamné à l'anarchie, en tant que phase préparatoire qui précéderait obligatoirement la dictature militaro-communiste." (2)

Désormais, le PS peut agir en fonction de son modèle de société socialiste : par la voie pluraliste et de la démocratie parlementaire, suivant les procédés classiques institués dans le monde occidental. Le vote pour la constitution portugaise, quelques mois plus tard, en avril 76, et la formation du 1er gouvernement constitutionnel, tout de suite après — que dirigeait Mário Soares —, ce furent les expressions achevées du socialisme que le PS voulait pour le Portugal à ce moment-là.

(1) *Portugal Socialista* du 19-11-75.

(2) *Portugal Socialista* du 1-12-75.

2.4/- PPD ET CDS - PERSPECTIVES DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE ET PERSONNALISTE



Dans sa structuration en tant que parti politique, le PPD a ressemblé beaucoup au PS. Étant un parti constitué peu de temps après le coup d'Etat du 25 avril, il a eu besoin de mobiliser des forces, en cadres et en militants, en un temps assez court. Il n'a donc pas pu mener une campagne assez efficace au début, afin de s'implanter dans les institutions locales, les syndicats et l'appareil d'État. Son développement s'est fondé sur un certain nombre de personnalités connues pour avoir pris des positions libérales, après 1969, à l'Assemblée Nationale de Caetano, où ils ont constitué un courant réformateur. Le courant que ces politiciens essayent d'organiser après le 25 avril se fonde à peu près sur les mêmes perspectives que le PS, seulement ils ne pouvaient pas ne pas faire de concessions au moment historique, c'est à dire à la poussée socialiste dégagée par les mouvements spontanés de travailleurs.

Son espace d'intervention et d'insertion, dans le contexte politique d'après le 25 avril, était malgré cela considérable. Ayant le soutien de la grande et de la moyenne bourgeoisie industrielle et financière, il avait à se battre pour un modèle de société libérale, son cadre politique étant celui de la social-démocratie. Le rôle du PPD était alors très important dans la mesure où c'était lui qui représentait le mieux le capitalisme portugais, et qu'il était en mesure de le représenter en démocratie. Et s'il a du mal à se structurer au début, vu la force des mouvements de travailleurs, il peut assez rapidement se développer dans la mesure où c'est le seul parti qui, dans l'immédiat, a une crédibilité certaine auprès de toutes les couches effarées par le mouvement révolutionnaire.

Son action au sein du gouvernement (1er gouvernement provisoire, du 15 mai au 11 juillet 75) suivait, quant à elle, l'orientation du général Spínola, notamment en ce qui concerne le problème le plus brûlant à ce moment-là, la question coloniale. Tous les partis étaient favorables à l'indépendance immédiate des colonies (le PC, le PS, le MDP/CDE). Le PPD était le seul à suivre les consignes de Spínola, qui prônait une solution de type néo-colonial. Dans une enquête publiée par l'hebdomadaire *Expresso* du

18-5-74, le PPD exprime sa position sur ce problème en suivant de près celle de Spínola :

"(...) Par rapport aux territoires d'outre-mer qui peuvent arriver à une auto-détermination afin de constituer des états indépendants, le Portugal devra chercher à préserver, de façon appropriée, les intérêts moraux, culturels et économiques qu'il a en commun avec les populations respectives."

Avec le développement des événements politiques au Portugal, la perspective néo-colonialiste de Spínola perd ses chances. Le PPD cherche donc à s'adapter, tout en préservant sa propre identité social-démocrate. Mais s'il peut assouplir ses positions en fonction des conjonctures, y compris après le 28 septembre 74, son problème principal devient précisément celui de l'identité politique qu'il a pour rôle d'affirmer, car le rythme du processus révolutionnaire, après le 28 septembre, lui laisse peu de place.

D'une part, la façon dont avait évolué le mouvement de politisation menait vers une affirmation de la voie socialiste, car tout cela était soutenu par un courant militaire assez fort; d'autre part, la social-démocratie était facilement identifiable à des fractions du capitalisme qui avaient voulu moderniser le vieux régime salazarien. Le PPD est donc contraint à changer quelque peu ses objectifs programmatiques. Dans un interview de son secrétaire-général, Francisco Sá Carneiro, en novembre 74, celui-ci déclare notamment :

"(...) Le PPD peut participer isolé aux élections. Cela a l'avantage d'offrir au choix populaire la voie que le PPD soutient : la social-démocratie, en tant que mode d'atteindre le socialisme en liberté, en rejetant donc aussi bien les modèles néo-capitalistes et technocratiques, que les voies proposées par le marxisme, qu'il soit bureaucratique ou pas." (1)

(1) Extrait d'un interview à la revue *Vida Mundial*, n° 1385, 17-11-74, p. 23.

La confrontation politique entre le PPD et le PS, dans le cadre de leur structuration, devient alors coïncidente, ce qui rend plus difficile l'affirmation de la spécificité du PPD dans la société portugaise. Ainsi, par exemple, afin de lutter contre le projet d'"unicité syndicale" du courant PC, le PPD est contraint de suivre la même orientation que le PS. Sa dépendance institutionnelle par rapport au MFA l'oblige aussi à signer la Plateforme d'Accord Constitutionnel; mais il s'agit là encore d'une dépendance par rapport au PS, car, tout en étant contradictoire par rapport à ses propres objectifs, la Plateforme représente pour le PPD la possibilité d'élections libres. Mais avant même la signature de la Plateforme le PPD savait qu'il était sous la dépendance du MFA. Le putsch du 11 mars 75 contribuera pour mieux fixer l'idéologie du PPD :

"(...) La vie politique portugaise a subi de profondes modifications depuis le 11 mars 75.

La tentative du mini-coup d'état mené par un petit groupe de militaires réactionnaires est venue perturber cette période pré-électorale, a permis un changement significatif au niveau constitutionnel et une option pour des mesures fondamentales, que seuls les organes créés par une nouvelle constitution produite par l'Assemblée Constituante devraient, en principe, être à même de prendre. Il s'agit d'une situation *de facto*, et il faut l'analyser en tant que telle.

La nationalisation des banques et des compagnies d'assurances sont des actes qu'un parti tel que le nôtre apprécie et applaudit, vu que nous voulons l'instauration d'une société socialiste. Ces actes sont un pas décisif et irréversible dans le chemin vers le socialisme." (1)

Le PPD se mobilise tout entier afin de tirer le profit maximum des élections du 25 avril 75. Ses résultats, s'ils ne lui ont pas permis d'arriver à la majorité relative, se sont révélés en tout cas très positifs : en obtenant environ 1 500 000 voix (1 498 897 précisément),

(1) *Povo Livre*, organe du PPD, du 18-3-75.

qui correspondent à 26,4% du total et à 80 députés, le PPD surgit ainsi comme le deuxième plus important parti politique du pays. Et il va donc faire comme le PS des exigences concernant un autre partage du pouvoir. La différence de ton de l'un à l'autre est simplement due au fait que le PPD avait des complexes, vu le passé de ses leaders, liés qu'ils étaient à l'ancien régime, et vu qu'il se proposait, lui aussi, de lutter pour le socialisme. Le PPD était alors un parti honteux,

la raison qui explique le fait que le PPD devait largement suivre, à cette époque, le PS. La contestation de l'hégémonie du courant PC sur le pouvoir politico-militaire ne pouvait pas se faire autrement. Ce sera encore ce suivisme obligé qui le mènera à quitter le 4e gouvernement provisoire, le 17 juillet 75, et à présenter un projet de constitution, le 9 juillet 75, largement similaire à celui du PS. Son préambule même le montre assez :

Cette constitution "affirme la volonté du peuple portugais de construire une société plus juste, plus libre, plus fraternelle, de laquelle soient abolies toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de privilège, une société qui corresponde aux idéaux du socialisme personnaliste (...). Déclare irréversibles les acquis légitimes qui sont le produit du Mouvement des Forces Armées et de l'effort des travailleurs et du peuple en général." (1)

Dès que le 4e gouvernement provisoire est formé et que le leader du PPD revient à ses fonctions (2), les positions programmatiques de ce parti subissent une radicalisation relative, dans le sens d'une inversion idéologique.

La crise que le pays traversait à tous les niveaux provoqua une vague d'hystérisme anti-communiste. Or le PPD va bénéficier de cette vague: il en profite pour s'affirmer finalement tel qu'il devait l'être. La propagande qu'une bonne partie de la société fomentait contre le PCP était plus en accord avec l'identité idéologique du PPD; d'où la facilité qu'il a eu à utiliser la révolte et la contestation de l'"été chaud" de 75 contre le pouvoir institué. Le PPD, dès lors, pouvait

(1) *Diário da Assembleia Constituinte*, supplément au n° 14, du 9-7-75, p. 296-(1).

(2) Sâ Carneiro avait été remplacé provisoirement, dans ses fonctions de secrétaire-général du parti, par Emídio Guerreiro, par décision du conseil national du PPD, entre le 25 mai et le 28 septembre 75.

affronter avec agressivité le PCP. Sá Carneiro, dans une conférence de presse, à Porto, le 14 novembre 75, exprime ce nouvel état d'esprit :

"(...) L'option de ce moment est parfaitement claire : ou bien Pinheiro de Azevedo, ou bien Vasco Gonçalves; ou bien le 4e gouvernement provisoire, ou bien un gouvernement provisoire qui peut et veut être le gouvernement définitif de la dictature du prolétariat, en supprimant la liberté du peuple portugais; ou bien le Conseil de la Révolution, ou bien un coup révolutionnaire qui mettra par terre le Conseil lui-même." (1)

Après le 25 novembre 75 le PPD fait une révision des objectifs de son programme. Il devient alors une organisation social-démocrate à part entière, laissant derrière lui les prétentions d'un socialisme personneliste.

Quant au CDS, il a connu une dynamique quelque peu différente de celle des autres partis que nous avons passé en revue. Il ne surgit qu'en juillet 74, et ce retard aura quelques implications. Par ailleurs, ses possibilités d'intervention étaient au départ assez réduites dans la mesure où les personnalités qui le constituaient avaient été directement en rapport avec l'ancien régime, comme c'était le cas de la personnalité la plus connue du CDS, le prof. Freitas do Amaral. Dans une société en rupture avec le fascisme et faisant des pas vers une situation révolutionnaire, on admettait difficilement un parti qui se réclamait de principes et de valeurs conservateurs. En outre, dans la mesure où le CDS n'avait pas fait partie de la coalition des premiers gouvernements provisoires, il n'avait pas pu obtenir le même prestige que les autres partis.

Le CDS essaie donc de s'imposer par la propagande. Mais son intention reçoit au départ une vive opposition de la part des organisations d'extrême-gauche. Dans les manifestations et les meetings organisés par le CDS, ses éléments sont violemment pris à partie.

Les incidents les plus violents se sont déroulés pendant un meeting

(1) *Povo Livre* du 20-11-75.

de la Jeunesse centriste, à Lisbonne, le 4 novembre 74. Des gauchistes, surtout des militants du MRPP (maoïste), attaquèrent le meeting, et le lendemain le siège central du CDS a été également mis à sac. Le conflit le plus grave s'est produit plus tard, ^{le} 25 janvier 75, à Porto, lors du 1er congrès du CDS. Les confrontations physiques y ont été tellement violentes que les congressistes sont restés assiégés à l'intérieur du bâtiment du congrès assez longtemps, et ne furent délivrés que par une intervention policière et militaire, laquelle sauva un certain nombre de personnes appartenant au CDS du lynchage (1).

Aucun autre parti conservateur ne s'était pas trouvé jusque là devant une telle hostilité. Ces événements démontraient à satiété la difficulté politique du CDS pour s'affirmer dans le contexte révolutionnaire d'alors. Le communiqué publié par le CDS après les troubles du 4 et 5 novembre 74 souligne le rôle qu'il veut jouer dans l'échiquier politique portugais :

"(...) Mais les groupes anti-démocratiques et anti-populaires sont allés plus loin, dans leur haine de destruction. Ils ont investi très violemment le siège central du CDS, détruisant, volant, pillant et menaçant, et les résultats de cela ont été très élevés pour nous en termes de dommages moraux et matériels, car nous manquons de moyens. (...) L'attitude du CDS ne peut être comprise dans un esprit différent de celui qui la légitime : car nous pensons, sincèrement, que le CDS ne peut pas exister comme un parti 'toléré', ou comme un parti qui est partisan d'une démocratie de 'seconde classe'. Le CDS ne peut pas intervenir dans la vie publique si ses meetings ou séances d'éclaircissement ne peuvent se tenir que grâce à la protection des forces de l'ordre." (2)

De telles conditions contraignaient obligatoirement le CDS à une action politique discrète dans le contexte d'alors. Mais cela ne l'empê-

(1) *Diário Popular* du 27-1-75.

(2) *Jornal de Notícias* du 6-11-74.

cha tout de même pas de se mobiliser afin de disputer les élections pour l'Assemblée Constituante. Le CDS, donc, et ce malgré lui, a signé aussi la Plateforme d'Accord Constitutionnel avec le MFA. Les profits électoraux ne furent pas énormes. Le CDS eut 434 023 voix (7,6% du total et seize députés), et un tel résultat n'était pas à même de le rendre bien plus fort, c'est à dire, de légitimer une réclamation pour le partage du pouvoir. Cela l'oblige à rester dans la dépendance du pouvoir institutionnel acquis et développé par le MFA, et à ne pas participer aux coalitions gouvernementales qui constituèrent les gouvernements provisoires. Il se remet donc à une activité de propagande, en essayant de s'introduire peu à peu dans l'espace politique conservateur.

Mais, dépendant de la paternité du MFA, et n'ayant pas pu atteindre le pouvoir qu'il espérait, le CDS change à fin de ne pas perdre la course; et lui aussi devient un partisan du socialisme. Son attitude idéologique et politique est exprimée dans le préambule du projet de constitution qu'il présente à l'Assemblée le 7 juillet 75 :

"(...) Pour qu'elle soit authentiquement libératrice, la révolution a eu en vue aussi la suppression des inégalités qui marquèrent si profondément la société portugaise (...). Ce fut ainsi que la révolution est venue affirmer aussi les principes de la démocratie économique et sociale, dans la voie vers un socialisme portugais qui, dans sa revendication d'originalité, dépasse et rejette simultanément les capitalismes individualistes et les socialismes totalitaires." (1)

Bien que la tendance à la désagrégation du 5e gouvernement provisoire et de la faction PC du MFA était alors visible, l'affirmation positive du CDS l'était beaucoup moins. L'insertion du CDS et son impact dans la société portugaise ne devient une réalité d'une relative importance qu'à partir du 25 novembre 75.

(1) *Diário da Assembleia Constituinte*, supplément au n° 13, du 7-7-75, p. 280-(1).

2.5 - LES DIFFÉRENTS SOCIALISMES DES ORGANISATIONS

D'EXTRÊME-GAUCHE

L'une des caractéristiques les plus marquantes du mouvement politique portugais d'après le 25 avril 74 est celle des contenus et des formes pris par l'extrême-gauche ou gauchisme (1). Dans une certaine mesure, l'activité gauchiste au Portugal représenta le chant du cygne du gauchisme européen. Mais il s'agissait là d'un gauchisme trempé dans les mouvements sociaux, pas seulement "littéraire".

La radicalité de certaines grèves, l'agitation sociale dans certaines publications de la presse, la subversion des institutions militaires et étatiques, l'agitation et la propagande de rue, les grandes manifestations et meetings, la fomentation de comités de travailleurs et d'habitants, les difficultés de l'exercice du pouvoir de la part des successifs gouvernements provisoires, tout cela fut en grande partie le résultat de l'action partisane des différentes organisations et groupes gauchistes qui évoluèrent dans l'espace politique portugais entre le 25 avril 74 et le 25 novembre 75.

Le nombre exact de ces groupes est difficile à déterminer; certains n'ont duré que quelques mois, d'autres se sont transmués, d'autres encore ont subi les transformations dues à des scissions. Au départ, tout de suite après le 25 avril, la liste peut s'établir comme suit :

Organisations de tendance marxiste-léniniste (maoïste) - MRPP (Mouvement réorganisateur du parti du prolétariat); PCP (m-l) (Parti communiste portugais marxiste-léniniste), faction Vilar; PCP (m-l), faction Mendes; URML (Unité révolutionnaire marxiste-léniniste); CCRML (comités communistes révolutionnaires marxistes-léninistes); CMLP (comité marxiste-léniniste portugais); CARP (m-l) (Comité de soutien à la reconstruction du parti marxiste-léniniste); et OCMLP (Organisation communiste marxiste-léniniste du Portugal).

Organisations de tendance trotskiste - LCI (Ligue communiste internationaliste).

(1) L'expression "gauchiste" signifie pour moi toutes les positions politiques qui se situent à la gauche des partis communistes, se réclament de la paternité idéologique du marxisme-léninisme et préconisent le socialisme comme modèle de société.

Organisations de tendance marxiste-léniniste guévariste - LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire); PRP/BR (Parti révolutionnaire du prolétariat/ Brigades révolutionnaires).

Organisations de tendance marxiste-léniniste - MES (Mouvement de la Gauche socialiste).

En tenant compte de leur respective insertion, je me bornerai à passer en revue les organisations suivantes : le MRPP; le PRP/BR; le MES; et les groupes CARP (m-1), CCRML et URML, qui fondent plus tard l'UDP (Union démocratique populaire).

Parmi toutes ces organisations, le MRPP a maintenu une dynamique extrêmement conflictuelle contre les gouvernements provisoires et contre le MFA lui-même. La contestation qu'il mena contre le nouveau pouvoir se situa sur plusieurs fronts. Tout d'abord, le MRPP concentra son action contre la continuation de la guerre coloniale, y compris en essayant de s'opposer à l'embarquement de nouvelles troupes vers les colonies (et ce, dès le 5 mai 74). Son attitude prenait des tours d'une grande radicalité pratique, dans la mesure même où le MRPP se montrait partout hostile au nouveau pouvoir institué par le coup d'État; car il considérait le MFA, non pas un mouvement de libération nationale, mais une structure militariste dont la fonction historique était de sauver le capitalisme portugais en crise. Le MRPP était par là différent de tous les partis et organisations d'extrême-gauche. La première conférence nationale du MRPP, tenue le 3 mai 74, montre sans ambage une telle orientation :

"(...) Le coup d'État du 25 avril a pour but de dépasser la crise asfixiante dans laquelle se débat la bourgeoisie, de consolider le pouvoir de la classe dominante, de promouvoir la contre-révolution, d'organiser la guerre civile contre-révolutionnaire armée — tout ceci par l'expédient de gagner du temps, faisant sauter vers la gestion de l'appareil d'État la bourgeoisie libérale et cherchant à ce que celle-ci exerce l'hégémonie sur le mouvement de masses en ascension." (1)

(1) *Luta Popular*, organe du MRPP, du 25-5-75.

Comme son nom l'indique, le MRPP se voulait l'organisation qui ferait naître le parti communiste portugais "authentiquement révolutionnaire et marxiste-léniniste". C'était d'ailleurs la velléité de tous les autres groupes de tendance marxiste-léniniste-maoïste. Ce présupposés faisaient que le MRPP, comme tous les autres groupes d'ailleurs, se démarquent ostensiblement du PCP dans toutes les situations. Mais le MRPP était celui que s'acharnait le plus à rendre un tel rapport invivable. On peut le comprendre en sachant qu'il était apparu en tant qu'organisation sur la base d'une rupture entière par rapport au PCP, et aussi parce qu'il était constitué fondamentalement par des étudiants ou des jeunes des classes moyennes aisées. Ils vont donc chercher à disputer avec le PCP l'hégémonie sur l'idéologie marxiste-léniniste et sur la pratique sociale des travailleurs les plus révoltés. Dans les conflits sociaux qui se succèdent après le 25 avril, le MRPP s'oppose donc très visiblement au PCP (et aussi les autres organisations gauchistes), menant toute une propagande contre les agissements de celui-ci dans le gouvernement. Son action trouva un certain écho lors des grèves que le PCP se voyait contraint d'attaquer dans la mesure où elles dépassaient les perspectives réformistes de ce parti. Dans le journal du MRPP on peut lire notamment :

"(...) Que les sacripants du parti du ministre Barreirinhas Cunhal attaquent donc le puissant mouvement gréviste en cours, ce mouvement les écrasera implacablement. Car ce ne sont pas les grèves qui sont la cause de la crise et du chaos économique; elles sont une forme de lutte résultante du chaos de la crise congénitale du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

L'actuel mouvement gréviste permet à la classe ouvrière que celle-ci pratique des exercices de muscles et de cerveau, et qu'elle s'unisse comme un seul ensemble autour de sa direction révolutionnaire marxiste-léniniste-maoïste — voilà pourquoi les crapules révisionnistes attaquent ce mouvement de façon aussi désespérée. Au bout du compte, c'est bien leur sur-

vie de laquais qu'ils défendent." (1)

Ce comportement du MRPP s'est toujours maintenu. Les représailles du pouvoir institué furent donc assez dures envers lui. Le directeur du journal *Luta Popular*, Saldanha Sanches (un ancien des luttes estudiantines de Lisbonne), est détenu en juin 74; le secrétaire-général et d'autres militants de l'organisation sont mis en prison en juin 75; et le MRPP a été dans l'impossibilité de participer aux élections pour la Constituante en 1975. Ces représailles étaient dues à certaines actions entreprises par l'organisation, parfois douteuses. Celle qui eut le plus grand retentissement consista dans l'enlèvement et les sévices contre plusieurs officiers du Régiment des Commandos de Amadora, que le MRPP tenait pour coupables d'implications avec l'ancien régime. Évidemment, dans ce cas, le MFA ne pouvait tolérer un tel "abus".

Malgré ces incidents fâcheux, le MRPP continua sur la même voie. Il faut dire qu'il savait utiliser en sa faveur même de tels incidents, car, s'agissant d'une organisation menée avec un fanatisme certain, elle accueillait comme une aubaine les possibilités de faire de l'agitation autour de ses "martyrs". Mais le plus important reste l'hostilité du MRPP envers le PCP "et ses satellites" d'extrême-gauche. Surtout après l'instauration des 4e et 5e gouvernements, l'ennemi principal est devenu, pour le MRPP, ce qu'il nommait par social-fascisme, expression qui visait aussi bien le PC que certaines organisations d'extrême-gauche (en gros, celles qui constituèrent avec lui le FUR). À partir de là, et tactiquement, le MRPP est prêt à établir des alliances y compris avec le PS et le PPD, par exemple pour disputer des directions syndicales ou de comités de travailleurs à l'hégémonie du PCP. En suivant cette logique, il va jusqu'à participer à des manifestations organisées par le PS et le PPD contre les derniers gouvernements Vasco Gonçalves, et même à collaborer dans la destruction de sièges et centres du PCP et de certaines organisations gauchistes proches de lui. Là-dessus, le MRPP s'en explique ainsi :

"(...) le "socialisme" de M. Vasco Gonçalves, de M. Cunha et de M. Rosa Coutinho ne se distingue en rien du "socialisme" de Bismarck, de Metternich ou

(1) *Luta Popular* du 30-5-74.

de Napoléon, sauf dans une chose : les imitateurs ne sont que des caricatures des imités. Et si le 'cas' portugais a une quelconque originalité (il l'a), c'est bien dans la voie pour l'instauration du social-fascisme." (1)

Avec l'apparition de la "ligne noire" à l'intérieur du MRPP, celui-ci va entretemps connaître une désagrégation progressive, perdant beaucoup de son impact et de son agressivité. Incapable de se développer en milieu ouvrier et de s'insérer positivement dans le mouvement social révolutionnaire, il cherche, à l'instar d'autres groupes gauchistes, à arranger des "organisations de masses" dont la valeur n'est que symbolique. Le 1er congrès national des comités de travailleurs, à Covilhã (ville elle-même symbolique de la résistance ouvrière au fascisme), le 27 et le 28 septembre 75, représentait de la part du MRPP une tentative bien agencée mais artificielle de diriger un mouvement social. Dans le climat insurrectionnel que l'on vivait alors au Portugal, le MRPP agit comme les autres. Il s'agit de créer une force sociale de soutien qui puisse légitimer des coups armés. Arnaldo Matos, le secrétaire-général "guide du peuple", l'exprime assez bien dans ce congrès tenu à Covilhã :

"(...) Le prolétariat a une tâche à accomplir. Celle-ci consiste à se lier, dans son organisation, à l'organisation des soldats et marins, et transformer dès maintenant, par le travail politique persévérant, l'organisation des soldats et des marins dans le bras armé de la révolution. Sans l'existence de ce bras armé, la révolution sera mise en échec." (2)

Une telle perspective n'avait pas de consistance. Dans la réalité, le MRPP est resté sur sa position de l'"anti-social-fascisme", ce qui le conduisit à soutenir le putsch du 25 novembre 75.

* * *

Une autre organisation dont l'influence, à des moments différents, ne

(1) *Luta Popular* du 19-4-75.

(2) *Luta Popular* du 30-10-75.

ut pas négligeable, est le PRP/BR. Le PRP était le résultat notamment d'une scission survenue au sein du PCP, quelques années avant 74. Il n'était pas fort en militantes, que ce soit en milieu ouvrier ou en milieu étudiant. Mais il avait pu "rentabiliser" le prestige de certaines de ses actions armées d'avant le 25 avril 74, et parmi ses dirigeants il avait deux figures charismatiques : Carlos Antunes et Isabel do Carmo.

Ce n'est qu'à partir des événements du 11 mars 75 que le PRP surgit sur la scène politique d'une façon visible. Mais il s'était défini politiquement depuis longtemps :

"(...) La révolution socialiste n'est possible que si la prise du pouvoir est le produit d'un processus dont la fin consiste dans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par l'Etat prolétarien. Le prolétariat, par lui-même, n'est pas en mesure de monter ses structures politiques et militaires autonomes et donc de créer dès maintenant un pouvoir parallèle. Pour ces deux raisons, la fonction du PRP sera ainsi, en tant que conscience organisée, celle de rendre possibles les perspectives des luttes en termes de classe, en fournissant des éléments pour une définition stratégique du processus qui doit conduire à la révolution socialiste." (1)

Le putsch du 11 mars, en radicalisant le processus révolutionnaire, a rendu possibles les objectifs dont le PRP était le partisan. Mais surtout, le PRP s'identifie avec un courant militaire du MFA, ce qui lui permet d'accéder à des positions d'influence auprès de l'appareil militaire. La plupart de ces militaires-là étaient des officiers jeunes éparpillés dans les unités militaires du pays et quelques officiers du cadre permanent qui avaient des fonctions dirigeantes au sein du COPCON.

(1) *Revolução*, organe du PRP/BR, du 6-12-74.

Le but du PRP consiste alors à associer des travailleurs révolutionnaires à des militaires révolutionnaires. Le comité central du PRP, en avril 75, exprime cela en ces termes :

"(...)Le moment est venu où les travailleurs trouvent des formes d'organisation et de coordination au niveau national pour la conquête et la prise du pouvoir. Et seuls les travailleurs armés, unis avec les soldats et les officiers révolutionnaires, pourront prendre le pouvoir, afin d'implanter le socialisme. Nous disons à nouveau qu'il n'y a qu'une solution : "la révolution socialiste." (1)

Le PRP développe une telle position révolutionnaire. C'est ainsi qu'il refuse de participer aux élections pour l'Assemblée Constituante, tout en menant campagne contre les objectifs anti-révolutionnaires du parlementarisme et de la légitimité électorale. Logiquement, il déploie toute une action dans le sens de rendre visible l'alternative institutionnelle au parlement; en conjugant des efforts de ses militants ouvriers qui se trouvaient dans les régions industrielles de Lisbonne, Setúbal, Marinha Grande, avec ceux des militaires du MFA qui le soutenaient, le PRP lance la création des CRTSM (conseils révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins). Dans une intervention pendant le 1er congrès national pro-conseils révolutionnaires, à Marinha Grande, le 19 et le 20 avril 75, Isabel do Carmo, membre du comité central, proclame :

"(...) Que ces jours puissent être deux jours pendant lesquels se constitue une alternative révolutionnaire. Et il se peut qu'après ces deux jours il soit trop tard, car nous sommes trop proches de la discussion du pouvoir au Portugal. Ce moment est assez sérieux. Le PRP/BR souhaite que ces deux jours soient des jours pour la discussion du nouveau pouvoir, pour l'édification du communisme au Portugal." (2)

(1) *Revolução* du 23-4-75.

(2) *Revolução* du 23-4-75.

Mais les CRTSM sont encore une perspective sans avenir. Le peu de militants ouvriers dont disposait le PRP ne lui permirent pas d'aller jusqu'à quelque chose de sérieux. Du coup, l'association entre des militaires et des travailleurs révolutionnaires s'est limité aussi à un souhait. Ces conseils n'ont eu un certain impact (et encore) que lors d'une manifestation de soutien au Document du COPCON, le 20 août 75; après, ils sont tombés dans l'oubli.

Devant cet échec social, le PRP, lui aussi, cherche à trouver une solution militaire. Le rapport qu'il avait avec le COPCON lui permettait d'avoir quelques velleités de ce côté-là. Le soutien qu'il manifeste, aussi bien au Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA qu'au Document du COPCON, démontre bien ses tentatives de dépasser par la voie armée ses propres insuffisances sociales :

"(...) Les militants doivent chercher dans chaque usine, dans chaque campagne, dans chaque caserne, les formes possibles de l'unité autour du programme du COPCON. La discussion idéologique n'est pas une tâche prioritaire en ce moment. La recherche de l'unité — à l'intérieur du prolétariat, et non pas parmi la bourgeoisie, ce qui fait une différence importante — est la tâche principale de ceux qui veulent la révolution socialiste dans ce pays."
(1)

L'inconséquence de ces deux plans produits au sein du MFA va contraindre le PRP/BR à radicaliser encore plus sa tactique pour la conquête du pouvoir. C'est ainsi qu'il soutient des organisations "frontistes" et "insurrectionnelles" comme le FUR et les SUV. En pratique, cela signifiait que le PRP avait perdu ses espoirs dans le MFA en tant que structure capable de fomenter la révolution. Il s'agissait donc de dépasser cet accueil par la création de groupes populaires armés. Mais ni le FUR ni les SUV dépasseront jamais le cadre de projets. L'action armée que proposait le PRP, en en faisant un véritable culte, était dans la pratique

(1) *Revolução* du 22-8-75.

d'une stérilité affligeante. Le désespoir du PRP est donc très réel à la veille du coup du 25 novembre 75, même s'il se permet de proclamer des choses comme celle-ci :

"(...) Sur les affiches où l'on voyait avant écrit 'Peuple-MFA', un mot s'est déchiré : MFA, C'est un signe de la conscience selon laquelle on ne peut pas laisser à d'autres, ni la conquête du pouvoir, ni l'exercice de celui-ci.

Ce n'est pas la peine d'insister pour que l'on fasse ressusciter le 'MFA', que ce soit la social-démocratie, les réformistes ou les 'indépendants' à l'essayer. Le MFA est mort. C'est le pouvoir populaire qui vit maintenant et croit; et il sera armé ou ne sera pas." (1)

* * *

Le MES, quant à lui, a une spécificité qui le distingue de tous les autres groupes d'extrême-gauche : c'est le grand nombre d'intellectuels qui le constitue. En tout cas, il s'agit sans doute de l'organisation théoriquement la moins délirante. Dans la mesure où il a donc nombreux intellectuels, des étudiants et un certain nombre de militants influents dans les milieux syndicaux, le MES mène une activité plus équilibrée, notamment sur l'analyse de la société portugaise.

C'était encore une organisation marxiste-léniniste, mais, comparée aux autres, beaucoup moins formelle et sectaire. Son implantation en milieu ouvrier, bien que réduite, était malgré tout plus sérieuse; quelques uns de ses militants importants étaient des dirigeants bien placés de certains syndicats, notamment du Syndicat des textiles de Lisbonne. L'insertion sociale en milieu ouvrier, en tant qu'objectif programmatique, conduit le MES toutefois à des positions ouvriéristes. La théorie du "pouvoir populaire", dont le MES était le principal partisan et certainement le meilleur théoricien, était basée sur un complexe ouvri-

(1) *Revolução* du 14-11-75.

riste. Nous pouvons lire dans un éditorial du journal du MES :

"(...) Dans la situation actuelle, l'objectif tactique global de la lutte pour le socialisme est la création du pouvoir ouvrier et populaire, la conquête et l'exercice, par les masses travailleuses, de contre-pouvoirs réels, ceci aux différents niveaux des structures économiques et politiques, forçant ainsi le passage, d'une situation qui se caractérise par la division du pouvoir politique, à une situation de dualité de pouvoirs." (1)

Comme par rapport aux autres organisations d'extrême-gauche, le MES n'avait pas des possibilités de gagner une hégémonie sur les syndicats, contrôlés par le PCP. Il cherche donc à mener une action auprès des comités de travailleurs et des mouvements grévistes les plus radicaux. D'un autre côté, dans la mesure où il est une organisation tournée vers la conquête du pouvoir (qu'il devrait exercer en tant qu'avant-garde du prolétariat), et qu'il a fort peu de chances d'y accéder par la voie électorale, le MES devient un partisan acharné de l'institutionnalisation du MFA en tant que pouvoir politico-militaire révolutionnaire. C'est en cela qu'il se rapproche, malgré lui, des positions du PCP et du MDP/CDE sur le processus électoral :

"(...) L'institutionnalisation du MFA est une question de la plus grande importance dans l'évolution de la situation dans notre pays, surtout quand la réalisation d'élections pour la Constituante peut assurer une victoire des forces au service du capital, vu que la base économique du fascisme se maintient et que la dépuración civile et militaire n'a eu qu'un début très incomplet." (2)

Mais si le MES craignait le résultat des élections, et s'il y voyait un élément négatif dans le processus révolutionnaire, cela ne l'empêcha pas d'y participer et de se mobiliser à cet effet. Il obtint 1 % des

(1) *Esquerda Socialista*, organe du MES, du 14-1-75.

(2) *Esquerda Socialista* du 25-2-75.

voix (58 248 électeurs ayant voté pour lui), mais pas un seul député. C'est bien un échec dont il s'agit pour le MES, car il ne peut plus prétendre participer à un éventuel gouvernement de gauche.

Il se range donc dans ses positions originales, afin de soutenir l'idée du pouvoir populaire en connexion avec les fractions révolutionnaires du MFA qui subsisteraient. Celui-ci, dans ces conditions, remplacerait les partis politiques dans leurs fonctions, ceux-ci devant se limiter à jouer un rôle à l'intérieur des objectifs du pouvoir populaire, dans ses propres institutions organiques (en commençant par les assemblées populaires locales, jusqu'à un niveau hiérarchique supérieur : assemblées de district et régionales, et finalement l'assemblée nationale populaire). La proposition que l'on peut lire à ce sujet dans le journal du MES est significative :

"(...) Dans une phase du processus révolutionnaire où la question fondamentale est celle du pouvoir, le mot d'ordre 'lutter, créer du pouvoir populaire' montre la voie de la liaison MFA/ mouvement populaire des masses, et la réalisation d'assemblées populaires locales, avec la participation des comités de travailleurs et d'habitants, les assemblées d'unités militaires dans les zones urbaines, et la généralisation de l'expérience des conseils de village dans les zones rurales, voilà le chemin à suivre." (1)

Nous ne pouvons pas savoir quel fut la responsabilité du MES dans l'élaboration du Document-guide pour l'Alliance Peuple-MFA; mais la similitude de ce document approuvé par l'Assemblée du MFA avec les bases programmatiques du "pouvoir populaire" dont le MES était partisan est indéniable. En tout cas, il devient de plus en plus difficile, à partir du printemps 75, de mettre en pratique ces divers plans qui mettaient l'accent justement sur le développement du pouvoir populaire,

(1) *Esquerda Socialista* du 18-6-75.

Le MES ne fait pas machine arrière. Mais il est contraint de vérifier combien le mouvement révolutionnaire global n'arrive pas à dépasser le cadre des projets. Il se lance aussi dans la formation du FUR et participe à la constitution des SUV; ces initiatives le rapprochent du PRP/BR. Toutes les deux, ces organisations vont se trouver sur une base commune, qui tient en deux expressions : pouvoir populaire et insurrection armée. Expression, lui aussi, du reflux du mouvement social ouvrier, le MES se doit d'abdiquer de la créativité spécifique et essentielle des classes travailleuses pour essayer de trouver une alternative dans les avant-gardes militarisées. Avec les événements du 25 novembre, le MES perd une bonne part de son dynamisme et rentre dans une phase de désagrégation. Devant l'impuissance pour mettre en pratique son projet de société socialiste, il se voit limité à critiquer le 6e gouvernement provisoire et l'activité partisane du PCP :

"(...) Le projet réactionnaire du 6e gouvernement est un accord signé exprès par les trois partis de la coalition (PC, PS et PPD) et établit 'l'unité d'action' de ces trois forces politiques. Le PCP a tourné décidément le dos à la révolution socialiste et aux intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs, qu'il a mis derrière les intérêts de la bourgeoisie. En capitulant, le PCP vient d'acheter sa participation dans un gouvernement de conciliation des classes, lequel a pour but de détruire le pouvoir populaire, qui est la voie concrète pour le socialisme au Portugal." (1)

* * *

La tendance marxiste-léniniste-maoïste, malgré les différences idéologiques existantes entre les diverses organisations, a réussi à s'affirmer dans le contexte politique portugais. Le MRPP était certainement le plus connu au Portugal et à l'étranger. Mais il y avait trois autres groupes ayant réussi à s'implanter dans les mouvements sociaux. Il s'agit des

(1) *Poder Popular*, organe du MES, du 18-9-75. À partir de juillet 75, la publication centrale du MES change de nom; elle s'appelait auparavant *Esquerda Socialista*.

CARP (m-1), CCRML et URML. Tous les trois étaient le produit de scissions dans le PCP, et ce depuis 1964. Ils étaient d'accord sur un point central : ils considéraient impérieux de construire un parti fondé sur les principes du marxisme-léninisme et capable de dépasser le réformisme et le révisionnisme dont ils accusaient le PCP. Idéologiquement, leurs bases de séparation programmatique sont liées au conflit sino-soviétique commencé en 1956. Ainsi que nous pouvons le lire dans le journal des CARP, c'est bien là qui se trouve la question centrale, dans cette fameuse édification du parti :

"(...) Quelle est la condition nécessaire au passage à de nouvelles étapes de la lutte révolutionnaire populaire? -- Reconstruire le parti communiste, regrouper sous son drapeau le prolétariat et les masses populaires, battre l'influence du parti réviso. Lutter pour le parti et lutter pour les masses sont une et la même tâche des marxistes-léninistes dans la période actuelle." (1)

Mais la démarcation de ces groupes par rapport au PCP était moins hostile que celle du MRPP ou de la faction Vilar du PCP (m-1). Ils ont choisi d'intervenir sur le terrain, auprès des classes travailleuses les plus défavorisées et en des zones où le PCP n'avait pas beaucoup de force. En agissant ainsi, ces groupes cherchaient à structurer le futur parti sur la base de cadres ouvriers, afin que la base sociale de soutien de l'organisation soit en accord avec les principes du marxisme-léninisme. Bien entendu, dans la pratique les choses se montraient assez éloignées de ces désirs: peu d'ouvriers ont adhéré, et comme pour les autres organisations gauchistes, le gros des troupes était recruté en milieu étudiant.

Ces trois groupes constitueront par la suite un front électoral, l'UDP (Union démocratique populaire). Comme il arriva avec d'autres, c'était là la seule solution de sortir du ghetto des sectes : en eux-mêmes, et dans leur spécificité idéologique, tous ces groupes étaient incapa-

(1) *Luta Comunista*, organe des CARP (m-1), n° 1, août 1974.

bles de s'affirmer sur le terrain politique, d'autant plus qu'ils étaient les concurrents acharnés les uns des autres. Faisant ce que d'autres faisaient, ces groupes décident donc d'organiser un front commun, le 16 décembre 74.

"(...) Ce fut avec un tel objectif — celui de faire entendre la voix de la classe ouvrière pendant la période qui approche — que les trois organisations décidèrent ensemble de soutenir la formation d'une organisation légale qui interviendra directement dans les prochaines élections : l'Union démocratique populaire (UDP), laquelle soulèvera le drapeau de la lutte populaire pour le pain, pour la paix, pour la terre, pour la liberté et pour l'indépendance, le drapeau de l'alliance ouvriéro-paysanne, de la démocratie populaire et du socialisme." (1)

De par ce changement, ou cette transmutation, tous ces groupes, maintenant dissous, pour tous les effets pratiques, dans l'UDP, vont obtenir une implantation relativement importante auprès de certaines couches pauvres de la population. Cette capacité d'insertion fera de l'UDP une organisation un peu plus souple, capable de recruter un nombre significatif de militants et de sympathisants.

Les élections seront d'ailleurs une bonne affaire pour l'UDP, car, bien qu'obtenant moins de voix que le MES (44 877 au total, 0,8%), elle arrive à placer un député dans l'Assemblée, représentant le cercle électoral de Lisbonne. Dans la foulée, les trois groupes constituent en suite, dans l'enthousiasme militant qui les caractérise, l'ORPC (m-l), c'est à dire, l'Organisation pour la reconstruction du parti communiste marxiste-léniniste :

"(...) Un pas décisif vient d'être donné pour le ressurgissement au Portugal du véritable parti communiste, du parti ouvrier révolutionnaire détruit depuis déjà vingt ans par le groupe révisionniste de Cunhal :

(1) *Voz do Povo*, organe de l'UDP, du 23-12-74.

trois organisations, le CARP (m-l), les CCRML et l'URML, ont décidé de s'unifier, constituant ainsi l'Organisation pour la reconstruction du parti communiste marxiste-léniniste." (1)

Les tâches pour la reconstruction du parti et l'action de l'UDP dans l'Assemblée Constituante sont devenues les fonctions essentielles de ces organisations. La lutte au parlement, menée par le député Américo Duarte, s'est révélée souvent vive, mais elle avait peu de repercussions pratiques. L'isolement du député était tel que dans la plupart des cas ses motions étaient votées par un pourcentage très élevé d'oppositeurs. Mais l'UDP n'abandonnait pas son rôle de défenseur du peuple, et est allée jusqu'à présenter aussi un projet de constitution, le 9 juillet 75. Ce projet, lui aussi, voulait le socialisme pour le Portugal, mais il l'exprimait avec plus de vivacité, comme nous pouvons le lire dans son préambule :

"(...) La coexistence et la tolérance par rapport aux fascistes est un suicide. Il faut couper la tête au fascisme une fois pour toutes, à travers des mesures révolutionnaires, par la dissolution des partis fascistes, le jugement des agents de la PIDE en tribunal révolutionnaire populaire et une politique de répression dure de toutes les activités fascistes. Il faut aussi arracher tout le pouvoir économique que le grand capital et les latifundiaires détiennent encore, en allant de l'avant avec une hardiesse politique de nationalisations sans indemnités, en nationalisant les biens du peuple qui sont aux mains des impérialistes et en menant une réforme agraire radicale, selon la voie que les paysans entamèrent déjà avec les occupations de terres," (2)

L'ORPC (m-l) ou l'UDP, dans la mesure où elles n'étaient pas organiquement liées aux structures organisationnelles du MFA, n'ont eu autant d'

(1) *Revolução Proletária*, organe de l'ORPC (m-l), n° 1, mai 1975.

(2) *Diário da Assembleia Constituinte*, supplément au n° 14, du 9-7-75, p. 296-(22).

influence que certaines autres organisations gauchistes, telles le MES ou le PRP/BR. Mais cela ne les empêcha pas de soutenir les factions d'extrême-gauche du MFA. Par ailleurs, la radicalisation du processus révolutionnaire politique (celui-ci étant déjà une réaction au reflux du mouvement social lui-même), par le biais du pouvoir institué, conduit l'ORPC et l'UDP à le suivre, indépendamment des luttes pour le partage du pouvoir politique. L'UDP aura ainsi un rôle assez important dans l'occupation du journal *República* et de Rádio Renascença. Ne faisant pas partie, ni du FUR ni des SUV, l'UDP va essayer d'agir à partir de ces moyens de communication.

Après la destruction de Rádio Renascença et le 25 novembre 75, l'action de l'UDP reste pratiquement circonscrite aux interventions de son député à l'Assemblée Constituante. Malgré tout, peu de temps après, l'ORPC, les CMLP et des dissidents de l'QCMLP forment le parti tant souhaité : le 27 décembre 75 naît en effet le PCP (R), c'est à dire, le parti communiste portugais (reconstruit).

2.6 - LA FONCTION DES SYNDICATS APRÈS LE 25 AVRIL 1974

La fascisation des syndicats au Portugal commença en 1933, sept ans après le coup d'état militaire de 1926 qui devait changer le régime politique du pays. L'activité syndicale fut d'abord limitée, dans la liberté d'association, de réunion, et bien sûr de grève. Le régime de Salazar crée les Syndicats nationaux, des organes directement dépendants de l'État à travers le ministère des Corporations. Le modèle était celui du fascisme italien.

Mais ce régime ne se borne pas à rendre ses syndicats complètement dépendants. Afin de contrecarrer d'éventuelles difficultés, il les éparpille et les pulvérise grâce à une organisation qui les rend de toute façon inoffensifs. La stratégie était trop claire, d'ailleurs, pour que les travailleurs s'y trompent. Sont ainsi créés plus de trois-cents syndicats, au niveau national et par district; le nombre de personnes syndiquées par syndicat étaient parfois ridicule, car dans la même entreprise, même petite, il pouvait y avoir différents syndicats, puisque ceux-ci étaient organisés par corporations. La mise en place d'une pareille structure a atomisé énormément les travailleurs dans le sens de leurs velléités revendicatives.

Dans ces conditions, seul un travail militant clandestin pouvait être à même de dépasser de tels obstacles, et encore fallait-il qu'il soit très efficace, car la police veillait partout. Nous pouvons dire que l'influence du PCP commence là; de par sa nature clandestine, il était le seul, à l'époque, à pouvoir mener une action à long terme.

Avec le temps, l'organisation syndicale fasciste devient parfaitement inutile, ou du moins stérile. Elle avait réussi néanmoins à rendre le syndicalisme une lettre morte, situation qui va durer jusqu'à l'avènement du premier gouvernement Marcelo Caetano (1968).

La mort politique de Salazar, qui était devenu débile à la suite d'une chute, va permettre au régime d'essayer de se moderniser. Caetano, le successeur, mènera une politique d'assouplissement (la "libéralisation"). Les

exigences de la dynamique des entreprises contraignaient les moins bornés des politiciens portugais à se battre pour un climat qui puisse stimuler la productivité moyenne du travail. Or le carcan du syndicalisme fasciste représentait un obstacle énorme à une telle évolution. C'est ainsi, mais toujours par des luttes revendicatives, qu'est née, en octobre 1970, l'Intersindicale, dont l'influence auprès des travailleurs des grandes et moyennes entreprises va croissant (l'Intersindicale était implantée surtout dans la région de Lisbonne et dans les syndicats des travailleurs des banques, du commerce, des textiles et de la métallurgie; elle avait réussi à contrôler par ailleurs 10% des syndicats corporatistes).

Lorsque survient le 25 avril 74, l'Intersindicale avait déjà une bonne expérience du syndicalisme au Portugal. Il lui était donc relativement facile à contrôler l'ensemble des syndicats portugais, puisqu'elle n'avait pratiquement pas de concurrents au début. Álvaro Rana, membre du secrétariat de l'Intersindicale, exprime bien cette réalité dans un interview donnée plus tard :

"(...) Nous avons une première phase de l'Intersindicale, après le 25 avril, qui correspond au 'nettoyage' des structures fascistes des directions qui étaient implantées dans les syndicats et qui collaborèrent directement avec le fascisme, à l'exigence de l'extinction des corporations et de la transformation du ministère des Corporations en ministère du Travail à la suite d'une intervention directe du mouvement syndical pendant laquelle on a exigé qu'une personne ayant la confiance des travailleurs soit mise à la tête de ce nouveau ministère." (1)

Le souci par rapport à l'occupation effective des syndicats corporatistes et leur assainissement empêche dans l'immédiat que l'Intersindicale agisse très activement sur le mouvement social gréviste qui s'était développé spontanément. D'un autre côté, le fait que l'Intersindicale soit intimement liée au PCP et au MDP/CDE la conduit inévitablement à s'identifier

(1) João Vilanova, *Sindicalismo em Portugal*, Assírio & Alvim, Lisboa, 1977, p. 52.

aux objectifs programmatiques du 1er gouvernement provisoire (et d'ailleurs de tous les autres jusqu'au 5e). L'Intersindicale se mobilise donc, non pas pour participer au développement du mouvement gréviste, mais afin de freiner sa nature radicale et spontanée. Les revendications alors formulées par le mouvement gréviste (réductions importantes des horaires de travail, payement des vacances, y compris celles de Noël) et, dans certaines entreprises, l'agitation et l'indiscipline dans les usines et les ateliers, tout cela était anti-démocratique pour l'Intersyndicale et conduisait l'économie du pays au désastre, ce désastre étant d'abord celui du 1er gouvernement provisoire, qu'elle soutenait. Le 22 mai 74 l'Intersindicale, donc, distribue ce communiqué à la population laborieuse :

"(...) La grève est en effet l'arme la meilleure et la plus légitime des travailleurs, mais elle doit être employée judicieusement.

C'est le signe de la force et de la conscience que de savoir l'employer, et quand l'employer (...). Dans la mesure où certaines revendications sont inacceptables dans les secteurs respectifs, pouvant provoquer le chaos économique et rendant encore plus grave l'actuelle situation du pays, elles peuvent du même coup produire, non pas ce que l'on souhaitait, mais le chômage et la disparition des petites entreprises, dont le corolaire serait l'acroissement du pouvoir des monopoles, qui sont, eux, les véritables agents du bas niveau de vie du peuple portugais." (1)

L'Intersyndicale agit constamment en connexion avec le PCP, à ce moment-là. Pendant les premiers mois après le 25 avril les deux organisations vont tout faire pour conspuer certaines grèves importantes; d'abord parce qu'elles étaient autonomes ou gauchistes, ensuite parce qu'elles allaient contre les objectifs ou les besoins du 1er gouvernement. L'hostilité de l'Intersyndicale envers un certain nombre de ces grèves est totale : celles

(1) João Vilanova, op. cit., p. 142.

des boulangers et des PTT du district de Lisbonne, des pêcheurs de Matosinhos, de la TAP, du Métro et des bus et tramways de Lisbonne. Devant un tel déchaînement d'opposition aux grèves de la part d'organisations censées défendre les travailleurs, l'étonnement des grévistes est grand; mais ils cherchent à s'organiser eux-mêmes dans les comités de travailleurs (*comissões de trabalhadores*), la forme qu'a pris au Portugal l'autonomie. Les CT ont donc été ainsi un produit de l'inadéquation des syndicats aux mouvements de lutte revendicatifs.

Sur la base de l'hostilité de l'Intersindicale il fut ainsi possible de constituer, dans les zones les plus industrialisées du pays, des CT ou des comités pro-syndicats en dehors du contrôle de la centrale syndicale. C'est dans ces organismes autonomes que les organisations gauchistes vont s'infiltrer, dans la mesure où elles avaient soutenu les luttes qui étaient à l'origine de ces organismes.

Incapable d'être un meilleur concurrent de la dynamique révolutionnaire, pendant cette période de l'autonomie, l'Intersindicale déplace ses perspectives vers la fomentation de comités pro-syndicats. Et forte du soutien gouvernemental dont elle dispose, elle y a du succès. Les ministres et secrétaires d'État du Travail des quatre premiers gouvernements appartenaient au PCP; ils y faisaient ce qu'ils pouvaient afin d'accroître l'influence et le pouvoir de la centrale syndicale. Notamment, les contrats collectifs de travail et les conventions collectives de salaires, signés par l'Intersindicale et le ministère (améliorant les conditions des couches de salariés du bas de l'échelle, aussi bien en salaires que par la législation promulguée), ont eu un grand retentissement. L'Intersindical bien entendu, avait profité des conditions spécifiques de ces secteurs où le chômage et les bas salaires étaient monnaie courante depuis l'époque où le syndicalisme fasciste avait réduit pratiquement à zéro les possibilités d'action des travailleurs. Là, l'Intersindicale n'avait pas de problèmes d'implantation; d'abord des comités pro-syndicats, ces structures deviennent rapidement des syndicats de différents niveaux (local, régional, de district et national). La formation des secrétariats des syndicats des travailleurs agricoles des districts de Beja et d'Évora, dès l'été 74, et la formation de plusieurs comités pro-syndicats au sein des

pêcheurs démontrent assez la capacité de mobilisation de l'Intersindicale et du ministère du Travail. Le journal *Alavanca*, l'organe de l'Intersindicale, exprime une telle réalité très clairement, en octobre 74 :

"(...) Les pêcheurs de Peniche se lancent avec décision dans la voie de la construction d'un syndicat unitaire, d'amplitude nationale, des pêcheurs portugais. Dès maintenant, il a été formé, à Peniche, le comité pro-syndicat des pêcheurs de Peniche, embryon du futur syndicat des pêcheurs de Peniche.

La journée du 12 octobre, qui coïncide avec un dimanche, fut une journée mémorable d'unité, d'action et de convivialité entre les travailleurs et le capitaine Costa Martins, ministre du Travail de l'actuel gouvernement provisoire." (1)

Mais l'Intersindicale a pu s'implanter largement auprès de nombreux travailleurs, grâce notamment à son appareil syndical déjà huilé, il y eut des couches ouvrières qu'elle ne put pas discipliner tout de suite. Là où les ouvriers avaient pu s'organiser de façon plus autonome et avaient créé des comités de travailleurs (CT), l'influence de l'Intersindicale n'était pas du tout évidente, ni facile. Bien entendu, les zones où cela se passait ainsi étaient réduites (des poches industrielles de Setúbal, région de Lisbonne et Porto, surtout). Toutefois, seule la répression contre les luttes revendicatives de ce type était à même de les arrêter. Le décret-loi n° 392/74, du 27 août 1974 (2), a eu pour but de corriger les iniquités et insuffisances de la Constitution de 1933, mais aussi l'indiscipline et l'agitation qui s'étaient développées dans le travail après le 25 avril. La nouvelle législation, en effet, en même temps qu'elle rendait légal le droit à la grève (et le lock-out), servait aussi pour réprimer toutes les grèves aux caractéristiques "sauvages", c'est à dire, qui ne soient pas dirigées par les instances syndicales "normales" de l'Intersindicale. En réalité, les textes-loi qui rendaient légalement possible l'exer-

(1) *Alavanca* du 9-12-74 (n° 1).

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 199 (supplément), du 27-8-74, pp. 946-(1, 2, 3, 4).

cice de la grève et du lock-out, limitaient énormément aussi la pratique de la première, alors que celle du lock-out était plutôt favorisée, il faut souligner, en outre, que ce décret-loi enlevait aux CT leur raison d'être, car seules les associations syndicales devaient déclencher et assurer la suite des conflits provoqués par des grèves. Ainsi que le dit, dans un interview, le secrétaire d'État du Travail du 3e gouvernement provisoire :

"(...) Il s'agit d'une loi de transition, qu'il faudra obligatoirement revoir dans un an et qui reflète la corrélation de forces dans le contexte où elle fut approuvée et le processus historique que nous sommes en train de vivre (...). Mais l'institutionnalisation du droit de grève doit être saluée comme un point positif.

Il faut reconnaître à chaque moment, à chaque phase, quelle est la corrélation de forces, quelle est la situation objective, quel est l'objectif principal, et ne pas prendre nos désirs pour des réalités et conduire le processus de façon aventureuse." (1)

Avec l'aggravation du chômage dans la société portugaise, l'Intersindical va développer son activité. Pour ce qui est du chômage qui se produit dans les petites et les moyennes entreprises, l'Inter a peu de moyens pour résoudre les conflits ou les difficultés; elle peut conseiller les travailleurs à procéder à une autogestion de leur entreprise en faillite, ou essayer de leur trouver du travail ailleurs, dans d'autres activités. Mais le chômage dans le secteur agricole et dans les grandes entreprises industrielles pose d'autres problèmes, plus graves. De par les particularités du processus révolutionnaire portugais, lorsqu'une certaine désagrégation du processus productif traditionnel s'installa dans les régions agricoles où dominait la grande propriété (c'est-à-dire, surtout dans les districts de Lisbonne, Beja, Évora, Santarém, Portalegre), le chômage gagna des proportions considérables. Face à une telle situation,

(1) *Vida Mundial* n° 1381, du 17-10-74, p. 37.

où les propriétaires ou les entrepreneurs n'avaient plus ou ne voulaient plus avoir de contrôle sur la suite des affaires, c'est l'Intersindicale qui va assumer les fonctions de gestion, afin de dépasser le problème du chômage en obligeant le patronat à accepter des chômeurs et à signer des conventions collectives de travail. Vu les excellents rapports qui existaient entre la centrale syndicale et le ministère du Travail, celle-là a pu trouver une influence assez importante auprès des travailleurs agricoles. Elle devenait du coup — ce qui est très important par la suite — l'employeur de nombreux travailleurs.

L'influence institutionnelle de l'Intersindicale dans la société portugaise a été très bien comprise par le PCP et le MDP/CDE. En tant que membre du 3e gouvernement provisoire, le PCP, avec le soutien du ministère du Travail, fera en sorte que l'Intersindicale prenne une place très importante en tant que structure organisationnelle des travailleurs portugais. Ce rôle était consolidé par "l'unicité syndicale", d'après laquelle l'Intersindicale devenait la seule centrale syndicale du pays, ce qui constituait, en soi, un pouvoir énorme, aussi bien dans l'immédiat qu'à long terme.

La législation sur "l'unicité syndicale" n'est approuvée que le 30 avril 75 (1), mais le conseil des ministres du 3e gouvernement provisoire l'avait déjà établie depuis le 14 janvier. La contestation du PS, du PPD, du MRPP et du PCP (m-1) n'a servi à rien, car la puissance qui soutenait un tel projet était en fait basée sur l'Assemblée du MFA et le Conseil de la Révolution. Le communiqué du Comité de coordination du Programme du MFA sur l'unicité syndicale, bien qu'ambigu, explique assez significativement les conséquences d'une telle option :

"(...) Le problème de la loi syndicale fut largement débattu au Conseil supérieur du MFA (...). Le Conseil s'est prononcé par unanimité en faveur du principe de l'unicité syndicale, dans l'esprit d'après lequel les clauses du texte légal devront garantir la liberté syndicale, aussi bien dans le recrutement que dans le mode et la représentativité

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 100, du 30-4-75, pp. 634-(1 à 7).

des élections et des structures syndicales, à leurs différents niveaux." (1)

L'hégémonie de l'Intersyndicale devenait pour ainsi dire évidente, au niveau institutionnel. Mais il y eut tout de même des oppositions et des résistances, ce qui amena l'Inter à employer le pouvoir politico-militaire ou à utiliser des procédés assez ambigus afin de prendre la direction de certains syndicats. Le cas le plus flagrant fut celui du Syndicat des Industries chimiques et pharmaceutiques (dirigé par le PCP m-l). La direction de ce syndicat fut mise dehors par l'Intersindicale. Le Syndicat des Métallurgistes du district de Lisbonne fut l'objet de machinations et de confrontations physiques, au point que seuls 1600 des 60 000 associés de ce syndicat votèrent, au profit de l'Intersindicale (2).

Afin d'estimer le pouvoir que l'Intersindical avait acquis, il suffit de considérer le préambule du décret-loi n° 215-A/75, du 30 avril 75 :

"(...) Vu les récentes nationalisations des banques, des compagnies d'assurances, des secteurs de base de l'industrie, des transports et des communications, la réforme agraire et les mesures prises au niveau politique et économique ce dernier mois, on peut dire que l'on a fait des pas décisifs au Portugal pour la consolidation de la démocratie et pour l'ouverture du chemin qui mène à l'édification du socialisme (...). Vu qu'une condition indispensable pour gagner les grandes batailles qu'il faut engager sur le chemin du socialisme, est celle de l'unité, à renforcer, des travailleurs portugais, et de leur cohésion autour de leurs organisations syndicales : (...) Article 1er - Pour tous les effets légaux, notamment l'acquisition de personnalité juridique, il est reconnu à l'Intersindicale National le droit à être considérée la Confédération Générale des syndicats portugais, ainsi que toute sa structure d'amplitude régionale, de district et locale, ayant com-

(1) *Movimento 25 de Abril* du 29-1-75.

(2) *Expresso* du 28-3-75.

me organe supérieur de délibération l'assemblée plénière ou le congrès des syndicats affiliés, et comme organe exécutif central le Secrétariat national." (1)

L'Intersyndicale donc, est devenue une institution centrale dans la société portugaise, à partir du 11 mars 75. Son importance est bien entendue notable surtout auprès des masses travailleuses, de par le contrôle qu'elle avait sur les conflits du travail. Le rôle de l'Intersyndicale, pendant cette période où le PCP s'identifiait au pouvoir politique, est devenu celui d'un organisme dont la vocation était de discipliner les travailleurs au travail et de préserver les intérêts globaux de l'économie. La "bataille de la production", lancée par le 4e gouvernement provisoire, va trouver dans l'Intersyndicale l'agent le plus efficace et le plus militant — car il s'agit, dans l'idéologie, de rien de moins que la réalisation du socialisme. L'assemblée plénière de l'Intersyndicale, tenue vers la mi-avril 75, est très significative du tour que ces choses prenaient à ce moment-là :

"(...) Il faut que les travailleurs sentent que l'économie ne leur est plus étrangère, c'est à dire, que la construction socialiste de l'économie est leur tâche. Cela implique l'affirmation claire du principe du contrôle organisé de la production par les travailleurs, en fonction des objectifs de production et d'efficacité, dont la coordination appartient aux organes centraux de planification, d'après des plans qu'il s'agit de d'établir très bientôt.

Voilà l'orientation définie par le Conseil de la Révolution pour le programme économique." (2)

Au fur et à mesure que l'Intersyndicale gagnait du terrain, grâce au pouvoir et aussi à sa propre action, elle devenait assez arrogante et hostile vis à vis des forces partisans et les CT qui ne s'identifiaient pas avec ses propres buts et agissements. Le 1er mai 75, à Lisbonne, en fut un exemple : il s'y est déclaré un conflit violent entre le PS et l'

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 100 (supplément), du 30-4-75, pp. 604-(1, 2). Cette législation fut complétée par le décret-loi n° 215-B/75.

(2) *Alavanca* du 23-4-75.

Inter qui a dégénéré en bagarres de rue.

C'est la "bataille de la production" qui a fait changer le cours de l'hégémonie de l'Intersindicale. En effet, peu à peu, beaucoup de travailleurs sont devenus indifférents ou hostiles à ce mot d'ordre. Ce ne fut que dans les entreprises où le PCP dominait politiquement (CUF, Sorefame, Cometna, etc., en général dans la région de Lisbonne ou Setúbal) que la "bataille de la production" connut un certain succès. Dans d'autres grandes entreprises ayant d'autres expériences de lutte ouvrière (telles la Lisnave, la TAP, l'Efacec), l'attitude plus radicale des travailleurs les conduisait à mettre en question la "bataille de la production", à diminuer la productivité du travail et à augmenter l'absentéisme. La nouvelle tentative du courant PC pour faire du 10 juin (férié national), en 1975, une journée de travail pour la nation fut un échec. La non-identification de la grande majorité des travailleurs en lutte avec la perspective "productiviste" et étatique du PCP fut ressentie par le premier ministre lui-même, le général Vasco Gonçalves. Lors d'un discours qu'il prononça pour la clôture du 1er congrès de l'Intersindicale, à Lisbonne, il dit notamment :

"(...) Nous — et je veux dire par là tous ceux qui faisons partie de l'avant-garde — devons avoir des alliés (...). Nous devons aller de l'avant avec des avant-gardes, mais nous ne devons pas éloigner de nous des couches de la population qui doivent être, dans la pratique, nos alliés. Tout ceci doit être assumé consciemment. Car nous ne voulons pas que le long de la route vers le socialisme les rapports de classe se renversent. Ce n'est pas ce que je propose ici. Ce processus a une avant-garde, il a la conscience qu'il lui faut certains alliés." (1)

(1) *Alavanca* du 30-7-75.

L'hégémonie de l'Intersindicale prenait peu à peu des coups, il devenait évident qu'elle n'était pas du tout assurée. Pendant "l'été chaud" de 75, l'Intersyndicale perd y compris un certain nombre de directions de syndicats, par la voie électorale. Elle perd le contrôle de syndicats importants : celui des journalistes, le 12 août; celui des travailleurs de l'industrie et du commerce pharmaceutique, le 26 juillet; celui des employés de bureau du district de Lisbonne, le 30 août; celui des employés de banque du Sud et des îles, le 30 août; celui encore des employés de banque du Nord... Ces pertes se produisent dans les zones les plus urbanisées; et les gagnants, ce sont aussi bien des organisations gauchistes que le PS ou le PPD. Seule la région rurale, assez vaste, de la réforme agraire reste intacte; le pouvoir et l'influence de l'Intersindicale y sont trop prestigieux.

L'Intersyndicale subit aussi à cette période les coups des forces politiques opposées à un quelconque socialisme, d'une part, et du PS, d'autre part, dans le cadre de la concurrence politique pour le contrôle de l'État. L'Intersindical pour ces forces, vu qu'elle était un élément de la politique du PCP, était du même coup une organisation à abattre (elle a d'ailleurs été l'objet, elle aussi, des attaques violentes contre les sièges et centres menées par des foules en rage).

L'Intersyndicale connaît donc ainsi une période de fragilité. Sa presse elle-même connut alors une baisse considérable; le journal *Alavanca*, qui paraissait depuis le 9-12-74 régulièrement toutes les semaines, ne paraît que trois fois entre le 27 août et le 19 novembre 75. Cette diminution de la propagande de la centrale syndicale s'est vérifiée aussi dans la radio, où l'Inter avait plusieurs programmes hebdomadaires. Ainsi, devant l'échec de l'implantation du socialisme au Portugal par le PCP, l'intervention de l'Intersindicale va se limiter à ce qu'elle possède encore d'hégémonie, contre les objectifs programmatiques de la politique mise en place par le 6e gouvernement provisoire, entretemps formé (le 19-9-75). L'Inter collabore à partir de là étroitement aux manifestations politiques menées par le FUR ou le PCP, et prend elle-même des initiatives (meetings, grèves, pétitions, manifestations). Cette agitation est très bien exprimée par la grève des travailleurs du bâtiment, qui culmina par la séquestration

députés et de certains membres du gouvernement, le 12 et le 13 novembre 75. Cette lutte menée par l'Intersindicale est analysée dans *Alavanca* du 19-11-75 :

"(...) Le 6e gouvernement provisoire et le Conseil de la Révolution sont de plus en plus contestés, car ils sont incapables d'accompagner les masses populaires dans leur dynamique révolutionnaire et essayent de leur imposer une politique anti-populaire afin de sauvegarder les intérêts de la grande bourgeoisie nationale et internationale (...). Les grandes manifestations des ouvriers de la métallurgie et du bâtiment, toutes les concentrations et manifestations populaires et unitaires qui ont eu lieu partout dans le pays, la manifestation gigantesque du 16 novembre à Terreiro do Paço, Lisbonne, sont une réponse ferme à l'offensive réactionnaire et à la politique de droite du 6e gouvernement et du Conseil de la Révolution."

Cette tactique de l'Intersindicale s'est maintenue jusqu'au putsch du 25 novembre. Après, son insertion dans le mouvement social subit encore des retors, mais cela ne l'empêcha pas de rester la centrale syndicale plus influente. Les structures syndicales qui avaient échappé à l'hégémonie de l'Inter, bien que suivant une idéologie différente, évoluèrent en fait d'après la même logique. C'est à dire qu'elles ont servi aussi de courroies de transmission des partis politiques desquels elles dépendaient. Le pragmatisme idéologique de toutes les structures syndicales nées dans le contexte révolutionnaire portugais détermina, dans la plupart des cas, qu'elles fussent des expressions des luttes des partis politiques au niveau des usines et des campagnes.

2.7 - LES OPTIONS DEMOCRATIQUES ET SOCIALISANTES DES I^{er}, II^e ET III^e GOUVERNEMENTS PROVISOIRES

Le coup d'Etat du MFA, le 25 avril 74, en provoquant la chute de la dictature qui durait depuis quarante-huit ans, créa en même temps une situation de vide politique. En déléguant à la Junta de salut nacional, par la loi n°1/74, tous les pouvoirs qui appartenaient auparavant au président de la République, au gouvernement et à l'Assemblée nationale, le MFA met le pouvoir politico-militaire aux mains de la seule JSN, et tout spécialement à son président, le général Spínola. Le vide institutionnel avait ainsi permis que la JSN choisisse des personnalités, répondant aux objectifs du programme du président de la junte, pour la direction du 1er gouvernement provisoire et de ses différents ministères. Même en admettant que le Comité de coordination du MFA ait forcé le choix de quelques ministres, celui qui, en dernière analyse, les choisit fut le général Spínola. Celui-ci avait en vue une modernisation, sans doute, mais dans le cadre d'un capitalisme démocratique. Spínola accepta donc la formation d'un gouvernement de coalition sur la base des personnalités indépendantes et de quatre partis : le PCP, le MDP/CDE, le PSP et le PPD.

Dès sa formation, par le décret-loi n° 203/74 (1), ce gouvernement définit la fonction et les limites institutionnelles qui lui incombent. Il devait mettre en pratique une série de mesures constituant la base socio-économique pour l'amélioration du niveau de vie des couches sociales les plus démunies. Il devait en outre lancer une politique extérieure dont les principes étaient l'indépendance et l'égalité des Etats, tout en reconnaissant que la solution pour les guerres coloniales dans les colonies portugaises était politique et non militaire.

Le jour même où le 1er gouvernement provisoire fut institué, le 15 mai 1974, le général Spínola, par décision de la JSN, fut élu président de la République. Celui-ci définit alors les tâches du gouvernement en ces ter-

1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 113, du 15-5-74, pp. 625 à 628.

mes :

"(...) Le gouvernement provisoire a donc pour tâche l'administration indispensable à la vie quotidienne, qui ne peut s'arrêter, la mission d'assurer le bien-être économique et social et d'édifier et consolider la démocratie, par laquelle le peuple portugais trouvera sa véritable liberté.

Il devra donc être un gouvernement sans partis, car il est de tous les partis; sans tendances, car en lui toutes les tendances ont une place; et sans programme, car son programme est celui du Mouvement des Forces Armées." (1)

Le 1er gouvernement ne pouvait donc que suivre les instructions du MFA, mais d'après les perspectives du général Spínola lui-même. Toutes les mesures de caractère politique et économique d'une grande portée, aussi bien au Portugal que dans les "provinces d'outre-mer", étaient déterminées par le poids politique dont le général Spínola avait la charge.

Le 1er gouvernement ne prit des mesures d'une certaine portée, avec des repercussions socio-économiques que le 27 mai. Elles vont toucher les couches sociales les plus démunies, par la revision des plafonds salariaux et des droits sociaux. Par le décret-loi n° 217/74 (2), les salariés, dans les secteurs public et privé, devaient toucher un salaire mensuel minimum de 3300\$00 (3). Dans la situation d'alors, cette augmentation touchait environ 68% de la population active dans le secteur public, et environ 50% dans le privé. Les salaires supérieurs à 7500\$00 ne pouvaient pas, quant à eux, subir des modifications dans un délai de trente jours. Ces mesures de base étaient complétées par d'autres droits touchant toujours les couches les plus démunies (les familles nombreuses, les retraités, les invalides).

Une autre mesure d'une certaine importance fut celle qui créa la Commission de Soutien aux petites et moyennes entreprises (décret-loi

(1) Adresse au pays, le 15 mai, *O Século* du 16-5-74.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 123, du 27-5-74, pp. 654-57.

(3) Dans l'époque de 1974-1975, 6\$00 = 1 franc.

n° 217/74, du 27 mai). Cette disposition avait pour but, dans l'immédiat, de faciliter le crédit aux PME en situation financière difficile. La mise en place d'autres mesures, avaient limité le gouvernement dans son plan de révision sur un certain nombre de distorsions et dans son projet d'assainissement de certaines institutions dont les dirigeants avaient collaboré avec le régime de Salazar et Caetano.

Mais à partir d'un moment donné, les perspectives de Spínola, que le gouvernement se bornait à mettre en pratique, furent contestées par le Comité de coordination du MFA. La lutte qui s'engageait au niveau du pouvoir militaire a contraint le gouvernement à une sorte d'inaction malgré lui. Le premier ministre, le prof Palma Carlos, afin de gouverner, exigea plus de pouvoir pour le gouvernement; Palma Carlos suivait les orientations de Spínola.

Le Conseil d'Etat refusa, le premier ministre demanda sa démission, le gouvernement tout entier fit le même, le 11 juillet 1974. C'était le premier échec de Spínola, et simultanément le premier succès du MFA au niveau du gouvernement. La formation du 2e gouvernement provisoire, le 17 juillet 1974, suivait déjà l'orientation préconisée par le Comité de coordination du MFA. La coalition était restée la même (à l'exception du MDP/CDE), le MFA, par contre, était entré en force dans le 2e gouvernement provisoire (1). Mais l'événement à retenir, c'était la présence d'un membre important du MFA à la tête de ce 2e gouvernement, le colonel Vasco Gonçalves. Ce changement va permettre un rôle plus franc du MFA dans le processus révolutionnaire.

Une fois le gouvernement établi, des événements qui surgissaient à ce moment limitèrent son action. Il devint un gouvernement de gestion des affaires courantes. L'aggravation de la guerre coloniale, les conflits dans les nombreuses entreprises et le chômage ne permettaient pas une stabilisation. Malgré tout, les négociations avec les mouvements de libération nationale s'accélérent. Les accords d'Alger (26-8-1974) établirent

1) Parmi les seize ministères composant le 2e gouvernement, les militaires du MFA ceux du Travail (cap. Costa Martins), de l'Administration Interne (lieut.-colonel Costa Brás), de la Communication Sociale (maj. Sanches sôrio) et de la Défense Nationale (lieu.-coronel Firmino Miguel). En outre, les majores Melo Antunes et Vitor Alves étaient ministres sans portefeuille.

l'indépendance de Guinée-Bissau et ceux de Lusaka (7-9-75) celle du Mozambique. D'autres mesures, moins importantes, furent prises aussi : la réforme fiscale (décret-loi n° 375/74, du 20-8-74) (1), la législation sur le droit de grève et le lock-out, approuvée le 27-8-74, la nationalisation des banques d'émission (Banco de Angola, décret-loi n° 450/74, du 13-9-74, Banco Nacional Ultramarino, décret-loi n° 451/74, même date, et Banco de Portugal, décret-loi n° 452/74, même date).

Mais l'incompatibilité entre le courant Spinola et le courant MFA mettait toujours ce 2e gouvernement, pour ce qui était des mesures de politique économique de court et moyen terme, dans une situation délicate. Vitor Constâncio, secrétaire d'État à la Planification, explique les données de ce conflit au journal *Expresso* du 22-6-74. Vraisemblablement, le conflit institutionnel était déjà présent au cours du 1^{er} gouvernement :

"(...) Il me semble qu'un projet social-démocrate pour le Portugal, en ce moment, en tenant compte des données objectives, est d'une application difficile, pour ne pas dire impossible, dans la mesure où les classes travailleuses portugaises ont atteint, dans cette phase, un niveau de conscience politique et de radicalisation qui les situe très à gauche d'un projet social-démocrate."

Néanmoins, la radicalisation du mouvement social, qui exigeait des mesures rapides de l'exécutif dans le sens de l'augmentation significative de son niveau de vie, ne modifia pas l'action du gouvernement. Et c'est d'ailleurs ce facteur qui va donner de la force au MFA, afin d'arriver plus tard à une hégémonie sur le pouvoir politico-militaire. Ce fut aussi dans la désagrégation de la société civile et dans la démobilisation et l'indiscipline militaire par rapport à la guerre coloniale que les positions de Spinola ont perdu de l'efficacité et du crédit. La radicalisation du processus conflictuel a fait en sorte que la décolonisation entraînât dans sa phase cruciale lorsque le Conseil d'État, par

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 193 (supplément), du 20-8-74, pp. 918-(1 à 15).

les lois 6 et 7, du 27 juillet 74, établit le régime de transition des gouvernements pour les "provinces d'outre-mer" et détermine que la solution du problème colonial implique l'auto-détermination et l'accès à l'indépendance. Cette évolution n'a pas rendu viable le projet de Spínola et l'a obligé à la démission. Par la suite, le 2e gouvernement démissionnait aussi, et le 3e fut constitué le 30-9-74, à nouveau dirigé par Vasco Gonçalves et dont le poids des éléments du MFA fut renforcé, ce qui lui permit d'agir plus librement.

Mais toute cette liberté était relative. Car la crise institutionnelle n'avait pas pour autant trouvé là la réponse, et par ailleurs les difficultés s'aggravaient, notamment à cause du chômage. Il était le résultat de la situation désastreuse de nombre de PME, qui se ressentaient assez durement du processus de décolonisation.

Face à ce dilemme historique, au sein du MFA et du 3e gouvernement on commençait à ébaucher la programmation de mesures alternatives, afin de dépasser la crise institutionnelle et économique. Dans la mesure où le pouvoir se trouvait en effet, maintenant, dans le MFA, le 3e gouvernement n'avait rien de mieux à faire que de suivre ses instructions.

Deux tendances allaient s'affronter. Celle du PCP, qui voulait une radicalisation du processus révolutionnaire, dans le sens d'une lutte contre les monopoles et les latifundia. L'autre, celle du courant modéré du MFA, dont le leader était Melo Antunes, proche du PS, préconisait des mesures plus adaptées à une évolution plus pacifique. Ces deux courants avaient (pour ainsi dire) la même force; et ceci entraînait le 3e gouvernement à ne pas prendre des mesures de fond. Il doit donc se limiter à prendre des mesures de caractère conjoncturel, devait pouvoir faire bouger les structures économiques; de telles mesures avaient en vue de restructurer ou équilibrer les activités de production et de consommation, et éliminer certaines disparités aux niveaux culturel et social. Ainsi, le 10-10-74, par le décret-loi n° 533/74, furent abolis les régimes de limitation industrielle, qui existaient depuis longue date; fut décidée, par le décret-loi n° 540-A/74, du 12-10-74, l'intervention de l'État

dans la direction, la coordination et la fiscalisation des institutions de crédit, ce qui permit au 3e gouvernement d'intervenir auprès de la Banco Intercontinental Português et suspendre ses directeurs.

Le programme du 3e gouvernement n'avait subi aucune modification jusqu'à la fin 74. Toutes les mesures concernant l'intervention de l'État, dans les domaines de la politique, de l'économie et du social avaient le même sens : éviter de grandes distorsions dans l'équilibre normatif général. Il essayait de tenir bon. Ainsi, les PME tombaient en faillite, ou alors leurs travailleurs se mettaient en autogestion pour éviter la faillite; mais le gouvernement ne pouvait pas aller au-delà. Sauf peut-être dans les régions de la grande propriété agricole, où les propriétaires avaient décidé de ne pas cultiver les terres; le gouvernement décida d'y intervenir, définissant les modalités de location des terres non cultivées par le décret-loi n° 653/74, du 22-11-74 (1).

En ce qui concerne les secteurs industriel et des services, la plus importante mesure fut celle qui fixa les normes d'intervention ou d'assistance de l'État dans des entreprises privées, individuelles ou collectives, ne fonctionnant pas conformément avec les paramètres tenus comme positifs pour le développement économique. Le décret-loi n° 660/74, du 25-11-75 (2), donnait ainsi les moyens légaux à l'État d'intervenir dans l'économie d'une façon plus incisive. C'est par le biais de cette loi qu'un grand nombre d'interventions furent menées dans des entreprises en situation économique difficile, y compris des entreprises agricoles. Une série d'entreprises et groupes d'entreprises seront par la suite visés par cette même loi (douze, au total), certaines encore au cours du 3e gouvernement. Par ailleurs, le contenu de la politique économique de ce gouvernement peut encore être analysé en fonction des mesures découlant du budget général de l'État pour l'année 75; les corrections structurelles de l'économie portugaise n'y sont pas touchées. Ce budget, outre une augmentation significative des dépenses publiques, provoquée par des hausses de salaires dans la fonction publique, la majoration de l'investissement du secteur étatique, et la diminution très importante des dépenses du budget militaire (jusque-là pris

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 272 (supplément), du 22-11-74, p. 1440-(5).

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 274, (supplément), du 25-11-75, pp. 1450-(1,2,3).

par les guerres coloniales), n'avait pas une grande différence par rapport à ceux qui l'avaient précédé. En termes structuraux et conjoncturaux, la perspective budgétaire était une seule : réduire le chômage et le déficit extérieur, en stimulant l'investissement et en essayant de contenir le rythme de l'inflation sur les biens de consommation courante, directement liés à l'accroissement des salaires nominaux. De telles mesures, toutefois, faisaient que le budget de l'État fut de 15 749,9 milliers de contos (1).

L'année 1975 ne vit pas de changements dans la logique normative du 3e gouvernement provisoire. La discussion du Programme de Politique Économique et Sociale (connu sous le nom de plan Melo Antunes), qui avait déjà pris quatre mois pour être élaboré, en dit long sur les difficultés à trouver un consensus au sein du gouvernement et du MFA. Il s'agissait toujours des conflits concernant la mise en pratique de mesures socialisantes entre le PCP et le courant socialiste de Melo Antunes. Le Plan les exprimait, dans la mesure où il est le résultat d'une entente délicate entre le PC et le PS. À partir d'une table ronde organisée par le journal *Expresso*, Vitor Constâncio, le secrétaire d'État à la Planification économique du 3e gouvernement et co-auteur dudit Plan, faisait une synthèse de ce qu'il voyait :

"(...) Il est évident que ce Programme n'est pas un programme auprès duquel il faudrait attendre la réalisation immédiate d'une société socialiste. Il n'est pas non plus un programme social-démocrate, à mon sens, dans la mesure où il n'est pas un programme fermé, qui devrait être compris strictement dans les termes par lesquels il se définit, sans aucune souplesse (...). Et si nous le regardons d'une manière statique, il est évident que dans le texte il pourrait être considéré comme un programme social-démocrate. Seulement il ne l'est pas. L'affirmation la plus appropriée est donc : programme socialisant.

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 303 (7e supplément), du 31-12-75, pp. 1670-(134 à 168).

Ceci dans la mesure où, en différents domaines, on commence des processus de socialisation de l'économie et s'ouvrent des possibilités pour une socialisation ultérieure qui pourront se prolonger jusqu'à la construction d'un authentique socialisme." (1)

La présentation de ce programme, qui ébauchait des mesures à court et moyen terme, s'était toutefois bornée au domaine du possible immédiat et à un volontarisme inconséquent. Il devenait lettre morte avec le coup avorté du 11 mars 75.

Malgré tout, le 3e gouvernement arrivait encore à établir l'indépendance de l'Angola, le 15 janvier 75, par les accords d'Alvor, avec les trois mouvements de libération (UNITA, MPLA et FNLA). La reconnaissance de l'indépendance de S. Tomé e Príncipe fut établie entre le gouvernement portugais et le MLSTP le 26-9-74, à Alger. Une autre mesure qui aura un grand impact sur le secteur agricole fut la législation promulguée grâce au décret-loi n° 201/75, du 15 avril 1975 (ce décret-loi paraissant sous le 4e gouvernement provisoire), déterminant le nouveau régime de la location de propriétés rurales.

(1) *Espresso* du 8-3-75.

2.8 - LE SOCIALISME POSSIBLE MIS EN PRATIQUE PAR LES 4e ET 5e GOUVERNEMENTS PROVISOIRES

Tout de suite après l'éclosion du 11 mars 75, le pouvoir hégémonisant du MFA, à travers ses structures supérieures (le Conseil de la Révolution), déterminait la mise en pratique de mesures d'une très grande importance dans le contexte socio-économique portugais. Celles-ci surgissaient à un rythme accéléré. Le 14 mars, étaient nationalisées toutes institutions de crédit ayant leur siège sur le continent et les îles, à l'exception de celles où il y avait des capitaux étrangers. Le lendemain sont nationalisées toutes les compagnies d'assurances, sous les mêmes conditions. Le 25 mars sont expulsés des Forces Armées les auteurs du coup contre-révolutionnaire du 11 mars. Le 26, le 3e gouvernement provisoire fut dissous par le président de la République; le même jour fut nommé le 4e, dirigé à nouveau par le général Vasco Gonçalves.

Ces faits faisaient état de la radicalisation du processus révolutionnaire commencé par le MFA. Logiquement, le 4e gouvernement provisoire subira une grande modification dans sa composition. Les ministères les plus importants sont dirigés par des personnalités d'un radicalisme certain et plus impliquées dans la construction du socialisme au Portugal : le prof. Mário Murteira au ministère de la Coordination et de la Planification économique, Oliveira Baptista au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, João Cravinho au ministère de l'Industrie et de la Technologie, le prof. Pereira de Moura (ministre sans portefeuille), etc. Melo Antunes dirigeait, quant à lui, le ministère des Affaires étrangères, et Costa Martins continuait à diriger celui du Travail. De ce fait, en même temps que le MFA radicalise ses positions, il essayait aussi, par le biais du 4e gouvernement, de montrer une capacité et une réalisation législative en conformité avec la nouvelle réalité révolutionnaire. On arriva ainsi à une sorte d'harmonie, toute provisoire, entre le pouvoir politique et le pouvoir militaire, elle devait permettre l'évolution de la début de la transition vers le socialisme. Le communiqué du Conseil de la Révolution émis le 12 avril 75 définit sans équivoque cet état d'esprit :

"(...) Il est maintenant nécessaire et impérieux de reconstruire l'économie par une voie de transition vers le socialisme. Il est en question que l'on consolide les premiers pas concrets de notre révolution socialiste et que l'on avance dans cette direction, en faisant attention à deux buts essentiels :

- a) Garantir l'indépendance nationale dans le démarrage vers un socialisme véritablement portugais, en évitant des situations extrêmes de crise économique qui nous placent sous d'autres dépendances, renforcées et délicates;
- b) Identifier la dynamique de la classe travailleuse à un projet de construction du socialisme." (1)

La première grande mesure prise par le 4e gouvernement était en rapport avec les Bases générales des programmes de mesures économiques d'urgence. Le ministère de la Planification et la Coordination économiques, par le décret-loi n° 203-C/75, du 15 avril 75, allait dynamiser institutionnellement la création de législation dont les repercussions allaient être énormes sur l'ensemble de l'économie portugaise. La fonction du ministère de la Planification devenait, elle aussi, énorme, conjuguée avec les ministères de l'Industrie et la Technologie, de l'Agriculture et Pêche et des Transports et Communications.

Les Bases générales des programmes de mesures économiques d'urgence avaient pour but fondamental créer un programme national de l'emploi, en articulation avec les ressources humaines et économiques existantes dans la société, compte-tenu de l'instauration d'une économie adaptée à la phase historique de la transition vers le socialisme. Ce plan-là serait institutionnellement lié à un projet de développement économique à l'échelle nationale et aurait comme bases : le projet de Sines; le plan sidérurgique; le programme des parcs industriels; le réseau national du froid; le projet du barrage d'Alqueiva; le complexe de Cachão; le programme de transports terrestres en liaison avec le développement inté-

(1) *Movimento 25 de Abril* du 22-4-75.

gré des voies ferrées et des routes au niveau national; le programme des transports aériens et maritimes; le programme national d'informatique et le plan directeur des hôpitaux centraux et spécialisés. Ce vaste plan à court et à moyen terme, outre qu'il devait mettre en oeuvre le développement économique du pays, devrait aussi permettre le développement du pouvoir d'achat des masses travailleuses et des petits et moyens entrepreneurs, agriculteurs et commerçants.

Dans le domaine de la réforme agraire, l'État commençait à intervenir sur l'expropriation de propriétés à terrains non arrosés dont la superficie était supérieure à 50 hectares. Simultanément, on créait le Crédit agricole d'urgence, pour faire face à la nouvelle situation socio-économique, et les terrains en friche étaient restitués aux populations y ayant droit. D'autres mesures d'une grande portée, sont les nationalisations des secteurs de base de l'économie (électricité, raffinerie, engrais, sidérurgie, tabacs, bière, construction navale, métallomécanique, ciments, petrochimie, transports et produits sodiques et chlorates).

Ce Plan de transformation socio-économique mettait évidemment en question la structure de la propriété privée, les moyens de production et les moyens financiers, ainsi que leur rationalité gestionnaire. Par ailleurs, l'Etat tendait de plus en plus à remplacer les fonctions spécifiques du marché en tant qu'organe de normalisation de l'économie. Au niveau de la programmation, de telles mesures sont mises en pratiques institutionnellement par le 4e gouvernement à partir du 15 avril 75. Le rythme des nationalisations, dès lors, devenait forte rapide: une grande partie des nationalisations, en effet, furent l'oeuvre de ce gouvernement, et ce jusqu'au 8 août 75. D'un autre côté, une grande partie de la législation touchant les régions des latifundia est l'oeuvre aussi du même exécutif.

Le 2 mai 75 avait été créée la Commission pour l'installation de l'Institut de participations de l'État; cette structure aura beaucoup de poids sur la définition de ce qui devait être l'objet des nationalisations. Toutes ces mesures prises par le 4e gouvernement provisoire ayant des caractéristiques radicales étaient dues, bien entendu, à la force institutionnelle acquise par le MFA depuis le 11 mars 75 : les transformations les plus notables se situèrent en effet entre mars et juillet 75.

C'est la période pendant laquelle le courant PC dominait au sein du MFA, suivi de près par les courants d'extrême-gauche. Mais ce sont les élections du 25 avril 75 qui vont faire changer ce processus, dans la mesure où, le PS et le PPD ayant conquis la majorité électorale, la logique révolutionnaire subit un coup d'arrêt. Le courant social-démocrate va prendre le dessus, et les répercussions d'un tel changement vont se trouver notamment dans la chute du 4e gouvernement, suite à la sortie du PS et du PPD de la coalition, il ne peut plus poursuivre son action. N'ayant pas de légitimité électorale, les partis restants vont essayer de compenser ce fâcheux handicap en prenant des mesures favorables auprès des classes travailleuses des centres urbains et des latifundia. La "bataille de la production" était une base importante de cette tactique. La visite faite par le premier ministre, Vasco Gonçalves, accompagné du ministre de l'Industrie et la Technologie, à l'entreprise Sorefame, à Amadora, le 17 mai 75, représente un moment très important de la relation institutionnelle qu'il s'agissait de mettre en place entre le pouvoir politico-militaire et les classes travailleuses. Ce jour-là, Vasco Gonçalves déclarait :

"(...) Les grands objectifs nationaux, les voilà : l'indépendance de notre patrie, l'édification d'une société en transition vers le socialisme, dont le but est le socialisme (...). Il appartient aux travailleurs de participer à l'établissement des plans annuels des entreprises, à l'établissement des prix des produits, à la solution des problèmes salariaux, à l'organisation technique de la production, à l'application des capitaux, à l'étude de la distribution et du placement des produits." (1)

De son côté, João Cravinho souligna l'importance extraordinaire de la "bataille de la production", en tant qu'expression créatrice et libératrice de la condition ouvrière en vue de l'édification du socialisme :

"(...) La bataille de la production est avant tout une bataille politique, une bataille de classe insérée dans un projet global de l'avancée vers le socialisme,

(1) *Movimento 25 de Abril* du 3-6-75.

et qui reflète la tension même entre les organes constituants et la dynamique du pouvoir des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement d'établir une distinction entre les bons et les mauvais travailleurs, il s'agit surtout de libérer l'énergie créatrice des travailleurs, les menant jusqu'à dépasser une crise indissociable du processus de transition vers le socialisme." (1)

Seulement, ces mesures prises par le MFA et le 4e gouvernement ne trouvaient pas d'identification auprès de la majorité de la population portugaise. La désagrégation gouvernementale n'était donc pas seulement un problème provenant des luttes pour le pouvoir menée par les différents partis : il y avait derrière le courant social-démocrate une grande partie de la société, hostile à l'étatisation de l'économie et avant tout hostile à l'égémonie du PCP sur l'appareil d'Etat et sur la presse.

Etant donné la fragilité institutionnelle du 4e gouvernement provisoire, les mesures qu'il avait élaborées deviennent stériles. Le Plan économique de transition, élaboré par le ministère de la Coordination et Planification économique, en est un exemple flagrant. L'opinion du prof, Mário Murteira à ce sujet est significative :

"(...) L'"équation" fondamentale que le Plan économique de transition doit résoudre peut se résumer à ceci : comment maintenir le chômage à un taux décroissant et socialement tolérable, sur la voie du plein emploi à long terme, pour que l'objectif de l'indépendance nationale ne soit pas sacrifié par une situation catastrophique de déséquilibre extérieure (c'est-à-dire, établir une politique intérieure et extérieure souveraine de l'Etat portugais, conditionnée par l'extérieur et non conditionnante)!" (2)

(1) *Movimento 25 de Abril* du 3-6-75.

(2) Mário Murteira, *Textos de Política Económica*, Serviços Sociais da CGD, Lisboa, 1975, p. 56.

Avec la désagrégation du pouvoir politico-militaire institué, la survie du 4e gouvernement provisoire était condamnée. Le 8 août 1975 il fut dissous. Bien que les forces du PCP et du MDP/CDE étaient dans la difficulté, seuls la figure charismatique du général Vasco Gonçalves et le processus irréversible des transformations révolutionnaires successives, engendrèrent la mise en place du 5e gouvernement. Mais celui-ci ne pouvait pas durer, car il serait dès le début attaqué par le PS et le PPD, et par le courant socia-démocrate du MFA. Le discours du président de la République, général Costa Gomes, le jour de la cérémonie, le 8 août 75, est symptomatique :

"(...) La solution que je vous présente aujourd'hui est une mesure transitoire un gouvernement de passage. J'espère qu'il sera une pause politique, afin que dans un climat d'ordre, de discipline et de travail, l'on puisse construire quelque chose de plus durable. (...) Il est évident que le nouveau gouvernement devra prendre en considération les textes qui sont aujourd'hui la Constitution et le Plan d'action politique, dernier document ayant une force légitime. Personne ne peut oublier que le peuple exige, et il est bien défini que notre voie vers le socialisme sera la voie pluraliste, respectant les forces politiques partisans, intéressées ou de l'opposition." (1)

En faisant de telles déclarations, le général Costa Gomes montrait sans équivoque les limites du 5e gouvernement provisoire. Entièrement composé par des gens du PCP, du MDP/CDE et des indépendants de gauche, ce gouvernement était a priori contraint de gouverner en fonction de la légitimité électorale acquise par le PS et en tenant compte du pouvoir grandissant du courant social-démocrate du MFA. Nonobstant, le programme du 5e gouvernement ("Défendre la révolution - Lignes d'action programmatique et tâches de transition") (2) tendant à la systématisation de la nationalisation des moyens de production des secteurs de base de l'économie, à la réalisation de la réforme agraire et à la délimitation des fonctions

(1) *A Capital* du 8-8-75.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 212, du 13-9-75, pp. 1374-75.

correspondant aux secteurs public et privé. Ainsi, en même temps qu'il dynamisait la définition des règles de jeu par rapport aux fonctions de l'économie privée dans une société socialiste, il systématisait et régularisait les normes et les caractéristiques du socialisme pour le Portugal. Fondamentalement, toutefois, de telles mesures furent rendues stériles par l'opposition du PS et du PPD. Ainsi, jusqu'à sa fin, le 19 septembre 75, le 5e gouvernement se borne à prendre des mesures législatives et dont les conséquences pratiques furent restreintes. Parmi ces mesures-là, il faut souligner la suite des nationalisations de certaines entreprises et le début d'expropriations de propriétés rurales appartenant à de grands propriétaires, dans les districts de Setúbal, Évora et Portalegre (cf. lois établies par le ministère de l'Agriculture et Pêche des 4 et 5 septembre).



2.9 - LE SOCIALISME MODERE DU 6e GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La crise de la société portugaise était très visible au début du mois de septembre 75. Le processus historique qui mena à la non-viabilité des 4e et 5e gouvernements dirigés par le général Vasco Gonçalves montre assez bien les contingences contradictoires de ce processus. Bien que la chute des gouvernements sous l'hégémonie du PCP fut liée à la modification au sein de la direction du MFA (dont le résultat était une importance accrue du groupe des 9) ; et bien que leur désagrégation était due, en grande partie, à l'action hostile menée par le PS et le PPD, une autre réalité s'est montrée essentielle.

Tout d'abord, il faut tenir compte du manque (très important) d'identification de certaines couches de la société avec ces gouvernements. La lutte contre le "gonçalvisme", pendant environ deux mois, menée par des gens proches de l'hystérie, par des foules enthousiastes, en était l'expression.

Par ailleurs, les couches sociales les plus défavorisées, dans le Sud, dans les zones urbaines de Lisbonne, Porto et Setúbal avaient manifesté leur identification avec le pouvoir politico-militaire institué. Dans le Nord en particulier, la situation d'hostilité a été très prononcée, notamment parce que la structure de la propriété était très fracturée et que le rapport ville-campagne n'existait pas réellement.

D'autre part, l'influence l'Eglise catholique est fondamentale dans le Nord; l'opinion y est "naturellement" conservatrice. Or, après l'arrivée des réfugiés de l'Angola et du Mozambique, ceux-ci n'ont fait qu'accentuer de manière gigantesque cette opinion dans le sens conservateur. Le fossé était trop grand entre la ville et les campagnes, entre le Nord et le Sud, entre le catholicisme militant et un athéisme honteux et bâtard.

Le 6e gouvernement surgit donc sans grands sursauts. Il était, pour ainsi dire, inévitable. Il arriva donc sûr de lui : il pouvait compter sur le soutien harmonieux du pouvoir militaire de la fraction modérée, et sur l'identification avec la majorité de la société. Il apparaissait encore

comme le gouvernement légitime, expression du vote majoritaire. Il cherchait donc à établir la discipline dans l'appareil d'État et à diminuer l'agitation sociale dans les entreprises et dans la rue. Et, tout de suite, il essaia d'exprimer en termes programmatiques la nouvelle réalité du pouvoir. La fonction du 6e gouvernement provisoire était ainsi d'éliminer la dynamique de l'étatisation de l'économie, de diminuer les excès revendicatifs des classes travailleuses et de mettre un terme à l'indiscipline et à l'agitation sociale où que ce fut. Tout ceci en voulant maintenir la perspective du socialisme, par la voie de la démocratie pluraliste.

Le jour où le gouvernement entre en fonctions, le 19 septembre 75, le premier ministre, le vice-amiral Pinheiro de Azevedo, en exprima les bases :

"(...) L'objectif général du 6e gouvernement provisoire est d'avancer, d'une manière réaliste, sur le chemin de la construction de la démocratie et du socialisme. Ce sont des objectifs à court terme, qui découlent de la conjoncture politique, économique et sociale. Etablir la paix, la tranquillité et l'ordre public, et le respect pour la légalité; consolider les conquêtes de la révolution; consolider les institutions démocratiques, dans la reconnaissance des libertés fondamentales, résolution des problèmes les plus aigus posés par le chômage, par les injustices économiques et sociales, par la rentrée en masse des portugais des ex-colonies et par le besoin de vaincre la crise économique et financière et la bataille de l'économie." (1)

Le premier souci du 6e gouvernement était donc d'établir la paix sociale. Mais malgré toute sa légitimité et ses soutiens (sociaux, politiques et militaires) le PS n'était pas à même d'établir une stabilité gouvernementale lui permettant d'exercer un pouvoir efficace. Il devait en effet compter sur l'opposition militante du PCP, du MDP/CDE, sur un bon nombre d'organisa-

(1) *Jornal Novo* du 20-9-75.

tions gauchistes. Il devait également compter sur les travailleurs directement impliqués dans les transformations révolutionnaires liées aux nationalisations et à la réforme agraire.

Tous ces partis, une partie du MFA et l'Intersindicale n'acceptèrent pas dans la passivité la disparition^{de} leur impossibilité d'agir au sein de l'Etat. D'un autre côté, les couches sociales qui avaient vu leur niveau de vie amélioré pendant la durée des 4e et 5e gouvernements, se sentaient maintenant trompées par la nouvelle politique du 6e gouvernement; et allaient aussi le contester. Devant la réalité de cette opposition, il est contraint d'admettre le côté irréversible de certaines transformations révolutionnaires (au niveau des nationalisations et de la réforme agraire). C'est dans ce sens qu'il se vit obligé de légiférer et de prendre des mesures d'une certaine importance dans la suite de ce qui avait été fait par les gouvernements précédents. On procéda ainsi à l'élargissement du Crédit agricole d'urgence pour le paiement de salaires aux unités collectives de production et aux coopératives de petits et moyens agriculteurs. D'autres entreprises furent encore nationalisées, d'autres propriétés rurales furent expropriées dans les districts de Castelo Branco, Setúbal, Portalegre, Beja et Santarém. Il faut souligner encore les mesures tendant à réorganiser les administrations dans les entreprises qui avaient été l'objet de nationalisation.

Par contre, les mesures prises par le gouvernement au niveau des conflits sociaux concernant d'augmentations de salaires et autres droits provoquèrent un grand mouvement de contestation, de la part du PCP, du MDP/CDE, des organisations gauchistes et de l'Intersindicale. Les grèves, les manifestations, les meetings, l'insubordination d'institutions militaires révolutionnaires, s'opposèrent à l'action du gouvernement et le rendèrent inefficace. Parallèlement, le MFA n'arrivait pas à agir conformément avec les besoins répressifs du gouvernement, afin d'éliminer l'agitation sociale et la subversion des institutions militaires. Le COPCON, extrêmement important dans toute la région de Lisbonne, agissait plutôt en accord avec les revendications des travailleurs. Le gouvernement devenait quelque peu stérile. Ses difficultés arrivèrent à un point critique lors de l'encerclement du Parlement, les 12 et 13

novembre 75, par une grève des travailleurs du bâtiment soutenue par le PCP et l'extrême-gauche. Un membre du gouvernement, le secrétaire d'Etat à la Coopération, José Gomes Mota, parle de la séquestration en ces termes :

"(...) A l'intérieur de S. Bento (le Parlement) on ressentait la plus grande indignation et on avait faim. C'était vraiment incroyable que le pouvoir militaire - le Conseil de la Révolution était réuni à Belém - accepta la séquestration de la Constituante, les représentants légitimes du peuple portugais. Le fait que son premier ministre ne pouvait sortir de S. Bento représentait pour le gouvernement une humiliation. Partageaient ce même sort, tous les travailleurs de la fonction publique présents à ce moment-là. Alors que ceux-là étaient des travailleurs au même titre que les audacieux assigeants de S. Bento .

Contrastant avec la faim que subissaient les assiégés à l'extérieur arrivaient constamment de la nourriture, du vin et de la bière, et on pouvait voir, depuis les fenêtres du palais, bon nombre de travailleurs déjà très animés". (1)

Cette situation conflictuelle d'agitation permanente se maintint. Le 6e gouvernement était contraint d'abdiquer, provisoirement, de ses fonctions. Il essaya ainsi de provoquer le vide politique, et d'obliger le pouvoir militaire à agir en conséquence. Le communiqué du conseil des ministres du 20 novembre 1975 le montre assez bien :

"(...) Les incidents récents avaient démontré l'impossibilité effective du gouvernement à assurer son activité normale, dans certaines zones du pays. Ainsi, il avait en vue la nécessaire et non gouvernable clarification de la situation politique et militaire, indispensa-

(1) José Gomes Mota, op. cit., p. 171.

ble à la résolution de la très grave crise que le pays traverse.

Le gouvernement a décidé de suspendre l'exercice de son activité jusqu'à que Son Excellence le président de la République et Chef de l'état-major général des Forces Armées puisse trouver d'effectives conditions pour l'exercice de ses fonctions et de son autorité, sur tout le territoire national." (1)

Ces exigences du 6e gouvernement seront entièrement satisfaites grâce seulement au putsch du 25 novembre 1975. Ce n'est qu'à partir de là qu'il peut se trouver en situation de stabiliser les institutions et, du même coup, d'invertir le logique du socialisme façon PCP.

1) *A Capital* du 20-10-75.

III - GENESE ET NATURE PRELIMINAIRE DE LA REFORME AGRAIRE DE L'AUTOGESTION ET DES NATIONALISATIONS

B.1 - LA REALITE SOCIO-ECONOMIQUE DES LATIFUNDIA AU SEUIL DU 25 AVRIL 1974

Les caractéristiques du latifundium au Portugal peuvent se résumer ainsi : la grande dimension des propriétés; le pourcentage élevé de superficie, occupée par la culture agro-fôrestière; la productivité minimale de la terre; le petit nombre de main d'oeuvre employé dans les travaux agricoles; le degré élevé de prolétarisation; la faible intensification de l'élevage, l'emploi réduit d'engrais; et le modeste niveau de mécanisation.

En termes très généraux, ces conditions, décrites par Mário Pereira (1), sont très proches de la réalité. Quant à la grande dimension des propriétés, si nous suivons les résultats de l'Enquête sur les exploitations agricoles (partie continentale), datant de 1968, il y avait au Portugal 811 665 exploitations agricoles, éparpillées dans environ 5 millions d'hectares. Du nombre total d'exploitations, environ 9200 occupaient une superficie supérieure à 2,5 millions d'hectares. Par contre, 480 000 exploitations environ n'occupaient que 350 000 hectares (2). C'était essentiellement dans la région sud du Portugal que les propriétés de plus de 500 hectares étaient concentrées. Dans un total de 625 propriétés, avec des superficies comprises entre 500 et 1000 hectares, les districts du sud (Béja, Évora, Faro, Santarém, Portalegre, Setúbal et Lisbonne), à eux seuls, possédaient 576 propriétés. Il faut signaler aussi qu'à l'exception de Castelo Branco, des propriétés de plus de 2500 hectares, avec

(1) Mário Pereira, *Seminário sobre a Agricultura do Latifúndio na Península Ibérica*, Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1980, pp. 372 à 383.

(2) Sur la structure de la propriété agricole au Portugal continental, voir tableaux pp. suivantes.

TABLEAU n° 2

EXPLOITATIONS AGRICOLES D'APRES L'ECHELON DE SUPERFICIE DE 500 HA
A 2 500 HA ET PLUS, PAR DISTRICTS, SUR LE CONTINENT

Superficie Districts	De 500 ha à moins de 1 000 ha	De 1 000 ha à moins de 2 500 ha	De 2 500 ha et plus
Aveiro	3	1	2
Beja	175	92	25
Braga	-	-	-
Bragança	11	3	1
Castelo Branco	52	22	12
Coimbra	-	1	1
Évora	137	99	39
Faro	20	4	1
Guarda	3	1	-
Leiria	3	-	1
Lisboa	9	5	-
Portalegre	139	83	12
Porto	-	-	-
Santarém	46	26	8
Setúbal	50	37	10
Viana do Castelo	2	-	1
Vila Real	2	-	-
Viseu	-	1	-
Total	652	375	113

Source: Enquête sur les Exploitations Agricoles du Continent - 1968.

INE (Institut National de Statistique).

TABLEAU nº 3

EXPLOITATIONS AGRICOLES D'APRES L'ECHELON DE SUPERFICIE DE MOINS DE
1 HA A MOINS DE 100 HA, PAR DISTRICTS, SUR LE CONTINENT

Superficie Districts	Moins de 1 ha	De 1 ha à moins de 4 ha	De 4 ha à moins de 20 ha	De 20 ha à moins de 50 ha	De 50 ha à moins de 100 ha
Aveiro	39 465	23 030	6 025	345	75
Beja	2 435	6 420	7 750	2 171	855
Braga	29 750	21 245	9 580	441	61
Bragança	2 570	9 805	15 900	2 629	419
Castelo Branco	11 295	19 155	11 365	1 543	445
Coimbra	33 110	29 445	7 430	317	62
Évora	2 930	3 580	3 325	685	238
Faro	6 235	14 535	11 000	1 814	473
Guarda	8 405	18 205	14 880	1 854	276
Leiria	26 125	26 960	6 905	413	87
Lisboa	13 960	19 995	6 885	478	145
Portalegre	4 755	5 525	3 930	899	374
Porto	35 440	18 765	7 335	501	80
Santarém	17 630	24 850	11 265	1 106	348
Setúbal	6 925	5 880	3 135	752	255
Viana do Castelo	26 225	14 475	3 025	112	24
Vila Real	13 510	17 920	11 115	931	105
Viseu	33 010	35 065	12 355	725	172
Total	313 775	314 855	153 205	17 716	4 494

Source: Enquête sur les Exploitations Agricoles du Continent - 1968.

INE (Institut National de Statistique).

un total de 113 sur le continent, 95 étaient localisées dans le sud.

La grande propriété dans la région sud, pour des raisons d'ordre historique et géo-climatiques (1) déterminait que le secteur agricole, dans la zone du latifundium, soit structuré de manière sous-développée, en termes de logique normative du capital. La stagnation du développement agricole selon les méthodes capitalistes modernes, se devait en grande partie, à la faible productivité de la terre et aux contingences négatives du climat, mais aussi au faible niveau de l'emploi de machines, de fertilisants chimiques, de la création d'infrastructures pour l'irrigation de sol et par le manque de perspicacité politique et entreprenante. Ainsi la gestion des entreprises capitalistes capable de dépasser les insuffisances géo-climatiques et le manque de fertilité du sol, fut, durant des siècles, inexistante. L'abstentéisme des grands propriétaires fonciers, face à ces problèmes, fut une constante dans l'histoire. Les contingences de l'investissement, les expectatives négatives de l'usufruit du profit facile et le paternalisme positiviste du régime dictatorial de Salazar et Caetano, par rapport à la logique évolutive de l'agriculture dans la zone du latifundium, tout cela, dans la généralité des cas, détermine la préférence des latifundiaires à vivre des revenus de leurs terres que de les rentabiliser de manière capitaliste.

De ce fait, en termes logiques et chronologiques, l'économie latifundiaire, durant la dictature de Salazar et Caetano, continua à souffrir d'un relatif marasme dans son développement. Pour cette raison, durant la période historique assez importante du régime dictatorial entre 1953 et 1974, le PAB (Produit Brut Agricole) stagne presque aux prix constants de 1963 (2). Ce sont ces conditions qui déterminaient l'économie agricole de la zone du latifundium si nous prenons en compte que, dans cette région, se produisent principalement les céréales, les tomates, le liège, le riz, l'huile d'olive et la viande, etc. La raison de cette option était en partie due à la facilité de tirer profit des cheptels bovin, porcin, caprin et ovin, ainsi que de l'extraction du liège, des olives et du bois. Les énormes extensions de terrain qui formaient le latifundium ainsi que les grandes

(1) Sur ces aspects de la réalité agricole au Portugal, voir l'excellent travail de Eugénio de Castro Caldas, *A Agricultura Portuguesa no Limiar da Reforma Agrária*, Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1978.

(2) Sur l'évolution historique du PAB à cette période, voir le cadre page suivante.

TABLEAU n° 4

PRODUIT BRUT AGRICOLE, SUR LE CONTINENT - 1953 à 1974 (1)

Unité: 1 000 000 esc.

Résultats Années	Produits végétaux	Produits animaux	Sylviculture et chasse	Total (2)
1953	8 868	4 907	2 067	16 095
1954	8 213	4 879	2 336	15 715
1955	7 850	5 031	2 379	15 526
1956	8 020	4 796	2 288	15 536
1957	8 659	4 952	2 247	16 084
1958	7 866	4 947	2 214	15 265
1959	7 794	5 111	2 535	15 670
1960	7 880	5 249	2 552	15 919
1961	7 819	5 423	2 518	15 998
1962	8 755	5 524	2 502	17 024
1963	8 953	5 330	2 730	17 268
1964	8 335	5 273	2 794	16 657
1965	8 793	6 281	2 670	17 927
1966	6 545	6 550	2 704	16 036
1967	8 449	6 450	2 625	17 717
1968	8 406	6 867	2 890	18 489
1969	7 447	7 615	2 807	17 869
1970	10 068	5 654	2 767	18 489
1971	9 615	5 001	2 879	17 495
1972	9 217	5 275	2 963	17 455
1973	9 112	5 474	3 719	18 305
1974	8 985	5 745	3 558	18 288

Source: Statistiques Agricoles, Continent et Iles Adjacentes.

INE (Institut National de Statistique).

(1) Aux prix de 1963.

(2) Pour le total, entre 1953-1968, manque la part du revenu provenant d'auto-investissements.

quantités de chêne vert, d'oliviers et de chêne liège, permirent l'existence de grandes extensions de pâturages, produits des jachères provenant du régime de monocultures des pâturages naturels. Dans ces conditions, l'élevage de cheptels permettait de bas coûts de production. Les machines utilisées étaient franchement archaïques; il n'y avait comme main-d'oeuvre que les bergers, les vachers, les gardiens de porcs, les charpentiers et le gérant (feitor). Il faut ajouter à cette réalité du latifundium la possibilité d'extraire de grandes quantités de chêne liège, de bois, et d'olives par un processus aussi peu onéreux en moyens de production qu'en main-d'oeuvre. Les revenus provenant de la production de céréales (surtout le blé) sous la forme de fermage et de métayage, permettaient aussi aux propriétaires fonciers de faire de gros bénéfices.

La facilité de s'enrichir par les moyens sus-cités, est la raison fondamentale qui permit aux propriétaires fonciers de s'abstenir d'investir dans les achats de moyens de production et dans la création d'infrastructures propres à une agriculture capitaliste ment développée et moderne. Par rapport aux formes de gestion et de vie dans le latifundium, il faut bien comprendre ceci : dans la plupart des cas, le propriétaire foncier habitait dans les grandes villes, il avait des habitudes mondaines et dépensières, il investissait dans l'achat de biens immobiliers. Le fait d'abandonner la gestion directe de ses propriétés au gérant, a empêché le propriétaire foncier d'avoir une bonne connaissance de ses terres en termes capitalistes, et l'éloigna donc de leur intérêt lucratif. Les propriétaires fonciers n'avaient aucune connaissance des investissements et des techniques qui leur permettraient d'accroître leurs bénéfices. Ce qui comptait pour eux, c'était de jouir de leurs revenus et de ne pas avoir de préoccupations. Le gérant, quant à lui, outre le fait qu'il s'enrichit par certains commerces, était le mandataire du patron et n'avait donc, en conséquence, qu'à répondre aux désirs de celui-ci (raison pour laquelle le gérant ne pouvait se substituer au propriétaire pour favoriser une dynamique capitaliste sur les terres qu'il était chargé de gérer).

La pratique absentéiste du propriétaire foncier ne se restreignait pas à son incapacité de gérer de manière capitaliste et moderne ses propres propriétés. Dans le domaine de la production agricole dont

les expectatives de profit n'étaient pas positives (celles du blé, de la tomate, du riz, etc...), les latifundiaires préféraient louer leurs terres aux métayers et aux "seareiros". Par ce moyen, les loyers provenant de la production de céréales (surtout le blé) sous la forme de fermage et de métayage, permettaient aussi aux propriétaires fonciers de faire de gros bénéfices. La facilité de s'enrichir par ces moyens enlevaient à ceux-ci la possibilité de la gestion de ses terres, et ce fut aux métayers capitalistes et aux "seareiros" (et aussi les loueurs de machines dès les années soixante) de le faire. Ceux-ci, obligés de payer les loyers, dans quelques cas exorbitants aux propriétaires fonciers, dans les contingences de leur fonction d'entrepreneur, vont investir, de manière capitaliste, dans les terres louées, de manière à extorquer un revenu pour eux et pour payer les propriétaires. Ainsi, dans une certaine mesure, face à l'incapacité des propriétaires fonciers d'investir dans l'achat de moyens de production pour potentialiser positivement le développement capitaliste dans l'agriculture, ce furent les métayers, les "seareiros" et les loueurs de machines qui, historiquement, ont assumé cette fonction à partir de la décade des années soixante.

Cette dynamique abstentéiste des propriétaires fonciers a fait émerger dans la zone géographique du latifundium, des extractions sociales de nature très spécifique - métayers, "seareiros", loueurs de machines, travailleurs agricoles permanents et temporaires.

Les fermiers, surtout ceux qui louaient de grandes surfaces de terrain aux propriétaires, possédant des moyens de production et engageant des salariés, avaient une importance considérable dans la mesure où ils personnifiaient un type d'exploitation capitaliste mitoyenne du latifundium (1). L'existence d'un grand nombre de fermiers typiquement capitalistes, était sans doute due à cette pratique abstentéiste des propriétaires, surtout sur les terres céréalières. Le relatif sens capitaliste de l'agriculture portugaise, dans les dernières années, et son développement en termes d'investissement du capital intensif et la prolétarianisation du paysannat, dans les régions où subsistait la grande propriété était, pour ces raisons, dû à la logique normative des métayers capitalistes.

(1) A ce sujet, voir : Fernando Medeiros, *A Sociedade e a Economia Portuguesa nas Origens do Salazarismo*, A Regra do Jogo, Lisboa, 1978.

Les cultivateurs - "seareiros" : paisans sans terre, locataires de certaines parcelles de la propriété foncière et travaillant à certaines cultures dont le choix avait été déterminé, au préalable avec le propriétaire; se répartissaient en 2 catégories: les petits travaillant pour eux-mêmes et les gros qu'employaient même de salariés. Ceux-ci, comme ils possédaient une grande capacité d'investissement en moyens de production et en force de travail, pouvaient même de réaliser de grands profits. Les petits "seareiros", eux, ne possédaient pas de moyens de production sophistiqués et travaillaient sur des terres peu fertiles, souvent pas encore défrichées. Ce qui explique que leurs tentatives, comme celles des petits fermiers-métayers, échouaient souvent et qu'ils redevenaient alors prolétaires (1).

Une autre caractéristique importante du latifundium sous le régime de Salazar et Caetano résidait dans l'existence chronique d'un bas niveau d'embauche et d'un haut degré de prolétarianisation (2). Ce bas niveau d'embauche, jusqu'aux années soixante, était le produit de la sélection des investissements faite par les propriétaires sur leurs terres. En résumé, il était facile de faire des profits en louant les terres aux fermiers et aux "seareiros". Il était facile d'y ajouter les profits provenant de l'élevage, de l'exploitation du liège, des olives et du bois. Dans ce type d'économie, les besoins en main-d'oeuvre étaient minimes. En tant que travailleurs permanents, il fallait faire appel au gérant - qui s'occupait de la gestion de la propriété -, aux bergers, aux charpentiers, aux gardes forestiers et, aux alentours des années 60, aux conducteurs de tracteurs (les loueurs de machines). Le recours à des travailleurs occasionnels se faisait en fonction des besoins du latifundium : semer, faucher, battre les céréales, cueillir les olives et ramasser le liège et le bois... Les prolétaires agricoles, en surnombre et en situation de chômage chronique, étaient employés en qualité de saisonniers au moment où ces tâches avaient lieu. Tirant parti de cette situation de l'emploi et du salaire temporaire, le prolétariat agricole de la région du latifundium cherchait à se vendre au plus haut prix, et quand cela était impossible, il

(1) Sur les conditions des petits seareiros et fermiers dans la zone de la grande propriété, voir : Afonso de Barros, *A Reforma Agrária em Portugal*, Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1979.

(2) En ce qui concerne le degré de prolétarianisation atteint dans la décennie des années 60, pour les districts les plus importants de la grande propriété, voir le cadre p. suivante.

TABLEAU n° 5

STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE DES DISTRICTS DE L'AIRE DE
REFORME AGRAIRE, EN 1970

Population active Districts	Actifs agricoles (hommes et femmes)	Employeurs		Employeurs fa- miliaux et personnes de famille		Travailleurs au compte d'autrui	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Beja	50 025	805	1,6	10 130	20,0	38 875	77,0
Castelo Branco	43 190	950	2,2	16 450	38,0	25 665	59,4
Évora	35 990	370	1,0	4 025	11,2	31 530	87,6
Faro	37 745	835	2,2	16 890	44,7	19 895	52,7
Lisboa	46 820	1 510	3,2	16 685	35,6	28 470	60,8
Portalegre	33 745	525	1,5	5 115	15,2	28 075	83,2
Santarém	63 975	1 220	1,9	16 100	25,2	46 560	72,8
Setúbal	32 940	460	1,3	5 700	17,3	26 735	81,1
Total	344 430	6 675	1,9	91 095	26,4	245 805	71,3
Total (Continent)	895 260	17 100	2,0	428 540	48,0	444 750	50,0

Source: Recensement de la Population de 1970.

INE (Institut National de Statistique).

recourait à la baisse de son rendement productif. Pour saboter cette forme de résistance du prolétariat agricole, surtout en Alentejo, les propriétaires fonciers recouraient à la main-d'oeuvre provenant des Beiras et de l'Algarve. Ceux-ci, pour la plupart des petits paysans très pauvres venus de la montagne, acceptaient avec docilité les offres de travail et de salaires des propriétaires fonciers.

Le bas niveau de l'emploi provenait des raisons ci-dessus. Le latifundiaire, dans ces conditions, ne travaillait pas la terre en termes capitalistes, mais arrivait à extorquer des profits considérables, et à se reproduire de manière efficace. Il est évident que cette situation, bien que positive pour la classe des propriétaires fonciers, des grands fermiers et des grands "seareiros", ne l'était pas du tout pour l'armée de chômeurs vivant souvent dans la misère, surtout en Alentejo. Les travailleurs qui avaient la possibilité de recevoir de temps en temps les bas salaires, étaient en majorité. Pour n'avoir qu'un salaire de misère, le travailleur temporaire de la région du latifundium travaillait toute la journée (jusqu'à des heures tardives dans la nuit) et dans des conditions inhumaines. Travailler à la bêche, à la faucille, sous le soleil brûlant de l'Alentejo, signifiait pour lui, sang, sueur et larmes répandues au bénéfice des propriétaires fonciers et de leurs comparses (1).

Quant aux travailleurs permanents (à l'exception des gérants), bien que subissant l'exploitation propre à leur condition de salariés, ils étaient cependant privilégiés par rapport aux travailleurs temporaires, puisque eux pouvaient au moins manger à leur faim durant toute l'année, en fonction du salaire reçu.

A travers l'analyse faite, on arrive à la conclusion que l'économie latifundiaire au temps de Salazar et de Caetano produisait deux types de contradictions fondamentales : d'un côté, en obtenant une énorme masse de profits non réinvestie dans le développement du secteur agricole, et de l'autre, l'exploitation barbare du prolétariat agricole, maintenu au chômage et la misère, ceci donna lieu à une situation potentielle de révolte et d'agitation sociale (2). Face aux caractéristiques fon-

(1) Un excellent essai anthropologique sur la réalité socio-économique en Alentejo fut faite par José Cutileiro, *Ricos e Pobres no Alentejo*, São da Costa, Lisboa, 1977.

(2) Sur les luttes à la campagne où prédominait la grande propriété, voir José Pacheco Pereira, *Conflitos Sociais nos Campos do Sul de Portugal*, Europa-América, Mem Martins, 1983.

damentales du latifundium, il faut voir comment le fascisme à la portugaise va intervenir pour aider à maintenir et à perpétuer l'existence de cette structure.

En premier lieu, il va aider à maintenir rigoureusement la structure de la propriété et les formes d'exploitation. De ce fait, la politique de Salazar empêcha qu'il y ait une reconversion capitaliste dans le secteur agricole, émettant une législation sur le conditionnement industriel. En même temps, on empêchait au niveau de la politique économique, la tentative d'apparition de n'importe quelle réforme agraire qui bénéficierait du développement capitaliste dans le secteur agricole. Dans la mesure où cela soutenait aussi les propriétaires fonciers, grâce à une politique du prix de vente des principaux produits agricole, hautement protégés de la concurrence dans le marché intérieur et extérieur, une telle situation leur permettait de s'approprier de gros profits(1). Les principales structures corporatives, qui viabilisaient dans la pratique ces mesures, étaient les "Grêmios da Lavoura" (corporation de l'agriculture), créés dans les années 30. Leur organisation était composée d'associations des petits, moyens et grands agriculteurs au niveau des cantons. Il y avait aussi les Fédérations Nationales de Producteurs de Blé (organismes composés des mêmes couches sociales que les "Grêmios da Lavoura", mais au niveau du district). Dans la plupart des cas, ces structures étaient dominées par les grands propriétaires fonciers, ce qui permettait la pratique d'une politique de prix agricoles et d'une politique de crédits favorables à leurs ambitions et à leurs besoins.

D'un autre côté, les plans de développement (réalisés en 1953-1958, 1959-1964, 1968-1973), au-delà des bonnes intentions pour faire sortir la crise du secteur agricole, ne donnèrent de résultat que dans l'accumulation de quelques tonnes de textes et dans la création d'emplois de techniciens, ^{élaborant les} ces derniers plans. Les exemples les plus clairs de cette situation furent le plan d'arrosage d'Alentejo et le projet de Sines. Le plan d'arrosage d'Alentejo, dont l'objectif était de créer des infrastructures d'irrigation et de fertilisation des terres et de réduire les carences prove-

(1) Sur la politique de crédits et des prix pratiqués par le régime de Salazar et Caetano, voir Eugénio Castro Caldas, op. cit., pp. 169 à 195.

nant des cultures successives et au manque d'eau, ce fut une oeuvre que quelques-uns considérèrent comme un miracle, mais qui en réalité ne fit pas avancer d'un pas. Quant au projet de Sines, son objectif fondamental était de devenir un pôle d'industrialisation capable d'absorber la main-d'oeuvre excédentaire dans les champs de l'Alentejo; mais ce projet étant déjà en fonctionnement, il ne réussissait pas à y apporter une solution.

La politique de Salazar et Caetano, outre l'obstruction au développement capitaliste dans la région du latifundium, va aussi empêcher que les antagonismes opposant les travailleurs agricoles aux propriétaires fonciers ne s'expriment librement. Ainsi, d'un côté, cette politique abolit les syndicats agricoles, le droit à la propagande et à l'association de classes, et le droit à la grève. Les "Casa do Povo" (Maisons du Peuple), créées pour défendre et servir la classe laborieuse rurale, se transformèrent vite en organismes corporatifs fomentant la conciliation et l'obéissance du prolétariat agricole aux propriétaires fonciers. Institutionnellement, la dictature salazariste réussit encore à délimiter les conflits provenant de la logique de l'économie latifundiaire, développant une politique répressive et stimulant les travaux publics. De ce fait, quand les travailleurs agricoles entraient en conflit de grève ou se montraient hostiles socialement à la politique des salaires et aux arbitraires imposés par les propriétaires fonciers, ou les caciques locaux, infiltrés dans les "Grêmios da Lavoura", "Casas do Povo" et les institutions locales, la GNR (Garde Nationale Republicaine), la PIDE (Police Internacional de Defesa de l'Etat) réprimaient et dénonçaient de manière violente ces luttes. D'autre côté, dans le but de donner une réponse aux insuffisances structurelles de l'économie latifundiaire, la politique dictatoriale de Salazar tentait de dépasser, cette contradiction historique, créant et développant dans ces régions du travail, des travaux publics en construisant des hôpitaux, des routes et d'autres infrastructures, etc. Par ce biais, l'Etat colmatait, momentanément, le chômage et la faim qui dominaient la vie des travailleurs agricoles temporaires, éliminant simultanément les convulsions sociales qui, potentiellement, pourraient

résulter de ce contexte historique.

La linéarité évolutive de l'économie latifundiaire souffrait toutefois de certains problèmes de conjoncture qui vont invertir, en termes relatifs, sa structure de base. A partir des années 60, l'apparition de certains facteurs jusqu'alors étrangers à la réalité portugaise de l'époque (guerre coloniale, la nouvelle émigration, le boom des afflux des capitaux étrangers, le développement rapide des centres urbains etc...) va bouleverser la situation logique et normative de l'économie latifundiaire.

L'émigration apparaît comme un échappatoire à l'énorme misère et au chômage entretenu à tout prix dans les campagnes portugaises. Les besoins en main-d'oeuvre de l'Europe capitaliste développée, apparaissent comme la solution miracle pour émigrer clandestinement ou légalement. En contrepartie, l'alazar libéralisa ce processus, dans la mesure où l'explosion sociale venue des ouvriers agricoles aurait pu provoquer la subversion par rapport à l'ordre institué. Par ce procédé, près d'un million et demi de travailleurs portugais vont émigrer (la majeure partie en provenance du secteur agricole) entre 1960-74. Passant les frontières, allant travailler dans d'autres parties du monde, ils tentent de transformer leur état de pauvreté. Partis pour vaincre et amenés à souffrir et à travailler de manière exténuante, ce qui est sûr, c'est qu'ils rapportèrent des devises et atténuèrent le chômage dans leur pays. L'OCDE (1) en donne la preuve par le montant de devises provenant de l'émigration en 1971, qui représentait 8% du revenu national et presque la moitié du total des marchandises exportées durant la même année.

Au même moment, la guerre coloniale, qui faisait appel à la population rurale du secteur agricole, va créer une série de nécessités propres à sa maintenance. Pour cela, les productions nécessaires aux mécanismes de la guerre se développaient; ce qui provoqua, par voie de fait, un développement de l'absorption de la main-d'oeuvre.

L'arrivée de capitaux étrangers, produit de la fin de l'autarcie salariale, augmenta considérablement à partir du moment où débuta la guerre coloniale. Outre la grande importance que la guerre coloniale aura dans tout ce processus, il faut souligner que la main-d'oeuvre portugaise fut payée

(1) OCDE, *Portugal*, Septembre 1972, Paris, pp. 15 à 18.

par de bas salaires et parce qu'il y avait une pratique répressive et législative de contention du phénomène revendicatif. Le résultat fut la naissance de plusieurs entreprises dans les grands centres urbains.

Un autre phénomène se produira par l'évolution du processus décrit précédemment : le développement de grands centres urbains comme Setúbal, Almada, Lisbonne, Porto, en sont un exemple flagrant. En même temps s'accroissaient les besoins de la consommation propres aux conditions d'existence des grandes agglomérations humaines. Le bâtiment, la métallurgie, les transports et par conséquent l'emploi, allaient donc se développer.

La conjugaison des phénomènes analysés (émigration, guerre coloniale, afflux de capitaux étrangers, développement des agglomérations urbaines) allait donner la possibilité au prolétariat agricole (comme à une grande partie du paysannat pauvre) de fuir la misère et le chômage dans lesquels ils étaient plongés. Le résultat fut de tel ordre que les districts de région à prédominance latifundiaire virent leur population diminuer (18% à Évora, 25% à Beja, 22% à Portalegre) dans la période allant de 1960 à 1970. Découlant du même processus, mais par la voie d'une évolution inverse, les centres urbains comme Lisbonne et Setúbal augmentèrent durant la même époque de 19% et de 14% (1).

La première conséquence de toute cette évolution fut l'inversion produite dans la logique du marché du travail temporaire dans la région du latifundium. La main-d'oeuvre, qui se maintenait sous-employée et dans la misère, fuit, dépeuplant les campagnes. Ceux qui étaient encore liés à la terre étaient surtout les vieux et les femmes. Au total de la population active agricole du Portugal continental, le nombre des salariées qui était de 106 730 en 1960, passa à 325 260 en 1970. Il faut souligner aussi que le nombre de patrons qui était de 76 270 en 1960 passa à 17 100 en 1970 (2). Le résultat final de tout ce processus fera que la relation entre l'offre et de la demande de la main-d'oeuvre salariée employée temporairement, se modifie substantiellement. La demande devenait supérieure à l'offre; on assistait ainsi à l'augmentation brusque des salaires nominaux atteignant parfois, dans certaines zones, des augmentations brusques de pourcentages.

1) Relativement à l'évolution démographique des districts de la zone de grande propriété latifundiaire, voir le tableau de la p. suivante.

2) INE (Institut National de Statistiques), *Estatísticas Agrícolas e Alimentares*, 1968; *Estatísticas Agrícolas*, 1972.

TABLEAU n° 6

STRUCTURE DE LA POPULATION DANS LES RECENSEMENTS DE 1960 ET
1970, PAR DISTRICTS, DANS LA ZONE DE LA REFORME AGRAIRE

Population présente Districts	1960			1970		
	Hommes	Femmes	Total Hommes et Femmes	Hommes	Femmes	Total Hommes et Femmes
Beja	138 961	137 934	276 895	101 436	103 743	205 179
Castelo Branco	152 959	163 577	316 536	122 118	133 635	255 753
Évora	108 781	111 135	219 916	87 228	92 516	179 744
Faro	154 175	160 666	314 841	130 839	138 118	268 957
Lisboa	650 700	732 259	1 382 959	738 803	842 259	1 581 062
Portalegre	92 705	95 777	188 482	70 625	76 043	146 668
Santarém	223 256	238 451	461 707	205 933	224 453	430 386
Setúbal	188 238	188 948	377 186	231 759	239 732	471 491

Source: Recensement de la Population de 1970.

INE (Institut National de Statistique).

A partir de ce moment l'économie latifundiaire perdait un de ses éléments les plus importants : les bas coûts de production. D'une part, le chantage du spectre du chômage, d'autre part, la misère du prolétariat agricole furent atténuées, faisant donc diminuer la dépendance de ce prolétariat agricole aux propriétaires fonciers, transformant en dernière analyse, les rapports de force maintenus entre les deux classes sociales. La réponse des propriétaires fonciers à cette nouvelle réalité fut de s'abstenir encore plus, d'investir dans leurs propriétés et de les louer en conséquence ou de les livrer au métayage. Une autre attitude fut l'accroissement de la mécanisation de l'agriculture (1), ainsi que la création d'infrastructures, surtout dans les aspects ayant rapport à l'irrigation des sols. La mécanisation de l'agriculture va développer la formation d'une nouvelle couche sociale dans la région latifundiaire : les conducteurs de tracteurs. Certains devenaient salariés à plein temps des propriétaires fonciers. D'autres, parce qu'ils avaient la possibilité d'acheter des machines agricoles à crédit, louèrent leurs services aux latifundiaires, aux "seareiros" et aux fermiers.

Dans sa structure, le latifundium continuera encore à maintenir et à produire le chômage; non plus seulement à cause du sous-développement technologique, des formes de gestion archaïque et de l'absence d'investissement, mais aussi par la voie d'un développement de l'emploi des moyens de production technologiquement évolués et propres au système capitaliste moderne. Il est évident que cette alternative n'explique pas totalement avec acuité le phénomène de mécanisation de l'agriculture, débutant dans les années 60. La mécanisation de l'agriculture est aussi une réponse historique de la classe latifundiaire contre l'énorme poids revendicatif et la déstabilisation sociale provoquée par les luttes du prolétariat agricole (2). Une autre raison non négligeable et qui va obliger les latifundiaires à choisir la voie de la mécanisation, est l'accroissement donné à l'agriculture par les grands groupes capitalistes (et quelques propriétaires et fermiers) par le biais de procédés modernes. D'ailleurs cette dynamique fut imposée non seulement par les grandes groupes (CUF, Espírito Santo et Champalimad, etc.), mais par l'en-

1) Sur l'évolution de la mécanisation de l'agriculture après les années 60, voir le tableau p. suivante.

2) Quant à l'importance de ce facteur dans la mécanisation de l'agriculture, voir : Samuel Thirion, La Réforme Agraire au Portugal : Un Exemple de Surgissement Social du Problème de la Transformation d'une Société Rural, Doctorat de 2^{ème} cycle, Université de Paris I, Phanteon-Sorbonne, 1980.

TABLEAU n° 7

EVOLUTION DU NOMBRE DE BATTEUSES, MOISSONNEUSES/BATTEUSES ET TRACTEURS AGRICOLES, DANS LES DISTRICTS DE L'AIRE DE LA REFORME AGRAIRE (1960-1970)

Total de machines et outils a- gricoles Districts	1960			1970		
	Batteuses	Moissonneu- ses/Batteuses	Tracteurs agricoles	Batteuses	Moissonneu- ses/Batteuses	Tracteurs agricoles
Beja	467	171	1 858	472	1 157	5 103
Castelo Branco	124	1	303	152	74	1 414
Évora	420	74	1 246	425	794	3 552
Faro	129	-	455	166	32	2 327
Lisboa	298	35	1 350	322	170	4 957
Portalegre	296	33	793	317	493	2 551
Santarém	395	33	1 341	466	319	5 347
Setúbal	332	15	806	239	264	2 565
Total	2 461	362	8 152	2 559	3 303	27 816
Total (Continent)	5 097	368	9 550	6 161	3 654	42 024

Source: Statistiques Agricoles, Continent et Iles Adjacentes.
INE (Institut National de Statistique).

semble des entrepreneurs capitalistes, fermiers et "seareiros", qui gagnaient l'exploitation des terres selon des procédés modernes. La concurrence qui leur était faite par ces entreprises typiquement capitalistes, les obligeait à investir aussi dans la modernisation de l'exploitation de leurs propriétés.

3.2 - LES PREMIERES REPERCUSSIONS DU 25 AVRIL DANS LA REGION DU LATIFUNDIUM

Au moment où survint le putsch militaire qui fit tomber le pouvoir dictatorial qui avait tenu 48 ans, le sentiment général des populations travailleuses agricoles de la région du latifundium fut, au départ, l'expectative et une relative satisfaction. La nouvelle du putsch fut diffusée par la radio surtout, la télévision et la presse. La vie quotidienne des travailleurs agricoles, la distance qui les séparait de centres urbains, ne favorisa pas leur connaissance et leur participation directe aux manifestations et à la vie politique agitée des grands centres urbains. Mais, le réveil à la sensibilité critique à la chute de la dictature, à son contenu, à la nouvelle démocratie à institutionnaliser, se fit sans peine. Malgré la souffrance, la misère, le chômage dont le prolétariat agricole avait souffert, on ne parlait guère dans les premiers mois, dans la presse lue par la population, des possibilités réformistes ou révolutionnaires qui permettraient de dépasser cette situation.

Ce fut la diffusion d'informations sur le mouvement gréviste qui a bouleversé les structures patronales et le pouvoir à partir du mois de mai 1974. Les activités militantes du PCP visant à la formation du syndicat des travailleurs agricoles, à la visite des membres de la famille et aux voyages dans les villes furent, à l'époque, les éléments les plus importants qui réveillèrent le prolétariat agricole et favorisèrent le développement des luttes revendicatives. La force et la stratégie organisatrice du PCP, qui lui avaient permis de se maintenir durant de longues années dans la clandestinité, firent qu'aussitôt après le 25 avril, il fut le seul parti capable de mobiliser ses militants pour soutenir le prolétariat agricole (où il avait déjà des militants), essentiellement dans les districts de Beja, Evora, Santarém et Setúbal.

De la sorte, sa capacité militante fut utilisée, au départ, dans le processus de création de structures syndicales au niveau de la zone de grande propriété agricole. Le prestige du PCP, comme parti révolutionnaire anti-fasciste facilita, la mise en place efficace de structures syndicales dans le secteur agricole : grâce au 25 avril, son action s'étendit, en formant des commissions présyndicales qui se développaient rapidement dans pres-

que tous les districts où prédominait la grande propriété. Plus tard, ces commissions pré-syndicales se transformèrent en organisation et en fonction, en Secrétariats des Travailleurs Agricoles au niveau du district. De cette manière, les Secrétariats des districts de Beja et Evora furent créés entre juin et juillet 1974, arrivant en 1975, le même dans certains districts.

Simultanément, et en relation avec le travail de sensibilisation mené par les structures syndicales déjà en place en faveur de l'adhésion aux syndicats, des revendications salariales et sociales furent proposées pour améliorer les conditions de vie des travailleurs agricoles. Dans ce sens, le Secrétariat de la Commission pro-syndicale du district de Beja émit une circulaire adressée aux Commissions pro-syndicales des divers villages de ce district, le 12 juin 1974, qui préconisait la revendication suivante : augmentation des salaires de 200 escudos par jour pour les conducteurs de machines, 170 pour les autres travailleurs et 120 pour les femmes. Il s'agissait ainsi de concilier la nécessité d'un travail pour tous et la réduction du nombre d'heures de travail par semaine. On notera que ce travail de militance syndicale mené par le PCP fut assez développé au début dans le district de Beja, car ses militants y étaient concentrés. Parallèlement à ce travail de sensibilisation revendicative et de militance syndicale, aucune tentative de grève chez les travailleurs agricoles n'était encore visible, qui échappât à la tutelle des partis et des syndicats. La seule grève que l'on connaisse à cette période fut celle de Montoito (district d'Evora) - qui avait débuté le 24 juin et dura près de 10 jours (1).

La première réaction du patronat agricole, surtout des grands propriétaires fonciers, qui avaient été jusque là omniprésents dans le contexte latifundiaire, fut instinctivement : la peur et l'expectative. Peur, car ils connaissaient les souffrances que les travailleurs agricoles avaient subies, et attendaient - de ce fait - leurs représailles, car l'ambiance politique et sociale du moment était propice à leur éclosion. Dans ce contexte, ils évitaient d'avoir des attitudes hostiles vis-à-vis de leurs salariés, restaient dans l'attente et sur la défensive, attendant l'évolution des événements.

Tel fut le comportement général des propriétaires fonciers. Cela n'était pas surprenant dans la mesure où ils étaient habitués à faire ce qu'ils vou-

1) *Combate*, n° 3, du 17-7-74.

laient et à éviter les problèmes qui affectent normalement les relations entre le capital et le travail. Le comportement de la classe capitaliste existant dans la zone du latifundium fut différente. Elle tentait de dialoguer avec les structures représentatives des travailleurs et avec le ministère du Travail, dans l'intention de s'adapter à la nouvelle réalité du pays. La création de l'ALA (Association Libre des Agriculteurs), à la fin du mois de mai 1974, représentait la première tentative organisée - depuis le 25 avril - par des entrepreneurs agricoles capitalistes pour défendre et maintenir les relations sociales de production capitalistes. Pour confirmer ces intentions, citons un extrait d'un communiqué de la commission de l'ALA en octobre 1974 :

"(...) En vérifiant l'identité des objectifs de son programme avec l'orientation aujourd'hui définie par le gouvernement, l'ALA ne peut s'empêcher de manifester publiquement son accord entier et d'affirmer son appui le meilleur à l'annonce politique de la dynamisation de l'agriculture, avec le recours au complet et rigoureux exercice de la fonction sociale de la terre, dans l'assurance que ce moyen et d'autres adéquats, contribueront au nécessaire ressurgissement social et économique du secteur agricole et de la nation portugaise." (1)

La pratique de l'ALA a consisté le plus souvent, à exécuter et à accepter des conventions de travail temporaire, élaborées conjointement par les représentants du syndicat, du ministère du Travail et du secrétariat d'Etat de l'Agriculture. La signature de ces conventions était directement liée à la nécessité de maintenir des salaires et des emplois durant les travaux agricoles saisonniers. Les tâches saisonnières de cette époque (derniers mois de 1974) comprenaient le fauchage et le battage du blé durant les mois de juillet et août; la cueillette des tomates entre août et septembre; les vendanges de septembre à octobre et le ramassage des olives de novembre à décembre. Ainsi à partir du mois de juillet 1974 et jusqu'à la fin de cette année-là, furent signées, par le ministère du Travail et sous la pression des

) *Diário de Lisboa* du 18-10-74.

syndicats des travailleurs agricoles et avec l'accord de l'ALA, une série de conventions de travail temporaire (oscillant entre un mois, trois mois et jusqu'à un an), surtout dans les districts de Beja, Évora et Santarém (1).

Grâce à la force représentative, les structures syndicales avec le but d'homogénéiser et de dominer les revendications des travailleurs agricoles de la région du latifundium, les avantages accordées en moyenne furent la fixation d'un salaire minimum de 120 escudos pour les femmes, 160 pour l'ensemble des travailleurs et 190 pour les conducteurs de machines. L'horaire de travail fut fixé à 45 heures par semaine avec repos le samedi après-midi et le dimanche. Les heures supplémentaires étaient payées 50% plus cher le samedi et 100% le dimanche. Un jour libre par mois fut accordé ainsi que l'interdiction de licencier sans raison valable.

Il est évident que ces avantages accordés, ne l'ont pas été dans l'ensemble des districts de la région latifundiaire. Les accords ont surtout concernés les districts de Beja, Evora, Santarém et Portalegre. Les conditions des négociations étant différentes selon les districts, ces accords entre ALA et syndicats n'ont pas touché ceux de Setubal, Faro, Castelo Branco et Lisbonne. D'une part, dans certaines régions le capitalisme était plus développé et la structure de la propriété un peu différente (districts de Lisbonne et de Santarém); d'autre part, l'influence de l'organisation syndicale se faisait moins sentir là où la part du latifundium était moins importante (districts de Faro et Castelo Branco).

En résumé, dans la plupart des cas, si l'on tient compte de la situation de l'agriculture et des conditions qui étaient faites aux travailleurs avant le 25.4.74, les conquêtes faites par le biais de la signature des conventions de travail temporaire, constituaient une amélioration significative des salaires nominaux - de l'ordre de 80% pour les hommes et 120% pour les femmes (2). Sans oublier le droit aux vacances et le paiement des heures supplémentaires à 50 ou à 100% selon les cas. Tous ces avantages, ne l'oublions pas, étaient généralement inconnus avant le 25.4.74.

Bien entendu la quasi-totalité des propriétaires fonciers avait mal accueilli toutes ces innovations, du fait des conséquences qu'elles supposaient sur les coûts salariaux et sociaux. Toutefois, pour la plupart des entreprises au

1) Samuel Thirion, op. cit., p. 149.

2) Afonso de Barros, op. cit., p. 57.

fonctionnement réellement capitaliste, ces coûts ne remettaient pas en cause le maintien de leurs bénéfices et surtout ne touchaient pas aux relations sociales de production qui permettaient ces profits. Pour les propriétaires fonciers, par contre, accepter l'extension de tels avantages à l'ensemble des travailleurs agricoles signifiait la fin des profits faciles ainsi que leur position de dictateurs arrogants sur ceux qui travaillaient leurs terres. C'est pourquoi, par opposition, ils cherchèrent à saboter la production et à faire disparaître les capitaux. Cela s'est concrétisé par la vente du bétail, le refus de faucher et de faire battre les céréales, de faire cueillir le liège, etc... Le résultat escompté fut, à partir du mois d'août 1974, la mise au chômage d'une partie des travailleurs saisonniers, des conducteurs et des loueurs de machines. Cette situation a été lourdement ressentie par ceux-ci qui, du coup, ne percevaient plus le salaire qui leur permettait de survivre et éventuellement de payer les traites des machines (dans le cas des conducteurs et loueurs de machines). Le chômage, volontairement provoqué, atteint dans le seul district d'Evora, au début de septembre 1974, le chiffre de 2993 chômeurs officiels et de 5000 potentiels. Dans le district de Beja il y avait 4000 hommes et 10 000 femmes sans emploi au début de 1975 (1).

(1) Sur la question du chômage à cette époque, voir le journal *Espresso* du 14 septembre 1974 et du 8 février 1975.

3.3 - LA RADICALISATION DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE PORTUGAIS ET SES CONSEQUENCES POUR LA CRISE DU LATIFUNDIUM

Avec la faillite historique du projet capitaliste social-démocrate prévue par le général António de Spínola, l'évolution du processus révolutionnaire portugais permit l'expression des revendications des travailleurs agricoles auprès des propriétaires fonciers. Ces derniers vécurent, alors, dans l'expectative et l'incertitude du futur.

A partir de ce moment, les syndicats (avec la complicité du ministère du Travail dominé par le PCP) donnèrent une nouvelle dimension à leur insertion dans le contexte de l'économie latifundiaire. De ce fait, ils radicalisèrent leurs positions sur deux aspects précis : maintenir le plein emploi pour les travailleurs agricoles temporaires et faire respecter les conventions collectives de travail temporaire qui avaient été, entretemps, arrangées entre eux et l'ALA.

L'acuité de ces positions étaient d'une extrême importance, surtout, compte-tenu de l'exaspération des travailleurs à cette période où le chômage augmentait dangereusement et aussi parce que, en grande partie, les conventions collectives de travail temporaires n'étaient pas respectées par la plupart des propriétaires fonciers. Ceux-ci provoquèrent, pour ce motif, la désagrégation progressive de l'économie latifundiaire entre fin 1974 et le début de 1975. Dans la pratique les champs restaient à faire ainsi que les semences, les cultures agricoles, le maintien des exploitations agro-élevage, le ramassage du liège et des olives, etc. Tout cela était ajourné pour des périodes postérieures. Les propriétaires fonciers, face à l'essor prévisiste et au contenu revendicatif qui avaient été fomentés par les syndicats et travailleurs agricoles et aussi en partie dus aux modifications apparues au niveau du pouvoir politico-militaire, à partir du 28 septembre 1974, compréhèrent que leurs intérêts et expectatives pour le maintien de l'économie latifundiaire étaient en danger. Pour ces raisons, ils n'investirent plus leur terre : n'intervenant pas pour l'exécution des semences, ni pour la récolte du liège et des olives ; et ne louant plus aux "seareiros" et fermiers, ce qui était normal à cette époque de l'année.

En plus, ils décapitalisèrent leurs héritages, vendant les troupeaux et les outils agricoles et s'enfuyant avec l'argent qu'ils gardaient pour eux-mêmes

Ces facteurs, conjugués à la crise du chômage qui était subacente à ce processus, plongèrent le secteur agricole de la grande propriété dans la crise. Cette-ci était due au refus des propriétaires fonciers de respecter les décisions des conventions de travail temporaire; refus qui se caractérisa par le sabotage économique de leurs exploitations, aggravant ses situations de chômage et de misère des travailleurs agricoles et d'autres couches sociales. Le refus des propriétaires de faire ensemençer les terres et d'y faire d'autres travaux indispensables, fin 1974 et début 1975, aggrava encore cette situation.

Parmi les saisonniers, les conducteurs de tracteurs et loueurs de machines, le chômage faisait des ravages. Ces derniers faits viennent s'ajouter à la chute de la production et aux faillites de certaines entreprises (enregistrées dans plusieurs secteurs et en particulier dans le bâtiment). Ainsi, face aux difficultés dans le secteur industriel, de nombreux ouvriers des villes et originaires des zones de latifundium, retournèrent chez eux et venaient grossir les rangs des chômeurs. Etant donné que, à cette époque l'allocation chômage n'existait pas, les travailleurs agricoles cherchaient avant tout à obtenir la garantie d'un salaire et d'un emploi à temps complet. Évidemment le problème du chômage se généralisant, les "seareiros" et les fermiers (surtout les petits) furent atteints, dans la mesure où cette crise ne leur permettait pas de travailler les terres dans ces conditions.

Face à cette crise, les structures syndicales proches du PCP, et le CP lui-même, comprirent qu'ils ne pourraient se maintenir à la tête du mouvement social qu'à condition de donner satisfaction à ce désir de garantie d'un travail salarié stable, dans tous les districts du latifundium (Beja, Évora, Portalegre, Santarém et Setúbal fondamentalement). Alvaro Cunhal, secrétaire-général du PCP, exprimait cette préoccupation en présentant son rapport au VIIème Congrès Extraordinaire du parti, le 19 octobre 1974 :

"(...) Il s'impose de considérer la réquisition par l'Etat des terres incultes et leur remise à des coopératives, à des exploitations familiales ou à des formes

de gestion publique. Il s'impose la restructuration et de la simplification des circuits commerciaux. Il est nécessaire d'alléger la charge fiscale des petits paysans, et d'autre part d'augmenter les impôts des grands propriétaires et fermiers abstentéistes." (1)

Le 3^e gouvernement provisoire, de son côté, va chercher à diriger son action dans ce sens. Face à l'hostilité des propriétaires fonciers à accomplir les conventions collectives du travail temporaire, face encore au sabotage économique qu'ils provoquèrent volontairement dans leurs propriétés, le gouvernement exécutif se décida, alors, à prendre une série de mesures afin d'inverser cette situation critique dans la zone latifundiaire. De ce fait, la première mesure du 3^e gouvernement provisoire fut la création de l'IRA (Institut de Réorganisation Agricole) dont la fonction était d'étudier les possibilités et de résoudre les problèmes les plus urgents de l'agriculture. Parmi ces mesures, plus importantes au début, réalisées par cette structure, se détachait la fonction que lui incombait la loi du décret-loi n° 653/74, du 22 novembre 1974. Dans la législation de ce décret-loi, l'IRA avait obtenu le droit de décider des locations compulsives des terres incultes ou non employées, étant donné qu'il n'y avait pas l'utilisation des facteurs de production disponibles. La capacité de l'intervention de l'IRA ne se restreignit pas aux terres appartenant aux propriétaires fonciers abstentéistes, son action s'étendit aussi aux grands fermiers qui laissaient les terres dans les mêmes conditions. Par ce même décret-loi et avec la législation postérieure, ayant comme base le décret-loi n° 699/74 du 6 décembre 1974, les contrats de locations de terres pour les cultures saisonnières (de melon, tomates etc...) allaient être stipulés selon les mêmes principes.

Toutefois, la plus importante des mesures législatives prises, à cette époque, fut la promulgation du décret-loi n° 660/74 du 25 novembre 1974 sur l'intervention de l'Etat dans les entreprises privées. Depuis que les entreprises privées (individuelles ou collectives) ne contribuaient plus au développement économique du pays, c'était la première fois,

(1) Journal *Avante* du 21/10/1974.

grâce à ce décret-loi, que l'Etat a la possibilité d'intervenir dans ce domaine. L'Etat interviendrait donc dans les cas d'abandon d'installations, de fuite des capitaux, de désinvestissement, de baisses injustifiées de la production, de fermeture d'entreprises, de menaces de licenciement, réelles ou non, sur partie importante du personnel sans raison valable.

Si l'un de ces cas se présentait, l'Etat pouvait intervenir au niveau de l'administration de l'entreprise en cause en nommant des commissions à cet effet. Il apportait aussi une aide financière. Enfin, si on estimait que ces entreprises, rééquilibrées financièrement, ne représentaient pas un poids mort, qui pèserait sur les intérêts de la nation, on procédait à leur nationalisation.

C'est en s'appuyant sur ce décret-loi, que l'Etat interviendra, plus tard auprès de l'exploitation agricole Donas Marias et Cavacedo dans la région de Moura le 19 février 1975, et dans l'exploitation de la Corona (région de Santiago de Cacém) le 21 février 1975 (1).

Parmi les autres mesures importantes pour la transformation de la réalité économique dans l'agriculture, au Portugal, il y eut la création légale - le 2 mars 1975 - du SADA (Service d'Appui à l'Associationnisme Agricole) et la législation par le décret-loi n° 201/75 du 15 avril 1975 (2). Le SADA, organisme dépendant du secrétariat d'Etat à l'Agriculture, avait pour but de fomentier le coopérativisme agricole à partir des petits et moyens agriculteurs, revoir la législation sur l'associationnisme agricole et de restructurer les services d'appui à l'organisation coopérative, etc... A travers le décret-loi n° 201/75, le nouveau régime était redéfini substantiellement au niveau de la location rurale. La législation émanant du décret-loi cité était d'une importance extraordinaire pour la transformation des relations entre propriétaires-loueurs et fermiers, dans l'espace se référant à l'économie agricole. De ce fait, près de 30 000 fermiers firent une amélioration considérable dans leurs relations de dépendance vis-à-vis de ces propriétaires. Par l'IRA et le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, qui arbitraient tout ce processus d'institutionnalisation normative,

1) A ce sujet, voir : *Diário do Governo*, 1ère série, n° 52, du 3-3-75, p. 332. *Diário do Governo*, 1ère série, n° 52, (supplément), du 3-3-75, p. 334-(3).

2) Au sujet de la législation concernant cette réalité, voir : *Diário do Governo*, 1ère série, n° 69, du 22-3-75, p. 438 et *Diário do Governo*, 1ère série, n° 88, du 15-4-75, pp. 559 à 569.

la législation par ce décret-loi déterminait que, dorénavant, les contrats de location étaient obligatoirement faits par écrit, que le montant de la location était obligatoirement payé en argent, que la durée du bail ne sera jamais inférieure à 6 années, que le régime d'association agricole était interdit et que les loyers seraient diminués au cas de calamités imprévisibles et enfin que le fermier avait le droit à des indemnités provenant d'améliorations faites en sa faveur. Il faut souligner que, par ailleurs, parmi d'autres mesures que ce décret-loi contenait, la fonction de l'IRA dans ce processus d'institutionnalisation de la législation en cause, fut très renforcée dans le cadre des pouvoirs de cette époque grâce au décret-loi n° 653/74.

Nonobstant leur portée institutionnelle, toutes ces mesures préconisées par le 3e gouvernement provisoire n'ont pas eu une grande suite pratique. Les mesures d'intervention furent manifestement insuffisantes pour désamorcer la crise du chômage, qui sévissait dans la région du latifundium. Et malgré l'apparente radicalité, dans le texte, du plan de "Melo Antunes" (approuvé par le conseil des Ministres du 7 février 1975), aucun résultat variable ne fut obtenu dans la réalité. Dans ses fondements, ce plan - en ce qui concerne le secteur agricole portugais - donnait le droit à l'Etat d'intervenir dans les zones d'irrigation, avec un maximum de 50 ha d'exploitation entable. Une loi était prévue, concernant les problèmes de location de la terre, l'obligation d'établir des bails, l'expropriation de ceux situés sur terres incultes ou mal exploitées, les appuis techniques et financiers qui devaient permettre le développement des coopératives et l'expropriation des terres des latifundiaires, lorsque ceux-ci ne respectaient pas les programmes d'exploitation qui leur étaient imposés par la législation en vigueur. Le prétendu plan de réforme agraire de Melo Antunes fut dépassé par les événements politiques du 11 mars 1975 et par le mouvement social qui ne cessait de se radicaliser.

Entretemps, la vie quotidienne des travailleurs agricoles, des petits fermiers, "seareiros" et loueurs de machines se détériorait progressivement. Les travailleurs agricoles (surtout les saisonniers-temporaires) sans travail et sans subventions de chômage virent leur vie et celle de leur famille empirer de jour en jour. Les petits "seareiros", habitués à travailler la terre avec leur famille, sous forme de métayage, ne pouvaient

plus le faire, depuis que les latifundiaires refusaient de les laisser travailler sur leurs terres. Ils se retrouvèrent alors dans une situation délicate. Pour d'autres raisons, les petits loueurs de machines se trouvaient également dans une situation extrêmement difficile. La plupart d'entre eux avaient acheté des machines à crédit et cette interruption du travail les privait des gains grâce auxquels ils auraient pu payer les traites contractées. La situation des petits fermiers n'était pas fameuse non plus, mais comme la plupart d'entre eux possédaient des bails, le problème de leur survie ne se posait pas avec autant d'acuité.

Quant aux grands "seareiros", aux grands fermiers et aux grands propriétaires de machines, le problème était tout autre : ils avaient aussi besoin des terres qui appartenaient aux grands latifundiaires, ils leur étaient donc opposés puisque ceux-ci sabotaient leurs exploitations. Mais ils étaient malgré tout du même côté de la barricade, parce qu'ils étaient propriétaires de moyens de production et avaient besoin de salariés. Ce furent les petits propriétaires de machines qui se trouvaient dans la situation la plus critique. Ainsi, au moment des semailles, comme personne n'intervenait en leur faveur, ils furent les premiers à occuper les terres, entraînant avec eux les salariés agricoles au chômage et les petits "seareiros". Comme démonstration de cette réalité, on notera le contenu de l'entrevue donnée par un membre de la direction du Syndicat des travailleurs agricoles du district d'Evora, sur cette période

"(...) Ce fut une fois en février : une fois le 7 et l'autre le 12, si je ne me trompe pas. La première occupation fut le 7 février, dans une ferme - ici à Evora - qui s'appelait "Pombal", très proche d'Evora, sur la route qui va vers Arraiolos. L'autre eut lieu dans le district de Montemor, précisément sur la route qui va d'Evora à Montemor. Ces occupations sont menées par de petits agriculteurs. Les petits agriculteurs avaient pas mal de difficultés, et avaient des machines et des traites à payer." (1)

Ces occupations débutèrent en janvier 1975 dans le district d'Evora. en-

tre le 8 janvier 75 et le 22 février 75, huit fermes furent occupées, soit 3041 ha. Puis entre janvier et mars 75, 12 099 autres hectares de terres furent occupés à leur tour (1) dans les districts les plus touchés : Beja, Evora, Portalegre et Setúbal. Dans d'autres districts (Santarém, Faro, Lisbonne et Castelo Branco) où les problèmes étaient moins aigus, les occupations se firent de façon accidentelle.

La principale caractéristique de ces occupations de terres fut qu'elles étaient avant tout une lutte pour acquérir les moyens de subsistance. Mais bien au-delà de cela, elles représentaient une réponse, dans un sens historique, de la part de ceux qui travaillaient la terre et y souffraient, et subissaient la domination et l'exploitation des propriétaires fonciers. Le chômage et la misère étaient aussi le résultat de l'appropriation des terres par quelques-uns. Dans ce contexte, les occupations étaient donc un acte de colère et de haine envers ceux qui étaient perçus comme les responsables de cette situation; les grands propriétaires fonciers. Il faut enfin dire que cette vague d'occupations se fit à un moment où tous ceux qui en vivaient, n'avaient plus rien à perdre face à une situation d'inertie et d'indécision, aussi bien de la part du gouvernement que de celle des syndicats contrôlés par le PCP.

La stratégie du PCP, à cette époque, consistait à renforcer son pouvoir de direction sur le mouvement syndical, tout en l'articulant avec le mouvement social en pleine évolution et avec la lutte pour le pouvoir politique et militaire au sein de l'appareil d'Etat. De cette façon, les syndicats dès la fin juin 1974 et jusqu'au début de 1975, cherchèrent surtout à faire respecter les conventions de travail temporaire et à imposer les propriétaires, que ceux-ci respectent ou non les dispositions du décret-loi n° 60/74 (2). Lorsque le PCP et les structures syndicales qu'il contrôlait commencèrent à réaliser qu'ils étaient dépassés par le mouvement d'occupations des terres, démarré spontanément sous l'impulsion des couches sociales décrites plus haut, leur tactique se modifia. Ils passèrent ainsi de la simple lutte revendicative à la revendication de la mise en place d'une réforme agraire. Pour illustrer ce phénomène de radicalisation chez le PCP,

1) Sur l'évolution des occupations de terres durant la période de 1975, voir tableau p. suivante.

2) Sur cet aspect, voir un auteur non-suspect et assez proche des positions du PCP : Blasco Hugo Fernandes, *A Reforma Agrária, uma Contribuição para a sua História*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 38.

TABLEAU nº 8

EVOLUTION DES OCCUPATIONS DE TERRES, PAR DISTRICTS, DANS LA
PERIODE DE 1975

Résultats Districts	De 1/1/75 à 31/7/75	De 1/8/75 à 30/9/75	De 1/10/75 à 31/12/75	Total de terres occupées			
	Superficie en ha	Superfi- cie en ha	Superficie en ha	Superficie en ha	% (1)	% (2)	% (3)
Beja	26 590	57 637	231 984	316 211	27,2	100,0	31,7
Castelo Branco	3 073	1 100	-	4 173	0,3	100,0	1,3
Évora	53 461	213 098	164 232	430 791	37,1	100,0	59,5
Faro	500	-	-	500	0,1	100,0	-
Lisboa	4 500	1 000	-	5 500	0,5	100,0	11,6
Portalegre	40 144	9 910	183 857	233 911	20,2	100,0	40,3
Santarém	16 140	10 860	47 340	74 340	6,4	100,0	20,2
Setúbal	7 752	19 455	67 894	95 101	8,2	100,0	20,6
Z.I.R.A. (4)	152 160	313 060	695 307	1 160 527	100,0	100,0	33,5

Source: Afonso de Barros, A Reforma Agrária em Portugal, Gulbenkian, Lisboa, 1979.

- (1) Pourcentage de la superficie occupée dans le total de la Z.I.R.A., dans la période considérée.
- (2) Pourcentage de la superficie occupée, dans la période considérée, dans le total occupé dans le district.
- (3) Pourcentage de la superficie occupée, dans le total de la superficie cultivée, dans le district.
- (4) Zone d'intervention dans l'aire de réforme agraire.

citons quelques passages des déclarations d'Alvaro Cunhal à la première conférence des travailleurs agricoles du Sud, le 9 février 1975 :

"(...) Les travailleurs agricoles du Sud, salariés et petits agriculteurs ne peuvent plus admettre qu'il y ait côte à côte des terres à cultiver et des "seareiros" sans travail. (...) La réforme agraire surgit naturellement comme la vie elle-même, apparaît comme résultat de la nécessité objective de résoudre le problème du chômage et de la production, en tant que solution indispensable et unique. (...) Nous vivons un moment historique dans les champs du sud. Par les mains des travailleurs, la réforme agraire fait ses premiers pas. Si nous savions renforcer l'organisation et l'unité des travailleurs, si nous savions renforcer l'alliance Peuple-Forces Armées, le développement de la réforme agraire est irréversible."(1)

En termes comparatifs, le comportement du PCP et les structures syndicales proches, dans les régions du nord du Portugal, furent totalement différents. L'absence de la grande propriété, la structure latifundiaire basée sur la petite exploitation privée, les liens ancestraux de liaison entre le féodalisme et le catholicisme, ont engendré l'impossibilité que des conflits se développent avec caractéristiques analogiques à la lutte classique du travail contre le capital. Partant de là, le PCP, pour cette région, s'était abstenu de quelque velléité revendicative qui aurait conduit à la réalisation des conventions collectives relatives au travail temporaire, et il n'avait même pas envisagé le problème de l'expropriation des terres incultes ou mal exploitées. A partir de tout cela, sa stratégie s'était basée sur la poursuite de stimulants qui amènent à l'amélioration de l'existence des petits et moyens agriculteurs, fondée sur la réformulation de la loi sur la location rurale, sur le développement des coopératives, sur la facilité du crédit pour les petits et moyens agriculteurs et sur des sécurités préventives pour ses moissons, etc.,.

Les position mesurées d'Alvaro Cunhal, au moment de la réalisation de la 2ème conférence des paysans du nord, réalisée à Porto, le 16 février

1) *Avante* du 13-2-75.

1975, démontrent dans une certaine mesure l'incapacité de l'action stratégique du PCP de pénétration dans la région norte du pays:

"(...) L'unité des petits et moyens agriculteurs, doit s'établir sur une base volontaire et se forger dans la mesure où ces petits et moyens agriculteurs, par leur expérience personnelle, voient que de cette unité résulte l'obtention de ce qu'ils désirent. S'ils n'obtiennent pas des résultats concrets de toutes ces conférences, de votre organisation et de votre volonté, d'ici à quelques mois si on les convoque pour une autre conférence, on ne verra pas ici la moitié de ceux qui sont là aujourd'hui." (1)

La raison du PCP de faire converger toutes ses structures politiques et syndicales vers la zone des latifundiaires, advient en grande partie, de cette difficulté à pénétrer idéologiquement et programmatiquement, en termes positifs, la région du nord du Portugal. Nonobstant sa capacité militante hégémonique d'intervention dans la région du latifundium, on peut dire que les occupations telles que nous venons de les décrire, ont pris fin avec les événements du 11 mars 1975. L'institutionnalisation de la réforme agraire passa à l'ordre du jour et conditionna toutes les occupations qui suivirent.

(1) *Avante* du 20-2-75.

3.4 - LE PROCESSUS D'INSTITUTIONNALISATION DE LA REFORME AGRAIRE

La radicalisation du processus révolutionnaire portugais, qui avait pour origine historique le putsch militaire du 11 mars 1975, fut un événement d'une importance extraordinaire pour les bases du programme de la réforme agraire, préconisée selon les principes du PCP. Pour ce motif, le nouveau pouvoir populaire peut aller vers l'installation d'un modèle de société de tendance socialiste, au Portugal, avec le consentement et une identification aux régimes socialistes qui étaient défendus par le PCP (principalement l'Union Soviétique et les pays de l'Est). Cette identification préliminaire passa par l'exécution de la législation la plus convenable, avec les transformations à opérer dans la zone agricole du latifundium et en l'absence de toute méthode répressive de la part de l'appareil d'Etat - durant les premiers pas de l'action gouvernementale du 4e gouvernement provisoire - sur le mouvement d'occupations des terres qui, entretemps, se poursuivait.

Cette nouvelle réalité, exprimée par le nouveau pouvoir institutionnalisé, permettait que, dans ces circonstances, le PCP et l'Intersyndicale mobilisent toutes leurs structures militantes dans la poursuite de l'implantation de la réforme agraire dans la zone de la grande propriété. Alvaro Cunhal, lors d'un discours dans une fête en l'hommage à Catarina Eufémia, à Baleizão, le 18 mars 1975, exprima sans équivoque cet objectif historique du PCP :

"(...) Aujourd'hui, camarades, la question est résolue : la Réforme Agraire est commencée et est en marche et ne s'arrêtera que lorsqu'elle sera complètement réalisée.

Un an plus tôt, camarades, dans ce même lieu nous criions : "La terre à celui qui la travaille", mais à ce moment-là nous ne savions pas que la terre serait livrée à celui qui la travaille. Maintenant nous savons qu'elle va être livrée à celui qui la travaille et elle le sera bientôt." (1)

(1) *Avante* du 22-5-75.

L'implantation de la réforme agraire selon les perspectives du programme du PCP, dans la phase historique de la "Révolution Démocratique Nationale", passait fondamentalement par la destruction de la propriété latifundiaire, sa transformation en fermes d'Etat, et avec l'hypothèse subsidiaire et complémentaire de pouvoir créer des coopératives basées sur l'association des petits agriculteurs, cultivateurs et fermiers (1). Ces objectifs programmatiques (surtout ceux qui étaient directement liés à l'étatisation de l'agriculture) ne concordaient pas aux modèles de socialisme et de société que le PSP et le PPD préconisaient. Ainsi, s'il est vrai que, dans les premiers mois de son existence, le 4^e gouvernement provisoire ne réprimait pas le mouvement d'occupations des terres dans la grande propriété, il restait imprécis, toutefois, quant aux pressantes nécessités de transformation socio-économiques qui se faisaient sentir dans cette région. Comme résultat de cette incapacité d'agir de façon cohérente, le 4^e gouvernement provisoire se limitait à légiférer et à exécuter certaines mesures de portée politique et économique, mais sans se affronter à la réalité latifundiaire.

Nonobstant ces conditionnements conjoncturels qui ressortaient de la lutte pour l'hégémonie politico-militaire il y avait toutefois une série de mesures qui, entretemps, furent prises avec une large portée institutionnelle et que ultérieurement se révélèrent d'une extrême importance pratique pour la poursuite de la réforme agraire. Le passage institutionnel du secrétariat d'Etat à l'Agriculture au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, en 1975 et qui jusqu'alors était soumis à la tutelle du ministère de l'Economie, traduit l'importance que le ministère de l'Agriculture et de la Pêche avait dans le nouveau gouvernement, en tant que capacité de légiférer et d'exécuter des mesures avec des incidences pratiques dans la transformation du latifundium. La création des CRRAs (conseils régionaux de réforme agraire), par le décret-loi n° 351/75, du 5 juillet 1975 (2), est un moment historique de grande importance pour la dynamisation de la réforme agraire. Cette structure organiquement et fonctionnellement dépendante du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, avait pour

(1) Sur cet aspect, voir le contenu du discours d'Alvaro Cunhal au moment de l'inauguration de la coopérative "Estrela Vermelha", située dans le district de Santiago de Cacém, au début d'avril 1975, dans le journal *Avante* du 3 avril 1975.

(2) *Diário do Governo*, 1^{ère} série-n° 153, du 5-7-75, pp. 935-36.

fonction d'élaborer la liste des propriétés rurales qui seraient, potentiellement, incluses dans la réforme agraire, de proposer des mesures d'intervention étatique si nécessaire, dans les propriétés mal exploitées et afin d'appuyer le mouvement d'occupations des terres et de le viabiliser ultérieurement en les transformant et en les légalisant en UCP (unités collectives de production) et en Coopératives de petits et moyens agriculteurs. A partir de l'appui institutionnel pour sa légalisation, en passant par les appuis en crédit et en organisation et par la gestion des UCP et des Coopératives, les CRRA avaient - pour fonction première - de dynamiser l'instauration pratique de la réforme agraire dans la région du latifundium.

Formés au niveau du district et composés par un représentant des Syndicats, un de la Ligue des petits et moyens agriculteurs, un du ministère de l'Administration Interne, un du MFA et enfin un du ministère de l'Agriculture et de la Pêche - qui présidait -, les CRRA détenaient la capacité institutionnelle globale de légiférer et exécuter en conséquence sans aucune entrave. Face à l'incapacité du 4e gouvernement provisoire de prendre des décisions conduisant à l'application et à la légalisation des fermes qui avaient déjà été occupées par les salariés agricoles et autres, les CRRA (surtout dans les districts d'Évora, Beja, Portalegre) vont devoir dynamiser les occupations de terres et se charger de viabiliser leur légalisation. La force de l'Intersyndicale et du PCP, l'appui belliqueux du MFA et l'appui militant des partis de gauche, qui étaient en accord avec la réforme agraire (surtout l'UDP, le MES, le PRP/BR et la LUAR), vont être d'une grande importance pour l'implantation de l'institutionnalisation de la réforme agraire. Pour analyser l'importance de cette fonction historique, examinons le contenu de l'entrevue donnée par un membre de la coopérative "Torre dos Coelheiros", située près de Reguengos de Monsarraz :

"(...) Nous sommes venus aux mois de juillet, septembre, octobre et novembre 1975 avec les hommes du Centre Régional de la Réforme Agraire (CRRA) pour récupérer quelques dettes et quelques charges importantes

des anciens maîtres, car quelques-uns d'entre eux en ont marre de la campagne, si nous avons bien compris. Tout ce qui, ici, se cueille est après reçu par le Centre qui paie les salaires des hommes, 6000 escudos par mois et celui des femmes, 4000. Les fermes nous furent distribuées. Et déjà nous avons fait, en quelques mois, plus que les anciens maîtres firent en un an ou deux." (1)

Dans cette même portée politique, d'autres mesures furent exécutées par ce gouvernement. Par le décret-loi n° 251/75, du 23-5-75 (2), le CAE (Crédit Agricole d'Emergence) fut institué pour les petits et moyens agriculteurs. La discrimination conjoncturelle de cette loi est assez claire : seuls les petits et moyens agriculteurs avaient l'accès ce crédit, excluant ainsi les ouvriers agricoles, qui avaient pourtant mis en route la constitution des coopératives. La concession des crédits appartiendrait à l'IRA en liaison avec la Banque du Portugal : cette concession pourrait atteindre le montant global de 5 000 000 contos pour tout le pays. Dans cette même optique gouvernementale, l'Etat intervint encore dans les fermes "Padrões" et "Padrões Novos", situées dans la région de Grandola, le 3 juin 1975 (3).

Indiscutablement, les mesures de grande portée historique pour l'institutionnalisation de la réforme agraire vont être données par le 4e gouvernement provisoire, à la fin de juillet 1975. De cette manière, le décret-loi n° 406-A/75, du 29 juillet 1975 (4), détermine l'institutionnalisation de la réforme agraire, avec comme base la poursuite de l'expropriation des propriétés rurales appartenant aux latifundiaires. Pour la première fois, l'Etat attaquait de face la structure de la propriété foncière et préconisait des mesures conduisant aux formes de gestion et d'organisation menant à la viabilité des UCP et des coopératives.

Citons, pour mémoire, l'extrait du préambule du décret-loi en cause :

"(...) Si la réforme agraire que l'on veut déclencher répond à un impératif de libération des froces pro-

(1) Antunes da Silva, *Terras Velhas Semeadas de Novo*, Livraria Bertrand, Amadora, 1976, pp. 39-50.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 119, du 23-5-75, pp. 715 à 717.

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 137, du 17-6-75, p. 825.

(4) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 173, (supplément), du 29-7-75, pp. 1052-(1-2-3).

ductives, relativement à l'étranglement produit par la forme de la propriété de la terre et des moyens de production qui contrariaient le développement de ces forces; il importe de ne pas oublier que, aujourd'hui au Portugal, cette réforme agraire est avant tout un processus politique fondamental de la liquidation des grands agraires et des couches sociales qui jusqu'alors avaient dominé la campagne."(1)

Partant de ces présuppositions, les propriétés rurales appartenant aux latifundiaires qui avaient plus de 50 000 points (pointuation déterminé par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche) seraient expropriées. Dans la pratique et selon les régions, ce pointuation équivalait, en moyenne, à 50 hectares de terres irriguées et à 500 hectares de terres non arrosées. La limite maximum que chaque propriétaire foncier pouvait posséder était, dans certaines circonstances particulières, de 700 ha. Pour les propriétaires qui exploitaient convenablement leurs terres, il leur était concédé le droit de les garder.

Complétant de manière incisive cette législation, le décret-loi n° 406-B/75, du 29/07/1975 (2), détermine la concession des CAE aux UCP et coopératives - institutionnalisées ou non -, du moment qu'elles ont été reconnues par les CRRA. Cette loi est essentielle, dans la mesure où il dépasse les limites inhérentes au décret-loi n° 251/75, et généralise la concession de crédit sans entraves institutionnelles aux UCP et coopératives de salariés agricoles. Simultanément, le décret-loi n° 390/75, du 22/07/1975 (3) détermine les présupposés des élections des organes dirigeants des UCP et coopératives. Par cette loi, les propriétaires fonciers qui exploitaient autrui, ainsi que toutes les personnes qui avaient fait partie des organismes corporatifs de l'ancien régime destitué, ne pouvaient être éligibles dans les organes dirigeants des nouvelles structures agricoles.

Dans le sens plus large d'étatisation de la zone correspondant à la grande propriété foncière, d'autres mesures de portée importante sont

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 173 (supplément), du 29/7/1975, p. 1052- (1).

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 173 (supplément), du 29/7/1975, pp. 1052-(61-62-63).

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 167, du 22/7/1975, pp. 1015/1016.

prises à la fin du 4^e gouvernement provisoire. Dans la poursuite de la destruction de la propriété latifundiaire, le décret-loi n° 407-A/75, du 30 juillet 1975 (1), nationalise les propriétés hydro-agricoles de Caia, Campilhas, S.Domingos et Alto Sado, Divor, Loures, Idanha Mira, Odivelas, Roxo, vallée du Sado et vallée du Sorraia. Le décret-loi n° 407-B/75, du 30 juillet 1975 (2), institue la prohibition de l'extraction et de la vente du liège par les propriétaires, et la soumet entièrement au contrôle étatique. Le décret-loi n° 407-C/75, du 30 juillet 1975 (3) abolit les réserves de chasse des grands propriétaires.

Toute la législation qui servait pour l'institutionnalisation de la réforme agraire avait un objectif commun : détruire la structure de la propriété latifundiaire et implanter, à sa place, l'étatisation de l'agriculture. A partir du moment où cette législation fut promulguée (surtout celles du 29 et 30 juillet), les structures syndicales et le PCP, le MFA, l'IRA, les CRRA et les partis gauchistes mobilisèrent sur ce point tous leurs efforts militants. Depuis août 1975 les occupations de terres se succédaient à un rythme impressionnant, atteignant leur développement maximum en septembre, octobre et novembre 1975. Nonobstant le conditionnement historique que représente le 25 novembre 1975, le mouvement des occupations de terres, entre le 1^{er} août 1975 et le 30 septembre 1975 se chiffre à 313 060 hectares de terres occupées; et entre le 1^{er} octobre 1975 et le 31 décembre 1975, 695 307 hectares de terre furent occupées (4). Sa légalisation ne commença à prendre effet qu'à partir d'octobre 1975. A la fin de décembre 1975, il y avait 370 UCP et coopératives légalisées des 476 qui, plus tard, firent l'objet du même procédé officiel (5).

Les expropriations définies par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (6) et qui furent réalisées à travers l'action et les fonctions des CRRA, IRA, MFA, syndicats et travailleurs agricoles, ne se passaient pas toujours de manière linéaire et positive, et furent, parfois, l'objet d'une énor-

(1) *Diário do Governo*, 1^{ère} série, n° 174 (2^e. supplément), du 30-7-75, p. 1056-(3-4-5).

(2) *Diário do Governo*, 1^{ère} série, n° 174 (2^e.supplément), du 30-7-75, p. 1056-(5-6).

(3) *Diário do Governo*, 1^{ère} série, n° 174 (2^e. supplément), du 30-7-75, p. 1056-(6).

(4) A ce sujet, voir : Afonso de Barros, op. cit., p. 68.

(5) Sur l'évolution de la légalisation de terres expropriées, voir : Varo Bandarra/Nelly Jazra, *Les politiques agraires au Portugal et les transformations des articulations du système socio-économique postérieures au 25 avril 74*, thèse pour le Doctorat d'Etat, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1981 (1^{er}. volume), pp. 105 à 107.

(6) A ce sujet, voir le tableau page suivante.

TABLEAU n° 9

EVOLUTION DE TERRES EXPROPRIÉES, DANS L'AIRe DE REFORME AGRAIRE,
DETERMINEES PAR LE Vème et VIème GOUVERNEMENTS PROVISOIRES, PEN-
DANT LA PERIODE DE SEPTEMBRE A NOVEMBRE DE 1975, AUX TERMES DU
DECRET-LOI n° 406-A/75, DE 29 JUILLET

Expropriations Districts	Vème Gouvernement Provisoire août/septembre 1975		VIème Gouvernement Provisoire septembre/25 novembre 1975	
	Nombre de Lots Fonciers	Superficie en ha	Nombre de Lots Fonciers	Superficie en ha
Beja	-	-	269 (1)	70 099
Castelo Branco	-	-	128 (2)	13 964
Évora	263	163 974	-	-
Portalegre	89	35 651	100	32 026
Setúbal	30 (3)	18 141	28	10 099
Total	382	217 766	525	126 188

Source: Diário do Governo, 1ère série, de 1975.

(1) 2 lots fonciers n'avaient pas de superficie signalée.

(2) 51 lots fonciers n'avaient pas de superficie signalée.

(3) 5 lots fonciers n'avaient pas de superficie signalée.

la hostilité de la part des autres couches sociales qui vivaient dans la zone du latifundium. L'ALA, ainsi que les petits agriculteurs, "seareiros", fermiers et louers de machines ne s'identifiaient d'aucune manière à la nature égémonique et étatique que les UCP avaient dans cette région. De même que le passage des membres des UCP au statut de salariés de l'Etat, la tentative d'égalité des salaires au niveau des travailleurs agricoles de sexe masculin, la primauté et la nature de la gestion de terres occupées à partir des cadres techniques de l'Etat et des syndicats, étaient incompatibles avec l'idéologie et les expectatives socio-économiques de ces couches sociales. D'où la raison, dans la majorité des cas, d'être contre toute forme d'association et de socialisation de l'agriculture qui heurtaient les principes de base de la rentabilité capitaliste privée.

D'un autre côté, les caractéristiques propres d'organisation et de gestion des UCP se heurtaient à celles des coopératives. Les UCP, elles, avaient une nouvelle dimension, sur la base de la concentration de nombreuses fermes au niveau géographique des paroisses (atteignant parfois de grandes superficies d'aire cultivée), ce qui impliquait la nécessité d'un processus complexe de gestion des moyens de production, de la vente et de la rentabilité. Les coopératives, dans la généralité des cas, formées de petits agriculteurs, "seareiros", fermiers et louers de machines, étaient limitées à une ou quelques fermes, ce qui facilitait les processus de gestion privée, sans le besoin de recourir aux organismes étatiques, en termes financiers et d'organisation de gestion. L'hostilité et la non-identification entre les principes du programme et l'idéologie qui étaient à la base de la formation des UCP et des coopératives (1), sont bien démontrées dans l'entrevue d'un membre de la commission des travailleurs de la coopérative de S. Manços (proche d'Évora), dans les premiers jours de novembre 1975 :

"(...) Nous avons commencé à travailler la terre avec quatre tracteurs. C'est alors qu'un groupe de militants du PCP vint me voir, venant jusqu'à introduire une force du COPCON d'Évora, commandée par un aspirant, et envahir ma maison pour me prendre. (...) L'IRA, un jour fit appeler la commission des travailleurs de la coopérative. Il voulait purement et simplement nous renvoyer de

¹⁾ A ce sujet, voir : Victor Matias Ferreira, *Da Reconquista da Terra à Reforma Agrária*, Afrontamento, Porto, 1977, pp. 83-84.

la propriété de la vallée du Rico Homem, et nous forcer à adhérer à la coopérative União contrôlée par le PCP. (...) Mais plus tard ce furent les Forces Armées. Un groupe de militaires se présenta où la commission se réunissait et nous montra l'ordre qui exigeait que nous retournions travailler dans cette ferme. La commission convoqua immédiatement une assemblée générale et les membres associés décidèrent, à l'unanimité, à continuer. Le jour suivant, sans craindre l'intimidation, les travailleurs retournèrent au labeur". (1)

L'institutionnalisation de la réforme agraire selon les principes programmatiques des UCP, au détriment des coopératives, était principalement due au fait que le pouvoir politico-militaire, à l'époque, était presque totalement identifié au modèle socialiste impliquant l'étatisation de l'agriculture latifundiaire. Il est évident que ces mesures législatives et exécutives du 4e et 5e gouvernements provisoires devaient avoir une réalisation pratique pour ne pas rester dans le domaine des bonnes intentions historiques. Il ne suffisait pas d'occuper et de légaliser les fermes des latifundiaires, il était nécessaire d'avoir des crédits et d'organiser la gestion des UCP, de manière à viabiliser le financement de l'achat des facteurs de production pour travailler les terres, de même de payer les salaires des travailleurs agricoles. Ce fait est d'une extraordinaire importance, et pouvait, dans une certaine mesure, développer la continuation du mouvement d'occupations des terres, incluant la viabilisation financière des UCP et des coopératives qui étaient dans l'asphixie pécuniaire.

Et de cela, un phénomène presque contradictoire jaillit, résultant de l'action gouvernementale des 4e, 5e et 6e gouvernements provisoires. S'il est un fait historique que l'institutionnalisation de la réforme agraire provient principalement de l'action législative et exécutive du 4e gouvernement provisoire, il est vrai aussi que les expropriations de terres furent commencées sous le 4e et 5e gouvernements provisoires, ce ne furent toutefois pas eux qui débloquent le crédit pour surmonter l'asphixie financière qui se faisait sentir au milieu de septembre 1975, dans les UCP et coopératives. C'est par l'action du 6e gouvernement que se firent les dernières expropriations

(1) *Portugal Socialista* du 5-11-75.

de terrains, que les UCP et les coopératives se légalisèrent, et que les crédits furent débloqués pour payer les salaires aux UCP et aux coopératives. A ce propos, le décret-loi n° 541-B/75, du 27 septembre 1975 (1), par la reformulation du décret-loi n° 406-B/75, du 29 juillet 1975, souffrit une modification et permit que le CAE soit payé en tant que salaire aux travailleurs. En même temps, par le décret-loi n° 586/75, du 18 octobre 1975 (2), le CAE fut généralisé pour le maintien quotidien des petits agriculteurs à un montant maximum annuel de 10 000 escudos pour chaque bénéficiaire.

Il est bien évident que le 6e gouvernement provisoire, avec une politique hégémonique basée sur le PSP et le PPD (sans oublier le secrétariat d'Etat de la Réorganisation de la Structure Agraire, présidé par António Bica, membre du PCP), était opposé à l'étatisation de l'agriculture qui avait lieu dans le sud du Portugal. Par la force des circonstances historiques, précédemment analysées, l'irréversibilité du processus révolutionnaire en cours, la force militante que le PCP avait dans cette région ainsi que les syndicats et le MFA, ne permettaient pas que le rythme des occupations de terres et la conséquente légalisation des mêmes UCP, souffrissent d'une involution dans sa dynamique institutionnelle (3). Le contenu des opinions de Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture et de la Pêche du 6e gouvernement provisoire, démontre de manière claire cette irréversibilité de la dynamique de la réforme agraire, dans la région sud du pays:

"(...) Ma préoccupation fondamentale, ainsi que celle de tous les techniciens et les secrétaires d'Etat de ce ministère, est de doter et dynamiser les CRRA des moyens nécessaires pour que la réforme agraire puisse continuer rapidement, mais avec l'indispensable planification et l'ordre du système que l'on désirait construire. Cela me paraît la manière la plus correcte pour

) *Diário do Governo*, 1ère série - n° 224 (2e. supplément), du 27-9-75, p.1498-(4)

) *Diário do Governo*, 1ère série - n° 242, du 18-10-75, p. 1634.

) Il faut souligner que durant le 6e gouvernement provisoire, par arrêtés ministériels 525 domaines ruraux furent expropriés jusqu'au 25/11/1975. Plus tard les expropriations diminuèrent selon le même processus. Sous le 5e gouvernement, 382 domaines ruraux furent expropriés.

extraire des CRRA les avantages inhérents sans qu'en chemin surgissent des difficultés graves atteignant aussi les travailleurs que l'économie nationale". (1)

Avec les événements du 25 novembre 1975, le dynamisme des occupations de terres diminua substantiellement. En conséquence, les occupations de terre et leur étatisation s'arrêtèrent. Simultanément, un processus légal et normatif des UCP et des coopératives, qui existaient depuis 1976, commença à se développer.

Nous ne traiterons pas, dans cette étude, de cette évolution, il nous importe maintenant d'analyser la nature préliminaire de la réforme agraire, dans la période entre le 11 mars 1975 et le 25 novembre 1975.

) *Espresso* du 18-10-75.

3.5 - LA NATURE PRELIMINAIRE DE LA REFORME AGRAIRE INSTITUTE AU PORTUGAL

L'emphase avec laquelle l'on parle généralement de la réforme agraire fait qu'il est souvent question de soutien accordé aux réalisations de type productiviste, de l'efficacité dans la gestion, de la garantie et de l'amélioration du niveau de vie des masses laborieuses et aussi du développement économique du pays, basé sur une meilleure articulation productive et de rentabilité avec les autres secteurs économiques.

La période que j'étudie dans ce travail (du 11 mars 1975 au 25 novembre de la même année) est une période habituellement peu connue depuis les 9 ans qui se sont écoulés. Mon analyse ne s'attachera pas aux facteurs d'ordre productiviste et de caractère technique, étant donné que je considère ces deux éléments comme de moindre importance pour la période choisie. Ce choix se justifie dans la mesure où tout ce processus se déroula dans un contexte d'importante agitation sociale. Ce qui était en jeu était la victoire d'un modèle de société sur un autre. Le phénomène de ce qu'on a appelé la réforme agraire, supposait l'apprentissage, l'adaptation à des nouvelles formes de production, aux luttes partidaires, etc...

Ce qui, en réalité, était en cause, était la gestation d'une nouvelle forme de gestion des terres occupées et expropriées. Ce qui importe alors de connaître, c'est comment les travailleurs agricoles vont accepter les nouvelles modalités de gestion du travail, des salaires, de leur vie... face à l'attitude interventionniste de l'Etat, des syndicats et des partis. En faisant cette mise en garde, on notera que la transformation la plus notable dans le domaine des relations sociales de production fut le transfert de la propriété, de ses moyens de production et de sa gestion des grandes propriétés des mains des propriétaires fonciers à celles de l'Etat. Le principe de base de ce transfert était l'étatisation de l'économie, condition primordiale pour permettre la formation des UCP, du moins au début.

Les travailleurs agricoles permanents et saisonniers, les "seareiros", les petits fermiers et les petits loueurs de machines agricoles, qui, jusqu'alors avaient des relations de production diverses avec les propriétaires fonciers (salariat, association, fermage ou location), avec l'implantation des UCP, deviennent tous obligatoirement des salariés. C'est le résultat du rapport de forces au moment des occupations et dans les formes de gestion prises par



es UCP. A cette époque, l'hégémonie - soit du point de vue législatif, soit du point de vue exécutif - appartenait aux UCP. C'est la raison pour laquelle les aspirations des petits "seareiros", fermiers, loueurs de machines et travailleurs permanents et saisonniers, sur le plan des salaires, entrèrent en contradiction avec le système salarial qui leur était imposé. Le système salarial dynamisé par les UCP s'intéressait essentiellement aux travailleurs permanents, une fois qu'ils recevaient tous les mois les salaires respectifs, et avaient le droit à une série de droits sociaux. La possibilité pour le travailleur agricole d'avoir accès au plein emploi était d'une extraordinaire importance. La réforme agraire, indiscutablement, va leur permettre cette chance dont les travailleurs agricoles permanents furent les plus féroces souteneurs.

Fernando Oliveira Baptista, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, dans le 4e et 5e gouvernements provisoires, souligna, plus tard, la fonction de la lutte pour l'emploi et son impact dans la dynamisation de la réforme agraire:

"(...) La lutte pour l'emploi fut, comme il l'a été largement reconnu, un facteur décisif dans le déroulement du processus de la réforme agraire, qui, après, s'est prolongé et maintenu dans la vie économique des UCP et qui, de manière tendancielle, orientèrent leur économie dans le sens d'arriver au niveau de l'emploi le plus élevé possible. Dans les terres intégrées aux UCP, le niveau de l'emploi en 1977 était quasiment trois fois supérieur à celui qui était visible avant la réforme agraire". (1)

L'adhésion et la participation des travailleurs agricoles à cette transformation était importante parce qu'elle représentait, pour eux, la possibilité de passer de la condition des travailleurs temporaires à celle de travailleurs permanents. L'évolution de l'embauche dans les 540 UCP et coopératives qui exploitaient près de 1 030 000 ha: les travailleurs permanents (hommes et femmes) étaient au nombre de 11 100 avant les occupations (dernière année d'exploitation par les latifundiaires) et de 44 100 après (première année d'exploitation sous le régime des UCP et coopératives). Les tra-

Fernando Oliveira Baptista, "Sobre a Economia das Cooperativas e Unidades Colectivas de Produção", Revue *Economia e Socialismo*, n° 41/42, août et septembre 1979, p.11.

vailleurs saisonniers étaient au nombre de 21 700 avant et de 71 900 après (1). En pourcentage, on se rend compte que le rapport entre les travailleurs à temps complet et ceux à temps partiel, est resté quasiment le même d'une période sur l'autre.

Le refus qu'opposait une grande partie des propriétaires de machines, des petits cultivateurs et des fermiers à un système de production où ils ne pouvaient s'intégrer que comme salariés, faisait qu'ils se transformaient en travailleurs saisonniers, grossissant encore le nombre de ceux qui l'étaient déjà. Pour expliquer l'importance du nombre de ces travailleurs saisonniers, il faut aussi noter l'autorité dont faisaient preuve les membres du syndicat et du PCP, quand il s'agissait de choisir les gens destinés à devenir membre effectif d'une UCP à plein temps. En général, seuls ceux qui adhéraient ou faisaient preuve de sympathie à l'égard du PCP réussissaient à y entrer.

Une autre raison qui explique pourquoi l'étatisation de l'économie dans la zone d'intervention de la réforme agraire (2) a pu se développer est l'incapacité dans laquelle se trouvaient les travailleurs agricoles de s'approprier des moyens de production, des moyens financiers, et de pratiquer une gestion qui servirait leurs intérêts (moyens qui sont indispensables à la survie des UCP et des coopératives comme ils le sont à la vie proprement dite). Au cours des premiers mois, les travailleurs ont essayé de surmonter cette incapacité en vendant du bétail, du bois, du vin, du liège, des céréales, etc..., qui étaient entreposés dans les fermes abandonnées par les propriétaires fonciers (3). Grâce à ces revenus, ils purent survivre sans percevoir de salaire pour le travail qu'ils effectuaient. Mais cela ne pouvait durer toujours. Le maintien d'une telle situation ne pouvait qu'entraîner la fuite de capitaux. Le temps passant, la situation s'aggrava encore plus, car l'argent des ventes s'avérait insuffisant pour acheter les matières premières indispensables aux travaux agricoles.

La dépendance vis-à-vis de l'Etat va augmenter à partir de ce moment. Le

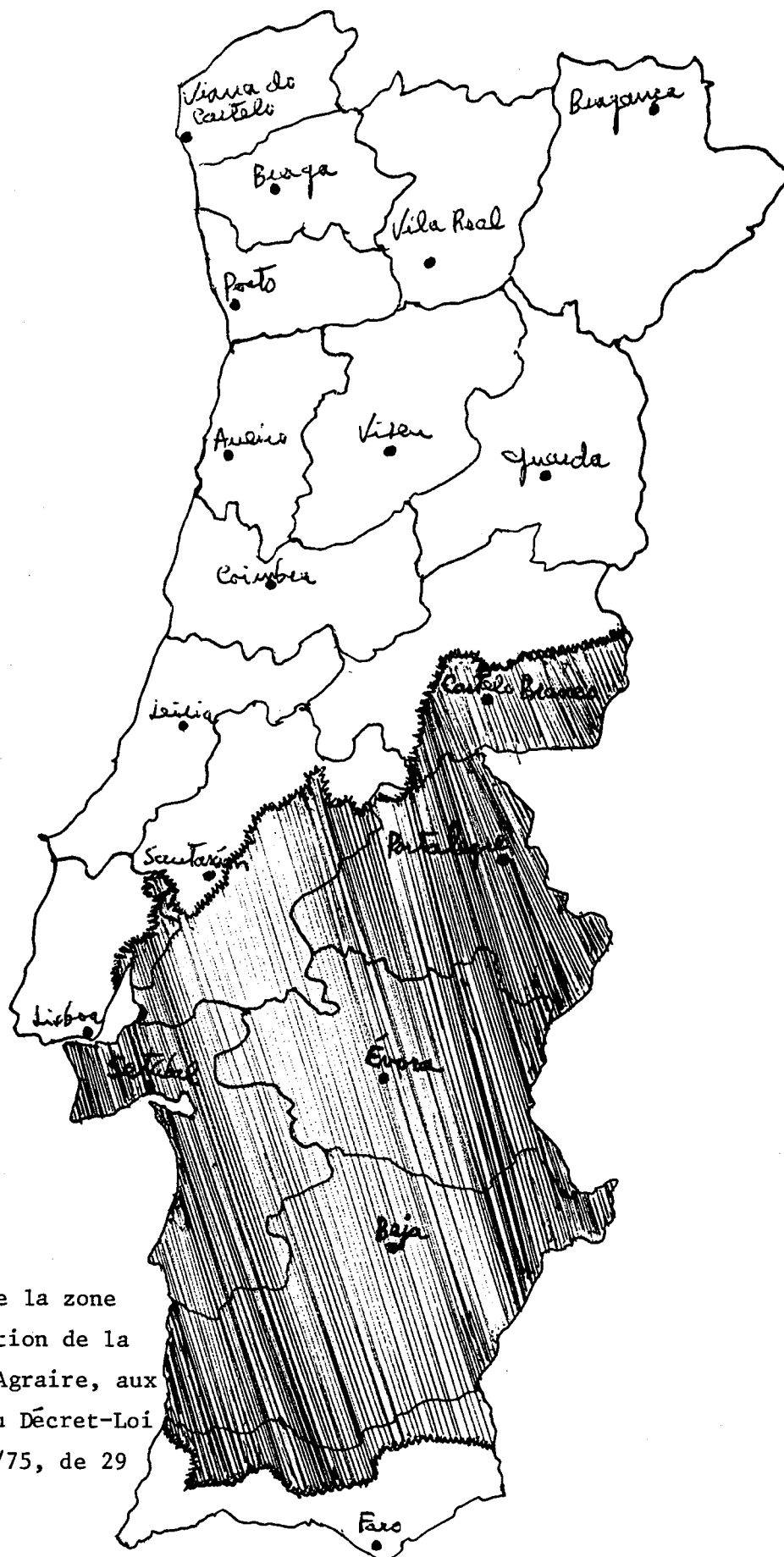
1) *Segunda Conferência da Reforma Agrária (Conclusões)*, Évora, 22 et 23 octobre 1977, p.4

2) A ce sujet, voir la carte page suivante.

3) A ce propos, lire l'entrevue d'António Bica, secrétaire d'Etat du 6e gouvernement provisoire et membre du PCP: *Reforma e Contra-Reforma Agrária*, Cadernos de "O Jornal", août 1976, p.4.

TAB LEAU nº 10

DELIMITATION DE LA ZONE DE LA REFORME AGRAIRE, SUR LA CARTE DU
PORTUGAL



Limite de la zone
d'aplication de la
Réforme Agraire, aux
termes du Décret-Loi
nº 406-A/75, de 29
Juillet

Source: Décret-Loi, nº 236-B/76, In Diário da República, 1ère série,
nº 81, du 5/4/1976, pp. 678-(7-8-9).

crédit d'urgence institué par le décret-loi n° 251/75, du 23/5/1975, qui n'avait été attribué jusque là qu'aux petits et moyens agriculteurs fut assez important pour la survivance économique des UCP. Pour cette raison, la dépendance des travailleurs agricoles au crédit provenant de l'Etat est un fait essentiel dans la période de l'élan des UCP et des coopératives. A ce propos on notera un extrait de la motion découlant de la première rencontre unitaire des travailleurs des fermes collectives et des coopératives de production du district de Beja, et envoyée le 3 août 1975 au ministère de l'Agriculture et de la Pêche:

"(...) d) débureaucratiser le système de concession du crédit à nos fermes collectives et aux coopératives de production, sur la base d'une confiance ouverte à l'expérience des travailleurs pour travailler les terres et pour organiser leurs commissions, ainsi que dans l'assistance que leur prêtent les directions des syndicats et des ligues;

e) cette attribution de crédit est d'une urgence capitale, puisqu'il y a des salaires à payer et des travaux saisonniers à commencer, sans plus tarder, au bénéfice des travailleurs et pour le bien de tout le pays". (1)

Le climat à l'intérieur des UCP était favorable à la formation embryonnaire de "fermes collectives" et des "coopératives". Car les premières occupations de terres se sont produites en une période d'instabilité politique et militaire, des convulsions sociales où l'influence des partis était encore faible, dans la généralité des cas, la gestion était assurée par les commissions de travailleurs et n'obéissaient pas aux influences politiques. A cette époque, le sursaut des travailleurs prenait des formes incontrôlables. La solidarité dans les diverses tâches indispensables à l'exploitation des terres occupées, l'ouverture à la discussion sur de nombreux problèmes, la volonté inébranlable de lutter contre les propriétaires fonciers, l'absence de querelles partidaires constituait la trame de la vie quotidienne sur les

) Revue *Vida Rural*, n° 15, du 16/8/1975, p.22.

terres occupées, dans les premiers mois de 1975.

Avec l'évolution de la situation politique portugaise et l'hégémonie du CP sur le pouvoir d'Etat à partir du 11 mars 1975, ces "fermes collectives" et "coopératives" firent, dans la majorité des cas, leur modèle d'unité collective de production et, dans certaines conditions spécifiques, celui de la coopérative. On créa des UCP en regroupant plusieurs fermes existantes. On travailla au renforcement de l'homogénéité et des capacités de gestion des CP; car les fermes, de façon isolée, ne pouvaient pas toutes remplir les conditions optimales, pour des raisons d'ordre géographique, de climat et de fertilité des sols. Les fermes, qui ne possédaient que des terrains secs et peu fertiles, ne pouvaient être rentables et devaient donc s'associer à d'autres dont le rendement était meilleur. D'après Afonso de Barros (1), la superficie moyenne des UCP était de 2 395 ha et quelques-unes dépassaient les 7 500 ha, occupant 18,9% des terres soumises à la réforme agraire.

La gestion des UCP était assurée par une direction formellement élue en assemblée générale, mais en réalité dominée par les syndicats pro-PCP. C'est le résultat de la légalisation des UCP et de leur dépendance vis-à-vis des organes étatiques, dominés à l'époque par le PCP. Par la logique même de ces conditions, la direction des UCP a pour rôle d'établir la division sociale du travail, de réaliser la gestion des affaires courantes, de fixer le type de montage des investissements à effectuer, les modalités de crédit et la commercialisation des produits agricoles, etc... En plus de toutes ces tâches, la direction des UCP fixait toutes les normes concernant les travaux à réaliser et les mesures disciplinaires à appliquer aux travailleurs qui provoquaient des troubles (2). Les assemblées générales, considérées comme organismes souverains et indépendants décidant de la vie des UCP, étaient en réalité purement formelles. Mis à part le fait qu'elles servaient de local de mobilisation pour les manifestations et la propagande du PCP, ainsi qu'à ac-

(1) Afonso de Barros, op. cit., pp.110-113.

(2) A ce sujet, voir: *Annexe I - Terceira Conferência sobre a Reforma Agrária (Organização, Gestão e Quadros)*, Évora, décembre 1978.

continuer la bataille idéologique, ces assemblées générales servaient à enregistrer des votes symboliques faits, sous l'égide de la bureaucratie syndicale des UCP.

Du point de vue de la division sociale du travail et de l'hierarchie salariale, la condition des travailleurs agricoles s'était peu ou presque pas modifiée sous les UCP et coopératives, en comparaison avec l'époque précédente. La division sociale du travail était restée intacte. Les femmes travaillaient à la moisson, au sarclage, aux vendanges, au ramassage des olives, des tomates, etc..., aux tâches considérées comme "plus légères". Seuls les hommes conduisaient les machines et leurs tâches principales consistaient à faire les semences, battre les céréales, labourer la terre, ramasser le raisin, faire les vendanges (surtout le transport du raisin), etc... Ou alors faire ce qui était considéré comme travail "plus lourd". La direction des UCP avait établi diverses catégories de travailleurs: comptables, régisseurs agricoles, directeurs financiers, etc... Et bien sûr, conducteurs de tracteurs, gardiens de troupeaux, bergers, vachers, travailleurs agricoles permanents et travailleurs agricoles saisonniers.

De plus, la majeure partie des travailleurs saisonniers étaient des femmes, comme au temps des latifundiaires. Pour démontrer la relation différentielle de pourcentage entre hommes et femmes existant dans les UCP et coopératives, on note que dans le district de Beja, des 14 821 membres des UCP, 9 994 sont des hommes et 4 827 des femmes (1). Ce qui illustre une fois de plus le rôle social occupé par les femmes dans la société et la famille portugaise (2). Cela trouvait sa justification dans l'idée que la femme est un être physiquement plus faible que l'homme et qu'elle est, de ce fait, moins capable que lui d'assumer certains travaux difficiles et complexes. Cette division sociale du travail à l'intérieur des UCP et coopératives avait son pendant au niveau de la vie quotidienne des travailleurs agricoles, qui ne s'était guère modifiée. Après ses huit heures de travail, l'homme allait toujours au bistrot pour prendre un café ou bavarder avec ses amis ou alors

) A. Vale Estrela, "A Reforma Agrária Portuguesa", revue *Análise Social*, n° 54, 1978, p.250.

) Sur la vie quotidienne dans une coopérative, lire: Francis Pisani, *Torre Bela*, Centelha, Coimbra, 1978. Au sujet du rôle de la famille dans la société portugaise, voir: J.M.Carvalho Ferreira, "A Economia Doméstica e o Papel da Família na Revolução Portuguesa", revue *A Ideia*, n° 24/25, avril 1982, pp.67-88.

il venait assister ou participer aux réunions et meetings des partis avec lesquels il sympathisait ou pour lesquels il militait. La femme après ses huit heures de labeur, devait laver les vêtements, faire la vaisselle, se charger de la cuisine, la maison et s'occuper des enfants.

Quant aux salaires, il y avait une relative amélioration, en termes nominaux et réels. Les travailleurs non qualifiés gagnaient en moyenne 160 escudos par jour, les conducteurs de tracteurs 190 et les femmes 120. Quant aux gardiens de troupeaux de moutons, ils recevaient un salaire de 200 escudos, sans compter les avantages secondaires, en biens matériels, qu'ils recevaient. Bien que le fait que les membres de la direction et de la gestion des UCP gagnaient plus, était un fait établi, il m'a été impossible d'obtenir une information exacte à ce sujet. Mais, ce furent les femmes qui eurent les augmentations les plus substantielles de salaires avec l'apparition des CP (1).

Enfin, si l'on analyse l'ensemble des activités et la commercialisation des UCP, on remarque que le choix des productions était déterminé essentiellement par la nécessité de produire ce qui pouvait rapporter dans l'immédiat les plus gros bénéfices. C'est pourquoi on observe le développement de la production de blé, avoine, tournesol, tomates, tabac, riz, etc... enfin, tous les produits que les défenseurs de la réforme agraire s'étaient attachés à présenter comme plus positifs que ce qui s'était fait, traditionnellement, sur les latifundias.

Du point de vue quantitatif, si l'on se base sur les statistiques de la conférence de la réforme agraire, on observe une augmentation significative de la production des principales cultures depuis les débuts de la réforme agraire. A titre d'exemple, la superficie des terresensemencées dans les domaines occupés est passée de 94 500 ha (à l'époque des latifundiaires) à 271 000 ha au cours de la première année d'exploitation sous le régime des CP. La culture des céréales a passé de 78 000 ha à 222 000 ha. Le cheptel bovin de 55 000 à 84 000 unités, le cheptel ovin et caprin de 272 000 à 311 000, et les porcins de 31 000 à 91 000. Ces chiffres (2) sont évidemment

(1) A ce sujet, voir le tableau de la page suivante.

(2) A ce sujet, voir le tableau de la page suivante.

TABLEAU n° 11

EVOLUTION MOYENNE ANNUELLE DES SALAIRES JOURNALIERS DES TRAVAILLEURS
AGRICOLAS (1), PAR DISTRICTS, SUR LE CONTINENT (1973-1976)

Unité: escudos/jour

Evolution du sa- laire annuel (hommes et femmes) Districts	Hommes				Femmes			
	1973	1974	1975	1976	1973	1974	1975	1976
Aveiro	95,8	120,9	152,9	182,9	58,5	76,6	94,2	104,9
Beja	80,6	123,0	162,2	178,2	46,6	84,8	121,8	131,7
Braga	83,6	99,5	112,3	141,6	60,7	72,5	72,6	90,1
Bragança	88,9	114,9	139,2	158,0	49,7	64,0	87,1	95,5
Castelo Branco	78,5	103,5	142,2	164,9	45,3	59,1	81,8	106,6
Coimbra	97,8	118,7	143,5	180,2	55,8	68,7	92,6	112,1
Évora	78,6	116,9	163,5	182,0	47,1	73,7	121,9	135,7
Faro	108,1	135,0	159,1	163,1	50,0	85,3	92,3	108,6
Guarda	84,8	109,5	130,9	145,5	50,1	63,1	80,8	92,8
Leiria	114,7	145,6	157,9	185,9	60,6	76,8	100,2	121,3
Lisboa	130,1	167,8	189,1	205,8	65,2	87,2	123,0	-
Portalegre	79,4	113,5	161,4	173,4	46,0	71,7	111,9	120,1
Porto	97,8	123,1	146,8	156,9	70,4	94,5	111,1	112,4
Santarém	97,6	153,3	183,0	204,2	59,4	85,2	130,1	141,5
Setúbal	86,7	129,1	160,0	211,8	55,6	84,2	117,3	143,8
Viana do Castelo	98,9	125,5	144,5	171,6	66,5	87,7	110,5	129,8
Vila Real	99,6	131,3	153,5	178,6	57,8	75,7	95,5	113,1
Viseu	94,3	112,1	132,9	164,0	61,6	76,6	90,3	99,0

Source: Statistiques Agricoles, Continent et Iles Adjacentes.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Désignés "travaux généraux" dans les Statistiques Agricoles.

TABLEAU n° 12

EVOLUTION DU PRODUIT BRUT AGRICOLE, SUR LE CONTINENT, DANS LA
PERIODE DE 1973 A 1976 (1)

Unité: 1 000 000 esc.

Résultats Rubriques	1973	1974	1975	1976
<u>Produits végétaux</u>	9 112	8 985	8 579	9 021
Céréales	2 357	2 132	2 276	2 573
Légumes et tuber- cules	1 189	1 142	1 054	933
Vins et eaux-de-vie	1 914	2 327	1 472	1 679
Huile d'olive et olives	511	568	579	429
Fruits	1 730	1 523	1 682	1 828
Produits hortic- les	713	720	822	882
Autres (2)	698	573	694	697
<u>Produits animaux</u>	5 474	5 745	6 001	5 510
Viandes	3 098	3 244	3 495	2 929
Lait	1 372	1 439	1 492	1 533
Oeufs	640	682	714	706
Laine	327	343	263	305
Autres (2)	37	37	37	37
<u>Sylviculture et chasse</u>	3 719	3 558	2 840	2 628
Bois	2 300	2 219	1 723	1 700
Liège	789	739	560	452
Résine et écorces à tan	434	463	416	317
Autres (3)	196	137	141	159
Total	18 305	18 288	17 420	17 159

Source: Statistiques Agricoles, Continent et Iles Adjacentes.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Aux prix de 1963.

(2) Y compris le produit provenant des auto-investissements.

(3) Y compris le gibier et le produit provenant des auto-investissements.

tendancieux, dans la mesure où ils ne reflètent pas la tendance productiviste du facteur travail, mais un climat favorable cette année-là (la première sous le régime des UCP) et une abondance de force de travail disponible qui renforçait encore la production des cultures faites, surtout en céréales. Il reste, sans doute, que la productivité moyenne du travail diminuait, déjà que le nombre de travailleurs salariés employés (temporaires et saisonniers) relativement au PBA était extrêmement élevé.

Comme la plus grosse part de ces productions était orientée vers les circuits commerciaux habituels, les dettes des UCP envers l'Etat, contractées par le biais du crédit agricole d'urgence, avaient été remboursées. On peut affirmer, sans risque, que dans tout ce qui touchait à la commercialisation des produits agricoles, les transformations en sont restées au stade des bonnes intentions. Tout d'abord, ni les UCP, ni les organismes d'Etat, ne réussirent à dominer les mécanismes inhérents au marché capitaliste (1). L'Etat n'a pas fait grand chose de plus que de fixer les prix de vente d'une grande partie du vin, du blé, du maïs et du riz, etc... Quant aux UCP, elles ne réussirent pas à faire grand chose de plus que d'organiser sporadiquement les ventes symboliques de produits agricoles directement au consommateur, dans les centres urbains les plus proches. Nonobstant ces mesures contre la logique du marché capitaliste normatif, le poids des intermédiaires ne s'en était pas trop senti.

Cela s'explique car, dans les premiers mois de leur existence, les UCP ne possédaient pas le fonds qui leur était indispensables pour fonctionner de façon autonome. Le recours au crédit ne permit pas de surmonter ce problème, soit parce qu'il arriva trop tard, soit parce qu'il était insuffisant pour répondre à tous les besoins vitaux des UCP. D'autre part, la vente des produits agricoles à l'Etat ne s'avéra pas positive à cause du poids de l'appareil bureaucratique. Il fallait attendre très longtemps pour toucher l'argent de la vente des produits agricoles faites par les UCP. Le JNPP (comité national pour les produits de l'élevage), le JNV (comité national du vin) ainsi que les Commissions de Liquidation des "Grêmios da Lavoura" avaient été créés dans le but de rationaliser l'écoulement de la production agricole et d'éliminer l'influence pernicieuse des intermédiaires dans la commercia-

1) A ce sujet, lire l'analyse faite pour l'ancien ministre de l'Agriculture et Pêche du 4^e et 5^e gouvernements provisoires: Fernando Oliveira Baptista, *Portugal 1975 - Os Campos*, Afrontamento, Porto, 1978, pp. 119/120.

lisation des produits agricoles, mais n'avaient rien fait de significatif dans ce sens. Compte tenu du fait que les UCP avaient un besoin immédiat d'argent, les intermédiaires - qui étaient les seuls à en disposer largement - vont continuer à acheter et à revendre la production des UCP. Finalement UCP et intermédiaires avaient encore des intérêts convergents, ce qui explique que les UCP ont vendu de grande quantité de têtes de bétail, de liège, de bois, etc... aux intermédiaires, qui les achetaient à un prix prohibitif. Car la spéculation est considérée, dans cette période, au Portugal, une activité normale, les intérêts des intermédiaires et des UCP, en principe antagoniques, dans la pratique, se sont révélés convergents.

En résumé, dans la période qui fait l'objet de mon étude (11 mars 1975 au 25 novembre 1975), la réforme agraire a représenté assez peu de modifications structurelles dans la vie de ceux qui devaient en être les principaux bénéficiaires: les travailleurs agricoles temporaires et saisonniers. Et bien que les travailleurs agricoles (surtout en ce qui concerne les coopératives), les petits agriculteurs, les petits "seareiros", fermiers et propriétaires de machines (surtout en ce qui concerne les coopératives) aient eu une influence relative au début de la systématisation de la réforme agraire, au niveau de ses objectifs de base, et à celui de son institutionnalisation, cela est principalement dû à la nature du pouvoir politico-militaire qui existait à cette période. Sans les CRRA, sans l'IRA, sans les syndicats, sans le PCP, sans le MFA, sans certains partis gauchistes, sans l'action du 4e et des gouvernements provisoires, la réforme agraire, qui s'est réalisée au Portugal, n'était pas possible.

Quant aux possibilités d'étatisation de l'économie qu'elle aurait pu, à ce moment donné, représenter pour la transformation radicale des structures agraires du pays, on peut dire que, malgré le peu qui a été fait dans ce sens, elle a permis à ces tendances un début de concrétisation.

3.6 - LA SITUATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AVANT LE 25 AVRIL 1974

La situation structurelle de la majorité des PME (petites et moyennes entreprises) portugaises, surtout celles des secteurs textile, du bâtiment et de la métallurgie, etc., était réellement négative avant le 25 avril 74. Les techniques utilisées comme moyens nécessaires au fonctionnement du système productif de telles entreprises, étaient très souvent rudimentaires et étaient dépassées de plusieurs années, devant celles de l'Europe capitaliste développée, des USA et du Japon.

L'emploi de telles techniques rudimentaires était dû en partie aux conditions d'un faible développement capitaliste au Portugal. Cet aspect lié à l'incapacité de produire technologie appropriée afin de l'introduire comme moyen de production dans les entreprises avait contraint celles-ci à l'importation de technologie pour faire face à leurs besoins. La fragilité financière des PME, en même temps que les coûts élevés de technologie moderne, a ainsi contraint ces entreprises - dans la plupart des cas - à s'abstenir de pratiquer la reconversion structurelle nécessaire.

Une autre raison réside dans le choix des PME en termes de coûts de production à employer de la main-d'oeuvre au détriment de technologie. Les frais, en l'occurrence, s'avéraient moindres. Ce choix, privilégiant la force de travail, s'était fait en raison de son prix de marché extrêmement bas. Les rémunérations moyennes perçues, à la fin de l'année 1973, par les travailleurs portugais, dans l'industrie de transformation, en regard des salaires perçus par les ouvriers des pays capitalistes développés étaient vraiment dérisoires (1).

Par conséquent, tout cela a engendré le développement d'une mentalité gestionnaire, aux caractéristiques sous-développées. Face à cette réalité, les entreprises prenaient des initiatives toujours liées à une dynamique conjoncturelle immédiate et destinées à produire des profits faciles.

La survie historique des PME dans de telles conditions (où le développement des forces productives et sa composition organique étaient bas) était due

(1) A ce propos, et pour les années soixante-dix, voir tableau p. suivante.

TABLEAU n° 13

EVOLUTION DU GAIN MOYEN MENSUEL AU SERVICE DES ETABLISSEMENTS DE QUELQUES INDUSTRIES, D'APRES LES CATEGORIES PROFESSIONNELLES, SUR LE CONTINENT, DANS LA PERIODE DE 1971 A 1974 (1)

Professions Branches d'activité	Cadres	Autre personnel administratif	Personnel ouvrier
<u>Industries extractives</u>			
1971	7 899,4	5 917,4	1 817,9
1972	9 223,2	4 993,7	2 296,4
1973	11 119,2	5 751,8	2 659,9
1974	9 689,3	7 620,9	4 021,5
<u>Industries manufacturières</u>			
1971	9 194,7	4 418,5	1 994,7
1972	10 251,2	4 987,3	2 356,5
1973	11 638,1	5 829,8	2 798,5
1974	12 884,1	6 816,2	4 145,7
<u>Electricité, gaz et vapeur</u>			
1971	16 124,5	4 682,6	1 630,5
1972	22 544,5	7 119,2	4 683,4
1973	28 313,4	10 198,9	5 604,9
1974	31 783,1	12 897,8	8 586,3
<u>Bâtiments et travaux publics</u>			
1971	4 931,6 (2)	5 941,4 (3)	1 760,5
1972	5 675,2 (2)	9 188,1 (3)	2 040,9
1973	6 407,5 (2)	10 837,8 (3)	2 447,2
1974	7 876,1 (2)	14 387,9 (3)	3 692,1

Source: Annuaire Statistique de 1978.

INE (Institut National de Statistique).

(1) Valeurs en escudos.

(2) Englobe le personnel administratif, de bureau et autres employés.

(3) Englobe seulement le personnel technique.

aussi à d'autres facteurs, liés aux caractéristiques de la société portugaise d'alors. La nature corporative des rapports institués entre la classe laborieuse et la classe capitaliste était ^{aussi} responsable de cet état de choses. L'Etat était un arbitre législatif et exécutif ne permettant pas une action revendicative pouvant déboucher sur une agitation sociale menée par les travailleurs. L'interdiction de l'association syndicale et politique et du droit de grève, la répression de tout mouvement social, tout cela a été imposé dans les entreprises, en atténuant les conflits les plus inévitables. Par cette action répressive, les syndicats nationaux - les plus importantes organismes de la législation du travail du corporatisme salazarien, dont la finalité étaient de défendre les intérêts des travailleurs - agissaient toujours dans le sens de réaliser des contrats collectifs de travail, dans lesquels étaient fixés les salaires à des taux très bas, et dont les droits des salariées étaient limités.

D'autre part, l'éclosion de la guerre coloniale et le développement de l'émigration constituèrent deux aspects de non moindre portée dans la survie de telles entreprises, surtout après les années 60. Les PME liées au bâtiment, à la métallurgie, au textile et au mobilier, etc..., ont connu alors un développement considérable grâce à l'accroissement de la demande interne dû aux besoins de la guerre coloniale et aussi à l'achat et à la construction de maisons individuelles pour les émigrants.

Il faut noter encore un autre facteur d'explication : la fonction d'atténuation que l'autarcie du corporatisme salazarien avait sur les rapports de concurrence à l'intérieur du marché, et qui opposaient les PME à des entreprises d'une technologie plus avancée. Sans cette fonction, il se serait produit une faillite généralisée des PME. Car si les règles du marché typiquement capitalistes pouvaient se manifester librement, les bas indices de productivité moyenne du travail et du capital de telles entreprises auraient eu une répercussion sur l'augmentation du temps de travail nécessaire à la fabrication de leurs produits. Et une telle condition n'aurait pas été au-dessus du temps de travail socialement nécessaire des marchandises par des entreprises techniquement plus développées, existantes au niveau du pays et au niveau international. Ainsi, dans le cas où les PME n'auraient pas été soutenues (comme on l'a vu), dans le cas où elles auraient été contraintes à vendre leurs produits à des prix de marché correspondants exactement au temps de travail moyens nécessaires à leur production, la marge de profit aurait connu

une baisse conséquente : situation qui aurait provoquer leur faillite.

Les moyens historiques utilisés par Salazar et Caetano, afin d'éviter une telle situation, furent les suivants: les fameuses "Leis de Condicionamento Industrial" (lois du conditionnement industriel). Ces lois ne se sont pas bornées à conditionner l'expansion productive, la création et le développement des entreprises en secteurs fondamentaux de l'économie portugaise à même de mener une telle expansion; elles ont influencé des mesures protectionnistes, sur les prix des marchandises, et sur la force de travail, et enfin sur les prix des marchandises, celles-ci justement produites par les PME.

Il ne faut bien sûr pas oublier cet aspect-clé de la survie des PME que fut la paix sociale. Par leur dimension (de 5 à 50 salariés en moyenne), par la proximité existant entre patrons et ouvriers (parfois il y a même des rapports d'amitié, établi au fur et à mesure des années, sur des bases familiales et en tout cas paternalistes), les antagonismes et les conflits d'envergure n'y sont généralement pas présents. Le poids énorme et l'impact de ces anachronismes dans la vie des PME est montré de manière significative par L. Ferraz de Carvalho, dans l'éditorial de la revue *Tempo Económico*, du 15/5/1974:

"(...) L'économie portugaise est un héritage terrible! Vielle, complètement en distorsion à cause d'un régime de faveurs, de corruptions et de mépris de l'homme, et aussi, ce qui est le plus important, de médiocrité et d'incapacité technique. (...) Vu que très probablement du temps s'écoulera avant que les entrepreneurs "prennent" les *grêmios* et les corporations, il est très urgent de créer tout de suite, même si à titre provisoire, une quelconque voie pour les négociations qui évite, tout d'abord, les confrontations directes syndicats/entreprises ou même syndicats libérés/anciens *grêmios*, car le manque d'expérience des deux secteurs dans ce genre d'attitudes peut mener à des situations de panique ou de force que l'on ne pourra que difficilement changer et qui peuvent donner l'idée aux travailleurs que le MFA a fait le 25 avril en vue d'une instauration

immédiate d'un régime socialiste, ce qui est en opposition à l'esprit et à la lutte du programme du *Mouvement* et transformerait en une farse les références à la démocratie".

Ce sombre tableau d'une prévision établie pour l'économie portugaise par un représentant du patronat démontre la grande fragilité structurelle des PME devant le mouvement revendicatif des travailleurs. Les conditionnements classiques concernant les conflits du travail ayant changés, il n'empêche que la fragilité du système capitaliste portugais était un fait, en avril 1974. C'est un fait aussi que malgré les déficiences structurelles des PME, celles-ci donnaient des profits au patronat. Et plus encore; parmi les conflits sociaux et les grèves qui se sont produits pendant les derniers mois avant le 25 avril 1974 (1), ceux qui sont partis des PME ont été peu nombreux. Seules les grandes entreprises disposant d'une technologie moderne et des procédés de gestion modernes avaient la capacité de supporter les coûts provoqués par les travailleurs et d'échapper ainsi à la faillite historique.

) Sur le contenu des revendications ouvrières dans cette période, cf. Maria de Lurdes Lima Santos, Marinus Pires de Lima et Vitor Matias Ferreira, *O 25 de Abril e as Lutas Sociais nas Empresas*, Afrontamento, Porto, 1976, 1er vol., pp.72 à 77.

3.7 - LE 25 AVRIL ET LA SPONTANÉITE REVENDICATIVE DU PROLETARIAT PORTUGAIS.

L'avènement du 25 avril 1974 va faire disparaître, dans une large mesure, la paix sociale dans les entreprises portugaises; maintenue jusqu'alors à tout prix par la législation étatique et par la répression propre aux caractéristiques du fascisme et de la société portugaise. La relative liberté insurée dans les rapports entre les classes sociales, par les armes du MFA, a débouché au déclenchement d'un mouvement social, dont les traits revendicatifs et l'exigence de liberté provenaient d'une situation insoutenable. Quelques mois auparavant, le prolétariat portugais avait entrepris une action notable, surtout dans les entreprises modernes situées près des centres urbains les plus importants (Lisbonne, Setubal et Porto). Parmi les revendications alors émises, on demandait un salaire de 6 000 escudos (en particulier dans la métallurgie), des augmentations de salaires, le paiement du treizième mois, les vacances payées avec un subside, la semaine de travail de 40 heures (1). Très souvent, ces revendications n'ont pas été acceptées, ce qui a produit un mouvement de grève considérable.

L'explosion sociale qui apparaît après le 25 avril 1974 est donc la suite logique d'un processus qui s'était déjà déclenché, et qui n'a fait que se radicaliser grâce au coup d'Etat. Bien avant que l'activité syndicale et politique ait pris de l'importance dans le processus revendicatif, des conflits spontanés opposant les ouvriers au patronat étaient déjà visibles. Le contenu des revendications était souvent le même avant et après le 25 avril 1974. Par exemple, et par rapport à ce que nous notions plus haut, on exige toujours des augmentations de salaires, les mois de vacances payés, le paiement du treizième mois, mais aussi maintenant la diminution des horaires de travail et une participation à la gestion des entreprises. Sans parler d'autres revendications, telles qu'une prime pour la nourriture ou l'installation des machines), des primes de transport, l'expulsion des valets du patron et de ses proches (surtout parmi les dirigeants et les techniciens) qui se sont montrés hostiles aux ouvriers.

Cet élan revendicatif a eu pour effet de produire une certaine panique au

Maria de Lurdes Lima Santos, Marinus Pires de Lima et Vitor Matias Ferreira, op. cit., p.27.

sein du patronat, dans la mesure où il n'était pas du tout habitué à ce type de conflits en liberté et dans un climat de convulsions sociales. Le télégramme de la direction de l'AIP (association industrielle portugaise) au premier ministre, le professeur Palma Carlos et au ministre d'Etat, Sá Carneiro, du 1er gouvernement provisoire, le 17 mai 1974, montre sans équivoque, l'état d'esprit que le patronat portugais ressentait à ce moment-là:

"(...) Des informations urgentes, étant arrivées à cette association sur la forme anti-démocratique et même sous la menace physique, dont les revendications salariales directes et indirectes sont accueillies, nous rappelons à l'attention de Votre Excellence et du gouvernement la nécessité d'une action immédiate dans le sens de la régularisation du processus revendicatif sous peine d'atteindre, dans un court délai, une situation grave et irréversible qui mettra en cause l'esprit qui domine le MFA aussi bien que l'économie nationale: ce à quoi tout citoyen portugais se doit de s'attacher". (1)

Dans l'intention de normaliser le processus productif de richesse sociale, le 1er gouvernement provisoire, afin de calmer les esprits et rétablir la discipline dans le monde du travail, établit le salaire minimum à 3 300 escudos (décret-loi n° 217, du 27/5/1974). En même temps, il gèle les salaires supérieurs à 7 500 escudos, tout en augmentant les retraites et les allocations familiales. Le patronat n'acceptera pas une grande partie des revendications mises par le mouvement ouvrier spontané; on assistera au développement d'un climat de grève quasi-générale. Ainsi les mois de mai, juin et juillet 1974 furent une période extrêmement difficile pour le patronat et le gouvernement.

Au départ, ce mouvement était spontané et très fort. Spontané, car la décision d'aller vers la grève s'est déterminée sur la base des conditions de vie réelles des classes travailleuses. Spontané aussi, dans la mesure où ces grèves n'avaient pas besoin d'organisation préalable, ni syndicale, ni politique, pour aboutir; ayant été décidées par tous les intervenants à partir du moment où le conflit s'était déclenché. Ce mouvement de grève était très fort

1) Revue AIP, avril 1974, p.312.

aussi en vertu de son extension - à l'époque - et du peu de divisions et de conflits qui se manifestaient au sein des masses travailleuses.

En même temps, l'inexistence d'une forte implantation syndicale au sein des masses a été fort positive car l'absence de ces structures a rendu impossible tout contrôle extérieur sur ces luttes. Les syndicats, et plus particulièrement l'Intersyndicale (qui était, en certaines circonstances, la seule force organisée ayant une certaine influence au sein du mouvement ouvrier), près la chute du régime fasciste, et tenant compte de leur incapacité à contrôler le processus revendicatif, ce sont montrés impuissants dans leurs tentatives pour mettre fin à la démesure des revendications. Mais, ils ont essayé de freiner ce processus. Il est intéressant de lire un extrait d'une interview de Eugénio Rosa (alors directeur des services d'action sociale du ministère du Travail) à la revue *Seara Nova* de décembre de 1974. Soulignons que l'auteur de l'interview était un membre important du MDP/CDE:

"(...) Certainement. L'absence de loi syndicale a permis que dans certaines entreprises, des aventuriers d'extrême-gauche ou d'extrême-droite s'emparent de la direction des luttes des travailleurs et les conduisent vers des objectifs irréalistes et démagogiques, ou même contre les syndicats ou contre les intérêts généraux des travailleurs. Le retard dans l'application d'une telle loi ne fera que permettre à de tels individus de consolider leurs positions ou de porter de graves préjudices aux intérêts des travailleurs et à la consolidation de la démocratie dans notre pays". (1)

Le sabotage est la réponse que l'Intersyndicale et le PCP apportent aux grèves qu'ils ne peuvent contrôler. Les grèves de la TAP, des CTT, de la Snave, de la Timex, etc..., sont les exemples les plus flagrants d'une telle conduite (2). En dernier lieu, ce mouvement social gréviste post-25

(1) Revue *Seara Nova*, décembre 1974, p.5.

(2) Sur ce mouvement social, voir: F.Avila/C. Ferreira/B. Lory/C. Orsoni et Charles Reeve, *Portugal, l'autre combat*, Spartacus, Paris, 1975.

vril possède une caractéristique qu'il faut souligner: la hiérarchisation salariale et revendicative en fonction de la dimension et du développement technologique et formes de gestion des entreprises.

Les entreprises techniquement bien outillées et dont le nombre d'ouvriers dépassait les 200, dans la généralité des cas, supportent les revendications - jusqu'à certaines limites - et seront même d'accord avec certains avantages exigés par les travailleurs. Car le patronat, dans ces entreprises, grâce à sa capacité d'intervention financière et productive, aura aussi une plus grande capacité de dialogue et d'ouverture dans ce climat d'activation sociale et en réponse au contenu des revendications et des formes de lutte dynamisées par les travailleurs. On peut dire que ces conditions n'ont pas existé dans la plupart des PME précédemment évoquées. Le simple fait que les travailleurs choisissent la pratique de la grève et exigent des augmentations salariales, provoqua une panique et une révolte au sein de cette réaction du patronat portugais et aussi du patronat des multinationales (ceci est surtout dû à l'augmentation du prix de la main-d'oeuvre portugaise). Le patronat de ces entreprises, tout particulièrement celui du textile, du bâtiment et de la métallurgie, etc..., ne parvient pas à accepter les revendications avancées, ni à négocier le salaire minimum de 3 300 escudos institué par le 1er gouvernement provisoire.

Les raisons qui expliquent ce phénomène sont assez claires, si l'on tient compte des conditions structurelles notées précédemment sur les PME. Certains privilèges qu'ils détenaient au temps de Salazar et de Caetano, avaient disparu. Leur fragilité, sur le plan de la concurrence capitaliste, est apparue dans toute son évidence et sa nudité. Tout d'abord, à partir du moment où le marché de la force de travail est passé sous le régime de la liberté contractuelle, et que les *Sindicatos Nacionais* ont disparu (en même temps que leur fonction corporatiste), le prix de la marchandise force de travail a soudain monté. La structure des coûts de production des PME, dans ces conditions, a augmenté de façon considérable - et cela a eu, bien sûr, comme résultat une réduction importante des profits. Les coûts de production furent encore aggravés par les coûts inhérents à l'aggravation du prix de l'énergie et des matières premières liées à l'industrie du pétrole et aussi dû à la crise structurelle du capitalisme qui avait lieu au niveau mondial à cette époque. Les coûts d'importation en inflation créaient non seulement un déséquilibre

égatif dans la balance des paiements et dans la balance commerciale du pays a aussi une aggravation terrible des coûts de production des entreprises, au niveau des matières premières et des équipements importés (1).

Un autre facteur essentiel quant à la détérioration des PME fut la manque de crédit. La banque commerciale privée qui appartenait aux grands groupes capitalistes, face aux expectatives négatives de l'investissement et de la stabilité financière des PME, et surtout face au climat d'agitation sociale et d'indétermination du pouvoir politico-militaire, va limiter l'attribution de crédit aux PME qui étaient en difficultés financières. Dans une entrevue donnée à un quotidien, le professeur Pereira de Moura, ministre sans portefeuille du premier gouvernement provisoire, se réfère à cet aspect de manière pertinente:

"(...) A cela vient s'ajouter, et c'est là que c'est le plus grave, un comportement de la banque qui doit être pris en compte, je ne dis pas de sabotage ouvert mais pour le moins de non collaboration, car la banque continua à couper les crédits et à dire qu'elle ne peut en concéder dans la large zone de toutes les entreprises et secteurs.

Il y a des entreprises qui sont protégées, mais la plupart d'entre elles, surtout les petites et les moyennes et quelques-unes de plus grande importance mais qui ne sont pas liées directement à un groupe bancaire, ont eu - et on l'a vu - de sérieuses difficultés". (2)

Ensuite ce patronat n'avait pas l'habitude de la confrontation avec le prolétariat sous le régime de la liberté de concurrence typique des capitalismes d'Europe occidentale. Mais cette incapacité de négocier et cette mauvaise volonté à admettre la nouvelle situation politico-militaire (ces conflits se manifestant), a conduit certains petits et moyens entrepreneurs à la crise d'angoisse et au suicide à l'intérieur même de leurs usines. La liberté de réunion, le droit à la grève et le droit de constituer des syndicats de classe sous ces droits imposés par le nouveau régime - ont éliminé le rôle d'intermédiaire joué par les *Sindicatos Nacionais* et ont provoqué du même coup la libéra-

A ce sujet, voir tableau page suivante.

Diário de Lisboa du 12/7/1974.

TABLEAU n° 14

EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE COMBUSTIBLES,
PRODUITS CHIMIQUES, MACHINES ET MATERIEL DE TRANSPORT, SUR
LE CONTINENT, DANS LA PERIODE DE 1973 A 1976

Unité: 10⁶ esc.

Résultats Rubriques	Importations	Exportations	Taux de Couverture - %
<u>Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes</u>			
1973	4 569,2	529,5	11,6
1974	14 694,6	1 643,6	11,2
1975	15 855,6	900,9	5,7
1976	21 065,4	1 068,1	5,1
<u>Produits chimiques</u>			
1973	8 014,7	2 648,0	33,0
1974	11 772,0	4 757,4	40,4
1975	8 758,2	3 189,8	36,4
1976	15 382,0	2 895,4	18,8
<u>Machines et matériel de transport</u>			
1973	23 671,3	5 961,9	25,2
1974	30 208,4	7 362,8	24,4
1975	24 415,1	6 490,0	26,6
1976	32 161,2	6 933,3	21,6

Source: Annuaire Statistique de 1978.
INE (Institut National de Statistique).

ion des énergies accumulées et emprisonnées, rendant ainsi les ouvriers plus contestataires envers les conditions en vigueur dans ces entreprises.

Enfin, la déstabilisation de la société portugaise a pris une telle ampleur qu'elle a entraîné la faillite d'un grand nombre de PME (1). Cette déstabilisation s'est encore accentuée après l'indépendance des colonies. Car elle fut finie de l'économie de guerre. Le résultat fut une chute significative de la demande des marchandises liée à la production et consommation de la métropole coloniale et la fermeture de beaucoup de PME qui les produisaient en métropole. Cela fut encore aggravé par le fait que beaucoup de matières premières utilisées par les PME et provenant des colonies à bas prix ont cessé d'exister après le développement de la décolonisation.

Tous ces phénomènes, associés à la dégradation du pouvoir politique et militaire, vont produire une faillite en série chez les PME. La réaction du patronat fut simple: fuite à l'étranger, fuite des capitaux et des moyens de production, déresponsabilisation face aux nécessités des entreprises et refus de se plier aux revendications, espérant ainsi provoquer la faillite des entreprises. Bien sûr cette réaction patronale s'est manifestée lorsque les ouvriers se mettaient en grève, occupaient les installations ou encore lorsqu'ils venaient d'être expulsés, purement et simplement, des usines.

Dans la pratique (période mai-juin 1974 à novembre-décembre 1975), les conséquences de tout ce processus ont été bien simples, statistiquement parlant: fermeture et faillite d'environ 500 PME (2). D'après une estimation de la Banque Portugaise d'Atlantique, il y aurait - en décembre 1974: 177 000 chômeurs, et en décembre 1975 environ 450 000 chômeurs (3). Il faut souligner encore que ces chiffres ne tiennent pas compte des réfugiés originaires des anciennes colonies portugaises qui sont arrivés en métropole, surtout après la fin de l'année 1975.

Sur les causes les plus importantes de la crise des PME, voir tableau page suivante.

João Carlos Pereira Bastos, *Coopératives depuis de Abril*, Centelha, Coimbra, 1977, p.85.

GEEF, *Conjuntura*, n° 8, décembre 1975, Banco Português do Atlântico, Porto, pp. 12/13.

TABLEAU n° 15

PRINCIPAUX PROBLEMES DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, SUR LE CONTINENT, DANS LA PERIODE DE 1974 (1)

Problèmes Branches	Augmentation des salaires %	Réduction de la demande %	Difficultés de crédit %	Augmentations des matières premières- %	Indetérmina- tion politi- que - %	Rareté de ma- tières pre- mières - %	Grèves %
Alimentation et Boissons	74,0	45,2	39,2	50,7	27,4	19,2	4,1
Bois, liège et meubles	77,8	61,1	30,6	61,1	30,6	8,3	-
Textiles et chaussures	83,5	75,5	50,9	21,2	40,6	1,9	3,3
Métallurgiques et machines	78,8	45,7	45,1	52,5	33,9	24,6	1,7
Papier et connexes	97,5	56,1	37,1	54,3	22,9	39,3	5,7
Autres industries de transformation	72,7	52,5	36,3	49,5	36,5	19,6	-
Bâtiment et travaux publics	62,5	62,3	42,5	40,0	50,0	40,0	5,0
Commerce	51,9	52,4	50,5	37,8	38,5	27,7	1,0
Transports et magasins	81,0	48,3	42,9	28,6	28,6	4,8	9,5
Services	69,0	48,5	34,5	27,6	48,3	10,3	-
Total des petites et moyennes entreprises	70,4	58,3	45,1	39,2	36,4	17,6	2,5

Source: GEEF, Conjoncture, août 1974, Ed. de la Banque Portugais de l'Atlantique, Porto.

(1) Enquête faite à trois mille entreprises.

3.8 - LA CRISE STRUCTURELLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET SES CONSEQUENCES SUR LE DECLenchement DE L'AUTOGESTION

Face à la faillite généralisée d'une bonne partie des PME, et face au refus patronal de satisfaire leurs revendications les plus urgentes, les ouvriers se sont retrouvés dans une situation, réelle ou potentielle, de chômage (1). Avec pour conséquences, des ressources insuffisantes pour pouvoir subsister, du fait que les allocations de chômage étaient à cette époque inexistantes, ou alors manifestement insuffisantes pour pouvoir survivre.

Cette situation a été encore aggravée par le fait que la crise politico-militaire a déstabilisé les structures productives capitalistes, rendant de fait encore plus aléatoire la possibilité de retrouver du travail. Ce problème s'est encore renforcé avec l'incapacité des gouvernements provisoires successifs à trouver une solution à la crise. En termes de politique économique conjoncturelle, l'explication de cette incapacité est claire: ce problème ne concernait pas les différents projets politiques de l'époque.

L'attitude du patronat, qui n'abandonnait pas l'idée de trouver une solution à la crise capitaliste qui affectait l'activité des entreprises, consistait à présenter un projet appelé MDE/S (mouvement dynamisateur Entreprise/Société) dynamisé par les entrepreneurs António Champalimaud, José Manuel de Melo, Manuel Ricardo Espírito Santo et Mário Vinhas, etc... Ce groupe d'entrepreneurs liés aux grands groupes portugais de financiers prétendait, avec ce projet, débloquer la crise présente dans le pays dû au manque d'investissement au chômage. C'est-à-dire, prétendait être la grande réponse historique du capitalisme privé aux besoins de restructuration de la société portugaise en termes modernes. Dans ce sens, ils présentèrent le 21 août 1974 au premier ministre Vasco Gonçalves, un vaste projet basé sur un plan qui prévoyait une dépense de 120 millions de contos d'investissement dans les secteurs agricole, services, industrie et puissance, avec simultanément la création de 10 000 postes de travail.

En pratique, c'était la première tentative du patronat capitaliste moderne portugais de dépasser la crise socio-économique, et il avait pour objet de consolider la perspective social-démocrate capitaliste au Portugal. A ce pro-

1) Sur le chômage des années 70, voir le tableau page suivante.

TABLEAU n° 16

STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE CIVILE EN CHÔMAGE, SUR LE
CONTINENT, PENDANT LA PERIODE DE 1974 A 1976

Evolution du chôma- ge Année	A la recherche d'un premier emploi		A la recherche d'un nouvel emploi		TOTAL
	Nombre	%	Nombre	%	
1974	41 000	47,7	45 000	52,3	86 000
1975	86 000	38,7	136 000	61,3	222 000
1976	125 000	45,3	151 000	54,7	276 000

Source: Enquête Permanente sur l'Emploi (Continent) - 1974-1977.
INE (Institut National de Statistique).

os, notons le contenu d'un extrait des principes généraux qui étaient à la base du projet MDE/S:

"(...) L'Entreprise traditionnelle est morte. Nous avons besoin d'une Entreprise nouvelle pour une Société Nouvelle.

L'Entreprise doit être au service de l'Homme - et non l'Homme au service de l'Entreprise.

Dans toute société, des tensions existent. Les tensions sont des éléments dynamisateurs fondamentaux d'une société démocratique. Ainsi l'Entreprise ne progresse qu'en acceptant les tensions qui sont en son sein. Une forme réactionnaire est d'éliminer par la force ces tensions naturelles". (1)

Nonobstant ces bonnes intentions progressistes et modernes du patronat portugais, elles étaient plus de l'ordre de l'intention idéologique que de la capacité pragmatique. Mais face aux attentes négatives que cela représentait pour l'investissement capitaliste - à cause de la réalité politico-militaire et sociale du Portugal - et face à la chute du projet de société proposé par le général António Spínola, l'alternative capitaliste préconisée par ces entrepreneurs échoua. Les autres alternatives capitalistes dynamisatrices, principalement celles de la CIP (confédération de l'industrie portugaise) démontrèrent clairement le peu de résultats pratiques prévus pour passer la crise affectant les PME et la société portugaise. Leur dépendance au pouvoir politico-militaire institué était presque totale; de là leurs agissements toujours contingents et en relation avec les différents gouvernements provisoires, dans le domaine de la restructuration des entreprises portugaises et dans le domaine de la politique économique.

La politique économique promue par les successifs gouvernements provisoires, qu'elle pouvait - directement ou indirectement - contribuer à dépasser la crise ne fut pas suffisamment incisive et se montra, dans la plupart des cas, stérile. L'Etat ne s'intéressait guère à trouver une solution à la crise des PME:

(1) Revue *Tempo Económico*, du 20/9/1974, p.13.

les étaient structurellement dans une situation archaïque et, en conséquence, assez peu rentables économiquement. S'agissant de leur participation à la formation du produit national brut et à la stratégie économique du pays, leur poids - quoiqu'important - n'était toutefois pas fondamental. Dans ces conditions, bien que le poids de ces PME ait une certaine valeur pour les dirigeants politiques - ayant fait partie des gouvernements provisoires (entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975) -, cela n'a pas empêché ceux-ci de tergiverser par l'attentisme et la démission à tous ces problèmes. En effet, ils ne parvenaient pas à les résoudre ultérieurement - chacun à travers ses projets politiques spécifiques - quand ils auraient obtenu l'hégémonie au sein de l'appareil d'Etat.

Une des mesures les plus importantes effectuées par les différents gouvernements provisoires, pour dépasser la crise, fut la création de la CAPME (Commission d'appui aux petites et moyennes entreprises) de l'IAPMEI (Institut d'appui aux petites et moyennes entreprises) et de la CAC (Commission d'appui aux coopératives).

Ainsi, durant le 1er gouvernement provisoire, par le décret-loi n° 217/74, du 27/5/1974 (1), fut créée la CAPME. Sa finalité consistait

à concéder des appuis nécessaires aux PME qui étaient réellement en difficultés financières. Cette commission était composée de délégués représentant le Secrétariat des Finances, le Secrétariat d'Etat du Commerce Extérieur et du Tourisme, la Banque du Portugal, la Banque Commerciale et un délégué du Secrétariat d'Etat de l'Industrie et de la Technologie qui présidait).

L'action de la CAPME se révéla toutefois stérile dans sa fonction spécifique. Le 3e gouvernement provisoire, dans l'intention de dépasser les insuffisances institutionnelles de la CAPME, par le décret-loi n° 51/75, du 2/1/1975 (2), créa l'IAPMEI. Cet organisme dépendait du Secrétariat d'Etat de l'Industrie et de la Technologie et détenait la personnalité juridique, l'autonomie administrative et financière. Sa fonction était large, ne se limitant pas à la stricte concession de crédits aux PME en difficultés financières. Il disposait de pouvoirs institutionnels qui pourraient mener à la réorganisation, à la promotion et à la fusion d'entreprises qui étaient

Diário do Governo, 1ère série, n° 133, du 7/6/1974, pp. 693/694.

Diário do Governo, 1ère série, n° 32, du 7/2/1975, pp. 167 à 172.

us-dimensionnées ou qui souffraient d'autres déficiences dans leur structure productive, financière ou sous formes de gestion d'entreprises. L'IAPMEI avait pour fonction de dynamiser les mesures qui menaient à aider ses exportations, l'élargissement du marché interne, la divulgation et l'appui des expériences valides des travailleurs dans la gestion et la fiscalisation des entreprises où il était inséré.

L'impact institutionnel et fonctionnel du IAPMEI se révéla positivement peu pratique. La crise des PME, loin d'être dépassée, s'aggrava encore plus. Avec l'éclosion du 11 mars 1975, la panique se développa progressivement au sein du patronat portugais. Les mesures conduisant à la nationalisation des acteurs de base de l'économie portugaise produiront une rétraction dans les puits de l'investissement et de la garantie de possession et gestion de la propriété privée des facteurs de production et moyens financiers. Pour toutes ces raisons, les faillites et l'abandon des PME, provoqués par le patronat, viennent un fait historique très important. Dans ces circonstances, sans travail et sans salaire, les entreprises étant abandonnées par le patronat, les travailleurs subiront les pires conséquences, ou entreprendront de diriger eux-mêmes ces entreprises, par l'autogestion. Dans les nombreuses PME où les salariés ont pris cette décision, les difficultés seront énormes. L'absence d'un soutien juridique et institutionnel, le sabotage par le patronat déposé, les difficultés pour accéder au crédit, l'ignorance des méthodes de gestion et de rentabilité, enfin la fonction conjoncturelle de ce procédé d'autogestionnaire lui-même, conduisaient les travailleurs de ces PME à choisir plutôt un statut de coopérative.

S'ils y arrivaient, ils étaient plus sûrs de trouver un soutien du pouvoir politico-militaire, d'autant plus que le 4e gouvernement provisoire décida, par le décret-loi n° 349/75, du 4/7/1975 (1), de créer la CAC. Cette structure, dépendant du ministère de la Planification et de la Coordination Economique, était composée de représentants du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, du ministère de l'Industrie et de la Technologie, du ministère des Finances, du ministère de l'Equipelement Social et de l'Environnement, du ministère des Transports et des Communications et d'un représentant de la

Diário do Governo, 1ère série, n° 152, du 4/7/1975, pp. 931/932.

banque du Portugal et de l'Intersyndicale. Sa fonction essentielle consistait dans l'étude structurelle et conjoncturelle des entreprises qui étaient devenues des coopératives ou qui envisageaient de le devenir. La CAC avait en outre pour fonction de préparer les dispositions légales qui devaient dynamiser le secteur coopérative, en proposant l'institutionnalisation de méthodes de soutien technique, économique et financier, afin de rendre possible la mise en pratique d'un véritable secteur coopérative au Portugal. Mais une fois de plus, les intentions de ce nouvel organisme se sont épuisées sans mener à une réalité tangible. La crise au niveau du pouvoir politico-militaire et la fragilité du modèle de société socialiste à instaurer, n'ont pas permis à la CAC d'arriver à ses fins: la réalisation d'un réseau coopératif et l'empêchement des faillites des PME.

Dans leur rapport institutionnel avec le pouvoir politico-militaire et leur identification idéologique et programmatique avec les PME, les partis politiques et les syndicats ont eu une fonction assez contradictoire. Pour le PCP, la crise des PME était le résultat du rôle néfaste joué par les grands groupes économiques portugais et les multinationales. Dans la période en question, le PCP n'a jamais utilisé son rôle à l'intérieur du gouvernement pour tenter de résoudre la crise de ces entreprises d'une façon efficace. De plus, son projet politique - qui consiste, fondamentalement, en l'étatisation de l'économie (essentiellement des secteurs les plus rentables et les plus fondamentaux pour l'économie du pays), justifiait cette attitude. Toutes les entreprises qui ont été l'objet de nationalisations, et surtout celles qui se sont faites durant le 4^e gouvernement provisoire, présentaient un grand intérêt du point de vue de la formation du produit national brut et de la stratégie de l'économie portugaise. Dans le cadre de la recherche faite, sur l'ensemble des entreprises nationalisées par décision gouvernementale, on n'en a trouvée aucune qui se trouvât dans les conditions de crise structurelle et institutionnelle des PME, telles qu'on les a définies plus haut.

Donc nous pouvons logiquement en conclure que, pour le PCP, la crise des PME ne lui posait de problèmes que dans la mesure où leur faillite entraînait une augmentation du chômage et favorisait l'agitation sociale. Nous en avons pour preuve que les différents ministères du Travail (dont la fonction était de trouver une solution au problème du chômage) ont fait preuve d'un quasi-total

l'intérêt envers les entreprises en "autogestion", se contentant de délivrer des autorisations provisoires de gestion aux commissions de travailleurs. Pour illustrer cette pratique, reportons-nous à la position développée par Eugénio Rosa, directeur des services d'Action sociale du ministère du Travail:

"(...) Effectivement, pour que le gouvernement provisoire puisse mener à bien une politique de développement rapide dans tous les domaines, il est nécessaire qu'il ait en main les moyens économiques que suppose cette tâche.

Et, c'est bien évident, ce n'est pas *une misérable petite ou moyenne entreprise* (1) ni une entreprise en faillite ou sur le point de l'être qui représentent les moyens économiques dont a besoin le gouvernement.

En effet, *le passage entre les mains de l'Etat de ce genre d'entreprises n'augmentera en rien la capacité de l'Etat à contrôler, impulser et diriger l'économie* (2); bien au contraire, cela ne pourrait que mobiliser l'Etat sur des tâches secondaires, en laissant le champ libre aux monopoles, alors que ce sont eux qui créent, bien souvent, des situations de ce type pour les entreprises". (3)

La position du PPD, à l'intérieur des gouvernements provisoires, sur cette question, fut l'expectative. Position directement liée au projet politico-économique qu'il défendait et qui défendait l'initiative privée. La primauté qu'il accordait aux règles de la concurrence du marché (d'ailleurs non assurées pendant cette période), propres au développement capitaliste, l'obligeait à établir des relations institutionnelles privilégiées avec les grandes entreprises, du fait que l'aide qu'ils auraient pourtant pu accorder aux PME par une politique de crédit n'aurait pu empêcher leur faillite, inscrite dans l'histoire. En pratique, et il est important de le souligner, l'hégémonie du PPD sur le pouvoir politico-militaire (surtout à partir du 11 mars 1975 et jusqu'au 25 novembre 1975) a fait qu'il est difficile de voir plus clairement

(1) C'est moi qui souligne.

(2) C'est moi qui souligne.

(3) Eugénio Rosa, *Problemas Actuais da Economia Portuguesa*, Seara Nova, Lisboa, 1974, pp. 105/106.

uelles étaient les positions du PPD sur la crise des PME, ainsi que sur la nature de la réforme agraire et des nationalisations.

Malgré cela, nous pouvons nous faire une idée de la perspective du PPD sur les coopératives en lisant ces passages de l'article 68 du projet de Constitution présenté à l'Assemblée constituante, le 9 juillet 1975:

"(...) Dans le secteur de la propriété sociale on incitera la création et l'activité de coopératives de production, de crédit ou de consommation, notamment les coopératives agricoles et de logement.

2. Les coopératives pourront se grouper en unions et en fédérations qui, à leur tour, pourront constituer des fédérations.

3. Par une législation spéciale on définira les avantages fiscaux et financiers des coopératives, aussi bien que les conditions les plus favorables à l'obtention de crédits et de soutiens techniques". (1)

Le parti socialiste fut, en tant que troisième partenaire principal au sein du gouvernement provisoire, plus explicite et s'est montré plus préoccupé par le sort des PME. Ceci est en partie dû aux positions qu'il développait dans son programme politique sur tout ce qui touchait au coopérativisme - le principe de base était que l'on devait enrayer le déficit des PME par une intervention de l'Etat qui permettrait leur reconversion et le passage à un régime opératif. Dans la période qui nous intéresse, le PSP, comme le PPD, a été limité dans son action par le poids du PCP qui, je l'ai déjà dit, dominait le processus de la lutte par le pouvoir. Malgré tout cela, il est intéressant d'examiner un passage de l'article n° 45 du projet de Constitution présenté par le PSP à l'Assemblée constituante, le 7 juillet 1975:

"(...) Dans la phase de transition vers le socialisme il y aura trois secteurs de propriété:

1. Le secteur de la propriété étatique.

2. Le secteur de la propriété sociale qui comprend les

1) *Diário da Assembleia Constituinte*, (supplément au n° 14), du 9-7-75, p. 296-(9).

unités de production collectivement gérées par les travailleurs, notamment les entreprises en régime d'autogestion et les coopératives.

3. Le secteur de la propriété privée, limité d'après la loi, et toujours subordonné au plan économique". (1)

Pour toutes les raisons exposées, les PME qui n'étaient guère dans une bonne situation, n'ont pas présenté d'intérêt suffisant au regard de la politique économique des gouvernements provisoires, pour que ceux-ci s'attachent à résoudre la crise qu'elles traversaient et fassent autre chose volontairement ou involontairement, que les laisser dans l'oubli. A partir du moment où l'Etat et le patronat n'ont pas été capables et n'ont pas cherché à résoudre les problèmes rencontrés par les PME, il ne restait pour survivre qu'une solution aux travailleurs qui avaient besoin d'un salaire: occuper les entreprises et tenter de trouver des solutions à leurs difficultés; c'est ainsi que dans ces entreprises occupées, dans de nombreux cas les ouvriers sont entrés en "autogestion".

) *Diário da Assembleia Constituinte*, (supplément au n° 13), du 7/7/1975, p. 280-(57).

3.9 - LES CARACTERISTIQUES DE L'AUTOGESTION AU PORTUGAL

Tout d'abord on doit signaler que l'analyse proposée au sujet contenu de l'autogestion au Portugal, se limite au contexte restreint des petites et moyennes entreprises. Ceci suppose que l'on fasse abstraction des grandes transformations survenues dans le domaine social et productif, dans la vie quotidienne des travailleurs et d'autres couches sociales, transformations qui - par leur contenu - concernent aussi avec des pratiques autogestionnaires. On pourrait alors analyser les pratiques sociales apparues dans le domaine de l'habitat, de la consommation, de la culture, etc... toutes choses qui ne seront pas abordées.

On peut dire que la pratique autogestionnaire a démarré peu de temps après l'avènement du 25 avril 1974. Ceci dans la mesure où l'on entend par "autogestion" la prise en main par les travailleurs des modalités de leur travail, des moyens de production. Ce principe de base s'enrichit quand il s'agit de choisir et de décider soi-même ce qu'on produit, comment on le vend, comment on compose avec la division sociale du travail et enfin comment on organise la gestion de l'entreprise, éliminant ainsi le personnage du patron. Parmi des raisons logiques qui affectaient les PME, les secteurs les plus affectés par l'émergence autogestionnaire furent le textile, le bâtiment, la métallurgie, l'alimentation et le tourisme. Par contagion révolutionnaire idéologique et aussi parce que la concentration industrielle y était la plus grande, la localisation géographique de la pratique autogestionnaire se faisait centralement dans les districts de Lisbonne, Setúbal et Porto. La région de la grande Lisbonne fut de loin, le centre industriel urbain où il y avait le plus de faillites, grèves et abandons d'entreprises, et le plus de processus d'émergence autogestionnaire. En termes quantitatifs, ce processus est vérifiable d'après le modèle auquel les entreprises doivent répondre pour passer au régime juridique et institutionnel des coopératives (1).

En tenant compte des différents problèmes que soulève la gestion des entreprises (circuits de distribution, gestion financière, division sociale du travail, comptabilité, etc...), il faut faire la distinction entre les entre-

A ce sujet, voir tableau page suivante.

TABLEAU n° 17

COOPERATIVES EXISTANTES, PAR DISTRICTS ET PAR BRANCHES, SUR LE
CONTINENT, EN DECEMBRE 1976

Branches Districts	Industries (extractives manufacturières, bâtiment et ré- paration d'auto- mobiles)	Habitation	Consommation	Services (commerce, tou- risme, trans- ports et ensei- gnement)
Aveiro	12	5	30	8
Beja	19	2	18	1
Braga	15	2	14	5
Bragança	5	1	3	-
Castelo Branco	6	1	5	3
Coimbra	13	3	9	9
Évora	15	5	28	8
Faro	22	6	18	15
Guarda	3	-	2	-
Leiria	17	2	9	9
Lisboa	285	25	140	195
Portalegre	5	6	13	2
Porto	98	12	54	27
Santarém	39	3	18	9
Setúbal	72	16	42	19
Viana do Castelo	4	-	1	-
Vila Real	2	2	2	-
Viseu	7	-	4	2
Total	639	91	410	312

Source: CAC (Commission d'Appui aux Coopératives), Ministère du Plan et
de la Coordination Economique, Lisbonne, Décembre 1976.

ises qui font partie de secteurs comme le textile, le mobilier, la métallurgie, l'alimentation, le tourisme, les produits laitiers etc... qui réussissent à s'adapter à une pratique autogestionnaire, et les autres qui - pour des raisons ayant trait aux difficultés d'approvisionnement en matières premières, de production et de division sociale du travail (voir l'exemple de l'entreprise multinationale Aplied Magnetics), ne s'y adaptèrent que bien après le 25 avril 1974 ou bien même ne s'y adaptèrent pas de tout, bien que leur situation fut critique depuis longtemps.

Plus concrètement, l'autogestion fit son apparition au moment du sursaut éviscérateur et revendicatif qui suivit le 25 avril 1974. Généralement, dans les grandes entreprises, les revendications des travailleurs furent acceptées. Quant aux travailleurs des PME, largement défavorisés sur le plan des salaires et des avantages sociaux, ils se mirent à faire, à leur tour, grève pour obtenir une augmentation des salaires et d'autres avantages sociaux. Mais, dans leurs cas (pour des raisons qui expliqueront la faillite d'un grand nombre de PME), la plupart des patrons - de ces entreprises - refusèrent (ou ne purent) de prendre en compte les revendications et n'essayèrent même pas d'ouvrir le dialogue avec les ouvriers en grève, afin de parvenir à un accord. Comme de plus l'atmosphère politique et militaire ne leur était pas favorable, nombre d'entre eux choisirent de partir et abandonnèrent leurs entreprises, laissant les ouvriers dans l'expectative.

A partir du moment où la situation commença à se détériorer, les ouvriers soutenus par les syndicats et le ministère du Travail (surtout) - tentèrent de trouver des solutions. Il est clair que ni les syndicats - dominés par l'Intersyndicale -, ni le ministère du Travail, ni les gouvernements provisoires n'avaient de solution à proposer. Pour le PCP et l'Intersyndicale, les événements secouaient le Portugal n'étaient pas propices à la réalisation de ses projets. Le PCP ne pouvait, ni ne s'intéressait à résoudre le problème de la crise des PME, car son projet était d'un tout autre ordre.

Cette position est clairement illustrée par l'Intersyndicale au moment de la réalisation d'une assemblée plénière sur les nationalisations, à Lisbonne les 19 et 20 avril 1975. Parmi les diverses propositions approuvées, voyons les suivantes:

"(...) b) Combattre les objections réactionnaires qui, traitant les nationalisations de mesures de "capitalisme

d'Etat", ne prétendent pas plus que de jeter les travailleurs contre la mesure historique prise par le Conseil de la Révolution;

c) Combattre les tendances "autogestionnaires" ou "co-gestionnaires", dont les conséquences sont la division des travailleurs et le détournement des organisations syndicales de leurs objectifs fondamentaux de lutte dans la défense des intérêts des travailleurs pour la démocratie économique du pays". (1)

Il nous faut signaler aussi que les autres partis qui faisaient corps avec le PCP au gouvernement (en particulier le PSP et le PPD), n'ont pas répondu favorablement à la demande exprimée par les ouvriers des entreprises en crise, de prendre en charge le problème. Dans une situation où le capitalisme privé se révélait incapable de résoudre le problème du chômage, la politique du PPD et dans une certaine mesure du PSP, consista à laisser le phénomène de l'autogestion évoluer, sans apporter de soutien, attendant ainsi de le voir chouer. De ce fait, les travailleurs se virent obligés de prendre eux-mêmes en charge les entreprises en crise et de les faire fonctionner avec les moyens du bord. Sans salaires, sans capitaux pour investir, sans matières premières, sans la connaissance suffisante des mécanismes du marché, sans la connaissance des formes de gestion d'entreprise; les ouvriers vont rencontrer d'énormes difficultés pour réussir à survivre dans de telles conditions.

Pour aggraver encore cette situation négative, les fournisseurs de matières premières et de moyens de production, et ceux qui commercialisaient la production des entreprises autogérées vont, en amont comme en aval, faire un travail de sabotage pour chercher à étrangler celles-ci. Tous à l'unisson, les patrons vont déclarer la guerre à ceux qui commettaient le sacrilège de porter atteinte à la propriété privée et la gestion patronale. En général, les travailleurs qui ont choisi la voie de l'autogestion dans une situation d'urgence, vont se voir interdire l'accès aux matières premières, aux machines (qu'elles soient achetées à crédit ou au comptant) refusées par les fournisseurs traditionnels, et aux possibilités de commercialisation des

) *Alavanca* du 23/4/1975.

roduits finis dans les circuits commerciaux traditionnels (1).

Toutes ces difficultés n'ont pas empêché des travailleurs de recommencer travailler avec la matière première qui restait sur place et à vendre le produit de leur travail directement au consommateur (essentiellement dans les secteurs textiles et alimentaires). Ces ventes se firent dans les lieux publics, sur les lieux de travail, dans les foires, sur les places, dans les meetings d'extrême-gauche, etc... Au départ c'était une situation assez difficile à assumer par les ouvriers car, en vendant directement au consommateur leurs produits, ils étaient souvent accusés de "vol" par l'opinion publique).

Mais avec le développement de la crise de la société portugaise et l'apparition de nouvelles entreprises autogérées, cela devint une pratique courante et par conséquent le problème des réactions négatives de l'opinion publique ne se posa plus. Tandis que les premières expériences d'autogestion faisaient leurs premiers pas, le nombre d'entreprises en crise - et du coup le nombre d'occupations - ne cessa de croître et les pratiques autogestionnaires généralisèrent. Dans le climat de crise économique, sociale et politique, le phénomène autogestionnaire fut reconnu comme l'expression d'une lutte pour la survie immédiate, tolérée par les différents partis politiques qui n'avaient pas encore réussi à imposer leur modèle de société. Pour les travailleurs, les difficultés sur le plan physique, social et financier étaient énormes. Un grand nombre d'entre eux travaillaient beaucoup plus qu'avant (y compris la nuit, le samedi et le dimanche) afin de rééquilibrer l'activité des entreprises et de renflouer les salaires qui leur étaient indispensables. Pour décrire cet état d'esprit, l'interview accordée par les ouvriers de l'entreprise Condimar au journal *Combate* est assez significative:

"(...) Jusqu'à présent, nous avons fonctionné sans argent, sans salaires, sans matières premières. Avec l'argent qui aurait dû servir à payer nos salaires, nous sommes en train

Sur ce sujet, lire le journal *Combate* de septembre/octobre 1974, à propos de la table ronde organisée, par ce journal, avec les travailleurs des entreprises Sogantal et Charminha.

Le *Jornal* n° 1, des ouvrières de Sogantal reflète bien cet état d'esprit des populations géographiquement proches de cette entreprise.

d'acheter des matières premières. Nous ne touchons qu'une moyenne de 2 000 escudos chacun par mois. Quand nous aurons l'argent, nous donnerons 1 000 escudos à l'un et à l'autre, etc... Au bout de six mois de tant de luttes, c'est seulement maintenant que nous réussissons à assurer notre propre financement ". (1)

Au niveau du fonctionnement interne des entreprises en autogestion, les difficultés et les contradictions ne furent pas totalement absentes. A part quelques exemples (comme le cas de la Sogantal qu'on analysera bientôt) où luttait contre les méthodes traditionnelles de gestion, contre la division du travail, contre la hiérarchie et l'organisation classique des entreprises et les aspects aliénants des relations en usine, dans la plupart des cas on luttait uniquement pour garantir l'emploi et les salaires. Pour une bonne part, ces difficultés étaient inhérentes aux lois du marché capitaliste en général. La première difficulté résidait dans l'incapacité à reconvertir la production afin de pouvoir écouler directement les produits des entreprises en autogestion sans passer par les circuits commerciaux normaux. Une autre difficulté s'ajoutait à celle-ci: celle de modifier les procédés traditionnels de gestion des entreprises. On peut dire que ces difficultés étaient dues au manque de connaissance des tâches de gestion capitaliste au niveau global. Mais le problème était aussi d'obtenir des moyens de financement qui permettaient de faire face aux problèmes de survie immédiate et de reconversion des entreprises.

En tout cela, s'ajoutait le problème de la concurrence exercée par les autres entreprises et entreprises capitalistes. Elle imposait aux travailleurs de vendre leurs produits à un prix inférieur à celui pratiqué par les entreprises traditionnelles. Du coup, ceux qui commercialisaient y trouvaient encore leur intérêt sur le dos des travailleurs. De nombreux commerçants acceptaient de vendre les produits des entreprises autogérées si les prix de ceux-ci étaient inférieurs à ceux pratiqués habituellement.

L'ensemble de ces problèmes faisait que les commissions de travailleurs réunies en assemblée générale qui avaient pour mission de défendre les intérêts de ces derniers, n'avaient guère les moyens de rendre plus supportable la vie

quotidienne dans l'entreprise. Les membres élus des commissions de travailleurs étaient généralement plus actifs et plus diligents que les autres, ordinairement passifs et qui travaillaient surtout dans l'espoir d'un salaire à la fin du mois. Dans les commissions de gestion ensuite formées, on assurait les mêmes fonctions de gestion financière et technique que celles qui étaient faites antérieurement sous le régime patronal. Ceci explique que les formes de la division sociale du travail et de hiérarchie salariale se soient maintenues. Les améliorations se sont matérialisées par l'augmentation des salaires et les autres avantages sociaux et par le maintien de l'emploi. On en a l'illustration dans l'interview accordée par un membre de la direction d'une entreprise autogérée, "Biolacta-Yogourte-Bom-Dia" au journal *A Batalha*:

"(...) L'éventail salarial est le suivant: les travailleurs qui gagnaient 1 460 escudos et 2 000, en gagnent maintenant 4 000. Ceux qui gagnaient 1 800 et 2 000 escudos gagnent à présent 5 000. Les conducteurs, le chef des ventes et moi (le chef général des ventes) gagnons le minimum légal, soit 5 750 escudos, 7 600 et 10 000. Nous gagnons les minimum légaux". (1)

D'innombrables problèmes sociaux ont surgi à cause du laisser-aller. L'analyse des problèmes réels nés de la convoitise, de l'intrigue, du manque d'intérêt et des questions partissanes n'est pas faite ici, mais cela illustre le niveau de conscience des travailleurs à cette époque vis-à-vis de l'autogestion. Evidemment, cela s'explique par des raisons d'ordre historique et culturel et parce que les entreprises autogérées souffraient de problèmes structurelles internes et externes complexes. Mais cela n'explique pas tout, surtout s'agissant des aspects négatifs cités au-dessus.

Au fond la quasi totalité des travailleurs n'était intéressée par les expériences autogestionnaires que dans la mesure où elles permettaient le maintien de l'emploi et du salaire; le reste n'était conçu que comme une nécessité conjoncturelle et comme le résultat logique des difficultés propres aux mécanismes capitalistes et de la crise économique portugaise. Ceci se confirma dans l'évolution suivie par quelques centaines d'entreprises qui sont entrées dans

(1) *A Batalha* du 5/7/1975.

l'émergence autogestionnaire au Portugal. L'autogestion ne tire pas son essence d'un refus des relations sociales de production capitaliste, car celle-ci mettaient en oeuvre les mêmes mécanismes. Le plus important est qu'il n'y avait jamais eu de caractère productiviste et de consommation de la société capitaliste fut mise en cause par les objectifs des entreprises en autogestion. Ainsi elle fut considérée comme un échappatoire immédiat qui garantissait la sécurité de l'emploi et du salaire, pour les travailleurs en situation de chômage potentiel.

On s'en rend compte dans un premier stade, en voyant que les entreprises autogérées sont passées, dès que ce fut possible, sous le régime des coopératives, car le régime de l'autogestion n'offrait aucune garantie aux travailleurs. D'un autre côté, aucune législation ne put leur donner de statut et elles furent légalisées sous une forme acceptée par l'ensemble de la société tant que structures productives et d'institutions sociales. Les difficultés de leur légalisation était, conjoncturellement, compensée par la créance obtenue auprès du ministère du Travail, le ministère de l'Industrie et de la Technologie et d'autres ministères, sous des documents établis indifféremment par les ministres, secrétaires d'Etat et les membres du Conseil de Révolution et du MFA.

Globalement, face aux contingences négatives et accidentelles qui ont accompagné le processus d'émergence autogestionnaire au Portugal, ces structures embryonnaires dirigées par les travailleurs auraient difficilement subsisté. A cause de tout cela, beaucoup des PME qui entrèrent en autogestion s'écroulaient peu de temps après. Les quelques centaines de PME qui entrèrent en autogestion (1) tombèrent rapidement en faillite, ou évoluèrent vers un régime de coopératives.

En somme et en termes juridiques, économiques et financiers, les entreprises autogérées n'avaient aucune légalité, aucune stabilité, ni même de garanties institutionnelles données par l'Etat. Il était impossible de survivre comme entreprise en régime d'autogestion. Devant un tel facteur négatif, la plupart de ces entreprises (en autogestion) se tournèrent vers la solution

(1) Selon une enquête réalisée par le secrétariat d'Etat du Travail le 24/2/75, il y avait 220 entreprises en autogestion. Avec document émis par le ministère du Travail avait 130, par le ministère de l'Industrie et de la Technologie avait 63 et par d'autres ministères 27. Ces documents n'avaient pas été l'objet de contestation patronale. A ce sujet, lire *Diário da República*, 1ère série, n° 55, du 5/3/1976, pp. 464/465/466.

provisoire de coopérative. L'interview accordée au journal *Combate* par un membre de la coopérative Novo Rumo¹ corrobore cette position:

"(...) Au moment où le major Costa Martins était ministre du Travail (début du 4^e gouvernement et peut-être même fin du 3^e), une avalanche de commissions de travailleurs parvenait au ministère du Travail. Elles tentaient de résoudre les problèmes de légalité : achats, ventes, émission de chèques, etc... Mais on continue à subir les pressions de l'ancien patron. (...) Aujourd'hui, les camarades voient qu'ils ne pouvaient continuer à travailler pour une firme (qui était) en faillite. La seule solution à ce moment-là était de créer une coopérative jusqu'à ce que nous ayons une quelconque personnalité juridique pour nous aider". (1)

Des positions identiques à celles-ci vont être prises par la majorité des entreprises autogérées. Dans une optique de continuité logique de la problématique existant dans les entreprises en régime d'autogestion, on peut affirmer que leur passage (ou tentative de passage assez souvent avorté) au régime de coopératives ne modifiait pas substantiellement leurs problèmes initiaux. Leur objectif était le même: maintenir l'emploi et recevoir un salaire tous les mois. Dans ces circonstances, passer au régime de coopérative signifiait l'hypothèse d'avoir, juridiquement, l'usufruit de la légalité de la propriété des facteurs de production et d'avoir accès au crédit et aux matières premières sans grands conditionnements. Face à cette crise conjoncturelle et structurelle de la société portugaise et des PME - institutionnellement parlant - les coopératives avaient encore accès à l'appui juridique, à la régularisation du patrimoine, à l'appui financier, à la débureaucratiation des processus et la formation, l'information et à l'organisation de gestion des coopératives, donné par le CAC. Ainsi, après l'auscultation réalisée par l'organisme cité, de nombreuses entreprises lui demandèrent l'appui institutionnel, tant que pré-coopératives ou coopératives. Dans la généralité, leurs pro-

1) *Combate* du 19/3/1976.

lèmes résidaient au niveau d'une manque de financement, d'appui juridique, l'obstruction bureaucratique et d'organisation et de gestion des coopératives (1).

A la différence de ce qui s'était passé avec les entreprises en autogestion, plusieurs dizaines d'entreprises furent officiellement légalisées en tant que coopératives. C'est ainsi que dans l'ensemble des cinq secteurs qui ont à l'origine du processus "d'émergence autogestionnaire" (agriculture, industrie, logement, consommation et services), en 1975, les 942 demandes pour l'appellation de coopérative faites auprès de la Division du Commerce par des entreprises en régime de pré-coopérative ou en autogestion, avaient été régularisées 327 cas (2).

L'émergence du coopérativisme signale sans équivoque la fragilité institutionnelle et structurelle de l'autogestion dans la société portugaise, entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975. Cette réalité est encore démontrée par l'évolution de certaines entreprises en autogestion après le 25 novembre 1975. Les conditions qui avaient permis l'évolution économique dans les années de son étatisation furent démantelées avec le retour en masse du patronat qui avait été l'objet d'expropriation. Une grande partie des ouvriers travaillant dans les entreprises en autogestion décida de les remettre aux anciens patrons. Ce retour en masse des patrons fut, dans certains cas, bien reçu par les ouvriers (qui y travaillaient). Celles qui échappèrent à cette reprise en main furent, plus tard, légalisées par le gouvernement constitutionnel PS sous le régime de coopératives. Aujourd'hui, au bout de 9 ans, très peu d'entreprises autogérées réussissent encore à subsister au Portugal.

) Cf. tableau en page suivante.

) Cf. tableau en page suivante.

TABLEAU n° 18

PRINCIPAUX PROBLEMES DES ENTREPRISES EN REGIME DE "PRE-COOPERATIVES" ET "COOPERATIVES", SUR LE CONTINENT, DANS LA PERIODE DE AOÛT A DECEMBRE 1976 (1)

Problèmes Branches	Organi- sation des coo- pérati- ves	Formation	Actions exécuti- ves	Informa- tion	Régula- risation patrimo- niale	Appui de gestion	Appui juridi- que	Organisa- tion du mouvement coopéra- tif	Finance- ment	Désobs- truction bureau- cratique	Commer- cial	Autres problè- mes
Enseignement et réparation d'auto.	5	1	-	4	2	1	4	1	6	4	-	1
Consommation et artisanat	4	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Transports et in. métallurgique	3	1	1	3	2	2	-	-	10	5	-	1
Habitation et bâ- timent	3	-	-	3	1	-	-	-	8	3	-	-
In. chimique et imprimerie	-	-	1	4	5	1	1	-	6	1	-	-
Electricité et ma- tériel électrique	1	-	2	1	1	-	1	-	6	-	-	1
In. textile, vête- ments et meubles	1	-	1	2	4	1	-	-	7	4	-	-
Agriculture d'éle- vage	4	1	-	2	-	1	-	-	4	1	-	-
Autres Branches	9	8	3	8	8	3	5	1	15	2	1	3
Total	30	11	9	28	24	9	11	2	62	20	1	6

Source: CAC (Commission d'Appui aux Coopératives), Ministère du Plan et de la Coordination Economique, Lisbonne, Décembre 1976.

(1) Tableau fait à partir de données du CAC (Commission d'Appui aux Coopératives), Ministère du Plan et de la Coordination

TABLEAU n° 19

EVOLUTION DE LA DEMANDE DE REGULARISATION ET OFFICIALISATION
DES ENTREPRISES DANS LE REGIME DE COOPERATIVES, SUR LE CONTI-
NENT, DANS LA PERIODE DE 1975

<div> <div>Résultats</div> <div>Branches</div> </div>	Demandes de Dénomination	Régularisation Officielle
Agriculture, sylviculture et élevage	87	13
Industries (extractives, manufactu- rières, habitation) et ré- paration d'automobiles	487	214
Habitation	52	9
Consommation	117	35
Services (commerce, hôtellerie, transport et enseignement)	199	56
Total	942	327

Source: CAC (Commission d'Appui aux Coopératives), Ministère du
Plan et de la Coordination Economique, Lisbonne, Décembre,
1976.

3.10 - UN EXEMPLE RADICAL D'AUTOGESTION AU PORTUGAL

Parmi les exemples qui abondent au Portugal pour la période comprise entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975 et qui furent catalogués comme exemples d'autogestion, il existe un cas important, celui de la Sogantal, qui, en termes de radicalité, dépasse tous ceux qui eurent lieu dans des conditions semblables.

L'usine de la Sogantal est située près de Montijo, dans le district de Lisbonne et à 50 Km de Lisbonne. Le patron était le français Pierre Lardat, propriétaire d'usines du même type en France et en Allemagne. La production de base se limitait à la fabrication de vêtements de sport et de quelques articles de camping. A l'intérieur du processus de la division internationale du travail propre à une multinationale, la fonction de l'usine de la Sogantal était de coudre les survêtements (dernière phase du processus de fabrication du produit). Le début de la fabrication de ces survêtements: le dessin et la coupe était assuré dans l'usine Lamont S. A., près de Bordeaux en France, qui appartenait aussi à Pierre Lardat.

En choisissant le Portugal, il choisissait du même coup une politique de bas coûts de production et faisait ainsi de gros bénéfices. Cette politique lui permettait de vendre la marchandise en France à des prix plus bas que la concurrence moyenne tout en assurant une marge de profit enviable, puisque le main-d'oeuvre portugaise était assez bon marché par rapport à celle de l'Europe capitaliste développée.

La division sociale du travail y était aussi simplifiée. Sur les lieux, il y avait un gérant (portugais) qui avait pour fonction de représenter l'entreprise patronale dans les affaires courantes de l'usine et aussi d'assurer la rentabilité. A un niveau hiérarchique inférieur, il existait deux sous-chefs qui avaient pour fonction de contrôler et de régulariser la productivité du travail et les éventuelles imperfections du produit fabriqué. Au niveau hiérarchique encore inférieur, il y avait un mécanicien dont la fonction était de réparer et d'entretenir les machines à coudre et les autres machines. Au niveau le plus bas, il y avait 48 ouvrières qui exécutaient les travaux de finition des vêtements. A part elles, on trouvait aussi des couturières et des apprenties couturières. Enfin, il y avait encore un gardien de nuit qui surveillait les ouvrières premières, les survêtements, les machines et autres objets.

Les salaires du gérant (16 000 escudos), des sous-chefs (3 000 escudos) et du mécanicien (près de 4 000 escudos) étaient les plus élevés. Quant au salaire des 48 ouvrières, il oscillait entre 1 040 escudos et 1 600 escudos par mois. L'horaire de travail était de 45 heures par semaine et les avantages sociaux étaient: deux semaines de vacances par an, deux semaines de primes, et un cadeau par la fête de Noël (comme ce fut le cas en 1973: une savonnette et une paire de slips).

Mis à part l'exploitation éhontée dont les ouvrières étaient victimes, l'ambiance générale dans l'usine était extrêmement répressive. Le gérant et les deux sous-chefs étaient chargés de faire respecter une discipline quasiment esclavagiste. Quant à la situation culturelle, sociale et familiale des 48 ouvrières, dans la plupart des cas, elle se traduisait par la pauvreté et l'oppression. Elles avaient entre 14 et 24 ans. Le niveau d'instruction générale ne dépassait pas celui de l'école primaire. Elles étaient d'origine ouvrière et paysanne, de familles qui travaillaient aux alentours, surtout dans le liège, la construction civile et l'agriculture. Beaucoup d'entre elles étaient déjà mariées et avaient des enfants. Les autres étaient célibataires et vivaient chez leurs parents. Elles étaient obligées de faire un certain nombre de kilomètres à pied pour atteindre leur lieu de travail. Les villages où elles habitaient étaient situés aux alentours de l'usine : Atalaia, Amouco, Alcochete et Montijo.

Mis à part leur situation dans l'usine, elles souffraient des vicissitudes de la vie des familles ouvrières et paysannes que l'on connaissait dans cette région, compte-tenu de leur condition de femme portugaise. Dans la majorité des cas, habituées d'une part à subir les abus du pouvoir répressif : l'exploitation du patron et des ses acolytes pendant neuf heures par jour, elles étaient d'autre part victimes du pouvoir patriarcal au sein de la famille. Faire à manger, laver le linge, surveiller les enfants, rester enfermées à la maison à regarder la télévision (quand elles l'ont et quand il leur restait du temps): voilà quelle était, à la maison, leur condition d'exploitées et d'opprimées. Les patrons n'étaient donc pas les seuls responsables d'une telle condition, les maris et les pères l'étaient aussi.

Au moment du 25 avril, la première réaction des 48 ouvrières fut de démarrer la lutte contre l'exploitation qu'elles subissaient à l'intérieur de l'usine. Ainsi, le 24 mai 1974, elles remettaient au gérant un cahier de reven-

cations exigeant une augmentation de salaires de l'ordre de 1 200 escudos pour toutes, un mois de vacances payé à 100%, un mois de primes, et le 13e mois. Le patron répondit en accordant trois semaines de vacances (au lieu de deux) et deux semaines de primes (comme avant). Toutes les autres revendications ne firent même pas l'objet d'une réponse.

Cet abus de pouvoir patronal accrut le mécontentement. Sa réaction fut alors encore pire: la quinzaine de salaire pour la période s'écoulant entre le 15 et le 31 mai 1974 ne serait pas payée, puisque les ouvrières avaient freiné la production et avaient par ailleurs fait preuve d'agitation et d'indiscipline.

Devant la réaction négative du patron à ces exigences, les ouvrières baissèrent le rythme de la production tout en envoyant, le 5 juin 1974, un ultimatum au patron. Elles exigeaient d'être payées pour la quinzaine en question le 12 juin 1974 à 15 heures. Si cette exigence n'était pas satisfaite, face à leur besoin d'argent indispensable pour vivre, les ouvrières seraient obligées de commencer à vendre ce qu'elles avaient produit.

Le patron répondit à cet ultimatum en refusant de payer celles qui ne travailleraient pas et irait, pour en finir, jusqu'à fermer l'usine. La réaction des 48 ouvrières fut immédiate: elles décidèrent d'occuper l'usine. Les contacts qui furent pris avec le syndicat du textile et le ministère du Travail pour parvenir à une solution du conflit (à la satisfaction des deux parties) aboutit à rien car ni le patron ni les ouvrières n'abdiquèrent de leurs positions.

A partir du moment où l'usine fut occupée, la première décision prise par les ouvrières en assemblée générale fut d'organiser leur lutte et leur réaction face à cette nouvelle situation, et, en tout premier lieu, d'organiser la vente directe des survêtements aux consommateurs et aux structures commerciales en place. Ce fut une mesure tout à fait radicale dans le contexte général des luttes ouvrières de l'époque au Portugal; ceci explique certaines réactions face aux premières tentatives de vente directe (dans les lieux tels que les foires, les terrains de camping et sur place pour ceux qui connaissaient l'usine) et il se firent souvent traiter de voleuses.

Les autres décisions qui furent prises dans cette assemblée générale ont contribué à radicaliser encore plus leurs positions. Elles décidèrent d'abolir la hiérarchie et la division sociale du travail existant dans leur usine. Tou-

es les ouvrières, gagnant de 1 040 à 1 600 escudos (depuis qu'on vendait suffisamment de survêtements pour en arriver-là) se mirent à gagner, à partir de ce moment-là, un salaire minimum de 3 300 escudos. Le gérant, un des sous-chefs et le mécanicien, qui n'étaient pas intéressés (pour des raisons différentes) par l'évolution de la situation, furent obligés à partir. L'autre sous-chef, acceptait de rester dans l'usine avec le statut d'ouvrière, de même condition que les autres, fut intégrée à la nouvelle équipe. Le gardien de nuit continuera à travailler dans les mêmes conditions, sans toutefois intervenir dans la production, la vente et les problèmes de l'organisation de l'usine.

Sur la question de la division sociale du travail, d'une part on supprime les fonctions de sous-chef, de gérant, de couturières et d'apprenties couturières. D'autre part, personne ne se cantonna à une fonction précise, que fut celle de couturière, comptable ou vendeuse, etc... Toutes participaient indifféremment à l'ensemble des tâches. Pour l'ensemble des travaux dispensables tels qu'ils ont été nouvellement établis, la rotation des tâches venait un principe de base dans la vie quotidienne des ouvrières. Celle-ci un jour cousait les survêtements, participait le lendemain à la vente et un autre jour encore faisait la comptabilité indispensable aux activités durantes de l'usine. En même temps, elles décidèrent de supprimer toute cadence de travail ainsi que l'horaire obligatoire de travail qui existait antérieurement.

Sur toutes les questions qui touchaient à la lutte, les ouvrières décidèrent des choses suivantes: l'assemblée générale est un organe souverain, l'ensemble des ouvrières y discute et y analyse les problèmes de la vie quotidienne dans l'usine et décident des solutions à y apporter; elles élisent une commission des travailleurs, élue et révocable à tout instant, à partir du moment où l'ensemble des travailleuses le demande. Pour éviter d'éventuels affrontements, il y aura une rotation à l'intérieur de cette commission.

Sur les questions qui touchaient plus particulièrement à la vie dans l'usine, toutes les ouvrières faisaient partie des différentes commissions qu'elles avaient créées après l'occupation de l'usine. Elles se répartirent entre la commission du journal, celle de l'organisation du temps libre, celle du journal mural, celle des ventes et celle du travail de bureau. Il y avait aussi une rotation à l'intérieur de ces commissions.

Toutes ces mesures ne pouvaient que provoquer une transformation importante à l'intérieur de l'usine, dans les costumes et la vie quotidienne des ouvrières.

Un des facteurs qui bouleversa la vie de ces femmes fut la vente directe aux consommateurs. Habituees, comme elles l'étaient à ne sortir qu'accompagnées du fiancé, du mari ou des parents, et ne connaissant même pas Lisbonne pour la plupart, elles vécurent une grande aventure en sillonnant tout le pays, pour la vente des survêtements. Seules ou en groupe, accompagnées de personnes solidaires de leur lutte, elles parcoururent les foires, les terrains de camping, les meetings, les plages, les usines et les lieux publics, etc...

Braga, Faro, Lisbonne, Setúbal, Coimbra et Porto, etc... Ce phénomène, ne fut pas seulement le point de départ à une relative émancipation devant la tutelle familiale et patriarcale (dans la mesure où elles passaient des heures et des jours entiers en dehors de la maison) mais cela leur donna aussi la possibilité de confronter leurs opinions avec d'autres et même de vivre différemment devant les autres.

Leur ouverture au contact humain avait contribué à transformer leurs habitudes et à élargir leur vision du monde parce qu'elles avaient fait une rupture avec leur mode de vie habituel. A partir de ce moment, elles exigèrent de la famille (surtout des parents et des maris) le droit de sortie de la maison selon leur plaisir et avec qui elles voulaient. Les femmes mariées surtout commencèrent à contester le rôle du mari dans la vie familiale et il y eut même parfois des divorces.

Quant à l'organisation à l'intérieur de l'usine, l'abolition de la division sociale du travail, de la discipline et des cadences fit surgir de nouvelles relations entre les ouvrières. Elles se mirent à travailler quand c'était nécessaire et quand ça leur plaisait, et elles discutaient de leurs problèmes quand elles en ressentaient le besoin. Cela représentait pour elles une telle nouveauté et une telle ouverture que, lorsque apparaissait quelqu'un de l'extérieur, venu pour discuter avec elles durant les heures de travail, elles abandonnaient le travail et venaient parler avec lui. La télévision, le radio, la presse, en passant par les militants des partis et des syndicats, ainsi que les individus sans étiquettes étaient tous reçus sans exception à n'importe quelle heure.

Les assemblées générales, où l'on discutait des problèmes et de leurs solutions, étaient aussi ouvertes aux personnes étrangères à l'usine, y compris ceux qui n'appartenaient ni à un parti ni à syndicat. Quant aux tâches indispensables à la production, à la comptabilité et aux ventes, toutes les ouvrières participaient toujours volontairement et en fonction de



eurs désirs, afin d'assurer leur subsistance. Avec l'évolution des événements, et comme le problème fondamental pour poursuivre la lutte était de rendre des survêtements afin de pouvoir toucher un salaire, la production eut tendance à diminuer en fonction de la baisse des ventes.

Au cours de cette lutte; il fallait assumer une autre tâche importante, celle

de mettre en place des piquets de nuit dans l'usine, afin d'éviter tout éventuel acte de sabotage de la part du patron. Cette attitude avait sa raison d'être dans la mesure où étaient entreposés dans l'usine des machines, des survêtements et des matières premières. Sans ces moyens de production indispensables, la lutte aurait échoué inévitablement. La formation des piquets de nuit représenta un grand moment d'agitation à l'intérieur des structures familiales des 48 ouvrières. En effet, pour pouvoir faire des piquets, elles étaient obligées de dormir dans l'usine même. Dans la plupart des cas, ceux qui faisaient les piquets étaient les ouvrières elles-mêmes et les gens extérieurs solidaires de leur lutte. Le fait que ces filles dormissent sous le même toit que des inconnus et, encore plus grave, en dehors de la maison et de leurs maris, signifiait, dans la mentalité de la famille portugaise, qu'elles comportaient comme des prostituées. La famille essaya bien de protester, mais la voix de ses patriarches, mais, disons-le au passage, sans succès. Dans ce domaine aussi, les ouvrières surent faire face. Les piquets s'organisèrent en rotation, avec ou sans la participation des gens extérieurs à l'usine.

Entretemps, les problèmes commencèrent à surgir. La vente de survêtements commença à décliner, et du même coup les salaires. Les solutions étaient difficiles à trouver. Plusieurs raisons différentes provoquèrent une rupture dans leur lutte. Celle-ci n'a pas trouvé d'écho ni dans le fond, ni dans la forme de ses contenus, auprès des autres luttes ouvrières au Portugal. Le mouvement social dominant, dans le pays à cette époque, évitait les questions fondamentales du phénomène de la radicalité, et faisait majoritairement pendant à la dynamique réformiste. C'est pourquoi la lutte des ouvrières de la Sogantal ne pouvait se développer car l'expression de solidarité et de volonté dans la transformation de la société portugaise de la part des autres luttes ouvrières se limitait à l'achat de survêtements et au soutien financier, quand elles ne les exigeaient pas (surtout de la part des ouvriers militants du PCP de cette usine).

L'isolement et la retombée de la lutte commencèrent à se faire sentir quand

Elles arrivèrent à la conclusion que ce qui se passait à la Sogantal ne se passait pas ailleurs. A partir de là, elles durent remettre les pieds sur terre et cesser de rêver. Entretemps, le syndicat du textile (justifié par l'aide qu'il avait apportée à la lutte à ses débuts) commença à s'imposer et à essayer d'institutionnaliser la lutte. Ainsi, il proposa l'organisation d'une manifestation au ministère du Travail dans le but de réclamer la nationalisation de l'usine et sa reconversion à cet effet. Il est clair que le ministre (pour des raisons que j'ai déjà exposées) ne s'intéressait pas à une telle mesure. Nationaliser, dans un secteur en crise, une usine de petite dimension, ou même de dimension plus grande, était une chose impossible à ce moment-là. Ce qui explique que le ministre fit semblant d'écouter la délégation envoyée pour présenter cette demande.

L'espoir sur lequel elles avaient misé pour poursuivre la lutte (en août 1974) s'écroula et cela fit retomber la situation encore plus bas. A partir de ce moment-là, la plus grande partie des ouvrières ne pensaient pratiquement plus qu'à continuer à vendre des survêtements afin de pouvoir toucher un salaire, en attendant de pouvoir trouver un autre emploi ailleurs. Au même temps d'autres problèmes vont surgir. Tout d'abord ce fut la tentative d'un commando français de 14 hommes, armés de pistolets, de grenades, de matraques, de tal-es-walkies, de gaz lacrimogènes et accompagnés de chiens, qui donna l'assaut à l'usine, dans l'intention de s'approprier les machines et les sur-téments. Cette tentative faillit réussir, car ils arrivèrent à pénétrer dans les installations, en séquestrant le gardien de nuit, sans être ni vu ni entendus. Ils commençaient déjà à démonter les machines quand, par malchance, à 2 heures du matin, une ouvrière de l'usine qui passait par là pressentit qu'il se passait quelque chose. Quand elle prit connaissance des faits, elle appela à l'aide la population du Montijo. Celle-ci arriva rapidement, encercla l'usine et se batit contre les assailants, au point que quelques-uns d'entre eux furent blessés, les installations commencèrent à brûler tandis qu'ils étaient pris à l'intérieur. Ce qui les sauva à ce moment-là fut l'apparition des GNR (Garde nationale républicaine) et du COPCON avec des blindés, les sauvant d'un massacre certain.

Pour les ouvrières, cet événement diminua encore plus leurs espérances, puisque la solidarité que les liait soi-disant au pouvoir militaire institué révélait nulle. Elles se retrouvaient pratiquement seules, avec seulement

quelques survêtements à vendre. Les ventes elles-mêmes tendirent, avec le développement de la crise de la société portugaise, à diminuer de manière suffisamment significative pour que cela se ressente au niveau du salaire. Le malaise s'installa à partir de la fin août 1974. Depuis cette date, elles commencèrent à s'accuser mutuellement, chacun tendant à diriger la lutte à sa manière. Le démantèlement se fit sans attendre. En septembre, octobre novembre et décembre 1974, les ouvrières moins courageuses, chacune à leur manière, essayèrent de trouver une solution individuelle en cherchant du travail ailleurs.

Sur les 48 ouvrières, il n'en resta que 7. Tout au long de l'année 1975, ces 7 ouvrières allaient continuer à vendre des survêtements et tenter de survivre à leur manière. Entretemps, les mois passant, un bon nombre d'entre elles, n'ayant pas réussi à trouver du travail ailleurs, revinrent rejoindre les 7 dernières. A ce moment-là, elles se retrouvèrent au nombre de 28. Leur problème fut de continuer à la vente afin de percevoir un minimum permettant de survivre. C'est ce qu'elles firent, jusqu'à ce que leur persévérance finit par s'éteindre, tandis que le stock de survêtements touchait à sa fin. Le syndicat du textile et aussi le PS prirent le contrôle de la lutte et c'est ainsi que finit cette expérience radicale d'autogestion, en 1976.

3.11 - LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ PORTUGAISE ET LE PROCESSUS QUI SE TROUVA À L'ORIGINE DES NATIONALISATIONS

Une grande partie du patronat portugais dont le but était la rentabilité de ses capitaux dans un cadre moderne, accueillit très bien le coup d'Etat du MFA, le 25 avril 1974. Les rapports d'intimité que les grands groupes capitalistes portugais avaient maintenu avec le nouveau pouvoir institué le prouvent assez. Le projet de société préconisé par le général Spínola était aussi à preuve d'une telle identification. Il y avait plusieurs raisons.

D'un côté, devenaient possibles les perspectives d'éliminer tous les mécanismes structureaux du marché et de la production qui avaient empêché l'économie portugaise de se développer et qui avaient mené aux lois du conditionnement industriel. Ce seul fait allait rendre possible la restructuration productive des usines et, du même coup, donnait à l'initiative privée un rôle répodérant dans la dynamique de la croissance et du développement de l'économie portugaise. La généralisation de la liberté de l'initiative privée, l'instauration de la liberté pour les conflits ouverts entre le secteur du travail et celui du capital, la formation de partis politiques et de syndicats, ainsi que l'avènement d'un régime politique parlementaire et démocratique, tout ceci était à même de répondre aux besoins du capitalisme moderne au Portugal.

Par ailleurs, la solution du problème colonial d'après les objectifs programmatiques du général Spínola permettait l'encadrement de l'accumulation capitaliste des grands groupes portugais. En ce qui concerne la politique extérieure, l'ouverture du Portugal était totale. Les rapports dans les domaines de la politique économique et culturelle, l'acroissement des exportations et des importations avec tous les pays capitalistes de l'Europe occidentale et surtout la possibilité historique d'ouverture vis-à-vis du Marché commun étaient d'une importance stratégique pour la nouvelle situation géo-politique du Portugal, qui se voulait avant tout européen, capitaliste moderne et démocratique. Face à d'autres alternatives de société qui entretemps se développaient dans le processus révolutionnaire portugais, António Champalimaud, un des leaders économiques les plus en vue et propriétaire de l'un des groupes les plus modernes, souligne ce besoin historique du Portugal:

"(...) Je sais qu'une adhésion du Portugal au Marché commun est un problème qui peut soulever plus d'objections que d'approbations. D'un côté, ce sont les producteurs qui, craignant les conséquences d'une concurrence devenue plus dure et beaucoup plus puissante, hésitent entre l'espoir de la prospérité et le risque de disparaître. D'un autre côté, ce sont les partisans de la collectivisation de la production qui craignent la prospérité et, avec elle, la perte des conditions de communisation des masses travailleuses. Je veux toutefois vous dire que je suis sans hésitations pour la solution décisive que je vois pour l'avenir prospère de notre économie, c'est-à-dire une adhésion immédiate au Marché commun. Et si nous ne le faisons pas, en profitant de la chance révolutionnaire que l'on nous propose, ce seront les communistes qui l'utiliseront pour une adhésion ... au Comecon". (1)

Ces objectifs du capitalisme moderne ne se sont pas réalisés. La tentative du MDE/S, en août 1974, mégalomane dans ces principes formels, est restée une simple hypothèse sans résultats pratiques. Naturellement, cette incapacité de l'initiative capitaliste privée était grandement dû à la chute du projet politique du général Spínola, le 28 septembre 1974. Mais cela n'explique pas entièrement l'incapacité structurelle et conjoncturelle du capitalisme portugais pour répondre positivement à la crise de la société portugaise. En effet, il ne suffisait pas de vouloir instaurer le dynamisme propre à la logique du capitalisme moderne. Dans la réalité, une grande partie des entreprises portugaises, de par leur faiblesse structurelle, n'ont pas été même d'assimiler dans leur structure des coûts de production et de l'organisation d'entreprises l'augmentation produite au niveau des salaires et des matières premières de base. Face à la concurrence du marché intérieur et extérieur, la baisse très importante des profits n'a pas permis que le nombre des entreprises tiennent financièrement, ce qui provoqua leur faillite. Une telle incapacité était dû à l'impossibilité de réagir positivement à l'ouverture

) *Diário de Notícias* du 13/7/1974.

institutionnelle créée par le nouveau pouvoir politico-militaire. Les nouveaux rapports, basés sur le conflit ouvert entre le capital et le travail, n'ont donc pas pu stimuler un accroissement et un développement de l'économie portugaise.

Le résultat de tout ce processus, dû à l'incapacité de l'intervention du capitalisme au Portugal, fut la chute rapide du produit national brut (1) et de l'investissement et l'augmentation du chômage. Simultanément, l'évolution fonctionnelle de la répartition du revenu national (2), en privilégiant le montant du revenu moyen des salariés, diminua en contrepartie les revenus des entreprises et des propriétés particulières. Ce qui revient à restructurer la consommation privée sur la base d'une augmentation significative de la consommation par les couches sociales les plus défavorisées en ce qui concerne les produits courants.

Tous ces facteurs, en connexion avec l'augmentation des dépenses publiques résultant de l'évolution de la crise de la société portugaise et la diminution des recettes provenant de l'émigration et du tourisme, vont accentuer de façon significative le déficit de la balance des paiements et de la balance commerciale (3). La fragilité et le dépendance structurelle de l'économie portugaise par rapport aux économies modernes capitalistes vont aggraver le chômage et le manque d'investissement. Ainsi, jusqu'à la formation du 3^e gouvernement provisoire, la crise de la société portugaise dans sa logique capitaliste consta dans une aggravation de la dette extérieure, du chômage et de l'inflation, et dans une baisse du PNB et de l'investissement. Bien que bon nombre de ces phénomènes étaient le résultat de l'instabilité institutionnelle du pouvoir politico-militaire et de la crise capitaliste mondiale due à l'importation inflationniste du pétrole et d'autres matières premières de base, la crise portugaise était bien de nature capitaliste et, structurellement, elle provenait de l'incapacité historique du capitalisme national à s'adapter aux nouvelles réalités imposées par le 25 avril 1974. En plus, le fait que le

1 Sur l'évolution du PNB à cette période, cf. tableau page suivante.

2 Sur l'évolution fonctionnelle de la répartition du revenu national à partir de 1973 et jusqu'à 1976, cf. tableau page suivante.

3 Sur l'évolution du tourisme, de la balance commerciale, de la balance de paiements, et de l'émigration à partir de 1973 et jusqu'à 1976, cf. tableaux pages suivantes.

TABLEAU n° 20

EVOLUTION DU PRODUIT NATIONAL BRUT PAR BRANCHES D'ACTIVITE
ECONOMIQUE AU COÛTS DE FACTEURS, DANS LA PERIODE DE 1973 A
1976 (1)

Unité: 10^6 esc.

Résultats Branches	1973	1974	1975	1976 (2)
Agriculture, syl- viculture et pêche	19 837	19 414	18 160	17 889
Industries extrac- tives	818	947	959	1 096
Industries manu- facturières	63 983	65 943	59 534	62 209
Electricité, gaz et eau	5 208	5 714	5 706	5 721
Bâtiment et tra- vaux publics	9 248	9 575	8 074	7 552
Transports et com- munications	11 143	12 416	11 483	11 769
Commerce de gros et de détail	20 254	17 775	16 955	18 012
Banques, assuran- ces, et services fournis aux entre.	5 621	5 883	5 364	6 517
Affaires immobi- lières	4 547	4 740	4 911	5 064
Administration pu- blique et défense nationale	10 610	11 457	12 803	15 786
Services de santé et éducation	5 389	6 871	9 335	10 284
Services divers	6 457	6 038	5 683	6 557
Produit intérieur brut au coût des facteurs	163 115	166 773	158 967	168 456

Source: Comptes Nationaux, Juillet 1978.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Aux prix de 1963.

(2) Estimation.

TABLEAU n° 21

DISTRIBUTION DU REVENU NATIONAL AUX COÛTS DES FACTEURS, DANS LA
PERIODE DE 1973 A 1976 (1)

Unité: 10⁶ esc.

<div> <div>Résultats</div> <div>Flux</div> </div>	1973	1974	1975	1976 (2)
Rémunérations de salariés	125 236	178 838	224 241	271 613
Revenu de la propriété et de l'entreprise	95 511	110 535	106 839	124 868
Transferts des sociétés pour particuliers	672	1 192	982	86
Epargne des sociétés	13 656	8 782	-13 156	- 5 654
Impôts directs sur les sociétés	6 840	6 543	5 849	4 965
Revenus de la propriété et de l'entreprise de l'Etat	2 593	2 300	1 745	4 677
Moins: intérêts de la dette publique	1 241	1 584	2 753	5 088
Revenu national	243 267	306 606	323 747	395 467

Source: Comptes Nationaux, Juillet 1978.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Aux prix courants.

(2) Estimation.

TABLEAU n° 22

ENTREES D'ETRANGERS AUX FRONTIERES, D'APRES LA VOIE UTILISEE,
PENDANT LA PERIODE DE 1973 A 1976

Evolution des Résultats Voie Utilisée	1973	1974	1975	1976
Terrestre	2 902 139	1 535 093	1 097 735	1 265 640
Maritime	352 010	401 209	380 494	357 586
Débarqués	44 727	33 876	18 412	20 502
En Transit	307 283	367 333	362 082	337 084
Aérienne	825 563	685 500	488 180	552 144
Total	4 431 722	3 023 011	2 346 903	2 532 956

Source: Annuaire Statistique du Continent, Açores et Madère.
INE (Institut National de Statistique).

TABLEAU n° 23

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR DU CONTINENT,
AÇORES ET MADERE, DANS LA PERIODE DE 1973 A 1976

Unité: 10⁶ esc.

<div>Mouvements</div> <div>Résultats</div>	Importations	Exportations	Solde	Taux de Couverture %
1973	73 909	44 817	- 29 092	60,6
1974	116 940	57 313	- 59 627	49,0
1975	98 312	48 662	- 49 650	49,5
1976	129 513	54 336	- 75 177	42,0

Source: Secrétariat du Commerce Extérieur.

Annuaire Statistique.INE (Institut National de Statistique).

TABLEAU n° 24

EVOLUTION DE LA BALANCE DE PAIEMENTS EXTERIEURS DU PORTUGAL, DANS LA
PERIODE DE 1973 A 1976

Unité: 1 000 contos

Evolution des Résul- tats Rubriques	1973	1974	1975	1976
<u>SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE</u>	- 22 258	- 50 503	- 42 669	- 63 764
<u>SERVICES</u>				
Débit	27 019	33 370	31 569	27 681
Crédit	30 777	34 763	26 886	24 445
Solde	+ 3 758	+ 1 393	- 4 683	- 3 236
dont:				
Tourisme (solde)	+ 7 896	+ 6 553	+ 2 583	+ 5 616
Revenu des Capitaux (solde)	+ 2 109	+ 3 279	- 369	- 4 021
Transferts Privés de Capitaux (soldes)	+ 27 056	+ 28 216	+ 26 486	+ 29 401
dont: Mandats des Emigrés (solde)	non mentionné	non mentionné	non mentionné	+ 27 401
<u>SOLDE DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	+ 8 556	- 20 921	- 20 866	- 37 599
<u>OPERATIONS DE CAPITAUX (solde)</u>	- 6 745	- 5 035	- 7 065	+ 4 172
Court Terme (solde)	- 3 255	- 1 883	- 4 319	+ 3 813
Moyen et Long Terme (solde)	- 3 490	+ 6 918	- 2 746	+ 359
Secteur Privé (solde)	- 916	+ 9 008	- 534	+ 845
Secteur Public	- 2 574	- 2 090	- 2 212	- 486
<u>AVOIRS ET ENGAGEMENTS DIVERSES (solde)</u>	+ 6 592	- 203	- 2 040	+ 3 529
<u>TOTAL</u>	+ 8 403	- 16 089	- 25 891	- 29 369
UTILISATION DES CREDITS DU F.M.I.	-	-	-	5 303
<u>DISPONIBILITES LIQUIDES EN OR ET EN DEVISES</u>	- 8 970	+ 16 465	+ 17 650	+ 3 628

Source: Rapports de la Banque du Portugal.

TABLEAU n° 25

EMIGRANTS TEMPORAIRES ET PERMANENTS, D'APRES LES PAYS DE DESTINATION, PENDANT LA PERIODE DE 1973 A 1976 (1)

Résultats Pays de destination	1973	1974	1975	1976
AFRIQUE (total)	489	591	267	318
AMERIQUE DU NORD (total)	15 726	21 288	14 892	11 257
Canada	7 403	11 650	5 857	3 599
U.S.A.	8 160	9 540	8 975	7 496
Autres Pays	163	98	60	162
AMERIQUE DU SUD (total)	5 204	3 300	3 515	2 699
Brésil	890	729	1 553	837
Venezuela	4 294	2 550	1 903	1 833
Autres Pays	20	21	59	29
ASIE (total)	-	-	374	277
EUROPE (total)	57 426	17 575	5 507	4 705
France	20 692	10 568	2 866	2 637
Allemagne	31 479	3 049	1 072	346
Anglaterre	586	666	630	306
Autres Pays	4 669	3 292	939	1 416
OCEANIE (total)	672	643	256	213
TOTAL	79 517	43 397	24 811	19 469

Source: Annuaire Statistique du Continent, Açores et Madère.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Emigration provenant du Continent, Açores et Madère.

Portugal commence à développer le processus de décolonisation a contribué pour une aggravation des rapports entre les colonies et la métropole. La situation privilégiée du Portugal en ce qui concerne l'importation de matières premières des colonies et l'exportation des produits manufacturiers, n'a donc fait qu'aggraver la crise du capitalisme portugais.

Le comportement du nouveau pouvoir, dans les premiers mois, facilita assez l'option pour le dépassement de la crise basée sur les principes et objectifs de l'initiative privée capitaliste. Avec le 3^e gouvernement provisoire, déjà, on a vu un certain rétrécissement de cette ouverture-là, mais les possibilités stratégiques de l'initiative privée restaient importantes, car elle n'avait pas été l'objet d'une obstruction institutionnelle. En termes de politique économique, parmi le peu de décisions prises par le 3^e gouvernement provisoire affectant l'initiative privée, nous ne pouvons citer que le décret-loi n° 660/74, par lequel on manifestait une hostilité idéologique et juridique à la fonction régulatrice des monopoles et des latifundia. Une telle hostilité était directement liée à la fragilité institutionnelle du PCP à cette époque. Les déclarations du premier ministre Vasco Gonçalves à la télévision, le 25 octobre 1974, reflètent justement cet état d'esprit:

"(...) Nous espérons que bientôt il y aura une planification suffisante des champs d'activité privée et de l'activité du secteur public, car l'antimonopolisme ne signifie pas une opposition à l'initiative privée. Cet antimonopolisme signifie que les destinées de notre pays et son développement global, aussi bien du point de vue économique que du point de vue social, doivent être servis par le pays lui-même et non pas par un groupe restreint de monopoles qui dominent l'économie". (1)

Avec le développement progressif de la crise capitaliste au Portugal (2), le pouvoir politico-militaire, se maintenant dans son indécision quant au rôle de société, cherche à trouver des solutions immédiates en intervenant

Diário de Notícias du 26/10/1974.

La crise de la société portugaise était encore aggravée par l'arrivée massive de réfugiés de Angola et du Mozambique et le retour de nombreux militaires, après le fin de la guerre coloniale. En 1975, d'après des données officielles publiées par le *Diário do Governo* du 31/12/1975, il y eut une augmentation de la population de l'ordre des 330 000 personnes.

après des entreprises en difficultés financières ou qui soient l'objet d'un sabotage patronal ou d'un sous-emploi de leurs capacités de production. Le décret-loi n° 660/74, est la première mesure gouvernementale qui cherche à inverser la situation de crise dans les entreprises. Ainsi, pendant la durée du 3e gouvernement provisoire furent l'objet d'intervention de l'Etat douze entreprises importantes, dont les groupes Torralta, Habitat, Supa et J. menta, etc... (1). Dans l'ensemble de l'économie portugaise, toutefois, les incidences de ce décret-loi ne furent pas assez fortes pour diminuer l'aggravation de la crise. Mais il sera important dès qu'il s'agit du processus de nationalisations d'une grande partie des entreprises plus importantes. De par ce décret-loi, on peut détecter les distorsions des structures productives et l'activité de sabotage de l'initiative privée, ce qui permettra à la suite les nationalisations des secteurs de base de l'économie portugaise.

Le Programme de politique économique et sociale (aussi connu par plan Melo Antunes), approuvé en conseil de ministres, le 7 février 1975, avait pour but principal, structurel et conjoncturellement, d'ébaucher le modèle de société à constituer à court et moyen terme et, du même coup, chercher à dépasser la crise. Son contenu reflétait la coexistence des forces au niveau politico-militaire existantes, au début 1975. La lutte pour les objectifs programmatiques du courant PCP, d'un côté, et celles des courants PSP et PPD, d'un autre côté, ne permettent pas que ce plan prenne en considération une quelconque hégémonie ^{et} différents modèles de société préconisés par ces partis. Ni la nationalisation des grands groupes économiques (les monopoles) est devenue une réalité plausible, ni les grands propriétaires fonciers étaient expropriés, afin de rendre possible la réforme agraire, ainsi que le proposait le PCP. Par ailleurs, l'option pour le modèle de société préconisé par la fraction modérée du MFA par le PSP (et aussi le PPD), dont les objectifs programmatiques comprennent la coexistence fonctionnelle d'une économie mixte ayant pour base un secteur privé et un secteur nationalisé, n'avait pas non plus des possibilités de s'imposer (et était soutenue par l'initiative privée capitaliste). C'est donc pour cela que le Programme de politique économique et sociale devra se borner

(1) Sur l'ensemble des entreprises auprès desquelles l'Etat est intervenu en 1974/1975, cf. tableau page suivante.

TABLEAU n° 26

ENSEMBLE DES INTERVENTIONS DE L'ETAT SUR DES ENTREPRISES PRIVEES, DANS LA PERIODE DU 25 AVRIL 1974 A NOVEMBRE 1975

Résultats Branches	Aux termes du D.L. n° 660/74, du 25/11/1974		Aux termes du D.L. n° 222-B/75, du 12/5/1975		Aux termes du D.L. n° 597/75, du 28/10/1975		Aux termes du D.L. n° 540-A/74, du 12/10/1974		Autres formes d'intervention	
	N° d'en- treprises	N° de tra- vailleurs	N° d'en- treprises	N° de tra- vailleurs	N° d'en- treprises	N° de tra- vailleurs	N° d'en- treprises	N° de tra- vailleurs	N° d'en- treprises	N° de travail- leurs
Pêche	3	2 792			1	12			1	3 000
Industries extractives	2	1 075								
Industries manufac- turières	60	38 721	9	5 882	20	5 867			17	17 935
Electricité, gaz et eau									1	1 400
Commerce et hôtellerie	49	6 443	2	51	2	299			1	357
Bâtiment et travaux publics	17	9 460	1	325	1	637			1	2 698
Transports et communi- cations	26	5 314							4	43 099
Banques et autres ins- titutions financières			1	-			1	613	4	634
Services fournis aux entreprises	5	34							1	57
Services fournis à la collectivité	4	1 261							3	1 751
Assurances et opéra- tions immobilières	21	3 405							3	990
Total	187	68 505	13	6 258	24	6 815	1	613	36	71 921

Source: Diário do Governo, 1ère série. 1974 et 1975.

mettre sur pied des réformes ponctuelles, sans jamais arriver à mettre en use la réalité structurelle des entreprises et de la société portugaise.

Cette ambiguïté due au rapport de forces existante, est mise en évidence r le texte même du Programme en question:

"(...) Le 25 avril n'a pas mis en cause le droit à la propriété privée, et il ne refuse pas, bien au contraire, le droit à l'initiative et l'autonomie des décisions individuelles et privées, du moment qu'elles ne s'opposent pas aux intérêts réels du pays.

Nous pouvons donc dès maintenant affirmer la garantie d'un agissement libre de l'initiative privée, selon les règles spécifiques de l'économie de marché, dans tout ce large champ qui reste ouvert au dynamisme, à la compétence et à l'imagination des chefs d'entreprise, sans que cela s'oppose à l'exercice de la fonction d'orientation de l'Etat ni à l'intervention directe dans des secteurs dont nous donnons les caractéristiques claires".(1)

Exprimant le même état d'esprit et acceptant avec intérêt les décisions de Programme, le président de la Confédération de l'Industrie portugaise, tônio Vasco de Melo, a pu déclarer:

"(...) Représentant la CIP ces industriels qui sont d'accord avec le 25 avril - une grande majorité des 47 000 industriels portugais -, elle a accueilli le Programme comme un instrument fondamental et de base, et qui manquait. (...) Ce document est en effet sensé et réaliste, et il est à notre avis en accord avec les limites et les caractéristiques de notre pays, aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain social. La CIP, avec les moyens dont elle dispose, et par l'intermédiaire de ses industriels associés, s'apprête à donner sa collaboration au développement du Programme". (2)

Programa de Política Económica e Social, Imprensa Nacional/Casa da Moeda, Lisboa, 1975, p.9.

Revue *Vida Mundial*, nº 1853, 20/3/1975, p. 34.

Les incidences pratiques du Programme pour dépasser la crise conjoncturelle et structurelle du capitalisme au Portugal, s'est révélé plus d'une fois inefficace. En effet, le coup du 11 mars 1975 va faire changer ce climat de coexistence, en passant à des mesures franchement étatiques, dans la voie de "la transition vers le socialisme". Les nationalisations des secteurs de base de l'économie portugaise qui vont se suivre, sont dues à des transformations opérées au sein de l'appareil d'Etat et du MFA. Nonobstant tout cela est dû à l'incapacité du capitalisme privé d'assumer de façon moderne ses responsabilités historiques, face à la crise de la société portugaise qui, se trouve le centre de la question.

3.12 - LE PROCESSUS DES NATIONALISATIONS ET SON ARTICULATION INSTITUTIONNELLE AVEC "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" AU PORTUGAL

Par le coup du 11 mars 1975, les possibilités d'une évolution social-démocrate capitaliste, modérée, sont mises à l'écart. L'indécision politique se maintenait, mais le courant qui sort gagnant de ce coup (le PCP) peut également se lancer dans la nationalisation des secteurs de base de l'économie.

Les objectifs de ces nationalisations étaient directement en rapport avec le modèle de société préconisé par le PCP. Ce parti avait là, pour la première fois clairement, la possibilité d'influencer le processus révolutionnaire aux niveaux économique, politique, militaire et juridique. De par le nouveau rapport de forces, le courant du PCP du MFA, en devenant hégémonique, peut instaurer le début de "la transition vers le socialisme" au Portugal.

Pour le PCP, en effet, en détruisant les monopoles par la nationalisation des secteurs de base de l'économie, l'essentiel du contenu du mode de production capitaliste était du même coup détruit. Leurs moyens de production, leurs capitaux, leurs moyens de financement et les objectifs de la production et de la consommation, en devenant propriété de l'Etat devenaient par là même propriété collective des masses travailleuses. Toujours selon le PCP, si l'Etat est dirigé par une avant-garde politique et militaire qui s'identifie avec les intérêts des travailleurs, par le biais d'un plan souverain et impératif, il aura comme fonction première celle d'instaurer la justice sociale et le bien-être, en éliminant au même temps l'exploitation de l'homme par l'homme.

Seul le secteur nationalisé est véritablement proche du mode de production socialiste; et puisque dans la société subsistait toujours un secteur privé, ayant les caractéristiques du mode de production capitaliste, cette société se trouvait dans une phase de transition de celui-ci vers celui-là.

C'est ce qu'exprime avec d'autres mots, le courant du MFA proche du PCP:

"(...) La nationalisation de quatorze entreprises de production, transport et distribution d'énergie électrique, la nationalisation de cinq grandes entreprises pétrolières et de quatre grandes entreprises de transports, de même que le compromis, assumé par le gouvernement provisoire, par lequel seront nationalisés rapidement des secteurs fondamentaux tels que les ciments, les mines,

la cellulose, la pétrochimie, les tabacs, la bière, la construction navale, la métallomécanique lourde, et commencera la réforme agraire, maintenant annoncée - toutes ces mesures représentent des attaques sérieuses au pouvoir des monopoles et des latifundiaires dans notre pays et son en même temps des pas importants dans la création de conditions indispensables à l'édification du socialisme au Portugal, c'est-à-dire, d'une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme". (1)

L'acuité de l'application pragmatique de ces principes commence quand le pouvoir politico-militaire a la force institutionnelle pour le faire. Et bien que le pouvoir n'ait pas pu trouver un consensus partout dans le pays pour mettre en oeuvre ses mesures, toujours est-il que dans les centres urbains, où le chômage se faisait sentir de plus, il y eut une identification sociale importante. Et, bien entendu, le processus des nationalisations comptait sur le soutien de l'Intersyndicale du PCP et de la majorité des organisations gauchistes, ce qui n'était pas négligeable. Sans un consensus général, malgré le fait qu'il n'y ait pas encore eu d'élections pour l'Assemblée constituante, par le coup du 11 mars 1975, le MFA avait gagné la force institutionnelle suffisante pour mener à bien les nationalisations - dont le rythme sera alors formidable (2).

De ce pas donc, le Conseil de la Révolution, par le décret-loi n° 132-A/75, 14/3/1975 (3), prenant en considération le besoin de concrétiser une politique économique antimonopoliste et qui soit au service des classes travailleuses, nationalise toutes les institutions de crédit, à l'exception de celles possédant des capitaux étrangers et des caisses économiques et du crédit agricole mutuel. Les conditions pour le remboursement des institutions nationalisées seraient déterminées plus tard, par une législation dans 90 jours. Simultanément, l'Etat faisait démettre tous les organes de gestion privés et

Movimento 25 de Abril, n° 15, du 22/4/1975.

Sur l'ensemble des nationalisations faites en 1975, cf. tableau page suivante.

Diário do Governo, 1ère série, n° 62, (supplément), 14/3/1975, pp. 394-(2-3).

TABLEAU n° 27

ENSEMBLE DES NATIONALISATIONS REALISEES, PENDANT LA PERIODE DU
25 AVRIL 1974 A 31 DECEMBRE 1975

Résultats Branches	Nationalisations	
	Nombre d'entreprises	Nombre des travailleurs
Industries extractives	1	814
Industries manufacturières	37	48 969
Electricité, gaz et eau	14	11 692
Commerce	1	840
Transports et communications	107	61 447
Banques et autres institutions financières	24	31 424
Assurances	31	8 453
Services fournis aux entreprises	1	24
Services fournis à la collectivité	10	1 741
Total	226	165 404

Source: Diário do Governo, 1ère série, 1974 et 1975.

Cahiers du Ministère du Travail, n° 1, Lisbonne, Août, 1976.

commissaires des commissions administratives. Par le décret-loi n° 135-A/75, du 5/3/1975 (1), sont nationalisées toutes les compagnies d'assurance, à l'exception de celles possédant des capitaux étrangers.

Toujours d'après la même logique, le 4e gouvernement provisoire, par les décrets-lois n° 205-A/75; 205-B/75; 205-C/75; 205-D/75 et 205-E/75, du 5/4/1975 (2), nationalise quatre sociétés pétrolières, la compagnie des chemins de fer, la compagnie nationale de navigation, la compagnie portugaise de transports maritimes et la compagnie des transports aériens. De nouvelles dispositions légales sont prises concernant les nationalisations. L'Etat devra payer aux entreprises privées expropriées une indemnisation à déterminer par une législation à publier dans un délai de 180 jours, à partir du 15 avril 1975. Outre les dispositions nommant les commissions administratives, tout le personnel au service de ces entreprises devenait automatiquement salarié de l'Etat, et jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle législation ils restaient dépendants des anciens contrats collectifs de travail.

Suivant le même principe pragmatique, par les décrets-lois n° 205-F/75 et 205-G/75, du 16/4/1975 (3), sont nationalisées la sidérurgie nationale et quatorze entreprises liées à l'exploitation de la production, transport et distribution d'électricité. Par les décrets-lois n° 221-A/75 et 221-B/75, du 15/5/1975 (4), sont nationalisées sept entreprises liées à l'industrie du ciment et cinq à l'industrie de la cellulose. Par le décret-loi n° 228-A/75, du 13/5/1975 (5), sont nationalisées trois entreprises liées à l'industrie du tabac. Par les décrets-lois n° 280-A/75; n° 280-B/75 et n° 280-C/75, du 6/6/1975 (6), sont nationalisées la société du métropolitain de Lisbonne,

-
-) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 63, (supplément), du 15/3/1975, pp. 402-(1-2).
 -) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 89, (supplément), du 16/4/1975, pp. 576-(1 à 8).
 -) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 89, (2. supplément), du 16/4/1975, pp. 576-(9-10-11-12).
 -) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 107, (supplément), du 9/5/1975, pp. 668-(1-2-3-4).
 -) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 110, (2. supplément), du 13/5/1975, pp. 676-(3-4-5).
 -) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 129, (2. et 3. supplément) du 5/6/1975, pp. 782-(3-4-5-6).

l'entreprise générale de transports et encore 50 entreprises liées au même secteur appartenant à sept grands groupes.

D'autres nationalisations furent promulguées par le 4e gouvernement provisoire, mais elles ne furent décrétées que sous le 5e gouvernement (notamment celles survenues entre le 13 août et le 28 août 1975). Par le décret-loi n° 432/75, du 13/8/1975 (1), sont nationalisées les actions de la *Covina-Companhia Vidreira Nacional*, à l'exception de celles appartenant à des étrangers. Par le décret-loi n° 434-A/75, du 14/8/1975 (2), sont déclarées nationalisées les actions de la *Société Mineira Santiago* et des *Pirites Alentejanas*, avec la même sauvegarde. Par le décret-loi n° 453/75, du 21/8/1975 (3), est nationalisée la *Companhia Nacional de Petroquímica*. Par le décret-loi n° 457/75, du 22/8/1975 (4), sont nationalisées trois entreprises de l'industrie chimique. Par le décret-loi n° 469/75, du 28/8/1975 (5), est nationalisée le groupe de transports *Camionagem Esteves*, qui comprend 38 entreprises.

Avec l'avènement du 5e gouvernement provisoire, les nationalisations continuent, mais déjà à un rythme plus lent. Par le décret-loi n° 474/75, du 28/8/1975 (6), sont nationalisées sept entreprises de l'industrie de bières, à l'exception des actions d'individus étrangers. Par le décret-loi n° 478/75, du 1/9/1975 (7), sont nationalisées la *Setenave Estaleiros Navais de Setúbal* et les *Estaleiros Navais de Viana do Castelo*. Promulguées encore par le 5e gouvernement provisoire, mais par décret du 6e gouvernement (n° 532/75, du 19/9/1975 (8)), est nationalisé le grand groupe économique et financier : la *Companhia União Fabril*. Par le décret-loi n° 561/75, du 2/10/1975 (9), sont

(1) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 186, du 13/8/1975, p. 1147.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 187, du 14/8/1975, pp. 1170 à 1172.

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 192, du 21/8/1975, pp. 1212/1213.

(4) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 193, du 22/8/1975, pp. 1219 à 1221.

(5) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 198, du 28/8/1975, pp. 1249/1250.

(6) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 200, du 30/8/1975, pp. 1262 à 1264.

(7) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 201, du 1/9/1975, pp. 1271/1272.

(8) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 222, du 25/9/1975, pp. 1489/1490.

(9) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 228, du 2/10/1975, pp. 1529/1530.

nationalisées la *Sociedade de Gestão e Financiamento* et la *Sociedade Geral de Comércio, Indústria e Transportes*.

Pendant le 6e gouvernement provisoire, et bien que le rythme des nationalisations soit encore moins important, jusqu'à la fin 1975, par le décret-loi n° 674-C/75 et le décret-loi n° 674-D/75, du 2/12/1975 (1) sont nationalisées encore cinq entreprises de radiodiffusion et la Télévision. Par le décret-loi n° 701-D/75 et le décret-loi n° 701-E/75, du 17/12/1975 (2), sont nationalisées les entreprises *Sofamar - Sociedade de Fainas de Mar e Rio*, la *Sociedade Marítima de Transportes*, l'*Empresa de Transportes Tejo*, la *Sociedade Nacional de Monaves*, la *Sociedade Jerônimo Rodrigues Durão*, la *Sociedade Damásio, Vasques e Santos* et la *Socamar - Sociedade de Cargas e Descargas Marítimas*.

En termes moyens, les nationalisations ont permis à l'Etat de détenir 0,6% du total de la valeur ajoutée brute, 25,2% du total de la formation brute de capital fixe et 6% de l'emploi. Mais le poids de l'influence de l'Etat sur le contrôle de l'économie s'est beaucoup accentué. Si nous additionnons aux nationalisations le secteur public traditionnel, les entreprises publiques et les entreprises contrôlées par l'Etat avec un capital social de plus de 50%, nous constatons que son influence sur l'économie portugaise est bien plus grande (3). Les positions optimistes du PCP à ce sujet sont d'ailleurs bien démontrées par les chiffres présentés dans sa revue *Economia*.

"(...) Le pourcentage au niveau de la valeur ajoutée brute selon les coûts des facteurs a augmenté trois fois par rapport au 24 avril (il est passé de 7,8% à 23%, ceci sans compter l'administration publique et l'agriculture). (...) Le pourcentage au niveau de la formation brute de capital fixe a lui aussi augmenté trois fois par rapport au 24 avril, passant de 15,8% à 44,6% (en considérant les mêmes exceptions). (...) Au niveau de l'emploi l'augmentation fut moins grande, car des 12,4% des travail-

) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 278, (2e supplément), du 2/12/1975, pp. 1940-(3 à 8).

) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 290, (3e supplément), du 17/12/1975, pp. 2064-(6-7-8).

) Sur l'influence de l'Etat sur l'économie portugaise, en décembre 1975, cf. tableau page suivante.

TABLEAU n° 28

EVOLUTION DU SECTEUR PUBLIC DANS L'ECONOMIE DU PORTUGAL, DANS LA PERIODE DE 1973 A 1976

Evolution des résultats Branches	V.A.B. (1). Unité: 10 ³ contos				F.B.C.F. (1). Unité: 10 ³ contos				Emploi au compte d'autrui Unité: 10 ³			
	1973	1974	1975	1976	1973	1974	1975	1976	1973	1974	1975	1976
Agriculture, sylviculture et élevage	233	238	195	504	487	311	803	749	0,4	0,4	0,5	0,5
Pêche	483	355	424	455	438	103	276	169	3,2	2,9	3,2	3,3
Industries extractives	68	159	117	99	8	16	21	6	0,8	0,9	0,9	0,3
Industries manufacturières	11 647	15 252	15 126	19 492	4 792	7 676	11 325	11 063	68,1	53,3	61,4	69,3
Bâtiments et travaux publics	701	927	1 236	1 284	109	193	257	392	7,5	2,6	2,4	2,5
Electricité, gaz et eau	5 702	6 104	7 122	8 670	4 116	5 320	7 385	8 675	13,6	13,5	13,5	13,8
Commerce	564	785	622	856	129	145	155	172	4,0	2,2	2,4	0,3
Banques, assurances et opérations sur immeubles	9 246	10 620	19 991	20 205	2 739	1 906	2 455	1 241	42,5	38,5	39,9	64,0
Transports et communications	13 164	14 366	17 474	21 589	8 721	9 583	10 770	15 894	97,0	56,4	59,7	68,8
Services (pas compris l'administration publique, défense, santé et éducation)	575	683	780	811	212	138	106	189	3,6	3,7	3,8	3,9
Total	42 383	49 489	63 087	73 965	21 751	25 391	35 553	38 550	240,7	241,0 (2)	254,3 (2)	293,2 (2)

Source: Plan de Moyen Terme - 1977-1980, IPE (Institut de Participations de l'Etat), Lisbonne, Avril 1977.

Le Secteur d'Entreprise de l'Etat, APEC (Association des Economistes Portugais), Lisbonne, Octobre, 1978.

(1) Aux prix courants.

leurs du secteur public avant le 25 avril on est passé à 19,3%". (1)

Mais l'influence de l'Etat sur l'économie portugaise ne se limite pas à ce que nous avons noté. Pour des raisons conjoncturelles, la crise de l'investissement et de la production, la fuite de capitaux et le sabotage économique ont devenus des éléments importants, obligeant l'Etat à intervenir dans les entreprises en crise. Bon nombre d'entreprises furent donc l'objet d'une intervention étatique. Ainsi, par les décrets-lois n° 660/74 (surtout celui-ci), n° 203-C/75; n° 207-B/75, du 17/4/1975 (2); n° 222-B/75, du 12/5/1975 (3); et encore par le décret-loi n° 597/75, du 28/10/1975 (4), l'Etat intervenait en ce qui touchait à la gestion, à l'investissement, à la capacité productive, à l'élaboration de contrats collectifs de travail, et à l'empêchement de vente à la part des propriétaires. Entre la fin 1974 et décembre 1975 l'Etat intervenait ainsi auprès de 106 entreprises et groupes, leur total étant d'environ 100.

Ces transformations dans le domaine économique suivaient de près les objectifs programmatiques du modèle de société socialiste prôné par le PCP. Pour celui-ci, la désarticulation socio-économique entre l'Etat et la société était en train d'être éliminée par l'instauration de la société socialiste au Portugal. Les mécanismes négatifs de l'initiative privée capitaliste, qui étaient à l'origine de l'exploitation et du profit monopoliste, de par la nationalisation des secteurs de base de l'économie, devenaient marginaux. Ainsi, l'infrastructure de la société (l'économie) s'articulait et s'identifiait à la superstructure (l'Etat). Sans patrons, sans l'appropriation des profits monopolistes et anti-nationaux et sans l'existence de la propriété privée, éliminait les racines de l'exploitation et l'oppression capitaliste. Dans la mesure où les moyens de production devenaient propriété de l'Etat, celui-ci, par sa fonction révolutionnaire et dans la mesure où il s'identifiait aux

(1) Revue *Economia*, n° 3, Juin-Juillet 1976, p. 26.

(2) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 90, (2e supplément), du 17/4/1975, p. 584-(3).

(3) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 109, (2e supplément), du 12/5/1975, pp. 672-(5 à 8).

(4) *Diário do Governo*, 1ère série, n° 250, du 28/10/1975, p. 1692.

intérêts des classes travailleuses, rendait viable le socialisme, et qui plus est, l'instaurait.

Sur la base de ces principes, le MFA, les 4e et 5e gouvernements (et y compris le 6e, mais dans un degré moindre), en articulant leur action dans les domaines de l'infrastructure et de la superstructure avec l'action militante du PCP, du MDP/CDE, de l'Intersyndicale et d'une partie des organisations gauchistes, vont mettre en pratique le développement du processus révolutionnaire qui sera à l'origine de la phase initiale de "la transition vers le socialisme" au Portugal. Dans tout ce processus, le PCP est néanmoins la force militante et institutionnelle fondamentale. Un extrait de l'*Avante*, du 24/4/1975, nous renseigne là-dessus:

"(...) Le PCP a la notion juste du rôle qui lui incombe dans un tel processus en tant qu'avant-garde organisée des travailleurs. L'ensemble de l'action des communistes va dans le sens d'un renforcement des masses populaires, à la recherche de solutions valables pour les problèmes difficiles du peuple et des formes appropriées à l'originalité de notre processus révolutionnaire, des formes capables de mener jusqu'au bout et avec succès les tâches de la révolution démocratique dans cette période transitoire, anti-monopoliste, en direction du socialisme, bien entendu avec la participation dirigeante du MFA".

La lutte pour les nationalisations, pour la bataille de la production, pour la réforme agraire, pour l'assainissement des fascistes de l'appareil d'Etat et les entreprises publiques devient le centre d'un tel effort militant et institutionnel.

Ce processus, qui débute le 11 mars 1975, n'est toutefois pas linéaire dans son évolution. Les grands capitalistes qui avaient été expropriés ou avaient été l'objet d'interventions de l'Etat dans leurs entreprises, les forces sociales, politiques et militaires les plus conservatrices, si elles avaient été impuissantes pour réagir aux transformations socio-économiques en cours, elles n'étaient pas moins hostiles à une telle évolution. Les résultats électoraux pour l'Assemblée Constituante, du 25 avril 1975, en donnant une hégémonie au PSP et au PPD, conditionnaient du même coup le processus de "la tran-

sition vers le socialisme". La lutte se maintenait donc entre les deux grands courants opposés. La ministre de l'Industrie et de la Technologie du 4e gouvernement provisoire, João Cravinho, vers la mi-mai 1975, explique, dans son discours prononcé devant une assemblée ouvrière à l'entreprise Sorefame, les positions nécessaires à la lutte pour dynamiser le processus de "la transition vers le socialisme":

"(...) Le simple anti-monopolisme, en lui-même, sera toujours insuffisant pour assurer le départ de la phase de transition vers le socialisme. Le départ de la phase de transition devra se baser en même temps sur le démantèlement du pouvoir des monopoles et sur la reconstruction économique nationale à travers de profondes modifications des rapports de production, en fonction des conditions du cas portugais. (...) Il faut trouver des procédés d'organisation de l'administration publique elle-même qui aillent dans le sens des problèmes de la transition vers le socialisme. Il s'agit de remplacer, comme nous le disons, un appareil d'Etat horizontal par un appareil d'Etat vertical. (...) Un appareil, donc, qui ne reste pas dans les nuages pour défendre les intérêts de quelques uns (et dans ce cas il n'a jamais été, jusqu'à maintenant, dans les nuages), mais qui descend au concret et cherche la collaboration des travailleurs, en acceptant le rôle de dynamisation qui incombe aux travailleurs dans la production".(1)

Comme un complément de l'action de l'Etat, agissant de manière efficace auprès des masses travailleuses dans les entreprises nationalisées et publiques, l'Intersyndicale dynamise tout son appareil militant dans la poursuite de la bataille de la production et du contrôle de la production (2), dans la perspective de l'instauration de la société socialiste au Portugal. Dans les

(1) *Movimento 25 de Abril*, du 3/6/1975.

(2) Sur les caractéristiques du contrôle de la production d'après l'Intersyndicale et le PCP, cf. annexe n° 2.

entreprises nationalisées, il s'agissait pour l'Intersyndicale de faire en sorte que les travailleurs s'identifient de plus en plus avec les transformations socio-économiques survenues et qu'ils augmentent leur productivité moyenne. Sur la base de ce principe directeur, les travailleurs devraient s'abstenir d'une quelconque sabotage ou de négligence s'opposant aux intérêts supérieurs de la société socialiste en construction; surtout, ils devraient s'abstenir de participer à une quelconque processus de grève ou à des revendications pendant la phase de "la transition vers le socialisme". Agir autrement répondrait à un manque de conscience révolutionnaire de classe et à une nouvelle soumission à l'idéologie capitaliste et réactionnaire.

Le courant PCP va trouver néanmoins une certaine opposition de la part des organisations gauchistes et des comités de travailleurs qui lui étaient liés. Plus exigeants dans leurs revendications, les uns et les autres critiquaient la nature du socialisme que le PCP voulait instaurer, ses caractéristiques conservatrices et bureaucratiques. L'éditorial du bulletin du Syndicat des travailleurs du commerce du district de Lisbonne publié dans le journal de l'Intersyndicale *Alavanca*, du 28/5/1975, nous montre assez ce problème:

"(...) On en est à la mystification selon laquelle l'intervention de l'Etat produit un nouveau type de "capitalisme", cette fois-ci celui "d'Etat", où les travailleurs seraient éloignés du processus sans qu'ils puissent, de par leur créativité, contribuer à son progrès. Il faut éclaircir quelques questions importantes. La première: nous sommes en ce moment dans une société de transition vers le socialisme, dans laquelle persistent des formes d'organisation capitaliste et socialiste. En effet, si avant le 25 avril il y avait une alliance entre l'Etat et le grand capital financier, le capitalisme monopoliste d'Etat, qui assurait le domaine de l'économie des grands monopoles, de nos jours, de par cette transition de "capitalisme d'Etat", nous sommes sur le meilleur chemin vers le socialisme, car ce "capitalisme d'Etat" est la première phase de l'entrée dans une nouvelle société, où le contrôle de la production par les travailleurs et la politi-

que de redistribution définie par eux est déjà dans les faits. Qui combat le "capitalisme d'Etat" combat en fait le socialisme".

Afin de mieux comprendre le processus d'identification des nationalisations et "la transition vers le socialisme", il est intéressant d'analyser la façon dont ce processus, commencé par le MFA et le PCP, s'est généralisé d'une manière contagieuse et idéologique auprès des forces sociales et politiques du pays. Même le patronat portugais qui n'avait pas la capacité formelle d'agir dans un tel contexte de transformations révolutionnaires acceptait ce processus presque naturellement. La Confédération des industriels portugais elle-même, a appelé son congrès tenu les 10, 11 et 12 juillet 1975, à Lisbonne, par le titre "L'économie privée dans la transition vers le socialisme"... Bien entendu, le patronat portugais réagissait d'une manière assez émotive et pragmatique dans un contexte très défavorable. Mais cela ne l'obligeait tout de même pas à adopter les termes mêmes du contexte. En tout cas, comme il n'y avait pas la capacité de dynamiser l'alternative capitaliste privée, il l'a fait, réagissant ainsi d'accord avec la "transition" et se préparant à accepter les règles du jeu d'une économie étatisée selon le modèle du PCP.

Quant aux réactions des forces politiques sur la question de la "transition", il suffit de regarder le contenu des divers projets de Constitution présentés à l'Assemblée Constituante début juillet 1975. Dans tous ces projets, le plus clair était celui du PCP, évidemment:

"(...) L'Etat portugais est un Etat démocratique révolutionnaire dont l'objectif, à court terme, est d'éliminer le pouvoir des monopoles et des latifundiaires et ouvrir la voie pour la transition vers le socialisme." (1)

La preuve évidente de la dépendance institutionnelle et idéologique de tous les partis par rapport au processus en cours est toutefois donnée par l'adaptation du PPD et du CDS à la question de la "transition", comme un fait historique irréversible, et en se déclarant les partisans d'un socialisme pour le

Diário da Assembleia Constituinte, (supplément au n° 13), du 7/7/1975, p. 280-(35).

moins étrange. Le CDS, dans son projet de Constitution, mettait l'accent sur un socialisme "portugais", sans aucune connexion avec les aspects universels du socialisme tel qu'il est connu:

(...) Le Portugal est un Etat démocratique, basé sur la souveraineté populaire, la liberté individuelle, la solidarité sociale et le pluralisme politique, orienté par le respect de la dignité de l'homme dans la voie originale vers un socialisme portugais." (1)

Le PPD fait le même. Incapables, l'un et l'autre, d'affirmer de façon positive leurs véritables programmes (une économie fondée sur le capitalisme privé), ils décident de choisir le socialisme:

"(...) Le Portugal est une république indépendante et démocratique, se basant sur la dignité de la personne humaine, la solidarité et le travail afin d'édifier une société socialiste." (2)

L'UDP, en tant que seule organisation gauchiste représentée au parlement, est celle qui présente un projet de Constitution un peu plus radical, pro-chinois. Mettant l'accent sur l'alliance ouvrière-paysanne, base sociale de soutien pour l'instauration du socialisme, et sur la lutte contre les deux impérialismes (USA et URSS), l'UDP reflète bien le modèle préconisé par les dirigeants chinois. A ce sujet, ses positions sont bien claires:

"(...) La république portugaise est un Etat démocratique assurant les plus larges libertés au peuple. Le moteur fondamentale des progrès de la lutte révolutionnaire est la base du large courant populaire révolutionnaire des masses travailleuses, sous la direction de la classe ouvrière. (...) La république portugaise est un pays indépendant hostile à l'impérialisme et au social-impérialisme, que ceux-ci prennent une forme expansionniste et agressive ou qu'ils se présentent sous des formes d'une fausse

rio da Assembleia Constituinte, (supplément au n° 13), du 7/7/1975, p.280-(1).

rio da Assembleia Constituinte, (supplément au n° 14), du 9/7/1975, p.296-(1).

amitié et d'une fausse coopération, car celles-ci ouvrent également le chemin à la dépendance." (1)

Le PS qui avait été l'un des grands défenseurs du socialisme démocratique et pluraliste, applaudit lui aussi la "transition", considérant les nationalisations comme une grande décision historique lui ouvrant la voie, ainsi que l'exprime un communiqué du secrétariat national du parti, le 15 avril 1975:

"(...) Le parti socialiste a pris connaissance des nationalisations décidées hier par le conseil des ministres. Il s'agit de mesures prévues depuis toujours au programme du parti, et qui correspondent à un pas important sur le chemin de la transition vers le socialisme". (2)

Bien que le PS ait acquis, de par les élections pour l'Assemblée Constituante, un poids très important dans l'échiquier politique, cela ne lui a permis, visiblement, de s'opposer à la relative hégémonie détenue par le PCP sur le processus des nationalisations. Son modèle de société n'était pas à même de s'opposer à celui du PCP, ainsi que l'exprime le projet de Constitution du PS:

"(...) Le Portugal est une république souveraine, en transition vers le socialisme, par la voie pluraliste et dans le respect de la volonté populaire, en comprenant le socialisme comme le pouvoir démocratique des travailleurs, en vue de l'instauration d'une société sans classes." (3)

Lorsque le contexte social, économique et politico-militaire rentre dans une phase de désagrégation et provoque le début de la perte de l'hégémonie du PCP, seuls celui-ci, le MDP/CDE, l'Intersyndicale, le 5e gouvernement provisoire et certaines organisations gauchistes (celles de la FUR), et aussi les courantes de gauche et d'extrême-gauche du MFA défendent avec

(1) *Diário da Assembleia Constituinte*, (supplément au n° 14), du 9/7/1975, p. 296-(23).

(2) *Portugal Socialista* du 20/4/1975.

(3) *Diário da Assembleia Constituinte*, (supplément au n° 13), du 7/7/1975, p. 280-(52).

ntransigeance la dynamisation de "la transition vers le socialisme". Toutes les autres forces politiques et sociales (à l'exception de quelques organisations gauchistes, telles le MRPP et l'UDP) commencent alors à s'opposer au processus des nationalisations et à la nature de la "transition". Pour des raisons d'ordre politique et idéologique, le PS arrivera à rassembler autour de lui toutes les forces conservatrices qui avaient jusque là accepté le processus "irréversible" des nationalisations. Le document "Vaincre la crise, sauver la révolution", du secrétariat national du PS, publié le 28 juillet 1975, démontre assez bien le contenu de la lutte contre les nationalisations et la nature de la "transition" préconisée par le PCP:

"(...) La politique des nationalisations en chaîne n'a pas rendu possible la gestion démocratique des entreprises nationalisées. Partout on tombe sur l'incompétence et la désorientation. Il n'y a pas un plan. On dit qu'il y a de l'argent, mais pas de projets. A qui alors la faute? Les mesures sont prises sous la pression conjoncturelle des difficultés, sans une programmation préalable. Au capitalisme monopoliste, qui marchait (bien que poursuivant des inégalités et injustices), on substitue une forme de capitalisme d'Etat qui se révèle totalement inefficace, y compris grâce au manque de coordination qui s'est installé à tous les niveaux". (1)

Mais, malgré tout, les forces toujours partisans de la "transition" ne se laissaient pas abattre. Le 1er Congrès de l'Intersyndicale tenu à Lisbonne les 25, 26 et 27 juillet 1975, le démontre bien:

"(...) Le Congrès considère que les transformations révolutionnaires en cours et leur approfondissement dans le sens d'une société socialiste qui mette un terme à toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme doivent être l'oeuvre des travailleurs et de leurs syndicats, unis au MFA et à toutes les forces progressistes et démocratiques."

ques. (...) Par conséquent, pour répondre à ces objectifs, la société socialiste devra:

- Remplacer la propriété capitaliste des grands moyens de production industrielle et agricole par la propriété sociale ou collective;
- Etablir un pouvoir politique qui exprime les intérêts de la classe ouvrière et de toutes les couches travailleuses et assurer la plus large démocratie pour le peuple, dans tous les domaines de la vie du pays." (1)

Face à cette confrontation institutionnelle au niveau du pouvoir politico-militaire, l'irréversibilité du processus de la "transition" subit des érieux coups, qui vont rendre très problématique son évolution. L'avènement du 6e gouvernement provisoire, le 19/9/1975, la direction du MFA par le courant modéré de Melo Antunes et du PS vont inverser la logique normative qui avait permis la mise en pratique des nationalisations et de la "transition". Même si le 6e gouvernement provisoire poursuivait les nationalisations de certaines entreprises et laissa continuer les occupations de terres et la réforme agraire, ces mesures n'avaient déjà qu'un sens obligé, conjoncturel, impératif; il était en fait impossible de tout arrêter très rapidement. Pour tout le courant PS, civil et militaire, l'essentiel était alors d'éliminer l'hégémonie du PCP sur l'appareil d'Etat et sur le MFA. L'arrêt des nationalisations et de leur articulation dynamique avec la "transition" viendrait un peu plus tard, comme en effet cela s'est produit, après le coup du 25 novembre 1975.

D'autant plus que les transformations socio-économiques produites par le processus de la "transition" n'avaient pas pu avoir de bien importantes répercussions sur le niveau de vie des masses travailleuses. Les améliorations revenues étaient d'ordre de celles que l'on peut constater dans tout système capitaliste: augmentation de salaires nominaux et réels, généralisation du paiement d'un mois de vacances, le treizième mois, etc... (surtout quand la conjoncture est positive). S'il est vrai que par là le niveau de vie des travailleurs portugais s'est amélioré (2), il n'en est pas moins vrai que

1) *Alavanca* du 30/7/1975.

2) Sur les augmentations de salaires pendant les années 1974 et 1975, cf. tableau page suivante.

TABLEAU n° 29

EVOLUTION DES SALAIRES NOMINAUX ET REELS DANS LES BRANCHES DE L'INDUSTRIE ET TRANSPORTS, SUR LES VILLES DE LISBONNE ET PORTO, PENDANT LA PERIODE DE 1973 A 1976 (1)

Evolution des résultats par années et trimestres Salaires nominaux et réels		1973	1974					1975					1976				
		Moyenne annuelle	I	II	III	IV	Moyenne annuelle	I	II	III	IV	Moyenne annuelle	I	II	III	IV	Moyenne annuelle
Salaires industriels et des transports nominaux	Lisbonne	13,8	19,8	31,9	38,6	37,6	31,9	32,4	19,7	10,5	19,9	20,6	15,7	12,5	12,7	7,1	12,0
	Porto	9,8	18,9	40,5	46,5	46,6	38,1	40,8	29,1	22,2	22,6	28,7	22,1	11,8	9,7	3,8	11,8
Salaires industriels et des transports réels	Lisbonne	0,8	-3,2	3,1	2,8	20,5	5,8	15,5	2,3	-0,3	-5,3	3,0	-2,2	-1,2	-8,4	-15,7	-6,8
	Porto	-0,9	-2,2	10,6	12,3	16,5	9,3	17,9	7,1	9,7	0,1	8,7	-2,1	-0,5	-7,6	-13,4	-5,9

Source: Annuaire Statistique et Bulletins Mensuels de Statistique.
INE (Institut National de Statistique).

(1) Variations en pourcentage, par rapport à la même période de l'année antérieure.

ur vie ne s'est pas modifié pour autant.

Car, si le patronat avait largement disparu, pour un temps de la scène, exproprié là où l'Etat l'avait décidé, les travailleurs avaient continué de travailler selon les mêmes principes qu'auparavant. C'est-à-dire qu'au niveau de la division sociale, au niveau de la capacité de décision sur l'organisation de la production et de la gestion de la production, au niveau de la hiérarchie salariale et même des objectifs des marchandises produites, tout est resté pareil. Si les travailleurs avant dépendaient d'un patron, des cadres techniques et administratifs, dans l'établissement des salaires et dans la rationalité productive des entreprises, avec l'avènement des nationalisations, le degré de dépendance des travailleurs, par rapport à l'Etat et aux gestionnaires, est toujours le même. Le contrôle de la production dont en a tellement parlé, et qui était censé défendre les travailleurs, avait dans la pratique une efficacité à vrai dire nulle; là où un tel contrôle aura pu exister, il était de toute façon l'oeuvre des organismes syndicaux, eux-mêmes dépendants du pouvoir politique.

Ainsi, après le coup du 25 novembre 1975, de ce processus de "transition" ne restera que les nationalisations et les aspects normatifs et attenants, ainsi que ceux de n'importe quel pays de l'Europe capitaliste développée. Ce qui resta de cette "transition" et de son identification avec les nationalisations est d'ordre juridique et idéologique : la Constitution de la 11e République approuvée en avril 1976 - laquelle, malgré les révisions dont elle est l'objet, reste toujours la Constitution du Portugal.

Malgré tout ce résultat, négatif pour la "transition", nous pouvons affirmer qu'il s'est produit au Portugal, entre le 11 mars 1974 et le 25 novembre 1975, un phénomène social, économique et politique connu sous le nom de "transition vers le socialisme". Et que, malgré les différences de toutes sortes en rapport aux expériences révolutionnaires qui se sont produites depuis la révolution russe, ce phénomène exista avec une certaine acuité, dans une période historique donnée, dans la société portugaise.

TROISIEME PARTIE

CONCLUSIONS CRITIQUES

TROISIEME PARTIE

CONCLUSIONS CRITIQUES

I - KARL MARX ET LE SOCIALISME

1.1 - LE TRAVAIL COMME FACTEUR DETERMINANT DE LA CREATION DE RICHESSE SOCIALE ET SON ARTICULATION AVEC LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

Dans la vaste oeuvre de Karl Marx, la création de richesse sociale par l'espèce humaine est la base déterminant de la socialisation, de l'évolution et de la reproduction des sociétés humaines. Bien que la nature soit, par son pouvoir permanent, une source de richesse sans cesse renouvelée il n'en faut pas moins un effort physique ou mental de la part de l'homme capable d'oeuvrer à cette appropriation de richesse. Le côté fonctionnel de cet acte implique toujours qu'entre l'objet (la terre dans sa forme brute et les matières premières) et le sujet (l'homme dans son ensemble de potentialités physiologiques et intellectuelles) existe un facteur de médiation, le moyen de travail (ensemble des forces productives sur la base des moyens de production). La composante majeure et centrale de tout ce processus de production et d'appropriation de richesse est déterminée par le travail humain.

En partant de ces prémisses de base pour la production et la reproduction des sociétés humaines, dans toutes les situations de production, d'appropriation et d'accumulation de richesse sociale, et sans tenir compte, ici, du degré de fertilité de la terre et du stade du développement des forces productives, le travail vivant (dépense d'énergies physiologiques et intellectuelles de l'être humain au moment de la production et de l'appropriation de richesse) est déterminant. De ce fait, pour Karl Marx, les sociétés humaines se reproduisent et évoluent historiquement de façon positive si le facteur travail se trouve socialisé et se maintient en tant que base de son quotidien. C'est-à-dire, bien que la terre puisse fournir naturellement la richesse sociale à l'homme, par exemple en certains endroits du monde, en toute circonstance cet homme a toujours besoin de travailler. Ce rapport fonctionnel de

dépendance de l'homme face à la nature est impératif. Seul le travail humain peut minimiser ce rapport, en développant au maximum les forces productives dont il dispose et desquelles il fait partie comme l'un de ses éléments déterminants. Dans ces conditions, le facteur travail devient le seul capable de créer du bien-être et du progrès pour l'humanité. D'un côté, lui seul peut dépasser en termes positifs le rapport hiérarchique fonctionnel de l'homme vis-à-vis de la nature; d'un autre côté, en développant en termes de connaissance scientifique et technique ses potentialités, le travail humain évolue dans ses capacités intrinsèques et développe les moyens de production, ce qui signifie dans la pratique développer l'ensemble des forces productives dont peuvent disposer les sociétés humaines.

Partant de ces présupposés, pour Karl Marx l'évolution historique de toutes les sociétés humaines s'explique à partir du rapport fonctionnel et organique du travail dans un rapport social de production donné et dans le degré de développement atteint par les forces productives. Ainsi, plus grand est le degré d'identification socio-économique entre le facteur travail et le rapport social de production où il est inséré, et plus grand est le développement des forces productives, plus il y a de possibilités historiques de le perpétuer et plus grande sera l'harmonie du mode de production.

C'est à partir de rapport fonctionnel organique et impératif entre l'homme, l'objet et le moyen de travail que l'on détermine l'évolution de la société. Si elle ne fonctionne pas de façon positive, la société humaine stagne, ou alors, en dernière analyse, disparaît. S'il fonctionne positivement, le mode de production inhérent à cette réalité a tendance à se maintenir historiquement.

Karl Marx, en partant de ces principes de base, devait forcément aller vers une interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire. Ce n'est que dans la contradiction fonctionnelle pour la production, l'accumulation et l'appropriation de richesse sociale qu'étaient explicables les phénomènes inhérents à la lutte des classes. Et seule cette dernière pourrait dépasser et faire la synthèse historique de cette contradiction. C'est de là qu'on naît la vision. Avant de s'occuper de politique, de l'art, de religion, de jeu, de fête, de culture, etc., les hommes sont déterminés par leurs besoins de manger, boire, dormir et s'habiller. Afin de jouir de cette réalité quotidienne impérative, l'homme a besoin de travailler. Afin de travailler le moins

possible dans la production et l'appropriation de la richesse nécessaire et disposer de plus de temps libre pour philosopher, jouer, etc., il lui faut un certain type de rapport social de production et un certain développement des forces productives. Ce degré de dépendance fonctionnelle hiérarchique dépend son tour du rapport que le facteur travail maintient avec le stade de développement des forces productives. Du point de vue des causes, il y a un besoin historique pressant dans ce processus hiérarchique et fonctionnel. Seul le développement de la science et de la technique rendra possible le développement des forces productives. D'un autre côté, vu le besoin pressant que le genre humain a de produire, de consommer et d'accumuler de la richesse sociale, et ce en outre aux conditionnements impératifs fonctionnels et organiques qui existent dans le rapport entre le travail et les forces productives, seul le développement de celles-ci peut permettre la libération et l'émancipation historiques du genre humain.

Les phénomènes concrets permettant l'évolution logique et chronologique des modes de production successifs dans l'histoire sont, en grande partie, explicables à partir de l'oeuvre de Karl Marx, si nous prenons en compte les aspects de détermination qui émanent de l'essence du travail et des forces productives. Bien que l'analyse de cet aspect inéluctable de l'évolution historique, à partir de la société primitive, en passant par les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste, pour aboutir à la société socialiste, puisse être dérivée de l'analyse que Karl Marx (et surtout Friedrich Engels) a faite de l'apparition historique de l'Etat, de la propriété privée, de la famille et du développement social du travail, toujours est-il qu'en fin de compte les raisons déterminantes, pour Karl Marx, se trouvent au niveau de la position du facteur travail dans le rapport social de production et au sein du développement des forces productives. Chaque mode de production avait en lui-même un rapport social de production, de distribution et d'accumulation qui correspondait à un stade donné du développement des forces productives.

A partir du moment où surgissait le non-fonctionnement et la non-identification entre le rapport social de production et le développement des forces productives, la production, la distribution et l'accumulation de richesse sociale entraient dans une phase historique critique. Afin de dépasser cette contradiction, le mécanisme de la lutte des classes agissait. Et si le mode de production en crise n'était pas capable de donner des réponses positives,

il disparaîtrait, faisant surgir ainsi un nouveau mode de production, qui devrait rétablir l'harmonie fonctionnelle et organique entre le rapport social de production et le développement des forces productives.

Le caractère historique positif et progressif que Karl Marx attribuait au mode de production capitaliste par rapport à tous les autres qui l'avaient précédé, reflètent sans équivoque la défense intransigeante de ces positions. Et ceci dans la mesure où le système capitaliste, se fondant sur la production de plus-value et de marchandises, avait besoin, centralement, d'accumuler de la richesse sociale afin de perdurer. Vu son objectif, le capital ne pouvait qu'investir dans le développement des forces productives, libérant ainsi le facteur travail de sa dépendance des rapports sociaux inhérents aux modes de production pré-capitalistes. Le capital, en transformant une classe, le prolétariat, la faisait devenir détentricice de la marchandise force de travail, la rendant libre en tant que productrice et consommatrice de marchandises; il arrivait ainsi à redéfinir simultanément, en termes positifs et fonctionnels, le rapport social de production avec le développement des forces productives et, surtout, avec les besoins de production, d'appropriation et d'accumulation de richesse sociale.

La positivité historique du mode de production capitaliste, pour Karl Marx, ne réside pas exclusivement là-dedans. Le côté inéluctable du développement des forces productives est une réalité intrinsèque au développement même, historique, du mode de production capitaliste. Dans la mesure où il fonctionne et se fonde sur l'exploitation du travail humain, personnifié par la marchandise force de travail, le rapport social de production qui soutient une telle réalité se trouve en contradiction permanente avec le développement des forces productives. Autrement dit: il n'y a pas d'identité et d'égalité entre la valeur créée par la marchandise force de travail et celle qu'elle touche. Ce phénomène contradictoire produit la lutte des classes, ce qui oblige le capital à socialiser et à développer de plus en plus la richesse sociale. Ce processus, en provoquant la concurrence exacerbée inter-capitaliste, mène inévitablement à la concentration et à la centralisation de capitaux et à la formation de monopoles. En même temps, tout cela conduit à la privatisation progressive des moyens de production et à l'accumulation de la richesse par une seule classe, la bourgeoisie. D'un autre côté, on assiste à l'exploitation sans frein et au développement d'une autre classe sociale, le prolé-

tariat.

D'où une nouvelle disfonctionnalité sociale. Le caractère du rapport social de production capitaliste, à un moment donné de l'histoire, ne s'identifie plus au développement des forces productives. Le prolétariat, dans la mesure où il est travail vivant, est le seul en mesure, comme classe sociale, de détruire le mode de production qui se révèle ahistorique. En détruisant le mode de production capitaliste et en permettant du même coup la création du mode de production socialiste, pour la première fois dans l'histoire, le travail, en tant qu'expression et essence de l'activité humaine, était libéré des contradictions et antagonismes qu'il entretenait avec les rapports sociaux de production et le développement des forces productives. Le sujet et l'objet s'identifient dans la production, l'appropriation et la reproduction de richesse sociale nécessaire à la société. Découlant logiquement de ce processus, le rapport marchand et esclave provenant de la fonctionnalité de la marchandise force de travail cesse d'exister. L'identité et la fonctionnalité entre le mode de production socialiste, le travail et les forces productives deviennent totales.

En résumé, il y a chez Karl Marx un présupposé analytique de base dans l'ensemble de son oeuvre. L'histoire de l'évolution de l'humanité a un sens déterministe fondé sur le développement des forces productives. Le travail, en tant que composante de ce développement, devient le sujet central de ce processus. Simultanément, et par ailleurs, le développement des forces productives est lié à un autre déterminisme: la production, l'appropriation et la reproduction de richesse sociale. C'est de par l'interaction fonctionnelle déterministe entre ces éléments que, pour des raisons logiques, le travail humain devient le facteur central de la survie et de l'évolution historique de l'humanité. Le prolétariat, le capitalisme et le socialisme ne sont que des expressions sociales résultant de tout ce processus.

Karl Marx est donc, avant d'être le théoricien qui ébaucha la critique radicale du capitalisme et prévint l'émancipation du prolétariat grâce à l'insurrection du socialisme, le grand idéologue du travail et du développement des forces productives en tant que facteurs déterminants de l'évolution historique de l'humanité. La nature analytique de son ouvrage majeure, Le Capital, est l'expression la plus achevée de ce principe. C'est la fonction déterministe du travail vivant en tant que créateur de valeur et de plus-value, le rap-

port fonctionnel et hiérarchique entre travail productif et improductif de valeur se fondant sur l'insertion du travail dans le processus de production et dans le processus de réalisation de la valeur et de la plus-value. C'est la crise du système capitaliste, qui se fonde sur l'incapacité historique d'accumuler de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé. C'est la fonction du prolétariat en tant que classe sociale révolutionnaire et capable de désaliéner et détruire l'insertion négative du travail par rapport au mode de production capitaliste, etc.

Karl Marx enfin devient critique du système capitaliste et apologiste du socialisme en ce que le travail humain et son rapport d'identification à la production, à l'appropriation et à la reproduction de richesse sociale passent d'une situation négative à une situation positive.

L'histoire, toutefois, a démontré à satiété que le rapport fonctionnel de l'émancipation du travail permis par la condition du prolétariat, grâce au développement des forces productives, ne s'est pas produit. Tout au contraire, le développement des forces productives s'est révélé être le plus grand obstacle à l'émancipation du prolétariat et l'essence même de la continuité du système capitaliste. Par l'approche analytique, nous pouvons dire que les prévisions de Karl Marx se sont révélées des défenses du système capitaliste et non pas sa négation historique.

1.2 - LA VISION UNILATERALE DE KARL MARX PAR RAPPORT AUX FONCTIONS D'IDENTIFICATION ET NON-IDENTIFICATION ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL

Chez Karl Marx, qui est parti du principe selon lequel, pour produire et reproduire la société humaine, sont au préalable nécessaires production, appropriation et accumulation de richesse sociale, le "déterminisme économiste" devient fondamental pour expliquer les raisons de l'évolution historique de l'humanité. De ce fait, la réalité économique des sociétés secrète une série de besoins de type culturel, politique, philosophique et idéologique. Ces besoins, tout en faisant partie des activités et besoins des sociétés humaines, ont toujours la conséquence de la réalité économique dans laquelle ils sont insérés. S'ils sont importants pour dynamiser les conflits entre les classes sociales ou le développement des forces productives, cela arrive dans les faits, à partir des conditions secondaires.

Ainsi, il est évident que le mode de production capitaliste dispose d'une science, d'une idéologie, d'une politique, d'une culture et enfin d'un Etat qui reflètent de façon positive ses besoins économiques. Mais pour Karl Marx toute l'activité surstructurelle de l'Etat s'articule sur les rapports sociaux de production et le stade de développement des forces productives capitalistes. Si le capital se fonde sur la possession privée des moyens de production; si son intention première est d'arracher de la plus-value dans le processus de production de marchandises et d'accumuler du capital; si tout cela implique un développement généralisé de ses forces productives, la réalité fondamentale pour sa poursuite est d'ordre économique et la superstructure en est le reflet, c'est-à-dire, elle conditionne mais ne détermine pas. Si le prolétariat est contraint de survivre historiquement avec un salaire qui ne correspond pas à la valeur qu'il crée dans le processus de production; si il est contraint de rester la marchandise force de travail; si il est exploité et aliéné en tant que producteur et consommateur de marchandises, toutes les fonctions du prolétariat sont déterminées par le besoin d'appropriation de la richesse sociale. C'est-à-dire qu'il s'agit là d'une réalité économique qui le produit et le reproduit en tant que marchandise force de travail. S'identifiant idéologiquement et politiquement à une telle réalité, le prolétariat est la conscience historique du capital. En niant cette réalité, il de-

vient classe sociale pour lui-même, l'élément d'une conscience révolutionnaire identifiée à ses propres intérêts d'émancipation.

Karl Marx en arrive ainsi à la conclusion que la conscience de classe du prolétariat est le produit de son manque d'identité dans le processus de production de capital. Entre le sujet (le prolétariat producteur de valeur et de plus-value) et l'objet (contenu et forme de la production et de l'appropriation de richesse marchande) s'installent une disfonctionnalité et une non-identification. D'où la crise capitaliste, issue de l'antagonisme entre le capital et le travail. La production de conscience de classe révolutionnaire surgit à partir de la réalité du processus de production. Le phénomène du développement de la lutte des classes qui devra mener à la disparition du mode de production capitaliste et l'avènement historique du mode de production socialiste est produit par les antinomies contenues dans ce processus-là.

C'est-à-dire que, face au développement généralisé de la composition organique du capital, sur la base d'une augmentation relative du capital constant par rapport au capital variable, le taux de profit moyen aura tendance à baisser jusqu'à se réduire à zéro. Simultanément, les besoins historiques de l'emploi du travail vivant diminueront très gravement, ce qui impliquera le développement simultané d'une armée industrielle de réserve (le chômage sous toutes ses formes) et de la paupérisation au sein de la condition prolétarienne. Pour ces deux raisons fondamentales le système capitaliste est donc condamné à disparaître. D'abord, parce qu'il n'arrive pas à produire et à s'approprier ce qui est son essence, la plus-value; ensuite, parce qu'il ne peut subsister en tant que marchandise force de travail productrice de capital, le prolétariat s'assume en tant que classe sociale révolutionnaire pour soi, ce qui implique l'instauration du socialisme. Par un processus dialectique inhérent à l'essence économique de la société capitaliste, le point de rupture produisant la disfonctionnalité et la non-identification entre rapports sociaux de production et développement des forces productives est atteint lorsque la valorisation du capital n'est plus possible et que le prolétariat devient la classe sociale majoritaire.

Ce déterminisme économiste qui engendre le développement de la société capitaliste et socialiste, engendre également de façon déterminante un subjectivité superstructurelle spécifique. Les conséquences négatives de cette réalité sur la fonction historique du prolétariat déclenchent en lui le dévelop-

vement d'une conscience spécifique qui foment le besoin de ne plus être une classe sociale en soi du capitalisme, pour devenir une classe pour soi du socialisme. D'après Karl Marx, pour atteindre tels objectifs le prolétariat devra éliminer les rapports sociaux de production capitalistes et détruire sa fonction de marchandise force de travail dans le contexte des forces productives. Il lui faut donc éliminer les rapports sociaux de production qui sont à l'origine de la plus-value, et plus concrètement de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Pareille exigence de base aura pour conséquence l'abolition de la propriété privée des moyens de production au profit de toute la communauté. Le salariat sera logiquement éliminé, dans la mesure où la fonctionnalité de la marchandise force de travail, en tant qu'objet d'achat et de vente et en tant que fonction productive du capital, n'a plus de raison d'être.

Car, toujours selon Karl Marx, il n'est pas possible qu'un processus de rupture totale et absolue survienne dans le passage d'un mode de production à l'autre, vu qu'il y a une continuité logique et évolutive du développement de la science et de la technique. Donc, dans la première phase historique de l'instauration du socialisme il y aurait nécessairement une "transition" entre la société capitaliste et la société socialiste, imposée par la persistance de la division sociale du travail et par l'incapacité de produire la richesse sociale en abondance pour toute la société. Le stade de développement des forces productives, dans la phase initiale de l'instauration du socialisme, ne pourrait pas permettre l'existence d'un socialisme authentique: de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Ces contingences négatives, outre qu'elles conditionnent le maintien de la division sociale entre travail manuel et intellectuel, impliquent comme conséquence la rémunération et l'appropriation de la richesse sociale en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni pour chaque membre de la société. Par ailleurs, dans la mesure où subsistent des antagonismes de classe et vu que la bourgeoisie ne renonce pas à ses privilèges, dans la phase de "transition", d'après Karl Marx, il faut une dictature du prolétariat et par conséquent un "Etat" spécifique, dont l'action devra consister dans le démantèlement total de la bourgeoisie et dans l'instauration du socialisme.

L'instauration du mode de production socialiste apparaît ainsi comme inévitable à l'échelle universelle. Le processus logique et évolutif du dé-

veloppement des forces productives devront permettre la formation de sociétés ayant des rapports sociaux de production correspondants. Le socialisme émerge comme le seul modèle de société qui pourra durer dans l'histoire, dans la mesure où n'existent pas en son sein les contradictions de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Ce stade de perfection humaine à atteindre par le socialisme ne sera toutefois possible et réel qu'à l'issue de la phase de "transition" entre le capitalisme et le socialisme. A ce moment historique, il n'y aura plus de division sociale entre travail manuel et intellectuel, l'Etat aura disparu, ainsi que les classes sociales et tous les vestiges de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Il faut souligner encore que, pour Karl Marx, tout ce processus historique n'est possible que s'il se produit à l'échelle internationale.

La critique fondamentale que l'on peut faire à ces conceptions marxiennes est de devenir historique inéluctable de la société humaine et de la fonction révolutionnaire du prolétariat, réside dans l'unilatéralité des antagonismes et contradictions engendrés par le rapport capital/travail. Car la logique normative et évolutive du mode de production capitaliste n'est pas linéaire. Le développement des forces productives dans le mode de production capitaliste n'implique pas seulement l'antagonisme et la contradiction au niveau de leurs rapports sociaux de production, mais également la poursuite de l'harmonie et de l'identification entre le capital et le travail. Le degré de volontarisme et d'identification entre le capital et le travail, entre le dominateur et exploiteur (le capitaliste) et le dominé et exploité (le prolétaire) ne dépend pas seulement du déterminisme économique capitaliste. Le déterminisme économiste que Karl Marx a enlevé à son analyse d'autres facteurs importants pour la compréhension de l'évolution de la société humaine et du mode de production capitaliste.

Pour ces raisons, Karl Marx a eu besoin de hiérarchiser et de structurer fonctionnellement la société à partir de deux grands systèmes. D'un côté, l'Etat, la religion, la culture, l'art, la politique, en tant que base superstructurelle de la société; de l'autre, l'infrastructure de la société, dont la base se trouve dans la production, l'appropriation et la reproduction de la richesse sociale. Karl Marx se trouve ainsi prisonnier de deux grandes contradictions. D'abord, il escamote la fonction de l'identification et du volon-

tarisme du prolétariat en tant qu'élément positif historique du capital. Entre le travail et le capital il n'y a pas seulement de propension à la disfonctionnalité et à la création d'antagonismes. L'espace des réformes et de la révolution, s'il peut exacerber les contradictions venant du rapport capital/travail, peut aussi les atténuer. Bien que Karl Marx n'ait pas pu prévoir l'évolution du système capitaliste dans un sens absolu, le développement des forces productives n'impliquait pas seulement un développement de la composition organique du capital et le surgissement inéluctable de crises qui devaient produire son dépérissement historique. Il en résultait également un accroissement formidable des forces productives, exprimé par l'invention et l'innovation technologiques et scientifiques. Les conséquences d'un tel développement amenèrent une augmentation fantastique de la productivité sociale du travail et eurent pour conséquence logique une production gigantesque de marchandises, traduites en richesse sociale. L'articulation fonctionnelle et hiérarchique que Karl Marx fait du capital constante (le travail mort) et du capital variable (le travail vivant), dans leur évolution historique, se voit ainsi faussée.

Le travail mort coagulé dans les moyens de production n'est pas seulement la valeur transférée d'un processus de production de marchandises dans un autre. Il contient en lui-même la capacité d'agglutiner et de systématiser, historiquement, toute l'évolution intelligible du travail humain. Bien qu'il soit du travail humain mort, coagulé sous forme de moyens de production, par sa complexité et son intelligibilité, il transforme le travail vivant du prolétariat en un simple appendice fonctionnel de création de valeur et du capital. C'est ainsi que la fonction centrale que Karl Marx voyait dans le travail vivant en tant que producteur de plus-value et, par conséquent, en tant qu'élément de la perpétuation du capital, perd beaucoup de sa validité historique. D'un autre côté, le développement des forces productives liées à ce processus impliquait des transformations dans les rapports hiérarchiques et fonctionnels au niveau de la division sociale du travail. Les inégalités entre dirigeants et dirigés, dans le processus de production capitaliste, se sont creusées et ont été restructurées. Les fonctions et les capacités de décision se séparent de plus en plus et se compliquent à partir des nouvelles techniques. Ceci entraîne une systématisation de la division sociale du travail sur des principes de plus en plus hiérarchisés. D'où un développement de l'inégalité

salariale, qui va provoquer des inharmonies au niveau du pouvoir et des conditions socio-économiques de toute la couche sociale engagée dans le processus de production et de réalisation de la valeur. La propension à l'homogénéité des intérêts de classe du prolétariat, qui devait le conduire à devenir une classe sociale pour soi du socialisme, est rendue très difficile dans ce contexte. Voilà pourquoi les prévisions de Karl Marx par rapport au devenir et la fonction révolutionnaire du prolétariat se trouvent dépassées.

C'est-à-dire que le développement de la science et de la technologie, et par conséquent des forces productives, n'engendre pas forcément des antagonismes menant linéairement au dépérissement historique de la société capitaliste. Ce développement est aussi un processus d'adaptation et de réformes systématiques qui culminent dans l'équilibre et l'identification entre le capital et le travail. L'évolution de l'accord entre le capital et le travail n'a pas été réalisée uniquement à partir d'une restructuration au niveau de la division sociale du travail et de l'éventail salarial dans le processus de production et de réalisation de la valeur. Du fait du développement des forces productives, la production en masse de marchandises transformées en richesse sociale est devenue une réalité historique. Au cours de son évolution historique, le système capitaliste va répondre ainsi positivement aux désirs revendicatifs et révolutionnaires du prolétariat. Et contrairement aux prévisions de Karl Marx concernant la chute tendancielle du taux de profit dans le système capitaliste, le capital, outre qu'il a réussi à augmenter le degré d'exploitation sur le travail vivant, en arrive même à s'approprier alors de grandes masses de profit. C'est ainsi que le capitalisme est à même l'arracher la plus-value dont il a besoin pour accumuler et consommer et pour restructurer l'ensemble du processus technologique et scientifique, allant jusqu'à modeler la répartition et la consommation de richesse sociale en fonction des revendications historiques du prolétariat. Grâce à des réformes qui visent améliorer l'accès à la consommation de marchandises et grâce à son intégration dans la co-gestion et l'appropriation sociale de parties marginales du profit capitaliste, le prolétariat, au lieu de devenir le fossoyeur historique du capitalisme, en est devenu l'appendice fonctionnel, et la couche sociale qui s'identifie à la perpétuation du mode de production capitaliste.

C'est de là, de cette réalité historique, qu'émane la plus grande contradiction dans l'oeuvre de Karl Marx. Karl Marx, en pensant de façon déterminis-

te et économiste le devenir historique du capitalisme et du socialisme, et la fonction révolutionnaire du prolétariat, a oublié la fonction de l'homo economicus, qui n'est pas réductible à ses activités "digestives". Dans leur activité quotidienne et leur évolution historique, la culture, l'idéologie, la religion, la génétique, la psychologie, la politique, le pouvoir, la guerre, etc., sont aussi des fonctions de socialisation des individus prolétaires. Il est ainsi impossible de séparer l'individu historique, dans la société, à partir de deux systèmes interdépendants, conditionnants, déterministes et secondaires. Toutes les activités sont déterminantes et toutes sont conditionnantes, à un degré plus ou moins grand, dans l'évolution historique de l'humanité. En partant de cette contradiction, Karl Marx, dans le rapport dialectique entre dominateur/dominé, exploiteur/exploité, etc., considère le prolétariat comme victime des contingences négatives du capital et n'ayant pas de personnalité propre identifiée à ses intérêts de classe. Par contre, quand le prolétariat devient une classe pour soi, il nie tout cela et se transforme en une classe sociale révolutionnaire ayant une personnalité propre. Quand il est exploité et opprimé, le prolétariat n'est rien; quand il est révolutionnaire, il est tout, insoumis et volontairement lutte pour la réalisation du socialisme.

Mais, contrairement à ces prémisses de Karl Marx, le prolétariat n'est pas seulement une simple fonction marchande productive de capital et un simple consommateur passif et victime de l'exploitation, de l'idéologie, de l'art, de la répression et aliénation de la classe dominante. Le prolétariat est aussi l'individu social qui s'identifie à cette réalité et devient partisan de l'institutionnalisation de ces conditions. En tant qu'être humain "massifié" et intégré dans la société, il vote, paye des impôts, fait appel à la police, est pour la patrie, cherche à s'enrichir par de l'argent, aspire à devenir député, géolier, général ou ministre. Cette réalité quotidienne qui exprime le pouvoir de tous les individus est inhérente à la condition de toutes les couches sociales. Et que nous voulions ou non, tout cela fonde la société humaine qui engendre la socialisation des individus, des harmonies et des inharmonies et se répercute dans la formation, la continuité ou le dépérissement des modes de production, ce qui n'est pas explicable par le déterminisme économiste qui émane de l'oeuvre de Karl Marx. Le processus

d'identification ou de non-identification sociale engendrant les institutions qui organisent la sociabilité des individus est déterminé par l'interaction de leur quotidien global, et non pas par une seule partie de ce quotidien.

Pour toutes ces raisons, le mode de production capitaliste, le mode de production socialiste et la fonction du prolétariat ne connaissent pas une évolution unilinéaire déterminée par le contenu historique du développement des forces productives. Le mode de production capitaliste n'a pas évolué dans le sens de sa désintégration historique, et le socialisme, en tant que société exempte d'exploitation et d'oppression, n'est pas une réalité historique. Par ailleurs, le prolétariat n'est pas la seule classe dont le devenir contienne la fonction d'être la classe sociale révolutionnaire exclusive. Une société fondée sur une socialisation productive, consommatrice et "massifiée" ne contient pas seulement un rapport d'oppression et d'exploitation. Elle n'est pas uniquement négative pour le prolétariat, et, en l'étant, elle l'est pour tous les individus de la société capitaliste.

1.3 - KARL MARX : LE THEORICIEN DE L'EMANCIPATION DU PROLETARIAT, OU LE DEFENSEUR DE L'IDEOLOGIE DU TRAVAIL ET DU DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES D'ESSENCE CAPITALISTE?

Le déterminisme économe de Karl Marx fondé sur l'essence du travail et du développement des forces productives a permis l'évolution de la désagrégation du mode de production capitaliste à partir d'un autre déterminisme, consolidé dans la condition et la fonction historique révolutionnaire du prolétariat. De par sa condition exclusive de producteur de valeur et de fonction productive du capital, de par son identité et sa fonction centrale en tant que composante des forces productives, selon la conception de Karl Marx, seul le prolétariat pourrait s'opposer à la logique d'exploitation et d'oppression du capital, et lui seul pourrait accéder à la condition de classe sociale révolutionnaire. Le mode de production socialiste serait le résultat logique d'une telle condition et d'une telle fonction révolutionnaire du prolétariat. Sans prendre en considération les positions de Karl Marx sur les questions des partis et syndicats, ni son influence sur la problématique de la conscientisation révolutionnaire du prolétariat, plusieurs questions subsistent dans l'analyse dudit rapport.

Ainsi, d'un côté il convient d'analyser les raisons pour lesquelles les partis et les syndicats, dans leur évolution normative, se sont révélés être des structures organisationnelles parfaitement identifiées au système social dominant. En général on admet que les dirigeants du prolétariat, dans le cadre de ces structures, ont choisi la voie du réformisme et trahi les objectifs révolutionnaires du mouvement social qui soutenait les luttes de classes. La bureaucratisation des partis et des syndicats devient alors une évidence. On met donc l'opinion que, du fait d'accéder à la condition de bureaucrates professionnels de la politique et du syndicalisme, les dirigeants du prolétariat ont pris une distance hiérarchique par rapport aux objectifs révolutionnaires de la classe sociale qu'ils étaient tenus de défendre. Dans la mesure où ils cèdent ainsi à une condition socio-économique privilégiée, les bureaucrates syndicaux et politiques deviennent une nouvelle classe exploiteuse.

En admettant, au départ, ces prémisses, il convient maintenant d'analyser les raisons de fait d'une telle évolution. D'après la logique de Karl Marx, la contradiction historique qui devait se faire jour entre le développement



des forces productives et les rapports sociaux de production, devait aussi déterminer le surgissement d'une conscience de classe révolutionnaire au sein du prolétariat qui soit à même de dépasser la réalité capitaliste. De ce fait impératif, il ne devait pas s'agir d'une avant-garde quelconque, qui n'aurait pu que s'opposer au processus de conscientisation révolutionnaire du prolétariat. Dialectiquement, la réalité subjective de l'histoire était toujours dépendante de sa détermination objective. Le processus inéluctable de l'émancipation du prolétariat se chargerait par lui-même de dépasser tous les conditionnements avant-gardistes susceptibles de faire obstacle à la réalisation du socialisme.

Mais la réalité de l'émancipation du prolétariat, par le biais de son organisation en partis et syndicats, a démontré à satiété combien de telles prémisses de Karl Marx se sont révélées peu vraies. Le développement des forces productives et son déterminisme pour la conscientisation révolutionnaire du prolétariat se sont avérés stériles face à la bureaucratisation des partis et des syndicats. Une telle réalité vient prouver, une fois de plus, les contradictions sous-jacentes aux thèses de Karl Marx.

Car Karl Marx, en défendant la disparition historique du mode de production capitaliste et la création simultanée du mode de production socialiste sur la seule base d'un grand développement des forces productives, et lorsque le prolétariat serait devenu la classe majoritaire de la société, soulignait ainsi, indirectement mais sans équivoque, l'intérêt central de l'évolution de la société à partir de l'organisation d'un tel développement. Dans le rapport fonctionnel et hiérarchique au développement des forces productives, l'intérêt de Karl Marx pour le prolétariat est très important, mais surtout en tant qu'il le considère comme sujet élémentaire personnalisant le travail. Dans cette perspective, la fonction révolutionnaire et centrale du prolétariat en tant qu'élément de base des forces productives parvient de sa fonction en tant que dépense d'énergies physiologiques et intellectuelles traduites en travail. Lorsque Karl Marx affirme le caractère progressif et révolutionnaire du mode de production capitaliste par rapport à tous ceux qui l'avaient précédé; lorsqu'il soutient que l'histoire de l'évolution de la société humaine est déterminée par le développement des forces productives, indépendamment du degré de volonté des individus, il ne fait qu'accentuer la défense de ces principes-là. Pour Karl Marx il est donc nécessaire avant tout de développer l'in-

dustrialisation dans tous les pays. L'idéologie du travail est l'expression de base quant à la dynamisation d'un tel besoin historique, et elle devient énorme.

La prévision de Karl Marx, fondée sur son analyse de la fonction historique des forces productives et de son élément central, le travail (le prolétariat comme condition et fonction), ne s'est pas révélée dans la négation historique du capital (la bourgeoisie), mais plutôt dans son affirmation. Les thèses concernant le développement des forces productives et du travail ont plus servi à la perpétuation du capitalisme qu'à son dépérissement historique. Plus: c'est son développement même qui a permis jusqu'ici d'atténuer très fortement le développement de la lutte des classes grâce au processus d'intégration et d'identification dans le rapport capital/travail, et qui a ainsi rendu impossible l'avènement du socialisme tel que Karl Marx l'avait prévu.

Si nous articulons ce processus sur l'évolution de la condition et de la fonction du prolétariat dans les sociétés modernes, nous pouvons mieux comprendre ces affirmations. En termes logiques et chronologiques, selon Karl Marx, l'instauration du socialisme ne serait possible que si, historiquement, les conditions objectives et subjectives au sein de la société, dans leur universalité et en fonction de la production, de l'appropriation et de la reproduction de la richesse sociale, se révélaient mûres et si le prolétariat devenait une classe révolutionnaire. Or dans les pays capitalistes développés, le phénomène de l'identification entre le capital et le travail se développe, parallèlement au développement des forces productives. Et c'est là que l'idéologie de la classe dominante se montre plus efficace quant à l'identification entre les intérêts des couches et classes sociales et la solidité des institutions civiles et étatiques.

Par contre, ce fut dans des réalités historiques opposées que le "socialisme réel" s'est institué, c'est-à-dire dans des pays de faible développement des forces productives et où il n'existait qu'un prolétariat assez restreint. Nous pouvons dire que la nature de ces sociétés a peu de chose à voir avec le socialisme éthique, égalitaire et libérateur que Karl Marx, dans une partie de son oeuvre, avait préconisé. Cette réserve ne s'applique pourtant aux incidences de l'oeuvre de Karl Marx sur les aspects touchant à l'idéologie du

travail, de l'industrialisme et des forces productives, en tant que facteurs déterminants de la création des conditions optimales pour l'avènement du socialisme. S'il vrai encore que la nature de la révolution russe de 1917 est en contradiction avec ce besoin impérieux des conditions objectives mûres pour la réalisation du socialisme, il n'empêche que le volontarisme de cette révolution par rapport au développement des forces productives, à l'industrialisme sur la base du travail humain, s'identifiait au besoin d'édifier le socialisme suivant les perspectives de Karl Marx. Les bolcheviks, incapables de réaliser le socialisme à partir des prémisses objectives et déterministes de Karl Marx, adaptèrent la fonctionnalité historique de ces prémisses à partir de leur développement exacerbé, par la voie du volontarisme.

C'est ainsi que "la transition vers le socialisme" est devenue une réalité historique. Entre un capitalisme sous-développé et un socialisme très lointain, il fallait raccourcir très franchement un tel étranglement historique. L'idéologie du travail, de l'industrialisme et du développement des forces productives à partir de l'Etat, identifiée idéologiquement aux intérêts de classe du prolétariat, devient ainsi la condition fondamentale de la "transition". Il est néanmoins clair que la problématique de la "transition" a une connotation expérimentale et théorique. La nécessité historique d'une phase de "transition" entre le capitalisme et le socialisme avait été formulé par Karl Marx. La persistance d'éléments du capitalisme pendant cette phase requerrait l'existence d'un Etat défenseur des intérêts révolutionnaires du prolétariat. C'est-à-dire que cette réalité transitoire impliquait le maintien de conditions socio-économiques appartenant encore à la société capitaliste. Pour cette raison-là, les tendances orthodoxes et radicales du marxisme ne peuvent pas soutenir que la nature de "la transition vers le socialisme" commencées en URSS en 1917 n'a rien à voir avec l'oeuvre de Karl Marx. Bien au contraire, Karl Marx est sans doute le précurseur théorique de la problématique de la "transition", laquelle, depuis la révolution russe, est devenue une véritable pratique, et une idéologie, des secteurs politiques opposés au capitalisme existant.

II - L'ARTICULATION HISTORIQUE ENTRE MARX ET LE MARXISME

2.1 - LES IDENTITES HISTORIQUES DE L'OEUVRE DE MARX AVEC LE MARXISME

Il est évident que l'oeuvre de Karl Marx reflète les conditions socio-économiques, culturelles et politiques du capitalisme du XIX^{ème} siècle. Cet aspect essentiel délimite assez les généralisations que l'on peut faire sur le contenu et les formes que le capitalisme et socialisme consolidèrent dans leur évolution pendant le XX^{ème} siècle. S'il est vrai que cet aspect de la question fait comprendre les différences spécifiques qu'il y a eut entre Karl Marx et les vulgarisateurs de son oeuvre, cela reste malgré tout secondaire pour la perception des raisons de fait qui ont transformé l'oeuvre de Marx en marxisme.

Friedrich Engels, en tant que grand vulgarisateur du marxisme, fit le premier ce trajet conceptuel et idéologique à partir des enseignements de l'oeuvre que Karl Marx et lui-même avaient forgée pendant près de quarante ans. Ecrire sur l'oeuvre de Karl Marx en amputant la contribution spécifique de Friedrich Engels serait un contresens. Tout ce qu'ils écrivirent ensemble ou séparément faisait partie d'une collaboration ayant pour base la défense des mêmes principes théoriques et pratiques. Et si Karl Marx était un critique implacable de toutes les déformations théoriques et pratiques, de tout ce qu'il ne considérait pas comme scientifique et révolutionnaire, on ne peut comprendre son absence de critiques aux ouvrages de son ami Friedrich Engels que comme l'expression même de la grande identification qu'il y avait entre eux.

Si le début de la vulgarisation du marxisme peut être daté de la mort de Karl Marx en 1883, et si on le doit bien entendu à Friedrich Engels, en réalité ses pré-supposés étaient déjà dans le caractère déterministe que l'oeuvre de Karl Marx et Friedrich Engels contenait dès le début, vers 1844.

Par ailleurs, après la mort de Karl Marx, il se produit un grand essor industriel en Europe occidentale et aux USA. Le surgissement de nouvelles industries, la concentration de capitaux qui seraient à l'origine de la formation

de grands monopoles et de la concentration de la main-d'oeuvre industrielle, le développement des banques et de l'Etat vont déterminer la restructuration d'un capitalisme aux grandes dimensions. L'exportation des capitaux, l'élargissement du marché intérieur et extérieur et l'exploitation des colonies par les grandes métropoles capitalistes vont permettre un grand développement du capitalisme.

Cet ensemble des circonstances va permettre simultanément qu'un certain nombre de revendications du prolétariat trouvent une réponse positive. Parallèlement, l'apparition de partis et syndicats identifiés aux intérêts des classes travailleuses va également permettre à ceux-ci de défendre les intérêts de la classe, sur la base de réformes en provenance de l'organisation des usines et du Parlement. Bien que toujours violente à l'égard du prolétariat, cette ouverture réformiste, fondée sur les luttes fomentées par les partis et syndicats, permet une plus grande identification et intégration du mouvement social ouvrier à la logique normative du capitalisme.

Le marxisme est ainsi le résultat, aussi bien de l'oeuvre de Karl Marx et Friedrich Engels que de son rapport aux vicissitudes du développement capitaliste et du mouvement ouvrier structuré dans les partis et syndicats, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. La généralisation du marxisme en tant que science provient ainsi de l'analyse critique du mode de production capitaliste, de la nature du socialisme et de la lutte des classes identifiée aux intérêts du prolétariat. C'est Friedrich Engels qui fut l'auteur de cette systématisation de l'oeuvre de Karl Marx, laquelle allait donner le marxisme.

Dès lors, cela signifiait que la nature du capitalisme et du socialisme devenaient des objets d'analyse à partir de lois logiques et normatives consolidées dans le marxisme en tant que système. Le côté scientifique ainsi acquis impliquait un comportement fondé sur la "pureté" et sur la défense orthodoxe des postulats qui le régissaient. S'il s'y produisait un écart ou s'il était déprécié, le marxisme devrait être révisé et jeté aux orties comme anti-scientifique et contre-révolutionnaire. Le problème était toujours de savoir qui détenait le pouvoir d'en décider. D'où la nécessité de s'en remettre aux chefs théoriques. Une telle condition de survie fit beaucoup pour que le marxisme devienne une idéologie et un dogme. En se voulant science du socialisme et de la défense des intérêts révolutionnaires du prolétariat, le marxisme se transforma en grande idéologie du prolétariat au XX^{ème} siècle.

Dans l'évolution des rapports capital/travail, le maximalisme marxiste subit un certain coup d'arrêt. Selon Friedrich Engels, il fallait articuler mouvement social et marxisme scientifique, sur la base d'une option avec des objectifs réformistes et progressistes. Ce qu'il en dit dans sa préface à La Lutte des Classes en France est à ce sujet très significatif.

Friedrich Engels devint ainsi le principal auteur de la transformation de l'oeuvre de Karl Marx en une idéologie critique du capitalisme, de la nature du socialisme et du mouvement ouvrier. Après, il s'agissait de développer de façon positive une telle idéologie au sein du mouvement ouvrier. Par la publication massive et vulgarisée des ouvrages de Karl Marx (et aussi de Friedrich Engels), par la création de partis et de syndicats défendant les principes marxistes, par la lutte au Parlement, dans les institutions municipales, dans les usines, dans la presse, etc., le prolétariat, en s'appropriant de la pratique et l'étude des enseignements découlant du marxisme, irait inévitablement vers son émancipation.

Dans la mesure le marxisme était dès le départ plutôt une idéologie qu'une science du mouvement ouvrier, les scissions provenant des différentes interprétations et pratiques des partis et syndicats suscitérent différentes lectures et positions. Ceci se produit surtout après la mort de Friedrich Engels en 1895. Dès lors en effet, la paternité scientifique et idéologique de l'oeuvre de Karl Marx s'éparpille. Par ailleurs, avec la création des partis politiques s'identifiant au marxisme, celui-ci sera l'objet de tactiques et de stratégies différentes au sein de la IIème Internationale. Chaque parti cherche à identifier la nature du marxisme à la réalité de son pays et de son mouvement ouvrier. L'universalité des principes scientifiques s'estompe. C'est ainsi que le parti social-démocrate allemand devint le plus influent au sujet de l'idéologie marxiste. La diffusion du marxisme était désormais l'oeuvre des auteurs de ce parti. En Allemagne, le rapport fonctionnel et l'identité entre la théorie et la pratique, entre le marxisme et le mouvement ouvrier, était le plus important, d'où le prestige révolutionnaire et scientifique des auteurs marxistes allemands.

De cette situation résulte aussi une restructuration fonctionnelle du marxisme, en termes théoriques et pratiques: la question de la problématique de

la nature du capitalisme; son évolution ou son dépérissement; la fonction révolutionnaire de la lutte des classes et du prolétariat; et surtout la question du passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, tout ceci sera l'objet de plusieurs interprétations et confrontations qui débouchent dans la formation de différents courants se réclamant tous du marxisme.

Là, il faut rendre justice à Edouard Bernstein; car ce fut lui qui combattait le plus les principes dogmatiques du marxisme sans se préoccuper de l'aspect scientifique et révolutionnaire de ses positions. Il fut capable de remettre en cause certains postulats du marxisme tenus pour absolument scientifiques et révolutionnaires. Il émit notamment l'idée que le capitalisme n'était pas exclusivement un processus engendrant des antinomies; c'est-à-dire que pour Edouard Bernstein le prolétariat avait plus d'avantages à retirer du capitalisme que de désavantages. La lutte des classes, au lieu d'être exacerbée, devait être atténuée, afin de permettre une évolution sans ruptures et sans crises, dans la période historique entre le capitalisme et le socialisme. De ce présupposé analytique, Edouard Bernstein en arrivait à la conclusion qu'il fallait que le prolétariat s'adapte systématiquement aux lois historiques fondées sur les réformes du capitalisme. De ce fait, par son intervention dans le processus syndicaliste, coopérativiste et parlementaire, le prolétariat devenait une classe sociale majoritaire et adulte, capable d'instituer le socialisme.

Néanmoins, les positions de Edouard Bernstein, tout en permettant une grande révision des principes du marxisme, sont très contradictoires. Car, tout d'abord, si en tant que marxiste il trouve que le capitalisme est un système d'exploitation et d'oppression, duquel découle la nécessité de sa disparition, on ne comprend pas la raison pour laquelle le prolétariat devrait se maintenir, volontairement, dans une telle société. Même si les réformes pouvaient permettre d'arriver à des améliorations économiques et sociales ponctuelles, ce seul fait n'enlevait rien à la nécessité de lutter pour remplacer le capitalisme par le socialisme. En tant que modes de production antagoniques, ce n'étaient pas seulement les conditions objectives inhérentes au développement normatif du capitalisme qui détermineraient le surgissement du socialisme. Le phénomène de la lutte des classes, comme expression subjek-

ive de cette réalité-là, devait aussi y contribuer.

Karl Kautsky et Rosa Luxemburg, après la mort de Friedrich Engels, se révèlent les grands vulgarisateurs du marxisme. La conception de Karl Kautsky se fonde au préalable sur l'orthodoxie marxiste la plus rigide, mais il évolue par la suite vers une pensée réformiste, plus d'accord avec le courant social-démocrate de son époque. Au nom d'un marxisme scientifique, il devient l'opposant au révisionnisme de Edouard Bernstein, fondamentalement sur le contenu de l'évolution historique prévue par ce dernier pour le capitalisme. Dans la mesure où ce système était fondé sur une contradiction inaltérable, le capitalisme, d'après Karl Kautsky, était astreint à des crises qui provoqueraient sa disparition. En même temps, et parce que le socialisme était le résultat d'une lutte éthique et volontariste, selon Karl Kautsky le prolétariat avait besoin des partis, des syndicats et du Parlement, afin que sa conscience révolutionnaire en soi aiguillonnée.

Ainsi, comme partisan du marxisme, Karl Kautsky, devient le défenseur d'une instauration du socialisme à partir de deux prémisses fondamentales. L'une est l'objective, déterminée par le processus évolutif contradictoire du système capitaliste, qui déboucherait sur une situation de crise généralisée; l'autre, la subjective, est issue de la conscientisation révolutionnaire du prolétariat. Or, si le processus critique de la société capitaliste doit être dialectiquement dépassé, il faut que le prolétariat assimile positivement la science marxiste; c'est en acquérant la science marxiste que le prolétariat pourra devenir une classe sociale capable d'instaurer le socialisme. Pour des raisons qui tiennent à la division sociale du travail, les intellectuels partisans du marxisme se révèlent les figures centrales de la dynamisation de la science marxiste au sein du prolétariat. De ce fait, ils seront la couche sociale ayant le plus de capacités pour stimuler la conscience de classe du prolétariat, à travers les partis, les syndicats et les parlements.

Plus tard, Karl Kautsky toujours partisan du marxisme, mais désillusionné par l'évolution de la révolution russe, s'insurge contre les formes dictatoriales et étatiques du processus révolutionnaire menant au socialisme. Il devient alors avec Edouard Bernstein le grand précurseur du marxisme social-démocrate.

Le socialisme ne serait possible que si les conditions positives d'un processus d'accumulation de réformes se faisaient jour, dans un système démocratique et parlementaire capitaliste.

Rosa Luxemburg, plus radicale que Edouard Bernstein ou Karl Kautsky dans sa défense des positions marxistes, reste néanmoins elle aussi prisonnière de l'orthodoxie. Son ouvriérisme spontanéiste, qui tend vers un plus grand radicalisme, part toutefois de la défense des mêmes principes. Ses thèses extrémistes au sujet de l'inéluctabilité de la crise capitaliste, à partir du processus de réalisation de la valeur à l'échelle mondiale, bien que situant le point central de la crise capitaliste sur des présupposés différents de ceux de Karl Marx, ne l'empêche pas de soutenir que les raisons de la nécessité historique du développement du mode de production capitaliste se trouvent au niveau de sa nature d'exploitation et d'appression. Sa conception anti-réformiste se fondait sur la défense du marxisme orthodoxe.

Elle préconisait donc le développement exacerbé de la lutte des classes et l'instauration de la dictature du prolétariat pour la réalisation du socialisme. Rosa Luxemburg, qui a fait la critique de la nature bureaucratique de la révolution russe, s'est malgré cela montrée partisane des objectifs des bolcheviks, y compris du modèle de la "transition" qu'ils avaient entamé dans la pratique.

Ainsi, tout en soutenant des thèses différentes dans la lecture de l'oeuvre de Karl Marx et du mouvement social de leur époque, Friedrich Engels, Edouard Bernstein, Karl Kautsky et Rosa Luxemburg ont été les précurseurs du marxisme en tant qu'idéologie et comme système. Et il faut en outre souligner qu'ils sont également les auteurs des vulgarisations théoriques qui ont permis l'avènement des expériences se réclamant de "la transition vers le socialisme". Tout cela est fondé sur plusieurs raisons. Tout d'abord, l'inéluctabilité de la disparition du mode de production capitaliste; ensuite, la conception unilinéaire d'après laquelle la classe révolutionnaire est le prolétariat; le troisièmement, la nécessité d'une phase de "transition" entre le capitalisme et le socialisme, que ce soit par la voie réformiste ou révolutionnaire; quatrièmement, la nécessité d'un Etat ouvrier identifié aux intérêts du prolétariat; cinquièmement, le besoin de maintenir la division sociale du travail et le salariat, puisqu'il s'agit d'une phase de "transition"; et finalement, la nationalisation des moyens de production, en vue d'une socialisation et d'une reproduction de la richesse sociale.

2.2 - L'IDENTITE HISTORIQUE DU MARXISME DANS SES VERSIONS ASIATIQUE ET BOLCHEVIQUE

Les contradictions inhérentes au développement du capitalisme en Russie, à la fin du XIX^{ème} siècle, systématisèrent un mouvement social d'opposition au régime des tsars au sein de couches sociales bourgeoises progressistes et intellectuelles. Les mécanismes engendrant une telle opposition se fondaient sur la misère et l'oppression des masses travailleuses et sur la nature despotique du régime des tsars. Les intellectuels, confrontés à cette réalité, d'une part, et au monde du progrès et de liberté parlementaire et syndicale du capitalisme en Europe occidentale, sont travaillés par des idées de libération nationale. Soucieux de trouver un antidote culturel, politique, idéologique et social capable de détruire le régime des tsars et d'engager la Russie sur la voie du progrès et de la liberté, ils importent et assimilent les modèles de société existants en Europe occidentale, tant ceux qui sont au pouvoir que ceux de l'opposition.

C'est dans la confrontation d'idées de ces modèles-là que les intellectuels russes font pénétrer le marxisme en Russie. S'il est vrai que les partisans du marxisme ont essayé de reproduire en Russie le modèle marxiste dominant en Europe occidentale, à partir d'un certain moment (fondamentalement à partir de la scission du parti social-démocrate ouvrier russe en mencheviks et bolcheviks) se produit une révision de cette identification. Les conditions objectives et subjectives de la Russie, dans la mesure où elles étaient assez éphémères de la réalité de l'Europe occidentale, contraignirent les bolcheviks à restructurer le marxisme en fonction de leur propre réalité.

Afin de lutter contre le régime des tsars, dans une société sous-développée et soumise au despotisme, le parti bolchevique ne pouvait que prendre le chemin du combat clandestin. En l'absence de conditions permettant le développement des forces productives et du socialisme, il fallait créer un parti de professionnels de la révolution, clandestins. Ce parti devait pour ainsi dire "diriger les étapes", en fomentant le volontarisme subjectif de la lutte des masses dynamisées par le prolétariat. Ces conditions menèrent à réviser nombre de postulats marxistes alors soutenus en Europe occidentale. Au début, dans la mesure où les positions des bolcheviks n'avaient pas une grande réso-

nance en Russie, les chefs du marxisme européen s'abstinrent de les critiquer.

Ceci étant, et en dépit de l'opposition des mencheviks, plus proches des prémisses du marxisme orthodoxe, pour Lénine et ses camarades du parti bolchevique le marxisme en Russie devint une science et une idéologie produites par ce parti. De ce fait, le marxisme, au lieu d'être une science et une idéologie propres au mouvement ouvrier moderne et à un capitalisme fondé sur un grand développement des forces productives, devient l'idéologie et la science d'un parti, dont le but était le développement et la croissance accélérés des forces productives et du prolétariat dans un pays sous-développé du point de vue capitaliste. Ces présupposées constituent une révision des principes théoriques soutenus par Karl Marx et le marxisme orthodoxe, mais en partie seulement.

Bien que Karl Marx et le marxisme soutiennent que le socialisme ne peut être instauré sans qu'au préalable il y ait eu un grand développement des forces productives et, par conséquent, d'un prolétariat fort et homogène, il n'empêche que la lutte des classes soit le moteur du processus et donc que la réponse de la bourgeoisie se répercute par un développement de plus en plus poussé des forces productives, lesquelles doivent conditionner les possibilités de l'instauration du socialisme. Se substituant à la fonction historique de la bourgeoisie et identifiant l'Etat aux intérêts révolutionnaires du prolétariat, Lénine et le parti bolchevique, en devenant des apologistes de l'industrialisation et du développement forcé des forces productives, veulent atteindre d'une autre manière que Karl Marx et les marxistes orthodoxes les objectifs pour l'instauration du socialisme.

Ce sont les processus historiques qui opposent Lénine et les bolcheviks à Karl Marx et aux marxistes orthodoxes. D'un côté, ces derniers se fondent entralement, pour parvenir au socialisme, sur le développement préalable des conditions objectives et, ensuite, sur les fonctions spécifiques à la subjectivité révolutionnaire du prolétariat. De l'autre, Lénine et les bolcheviks prennent principalement pour base les facteurs d'ordre subjectif; la dynamisation de cette réalité devrait créer par la suite, de manière accélérée, les conditions objectives pour la réalisation du socialisme. Pour toutes ces

aisons, nous pouvons affirmer que la nature du socialisme réalisé en Russie en 1917 est en grande partie fondée sur tels principes analytiques. Il n'y a pas vraiment de contradiction ni de rupture théorique entre ce que les bolcheviks préconisaient au temps des tsars et du socialisme qu'ils instaurent en 1917.

De là nous pouvons inférer logiquement que, par un processus graduel, l'articulation entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste se fera lorsque la société capitaliste aura épuisé ses capacités à développer les forces productives. Pour ce qui est du processus de "transition", vu que l'Etat ouvrier nationalisa et socialisa ces forces-là et s'identifia aux intérêts de classe du prolétariat, les bases de l'exploitation et de l'oppression devaient disparaître. Autrement dit: pour les bolcheviks, à partir du moment où il y avait identification fonctionnelle entre forces productives et rapports sociaux de production, le socialisme existait. Vu que le prolétariat et le développement des forces productives étaient tous deux bien faibles, il fallait historiquement passer par une période de "transition" entre le capitalisme et le socialisme, capable de susciter une réalité fondée sur le principe: de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins.

Nous pouvons ainsi affirmer que le bolchevisme est un courant historique qui sort directement du marxisme et de Karl Marx. Les déviations que subit son évolution, surtout à partir de 1917, sont le résultat des caractéristiques asiatiques et sous-développées du capitalisme russe, ainsi que de l'absence d'un processus de transformation révolutionnaire similaire à partir des pays capitalistes les plus développés. Le bolchevisme est donc bien, en tout état de cause, l'une des variantes historiques du marxisme.

2.3 - "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" EN TANT QUE DEVENIR HISTORIQUE DU PROLETARIAT S'EST MUEE EN SON CONTRAIRE

Le parti bolchevique, en prenant le pouvoir en Russie en 1917 et en prétendant instaurer par là le socialisme, dut faire face à une série d'obstacles extrêmement négatifs qui déterminèrent la nature du régime de la société socialiste. La guerre, la famine, la désagrégation généralisée de l'économie, des institutions civiles et étatiques d'un côté, le manque de solidarité révolutionnaire de classe au niveau international de l'autre, n'ont pas permis que certaines des prémisses de la socialisation de la richesse sociale, de la destruction de l'appareil d'Etat, de la division sociale du travail, de la formation généralisée de conseils ouvriers (soviets) en tant que forme d'organisation de la production et de la contomnation de la richesse puissent se matérialiser positivement.

S'il faut garder présents à l'esprit tous ces éléments qui représentent autant de difficultés sur la voie d'une réalisation du socialisme, il n'en est pas moins vrai que l'expérience révolutionnaire était dès ses débuts, pour ce qui est du parti bolchevique, la négation même des buts proclamés. La première expérience de la "transition" a identifié la nationalisation des secteurs de base de l'économie et la possession de l'Etat au socialisme. Car tous les secteurs de l'économie, y compris ceux de toute évidence capitaliste ou pré-capitalistes, étaient, dans la phase de "transition", des serviteurs de l'accumulation socialiste. Il est vrai qu'au départ les bolcheviks combattaient sur l'internationalisme prolétarien, et que donc la situation restait mouvante: mais peu d'années après 1917 on en est venu à la conception du socialisme national.

Pour y arriver, les bolcheviks orientèrent leur action en tant qu'avant-garde dirigeante de la classe ouvrière à partir de deux bases essentielles: le développement des forces productives et l'accumulation de richesse sociale sur la base du travail humain. L'industrialisation du pays devint ainsi la grande tâche et le fondement même du socialisme russe. Ce n'est qu'en développant de façon gigantesque les forces productives du pays qu'en pourrait arriver à un bien-être social et à la création d'un prolétariat fort et cons-

cient. L'idéologie du travail et du développement des forces productives en tant que facteurs déterminants de la poursuite de "la transition vers le socialisme" devint ainsi quelque chose de "naturel".

Devant l'impossibilité de remettre en route des moyens de production sophistiqués et de trouver du capital, les bolcheviks seront contraints de faire marcher, en grande quantité et à des rythmes poussés, la seule véritable source d'accumulation dont ils disposaient: le travail humain. La force de travail disponible en millions de paysans pauvres, de soldats, et d'ouvriers sera l'élément central de l'accumulation socialiste en URSS. Ces travailleurs deviennent vite des objets d'exploitation et d'oppression, par le despotisme et la militarisation du travail, par l'expropriation forcée de la richesse des paysans, par la collectivisation forcée des terres et des moyens de production appartenant aux paysans riches et aux pauvres. Les salaires de misère de tous ces prolétaires, ainsi que l'impossibilité d'avoir recours à la grève créent une nouvelle situation.

Le côté gigantesque de cette "transition" apparaît au grand jour lors de la répression armée des paysans communautaires d'Ukraine ou des marins et ouvriers de Kronstadt (1919-1921), ainsi que de tous ceux qui ne voulaient plus accepter le pouvoir despotique des bolcheviques. La collectivisation forcée, étatique, des paysans, à partir des années 20, qui provoqua la mort de millions de personnes, montre à elle seule combien le travail humain était à la base de cette "ère nouvelle". La poursuite du but (le socialisme) expliquait et faisait accepter toutes les monstruosités aux bolcheviks; les événements qui jalonnent l'histoire de "la transition vers le socialisme" en URSS (la famine, les exécutions, l'exploitation, l'oppression de plus en plus accentuée) n'étaient que des incidents passagers sur le chemin grandiose de l'avenir. La "transition" ne tolérait pas la "rhétorique" de la liberté ou de l'égalité.

Il y eut ainsi un grand développement des forces productives et une grande prolétarisation du paysannat et d'autres couches sociales. Mais les résultats de tels efforts n'ont pas profité à ceux qui les avaient réalisés, les prolétaires. Ceux-ci, surveillés par leur "avant-garde" dirigeante, le parti bolchevique, que pouvaient-ils faire d'autre que s'adapter cyniquement devant un Etat omniprésent et tout puissant? La résistance initiale de certaines

rations de ce prolétariat fut écrasée par les armes, par la famine, la dé-
 ation et la terreur. Mais, plus profondément, il y eut largement une identi-
 ication de ce prolétariat à ce nouvel Etat qui était, idéologiquement, leur
 manation. Nombre des dirigeants du parti ou de l'Etat étaient d'ex-ouvriers
 u d'ex-paysans.

"La transition vers le socialisme" en URSS (maintenant finie) n'a donc
 as fait disparaître le salariat, la division sociale du travail, la marchan-
 ise, la valeur d'échange, l'Etat; toutes ces catégories historiques du mode
 e production capitaliste s'y sont même développées de façon exacerbée. Le
 apport fonctionnel et hiérarchique du socialisme en URSS, en faisant des in-
 ividus prolétariés des esclaves modernes, créa un Etat totalitaire dirigé
 ar une classe sociale qui se l'est partagé à différents niveaux institution-
 els. La bureaucratie des entreprises, du parti, de l'Etat, des forces armées
 t de la police, scientifique, etc., en s'emparant de tout le pouvoir, a ac-
 uis par là des fonctions qui lui fournirent tout de suite des privilèges ex-
 rimés en bien-être résultant directement du pouvoir, et non pas de la pos-
 ession du capital.

"La transition vers le socialisme" est donc une variété historique du mar-
 isme. Par le rôle joué par Lénine, un courant est ainsi né, le marxisme-léni-
 isme, qui correspond à la réalité du processus révolutionnaire en Russie. Ses
 urants subsidiaires (le trotskysme, le maoïsme, le stalinisme, etc.,) n'en
 ont que des appendices fonctionnels liées à des réalités historiques spécifi-
 es. S'il y avait entre eux des différences les opposant, ils tendaient tous
 à même but: "la transition vers le socialisme". Ainsi, lorsque Léon Trotsky
 paraît comme le grand défenseur du marxisme-léninisme et accuse Staline de
 iviations, il veut faire oublier qu'en tant que commissaire à la Guerre et
 x Transports, il avait été le principal animateur de la militarisation du
 avail; ou que Staline avait poussé l'industrialisation et la collectivisa-
 on forcée de la paysannerie comme Léon Trotsky lui-même l'aurait fait à sa
 ace.

Le modèle de société implanté en Chine est une reproduction du régime rus-
 . Même si par la suite, les deux Etats en sont arrivés à une opposition mar-
 ée, après le conflit de 1956, basée sur des différences dans leurs dévelop-
 ements respectifs, cela ne fait pas changer, chez l'un ou l'autre, le modè-

le de base par la "transition". D'ailleurs, le comportement de l'Etat chinois vis-à-vis de l'URSS, après 1956, est plutôt dicté par la volonté de se libérer de l'emprise du "grand frère" à seule fin d'entreprendre lui-même influencer dans le monde des mouvements qui pourraient lui être utiles pour son propre développement.

Le marxisme-léninisme n'est pas une rupture théorique et pratique par rapport au marxisme. Il y a une continuité logique entre celui-ci et celui-là: c'est le déterminisme économiste, faisant apparaître comme une nécessité révolutionnaire la phase de "la transition vers le socialisme". Le léninisme fut la pratique du marxisme en Russie, et en quelque sorte sa réalisation.

2.4 - LA CONTRADICTION DU MARXISME ET DU MARXISME-LENINISME DANS LEUR PHASE HISTORIQUE CONTEMPORAINE

Nous sommes arrivés à la conclusion que les pays qui suivirent la voie socialiste guidés par les principes du marxisme-léninisme ont partout le même modèle. Devant l'exploitation et l'oppression fomentées par un capitalisme sous-développé, il s'agit de mettre l'accent sur un nouveau développement qui se révèle comme étant la suite, politiquement différente, de ce qui l'a précédé. Cette différence politique et idéologique est fondée sur l'alliance ouvrière-paysanne, montrant par là notamment qu'il s'agit de sociétés où les masses paysannes sont encore très importantes, sinon majoritaires. Le parti unique, et en tant qu'avant-garde dirigeante, se charge de penser ce développement et de le mettre en pratique par le biais de l'Etat sur lequel il se fonde. C'est ainsi que la dictature du prolétariat devient la dictature ouvrière-paysanne, surtout à partir de la Chine, ce qui correspond à une adaptation de l'idéologie aux spécificités de sociétés plutôt agraires (l'Albanie, Cuba, le Vietnam, et plus tard bien d'autres).

Ceci nous amène à comprendre que "la transition vers le socialisme" n'a été possible que dans des sociétés ayant des caractéristiques suivantes: tout d'abord, un relatif sous-développement des forces productives, c'est-à-dire l'absence d'un prolétariat numériquement fort; ensuite, la "transition", jusqu'elle se fonde centralement sur la nationalisation des moyens de production, c'est-à-dire sur l'étatisation poussée, constitue inévitablement des régimes dictatoriaux résultant de mouvements de libération nationale (dont le modèle achevé est celui de la Chine).

Par contre la réalisation d'un tel modèle de société n'a pas été possible dans des pays à grand développement des forces productives et ayant un prolétariat numériquement important. Dans nombre de ces pays il y a des partis se réclamant du marxisme-léninisme, et ils y arrivent parfois à des résultats électoraux importants ou contrôlent des syndicats non moins importants; mais ces partis ne peuvent y fonctionner que comme des éléments pour ainsi dire institutionnels, dans la logique normative de la société capitaliste, et ne constituent pas une réelle alternative de société.

Dans ces sociétés plus développées d'Europe et d'Amérique, il apparaît que le déterminisme économe du développement des forces productives et de la

fonction révolutionnaire du prolétariat, développé par Karl Marx et le marxisme orthodoxe, n'a pas de crédibilité historique. Si nous partons du principe marxiste selon lequel le capitalisme est avant tout un modèle de société fondé sur un rapport social de production produisant l'oppression et l'exploitation, nous pouvons affirmer que, grâce à différentes modalités structurelles et institutionnelles, une telle réalité domine toujours impérativement et se développe à l'échelle de la planète. Il en découle que l'analyse marxiste, en se voulant scientifique, est devenue une idéologie qui tend à se propre désagrégation historique. La fonction et le devenir révolutionnaires du prolétariat se sont révélés plutôt comme des éléments de la perpétuation du capitalisme, et non pas de sa disparition.

Au seuil de la troisième révolution industrielle, le développement gigantesque des forces productives consolidé dans la production, l'accumulation et la consommation massives de l'industrie spatiale, cybernétique, télématique, robotique, électronique, nucléaire, des moyens de communication par satellite, la télévision, l'informatique, etc., a radicalement restructuré la fonctionnalité et l'identité hiérarchiques et antagonistes qui subsistaient pendant les premières et secondes révolutions industrielles. L'accès à la consommation généralisée de marchandise de masse, les modifications dues à l'invention technologique et à l'organisation cybernétique du travail dans l'optique capitaliste ont rendu possible l'identification du prolétariat au capitalisme, et par là son intégration. Le développement des forces productives sur la base de l'invention technologique et de l'organisation scientifique et cybernétique du travail généralisa la restructuration sociale du travail à partir du rapport dominant/dominé, dirigeant/dirigé, pouvoir/non-pouvoir, savoir/non-savoir. Au niveau des institutions étatiques, de partis, syndicales et culturelles une telle réalité est assez évidente. Dans les usines, les campagnes, les ateliers, etc., le patron est toujours là, mais en tant qu'entité sociale anonyme dans la majorité des cas. Depuis l'implantation de la technologie inhérente à la troisième révolution industrielle et à l'organisation scientifique et cybernétique du travail, ceux qui commandent et dominent ce sont les dirigeants cadres et les techniciens. Les subordonnés, exploités et opprimés, sont une masse d'individus prolétarisés à différents niveaux inférieurs de la division sociale du travail moderne.

Par conséquent, on est devant un processus de socialisation complexe et

lié de l'activité humaine productive, consommatrice et accumulatrice de richesse sociale. L'intégration et le degré de complicité, dans ce processus formatif, de la part des individus prolétarisés, est une réalité historique structurelle tendancielle. Par exemple, parmi ceux qui décident de la production et de la consommation de l'industrie de guerre (les patrons d'usines, les politiciens et les militaires), il n'y a pas seulement la perspective de dominer, d'exploiter, de réprimer et de provoquer le génocide des populations. Les prolétaires qui travaillent dans ces usines et les soldats qui vont employer le résultat d'une telle production ne sont pas seulement dominés et exploités. En touchant des salaires, en vivant dessus, ils sont aussi complices. Le rapport d'antinomie entre le capital et le travail est alors presque inexistant. S'il y a des tendances historiques fonctionnelles et organiques qui mènent à la socialisation des individus et des couches sociales, l'actualité contemporaine du capitalisme qui vit le début de la troisième révolution industrielle va dans le sens de la généralisation d'une telle complicité massive.

En termes de prolétarianisation historique des classes sociales et des individus n'appartenant pas à la bourgeoisie ascendante, l'évolution prévue par Karl Marx et le marxisme orthodoxe s'est pas réalisée. Le développement des forces productives, au lieu de produire un prolétariat typique, fondé sur l'industrie d'usine et lié par une homogénéité révolutionnaire, a produit le prolétariat différencié des services, des moyens de communication, des moyens d'information, de la répression et des industries liées à la troisième révolution industrielle. L'industrie technologique sophistiquée qui est l'objet d'une innovation constante au niveau des grandes usines de production et de consommation de marchandises, les institutions étatiques et civiles qui servent à la socialisation des individus structurent le prolétariat moderne afin que celui-ci réalise des fonctions de production et d'accès à la richesse sociale qui ne s'adaptent plus à la réalité vécue par le prolétariat du XIX^{ème} siècle. Au premier quart du XX^{ème}, c'est-à-dire de celui que Karl Marx et le marxisme orthodoxe avaient analysé.

Les fonctions exercées par le prolétariat moderne dans les industries modernes et sophistiquées ne sont pas pareilles à celles que l'ouvrier-masse exécute dans les industries typiques de la seconde révolution industrielle. Où il s'ensuit qu'il n'y a pas un prolétariat modèle, homogène de par les

fonctions qu'il exécute et les salaires qu'il touche. Si nous pensons que le véritable prolétariat ne subsiste qu'au niveau de l'ouvrier-masse, engagé dans le processus direct de production, producteur de plus-value, nous sommes alors contraints d'admettre que le prolétariat n'a pas tendance à devenir la classe sociale majoritaire, la seule ayant la capacité de devenir la classe sociale révolutionnaire par excellence.

D'un autre côté, les phénomènes inéluctables que Karl Marx et le marxisme orthodoxe considéraient comme étant à même de déterminer la destruction du mode de production capitaliste se sont révélés dans la pratique de l'histoire insuffisants, et ont subi une restructuration. Le fait de considérer le "travail vivant" du prolétariat engagé dans le processus de production de richesse matérielle et de la valeur comme le seul créateur de valeur n'est pas linéaire. Si nous admettons que le "travail vivant" est par essence l'ensemble des potentialités physiologiques et intellectuelles dépensées à travers la fonction du travail humain dans la création de richesse sociale, traduites sous la forme de marchandises physiquement palpables et non palpables, nous ne pourrions pas dire que les activités de socialisation qui menèrent à cette production soient exclusives des ouvriers engagés dans le processus de production. La socialisation des divers moments qui rendent possible la production de richesse sociale marchande du mode de production capitaliste ne se limite pas physiquement au rapport de l'ouvrier avec l'objet et le moyen de travail. Le capitaliste lui-même, en passant par le PDG, le technicien, le comptable, le chef d'atelier, l'ouvrier, tous sans exception dépensent de l'énergie physique et intellectuelle. Leur fonction est directement en rapport avec la production marchande et de valeur. La qualité de produire de la valeur et du capital n'est pas exclusivement déterminée par la fonction du prolétariat dans le processus de production de richesse sociale.

Si nous partons de cette base, le rapport entre le travail non payé et travail payé, entre plus-value et salaire, etc., devient différent. Ce ne sont pas seulement les ouvriers directement liés à la production qui produisent de la valeur. Cette fonction, étant généralisée à tous ceux qui contribuent, par la dépense d'énergie physique et intellectuelle (travail vivant), directement et indirectement, pour la production de richesse sociale, cela veut dire que tous produisent aussi de la valeur. La plus-value n'est en effet pas seulement produite par le prolétariat engagé le processus de production. Le capitaliste,

es actionnaires du capital, etc., ne se bornent pas à toucher la plus-value du capital investi. Par des moyens directs et indirects, ils font partie de la rationalité capitaliste liée à la production de richesse sociale; même si ce n'est que sous la forme de pensée du profit, ils personnifient un moment de la dépense d'énergie physique et intellectuelle dans la production. Ils ont une partie du travail collectif inséré dans ce processus.

L'identité socialisante de l'individu ne peut pas être définie sur la seule base de la propriété privée des moyens de production, ni sur la seule fonction spécifique qu'il exerce dans la production de richesse sociale et de valeur, mais même à partir de son rapport à la société civile et à l'Etat. L'activité humaine produisant, consommant et reproduisant de la richesse sociale est la fonction d'une socialisation qui n'est pas a-historique. Les individus prolétarisés sont de plus en plus des particules d'activité humaine consolidées en énergie physique et intellectuelle produisant les institutions de la société et la société.

Evidemment, ce processus de développement capitaliste dynamise l'oppression, exploitation et la répression. Plus: il robotise l'individu prolétarisé comme jamais auparavant. L'irrationalité et la complexité des technologies et de la division sociale du travail, la sophistication de l'appareil répressif de l'Etat, la destruction de l'équilibre existentiel des humains, et des humains en rapport à la nature, sont la production historique et logique d'un tel processus. Mais la question qui demeure est toujours celle-ci: qui produit en réalité cette situation?

Ce ne sont pas seulement les capitalistes, les militaires et les gouvernements. A l'intérieur de la logique normative de l'activité humaine rationalisée par le capitalisme, l'ouvrier est complice de sa réalité en tant qu'esclave moderne de cette modernité. De par les possibilités d'ascension sociale, le prolétaire peut monter. Défenseur de sa misère existentielle, à seule fin de défendre le côté privatif d'une telle misère il justifie les institutions étatiques, patronales et culturelles qui le produisent et reproduisent.

De ce fait, une grande partie des prémisses historiques de Karl Marx lui-même, du marxisme orthodoxe et du marxisme-léninisme sont aujourd'hui très éloignées de la réalité du capitalisme à l'échelle universelle.

Pour ce qui est du marxisme-léninisme en particulier, son insertion contemporaine est tellement négative que les pays où le modèle fut instauré ne peu-

vent continuer leur évolution que sur la base de la répression totalitaire et de l'exploitation sans bornes du prolétariat. Si l'on soutient éthiquement et philosophiquement que le socialisme est un modèle de société où il n'y pas d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme, le modèle marxiste-léniniste est son antithèse.

Quant aux prémisses de Karl Marx et du marxisme orthodoxe fondées sur la critique radicale du capitalisme, elles sont devenues, de nos jours, un ensemble apologétique, dans les pays sous-développés, et une idéologie stérile dans les pays capitalistes modernes. Au fond, incapable de prévoir l'actualité émancipatrice du socialisme et du prolétariat, le marxisme les a transformés en un devenir mystique et dans une réalité négative.

III - CARACTERISTIQUES DU SOCIALISME PORTUGAIS

3.1 - COMMENT LA DICTATURE SALAZARISTE A FOMENTE LA NECESSITE DE L'INSTAURATION DU SOCIALISME AU PORTUGAL

Le modèle dictatorial implanté au Portugal par Salazar n'a pas eu une pureté fasciste propre. Les fascismes italien et allemand, tout en ayant des influences théoriques et pratiques sur le Portugal de Salazar, étaient des modèles de société possédant une identité propre et une consistance historique; ce ne fut pas le cas du Portugal. La dictature de Salazar était un curieux mélange de caractéristiques despotiques, libérales et conservatrices.

Les brandos costumes (les mœurs douces) de la société portugaise, en l'absence d'une classe capitaliste moderne et agressive et d'une classe ouvrière revendicative et révolutionnaire, ont permis, à partir de la fascisation des syndicats, à Salazar de devenir un dictateur capable de socialiser positivement la nouvelle réalité institutionnelle. Afin qu'il y ait de la paix, de la nourriture et de l'ordre au travail et en famille, il fallait favoriser le développement d'un système corporatiste et conservateur assez homogène. Il fallait maintenir les notions de ruralité, d'émigration et de colonialisme chez les Portugais.

Seul un capitalisme archaïque, soutenu par un Etat répressif et paternaliste, pouvait faire marcher un tel système. Pendant une trentaine d'années, l'inefficacité et l'incapacité de systématisation de modèles industrialistes capables de mettre en route le développement économique dans l'espace national et colonial furent dominantes. L'appareil d'Etat intervenait trop dans les affaires du capital et du travail, et se montrait trop répressif par rapport à ce dernier. Ce que le capitalisme n'arrivait pas à faire par la voie des mécanismes inhérents à la croissance et au développement économique, revenait ainsi à l'Etat, qui est devenu un Etat-providence.

D'un côté, l'Etat rendait impossible une logique revendicative (interdiction des syndicats), en vue de rendre stratégiquement impossible toute action de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre, dont les condi-

tions de vie étaient extrêmement difficiles. D'un autre côté, fondé sur la mentalité religieuse populaire, fataliste, il montait un réseau de soutien aux plus pauvres par le biais des oeuvres de bienfaisance (des maisons pour les pauvres, du travail pour les pauvres, de l'enseignement pour les pauvres, de la religion pour les pauvres). Par une politique de travaux publics, l'Etat évitait le pire, fournissant du travail, par à-coups, aux malheureux (constructions d'hôpitaux, d'écoles, de réseaux routiers, de logements à loyers réduits).

Par ailleurs, en spoliant les peuples des colonies, le capitalisme portugais trouvait là des raisons pour maintenir son archaïsme au niveau de la métropole et des colonies. Et lorsque une telle spoliation n'a plus pu continuer sans rencontrer de graves problèmes, l'Etat n'avait qu'une solution: la répression armée, les prisons. La guerre coloniale sur trois fronts (l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau) allait tout bouleverser, mais le régime était incapable de la moindre adaptation.

Malgré les caractéristiques étouffantes du régime portugais, ce n'est qu'après 1960 qu'il a eu à combattre des mouvements de contestation sociale plus dangereux que ceux survenus dans l'après guerre. La contestation du régime s'est centrée sur plusieurs fronts. Une partie de la petite-bourgeoisie et les intellectuels voyait ses objectifs économiques, culturels et sociaux limités, et complotait contre le régime quand celui-ci lui donnait la possibilité, ou alors en silence. De son côté, le prolétariat, quand se sentait opprimé dans son existence - en termes de survie vitale - se mettait en grève ou émigrerait. Le petit paysan pauvre restait dans son endémique misère de survie ou alors, quand cela lui était permis, il émigrerait vers les colonies, l'Europe ou le Brésil, voire vers les grands centres urbains. La grande bourgeoisie de différentes tonalités idéologiques avait un accord différencié avec le régime. Une partie était en accord complet avec le régime de Salazar; celui-ci lui permettait de se maintenir dans la léthargie face aux nécessités du développement économique qui lui donnait une prépondérance, à un très haut niveau d'exploitation, totale sur le prolétariat. L'autre, bien qu'elle profitât des caractéristiques répressives et lucratives que le régime de Salazar potentialisait, cette autre partie donc - la grande bourgeoisie moderne et industrielle -, pour des multiples raisons, était contre la nature archaïque du modèle de développement capitaliste instauré par Salazar au Portugal.

Enfin, la persistance historique de la dictature instaurée à partir de 1926 était fondée sur deux aspects fondamentaux. Le fatalisme, l'ordre, la paix, la religion catholique apostolique et romaine, la patrie, le travail, qui formaient un ensemble bien imbriqué dans les "moeurs douces" portugaises; et qui s'identifiaient aussi fonctionnellement et organiquement avec l'idéologie, la morale, la politique et la philosophie de Salazar. En second lieu, la répression et la censure contre toutes les contestations qui pouvaient naître, ou remettre en cause le régime en place.

S'il est sûr que toute cette dynamique a pu évoluer à partir de paramètres ayant un minimum de substance sociale de mode autarcique, jusqu'à la fin des années 50, à partir de moment-là, ces mécanismes normatifs de persistance historique de la dictature salazariste vont être l'objet de transformations par des facteurs exogènes à la réalité de la métropole portugaise. Les problèmes inhérents à la guerre coloniale, l'émigration massive vers l'Europe occidentale et l'affluence de grosses quantités de capital étranger, à partir des années 60, tout cela va contribuer à rompre l'homogénéité et l'identification entre la société civile et l'Etat de Salazar.

La contestation du régime atteint des proportions difficiles à colmater malgré la censure et la répression. Dans l'évolution de ce processus, l'existence d'une police politique toute-puissante et omniprésente dans la vie quotidienne de chacun n'était plus suffisante, non plus que celle d'un Etat providence pour dépasser les carences et misères de la société portugaise. Le dynamisme économique et culturel provoqué par l'émigration et l'entrée de capitaux étrangers dans la métropole et dans les colonies, ainsi que les conséquences négatives de la guerre coloniale - en termes de mortalité et de démoralisation - vont provoquer la naissance et le développement d'un mouvement social qui s'opposera, sur des points déterminés, à la logique normative du "fascisme" portugais. La désintégration de la dictature de Salazar et de Caetano, pour toutes ces raisons, s'amplifia rapidement à partir des années 60. Le "mouvement des capitaines" qui aboutit au coup d'Etat du 25 avril 1974, est le résultat logique du développement et du regroupement provoqué par ce processus.

A l'articulation de ces composantes désagrégatives du régime dictatorial de Salazar et Caetano avec les perspectives sociales qui, pourtant, se déve-

loppaient selon des modèles alternatifs, il faut noter la prédominance du modèle soviétique (qui conquiert de grands soutiens et de nombreux militants). Les raisons de cette option idéologique résultent de divers facteurs. En premier lieu, la dictature de Salazar, pour s'opposer à la contestation qu'elle suscitait, ne fut capable d'utiliser des procédés de sensibilisation idéologique basée sur des présupposés différents. Cette attitude linéaire dans la socialisation idéologique des individus était le résultat d'une position manichéiste dans la société portugaise. C'était donc une attitude positiviste qui gouvernait les objectifs du régime régnant. L'attitude négative était personnifiée par le PCP et le communisme de l'URSS. Pour le régime de Salazar et de Caetano, tout ce qui s'opposait aux intérêts sacrés et impératifs de la patrie-famille-Dieu-travail était lancé par le ténébreux PCP aux ordres de Moscou. Le "croquemitaine" du communisme apparaissait ainsi comme le principal coupable de tous les maux de la société portugaise, maux réels ou potentiels. Il en résulta que la dictature ne fut pas à même de tolérer ou de capitaliser d'autres idéologies capables de s'identifier à elle dans la défense du régime. Son attitude manichéiste ne pouvait durer que si le régime pouvait dépasser ses contradictions, trouvant toujours un "bouc émissaire". Le PCP et le communisme russe (et après le conflit sino-soviétique d'autres idéologies appartenant au marxisme-léninisme) remplirent cette fonction.

Ces prémisses idéologiques et politiques du régime étaient, d'un autre côté, conjuguées et développées à travers un autre facteur important. L'isolement informatif et formatif, d'un point de vue idéologique et positif, et la provenance de pays à réalités socio-économiques différentes de celles en vigueur au Portugal, conduisit à l'atrophie de la formation sur les idées, les mouvements sociaux et les réalités socio-économiques internationaux. La situation géographique du Portugal, entre la mer et l'Espagne franquiste, contribua aussi à un tel isolement.

Il reste que le manichéisme du régime va produire un manichéisme oppositional. La capacité militante du PCP, indéniable, constituera l'élément catalyseur de tout un courant d'opinion dont le but était le changement de régime. Le modèle alternatif du PCP est celui qui s'adapte le mieux aux perspectives de changement alors dominantes, assez simplement démocrates. Un mouvement gauchiste s'organise peu à peu, vers le milieu des années soixante,

mais il reste prisonnier des conceptions marxistes-léninistes. Ainsi, lorsque se produit le coup d'Etat du 25 avril, le modèle de société le plus consistant du point de vue idéologique et celui qui était le plus organisé politiquement, était sans aucun doute offert par le PCP.

Il y avait, bien entendu, d'autres courants politiques non négligeables qui se manifestaient dans la société portugaise avant 1974: socialiste, social-démocrate, démocrate-chrétien, fasciste pur et dur. Mais ils étaient impuissants et à vrai dire sans organisation politique structurée. Ils avaient très peu d'influence dans la société civile, à l'exception près du courant social-démocrate, qui arrivait à faire de la propagande, ne serait-ce que parce qu'il essayait de changer le régime de l'intérieur. Seulement, par rapport au PCP, il ne jouissait pas de tout du même crédit, vu qu'il était lié au régime de Caetano.

Le fait que le MFA n'ait pas évolué d'une façon linéaire, dans le contexte de la révolution portugaise, n'ôte cependant pas d'importance à cette réalité: le contenu de la nature de "la transition vers le socialisme" a été au Portugal largement le produit historique du "fascisme" portugais, qui créa son contraire potentiel - le PCP et le modèle de société socialiste instauré en URSS.

3.2 - "LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME" AU PORTUGAL

"La transition vers le socialisme au Portugal s'est largement inspirée du modèle de société instauré en URSS. L'identification de ce cas portugais de "transition" avec ceux d'autres pays est notable, car à la base il y a le modèle soviétique. Le cas portugais est différent seulement dans la mesure où il n'a pas eu le temps de se systématiser. C'est cela qui ne permet pas que l'on fasse une analyse exhaustive et fondée de la problématique en question. Mais la nature du cas portugais ne présentait pas de différences quant au fond avec le modèle central. Evidemment, les différences historiques de toutes sortes entre la réalité du Portugal en 1974-1975 et celle de la Russie en 1917 et jusqu'à nos jours sont trop énormes; mais l'identité idéologique et les objectifs sont les mêmes, fondés qu'ils sont sur les mêmes principes, ceux du marxisme-léninisme.

En partant de là, la tentative d'instauration du socialisme au Portugal, en étant mise en route, centralement, sur la base des institutions étatiques et militaires, et en s'inspirant du modèle soviétique, avait un rapport avec cette négativité que représentait le fascisme portugais. Le mûrissement structurel du PCP dans la clandestinité, en tant qu'organisation de parti et en tant qu'appareil capable de changer l'Etat portugais en Etat-providence positif, rassembla un mouvement social en accord avec son propre modèle.

Bien que l'explosion sociale spontanée des couches prolétarisées plus conscientes de leur situation ait été le centre de dynamisation du mouvement social autour du projet de société soutenu par le PCP et une réponse historique à l'attitude négative du capitalisme privé, cette réalité-là n'explique pas suffisamment les raisons objectives qui sont à l'origine des caractéristiques prises par la "transition" au Portugal. Il est vrai qu'il y a eut beaucoup de grèves dans les usines des centres urbains, certaines prenant des tours radicaux et spontanés. Il est vrai aussi que les paysans pauvres et les salariés agricoles des régions du latifundium luttèrent afin de contester les aspects les plus négatifs de l'économie agraire des latifundia. Et il est vrai encore que beaucoup de comités d'habitants et de comités de travailleurs, ainsi que des tentatives de formation des coopératives, ont

pu résister à la manipulation des partis et syndicats, allant même jusqu'à une volonté d'organisation fondée sur la démocratie directe. Mais il faut reconnaître que la dimension réelle de ces tentatives autonomes, en tant qu'éléments de contagion et de socialisation des luttes ouvrières, était limitée. Et pour cette raison-là, ces tentatives ne pouvaient aller loin, risquant plus tard par tomber indirectement dans le sillon dominant, celui des partis et des syndicats.

La tentative de la "transition" s'est donc structurée sur la base des forces dépendant du pouvoir politico-militaire institué. Devant le vide initial du pouvoir, et face aux contingences du coup d'Etat, notamment en donnant l'ouverture, au début, à une démocratie capitaliste, un mouvement social fort et homogène n'a pas pu s'imposer, comme n'a donc pas pu s'imposer un modèle de société hors des sentiers politiques connus. C'est alors que le PCP se manifeste, luttant de façon décidée pour l'institutionnalisation du MFA. Ce fut donc la capacité d'organisation du PCP, liée à la constitution du MFA en tant que pouvoir politico-militaire, qui créa la possibilité de "la transition vers le socialisme" au Portugal. Une transition fondée fondamentalement d'un point de vue juridique et idéologique et ayant pour base une relative étatisation de l'économie. Alors que les contradictions étaient plus visibles, la société évoluant vers une crise sans solution apparente, l'hégémonie relative que le PCP acquit fut l'élément suffisant pour que la société s'adaptât à une telle réalité, comme nous l'avons vu. Il était ainsi démontré que le fascisme de Salazar et Caetano avait enlevé à la société la capacité de penser et d'agir : parce ceci était l'affaire de l'Etat.

Au fond, on peut affirmer que la tentative d'instaurer "la transition vers le socialisme" au Portugal fut le produit historique de la crise et de la saignée structurelle et conjoncturelle de la dictature fasciste de Salazar et Caetano et aussi le produit de l'influence idéologique universelle que le marxisme-léninisme prend comme modèle alternatif de société.

Ainsi, d'une part, il est indiscutable que la société portugaise, durant la dictature de Salazar et Caetano était basée sur l'exploitation et l'oppression exacerbée de l'homme par l'homme. En même temps, pendant 48 ans, a persisté au Portugal un sous-développement du capitalisme, qui se traduisait

une contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production. De ce fait, bien entendu, il y avait une contradiction dans la société portugaise, conséquence sous-jacente du mode de production capitaliste en place. Logiquement, d'un autre côté, partant de l'optique des partis qui défendaient l'instauration du socialisme selon les principes du marxisme-léninisme, l'espace portugais fut un terrain fertile pour le développement du modèle de société qu'ils préconisaient. L'influence et l'hégémonie du PCP sur le processus révolutionnaire portugais qui a donné naissance à la tentative d'instauration de "la transition vers le socialisme" devient, de ce fait, normale.

L'attitude de toutes couches sociales et partis qui défendaient le capitalisme, ou autre type de socialisme, devant cette évolution de la société portugaise est très explicite. En présence d'un nouvel Etat au rôle providentiel et detenant le pouvoir par les armes, ces couches sociales et partis prirent une position conforme. Pour cette raison, l'église, les partis et les couches sociales conservatrices, quand le Portugal prit le chemin de "la transition vers le socialisme", prirent une position modérée face à l'évolution du processus révolutionnaire. Le fait que le patronat, par l'intermédiaire de la CIP, ait organisé un congrès ayant pour objet le rôle de l'initiative privée dans une économie dans "la transition vers le socialisme", nous démontre de façon catégorique le degré de dépendance des partis et couches sociales conservatrices face aux modalités de cette "transition".

Nonobstant cette situation, tout cela n'a pas empêché que, plus tard, ces mêmes couches sociales et partis ne s'insurgent de façon violente contre les caractéristiques prises par cette même "transition". Mais nous affirmons également que ces positions résultaient du fait que la force souveraine de l'Etat et du MFA avait pris une tournure différente.

En résumé, devant des contingences négatives personnifiées par la nature du fascisme et le stade de développement du mode de production capitaliste au Portugal, la tentative historique d'accomplissement de "la transition vers le socialisme" est un phénomène de lutte tout à fait naturel pour dépasser ses contradictions. Soulignons, toutefois, que cette tentative d'accomplissement de "la transition vers le socialisme" fut fondamentalement due aux caractéristiques prises par la crise conjoncturelle de la société por-

tugaise en termes économiques, sociaux, politiques et militaires. Il fut possible de systématiser dans la pratique l'avènement et la nature des nationalisations, de la réforme agraire et de l'autogestion dans sa profondeur et sa complexité : parce que le patronat était incapable d'assumer de façon directe et positive sa mission historique.

De ce fait, la tentative d'accomplir la "transition" dans l'espace portugais ne fut pas un produit historique déterminé pour un mouvement social homogène et révolutionnaire qui avait pour objectif de construire le socialisme, mais un rôle de l'Etat et du MFA. D'ailleurs, se sont ces facteurs qui détermineront le contenu du processus de "transition" au Portugal, essentiellement idéologique, juridique et militaire.

Comme nous l'avons déjà analysé dans la première partie de ce travail, les transformations économiques, sociales, culturelles et politiques qui se sont opérées dans un processus de "transition" n'ont pas pour résultat la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, chose qui, en principe serait l'objectif crucial.

Par sa similitude, le cas du Portugal peut être analysé dans le même cadre. En effet, au Portugal même, avec l'avènement du phénomène de "la transition vers le socialisme", les rapports sociaux de production et les forces productives ne se modifient pas dans leur nature profonde. De ce fait, les rapports sociaux de production entre le capital et le travail, entre l'Etat et la société civile sont restés intacts. La fonction et la nature de la marchandise force de travail comme productrice de capital et de plus-value sont continuées dans la même logique. La relative amélioration des salaires réels touchés par la classe ouvrière, durant 1974-1975, n'a pas empêché que le salariat, et par conséquent, l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme n'aient persisté dans l'espace portugais.

Simultanément, l'Etat a continué d'exercer sa fonction comme institution improductive et répressive. Nous pouvons dire même que, grâce à la relative étatisation que l'économie portugaise a souffert, son rôle dans les domaines de la socialisation de la richesse sociale et son emprise sur la société civile a augmenté. En outre, toutes les fonctions inhérentes au modèle de production et de consommation n'ont pas souffert de transformations radicales. Ainsi, toute la production et toute la consommation étaient basées sur les

mêmes principes qu'auparavant. C'était la logique du profit dans la production et l'échange de marchandises qui, en dernière analyse, déterminait toute la production et la consommation de richesse sociale. L'organisation du travail et le pouvoir de décision sur les lieux de production étaient déterminées par les rapports hiérarchiques classiques du système capitaliste. Ainsi, à vrai dire, au Portugal (comme d'ailleurs dans le monde entier), ce n'est pas une société socialiste qui serait instaurée (si nous entendons par société socialiste, une société où il n'existe pas l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme) si le processus de "transition" avait la possibilité de se développer.

Les prérogatives de la démocratie bourgeoise parlementaire et la relative étatisation de certains secteurs de base de l'économie portugaise, à eux seuls, n'ont pas effectué la rupture avec la nature du capitalisme qui se perpétuent depuis des siècles au Portugal. De ce fait, nous pouvons affirmer que "la transition vers le socialisme" au Portugal fut une réalité historique que n'ait été qu'occasionnelle et réduite à l'état de tendance. Fut un processus de transformations socio-économiques résultant de la crise de la société portugaise et que fondamentalement, sa naissance et son développement persistent au niveau du pouvoir symbolique des armes appartenant au MFA, et surtout, en son discours idéologique et juridique.

Une fois analysées les causes et la nature de "la transition vers le socialisme" accomplie dans la société portugaise, dans la période de 1974-1975, il nous importe maintenant d'analyser quelles furent les causes fondamentales de l'insuccès historique.

D'abord, la principale raison, fut la perte de l'homogénéité au sein de la structure militaire et plus concrètement au sein du MFA comme structure d'avant-garde du processus révolutionnaire. Devant la désagrégation du pouvoir politico-militaire de la dictature fasciste de Salazar et Caetano, le MFA et les militaires furent les seuls, en tant que structure du pouvoir institué, à réaliser une alternative sociétaria avec crédibilité. L'instauration du processus qui a donné naissance à "la transition vers le socialisme", est due, et ce fait, à la force des armes symbolisée par le pouvoir institutionnel acquis, conjoncturellement, par le MFA au niveau du pouvoir politico-militaire. Seule cette force a été capable de commencer, à sa façon, le processus de

nationalisations et de réforme agraire sans grandes convulsions sociales au sein de la société portugaise. C'est uniquement par la logique propre à ce pouvoir que nous pouvons comprendre la prise de décisions de caractère révolutionnaire au niveau de la politique économique, des aspects juridiques et politiques élaborés par les gouvernements provisoires successifs. Le contenu des divers projets de constitution présentés par les différents partis dans l'assemblée Constituante, sont l'expression plus significative de cette influence du MFA sur le processus révolutionnaire.

Aussitôt que le MFA perd son homogénéité révolutionnaire, le processus de "la transition vers le socialisme" entre dans sa phase de désagrégation. Le manque d'appui symbolique des armes et la force institutionnelle du MFA amène ainsi, par un processus cumulatif, à la désidentification et à la désagrégation des liens établis entre la société civile et l'Etat. Au même moment, les forces conservatrices de l'institution militaire apparaissent, exigent, puis imposent leurs anciennes prérogatives. De ce fait, le MFA perd les structures de base sur lesquelles il s'appuyait, et simultanément perd la place d'avant-garde dans le processus révolutionnaire qui avait permis l'accomplissement de la "transition". La tentative d'instaurer "la transition vers le socialisme" au Portugal était donc possible parce que le MFA existait, et lorsque celui-ci se désagréga en tant qu'avant-garde, les hypothèses historiques de poursuivre ce processus disparurent aussi.

En second lieu, le manque d'une idéologie commune et militante entre les partis gauchistes et le PCP fut un élément d'extrême importance pour l'échec du développement du modèle de "transition" basé sur les principes du marxisme-léninisme de type soviétique. Indiscutablement, seule la force contagieuse du militantisme et l'idéologie véhiculée par les partis gauchistes et le PCP peuvent nous faire comprendre le processus de politisation subie par le MFA, durant 1974-1975. Même si le phénomène de "la transition vers le socialisme" qui s'est développé au Portugal puisait sa raison d'être dans la force symbolique des mitraillettes du MFA, il ne fut possible que parce que le MFA avait assimilé de façon positive le contenu des idéologies et du militantisme existant dans les partis gauchistes et le PCP. C'est uniquement en fonction de cette dépendance idéologique et politique qu'on put donner naissance au MFA comme avant-garde révolutionnaire. En fonction seulement des contra-

dictions existant entre le PCP et les partis gauchistes, on peut, en dernière analyse, comprendre les contradictions au sein du MFA et sa propre désagrégation. Sans l'appui et l'identification des partis gauchistes et du PCP, celui-ci pouvait difficilement instaurer son modèle de société basé sur les principes marxistes-léninistes de type soviétique.

Pour cette raison, les partis gauchistes, par leur radicalisme vont provoquer une série de ruptures avec les objectifs préconisés par le PCP dans les usines, à la campagne, dans les syndicats, dans les commissions de travailleurs et de location, etc.,. La désagrégation du MFA et la fin de l'hégémonie du PCP dans l'appareil d'Etat et la société civile est le produit de ces contradictions. Le manque de paix sociale dans les usines et dans les campagnes, le sabotage et le manque d'intérêt pour le développement de la "bataille de la production" et du "contrôle de la production" sont le résultat logique du manque d'unité entre le PCP et les partis gauchistes.

En 3e lieu, si le problème colonial a contribué, d'une part, à la formation du MFA, il a aussi aidé à sa désagrégation. Structurellement, le Portugal, comme nous l'avons vu, était lié de façon profonde à ses colonies. Ainsi, son identité comme métropole était fragile dans le contexte socio-économique international, s'il n'exploitait pas ses colonies. Le MFA culpabilisé, historiquement, comme structure militaire colonisatrice, va chercher à dépasser ce complexe de culpabilité acceptant l'indépendance immédiate des anciennes colonies.

La nature du processus de décolonisation mise en route par le MFA en 1974 est la conséquence logique du phénomène de "la transition vers le socialisme" propre au Portugal. De ce fait, s'explique que le processus de "transition" amorcé au Portugal ait facilité le développement d'un processus parallèle dans les colonies lors de l'indépendance. Ce fait historique dans les anciennes colonies portugaises va, plus tard, contribuer à la désagrégation du processus de "transition" commencé au Portugal. Le retour en masse vers la métropole des anciens colons et militaires (surtout ceux qu'appartenaient au Régiment des Comandos), quand les colonies évoluent dans le sens de "la transition vers le socialisme", sera un coup fatal pour ce même processus au Portugal.

Certaines contradictions apparues au sein du MFA, ainsi que les convul-

sions sociales apparues dans la société civile à partir de juin 1975 furent dues aux colons qui avaient quitté ses colonies. "L'été chaud" de 1975 qui en résulta dans une vague de haine et de violence contre les militants et les objectifs du PCP, fut, en grande partie, le fait d'anciens colons qui avaient souffert des contingences du processus de décolonisation et de l'instauration de "la transition vers le socialisme" dans les anciennes colonies portugaises. Ainsi nous pouvons dire que le peu d'identité entre la société civile et l'Etat, dans cette période historique, provoqua la désagrégation d'une partie du mouvement social qui pouvait être propice au développement de "la transition vers le socialisme" dans la société portugaise.

En dernier lieu, nous ne pouvons pas oublier le rôle des USA, des pays capitalistes occidentaux et de l'URSS dans tout ce processus. Le sabotage économique et politique organisé par les pays capitalistes fut d'extraordinaire importance pour l'évolution de "la transition vers le socialisme" au Portugal. La fuite de capitaux, le manque d'investissements et des crédits furent des armes que ces pays utilisèrent contre le processus révolutionnaire commencé au Portugal. D'un autre côté, l'URSS ne tenait pas tellement à ce que ce processus aboutisse au Portugal. Ce qui l'intéressait, au contraire, c'était le développement à tout prix de ce processus en Angola et au Mozambique. Pour cette raison, le Portugal était donc important, aux yeux de l'URSS, parce qu'intermédiaire crucial dans cette évolution, et non pas vivant ce même processus de "transition vers le socialisme" (surtout dans cette période historique).

IV - QUEL SOCIALISME?

M'étant basé sur les conclusions critiques manifestées au sujet de la nature du socialisme et de la problématique inhérente à la "transition", et ne voulant pas seulement me situer dans l'analyse, loin de m'en tenir à une impossible neutralité, je voudrais maintenant essayer de décrire une série d'hypothèses d'un socialisme éthique, philosophique et humanisé, lequel devra partir de la différence des potentialités de l'individu et de la liberté, se basant sur l'absence d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. Ces prémisses partent du principe qu'il est encore possible d'employer conceptuellement le mot "socialisme", sans que cela implique une continuité par rapport à ce que, de nos jours, le socialisme signifie en termes théoriques et pratiques. Par ailleurs, je n'ai pas non plus la prétention de pouvoir faire une rupture épistémologique et conceptuelle dans la problématique du socialisme et dans son insertion dans l'histoire des sociétés humaines.

En partant donc du principe qu'il puisse exister un socialisme éthique et philosophique, je crois encore possible l'instauration d'un modèle de société se fondant sur les prémisses de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. En même temps cela signifie que toutes les expériences menées jusqu'à nos jours au nom du socialisme sont des faillites du socialisme. Le "socialisme réel" n'est qu'un formalisme idéologique et juridique et dans son contenu socio-économique et politique s'est révélé une nouvelle modalité de gestion du capital.

Cela dit, je suis bien obligé de constater des différences de taille chez les théoriciens du socialisme. Entre les oeuvres de Karl Marx, de Karl Korsch, de Paul Mattick, d'Anton Pannekoek ou de Cornelius Castoriadis (dans sa phase initiale), et le marxisme-léninisme, le maoïsme, le trotskysme ou le guévarisme les séparations sont grandes, bien que toutes partant de la même référence, l'oeuvre de Karl Marx. Entre le socialisme libertaire et le socialisme étatique il n'y a pas d'identification.

Surtout, il faut insister sur le fait que le socialisme étatique n'est pas globalement le résultat d'une trahison, que les classes travailleuses

n'ont pas été systématiquement trompées. Car le prolétariat n'est pas seulement la classe sociale qui se sait exploitée et opprimée. Il est aussi cette masse de gens qui accepte la force de l'Etat et y correspond dans la mesure où elle s'identifie aux institutions de l'Etat.

C'est justement dans la mesure où les individus prolétariés sont à même de concevoir la destruction de l'Etat, et de vouloir dans la pratique des luttes des classes, que la fin de l'exploitation par l'homme peut être envisagée, car il n'y a pas de révolution sans destruction de l'Etat, et il n'y pas de révolution sans l'auto-dissolution du prolétariat, sans l'abolition de ce qui le rend nécessaire.

L'espèce humaine doit sa perpétuation à la solidarité et la lutte pour l'affirmation individuelle. C'est sur cette base que l'on peut envisager encore un processus de libération.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est impossible de soutenir encore que les classes laborieuses ont toujours été trompées par leurs dirigeants, lesquels se seraient maintenus, historiquement, sous forme d'avant-garde révolutionnaire. Le prolétariat, dont la condition et la fonction assumèrent un rôle dynamique dans le processus historique qui amena l'instauration du socialisme, fut lui aussi collaborateur ou bien reste indifférent devant ses contingences négatives. Il y en eut une partie qui se révolta contre les excès de l'exploitation du nouveau régime instauré, révolte qui l'amena à se faire usiller sous les yeux indifférents de ceux qui étaient de même condition. Où il faut déduire que la problématique du socialisme et de la "transition" ne se résume pas exclusivement à une situation de faiblesse du développement des forces productives et l'absence d'un prolétariat fort, comme l'avait prévu Karl Marx et le marxisme orthodoxe. C'est plutôt que le socialisme tel qu'il existe dans les pays qui se réclament du marxisme-léninisme n'est pas seulement l'oeuvre négative des dirigeants et de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Il faut donc, en arriver à cette conclusion que le prolétariat n'est pas seulement une classe sociale exploitée et opprimée et qu'il a pour devoir : pour mission historique réaliser un socialisme affranchi de toute exploitation et oppression de l'homme par l'homme. Le prolétariat est aussi cette classe indifférenciée et aliénée qui produit et consomme selon les désirs de

la classe dominante. Par sa fonction et sa condition, il est également la classe sociale qui, dans son existence quotidienne, tue, exploite, et opprime, quant il peut ou en détient le pouvoir. En ce sens, le déterminisme économique n'est capable d'expliquer qu'en partie la réalité de tels actes, du socialisme scientifique et de la nécessité historique de la disparition du mode de production capitaliste. C'est dans l'activité quotidienne, volontaire et involontaire, prenant pour base la totalité des problèmes inhérents à la condition du prolétariat qu'on peut mesurer son degré d'identification, ou non à l'évolution de la société humaine.

Pour des raisons que nous venons d'analyser, le prolétariat, en tant que marchandise force de travail, avant de devenir individu prolétarisé, est d'abord un individu doté d'un ensemble de facultés physiologiques et intellectuelles. Il est évident que cette réalité individuelle est, systématiquement, objet de socialisation historique et se trouve passée au moule des institutions. Nous disons que la société et les institutions sont déterminantes pour la formation et la reproduction des individus, mais nous disons aussi que ce sont les individus, avec leurs caractéristiques propres biologiques, culturelles, psychologiques, mentales, etc., qui donnent lieu à la formation et reproduction de ces mêmes sociétés et institutions. C'est par ce processus d'interaction individu/société et société/individu que la société et les institutions évoluent dans l'histoire. Les différences culturelle, idéologique, politique, économique, sociale, physique et mentale potentielles des individus font subir aux sociétés et aux institutions un processus d'identification et rendent possible leur socialisation.

En tout cela, nous partons du pressupposé que les sociétés ne se forment pas ni n'évoluent à partir de schémas impératifs ou déterminés qui se fonderaient sur l'Idée, la Raison, la Lutte des Classes, le Déterminisme Économique ou Biologique. C'est dans la pluridisciplinarité de la totalité humaine que l'individu affirme ses potentialités physiologiques et intellectuelles. Seule l'affirmation authentique et non aliénante de l'ensemble de ces différences potentielles inhérentes à tous les individus donnera lieu à la formation d'une société et d'institutions logiques, capables d'éliminer une fois pour toutes l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra parvenir à un "socialisme" éthique et philosophique,

basé sur la liberté, l'égalité et la fraternité humaine.

Ces présupposés de base impliquent que les caractéristiques aliénantes, massificatrices, exploiteuses, oppressives, létales et totalitaires du capitalisme de type occidental et du capitalisme typique de l'Est cessent historiquement d'exister. A son tour, cela implique que soient détruits l'Etat et toutes les institutions qui produisent et reproduisent l'actuelle misère de l'existence des individus massifiés et aliénés. Et cela implique également l'extinction du prolétariat, de la bourgeoisie et de toutes les autres classes sociales, dans leur fonction et leur situation spécifiques. Que soit aboli le rapport social de production inhérent à la production, à la consommation, à l'échange, à l'accumulation et à l'appropriation de richesse sociale mercantilisée. Que la richesse en marchandises soit réduite, exclusivement, à une fonction de valeur d'usage et non d'échange, afin que les individus eux-mêmes cessent d'être des marchandises. Enfin, cela implique de transformer totalement le modèle de production, de consommation et d'accumulation, de façon à rendre possible la transformation radical de l'individu massifié, producteur et consommateur de marchandises, de faire en sorte qu'il cesse d'être cet agent mortel qui détruit les autres espèces et la nature et qui de surcroît, se détruit lui-même ainsi que égaux à l'échelle universelle.

Disons que, face aux contingences historiques négatives du "socialisme réel" tel qu'il se présente du point de vue de l'émancipation du genre humain, aussi bien d'ailleurs que par rapport à celles qui résident dans les modèles capitalistes, tant développés que sous-développés, les hypothèses historiques posant l'émancipation du genre humain opprimé, exploité massifié et aliéné ne pourront se développer en termes positifs que si sont niés les fondements des modèles de production et de consommation inhérents à ces sociétés.

Parce que je pense et je maintiens que si l'espèce humaine a poursuivi son histoire, c'est à la solidarité, à l'affectivité, à l'intérêt réciproque d'une aventure quotidienne à tous les niveaux, ainsi qu'à la lutte pour l'affirmation individuelle, etc., qu'elle le doit. C'est en affirmant positivement ces facteurs que la sociabilité humaine deviendra fonctionnelle. Il va de soi que j'admets des différences intellectuelles et physiologiques en tant qu'elles sont propres au genre humain et qui aussi sont susceptibles d'engendrer oppression, exploitation, mort et misère, etc.

Pourtant, bien que l'élément de destruction, de massification, d'oppression,

l'exploitation et de génocide tende à déterminer partiellement l'évolution des sociétés actuelles, à l'échelle planétaire tout cela ne justifie pas à moi seule que cette même société soit incapable de sécréter en son sein un ensemble d'alternatives grâce à la solidarité, à l'affectivité, à la nécessité et à l'affirmation positive de chaque individu. Car j'estime que ce sont là des facteurs déterminants pour l'affirmation de la sociabilité des individus. Et j'estime aussi que, quoique participant de la condition humaine, les acteurs de sa prédisposition pour la mort, l'exploitation, l'oppression et l'aliénation trouvent également leur base dans les institutions et les rapports sociaux (dominants/dominés et exploiters/exploités) médiatisés par les forces répressives. En égard à toutes ces raisons, il est possible de construire une autre société. Pour cela, il faut envisager sa systématisation sous la base du développement progressif d'une rupture théorique et pratique avec les modèles de société actuels, et ce à l'échelle du monde. Ce processus de transformation sociale historique, il s'agit de le mener sur plusieurs fronts.

En premier lieu, il faudra abolir et inverser la résolution normative des alternatives de société basées sur les schémas massifiants, polarisés selon les couples dominateur/dominé, exploitateur/exploité et dirigeant/dirigé. Etant donné qu'il existe des différences de caractère physiologique et intellectuel, indépendamment du type de société dans lequel elles s'insèrent, il s'agira donc de stimuler leur sociabilité et leur authenticité sans poser le moindre hiérarchie à priori au niveau institutionnel ou social. Il s'ensuit que les lois et les institutions qui régiront de façon normative la société devront être transparentes et directes, d'où la nécessité d'exercer une démocratie recte dans tous les actes de la vie humaine. En ce sens, le pouvoir de la société ou des individus n'aura pas à être délégué à des institutions, à un parlement ou à un Etat. Le pouvoir doit faire partie intégrante de la vie immédiate des individus sous tous les aspects. Dans la production, dans la consommation, dans l'art, dans la fête, en amour, dans le plaisir, dans les transports, les voyages, etc., il faudra que le rapport fonctionnel et institutionnel de l'individu au niveau local, communal, régional, fédéral, national et international se règle à partir de l'affirmation inaliénable de son individualité et de sa sociabilité. Le pouvoir, ainsi, devient l'affaire de la vie propre des individus et de sa réalisation harmonieuse, au lieu de se fonder

sur des institutions placées au-dessus d'eux et destructrices de ses possibilités créatives. On le voit, cette alternative, pour être possible, passe par l'abolition de la machine étatique et de toutes les institutions basées sur le même principe.

En deuxième lieu, le modèle de production et de consommation actuellement en vigueur doit être renversé: il faut changer sa logique irrationnelle massifiante, abrutissante et mortelle. L'immense gaspillage d'énergies physiologiques et intellectuelles, la mort, l'ennui et l'abrutissement qui proviennent de la société productiviste et consommatrice, sont en train aujourd'hui de se révéler beaucoup plus négatifs que positifs. Il est plus qu'évident qu l'espèce humaine des pays capitalistes est plongée dans la consommation massive de marchandises et que cela lui plaît. Mais c'est au prix que la grande masse des individus prolétariés et massifiés a désappris à parler, à lire, à faire la fête et à communiquer d'une façon ouverte et authentique. A la place, ils sont entassés dans leurs cages de béton et avalent comme des boîtes à ordures les délices d'une télévision programmée pour les maintenir dans leur condition d'esclave producteur-consommateur. et pour les reproduire. Cependant, ce plaisir qui les massifie et les abruti, qui les induit à la consommation exacerbée de marchandises, est en même temps producteur et consommateur des ressources naturelles irrécupérables et destructeur de l'équilibre entre le genre humain et la nature.

En outre l'irrationalité de la société productiviste et consommatrice se manifeste également au niveau de la production et de la consommation de marchandises porteuses de mort et de génocide. La disparité de développement économique, social et culturel entre les peuples capitalistes développés et ceux qui sont considérés comme sous-développés en est arrivée au point que les premiers se paient le luxe d'utiliser les secondes comme boîtes à ordures de l'histoire, en y entretenant des foyers de misère et de génocide. Tout cela, bien entendu, est l'émanation directe de la logique mercantile inhérente aux principes du productivisme et du consommationnisme. A l'échelle du monde, les uns meurent de faim ou de napalm, les autres de crétinisation à travers tout un processus de massification destiné à leur faire produire et consommer des marchandises: tous les individus qu'ils soient prolétaires ou non, vont vers un développement massifiant et totalitaire logique, mais qui se fonde sur une irrationalité pour tendre à une production de mort et de crétinisation du

genre humain.

C'est uniquement en inversant la logique productiviste et consummatrice de la société dans laquelle nous sommes engagés qu'on pourra trouver l'antidote historique positif pour un nouvel équilibre entre le genre humain et la nature. En ce sens, il y a un grand combat culturel à mener, sur le plan éthique et philosophique, à l'échelle universelle. Son objectif visera à extirper radicalement le rapport de production et de consommation marchandes basée sur la production du profit, d'agiotage, sur la spéculation et la créatinisation de l'individu, et surtout, de détruire l'option totalitaire de l'affirmation humaine qui se fonde sur une réalité placée au niveau de la digestion ou sur l'absence fantasmatique de celle-ci. L'alternative que l'on peut poser *a priori* est: d'abord la lucidité et le plaisir à tous les niveaux, l'ensuite les éventualités négatives de cette affirmation. En employant ce terme d'alternative -possible-, nous ne prétendons aucunement éluder toutes les acquisitions historiques du genre humain en ce qui concerne ses connaissances scientifiques ou technologiques. Une grande part de ces acquisitions pourront et devront être maintenues et développées, à partir du moment où elles correspondent à un principe normatif où n'interviennent pas les éléments irrationnels du productivisme et du consommationnisme de l'actuelle société.

L'exemple des personnes qui veulent travailler parce qu'ils ne savent rien faire d'autre et parce qu'ils se trouvent au chômage est assez éclairant. Le capitalisme voudrait bien, mais il ne peut pas donner du travail à tout le monde. Les individus prolétariés, aveugles à propos de cette irrationalité, exigent l'impossible parce qu'ils demandent ce que l'actuel développement technologique et scientifique ne peut pas offrir : le travail. La robotique, l'informatique et la télématique sont en train de s'imposer en tant qu'éléments des forces productives, faisant passer au second plan le travail humain salarié.

En troisième lieu, on a démontré à satiété que les partis, les syndicats et les institutions organisatrices qui se donnent vocation de diriger le prolétariat, ne sont pas capables de contribuer à son émancipation historique. Leur développement historique, qui a intégré et identifié les individus prolétariés au capital, en ont fait d'authentiques fabriques de gestion socia-

le du système de société en vigueur à l'échelle planétaire. En termes organiques et fonctionnels, ils reproduisent le même rapport humain qui existe dans les usines capitalistes typiques. Les couples dirigeant/dirigé, celui qui sait/celui qui ne sait pas, celui qui pense/celui qui ne pense pas et celui qui reçoit/celui qui ne reçoit pas, sont des facteurs fonctionnels hiérarchiques de ces organisations. Tels sont les rapports entre militants des partis et syndicats en tant que structures organisatrices qui institutionnalisent leur action dans l'opposition au régime et au pouvoir lorsqu'ils ne détiennent pas l'hégémonie du pouvoir sur la société. Quand ils montent au pouvoir, alors leur fonction prend une autre dimension. Lorsque cela devient possible, leurs dirigeants grimpent aux divers postes-clés de l'appareil d'Etat et des institutions de la société civile. Le degré hiérarchique fonctionnel entre dirigeants et dirigés se fait plus grand et procure des profits socio-économiques et politiques assez supérieurs.

C'est pour tout cela que les partis et les syndicats ont plus que démontré qu'ils ne sauraient être les structures organisatrices potentielles de l'émancipation du prolétariat. De par leur identification et leur intégration au système normatif en vigueur (même si dans leur opposition au pouvoir institué ils luttent pour des réformes ponctuelles), ils font fonctionnellement partie de celui-ci, et en tant que tels, ils doivent être l'objet d'une abolition au sein d'une société qui se voudra authentiquement libre et émancipée de toute oppression et exploitation. Si devait se poser l'éventualité historique d'une lutte généralisée à l'échelle du monde contre l'oppression et l'exploitation, alors toutes les institutions fondées sur les rapports hiérarchiques fonctionnels qui prennent pour base les couples mentionnés devront être bannies purement et simplement. Par leur fonction, qui est essentielle, ce sont elles qui permettent le développement d'une élite dirigeante mégalo-maniaque et irrationnelle, et produit simultanément une masse d'individus robotisés, privés de la faculté de penser et de communiquer par eux-mêmes. Réduire les individus massifiés à de purs producteurs et consommateurs de marchandises sans personnalité ni créativité, voilà le résultat du processus qu'instituent ces couples hiérarchiques.

C'est dans l'articulation globale de ces trois fronts fondamentaux qu'on peut avancer historiquement vers le développement progressif d'une société,

possible, qui soit totalement différente de celles qui existent aujourd'hui sur toute la terre. Et si, dans la pratique, il est extrêmement difficile de poursuivre un tel but, il est au moins possible, sur le terrain de l'éthique et de la philosophie, de l'imaginer et de lutter pour une société fondée sur ces objectifs. Pour ce qui est de sa articulation conceptuelle, qu'on l'appelle société "socialiste libertaire", "socialiste autogestionnaire", "anarchiste" etc., peu importe. En tant qu'alternative sociale, elle ne pourra l'être qu si, d'abord, trouve place un processus progressif de transformation théorique-pratique qui conduise au renversement historique des sociétés existantes. A cet égard, l'important n'est pas, en ce moment historique, d'arrêter un modèle historique de société alternative totalement achevé et cohérent dans sa formulation imaginaire. Dans l'immédiat, il est nécessaire de nier et de contrarier les fondements de celles qui existent. C'est dans la confrontation dynamique et dans l'interaction théorique-pratique entre l'individu qui lutte pour l'affirmation de son authenticité contre l'individu dépersonnalisé et massifié que le problème réside. Seul un mouvement social global, capable de donner force à ces options sociales de base, peut formuler de manière transparente et cohérente la possibilité historique, ou non, d'une société qui s'identifiera aux principes que j'ai défendu ici, sommairement, en tant qu'alternative socialiste.

ANNEXES

ORGANISATION, GESTION ET CADRES

I - CONSIDERATIONS GENERALES

Camarades délégués et invités,

Un des thèmes centraux de la 3ème Conférence de la réforme agraire est l'augmentation de la production et l'amélioration de sa qualité, l'augmentation de la productivité et de la richesse générale des UCP et des coopératives.

Cependant, le succès de cette tâche nationale est étroitement lié aux problèmes de l'organisation, de la gestion, de la vie démocratique et des cadres des UCP et des coopératives.

Donner une forte impulsion aux problèmes d'organisation et de gestion, améliorer la vie démocratique, augmenter largement le nombre de techniciens et des cadres compétents, mener le combat politique contre certaines tendances dangereuses qui se manifestent ici et là, telles sont les tâches fondamentales qui s'imposent à cette conférence.

Conformément au bilan présenté au cours du premier thème développé à cette conférence, il s'avère que l'activité productive des unités collectives est chaque fois meilleur.

Les problèmes de production et de productivité, de commercialisation, de comptabilité, des formes de rémunération, de la politique d'investissements, de la vie interne et tant d'autres sont chaque fois plus difficiles et plus complexes. Et c'est sur le terrain de l'organisation, de la gestion et des cadres que nous devons trouver les réponses adéquates pour chaque d'entre eux.

2 - PROGRES

Camarades délégués et invités,

Entre la première et la troisième Conférence de la réforme agraire, on re-

marque d'importants progrès dans le domaine de l'organisation, de la gestion, de la vie démocratique et des cadres. L'expérience nous enseigne que si les travailleurs n'avaient pas su créer, au cours de ces trois années, leurs structures unitaires et économiques et s'ils n'avaient pas renforcé leur unité, il n'aurait pas été possible de résister à l'offensive des gouvernements PS, PS-CDS et du gouvernement Nobre da Costa soutenu par le PPD, le CDS et le PPM, ainsi que des ministères Barreto-Portas et Vaz Portugal-Ferreira do Amaral; il n'aurait pas été possible de résister à la politique d'étranglement économique-financier des coopératives; il n'aurait pas été possible d'obtenir de grands succès dans le domaine de la production ni de défendre, de ce fait, cette conquête historique du peuple portugais qu'est la réforme agraire.

Examinons quelques-uns de ces progrès et de ces expériences:

- Dans le domaine de la vie démocratique. Aujourd'hui, toutes les UCP élisent démocratiquement leurs organes sociaux: direction, présidence de l'assemblée générale et conseil fiscal. Ils ont des statuts qui définissent les normes de la vie démocratique de la collectivité. Ils tiennent régulièrement des réunions et des assemblées pour discuter des problèmes de production et de la vie interne des coopératives.

- Dans le domaine de la gestion et de l'organisation interne, de grands pas ont été faits. Gestion et organisation internes sont deux choses intimement liées. Certains secteurs de travail ont été attribués à des responsables: le secteur des machines, de l'atelier, du bétail, de la production, du personnel, de la commercialisation, de la comptabilité, les services administratifs et d'autres encore.

Dans la plupart des cas, les responsables de secteur de travail sont élus et se réunissent avec les membres de la direction. Ils interviennent en tant que dirigeants dans les problèmes de la coopérative. Les tâches et les responsabilités sont réparties entre les membres de la direction, ce qui rend la gestion plus efficace. Des réunions ont lieu entre dirigeants et travailleurs, avec des techniciens, pour étudier chaque problème concret.

- Dans le domaine des structures de coordination et de représentation, on a créé des secrétariats et des unions, par district et par canton, avec des délégués des UCP et des coopératives élus démocratiquement. Il existe 5 se-

crétariats de district, 1 union de coordination de district, 28 secrétariats de canton, ce qui représente 30 cantons et 4 unions dans le district de Setúbal, sur l'ensemble du district, réalisant ainsi les décisions des 1ère et 2ème Conférences de la réforme agraire. Ces structures ont une vie démocratique. Elles tiennent régulièrement leurs réunions, leurs assemblées et leurs rencontres au niveau de la commune, du canton, du district et de la région. Leur vie est liée aux unités collectives et aux coopératives. Elles ont un rôle fondamental dans la production, la commercialisation et la défense de la consolidation de la réforme agraire.

- Dans le domaine des structures économiques, se sont créés des ateliers de mécanique (qui servent à un ou plusieurs cantons), des coopératives de commercialisation (liées aux secrétariats et aux unions), des magasins et des supermarchés, des cantines, des postes de vente, des boucheries et des marchés des produits de la réforme agraire, au nombre de 170. On connaît plusieurs cas où des centaines de paysans et de moyens agriculteurs sont aujourd'hui associés aux coopératives de commercialisation liées aux unions et aux secrétariats de canton.

- Dans le domaine social et culturel, se sont créés des crèches, des jardins d'enfants, des foyers pour le troisième âge, des cinémas, des lieux de rencontre, des chorales, des groupes folkloriques et des ensembles artistiques, au nombre de 100.

- Dans le domaine syndical, il y a eu un grand boom. Les syndicats agricoles de zone de la réforme agraire comptent aujourd'hui environ 125 000 adhérents: Beja 31 000; Évora 31 000; Portalegre 18 000; Santarém 24 000; Setúbal 15 000; Castelo Branco 1 000; et Lisbonne 5 000. Il existe des centaines de délégués et des commissions syndicales élus dans les UCP, les coopératives et les communes.

- Dans le domaine des cadres dirigeants et techniques, malgré les difficultés, on enregistre aussi des progrès. Le nombre des dirigeants expérimentés, prestigieux et capables augmente. Le nombre de cadres techniques a augmenté: comptables, ingénieurs techniques agraires, vétérinaires, économistes, agronomes et autres. Aujourd'hui, dans les cinq principaux districts de la réforme agraire (Beja, Évora, Portalegre, Santarém et Setúbal) il y a 44 techniciens (36 comptables et 8 économistes), 8 vétérinaires et 17 techniciens agricoles, engagés soit directement par les UCP et les coopératives,

soit par les secrétariats et unions. Des dizaines de petits cours ont eu lieu sur des thèmes concrets tels que la comptabilité, la gestion, la maintenance des machines, la production, l'élevage, les fourrages, etc.

Il y a fréquemment des réunions de dirigeants de coopératives, avec des techniciens, au niveau du canton, du district et de la région, pour étudier les problèmes spécifiques de la production et autres.

3 - DIFFICULTES, DEFAUTS ET TENDANCES

Camarades délégués et invités,

Nous avons exposé les progrès et les aspects positifs, mais il n'y a pas que des aspects positifs. Il y a aussi de grosses difficultés.

Il est vrai que 90% (ou plus) des difficultés actuelles que rencontrent les UCP et les coopératives proviennent d'une politique anti-réforme agraire, qui s'accroît depuis le VIème gouvernement provisoire.

Il y a pourtant des difficultés et certaines tendances dangereuses qui trouvent leur source au sein même des UCP et des coopératives. Nous ne pouvons pas les ignorer et il est nécessaire que les délégués à cette 3ème Conférence de la réforme agraire les connaissent en profondeur et que nous sachions trouver les moyens appropriés pour les mettre en échec.

Examinons quelques-unes de ces difficultés et de ces tendances dangereuses:

- Les membres qui s'opposent à la vie démocratique: certains dirigeants rendent difficile l'exercice de la vie démocratique des coopératives. Ils se comportent comme des patrons ou des responsables autoritaires et vaniteux, ils punissent et licencient des camarades, ils ne demandent rien au syndicat ni au secrétariat dans "leur" coopérative. Ils ont déjà un langage spécifique: ils parlent de "mes hommes", disent "j'ai fait", "j'ai ordonné", "j'ai acheté", "j'ai vendu", etc. Ils ne disent pas "les travailleurs" ou "nous".

Certains dirigeants ne veulent pas de réunions ni d'assemblées. Ils disent que cela "divise" les travailleurs. Ils n'acceptent ni critiques ni suggestions. Ils ne rendent aucune compte. Ils savent tout et décident de tout sans consulter la collectivité. Il y a des cas où deux ou trois dirigeants dominent toute la vie de la coopérative.

Il arrive souvent que la division des travailleurs commence à l'intérieur

même des directions, à cause de luttes entre certains dirigeants.

D'un autre côté, il y a certains travailleurs victimes de manipulation (certains sont gauchistes) qui mènent une attaque systématique contre les dirigeants. Ils calomnient et intriguent. Ils poussent certains travailleurs contre d'autres travailleurs. Ils font un travail de sape. Ils vont aux assemblées seulement pour attaquer et diviser. Parfois ils provoquent des luttes intestines tout en restant à l'écart. Ils formulent des exigences irréalistes, sur le plan des salaires ou sur d'autres questions. Ils provoquent le défaitisme en disant: "tout est foutu". Ils ne font jamais de propositions constructives, ils sont toujours contre, jouant de l'attaque et de la division. De tels éléments manipulateurs violent les règles démocratiques. Cela ne devrait pas être autorisé.

- Cas d'indiscipline dans le travail: il y a certains travailleurs qui n'acceptent pas les décisions des responsables. Ils répondent "je n'y vais pas", "je ne le fais pas", "fais-le toi-même", "tu n'as pas plus le droit que moi de donner des ordres ici", etc. Ils disent qu'on n'a pas besoin de responsables, qu'il n'y a qu'à faire comme bon nous semble. Cette conception anarchiste est très dangereuse et cause de gros préjudices aux coopératives.

- Perte en heures de travail: c'est un exemple de mauvaise gestion. Il y a certaines unités collectives où n'existe aucune planification de la répartition du personnel. A faire la répartition, ils perdent ainsi des heures sur le compte de la coopérative.

Les huit heures de travail ne doivent pas débiter sur le lieu de départ, ni sur le lieu d'arrivée, mais sur le lieu même du travail, comme cela se fait dans les autres secteurs.

- Manque de vigilance dans l'entretien des machines: c'est un autre exemple de mauvaise gestion. Les coopératives paient cher pour les réparations de machines et d'outils agricoles et pour l'achat de pièces, ce qui résulte souvent d'un manque d'attention portée à l'entretien des machines et même de sabotage! Il arrive souvent que les machines et les outils ne soient pas mis à l'abri pendant longtemps. Dans de nombreux cas, il n'y a personne pour s'occuper des machines de façon responsable et rigoureuse, pour voir où elles vont, comme on les traite et où elles sont laissées, etc.

- Résistance aux techniciens: certaines tendances existent qui n'ont rien à voir avec la mentalité révolutionnaire du prolétariat agricole du Sud. La

résistance aux techniciens en est une. C'est une forme d'incompréhension grave! Les UCP et les coopératives se proposent d'augmenter la production et la productivité, d'améliorer la qualité, etc., mais cela n'est pas possible sans techniciens. Les UCP et les coopératives et leurs secrétariats et unions respectifs ne doivent pas laisser partir les techniciens.

La résistance à l'embauche et à la formation des techniciens, le refus de payer les salaires qu'ils gagnent partout ailleurs est une chose dangereuse qui se retourne contre la réforme agraire!

- La conception égalitariste: une autre tendance dangereuse qui n'a rien à voir avec l'esprit révolutionnaire de ceux qui font et défendent la réforme agraire, c'est la conception égalitariste défendue par quelques travailleurs sur le plan des salaires. Cette conception anarchiste crée de graves problèmes aux coopératives. Nulle part n'existe l'égalité des salaires entre différentes qualifications totalement différentes! Ne pas vouloir payer les mécaniciens selon leur CCT (contrat collectif de travail), ne pas vouloir payer 12 000, 15 000 ou même 20 000 escudos à un technicien qui peut faire rentrer des milliards dans les caisses de la coopérative est une position profondément erronée qui doit être fermement combattue.

- La conception revendicative: il y a certains travailleurs qui ne voient les coopératives que comme une entreprise qui leur assure le travail et le salaire. Rien d'autre ne les intéresse. Ils se comportent comme s'ils travaillaient dans le secteur privé. Ils ont l'illusion que les UCP et les coopératives peuvent supporter de grandes augmentations de salaires et autres mesures sociales. Ils exigent, à part l'augmentation des salaires, trente jours de vacances payées, le 13ème mois, et certains demandent déjà la réduction de la journée de travail à sept ou six heures et demie par jour!!! Bien que certaines de ces revendications soient justes, on ne peut cependant de la situation actuelle concrète de la réforme agraire, des UCP et des coopératives agricoles, qui ont des graves problèmes financiers résultant, pour l'essentiel, de l'action du gouvernement. En donnant immédiatement satisfaction à certaines de ces revendications sans tenir compte de la situation financière des UCP et des coopératives, on créerait de graves difficultés à la consolidation des UCP et des coopératives, qui ne supporteraient pas les augmentations de charges que cela suppose. Ce n'est pas par hasard que nos ennemis se mobilisent sur cette question.



Aujourd'hui, nous devons mener la lutte, oui, mais dans le sens de la défense et de la consolidation des UCP et des coopératives pour que, par la suite, les conditions permettent de réaliser sans risque des améliorations substantielles des conditions de rémunération et de travail de tous les membres des coopératives.

D'autre part, la convoitise, la cupidité et l'individualisme existent aussi et les gauchistes les exploitent afin de retourner les travailleurs contre les unités collectives.

- Renoncement: certaines directions, face aux difficultés et aux attaques des diviseurs, démissionnent en bloc avant la fin de leurs mandats, ce qui présente le risque de laisser, dans de nombreux cas, les gauchistes et les valets des grands propriétaires fonciers accéder à la direction des coopératives. Le renoncement est une chose dangereuse qui augmente encore plus les difficultés.

La voie sûre n'est pas le renoncement, mais le courage de faire face aux difficultés, la capacité d'écouter les critiques et les suggestions, la connaissance des situations et des problèmes, et avec l'appui des camarades les plus conscients et les plus actifs, de mener son mandat à son terme, si la majorité des travailleurs l'entend ainsi.

- Il existe des unités collectives dont la direction n'est constituée que de trois ou cinq personnes. Elles sont absorbées par les tâches secondaires et le travail courant. Ils n'ont pas le temps d'étudier les problèmes centraux de production, de commercialisation et autres. Ils apparaissent peu dans le travail avec les autres camarades. Ils ne rendent pas compte de leurs démarches et de leur activité. C'est une des grandes difficultés rencontrées par les UCP et les coopératives sur le plan du travail, de l'organisation et de la gestion.

- Isolement et manque de coopération: la tendance à se renforcer sur soi-même se manifeste dans différentes coopératives et UCP. Ils ne vont pas dans les assemblées de canton, de district et de région. Ils prennent des décisions isolées, comme sur la question des salaires, des avantages sociaux, des prix et des ventes. Cela provoque la division des travailleurs.

Certaines unités collectives évitent la coopération avec d'autres coopératives ainsi qu'avec les petits et moyens agriculteurs. Certaines coopératives sont dans une situation économique et financière très difficile, sans argent

pour payer les salaires, avec des terres peu fertiles, peu de bétail et de machines, sans ressources pour investir, etc. D'autres, de par leur situation et leur localisation, ont de plus grandes disponibilités financières et pourraient, dans certaines circonstances, créer un fond de soutien pour celles qui ont plus de difficultés. C'est un problème à analyser et à discuter.

4 - MESURES A PRENDRE

Camarades délégués et invités,

Nous avons examiné les progrès, les expériences positives ainsi que nos préoccupations quant aux difficultés, défauts et tendances dangereuses qui se manifestent dans telle ou telle coopérative.

A présent, il importe que nous sachions mettre en évidence, dans le domaine de l'organisation, de la gestion et des cadres, quelles sont les mesures capables de vaincre ces difficultés, défauts et tendances, capables d'amener la mise en oeuvre positive des importantes décisions à prendre au cours de cette 3ème Conférence, ayant pour objectif de défendre et consolider la réforme agraire.

Dans ce sens, nous suggérons:

- D'améliorer la vie démocratique: la direction doit se présenter comme un bloc dirigeant uni, capable, solide, prestigieux, qui jouisse de la confiance des travailleurs. Il n'y a pas de place pour le renoncement ni la division. Il ne doit pas y avoir d'opposition entre la direction et le reste des travailleurs. Il est nécessaire de développer un esprit d'unité, un pour tous et tous pour un.

Il ne doit pas être permis qu'un dirigeant ou un groupe de dirigeants puisse se placer au-dessus de la collectivité. La vie démocratique s'exprime par le fonctionnement régulier de ses organes sociaux. Il est nécessaire que les statuts soient connus de tous les membres des coopératives et soient respectés.

Les réunions et les assemblées doivent être préparées. Il doit y avoir un ordre du jour. Quand il est question de réunions ou d'assemblées plus importantes, il est nécessaire de développer une discussion claire de façon à ce que l'on puisse aller à ces réunions ou à ces assemblées avec des idées claires et savoir ce qui va s'y discuter. Il faut que tous les travailleurs se sentent mobilisés pour participer activement à la discussion des problèmes.

Créer un climat d'organisation et de discipline dans les assemblées, dont l'ordre du jour doit être fixé d'avance, préparé et réparti. Faire en sorte que l'on soit assis. Ne pas laisser la discussion partir dans tous les sens. Ecouter les points de vue, les suggestions et les critiques de la collectivité et les prendre en compte. Les dirigeants ne doivent pas seulement penser par eux-mêmes. Ils doivent savoir écouter pour pouvoir être écoutés. Les travailleurs les plus conscients ne doivent pas rester muets aux assemblées. Ils doivent aider les directions et les camarades restants à sortir de leurs difficultés. On ne peut permettre que le gauchisme manoeuvre et divise.

L'élection des organes dirigeants d'une UCP ou d'une coopérative est un acte lourd de responsabilités. Il requiert une grande attention. Les critères à prendre en compte doivent être ceux de la compétence, de la fermeté, du dévouement et de l'honnêteté, et aucun autre.

Les tâches de la direction sont très complexes et comportent beaucoup de responsabilités. Il est nécessaire d'établir des listes et de bien étudier leur composition. De choisir ^{hommes} ~~des~~ et des femmes dans les différents secteurs de travail, des camarades combattifs, capables, qui ne se détournent pas des difficultés, liés à la classe, dépourvus de tout esprit de convoitise et d'individualisme. Il faut aussi élire des femmes aux charges de direction des différents secteurs de travail. L'exemple récent de l'UCP "Unité des travailleurs", de Campo Maior est positif dans ce domaine: les dernières élections pour les oeuvres sociales ont été faites sur la base d'une liste et d'un programme d'action discutés à l'avance entre les travailleurs. C'est cela la bonne voie.

En améliorant la vie coopérative et en faisant respecter les status, nous donnerons une énorme impulsion à l'unité des travailleurs, à leur participation collective dans la recherche des solutions et nous vaincrons en grande partie les difficultés et les défauts qui existent.

- D'améliorer la gestion: qu'entendons-nous par gestion? La gestion, c'est la bonne organisation et la bonne administration de tous les problèmes de la vie des UCP et des coopératives.

Une bonne gestion exige un équilibre économique et financier dans les UCP et les coopératives; elle exige une juste politique des salaires et des investissements, une politique réfléchie de l'épargne et des dépenses. Il ne faut pas avoir la bourse facile dans l'achat de machines et d'outils trop

chers ou qui ne seraient ni utiles ni rentables pour les coopératives.

Il faut établir un contrôle rigoureux des biens de la collectivité: l'argent, le bétail, les machines, les outils, les produits et autres biens. Rien ne doit être endommagé ni disparaître sans que l'on n'en connaisse les raisons. Il ne faut pas que des personnes différentes puissent acheter et vendre. Il faut organiser les services de commercialisation. Il faut établir la comptabilité de façon à permettre l'existence d'une bonne information, qui est la condition essentielle d'une bonne gestion. Pour cela, il faut qu'il existe des documents et des notes internes où soit enregistré tout ce qui se fait, tout ce qui se dépense, y compris les heures de travail des membres de coopérative, dans chaque secteur, chaque regroupement et chaque ferme, ainsi que tout ce qui rentre. On ne peut accepter plus longtemps que des UCP ou des coopératives se refusent à tenir une comptabilité régulière et à jour et à engager des techniciens spécialisés, indispensables à ce genre de travail.

Il faut combattre l'indiscipline dans le travail. Ne pas accepter la position de ceux qui ne respectent pas les instructions des responsables et disent "vas-y toi", "je ne le fais pas", "fais-le toi", etc. S'ils ne font rien ou ne travaillent pas, il faut prendre des mesures en accord avec les statuts et le règlement interne.

Il faut tenir une planification de la répartition du personnel de façon à ne pas perdre de nombreuses heures de travail au préjudice de la collectivité. Les grands groupes doivent se diviser en brigades de travail.

Une bonne gestion exige une élaboration de plans de travail et de production, qui peuvent être de trois mois, six mois, un an ou plus. Une bonne gestion exige que l'on aille dans d'autres coopératives et d'autres cantons et districts pour étudier les nouvelles expériences. Elle nécessite des directions composées de dirigeants compétents et capables, qui ne soient pas occupés à des questions secondaires mais attentifs aux problèmes fondamentaux de production et de direction.

Une bonne gestion est une chose décisive pour le développement et l'avenir des UCP et des coopératives!

- D'améliorer l'organisation: sur les questions d'organisation, il n'y a pas de schéma définitif. Certains schémas sont valables à une époque et ne le sont plus à la nôtre; certains sont valables dans une région et pas dans une autre. Il est nécessaire de prêter attention aux nouvelles expériences

et à l'évolution de situations différentes.

Il est nécessaire d'animer et d'améliorer le fonctionnement des secrétariats et des unions de district, de canton et de commune, par l'intermédiaire de cadres dirigeants travaillant à temps plein, de moyens techniques et financiers, surtout au niveau du district. Les secrétariats et les unions doivent être liés à la vie des UCP et des coopératives, et participer à leurs assemblées. Il faut une division des tâches.

Il a aussi de nombreuses UCP et coopératives qui ne font pas partie des secrétariats ou ne vont pas aux assemblées de canton ou de district. Il faut que cette situation change. Il est nécessaire et urgent, également, de créer des secrétariats là où il n'en existe pas encore.

La réalisation périodique d'assemblées et de rencontres au niveau de la commune, du canton, du district ou de la région, pour permettre l'échange d'expériences, pour faire les bilans et les plans d'ensemble, mettre au point la commercialisation et les prix, l'aide aux coopératives qui ont le plus de difficultés, a une importance décisive. Les secrétariats et les unions ont un grand rôle dans la préparation, la coordination et la dynamisation de ces plans et de ces rencontres.

Les UCP et les coopératives sont encore plus dépendantes de l'appareil capitaliste et des grands intermédiaires, qui leur soustraient une bonne part de leur richesse. Il est fondamental et nécessaire de dynamiser certaines structures économiques des UCP et des coopératives, telles que les ateliers de mécanique, les coopératives de commercialisation et les magasins; de développer la commercialisation locale par le biais de commerces, de cantines, de postes de vente, de boucheries, de marchés des produits de réforme agraire et autres. Les secrétariats et unions ont dans ce domaine un grand rôle à accomplir.

Les problèmes de production et de commercialisation, le développement de certaines cultures exigent, aujourd'hui, d'être étudiés attentivement. La mise en place de réunions et de rencontres pour l'étude de ces problèmes spécifiques est très importante. C'est une des tâches des secrétariats et des unions.

Il est nécessaire de renforcer l'organisation syndicale dans les UCP et les coopératives, avec l'élection de délégués et des commissions syndicales. Il est important d'articuler l'activité de ces délégués et des commissions

avec les structures des coopératives. Dans différents cantons il y a des centaines de femmes qui passent de longs mois sans emploi. C'est un problème qui exige d'être étudié attentivement par le syndicat et les coopératives.

- D'augmenter le nombre de cadres dirigeants et techniques: les cadres constituent le support fondamental de la vie des unités collectives. Une des principales difficultés de celles-ci réside dans le manque de cadres dirigeants et techniques. On ne peut exécuter les tâches en l'absence de cadres. Augmenter largement le nombre de cadres dirigeants et techniques est une des tâches centrales. La mise en place de petits cours, par district (ou canton), payés par les unités collectives, permettant la formation de centaines de cadres liés à la gestion, à la production, à l'élevage, à la commercialisation, à la comptabilité et autres domaines, est une tâche de première importance que les UCP et les coopératives doivent prendre en main. Il est nécessaire de soutenir les travailleurs qui se détachent en révélant des qualités professionnelles et de les envoyer aux cours et aux stages, notamment ceux qui ont été promus par les pays socialistes ou autres.

L'engagement de techniciens capables, tels que des ingénieurs agricoles, des vétérinaires, des économistes, des comptables et autres, est un autre domaine auquel il est nécessaire de donner une grande importance.

- De combattre les tendances erronées: les tendances qui se font jour ici et là sur l'égalité des salaires, la résistance aux techniciens, les revendications constantes, la convoitise, le renoncement, l'isolement, le sectarisme, en relation avec les petits et moyens agriculteurs, etc., sont des tendances tout à fait erronées et dangereuses qui n'ont rien à voir avec la mentalité révolutionnaire du prolétariat agricole du Sud. Ces tendances créent de grandes difficultés à l'unité des travailleurs et au développement des unités collectives.

Il est nécessaire de combattre ces manifestations sur le terrain politique, par le moyen d'un travail accru, avec des films, des diapositives, des brochures de lecture facile, des sessions, des colloques, etc. Il faut enterrer l'héritage du passé fasciste.

Sur la question des salaires et des avantages sociaux, il est nécessaire que la majorité des travailleurs comprennent cette réalité bien vivante: aucune UCP ou coopérative ne peut survivre si ses dépenses courantes sont supérieures à ses recettes normales. Dans les conditions présentes, où s'accen-

tue l'offensive brutale contre les unités collectives, parmi lesquelles beaucoup sont sans argent pour payer les salaires et pour investir, sans ressources et avec une faible productivité, concéder des augmentations et des avantages sociaux irréalistes est s'engager dans la voie de l'autodestruction.

L'augmentation des salaires et l'éventuelle concession d'autres avantages sociaux doivent être intégrées dans l'étude responsable et objective de la situation économique et financière de la coopérative. Et sur cette base, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent décider, démocratiquement, si oui ou non ils peuvent et doivent mettre en place ces nouvelles conditions. Les augmentations ne doivent pas pousser les coopératives à la décapitalisation et à la faillite, car cela signifierait le chômage et la misère.

Camarades délégués et invités,

Durant ces trois années de réforme agraire, on a enregistré de profondes transformations économiques et sociales dans les campagnes du Sud de notre pays. Une grande partie des latifundia ont été détruites. 550 UCP et coopératives sont nées, qui recouvrent 1 075 000 ha de terres et où travaillent aujourd'hui près de 60 000 travailleurs.

Dans la réforme agraire, il n'y a ni patrons ni exploitation de l'homme par l'homme. Les UCP et les coopératives sont la voie du progrès et de l'agriculture démocratique et florissante, la voie d'une vie meilleure, sans chômage et sans faim dans la campagne!

Améliorons notre travail d'organisation, de gestion et d'encadrement et donnons ainsi une grande impulsion à la défense et à la consolidation d'une des plus grandes conquêtes d'Avril: la réforme agraire!

EN AVANT VERS LE RENFORCEMENT DE L'ORGANISATION!

VIVE LA TROISIEME CONFERENCE DE LA REFORME AGRAIRE!

VIVE LA REFORME AGRAIRE!

2 décembre 1978

ANNEXE II *

DOCUMENT DU MINISTERE DU TRAVAIL
(4ème GOUVERNEMENT PROVISOIRE)

Afin de mettre en pratique les dures tâches que la construction socialiste de l'économie amènera pour les travailleurs, ceux-ci devront trouver les formules d'organisation adaptées à chaque moment et à chaque situation.

Pour cette raison-là, outre la définition des principes, il ne sera pas possible d'instituer par décret le système de contrôle ni de lui donner l'impulsion ou l'orientation que seule la capacité de création des masses travailleuses pourra trouver.

Mais l'énonciation elle-même des principes de ce document a cet avantage: celle de rendre clair que seule la participation croissante de la classe travailleuse dans la bataille de la production, contre le sabotage, pour l'amélioration quantitative et qualitative de la production permettre suivre la voie socialiste que le peuple et les forces armées se sont proposés de suivre.

Donc, par les pouvoirs permis par l'article 6ème de la Loi Constitutionnelle n°5/75, du 14 mars, le Conseil de la Révolution décrète et je promulgue, afin que ce soit loi, ce qui suit:

Article 1er. - Il est institué le principe du contrôle organisé de la production par les travailleurs. Ce contrôle a pour but de promouvoir et de défendre les intérêts globaux de la collectivité en ce qui concerne le développement d'une économie au service des classes travailleuses.

Article 2ème. - 1. Dans toutes les entreprises ayant plus de 50 travailleurs seront constituées des commissions de contrôle de la production.

2. Les commissions sont exclusivement responsables devant la collectivité, représentée par les organes étatiques de la planification et du contrôle.

Article 3ème. - 1. Les commissions de contrôle de la production seront

Premier projet du secrétaire d'Etat du Travail, Carlos Carvalhas, du 4ème gouvernement provisoire. Ce projet est présenté le 7 mai 1975 en réunion du Conseil économique.

constituées par des délégués syndicaux et par des travailleurs élus, lesquels, en exerçant ces fonctions, agiront en tant que délégués syndicaux.

2. Le nombre de membres de chaque commission devra se situer entre un minimum garantissant sa démocratie et un maximum permettant son fonctionnement efficace.

Article 4ème. - Les attributions des commissions de contrôle de la production sont les suivantes:

- a) Participer à l'élaboration et veiller à l'exécution des plans de production de l'entreprise;
- b) Veiller au développement normal de la production et à son amélioration qualitative et quantitative;
- c) Détecter des activités de sabotage de l'économie;
- d) Surveiller l'accomplissement des normes légales et réglementaires de travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité.

Article 5ème. - La spécification des attributions et de la compétence des commissions, ainsi que les règles concernant sa constitution, sa coordination et son articulation avec les organes d'Etat pour la planification et le contrôle seront définies par une législation à publier par le ministère de la Planification et de la Coordination Economique et par le ministère du Travail.

Article 6ème. - Cette charte est d'application immédiate.

ANNEXE III *

NOTES SUR LE CONTROLE DE LA PRODUCTION

Il y a tout d'abord deux points qu'il faut éclaircir:

- Qu'entend-t-on par "contrôle de la production"?
- Quel est le rôle du gouvernement là-dessus?

1. - Il convient de partir d'une définition provisoire posée comme hypothèse de travail: par contrôle de la production on entendra une action, des travailleurs eux-mêmes, tendant à assurer que l'unité productive (ou branches) dans laquelle ils sont insérés, doit être utilisée d'une manière plus adéquate, ayant en vue l'effort collectif global dans le sens de l'instauration d'une société socialiste.

Cette définition est très clairement générique, elle ouvre la porte à tous les conflits et contradictions qui doivent être dépassés par les travailleurs eux-mêmes, au cours du processus révolutionnaire autour des questions essentielles, comme le sont: la nature du produit des techniques adoptées, la nécessité de dépasser "l'égoïsme de l'entreprise" (encore susceptible de subsister durant une période plus ou moins longue en fonction de l'amélioration ou de l'amoindrissement de l'accélération du processus de transition), la transposition graduelle des concepts traditionnels de rentabilité des entrepreneurs face à l'opportunité sociale, l'articulation entre entreprises et secteurs (dans les divers domaines), et enfin et le plus important - la "construction dialectique" elle-même sur un modèle de socialisme qui prendra forme précisément à travers les résolutions successives des contradictions intérieures, dans le cadre de la lutte de classes, qui, dans une large mesure, les déterminent dans son contenu et son rythme.

Il est bien entendu que le contrôle de la production ne sera pas conçu comme une fin, mais comme un moyen, entre autres, d'effectuer dans la pratique la révolution socialiste ou, plus exactement, de l'atteindre dans un bref délai en évitant simultanément les inconvénients connus d'une "étatisation"

Document de travail du secrétaire d'Etat de l'Industrie et de la Technologie du 4ème gouvernement provisoire, João Martins Pereira. Ce document est présenté le 7 mai 1975 en réunion du Conseil économique.

dirigée du haut.

2. - En admettant que le contrôle de la production est un processus par excellence d'insérer les initiatives des travailleurs dans un processus qui est finalement celui de leur propre lutte pour une société socialiste; en admettant encore qu'une telle intervention est essentielle si l'on veut faire obstacle à des motivations pragmatiques de "reconstruction nationale" qui ajournent la révolution jusqu'au moment où elle sera terminée (selon l'exemple de ce qui se produisit dans les pays européens occidentaux dans l'après guerre); et étant sûr, d'ailleurs, que dans la phase actuelle du processus de la lutte des classes au Portugal une pareille motivation démobilisatrice difficilement trouverait un écho auprès des masses travailleuses - en considérant donc tout cela, il semble que le gouvernement, ainsi que le Conseil Supérieur de la Révolution, doivent non seulement susciter un débat sur la question mais surtout définir une politique claire de soutien à des expériences déjà en cours, ainsi que promouvoir l'articulation des initiatives que sur ce terrain on arrive à développer dans les entreprises nationalisées ou ayant une participation de l'Etat et dans les secteurs dans lesquels des schémas de "gestion sectorielle" soient adoptés.

3. - Pour la définition de cette politique et pour l'encadrement de ces formes d'articulation, on peut dès maintenant proposer à la réflexion quelques points importants. Ainsi:

a) Vu l'actuelle structuration syndicale, encore très imprégnée, naturellement, de la "vocation" professionnelle qui dominait - on comprend pourquoi - avant le 25 avril (même les contrats verticaux déjà existants ou en cours de négociation exigent un accord préalable, et y compris la présence physique à la table des négociations, de nombreux syndicats professionnels), on estime qu'en termes de "contrôle de la production", ce seront ces "commissions de contrôle de la production", élues dans les entreprises par leurs propres travailleurs, à s'acquitter de cette fonction. Dans les entreprises, dans lesquelles les travailleurs décident d'exercer le droit du contrôle de la production, l'assemblée générale des travailleurs élira cette commission et attribuera à la commission des travailleurs ou à la commission syndicale déjà existante, ou à une partie de celles-ci, cette fonction spécifique.

b) Dans le plan de l'intégration des formes de contrôle de la production, il faut distinguer les branches très concentrées des branches très pulvérisées, soit en nombre et en dimension de l'entreprise, soit géographiquement - sans oublier les situations intermédiaires. Tandis que, pour les premiers, il est relativement facile de trouver des solutions qui, à partir du contrôle au niveau des entreprises, s'intègrent sans difficulté dans des schémas de "gestion sectorielle" à instituer, par contre, pour les seconds il faudra imaginer des solutions d'une plus grande flexibilité. Il convient d'avoir présent à l'esprit que, dans un tel cas, ce sera probablement à partir de problèmes de restructuration sectorielle que les premières formes intégrées de contrôle pourront surgir - indépendamment des expériences isolées dont la contribution pourra, certaines fois, être d'une grande importance politique et sociale. Il s'agit, finalement, d'effectuer une rencontre entre des structures de contrôle d'initiative gouvernementale et des structures de contrôle provenant de la base. En dernière analyse, on pose ici le problème de la transformation radical de l'appareil d'Etat lui-même, de sa propre fonction - sans quoi il est impossible d'avoir une société socialiste.

c) Une troisième situation, sur laquelle la question du contrôle de la production se posera immédiatement, est clairement l'une des branches ou sur les entreprises nationalisées (et aussi sur les entreprises aujourd'hui contrôlées par l'Etat, par voie des interventions du décret-loi n° 660/74). Les branches ou entreprises vont, sans exception, être l'objet de "restructuration" tendant, de manière générale, à la constitution d'entreprises publiques. Entre les commissions de travailleurs et les commissions de restructuration il devra y avoir une discussion ouverte sur le "contrôle de la production", ne développant pas seulement les problèmes d'exploitation, des programmes de production, d'autonomie dans les lieux de travail, de fiscalisation et de gestion (admettant ou non l'intérêt des travailleurs dans des formules de cogestion ou même, immédiatement d'autogestion), etc., mais aussi la participation à l'étude des programmes d'expansion et d'investissement dans la politique commerciale, etc.,.

Quant aux entreprises, objet d'"intervention", elles pourront être des locaux d'expérience de formules concrètes, au niveau des entrepreneurs, à intégrer bientôt dans le contrôle au niveau sectoriel.

d) Que ce soit les commissions administratives des entreprises sous le contrôle de l'Etat, que ce soit les organes de "gestion sectorielle" à créer et les commissions de restructuration des secteurs nationalisés, ils doivent se donner une certaine orientation et être marqués de certains principes par lesquels ils devront baliser leur action dans ce champ:

Les travailleurs devront avoir la faculté d'organiser le travail au niveau de l'usine ou du service, devant rester clairs au niveau des responsabilités, soit du point de vue de la production, soit du point de vue disciplinaire;

Les commissions de contrôle de la production auront accès à toutes les informations indispensables à cet accompagnement, discussion et fiscalisation de la gestion technique et commerciale;

Les commissions de contrôle de la production auront la faculté de proposer et/ou de discuter les programmes d'investissement, amplification et/ou de reconversion de l'entreprise, devant être informés (d'une forme à définir) des plans et des projets extérieurs à l'entreprise - de la même branche ou d'autres qui lui sont relationnées - qui pourraient avoir une incidence avec les programmes;

Sauf cas exceptionnels, et qui devront être à priori pleinement justifiés, les commissions de contrôle de la production auront accès à toutes les informations d'ordre confidentiel; ces commissions jugeront en pleine responsabilité de la convenance ou non de transmettre ces informations aux travailleurs qu'elles représentent.

4. - En termes d'actions concrètes de la part du gouvernement dans ce domaine, on estime qu'elles doivent se limiter:

a) à la publication d'un diplôme intégrant les principes fondamentaux de ce texte, suffisamment flexible pour permettre une importante marge d'autonomie et d'initiative de la part des travailleurs eux-mêmes;

b) au lancement d'un large débat sur ce thème qui permet de porter à la connaissance générale de nombreuses expériences nationales et étrangères et d'effectuer une appréciation critique à ce sujet.

Il est entendu qu'une telle action doit être fortement appuyée sur un éventail de mesures tendant à créer un climat collectif de mobilisation, qui donne clairement la notion de ces objectifs collectifs et de leur encadrement, et qui n'est qu'un moyen de contrôler la production. Le programme de dynamisation du MFA peut aussi s'attribuer un rôle dans ce domaine.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Sur la Première Partie

- AFLITALION, Florin, Socialisme et Economie, Ed. PUF, Paris, 1978.
- Anthologie de la Presse des Gardes Rouges, Révo. Cul. dans la Chine Pop., Union Générale d'Editions, Paris, 1974.
- ANWEILLER, Oskar, Les Soviets en Russie, Ed. Gallimard, Paris, 1972.
- ARCHINOF, Le Mouvement Makhnoviste, Ed. Bélibaste, Paris, 1969.
- BABY, Jean, La Grande Controverse Sino-Soviétique (1956-1966), Ed. Grasset, Paris, 1966.
- BARROT, Jean, Communisme et Question Russe, Ed. de la Tête de Feuilles, Paris, 1972.
- BERNSTEIN, Edouard, Ferdinand Lassalle le Réformateur Social, Ed. Marcel Rivière, Paris, 1913.
- BERNSTEIN, Edouard, Les Présupposés du Socialisme, Ed. Seuil, Paris, 1974.
- BETTELHEIM, Charles, Calcul Economique et Formes de Propriété, Ed. F. Maspero, Paris, 1970.
- BETTELHEIM, Charles, L'Economie Soviétique, Ed. Recueil, Paris, 1950.
- BETTELHEIM, Charles, La Transition Vers l'Economie Socialiste, Ed. F. Maspero, Paris, 1974 (4ème édition).
- BETTELHEIM, Charles, Les Luittes de Classe en URSS, Ed. Seuil/Maspero, Paris, 1974-1977-1982 (3 tomes).
- BETTELHEIM, Charles/CHARRIERE, J./MARCHISIO, H., La Construction du Socialisme en Chine, Ed. F. Maspero, Paris, 1974 (2ème édition).
- BETTELHEIM, Charles/SWEEZY, P.M., Lettres Sur Quelques Problèmes Actuels du Socialisme, Ed. F. Maspero, Paris, 1972.
- BETTELHEIM, Charles/SWEEZY, P.M., A Transição para o Socialismo, Ed. 70, Lisboa, 1976.
- BIANCO, Lucien, Les Origines de la Révolution Chinoise, Ed. Gallimard, Paris, 1967.
- BOUKHARINE, Nicolas, ABC du Communisme, Ed. F. Maspero, Paris, 1971 (2 tomes).
- BOUKHARINE, Nicolas, Economique de la Période de Transition, Ed. EDI, Paris, 1976.
- BOUKHARINE, Nicolas, Le Socialisme dans un Seul Pays, Union Générale d'Editions, Paris, 1974.

- BOUKHARINE, Nicolas/ PREOBRJENSKY, E./ TROTSKY, L., Sur la Loi de la Valeur, Ed. F.Maspero, Paris, 1972.
- BOUKHARINE, Nicolas, La Théorie du Matérialisme Historique, Ed. Anthropos, Paris, 1967.
- BOUKHARINE, Nicolas/ KAMENEV/ PREOBRJENSKY, E./ TROTSKY, L., La Question Paysanne en URSS (1927-1929), Ed. F.Maspero, Paris, 1973.
- BOUKHARINE, Nicolas, De la Dictature de l'Impérialisme à la Dictature du Proletariat, Ed. Universa, Genève, 1918.
- BOURDET, Yvon, Otto Bauer et la Révolution, Ed. EDI, Paris, 1968.
- BRICIANER, Serge, Pannekoek et les Conseils Ouvriers, Ed. EDI, Paris, 1969.
- BRITTON, Maurice, Os Bolcheviques e o Controle Operário, Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- BROYELLE, C./ BROYELLE, J./ TSCHIRHART, E., Deuxième Retour de Chine, Ed. Seuil, Paris, 1977.
- CARR, E. H., A Revolução Bolchevique, Ed. Afrontamento, Porto, 1977-1979, (2 tomes).
- CASTORIADIS, Cornelius, Devant la Guerre (tome I), Ed. Fayard, Paris, 1981.
- CASTORIADIS, Cornelius, L'Institution Imaginaire de la Société, Ed. Seuil, Paris, 1975.
- CASTORIADIS, Cornelius, Les Carrefours du Labyrinthe, Ed. Seuil, Paris, 1978.
- CASTORIADIS, Cornelius, L'Experience du Mouvement Ouvrier (tome I), Union Générale d'Editions, Paris, 1974.
- CASTORIADIS, Cornelius, La Société Bureaucratique (tome I), Union Générale d'Editions, Paris, 1973.
- CASTRO, Fidel, Révolution Cubaine, Ed. F. Maspero, Paris, 1968 (2 tomes).
- CASTRO, Fidel, Discours de la Révolution, Union Générale d'Editions, Paris, 1968.
- CERRONI, Humberto, Teoria Politica e Socialismo, Ed. Europa-América, Mem Martins, 1976.
- CILIGA, Anton, Dix Ans Derrière Au Pays du Mensonge Déconcertant, Ed. Champ Libre, Paris, 1977.

- COGNIOT, L'Internationale Communiste, Ed. Sociales, 1969.
- DELEYNE, Jean, L'Economie Chinoise, Ed. Seuil, Paris, 1971.
- DESANTI, D., A Internacional Comunista, Ed. Assírio e Alvim, Lisboa, 1977,
(2 volumes).
- DEUTSHER, Isaac, Staline, Ed. Gallimard, Paris, 1973.
- DJILAS, Milovan, La Nouvelle Classe Dirigeante, Ed. Plon, Paris, 1957.
- DJILAS, Milovan, Conversations Avec Staline, Ed. Gallimard, Paris, 1972.
- DROZ, Jacques, História Geral do Socialismo, Ed. Livros Horizonte, Lisboa,
1976-1977-1979-1983, (8 volumes).
- ENGELS, Friedrich, Anti-Düring, Ed. Afrodite, Lisboa, 1977.
- ENGELS, Friedrich, La Situation des Classes Laborieuses en Angleterre, Ed.
A. Costes, Paris, 1933, (2 tomes).
- ETIENNE, G., La Voie Chinoise (La Longue Marche de l'Economie: 1949-1974),
Ed. PUF, Paris, 1974.
- FAVRE, Pierre et Monique, Marx Depois de Marx, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1971.
- FERRO, Marc, La Révolution de 1917, Ed. Flammarion, Paris, 1967.
- FETJÓ, Francois, O Conflito China/URSS, Ed. Europa-América, Mem Martins,
1976, (2 volumes).
- GARAUDY, Roger, Le Grand Tournant du Socialisme, Ed. Gallimard, Paris, 1969.
- GARAUDY, Roger, Karl Marx, Ed. Seghers, Paris, 1964.
- GARAUDY, Roger, Le Problème Chinois, Union Générale d'Editions, Paris, 1967.
- GORTER, Herman, Réponse à Lénine, Ed. Spartacus, Paris, 1979.
- GUEVARA, E. Che, Oeuvres, Ed. F. Maspero, Paris, 1971-1972, (6 tomes).
- GUILLEMAZ, Jacques, La Chine Populaire, Ed. PUF, Paris, 1967.
- GODELIER, Maurice, "A Teoria da Transição em Marx", In Revue Ler História,
nº 2, 1983, Lisboa, pp. 99-139.
- Histoire du Parti Communiste (Bolchevik) de l'URSS, Ed en Langues Etran-
gères, Moscou, 1939.

- HUHN, Willy, Trotsky - Le Staline Manqué, Ed. Spartacus, Paris, 1981.
- JOLL, James, Anarquistas e Anarquismo, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1977 (2e.éd.).
- KAROL, K.S., La Deuxième Révolution Chinoise, Ed. Robert Laffont, Paris, 1973.
- KAUTSKY, Karl, La Question Agraire, Ed. V.Giard & E.Brière, Paris, 1900.
- KAUTSKY, Karl, Terrorisme et Communisme, Ed. Jacques Povolozky, Paris, 1919.
- KAUTSKY, Karl, Le Chemin du Pouvoir, Ed. Anthropos, Paris, 1969.
- KAUTSKY, Karl, Le Bolchevisme dans l'impasse, Ed. PUF, Paris, 1982.
- KAUTSKY; Karl, L'Internationale Communiste et la Russie des Soviets, Ed. Librairie Populaire, Paris, 1925.
- KAUTSKY, Karl, La Politique des Syndicats, Ed. V.Giard & Brière, Paris, 1903.
- KAUTSKY, Karl, Le Marxisme et son Critique Bernstein, Ed. Stock, Paris, 1900.
- KAUTSKY, Karl, La Révolution Sociale, Ed. Marcel Rivière, Paris, 1921 (2e.éd.).
- KAUTSKY, Karl, Les Trois Sources du Marxisme, Ed. Spartacus, Paris, 1969.
- KAUTSKY, Karl, La Dictature du Proletariat, Union Générale d'Editions, Paris, 1972.
- KILKOY, Robert, O Socialismo a Partir de Marx, Ed. Ulisseia, Lisboa, 1975, (2ème édition).
- KOLLONTAI, Alexandra, A Oposição Operária, Ed. Afrontamento, Porto, 1973, (2ème édition).
- KORSCH, Karl, L'Anti-Kautsky, Ed. Champ Libre, Paris, 1973.
- KORSCH, Karl, Marxisme et Philosophie, Ed. Minuit, Paris, 1964.
- KORSCH, Karl, Marxisme et Contre-Révolution, Ed. Seuil, Paris, 1975.
- KORSCH, Karl, Karl Marx, Ed. Champ Libre, Paris, 1971.
- KORSCH, Karl/MATTICK, P./RUHLE, O./PANNEKOEK, A./WAGNER, A Contra-Revolução Burocrática, Ed. Centelha, Coimbra, 1978.
- KROUCHTICHEV, N.S., Ce Que Je Pense de la Coexistence Pacifique, Ed. Plon, 1960.
- LABRANDE, Christian, La Première Internationale, Union Générale d'Editions, Paris, 1976.

- LEFORT, Claude, Eléments d'une Critique de la Bureaucratie, Ed. Gallimard, Paris, 1978.
- LEFFORT, Claude, L'Invention Démocratique, Ed. Fayard, Paris, 1978.
- LENINE, V. I., Oeuvres Complètes, Ed. Sociales/ Ed. du Progrès, Paris/Moscou, 1967-1976, (45 tomes).
- LEYS, Simon, Sombras Chinasas, Ed. Bertrand, Amadora, 1977.
- LICHTHEIM, George, Breve Historia do Socialismo, Iniciativas Editoriais Lisboa, 1976, (3 tomes).
- LUKACS, Georg, Lénine, Ed. EDI, Paris, 1965.
- LUKACS, Georg, Histoire et Conscience de Classe, Ed. Minuit, Paris, 1960.
- LUXEMBURG, Rosa, Oeuvres, Ed. F. Maspero, Paris, 1971-1972, (4 tomes).
- LUXEMBURG, Rosa, Contre la Guerre Par la Révolution, Ed. Spartacus, Paris, 1973.
- LUXEMBURG, Rosa, Grèves Sauvages et Spontanéité des Masses, Ed. Spartacus, Paris, 1969.
- LUXEMBURG, Rosa, La Révolution Russe, Ed. Spartacus, Paris, 1977.
- LUXEMBURG, Rosa, Lettres et Tracts de Spartacus, Ed. de la Tête de Feuilles, Paris, 1972.
- LUXEMBURG, Rosa, Marxisme Contre Dictature, Ed. Spartacus, Paris, 1972.
- LUXEMBURG, Rosa, Textes, Ed. Sociales, Paris, 1969.
- MALCOM, Menzies, Makhno - Une Epopée, Ed. Pierre Belfond, Paris, 1972.
- MAO, Tsé-Toung, Oeuvres Choiesies, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1967-1968-1969 (6 tomes).
- MACCIOCCHI, Maria-Antonietta, De la Chine, Ed. Seuil, Paris, 1974.
- MARCUSE, H., Philosophie et Révolution, Ed. Denoel/Gonthier, Paris, 1969.
- MARCUSE, H., Eros et Civilisation, Ed. Minuit, Paris, 1963.
- MARCUSE, H., L'Homme Unidimensionnel, Ed. Minuit, Paris, 1968.
- MARCUSE, H., Le Marxisme Soviétique, Ed. Gallimard, Paris, 1963.
- MAKHNO, La Révolution Russe en Ukraine, Ed. Pierre Belfond, Paris, 1970.

MARX, Karl, Oeuvres ("Economie"), Ed. Gallimard, Paris, 1965-1968,
(Bibliothèque de la Pléiade), (2 tomes).

MARX, Karl, Oeuvres, ("Philosophie"), Ed. Gallimard, Paris, 1982,
(Bibliothèque de la Pléiade), (1 tome).

MARX, Karl, Un Chapitre Inédit du Capital, Union Générale d'Éditions,
Paris, 1971.

MARX, Karl/ENGELS, Friedrich, L'Idéologie Allemande, Ed. Sociales, Paris,
1968.

MARX, Karl/ENGELS, Friedrich, Oeuvres Choiesies, Ed. du Progrès, Moscou,
1976, (3 tomes).

MARX, Karl/ENGELS, Friedrich, Correspondance, Ed. du Progrès, Moscou, 1971.

MARX, Karl/LASSALLE, F., Correspondance (1848-1864), Ed. PUF, Paris, 1977.

MATTICK, Paul, Marx et Keynes, Ed. Gallimard, Paris, 1972.

MATTICK, Paul, Intégration Capitaliste et Rupture Ouvrière, Ed. EDI, Paris,
1972.

MATTICK, Paul, Le Marxisme Hier, Aujourd'hui et Demain, Ed. Spartacus,
Paris, 1983.

METT, Ida, La Commune de Cronstadt, Ed. Spartacus, Paris, 1977.

METT, Ida, Les Paysans dans la Révolution Russe, Ed. Spartacus, Paris, 1969.

MINC, Bronislaw, L'Economie Politique du Socialisme, Ed. F. Maspero,
Paris, 1974.

NICOLAIEVSKY, Boris/MAENCHEN-HELFEN, O., La Vie de Karl Marx, Ed.
Gallimard, Paris, 1970.

NIEUWENHUIS, F. D., Le Socialisme en Danger, Ed. Payot, Paris, 1975.

PAILLET, Marc, Marx Contra Marx, Ed. Afrodite, Lisboa, 1977.

PANNEKOEK, Anton, Les Conseils Ouvriers, Ed. Bélibaste, Paris, 1974.

PANNEKOEK, Anton, Lénine Philosophe, Ed. Spartacus, Paris, 1970.

PLEBE, Armand, O Que Marx Não Disse, Ed. Literal, Queluz, 1977.

PLEKHANOV, G., Ensaaios Sobre a História do Materialismo, Ed. Estampa,
Lisboa, 1973.

PLEKHANOV, G., Le Matérialisme Militant, Ed. Sociales, Paris, 1957.

PLEKHANOV, G., O Papel do Indivíduo na História, Ed. Rodrigues Xavier, Amadora, 1971.

PREOBRAJENSKY, Eugène, De la NEP au Socialisme, Ed. du CNRS, Paris, 1966.

PREOBRAJENSKY, Eugène, La Nouvelle Economique, Ed. EDI, Paris, 1972.

Rédaction du Remmin Ribao et l'Agence Hsihua, Les Révisionnistes Soviétiques Restaurent le Capitalisme sur Toute la Ligne en Union Soviétique, Ed. en Langues Etrangères.

Rédaction du Remmin Ribao et Rédaction du Hongqi, A Propos de la Lettre Ouverte du Comité Central du PCUS, Ed. la Cité, Lausanne, 1963-1965 (3 tomes).

Rédaction du Remmin Ribao et Rédaction du Hongqi, D'où Proviennent les Divergences?, Ed. la Cité, Lausanne, 1963.

REEVE, Charles, Le Tigre de Papier, Ed. Spartacus, Paris, 1972.

Revue "Analyses et Documents", Révolution Proletarienne en Chine?, Paris, Avril 1970.

Revue "Socialisme ou Barbarie, Paris, 1949 à 1965, (40 volumes).

ROSSI, A., Autopsie du Stalinisme (avec le texte intégrale du rapport Krouchtchev), Ed. Pierre Horay, Paris, 1957.

RUBEL, M., Pages de Karl Marx Pour Une Ethique Socialiste, Ed. Payot, Paris, 1970 (2 tomes).

RUBEL, M., Marx Critique du Marxisme, Ed. Payot, 1974.

RUHLE, Otto, Fascisme Brun, Fascisme Rouge, Ed. Spartacus, Paris, 1975.

SAUYRI, Pierre, Le Marxisme Après Marx, Ed. Flammarion, Paris, 1970.

SCHAPIRO, Leonard, De Lénine à Staline, Ed. Gallimard, Paris, 1967.

SERGE, Victor, L'An I de la Révolution Russe, Ed. F. Maspero, Paris, 1971, (3 tomes).

SERGE, Victor, Vie et Mort de Léon Trotsky, Ed. F. Maspero, Paris, 1973, (2 tomes).

SERGE, Victor, Le Nouvel Impérialisme Russe, Ed. Spartacus, Paris, 1972.

SKIRDA, Alexandre, Kronstadt, Ed. de la Tête de Feuilles, Paris, 1971.

SOUVARINE, Staline, Ed. Champ Libre, Paris, 1977.

STALINE, J., Les Questions du Léninisme, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1977.

STALINE, J., Les Problèmes Economiques du Socialisme en URSS, Ed. Norman Béthune, Paris, 1971.

STALINE, J., Lénine, Ed. "Naim Frasheri"; Tirana, 1970.

STALINE, J., Anarchisme ou Socialisme, Ed. Norman Béthune, Paris, s/d,.

STALINE, J./KRUPSKAIA, N., Reviver Lenine, Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1974.

SUEEZY, P./HARNECHER, M./HINKELAMMERT, F./SANTOS, T./VUSKOVIC, P., Problemas da Transição para o Socialismo, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1976.

TOURAINÉ, Alain, Vida e Morte do Chile Popular, Ed. Bertrand, Amadora, 1977.

TOURAINÉ, Alain, O Pós Socialismo, Ed. Afrontamento, Porto, 1974.

TROTSKY, Léon, La Révolution Trahie, Ed. Minuit, Paris, 1963.

TROTSKY, Léon, Nos Tâches Politiques, Ed. Danoël/Gonthier, Paris, 1970.

TROTSKY, Léon, Rapport de la Délégation Sibérienne, Ed. Spartacus, Paris, Paris, 1970.

TROTSKY, Léon, En Defensa del Marxismo, Juan Pablos Editor, Mexico, 1972.

TROTSKY, Léon, Balanço e Perspectivas, Ed. Delfos, Lisboa, 1975.

TROTSKY, Léon, Les Leçons d'Octobre, Ed. F. Maspero, Paris, 1971.

TROTSKY, Léon, L'Internationale Communiste Après Lénine, Ed. PUF, Paris, 1969, (2 tomes).

TROTSKY, Léon, Programa de Transição para a Revolução Socialista, Ed. Antidoto, Lisboa, 1978.

TROTSKY, Léon, A Revolução Desfigurada, Ed. Antidoto, Lisboa, 1977.

TROTSKY, Léon, Histoire de la Révolution Russe, Ed. Seuil, Paris, 1950, (2 tomes).

TROTSKY, Léon, Mi Vida, Juan Pablos Editor, Mexico, 1973.

TROTSKY, Léon, La Révolution Permanente, Ed. Gallimard, Paris, 1964.

TROTSKY, Léon, Communisme et Terrorisme: l'Anti-Kautsky, Union Générale d'Editions, Paris, 1963.

VOLINE, La Révolution Inconnue, Ed. Pierre Belfond, Paris, 1973 (3 tomes).

VARGA, Evgueni, A Construção do Socialismo na União Soviética, Ed. A. Ferreira, Porto, s/d.

Sur la Deuxième Partie

ALMEIDA, Dinis de, Origens e Evolução do Movimento dos Capitães, Ed. Sociais, Lisboa, 1976.

ALMEIDA, Dinis de, Ascensão, Apogeu e Queda do MFA, Ed. do Autor, s/d, (2 tomes).

ALVES, Marcio Moreira, Os Soldados Socialistas de Portugal, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975.

AMARAL, Freitas do, Responder ao País, Ed. do Partido do Centro Democrático Social, Lisboa, 1975.

AMORIM, Fernando Pacheco de, Portugal Traído, Madrid, 1975.

Angola - Acordo para a Independência, Ed. do Ministério da Comunicação Social, Lisboa, 1975.

ANTUNES, Cavalheira, Perspectivas dos Trabalhadores Face ao Processo Político Português, Ed. Diabril, Lisboa, 1976.

ANTUNES, Melo, e outros, Debate Sobre o Programa de Política Económica e Social, Ed. Moraes, Lisboa, 1975.

ANTUNES, José Freire, O Segredo do 25 Novembro, Ed. Europa-América, Mem Martins, 1980 (3ème édition).

ANTUNES, José Freire, Sã Carneiro - Un Meteoro nos Anos Setenta, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1982.

60 Anos de Luta, Ed. Avante, Lisboa, 1982.

Associação Portuguesa de Economistas, O Sector Empresarial do Estado, Ed. APEC, Lisboa, 1978.

ARRIAGA, General Kaúlza de, No Caminho das Soluções do Futuro, Ed. Abril, Lisboa, 1977.

- ARRIAGA, Kaúlza de, /CUNHA, J. Luz, /RODRIGUES, Bethencourt, /MARQUES, S.S., (generais), Africa - A Vitória Traída, Ed. Intervenção, Lisboa, 1977.
- AVILA, F./FERREIRA, C./LORY, B./ORSONI, C./REEVE, C., Portugal - L'Autre Combat, Ed. Spartacus, Paris, 1975.
- AZEVEDO, J. Candido de, A Ofensiva do Capital e a luta pelo Socialismo, Ed. Diabril, Lisboa, 1976.
- AZEVEDO, Almirante Pinheiro de, Entrevistas, Ed. Ministério da Comunicação Social, Lisboa, 1976.
- BANAZOL, Tenente-Coronel Luis Ataíde, A Origem do MFA, Ed. Prelo, Lisboa, 1974.
- BANAZOL, Tenente-Coronel Luis Ataíde, Os "Capitães Gerais" e os "Capitães Políticos", Ed. Prelo, Lisboa, 1976.
- BANDARRA, A./JAZRA, N., A Estrutura Agrária Portuguesa Transformada?, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1976.
- BANDARRA, A./JAZRA, N., Les Politiques Agraires au Portugal et les Transformations des Articulations du Systeme Socio-Economique Posterieures au 25 Avril 1974, Thèse pour le Doctorat d'Etat, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1981.
- BAPTISTA, Jacinto, Caminhos para uma Revolução, Ed. Bertrand, Amadora, 1975.
- BAPTISTA, F.Oliveira, Portugal 1975 - Os Campos, Ed. Afrontamento, Porto, 1978.
- BARRETO, A./ALMEIDA, C., Capitalismo e Emigração em Portugal, Ed. Prelo, Lisboa, 1970.
- BARRETO, António, Independência para o Socialismo, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975.
- BARRETO, António, Memória da Reforma Agrária, Ed. Europa-América, Mem Martins, 1983.
- BARRETO, José, "Empresas Industriais Geridas Pelos Trabalhadores", In Revista Análise Social, nº 51, Lisboa, 1977.
- BARROS, Afonso de, A Reforma Agrária em Portugal, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1979.

- BARROS, Afonso de, A Agricultura Latifundiária na Península Ibérica, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1980.
- BASTOS, J. C. Pereira, Cooperativas Depois de Abril: Uma Força dos Trabalhadores, Ed. Centelha, Coimbra, 1977.
- BENSAÏD, D./WEBER, H./ROSSI, C./UDRY, C., Portugal: La Révolution en Marche, Ed. Christian Bourgois, Paris, 1975.
- BERNARDO, João, Um Ano, Um Mês e Um Dia Depois: Para Onde Vai o 25 de Abril?, Ed. Contra a Corrente, Lisboa, 1975.
- BICA, António, Agricultura e Reforma Agrária em Portugal: 1974, Ed. Inova, Porto, 1975.
- BURCHETT, Wilfred, Portugal Depois da Revolução dos Capitães, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1975.
- BURCHETT, Wilfred, Portugal Antes e Depois do 35 de Novembro, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1976.
- CABRAL, Manuel Vilaverde, Materiais para a História da Questão Agrária em Portugal: séc. XIX e XX, Ed. Inova, Porto, 1974.
- CABRAL, Manuel Vilaverde, "A Segunda República Portuguesa Numa Perspectiva Histórica", In Revista Análise Social, nº 75, Lisboa, 1983.
- CABRAL, M. V./FREITAS, E./ALMEIDA, J. F., Modalidades de Penetração do Capitalismo na Agricultura, Estruturas Agrárias de Portugal Continental: 1950-1970, Ed. Presença, Lisboa, 1976.
- Cadernos de Circunstância: 1967-1970, Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- CAETANO, Marcelo, Minhas Memórias de Salazar, Ed. Verbo, Lisboa, 1977.
- CAETANO, Marcelo, O 25 de Abril e o Ultramar, Ed. Verbo, Lisboa, 1977.
- CALDAS, Eugénio de Castro, A Agricultura Portuguesa no Limiar da Reforma Agrária, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1978.
- CAPITÃO, Pedro, O Problema Colonial, Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1974.
- CARDIA, Sottomayor, Socialismo Sem Dogmas, Ed. Europa-América, Mem-Martins, 1981.
- CARDOSO, António Lopes, Luta Pela Reforma Agrária, Ed. Diabril, Lisboa, 1976.

- CARNEIRO, Francisco Sá, Por Uma Social-Democracia Portuguesa, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1975.
- CARREIRA, Alberto, Controle Operário, Ed. Moraes, Lisboa, 1976.
- CARVALHO, Otelio Saraiva de, Cinco Meses Mudaram Portugal, Ed. Portugália, Lisboa, 1975.
- CARVALHO, Otelio Saraiva de, O Povo é Quem Mais Ordena, Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1977.
- CARVALHO, Otelio Saraiva de, Alvorada em Abril, Ed. Bertrand, Amadora, 1977.
- CARVALHO, Reinaldo de, Partidos e Pessoas, Ed. Rés, Porto, 1975.
- CARVALHO, Vacas de, O Fracasso de um Processo - A Reforma Agrária no Alentejo, Ed. do Autor, 1977.
- CASTRO, A. de/SAMPAIO, J./MOURA, F. Pereira de/CURTO, F. Marcelo/PINTO, M./RIBEIRO, S., Os Trabalhadores na Empresa, Ed. Prelo, Lisboa, 1974.
- CAUTELA, Afonso, O Alentejo na Reforma Agrária, Ed. Diabril, Lisboa, 1975.
- C.D.S., Declaração de Princípios, Lisboa, (s/d).
- 4 Anos do C.D.S., Ed. do C.D.S., Lisboa, 1978.
- CILIA, João, O P. S. e o Processo Revolucionário, Ed. Livraria Internacional, Porto, 1976.
- CLEMENTE, Capitão Manuel Duran, Elementos para a Compreensão do 25 de Novembro, Ed. Sociais, Lisboa, 1976.
- COELHO, António Borges, O 25 de Abril e o Problema da Independência Nacional, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1975.
- COELHO, Eduardo Prado, Hipóteses de Abril, Ed. Diabril, Lisboa, 1975.
- Colectivo, A Realidade da Autogestão em Portugal, Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa, (s/d).
- Conferência Internacional Sobre a Economia Portuguesa, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1977, (2 volumes).
- CORREIA, R./MARUJO, J./SOLDADO, P., MFA e Luta de Classes, Ed. Ulmeiro, Lisboa, (s/d).
- CORREIA, R./MARUJO, J./SOLDADO, P., MFA: Dinamização Cultural - Acção Cívica, Ed. Ulmeiro, Lisboa, (s/d).

COSTA, E. Freitas da, Acuso Marcelo Caetano, Ed. Liber, Lisboa, 1975.

COSTA, Ramiro da, O Desenvolvimento do Capitalismo em Portugal, Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1976.

COSTA, Ramiro da, Elementos Para a História do Movimento Operário em Portugal (1820-1975), Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1979, (2 volumes).

CRUZ, Raul, Operários em Diálogo, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1976.

CUNHA, J. Silva, O Ultramar, a Nação e o 25 de Abril, Ed. Atlântida, Coimbra, 1977.

CRESPO, Vice-Almirante Manuel Pereira, Porquê Perdemos a Guerra, Ed. Abril, Lisboa, 1977.

CUNHA, Manuel Barão da, Radiografia Militar, Ed. O Século, Lisboa, 1975.

CUNHAL, Alvaro, Portugal: L'Aube de la Liberté, Ed. Sociales, Paris, 1974.

CUNHAL, Alvaro, O Radicalismo Pequeno-Burguês de Fachada Socialista, Ed. Avante, 1971.

CUNHAL, Alvaro, Contribuição para o Estudo da Questão Agrária, Ed. Avante, Lisboa, 1976, (2 volumes).

CUNHAL, Alvaro, A Situação Política e as Tarefas do Partido no Momento Actual, Ed. Avante, Lisboa, 1974.

CUNHAL, Alvaro, Pela Revolução Democrática Nacional, Ed. Avante, Lisboa, 1975.

CUNHAL, Alvaro, A Revolução Portuguesa, Ed. D.Quixote, Lisboa, 1975.

CUNHAL, Alvaro, A Revolução Portuguesa: O Passado e o Futuro, Ed. Avante, Lisboa, 1976.

CUNHAL, Alvaro, A Questão do Estado: Questão Central de Cada Revolução, Ed. Avante, Lisboa, 1977.

CUTILEIRO, José, Ricos e Pobres no Alentejo, Ed. Sá da Costa, Lisboa, 1977.

A Derrota da Conspiração Reaccionária - Setembro 1974, Ed. Avante, Lisboa, 1974.

DIL, Fernando/PINA, Carlos, Operação República, Ed. Terceiro Mundo, Lisboa, 1975.

- DOMINGOS, H./GAGO, J. Serras/MATOS, L. Salgado de, A Revolução num Regimento: A Polícia Militar em 1975, Ed. Armazém de Letras, Lisboa, 1977.
- Dossier Brigadas Revolucionárias, Ed. Revolução, Lisboa, (s/d).
- DRAIN, Michel/DOMENECH, Bernard, Occupations de Terres et Expropriations dans les Campagnes Portugaises, Ed. du CNRS, Paris, 1982.
- DUGOS, Carlos, Comunismo? - O Povo é Quem Mais Ordena, Ed. Acrópole, Lisboa, 1975.
- DUGOS, Carlos, Descolonização Portuguesa - O Malogro de Dois Planos, Ed. Acrópole, Lisboa, 1975.
- Evolução Recente e Perspectivas de Transformação da Economia Portuguesa, Ed. CISEP-Instituto Superior de Economia - UTL, Lisboa, 1983-1984 (4 tomes).
- FEIO, J./LEITÃO, F./PINA, C., O MRPP: O Que É?, Ed. Agência Portuguesa de Revistas, Lisboa, 1975.
- FEIO, J./LEITÃO, F./PINA, C., 11 de Março: Autópsia de um Golpe, Ed. Agência Portuguesa de Revistas, Lisboa, 1975.
- FERNANDES, Capitão, Portugal: Nem Tudo Está Perdido, Ed. Ulmeiro, Lisboa, 1976.
- FERNANDES, Blasco Hugo, A Reforma Agrária - Uma Contribuição para a sua História, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1978.
- FERNANDES, Blasco Hugo, O Que é a Reforma Agrária?, Ed. 70, Lisboa, 1975.
- FERREIRA, António, A Queda do Fascismo, Ed. Assirio e Alvim, Lisboa, 1974.
- FERREIRA, Eurico/SOUSA, Alfredo de, Em Defesa da Democracia, Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa, 1976.
- FERREIRA, Vitor Matias, Movimentos Sociais e Urbanos e Intervenção Política, Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- FERREIRA, Vitor Matias, Da Reconquista da Terra à Reforma Agrária, Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- FERREIRA, Eduardo Sousa, Origens e Formas de Emigração, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1976.
- FERREIRA, Eduardo Sousa, Portugal e o Neocolonialismo, Ed. Sá da Costa, Lisboa, 1975.
- FERREIRA, Eduardo Sousa, A Decadência do Corporativismo, Ed. Sá da Costa, Lisboa, 1975.

- FERREIRA, Eduardo Sousa, Africa Austral - O Passado e o Futuro, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1977.
- FERREIRA, José Medeiros, Ensaio Histórico sobre a Revolução do 25 de Abril, Ed. INCM - SREC, da Região Autónoma dos Açores, Lisboa, 1983.
- FONSECA, Ronaldo, G., O Socialismo, a Transição e o Caso Português de João Martins Pereira: Exemplo Típico do Idealismo Académico, Ed. Centelha, Coimbra, 1977.
- FONSECA, Vasco Corregedor da, Eleições para a Constituinte em Processo Revolucionário, Ed. Estampa, Lisboa, 1975.
- FREITAS, A. José de/CRUZ, F., Setembro 28 - A Negra Madrugada, Ed. Edigui, Lisboa, (s/d).
- GASPAR, Jorge/VITORINO, Nuno, As Eleições do 25 de Abril: Geografia e Imagens dos Partidos, Ed. Livros Horizonte, Lisboa, 1976.
- GODINHO, Vitorino Magalhães, A Democracia Socialista, Um Mundo Novo e Um Portugal Novo, Ed. Gênese, Lisboa, 1977.
- GOMES, General Costa, Discursos Políticos, Ed. Ministério da Comunicação Social, Lisboa, 1976.
- GOMES, Costa, Sobre Portugal - Diálogos com Alexandre Manuel, Ed. A Regra do Jogo, Lisboa, 1979.
- GOMES, Costa/GONÇALVES, Vasco, A Revolução é de Todos, Ed. Fronteira, Lisboa, 1975.
- GONÇALVES, Vasco, Discursos, Conferências de Imprensa, Entrevistas, Ed. Popular, Lisboa, 1976.
- GONÇALVES, Vasco, Livro Verde da Revolução: Citações de Vasco Gonçalves, Ed. Fronteira, Lisboa, 1976.
- HARSGOR, Mikhael, Naissance d'Un Nouveau Portugal, Ed. Seuil, Paris, 1975.
- HEADY, Earl, O., Análise do Desenvolvimento Agrícola e da Reforma Agrária em Portugal, Ed. do Ministério da Agricultura e Pescas, Lisboa, 1977.
- HEIMER, Franz Wilhelm, O Processo de Descolonização em Angola (1974-1976), Ed. A Regra do Jogo, Lisboa, 1980.

- "Os Herdeiros do 25 de Abril", In Cadernos de o Jornal, nº 2, Abril, 1976, Lisboa.
- JARA, José Manuel, A Farsa dos Pseudos-Radicais em Portugal, Ed. Sociais, Lisboa, 1974.
- JARA, José Manuel, Maoísmo em Portugal: Ideologia Anarquista Contra-Revolucionária e Paródia Burguesa do Marxismo, Ed. Sociais, Lisboa, 1975.
- KOIM, Serge-Christophe, "Portugal: Quel Révolution, Vers Quel Société?", In Revue Temps Modernes, Décembre, 1975, Paris.
- KOIM, Serge-Christophe, La Transition Socialiste (la politique économique de gauche), Ed. du CERF, Paris, 1977.
- KUNTZ, Joelle, Les Fusils et les Urnes: Le Portugal d'Aujourd'hui, Ed. Denoel, Paris, 1975.
- LEITÃO, Fernanda/PINA, Carlos, LUAR: O Que É?, Ed. Agência Portuguesa de Revistas, Lisboa, 1975.
- LIMA, Albano, Movimento Sindical e Unidade no Processo Revolucionário Português, Ed. Avante, Lisboa, 1975.
- LIMA, Albano, Sindicatos e Acção Sindical, Ed. Avante, Lisboa, 1976.
- LOURENÇO, Eduardo, Os Militares e o Poder, Ed. Arcádia, Lisboa, 1975.
- LOURENÇO, Eduardo, O Fascismo Nunca Existiu, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1976.
- LOURENÇO, Eduardo, O Complexo de Marx, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1975.
- LOURENÇO, Eduardo, Os Labirintos da Saudade, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1982, (2.ème édition).
- LOURENÇO, Vasco, MFA: Rosto do Povo, Ed. Portugalíia, Lisboa, 1975.
- LOURENÇO, Vasco, No Regresso Vinham Todos, Ed. Portugalíia, Lisboa, 1976.
- LUCENA, Manuel de, A Evolução do Sistema Corporativo Português, Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa, 1976, (2 volumes).
- LUCENA, Manuel de, Portugal Correcto e Aumentado, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975.
- MAILER, Phil, Portugal: A Revolução Impossível, Ed. Afrontamento, Lisboa, 1978.

- MANDEL, Ernest, O 25 de Abril e a Revolução Socialista em Portugal e Colónias, Ed. Antídoto, Lisboa, 1975.
- MARQUES, F. Pereira, Apontamentos Sobre a Revolução, Ed. Fronteira, Lisboa, 1974.
- MARQUES, F. Pereira, Criar Poder Popular, Ed. Ulmeiro, Lisboa, 1976.
- MARQUES, J. A. Silva, Relatos da Clandestinidade: O PCP Visto por Dentro, Ed. Expresso, Lisboa, 1976.
- MARQUES, Silvino Silvério, Portugal e Agora?, Ed. Tempo, Lisboa, 1978.
- MARTINS, J. Silva, Estruturas Agrárias em Portugal Continental, Ed. Prelo, Lisboa, 1973-1974, (2 volumes).
- MARTINS, J. Silva, Política de Emergência Económica Nacional, Ed. Estampa, 1975.
- MARTINS, Maria Belmira, Sociedades e Grupos em Portugal, Ed. Estampa, Lisboa, 1973.
- MARTINS, M. Belmira/ROSA, J. Chaves, O Grupo Estado, Ed. Expresso, Lisboa, 1979.
- MATOS, Luís Salgado de, Investimentos Estrangeiros em Portugal, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1973.
- MATOS, L. Salgado de/GAGO, J. Serras, A Transição Socialista - O Debate Soviético e o Caso Português, Ed. Armazém de Letras, Lisboa, 1977.
- MAURICIO, Artur/GONÇALVES, C. Branco, Saneamento da Função Pública, Ed. Diabril, Lisboa, 1975.
- MEDEIROS, Fernando, A Sociedade e a Economia Portuguesa nas Origens do Salazarismo, Ed. A Regra do Jogo, Lisboa, 1978.
- MELO, General Galvão de, MFA: Movimento Revolucionário, Ed. Portugália, Lisboa, 1975.
- MELO, General Galvão de, Rumo à Dignidade, Ed. do Autor, Lisboa, 1975.
- MOREIRA, Adriano, O Novíssimo Príncipe: Análise da Revolução, Ed. Intervenção, Lisboa, 1977.
- MOREIRA, Adriano, A Nação Abandonada, Ed. Intervenção, Lisboa, 1977.

- MOTA, José Gomes, A Resistência - Verão Quente de 1975, Ed. Jornal Expresso, Lisboa, 1976 .
- MOURA, Francisco Pereira de, Para Onde Vai a Economia Portuguesa?, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1969 .
- MOURA, Francisco Pereira de, O Projecto Burguês do Governo Socialista, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1977 .
- MOURA, Francisco Pereira de, A Banca, O "Estado Social" e a Expansão dos Lucros, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1973 .
- MOURA, Francisco Pereira de, e outros, Esclarecer o Eleitor: Inquérito aos Partidos Políticos, Ed. Afrodite, Lisboa, 1975.
- MUNSTER, Arno, Révolution et Contre-Révolution au Portugal, Ed. Galilée, Paris, 1976 .
- MURTEIRA, Mário, O Problema do Desenvolvimento Português, Ed. Moraes, Lisboa, 1974 .
- MURTEIRA, Mário, Textos de Política Económica, Ed. dos Serviços Sociais dos Trabalhadores da C.G.D., Lisboa, 1975 .
- MURTEIRA, Mário, Política Económica numa Sociedade em Transição, Ed. Moraes, Lisboa, 1977 .
- MURTEIRA, Mário, Desenvolvimento e Subdesenvolvimento e o Modelo Português, Ed. Presença, Lisboa, 1979 .
- MURTEIRA, Mário/RODRIGUES, E. Ferro/SANTOS, F. Piteira, A Natureza de Classe do 25 de Abril, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1977 .
- MURTEIRA, Mário/ROSA, Eugénio/RIBEIRO, Sérgio, A Economia Portuguesa em Debate, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1977.
- NAVILLE, Pierre, Pouvoir Militaire et Socialisme au Portugal, Ed. Anthropos, Paris, 1975.
- NEVES, Orlando, Textos Históricos da Revolução, Ed. Diabril, Lisboa, 1975, (2 volumes) .
- OLIVEIRA, César de, MFA e a Revolução Socialista, Ed. Diabril, Lisboa, 1975 .

OLIVEIRA, César de, Revolução Socialista e Independência Nacional, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975 .

OLIVEIRA, César de/LOURENÇO, Eduardo/COELHO, E. Prado, A Crise da Revolução, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1976 .

OLIVEIRA, César de/BELO, Fernando, Portugal, Cristianismo e Revolução Socialista, Ed. Bertrand, Amadora, 1975 .

PEREIRA, António Maria, A Burla de 28 de Setembro, Ed. Bertrand, Amadora, 1977 .

PEREIRA, João Martins, Pensar Portugal Hoje, Ed. D. Quixote, Lisboa, 1974 .

PEREIRA, João Martins, Indústria, Ideologia e Quotidiano, Ed. Afrontamento, Porto, 1975 .

PEREIRA, João Martins, Portugal 75: Dependência Externa e Vias de Desenvolvimento, Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1975 .

PEREIRA, João Martins, O Socialismo, a Transição e o Caso Português, Ed. Bertrand, Amadora, 1976

PEREIRA, João Martins, Sistemas Económicos e Consciência Social, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1980.

PEREIRA, João Martins, No Reino das Avestruzes, Ed. A Regra do Jogo, Lisboa, 1983.

PEREIRA, José Pacheco, Conflitos Sociais nos Campos do Sul do Alentejo, Ed. Europa-América, Mem Martins, 1983.

PEREIRA, Mário, Algumas Reflexões Sobre a Transformação Económica da Estrutura Latifundiária, Ed. Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1980.

PIMENTA, Carlos, Monopólios e Política Antimonopolista no Portugal de Hoje, Ed. Limiar, Porto, 1976.

PIMENTA, Carlos, Como Fazer o Controlo da Produção, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1976 .

PINTO, Alvaro Vieira, Os Ricos Não Fazem Greve - Porquê?, Ed. Diabril, Lisboa, 1975 .

PINTO, Maria José Nogueira, O Direito da Terra, Ed. Europa-América, Mem Martins, 1983 .

- PINTO, Mário/MOURA, Carlos, As Estruturas Sindicais Portuguesas, Ed. GIS, Lisboa, 1973.
- PIRES, Francisco Lucas, A Bordo Da Revolução: Ensaio de Análise Política, Ed. Selecta, Lisboa, (s/d).
- PISANI, Francis, Torre Bela, Ed. Centelha, Coimbra, 1978 .
- RAPOSO, José Hipólito, Alentejo - Dos Princípios à Chamada "Reforma Agrária", Ed. O Século; Lisboa, 1977.
- REEVE, Charles, Portugal: A Concepção Golpista da Revolução Social, Ed. Meridiano, Lisboa, 1976.
- REEVE, Charles,/FERREIRA, J. Carvalho, A Crise da Sociedade Portuguesa, Ed. Contra a Corrente, Lisboa, 1975.
- REIS, António, O Marxismo e a Revolução Portuguesa, Ed. Portugal Socialista, Lisboa, 1979.
- RIBEIRO, Sérgio, De Como um Golpe Militar Pode Começar um Processo Revolucionário, ou a História de Portugal que nós Escremos Hoje, Ed. Prelo, Lisboa, 1975.
- ROCHA, Canais, Sindicatos: Tarefas de Ontem e de Hoje, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1974.
- RODRIGUES, Avelino/BORGA, Cesário/CARDOSO, Mário, O Movimento dos Capitães e o 25 de Abril: 229 Dias para Derrubar o Fascismo, Ed. Moraes, Lisboa, 1974.
- RODRIGUES, Avelino/BORGA, Cesário/CARDOSO, Mário, Portugal Depois de Abril, Ed. Intervoz, Lisboa, 1976.
- RODRIGUES, Avelino/BORGA, Cesário/CARDOSO, Mário, Abril nos Quartéis de Novembro, Ed. Bertrand, Amadora, 1979.
- RODRIGUES, Manuel, A Emancipação dos Trabalhadores é Obra dos Próprios Trabalhadores, Ed. Afrontamento, Porto, 1975.
- ROLO, José Manuel, Capitalismo, Tecnologia e Dependência em Portugal, Ed. Presença, Lisboa, 1977.
- ROSA, Eugénio, Problemas Actuais da Economia Portuguesa, Ed. Seara Nova, Lisboa, 1974.
- ROSA, Eugénio, A Economia Portuguesa em Numeros, Ed. Moraes, Lisboa, 1975.

- ROSA, Eugénio, Portugal: Dois Anos de Revolução na Economia, Ed. Diabril, Lisboa, 1976.
- SABINO, Amadeu Lopes, Portugal é Demasiado Pequeno: 1974-1976, Ed. Centelha, Coimbra, 1976.
- SALVADOR, José António, Camponeses do Barcoço: Não Vamos Morrer Agarrados à Enxada, Ed. Centelha, Coimbra, 1977.
- SANCHES, J. L. Saldanha, O MRPP: Instrumento da Contra-Revolução, Ed. Ulmeiro, Lisboa, 1976.
- SANTOS, Maria de L. Lima dos/LIMA, Marinus Pires de/FERREIRA, Vitor Matias, O 25 de Abril e as Lutas Sociais nas Empresas, Ed. Afrontamento, Porto, 1977, (3 volumes).
- SARAIVA, António José/SILVA, Vicente, Jorge, O 25 de Abril Visto da História, Ed. Bertrand, Amadora, 1976.
- SILVA, Antunes da, Terras Velhas Semeadas de Novo: Uma Realidade Portuguesa: Os Trabalhadores nas Cooperativas, Ed. Bertrand, Amadora, 1976.
- SEMPRUN, Jaime, A Guerra Social em Portugal, Ed. Moraes, Lisboa, 1976.
- SOARES, Mário, Portugal Amordaçado, Ed. Arcádia, Lisboa, 1974.
- SOARES, Mário, Escritos do Exílio, Ed. Bertrand, Amadora, 1975.
- SOARES, Mário, Escritos Políticos, Editorial Inquérito, Lisboa, 1969.
- SOARES, Mário, Portugal: Que Revolução? Diálogos com Dominique Pouchain, Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa, 1976.
- SPÍNOLA, António, Portugal e o Futuro, Ed. Arcádia, Lisboa, 1974.
- SPÍNOLA, António, Ao Serviço de Portugal, Ed. Atica/Bertrand, Lisboa, 1976, (2^{ème} édition).
- SOUSA, Valdemiro de, Angola - A Guerra e o Crime, Ed. Formação, Lisboa, 1976.
- THIRION, Samuel, La Réforme Agraire Au Portugal: Un Exemple du Surgissement Social du Problème de la Transformation d'Une Société Rural, Thèse du Doctorat de 3^{ème} Cycle, Université Paris I - Pantheon-Sorbonne, 1980.

VILANOVA, João, Sindicalismo em Portugal, Ed. Assírio e Alvim, Lisboa, 1977.

VINHAS, Manuel, Profissão Exilado, Ed. Meridiano, Lisboa, 1976.

ZENHA, Francisco Salgado, Por Uma Política de Concórdia e Grandeza Nacional, Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa, 1976.

JOURNAUX QUOTIDIENS:

A Capital
Diário de Lisboa
Diário de Notícias
Diário Popular
Jornal de Notícias
Jornal Novo
O Século
República

PUBLICATIONS HEBDOMADAIRES, MENSUELLES ET BIMENSUELLES:

A.I.P. (Publication de l'Assotiation Industriel Portugaise).
Alavanca (Publication hebdomadaire de l'Intersyndicale).
Análise Social (Revue du Bureau d'Investigations Sociales).
Arma Crítica (Revue de l'assotiation des étudiants du ISE - UTL).
Avante (Organe hebdomadaire du PCP).
A Batalha (Publication anarco-sindicaliste).
Boletim Informativo das Forças Armadas (Publication du MFA).
Causa Operária (Publication du groupe UDP).
Combate (Publication Conseilliste).
Economie EC (Revue mensuelle d'économie).
Economie et Socialisme (Revue mensuelle d'économie).
Estudos de Economia (Revue d'économie du ISE - UTL).
Esquerda Socialista (Organe hebdomadaire du MES).
Expresso (Publication hebdomadaire).

Flama (Publication hebdomadaire).
 Fronteira (Organe de la LUAR).
 Grito do Povo (Organe da OCMLP et de la FEC (m-l)).
 Ideia (Revue Anarchiste).
 Luta Popular (Organe hebdomadaire du MRPP).
 Luta Proletária (Organe de la LCI).
 O Camponês (Publication des ouvriers agricoles du Sud).
 O Jornal (Publication hebdomadaire).
 O 1º de Maio (Publication d'un groupe marxiste-léniniste-maoïste).
 O Proletário Vermelho (Organe du PCP (m-l), fraction Vilar).
 O Tempo (Publication hebdomadaire).
 Poder Popular (Organe hebdomadaire du MES).
 Portugal Socialista (Organe hebdomadaire du PS).
 Povo Livre (Organe hebdomadaire du PPD).
 Povo em Luta (Organe de la BASE-FUT).
 Revolução (Organe hebdomadaire du PRP/BR).
 Revolução Proletária (Organe de la URML).
 Revolução Proletária (Organe des ORPC (m-l)).
 Luta Comunista (Organe des CARP (m-l)).
 A Terra (publication des paysans du Nord).
 Tempo Económico (Publication hebdomadaire d'économie).
 Seara Nova (publication mensuelle proche du PCP).
 Século Ilustrado (Publication hebdomadaire).
 Unidade (Organe hebdomadaire du MDP/CDE).
 Unidade Popular (Organe du PCP (m-l), fraction Mendes).
 A Verdade (Organe du PCP (m-l), fraction Vilar).
 Vida Rural (Publication hebdomadaire sur l'agriculture portugaise).
 Voz do Povo (Organe hebdomadaire de la UDP).
 Voz Portucalense (Publication proche de l'église du Porto).

RAPPORTS DIVERS:

Diário do Governo: 1973 à 1975.
 Diário da Assembleia Constituinte: 1975.
 Diário da República: 1976 à 1978.
 Relatórios do Banco Português do Atlântico: 1974 à 1976.

Relatórios do Banco de Portugal: 1974 à 1978 .

Relatórios da Comissão de Apoio às Cooperativas: 1976 .

Relatórios do Ministério da Administração Interna: 1974-1975-1976 .

Relatórios do Ministério do Trabalho: 1974-1975-1976 .

Relatórios do Ministério da Comunicação Social .

Plano a Médio Prazo de 1977 à 1980 .

STATISTIQUES DE L'INE (Institut National de Statistique):

Estatísticas Agrícolas

Estatísticas do Comércio Externo

Estatísticas Demográficas

Boletim Mensal de Estatísticas

Contas Nacionais

Anuário Estatístico

Estatísticas das Finanças Públicas

Estatísticas Industriais

Estatísticas das Sociedades